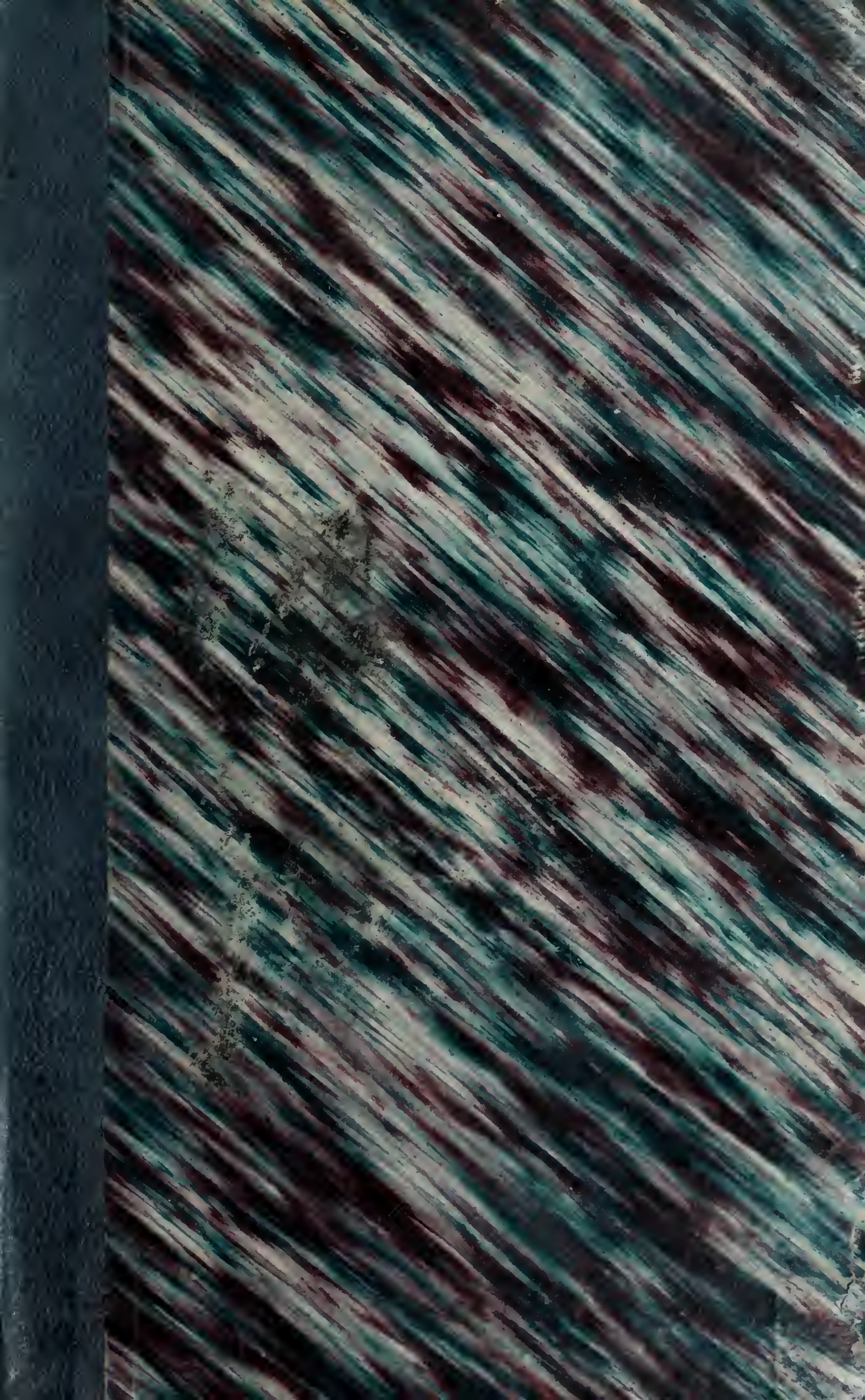



YORK UNIVERSITY
LIBRARIES


YORK UNIVERSITY LIBRARIES
3 9007 0458 2290 5

L'ANGLETERRE

AU XVIIIe SIÈCLE

II

PARIS — IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS,
55, QUAI DES AUGUSTINS.

L'ANGLETERRE

AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

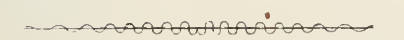
ÉTUDES ET PORTRAITS

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU GOUVERNEMENT ANGLAIS
DEPUIS LA FIN DU RÈGNE DE GUILLAUME III

PAR

M. CHARLES DE RÉMUSAT

TOME II



PARIS
DIDIER ET Cᵉ, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES AUGUSTINS
1856

HORACE WALPOLE

(1717-1797)

Les lettres de Mme Du Deffand à Horace Walpole parurent à Londres en 1810. Quand, un ou deux ans après, elles furent imprimées en France, elles produisirent dans le monde, je m'en souviens encore, une grande sensation. Comme, dans un pays bien gouverné, la littérature doit inspirer plus d'intérêt que la politique, elles occupèrent les salons de Paris plus que l'attente de la campagne de Russie, et l'on n'en parla guère moins que de l'incendie de Moscou et des désastres de la Bérézina. Grâce à cette précieuse liberté d'esprit, les lecteurs de 1812 accueillirent, avec la curiosité la plus vive et la moins distraite, ce nouveau témoignage des idées et des mœurs du siècle qui venait de finir, et l'on se plut à retourner par l'imagination jusqu'au milieu d'une société dont tous les contemporains n'avaient point disparu. Une maîtresse du regent, une

correspondante de Voltaire, une amie du duc de Choiseul, racontant avec un esprit rare ses pensées et son temps, mêlant aux anecdotes et aux portraits de piquantes réflexions, était bien faite pour captiver l'attention d'un monde qui aimait encore la conversation et qui ne parlait pas du présent. Mme Du Deffand détestait les philosophes et ne savait guère que ce qu'ils lui avaient appris. Désabusée de tout, dégoûtée de ses souvenirs, sans foi comme sans espérance, elle s'ennuyait et s'irritait de l'empire même des opinions qu'elle partageait et dont elle entrevoyait avec effroi la future application; elle jugeait avec une sagacité malveillante tout ce qui l'entourait et dénonçait d'un ton chagrin son siècle à la postérité; elle présentait sous le sombre jour d'un déclin ce qui parut un moment briller de la lumière d'une belle aurore : elle aurait eu cent fois moins d'esprit, qu'elle se fût toujours fait lire avec avidité de la société incrédule et repentante qui fleurissait il y a quarante ans.

Mais un intérêt d'un genre tout particulier s'attachait à ce remarquable livre. Cette femme blasée, ennuyée, caustique, qui ne croit à aucune affection, qui ne voit partout qu'égoïsme et sécheresse, avait sauvé son cœur sans s'en douter, et elle aimait en niant qu'on pût aimer. Ce cœur aride était sensible, et un attachement profond et pur le dominait tout entier. Vieille, débile, aveugle, elle s'était laissé aller à un sentiment incomparable, vif comme la passion, mais digne et contenu ainsi que le voulaient son âge et sa raison, et dont il est impossible de suivre les progrès, les épanchements et les souffrances sans compassion et sans respect. Le contraste de sa décrépitude et de ses émotions n'est pas un seul instant ridicule. L'étrange spectacle d'un

esprit dépouillé de toute illusion et qui retrouve à son insu la première de toutes, ce je ne sais quoi de romanesque qui persiste dans une âme refroidie, cette affection dévouée qui s'y élève au-dessus des croyances perdues, des amitiés évanouies, comme un parfum dans un désert, voilà ce qui donna surtout un attrait singulier à ces confessions d'un nouveau genre. On aimait encore à disserter sur l'amour dans ce temps-là, et le cœur de la vieille aveugle devint l'objet de cette autopsie curieuse à laquelle s'attachait volontiers la science frivole et subtile de la pathologie sentimentale.

En fait de roman, la question ordinairement posée est celle-ci : A-t-on eu raison d'en aimer le héros? L'objet de l'attachement de Mme Du Deffand n'échappa point à cet examen et se tira fort mal d'une redoutable épreuve. C'était un Anglais, spirituel apparemment, comme elle le dit sans cesse, homme du monde et de conversation, car il faut bien l'en croire, mais ombrageux, froid, même égoïste et dur, on se hâta du moins de le proclamer; un homme insensible à tout, hors aux bienséances, craignant plus d'être ridicule que de se montrer cruel et cherchant dans le jugement d'autrui la règle de ses sentiments; enfin une sorte d'Oswald de cette singulière Corinne. Nous ne prétendons point que ce jugement fût tout à fait juste ni complet; nous disons qu'il fut rendu, et que c'est à peu près en ces termes que les lecteurs français ont alors caractérisé Horace Walpole.

Le connaît-on beaucoup mieux aujourd'hui? Sait-on avec un peu de détail ce que fut cet homme célèbre, qui n'a pas été sans influence sur les opinions et les goûts de la société anglaise, qui enrichit la littérature

de son pays, et peut-être lui ouvrit une voie nouvelle par ses ouvrages de critique et d'imagination, qui certainement s'éleva par ses mémoires, et encore plus par ses lettres, à un rang très-distingué dans les deux genres où la France s'imagine parfois qu'elle est sans rivale? Chez celui qui porta ce nom historique de Walpole, qui en continua et en changea l'illustration, sait-on bien quel fut l'homme du monde, l'homme politique, l'homme de goût, l'homme enfin et sa nature individuelle? Il nous semble qu'on ne le sait guère et qu'il serait intéressant de chercher à l'apprendre. Cela est facile aujourd'hui. Tout ce qu'il a écrit est, ou bien peu s'en faut, imprimé. Des notices et des notes excellentes ont été attachées à ses œuvres; sir Walter Scott et lord Dover ont écrit sa biographie; M. Eliot Warburton a publié sur lui des mémoires; M. Macaulay l'a caractérisé dans un de ses brillants et solides essais : nous allons raconter sa vie, ce sera le meilleur moyen de le peindre et de le juger.

Horace Walpole, né à Londres le 5 octobre 1717, était le troisième et le plus jeune fils de sir Robert Walpole, le ministre célèbre et contesté qui gouverna vingt et un ans la Grande-Bretagne. Sa mère, Catherine Shorter, était petite-fille de sir John Shorter, lord-maire de Londres en 1688, l'année de la révolution. Ses deux frères, lord Walpole et sir Édouard, ne méritèrent jamais que l'histoire parlât d'eux. Cependant il ne paraît pas que son enfance ait beaucoup occupé l'attention de son père. Sa santé était délicate; sa vie semblait fragile, quoiqu'elle ait duré quatre-vingts ans. Sir Robert était pour ses enfants bon et facile; mais ses goûts et ses affaires laissaient dans son existence peu de place aux tendres soins d'une inquiète

paternité. C'était un homme tout pratique, d'un esprit positif et peu cultivé, gardant toutes ses facultés pour la politique, n'interrompant son travail que par des plaisirs qui paraîtraient aujourd'hui plus dignes d'un gentilhomme campagnard que d'un premier ministre. Il abandonnait donc à sa mère le jeune fils qui conserva toujours pour elle la plus vive tendresse. A dix ans, l'enfant entra à l'école d'Eton, où son père avait été le compagnon d'études de lord Bolingbroke. Il y rencontra Thomas Gray, le poëte lyrique, qui, de son camarade, devint son ami, et à qui, plus tard, la seule vue d'Eton dans le lointain devait inspirer une ode touchante et célèbre (*A distant prospect of Eton college*) ; Richard West, qui mourut jeune et qui annonçait, à les en croire, un talent supérieur pour la poésie ; Thomas Ashton, qui se consacra à l'église et à la prédication. Ils appelèrent l'amitié qu'ils formèrent ensemble la quadruple alliance; mais elle ne devait pas résister au temps et régner à jamais dans son cœur comme celle qui attacha dès l'enfance Horace au fils de la sœur de sa mère, à Henry Seymour Conway, destiné à jouer un rôle distingué dans l'armée et dans le parlement. Condisciple de ce cousin, dont les qualités personnelles étaient attrayantes, il s'habitua de bonne heure, quoique plus âgé de deux ans, à se dévouer à lui. Il le jugea presque toujours avec une bienveillance voisine de l'admiration et n'éprouva d'ambition que pour lui. Cette amitié est celle qui honore le plus sa vie et qui répond le mieux aux reproches dirigés quelquefois contre la sécheresse de son cœur. On le voit se refroidir ou rompre avec Gray, avec Bentley, avec le poëte Mason, même avec George Montagu, son camarade d'Eton et de Cambridge, auquel devait l'enchaîner

sans retour une intimité de trente ou quarante ans. Son caractère avait ses inégalités; son esprit n'était pas sans ombrages. Pour Conway, pour tout ce qui le touche, pour sa femme, pour sa fille, il est constamment le même ; il le suit, général ou ministre, avec anxiété dans la carrière, et l'on peut dire qu'après la mémoire de son père, la fortune de Conway fut sa seule passion politique.

En 1734, Horace était entré à l'université de Cambridge, où il avait retrouvé Gray et Montagu. Il poursuivit ses études à King's College; elles n'étaient point finies et il n'avait que vingt ans, lorsqu'il perdit sa mère. Gray, qui écrivait à leur ami commun Richard West le 22 août 1737, interrompt ainsi brusquement sa lettre : « Mais, pendant que je vous écris, j'apprends la triste nouvelle de la mort de lady Walpole. Pardonnez-moi si la pensée de ce que doit ressentir mon pauvre Horace m'oblige à finir. » Il *ressentit* en effet vivement cette perte, et dix-sept ans après il s'occupait encore d'élever à sa mère, dans Westminster, un monument dont il composait l'inscription. On a déjà vu que ses rapports avec son père n'étaient pas intimes. L'homme d'Etat méritait parfaitement l'éloge que lady Mary Wortley Montagu lui donne dans des vers sur son portrait; il était *un mari facile.* Cependant on a dit qu'il trouvait que le visage de son troisième fils rappelait trop fidèlement les traits d'un lord Hervey, homme d'un esprit remarquable et frère de celui qui fut le rival de Pope. « Mon père, dit Horace quelque part, ne montrait aucune partialité pour moi. » Et en effet il ne parut l'apprécier et presque le connaître que dans les dernières années de sa vie, après sa chute éclatante. A peine veuf, il s'était hâté d'épouser la mère d'une fille

naturelle qu'il aimait, qu'il parvint plus tard à faire, par décision royale, traiter en fille de comte, et qui devint lady Mary Churchill. Quant au jeune homme, il eut, par une bonne sinécure, les moyens de soutenir son rang et d'aller faire sur le continent le voyage obligé des débutants de sa condition.

Le 10 mai 1739, il partit, dans la compagnie de Gray, pour Paris, où il devait retrouver son cousin Conway. Rien n'annonce que cette fois il ait vu autre chose en France que les objets extérieurs et qu'il y ait appris rien de plus qu'à mieux parler la langue. Sa correspondance de cette époque offre peu d'intérêt. Vers la fin de l'été, les deux amis étaient en Italie. Ils visitèrent Rome, Naples, Florence, Venise. Aidé de son compagnon, qui a laissé de ce voyage des lettres et des notes assez intéressantes, Horace acquit le goût des arts, apprit à aimer la peinture et la musique, et se forma même des idées alors nouvelles sur les genres et les âges divers de l'architecture. Mais il est rare qu'un voyage qui se prolonge laisse parfaitement unis deux amis qui le font ensemble. La monotonie d'un commerce exclusif engendre l'ennui, et la gêne résulte de la nécessité de se concerter toujours. Gray et lui finirent par se brouiller et se séparèrent à Reggio. « J'ai conscience, écrivait Walpole à William Mason trente-deux ans après, que, dans le principe, le tort était de mon côté. J'étais jeune, trop attaché à mes plaisirs, même, je n'en doute pas, trop enivré par l'indulgence, par la vanité et par l'insolence de ma situation de fils d'un premier ministre, pour n'avoir pas manqué de ménagement envers la sensibilité d'un homme que, je rougis de le dire, je savais mon obligé, d'un homme que ma présomption et ma folie m'em-

pêchaient de trouver très-supérieur en talents, quoique j'aie depuis lors senti mon infériorité infinie par rapport à lui. Je le traitais insolemment; il m'aimait, et je ne le croyais pas. Je lui reprochais la différence qui était entre nous, tandis qu'il agissait avec la conviction d'être mon supérieur. Souvent je ne tins aucun compte de son désir de voir tels ou tels lieux, ne voulant pas m'arracher à mes plaisirs pour les visiter, quoique je lui offrisse de l'y envoyer sans moi. Pardonnez-moi de dire que son caractère n'était pas conciliant, en même temps que je conviens avec vous qu'il aurait eu la conduite la plus amicale que j'aurais eu l'idée d'en prendre avantage. Il me dit franchement mes torts ; je déclarai que je n'avais nulle envie de les entendre et que je ne me corrigerais pas. Vous ne serez point étonné qu'avec la dignité de son caractère et la négligence obstinée du mien, la brèche ait dû s'élargir jusqu'à ce que nous devinssions incompatibles. » Mason, qui écrivait la vie de Gray, fut autorisé à y insérer quelques mots dans le même sens, et d'ailleurs, longtemps avant la mort du poëte, une réconciliation avait rapproché les deux amis de collége. Quoique l'intimité ne soit jamais redevenue parfaite, car l'un avait beaucoup de raideur et l'autre une certaine irritabilité, la perte de Gray a inspiré à Walpole une de ses lettres les plus touchantes.

C'est à Florence, où il résida quelque temps, qu'il mena avec le plus de suite et de dissipation la vie du monde. Il y trouva bonne compagnie, des Françaises spirituelles, des Anglais d'un commerce agréable, John Chute, homme de goût et d'esprit, qu'il représente comme très-aimable, et M. Mann, plus tard sir Horace Mann, chez lequel il logeait, et qui, en qualité

d'envoyé près la cour de Toscane, lui faisait avec empressement les honneurs de la résidence. Sous des titres différents, ce diplomate occupa le même poste jusqu'en 1786, sans reparaître en Angleterre. Walpole, qui partit bientôt, ne le revit jamais; mais il s'était étroitement attaché à lui, et, en revenant à Londres, de Calais où il attendait le vent ou la marée, il entama avec lui une correspondance qui dura quarante-cinq ans. « Je ne me pique pas de faire celle-ci plus longue, lui écrivait-il longtemps après, le 25 août 1784, parce que je n'ai pas plus de matière. En bonne conscience, je puis bien me permettre une courte épître de temps en temps. J'ai compté combien de lettres je vous ai écrites depuis que j'ai débarqué en Angleterre, en 1741; elles se montent, — chose prodigieuse, — à plus de huit cents, et nous ne nous sommes pas rencontrés dans ces quarante-trois ans. Une correspondance de près d'un demi-siècle n'a pas, je suppose, sa pareille dans les annales de la poste aux lettres. » Cette correspondance, en effet, est un monument unique : elle serait seule parvenue à la postérité, qu'elle assurerait à son auteur une renommée durable. Qu'on y songe, pendant quarante-cinq ans, un homme de beaucoup d'esprit, placé au centre de la société anglaise, persiste à tenir un ami absent au courant de tous les événements du monde où il vit. La politique et la littérature, les intrigues et les plaisirs de son temps, il aborde tout avec complaisance, il raconte tout avec détail, puisqu'il écrit de loin à quelqu'un qui veut tout savoir et qui ne peut abuser de rien. Qu'on ne s'étonne donc pas si ce recueil est à la fois une lecture piquante et un ouvrage historique : c'est la peinture familière de l'Angleterre pendant un demi-siècle,

et le peintre était un admirateur enthousiaste de M[me] de Sévigné.

Horace Walpole revint en Angleterre au mois de septembre 1741. Il y arrivait pour représenter dans un nouveau parlement, élu au mois de juin précédent, le bourg de Callington, dans le Cornouailles. Il trouva le monde politique fort agité : la crise éclatait où devait succomber son père après tant d'années d'un grand pouvoir. Il faut ici rappeler en peu de mots quelle fut l'administration de Robert Walpole.

Une réaction s'est faite en faveur de sa mémoire : comme toutes les réactions du monde, elle a dépassé le but. Sans doute l'histoire ne doit pas confirmer à Walpole le titre injurieux qu'il reçut de son vivant, le titre de père de la corruption ; mais il ne faut pas non plus, comme un écrivain recommandable, lord Dover, l'appeler *la gloire des whigs*. Il n'inventa pas la corruption, il la trouva tout établie. Au siècle dernier, le parlement d'Angleterre, définitivement promu par la révolution au rang qui lui était dû, ne rencontrait pas dans sa constitution propre de suffisantes garanties contre l'abus de ses justes prérogatives. Trop d'élections étaient illusoires ou vénales, et le secret de ses débats le dérobait au contrôle de l'opinion ; il manquait de responsabilité, condition funeste pour toute puissance en ce monde. Le pouvoir exécutif était sa proie ou son instrument. Pour le prendre ou le garder, tout était permis. Des abus consacrés offraient un prix à toutes les cupidités. L'avarice se cachait derrière l'ambition, qui ne se cachait de rien. Les mœurs publiques toléraient même ce qui ne s'avouait pas. Les passions que la liberté engendre et nourrit étaient envenimées par les souvenirs et les ressentiments qu'une

révolution récente encore laissait après elle : l'intérêt liait les majorités que formait l'esprit de parti et que divisait l'intrigue. Walpole ne valait pas mieux que son temps, et ne songeait nullement à l'améliorer. Loin de rêver des réformes, il se plaisait à dire qu'il n'était ni un saint ni un Spartiate. Loin de chercher à supprimer ou à diminuer la corruption, il l'employait hardiment, habilement, avec une sorte de dignité, plus exact à payer ses amis qu'empressé d'acheter ses adversaires, craignant de dégrader le pouvoir s'il permettait que l'on gagnât plus à l'attaquer qu'à le servir; mais il n'est pas vrai qu'il ne gouvernât que par la corruption, elle ne saurait être l'unique moyen d'un pouvoir durable. L'esprit ferme et droit de Walpole, sa connaissance des hommes, son adresse à les conduire, son expérience des affaires, sa fidélité invariable à sa cause, sa modération dans l'exercice du pouvoir comme son opiniâtreté à le conserver, son mépris pour les plaisirs de l'imagination et pour les amusements de la vanité, enfin un certain accord de toutes les qualités utiles qui suffisent à l'homme d'État et qui ne suffiraient pas au grand homme, voilà ce qui explique, mieux que toutes les déclamations satiriques contre les mœurs parlementaires, voilà ce qui justifie même la réussite et la durée de son administration. L'histoire, en le jugeant, doit tenir compte des circonstances au sein desquelles il a vécu, se rappeler la triste condition des choses humaines, et reconnaître, en le comparant, que la part du bien fut supérieure à celle du mal. La cause des whigs, celle de la révolution de 1688 (c'est la cause même du gouvernement libre), peut opposer son nom à celui des plus sages ministres dont se vante le pouvoir absolu. Grâce à une habileté de

bon sens plus que de génie, il est du petit nombre de ceux qui ont prouvé la possibilité de fonder par une révolution et de gouverner dans la liberté; mais il ne faut rien exagérer, l'homme et le ministre sont sans éclat, et, comme le dit lord Mahon, il y a entre Chatham et Walpole la différence de la gloire au succès.

Dévoué dès sa jeunesse à la cause de la monarchie nouvelle, ou, comme on parlait alors, de la succession protestante, secrétaire de la guerre, puis trésorier de la marine sous la reine Anne et le ministère de Godolphin, il quitta le pouvoir avec les whigs. Injustement accusé, mis à la Tour, il se vit deux fois expulsé du parlement, et n'y rentra qu'après l'avénement de la maison de Brunswick et la chute du cabinet d'Oxford et de Bolingbroke. Nommé payeur-général de l'armée par l'administration de Townshend et de Stanhope, il devint bientôt chancelier de l'échiquier et premier lord de la trésorerie (octobre 1715), sans devenir premier ministre, quoiqu'il fût, bien autant que Stanhope, le guide ou le *leader* de la chambre des communes; mais ce cabinet ne resta pas longtemps uni. Lord Townshend s'aperçut qu'il en était le chef plutôt que le maître, et un jour son mécontentement alla grossir cette réunion de jacobites, de torys et de whigs détachés qui formait l'opposition, en sorte qu'elle se trouva en majorité. Le roi le remercia de ses services, et sa retraite entraîna la démission de Walpole, son beau-frère, et celle de William Pulteney, secrétaire de la guerre (1717).

Walpole ne tarda pas à devenir l'orateur et le chef redoutable d'une hostile coalition. C'est un moment qui se retrouve dans la vie de presque tous les hommes d'État des pays libres que celui où, au grand scandale

des gens paisibles, ils retournent contre le pouvoir les armes que dans le pouvoir ils ont eux-mêmes repoussées, et rallient à tout risque des oppositions diverses pour les conduire en colonne d'attaque à l'assaut du gouvernement. Walpole, Chatham, Pitt, ont eu de ces retours offensifs; mais personne plus que le premier ne l'a fait avec une audacieuse résolution. Il attaqua les armées permanentes, les lois sur la discipline militaire, il fit alliance avec les chefs du jacobitisme qui l'avaient mis en prison; mais, quoique sa réputation ne s'abaissât pas dans l'opposition, et qu'il grandît encore comme *discuteur* parlementaire, comme *debater*, suivant l'expression anglaise, il ne réussit pas à ébranler le ministère de Stanhope et de Sunderland, et il fallut qu'en 1720 il traitât avec eux et même à de modestes conditions. Il redevint payeur-général, et Townshend ne fut que président du conseil. Bien prit à Walpole qu'un bill imprudent vînt, à l'effet de consolider en un seul fonds toute la dette publique, donner à la Compagnie de la mer du Sud la faculté de racheter avec son papier les huit millions sterling d'annuités créées dans les deux derniers règnes, et, par le crédit hyperbolique et factice qu'y gagna cette institution, provoquer une crise d'agiotage qui peut se comparer à la crise analogue amenée presque en même temps par le système de Law dans un pays voisin. Cette illusion d'une richesse imaginaire, exploitée par la crédulité et par la fraude, fut bientôt suivie d'une réelle ruine et d'une alarme universelle. Tous les yeux se tournèrent vers Walpole, seul jugé capable de restaurer l'ordre financier et le crédit public. Il reprit les fonctions de chancelier de l'Échiquier et devint le maître de la situation (octobre 1720). Peu

après, par la mort de Stanhope, bientôt suivie de celle de Sunderland, à qui il avait succédé comme premier lord de la trésorerie, il vit son autorité s'accroître encore, et, sous son influence, la tranquillité renaître dans le parlement et dans le pays. Le parti whig tout entier fut avec le pouvoir, et les autres partis rentrèrent dans le silence. Pendant plusieurs années, l'histoire parlementaire de la Grande-Bretagne cesse d'offrir aucun intérêt. L'avénement même du nouveau roi, George II (1727), ne fut pas une crise sérieuse : il régna; Walpole gouvernait.

La paix au dehors et la prospérité intérieure, tel était le programme de son administration, et il le réalisa longtemps avec un succès incontesté; mais il est rare qu'un pouvoir vieillisse sans déclin. L'habitude de réussir l'engourdit; il s'imagine que, pour être, il suffit d'avoir été; il s'obstine dans la servile imitation de ses propres exemples, et prend à la longue la routine pour l'expérience. Comme un artiste gâté par des succès devenus faciles, il se néglige ou charge sa manière; ses défauts s'exagèrent, quand ses qualités ont perdu le prestige de la nouveauté. Les choses et les hommes ont beau changer autour de lui, il ne peut se résoudre à en tenir compte, à consulter les nouveaux besoins qui se produisent, à ménager les nouveaux personnages qui s'élèvent. Tout gouvernement fait des fautes, et toute faute nuit. Avec le temps, la somme de celles qu'on a commises augmente, et peu à peu s'accroît avec elle le montant des griefs, le nombre des mécontents, la force des ennemis. Les ressentiments s'accumulent, les hostilités s'agglomèrent, les prétentions se concertent. Aux rivaux humiliés, aux collègues congédiés s'unissent et les opposants systé-

matiques, et les malveillants en permanence, et les novateurs spéculatifs, et les jeunes ambitieux, ces hommes d'État de l'avenir. Ainsi le pouvoir le mieux assis se sent tout à coup chanceler en présence d'une masse d'adversaires conjurés qui s'est formée sous ses yeux, par sa faute et cependant à son insu. Vienne une question favorable, vienne un mouvement d'opinion qui donne à l'armée de l'opposition un cri de guerre et un terrain pour combattre, sa victoire est certaine.

Walpole avait devant lui le bataillon des jacobites, dirigé même de loin par Bolingbroke. Que fait-il? Il laisse hors du pouvoir son ancien collègue Pulteney, qui bientôt s'entend avec son vieil ennemi. Il avait dans le cabinet deux secrétaires d'État d'une réelle valeur, Carteret et Townshend; tous les deux lui portent ombrage. Le premier fait place en grondant au duc de Newcastle, qui peut trahir, mais qui ne sait pas résister; le second est congédié plus tard, après une rupture offensante; il ne se venge pas, mais lord Harrington, son successeur, n'apporte ni puissance ni éclat, et le principal ministre semble chercher sa force dans la faiblesse de ses collègues. Cependant aux dangereuses recrues qu'il envoie lui-même à l'opposition déjà formidable, car elle va du jacobite Shippen au républicain Samuel Sandys, viennent s'unir les jeunes whigs, *les enfants,* comme il les appelle, et parmi eux brille au premier rang William Pitt avec la verve d'une intempérante éloquence, d'une jeunesse superbe, d'un caractere audacieux, d'une ambition généreuse; William Pitt, qui avait trop de fougue, trop d'emportement, trop de talent peut-être, pour que la froide raison de Walpole aperçût combien il était

redoutable, et rendît justice à une supériorité qui différait tant de la sienne.

Walpole avait abusé de sa maxime favorite : *Quieta non movere.* Il arrive à la longue des moments où le repos semble fatiguer les peuples, où ce qui est tranquille s'agite de soi-même. La paix avait cessé de plaire. Un traité entre l'Angleterre et l'Espagne accordait aux deux nations le droit de recherche en mer des marchandises de contrebande sur leurs navires respectifs. L'exécution toujours difficile, toujours irritante, d'une convention semblable excitait de vives plaintes. Le commerce anglais et surtout la puissante Compagnie de la mer du Sud en faisaient grand bruit. On alléguait des iniquités et des violences que ne reconnaissait ni ne réparait la diplomatie fière et indolente du cabinet de Madrid. L'opposition se jeta sur ces griefs et les envenima. Le ministère essaya de pallier le mal par une nouvelle convention, acte incomplet et provisoire qui ajournait les questions à résoudre et qui ne calma aucun mécontentement. L'esprit de parti eut beau jeu pour attiser l'irritation générale. Rien ne fut épargné ; on se servit de toutes armes. C'est l'époque où retentit cette anecdote célèbre que Burke appelait *la fable des oreilles de Jenkins.* On sait que ce patron d'un sloop de la Jamaïque comparut devant un comité du parlement, et raconta qu'ayant été visité par un garde-côte espagnol qui ne trouva à son bord rien de prohibé, le capitaine, pour se venger, lui avait coupé une oreille et dit de la porter au roi d'Angleterre, ajoutant que, si Sa Majesté était là, il la traiterait de la même façon. Un membre lui demanda ce qu'il avait senti en ce moment. « En ce moment, répondit-il, je recommandai mon âme à Dieu et ma cause à mon

pays. — Nous n'avons plus besoin d'alliés pour nous mettre en état de nous faire justice! s'écria Pulteney; l'histoire de Jenkins nous lèvera une armée de volontaires. » C'était un homme bien éloquent que ce matelot, disait Mirabeau à la Constituante; et il en concluait que le droit de paix et de guerre ne devait pas être laissé aux assemblées.

Le parlement d'Angleterre n'avait pas ce droit; mais l'opinion du dehors pesait sur lui : il pesait avec elle sur le ministère. L'opposition avait rallié ses bataillons divers sous le nom neutre et honoré de patriotes, et le patriotisme, *ce transport d'écoliers,* comme disait Walpole, réclamait à grands cris la guerre, qui parut bientôt inévitable. Le ministre n'était pas convaincu, il ne la trouvait ni juste ni politique; mais, de ce thème d'opposition, on était parvenu à faire un vœu national : il crut qu'il fallait céder ou se retirer, et il préférait le pouvoir à ses convictions. Il avait fini, comme bien des ministres, par penser qu'avoir la majorité était le but et non le moyen. Par lui dirigée d'ailleurs, la guerre lui paraissait moins dangereuse; elle serait moins durable; il l'arrêterait le jour où l'opinion commencerait à tourner. Il déclara donc la guerre (octobre 1739), tout en se moquant de l'allégresse publique par laquelle cette déclaration fut accueillie, et c'est assurément la plus grande faute de sa vie. L'opposition avait, de mauvaise foi, réclamé la guerre pour le perdre; de mauvaise foi, il accorda la guerre à l'opposition pour la désarmer et la compromettre : la guerre ne réussit ni à l'opposition ni à lui.

Conduite sans ardeur et avec une habileté médiocre, elle irrita les sentiments qu'elle était destinée à satisfaire. Les difficultés, les lenteurs, les revers, tout fut

imputé au pouvoir. La guerre ne profitait nullement au commerce, qui l'avait réclamée; elle menaçait d'amener à sa suite une rupture avec la France, et cela dans le moment où la prétention de Marie-Thérèse à l'Empire mettait en feu le continent. La situation devenait sombre et critique, quand il fallut élire un nouveau parlement (1741), et on le réunissait à peine, lorsque Horace Walpole arrivait d'Italie pour y siéger auprès de son père, plus que jamais menacé par les partis et la multitude. Expiant le tort d'un caractère trop impérieux, d'une politique trop exclusive, d'une supériorité trop intolérante, d'un orgueil trop confiant, il voyait toutes les colères amonceler tous les périls sur sa tête, et ces derniers mots n'étaient pas pris dans ce temps-là pour une pure métaphore. La haine qu'il inspirait était l'unique lien qui tenait ensemble les oppositions coalisées; sa perte était le but commun, et le cabinet, le roi, la majorité même s'aperçurent bientôt qu'il n'y avait à sacrifier qu'un seul homme. Il devenait difficile de garder à cet homme une héroïque fidélité, et lui-même ne tarda pas à sentir combien est précaire et trompeur le dévouement des intérêts. Ebranlé déjà par des élections violemment disputées, ne pouvant, d'après ses calculs, espérer dans la nouvelle chambre qu'une majorité de 16 voix, il livra un combat désespéré que nous laisserons raconter à son fils. Ce dernier a tout écrit à son ami Horace Mann.

« 10 décembre 1741.

« .... Vous allez être presque aussi impatient d'avoir des nouvelles du parlement que moi de Florence. Les lords ont abordé vendredi le discours du roi. Lord Chesterfield a fait un très-beau discours contre l'adresse, tout dirigé contre la

maison de Hanovre[1]. Lord Cholmley[2] lui a, dit-on, bien répondu. Lord Halifax a très-mal parlé, et la réponse a été faite par le petit lord Raymond, qui veut toujours lui répondre. Votre ami lord Sandwich a extrêmement outragé Sa Grâce de Grafton, qui était souffrant, et qui s'est jusqu'au bout tenu hors de sa place en le rappelant à l'ordre. C'était indécent, de la part d'un enfant comme lui, envers un homme de ce rang et de cet âge. Le sang des Fitzroy ne le pardonnera pas aisément[3]. La cour a eu une majorité de 41, y compris quelques nouveaux convertis.

« Mardi, nous avons eu le discours[4]. Il y avait grand désaccord dans le parti. Les jacobites, avec Shippen et lord Noël Somerset à leur tête, étaient pour une division, Pultney[5] et les patriotes étaient contre. Le mauvais succès dans la chambre des lords les avait effrayés. Nous n'avons pas eu de division, mais une très-chaude bataille entre sir R. (Walpole) et Pultney. Ce dernier a fait un beau discours, très-personnel, sur l'état des affaires. Sir R., avec autant de santé, d'entrain, de force et d'autorité que jamais, lui a répondu pendant une heure. Il a dit qu'il y avait longtemps qu'on l'accusait de toutes nos mauvaises fortunes; mais avait-il fait naître la guerre d'Allemagne ou voulu la guerre avec l'Espagne? Avait-il tué le défunt empereur ou le roi de Prusse? Était-il le conseiller de ce prince ou le premier

[1] C'est le lord Chesterfield, célèbre par son esprit et par ses lettres. Le gouvernement le soupçonnait alors d'être entré en communication avec les Stuarts, depuis que, pour son opposition au bill de l'excise, Walpole l'avait destitué de la place de grand-maître de la maison du roi (*lord stewart of the household*).

[2] Probablement le comte de Cholmondeley.

[3] Charles Fitzroy, second duc de Grafton, était fils d'un fils naturel de Charles II.

[4] Le discours de la couronne.

[5] Walpole écrit ainsi ce nom, qu'on écrit ordinairement Pulteney.

ministre du roi de Pologne? Avait-il allumé la guerre entre la Russie et la Suède? Quant à nos troubles interieurs, il a dit que toutes les souffrances de la nation étaient dues aux patriotes. A cela ils ont beaucoup ri; mais avait-il besoin d'en chercher les preuves? Il a ajouté qu'on parlait beaucoup d'un équilibre des forces dans le parlement et de desseins formés contre lui. S'il en était ainsi, le plus tôt qu'il saurait à quoi s'en tenir serait le mieux; si donc quelqu'un voulait proposer un jour pour examiner l'état de la nation, la motion aurait son appui. M. Pultney l'a faite aussitôt, sir R. l'a appuyée, et elle est fixée au 21 janvier. Sir R. a répété quelques mots de lord Chesterfield dans la chambre des pairs : que le temps était venu de dire la vérité, la franche vérité, la vérité anglaise, et il a fait quelque allusion à l'accueil que Sa Seigneurie a reçu en France[1]. Après ces discours d'une telle importance et de tels hommes, M. Lyttelton s'est levé pour défendre ou plutôt pour flatter lord Chesterfield, quoique tout le monde eût déjà oublié que son nom avait été prononcé. Danvers, qui est un grossier et rude animal, mais qui, par-ci par-là, lâche quelques traits piquants, a dit que M. Pultney et sir R. ressemblaient à deux vieux entremetteurs débauchant les jeunes membres.

« Ce jour a été un jour de triomphe; mais hier (vendredi) les bannières de la victoire ne se sont pas si brillamment déployées. C'était le jour où l'on recevait les pétitions. M. Pultney a présenté une énorme bande de parchemin qu'il ne pouvait, disait-il, qu'à peine soulever. C'était la pétition de Westminster, et elle doit être discutée mardi prochain, jour où nous aurons la tête cassée par la populace. Si donc

[1] On disait que lord Chesterfield avait fait le voyage de France pour aller à Avignon demander au duc d'Ormond d'obtenir du prétendant le concours absolu des jacobites dans toutes les mesures que prendrait l'opposition contre Walpole.

vous n'entendez point parler de moi par le prochain courrier, vous conclurez que ma cervelle est un peu endommagée. Après cela, nous avons passé à une pétition du Cornouailles, présentée par sir William Yonge, laquelle a amené un débat et une division où, ma foi, nous n'avons été que 222 contre 215. Comment trouvez-vous une majorité de 7 ? L'opposition a triomphé hautement, et elle a eu raison. Une ou deux victoires pareilles, comme disait Pyrrhus, le membre pour la Macédoine, consommeront notre ruine. Je regarde maintenant que la question est Downing-Street[1] ou la Tour. Viendrez-vous voir quelqu'un, s'il lui arrive de loger au second endroit? Il s'y trouve mille jolies choses pour vous amuser : les lions, la salle d'armes, la couronne, et la hache qui trancha la tête d'Anne Bullen. J'ai le projet de demander la chambre où les deux princes furent étouffés[2]. Dans les longues soirées d'hiver, lorsque la compagnie manquera, car je ne suppose pas que beaucoup de monde me vienne voir alors, on peut se mettre à griffonner des vers contre Richard au dos voûté et des élégies sur les doux enfants. Si je meurs là, et que mon corps soit jeté dans un bois, je suis trop vieux, n'est-ce pas? pour être enterré par des rouges-gorges.

« Bootle, le chancelier du prince[3], a fait un très-long et stupide discours; après quoi, sir R. l'a appelé et lui a dit : « Frère Bootle, prenez garde de ne pas gagner mon ancien

[1] La rue près de Whitehall, où étaient, où sont encore l'office du premier lord de la trésorerie et les principaux ministères.

[2] Toutes les curiosités dont il est ici question, excepté les lions qui ont été transportés au jardin zoologique, se voient encore à la Tour de Londres. On sait que c'est dans une chambre de cet édifice que les enfants d'Édouard IV furent tués par ordre de Richard III. Cet événement tragique a été l'objet de beaucoup de fables populaires.

[3] Sir Thomas Bootle, chancelier du prince de Galles, qui était dans l'opposition et qui fut le père de George III.

surnom. —Quel était-il?—Brouillon (*Blunderer*). » Vous ne pouvez comprendre combien j'ai été heureux des grands et mérités applaudissements qu'a obtenus le frère de M. Chute, le légiste. Je n'ai jamais entendu discours plus clair et plus beau. Lorsque je suis rentré : « Cher monsieur, ai-je dit à sir R., j'espère que M. Chute gagnera son élection pour Heydon. Ce serait une grande perte pour vous. » Il m'a répondu : « Nous entendons bien ne pas le perdre. » Moi qui ne me mêle de rien, ni surtout d'élections, et qui ne vais point aux comités, je me remue excessivement pour M. Chute[1]. »

« Mercredi soir, onze heures, 16 décembre 1741.
Rappelez-vous ce jour.

« *Nous voilà de la minorité; entends-tu cela? hé*[2]! Mon cher enfant, puisque vous voulez avoir l'explication de ces vilains mots, ils signifient que nous sommes métamorphosés en minorité. C'était le soir où l'on devait choisir un président pour le comité des élections : Gyles Earle, comme dans les deux derniers parlements, était nommé par la cour; le docteur Lee, un juriste, par l'opposition, homme d'une honorable réputation. Earle était précédemment de la dépendance du duc d'Argyll; il est remarquable par la cupidité et par l'esprit, et il en a largement dépensé de son esprit contre les Écossais et les patriotes. C'était une journée fort attendue, et les deux partis avaient rassemblé toutes leurs chances. J'excepte environ vingt membres qui sont à Londres, mais qui se réservent pour voter sur une seconde question, s'il peut se manifester une majorité décidée d'un côté ou de

[1] Francis Chute, le frère d'un de ses amis de Florence. L'élection fut cassée.

[2] En français dans l'original.

l'autre. N'avez-vous pas vu pareille chose dans l'histoire, de ces gens qui ne se soucient pas de se trouver malgré eux du côté le plus faible? Bref, les plus déterminés malades ont été arrachés de leurs lits; le zèle est venu en robe de chambre. Il y avait deux vastes dîners à deux tavernes, pour l'un et pour l'autre parti. A six heures nous sommes entrés en séance. Sir William Yonge, appuyé par mon oncle Horace, a proposé M. Earle; sir Paul Methuen et sir Watkin Williams Wynn ont proposé le docteur Lee, et ils l'ont emporté à une majorité de quatre, 242 contre 238, le plus grand nombre, je crois, qui ait jamais perdu une question. Vous n'avez pas une idée de leur huzza! Concevez ce que doit être pour eux une victoire après vingt ans entiers de défaites! Nous avons eu un vote de perdu à cause d'un membre arrivé trop tard, un autre qui nous a abandonnés pour avoir été mal traité hier par le duc de Newcastle.—Ce pourquoi, selon toute probabilité, il le traitera bien demain, je veux dire pour nous avoir abandonnés.—Sir Thomas Lowther, oncle de lord Hartington, a été apporté par lui, et il a voté contre nous. Le jeune Ross, fils d'un commissaire des douanes, et sauvé du déshonneur de refuser d'aller aux Antilles, quand c'était son tour, par sir R., qui lui a donné une lieutenance, a voté contre nous, et aussi Tom Hervey, qui est toujours avec nous, mais qui est fou tout à fait. Et quand on lui a demandé pourquoi il nous avait désertés, il a répondu: « Jésus sait ce que je pense! Un jour je blasphème, et le jour suivant je prie. » Ainsi vous voyez quels accidents nous ont été contraires; autrement, nous gagnions notre partie. On nous crie que sir R. a mal fait ses calculs. Comment faire des calculs avec des hommes tels que Ross et cinquante autres qu'il pourrait nommer? Il n'était pas très-agréable d'être regardés en face pour voir comment nous supportions cela. Vous pouvez deviner comment je le supportais, moi qui prends si peu d'inté-

rêt à aucune chose. J'ai eu l'avant-goût de ce que je dois attendre de toute sorte de gens. Au moment où nous venions de perdre la question, j'ai fui l'excessive chaleur de la chambre dans le cabinet de l'Orateur, et il y avait là une quinzaine des nôtres. Un sous-portier crut qu'une nouvelle question était posée, ce qui n'était pas, et, sans nous en avertir, il ferma la porte sur nous. Quand je lui demandai comment il osait nous clore de la sorte, sans nous appeler auparavant, il me répondit insolemment que c'était son devoir et qu'il le ferait encore. Quelqu'un du parti était venu lui en donner l'ordre, lui disant qu'il serait puni s'il faisait autrement.

« Sir R. est très-animé et toujours en confiance. J'ai si peu d'expérience que je ne serai étonné de rien, quelques scènes qui doivent s'ensuivre. Mon cher enfant, nous avons triomphé vingt ans. Est-il étrange qu'enfin la fortune nous délaisse, et ne devions-nous pas toujours nous y attendre, surtout dans ce royaume? On fait grand bruit de l'année quarante et un, et l'on se promet tous les troubles qui ont commencé il y a cent ans à la même date. J'espère que leur pronostic est faux; mais, en dût-il être ainsi, je saurais être heureux ailleurs. Une réflexion me soutiendra, très-douce, quoique très-mélancolique, c'est que, si notre famille doit être la victime sacrifiée qui la première calmera la discorde, du moins *une personne*, *celle* de la famille qui avait tout l'intérêt de mon cœur, et qui aurait le plus souffert de notre ruine, est à l'abri, tranquille au-dessus de la fureur du désordre. Rien dans le monde ne peut désormais atteindre son repos.

« Demain et vendredi, nous discutons l'élection de Westminster. Ne soyez pas étonné si par le prochain ordinaire vous apprenez que nous l'avons perdue également. Bonne nuit. »

« Jeudi, six heures, 17 décembre.

« .... Votre ami M. Fane n'a pas voulu hier soir venir voter pour nous, et il ne votera pas jusqu'après l'élection de Westminster[1]. Il est entré au parlement par le duc de Bedford et se refuse à le désobliger dans cette occasion. Nous nous étions flattés d'un meilleur succès, car vendredi dernier, après avoir siégé jusqu'à deux heures du matin, nous avons emporté une élection du Cornouailles en quatre divisions, la première avec une majorité de six, puis de douze, puis de quatorze, puis enfin de trente-six. Vous ne pouvez imaginer le zèle des jeunes gens de chaque côté. Lord Fitzwilliam, lord Hartington et mon ami Coke, parmi les nôtres, sont aussi ardents que possible. Lord Quarendon et sir Francis Dashwood sont aussi violents de leur côté. Le premier parle souvent et bien. Mais je ne vous entretiens que du parlement. C'est qu'en vérité nos têtes ne sont remplies que de cette idée, et vous-même n'êtes pas fâché d'être au courant d'affaires si importantes. L'opposition, qui invente toute sorte de moyens pour tuer sir R., projette de nous faire siéger les samedis. Que cela est ignoble, infâme! quel scandale! Ne pouvant le renverser par les moins plausibles moyens, l'assassiner en lui refusant le grand air et l'exercice!

« Il s'est passé une chose étrange samedi dernier, bien étrange, mais bien anglaise. Un certain Nourse, un vieux

[1] A Westminster, le gouvernement avait porté sir Charles Wager, premier lord de l'amirauté, et lord Sundon, un des lords de la trésorerie, contre l'amiral Vernon et Charles Edwin, qu'on appelait Numps Edwin. Les premiers triomphèrent; mais le public étant fort agité et menaçant, on avait, par l'ordre de Sundon, précipité la clôture et fait venir des troupes. La proclamation du résultat s'était faite au milieu des soldats.

joueur, a dit dans un café qu'un membre, M. Shuttleworth, ne faisait que semblant d'être malade. On l'a redit à lord Windsor, son ami, qui s'est querellé avec Nourse, et celui-ci lui a envoyé un cartel. Milord a répondu qu'il ne voulait pas se battre avec lui, qui était trop vieux. L'autre réplique qu'il n'est pas trop vieux pour se battre au pistolet. Lord Windsor refuse encore. Nourse, furieux, rentre chez lui et se coupe la gorge. Voilà une des sottes façons dont les hommes sont faits. »

« Veille de Noël, 1741.

« .... Jeudi dernier, je vous ai écrit un mot de notre échec pour l'élection du président du comité. Cet hiver n'est que hauts et bas. Le jour suivant, vendredi, nous avons eu victoire complète. M. Pultney réclama tous les papiers et lettres, etc., de la correspondance entre le roi et la reine de Hongrie et leurs ministres. Sir R. consentit à donner toutes les pièces relatives à cette affaire, en ne demandant d'exception que pour les lettres écrites par les souverains eux-mêmes. Il y eut division, et nous l'emportâmes à 237 contre 227. Ils demandèrent alors les pièces qui concernent la France, la Prusse et la Hollande. Sir R. les pria de différer la demande de celle de la Prusse jusqu'à la fin de janvier, époque où une négociation serait terminée avec cette puissance, qui pourrait la rompre, si elle apprenait qu'on dût la rendre publique. M. Pultney persista; mais son obstination, qui pouvait porter un si grand préjudice au public, révolta même ses propres partisans, et sept d'entre eux parlèrent contre lui. Nous gagnâmes la question à 24 voix, et une autre à 21, le samedi d'après. Lundi et mardi, nous sommes arrivés à l'élection de Westminster. Murray [1] a parlé divinement. Il était leur con-

1 William Murray, si célèbre depuis, comme magistrat du parti de la cour, sous le nom de lord Mansfield.

seil. Lloyd lui a répondu extrêmement bien; mais, en résumant les preuves des deux côtés et dans sa réplique, Murray a été au-dessus de ce qu'on a jamais entendu au barreau. Ce même jour (mardi), nous en sommes venus à juger la cause, et à dix heures nous avons voté et perdu. Ils ont eu 220 voix, nous 216. L'élection a donc été déclarée nulle. Vous voyez que le nombre quatre leur porte bonheur. Nous avions dans la ville quarante et un membres qui n'ont pu ou voulu venir. Le temps est la pierre de touche des consciences flottantes. Tous les procédés, argent, promesses, menaces, tous les moyens de la première année 41 ont été employés, et l'intérêt personnel, sous la forme de membres écossais, même de plusieurs membres anglais, agit au profit de leur parti et au détriment du nôtre. Lord Doneraile, un jeune Irlandais, élu par la protection de la cour, s'est vu attaqué par une pétition, quoique son compétiteur n'ait eu qu'une seule voix. Ce jeune homme a parlé aussi bien qu'homme ait jamais parlé dans sa propre cause. Il a insisté pour que la pétition fût entendue, et il a conclu en déclarant que sa cause même était sa défense et l'impartialité son appui. Savez-vous qu'après cela il est allé s'engager, si l'on retirait la pétition, à voter avec eux dans l'affaire de Westminster? Ses amis lui reprochèrent si fortement sa faiblesse, qu'il en fut fâché et alla trouver M. Pultney pour se dégager. Celui-ci lui dit qu'il avait sa parole et ne la lui rendrait pas, quoique lord Doneraile déclarât que c'était contre sa conscience. Et cependant il a voté sur la première question avec eux, et il nous a fait perdre celle de la censure du haut-bailli à une seule voix, car on a été cette fois 217 contre 215. Le changement d'un seul vote aurait produit l'égalité, et l'Orateur, je suppose, se serait alors prononcé pour le parti de l'indulgence et aurait décidé pour nous. Après cela, M. Pultney, avec une humanité affectée, a consenti seulement à mettre le haut-bailli sous la

garde du sergent d'armes. Puis une majorité de six voix a voté que les soldats qu'on avait envoyé chercher, après la clôture du *poll*, pour sauver la vie de lord Sundon, étaient venus militairement et illégalement, et avaient influencé l'élection. En somme, on a décidé, comme M. Murray le leur avait dicté, qu'aucun magistrat civil, sous quelque prétexte que ce soit, fût-il hors d'état de réprimer une émeute à l'aide de la milice et des constables, ne peut appeler le secours de l'armée. N'est-ce pas là faire la besogne des jacobites? Ont-ils une autre idée que de rendre vain l'acte sur les émeutes (*riot act*)? Et alors ils pourront se soulever pour le prétendant toutes les fois qu'il leur plaira. Ensuite ils ont fait la motion de punir le juge Blackerby pour avoir appelé les soldats, et quand on a demandé qu'il pût être entendu dans sa défense, ils ont dit qu'il avait déjà confessé son crime. Songez un peu, sans être accusé, sans savoir ou sans qu'on lui eût dit que c'était un crime, un homme témoigne dans une autre cause, qui n'est pas la sienne, et puis on appelle cela s'accuser soi-même! et on le veut condamner en conséquence! Vous voyez à quelle justice nous devons nous attendre, s'ils gagnent actuellement la majorité. Mais un de leurs chefs a trouvé la pilule trop forte à avaler. Sir John Barnard [1] leur a proposé et persuadé d'accorder à l'inculpé un jour pour être entendu. Au total, nous sommes restés en séance jusqu'à quatre heures et demie du matin, la plus longue séance qu'on ait jamais vue. Je ne dis rien de moi, car je pouvais à peine parler lorsque je suis sorti; mais sir Robert était aussi bien que possible, et parlait avec autant de feu que jamais à quatre heures. Pour aujourd'hui, ils ne le tueront pas; je ne réponds de rien pour un autre jour. Quand il est sorti, Whitehead, l'auteur des

[1] Membre pour la Cité, le modèle du marchand anglais, selon lord Mahon, très-considéré et très-influent dans l'opposition.

Mœurs[1], et agent de l'opposition avec un chirurgien nommé Carey, a dit : « D—(damnation) ! comme il a l'air bien portant ! » Immédiatement après leur succès, lord Gage est sorti et a demandé à la populace de ne rien faire; mais hier au soir nous avons eu des feux de joie par toute la ville, et nous aurons, je suppose, de grandes émotions de la foule pour la nouvelle élection....

« Sir Robert est très-confiant. J'espère pour lui, pour son honneur et pour la tranquillité de la nation, qu'il l'emportera; mais, dès qu'il aura une majorité assurée, je le presserai vivement de résigner. Il a une constitution à durer bien des années s'il jouit de quelque repos. Et pour mon compte (et mes frères sont tous deux d'accord avec moi), nous désirons de tout notre cœur voir finir son ministère. Si j'en juge par moi-même, ceux qui aspirent à prendre notre place ne désirent pas la fin de tout ceci plus que nous-mêmes. Il est fatigant de supporter tant d'envie et de malveillance sans les mériter. *Otium Divos rogo*. Mais adieu la politique pour trois semaines. »

« Vendredi 22 janvier 1742.

« Ne vous étonnez pas que je ne vous aie point écrit hier, mon jour accoutumé. Vous aurez pitié de moi, quand vous saurez que j'ai été enfermé dans la chambre des communes jusqu'à une heure du matin. J'en suis sorti plus mort que vif, et j'ai été forcé de laisser sir R. souper avec mes frères. Il était tout entrain et tout feu. Il dit qu'il est plus jeune que moi, et vraiment je le crois en dépit de ses quarante ans de plus. J'ai mal à la tête ce soir, mais nous nous sommes levés de bonne heure, et si je n'écris pas le soir, quand trouverai-je un moment de libre? Maintenant vous voulez savoir ce que

[1] Un méchant écrivain poursuivi pour un poëme satirique intitulé *Manners*.

nous avons fait la nuit dernière. Attendez, je vous le dirai tout à l'heure en son lieu. Cela a bien été, et grande est la conséquence. — Mais je vais tout vous conter.

« Notre congé finissait lundi dernier, et jamais à l'école je n'ai joui autant des jours de fête; mais *les voilà finis jusqu'au printemps* [1]. Mardi (car vous voyez que je vous écris un journal complet), nous avons siégé pour une élection écossaise... J'en viens maintenant à la journée d'hier. Nous nous sommes réunis, ne nous attendant pas à de grandes affaires. Cinq des nôtres étaient allés à l'élection de York, et les trois lords Beauclerc aux funérailles de leur mère à Windsor, car cette vieille beauté de Saint-Albans est morte enfin. On comptait sur tout cela pour avoir la majorité, et vers trois heures, lorsque nous pensions à lever la séance, ils ont jeté en avant leurs plus violentes questions, entre autres une motion tendant à obtenir l'autorisation de présenter le bill sur les places (*place bill*), à l'effet de limiter le nombre des gens en place dans la chambre. On ne s'y est point opposé par bienséance, l'usage étant de le laisser passer aux Communes, et il est rejeté par les lords. Seulement, le colonel Cholmondeley a demandé si le projet était de limiter le nombre de ceux qui avaient des promesses de places, aussi bien que le nombre de ceux qui en occupent actuellement. Il faut vous dire que nous sommes un vrai conclave. On achète des votes avec des réversions de place au prochain changement de ministère. Lord Gage donnait au café de Tom le compte des changements projeté; Pultney devait être chancelier de l'Échiquier, Chesterfield et Carteret secrétaires d'État. Quelqu'un demanda qui devait être payeur-général [2]? Numps Edwin, qui

[1] En français dans le texte original,

[2] C'était une place énormément lucrative jusqu'à la réforme de Burke.

était là, répondit : « *Nous* n'avons pas encore pensé à une si petite chose... »

« Ce jeudi dont je vous parle, à trois heures, M. Pultney s'est levé et a demandé la formation d'un comité secret de vingt et un membres. Cette inquisition, ce concile des dix, devait siéger pour examiner telles personnes et tels papiers qu'il lui plairait, et se réunir où et quand il le voudrait. P. a beaucoup protesté que la mesure n'était dirigée contre *aucune personne*, mais tendait purement à donner un avis au roi, et, sur ce pied-là, on a débattu la chose jusqu'à dix heures du soir, où lord Perceval a lourdement découvert ce qu'on avait voilé avec tant d'art, déclarant qu'il entendait voter un comité d'accusation. Sir Robert s'est immédiatement levé, et il a protesté qu'il n'aurait point parlé, n'était ce qu'il venait d'entendre en dernier lieu ; mais que cela, il devait le prendre pour lui. Il a dépeint la malice de l'opposition, qui, depuis vingt ans, n'avait pu l'atteindre, et qui en était réduite à cet infâme détour. Il l'a défiée de l'accuser, demandant seulement que, si elle le faisait, ce fût d'une manière ouverte et loyale. Il a parlé de M. Doddington [1], qui avait appelé son administration infâme, comme d'un homme aimant à se mortifier, lui qui, pendant seize ans, avait condescendu à supporter sa part de tant d'odieux. Quant à M. Pultney, qui venait de parler une seconde fois, sir R. a dit qu'il avait commencé le débat avec un grand calme, mais qu'il fallait lui rendre justice, il avait fait amende honorable en finissant. En un mot, jamais l'innocence ne fut si triomphante.

Il y a eu plusieurs glorieux discours des deux côtés, deux de M. Pultney, ceux de M. W. Pitt et de George Grenville,

[1] Bubb Doddington, fameux par ses variations, ses intrigues et ses trahisons, venait de quitter le poste de lord de la trésorerie. Il a laissé un journal curieux d'une partie de sa vie politique, et il parvint à la pairie un an avant de mourir.

de sir Robert, de sir W. Yonge, de Harry Fox, de M. Chute et de l'attorney général[1]. Mon ami Coke, parlant pour la première fois, l'a fait admirablement bien et a rappelé combien est grande au-dehors la réputation de sir Robert. Sir Francis Dashwood[2] a répondu qu'il avait trouvé tout le contraire et que les étrangers parlaient toujours avec mépris du *chevalier de Walpole*. C'était par trop fort, et il a été rappelé à l'ordre; mais il s'en est assez bien tiré en disant qu'il savait qu'il était contraire à la règle de nommer un membre, mais qu'il ne l'avait fait qu'en répétant les paroles d'un Français impertinent.

« Mais jamais, de tous les discours, aucun ne fut plus rempli d'esprit que le dernier de M. Pultney. « J'ai entendu, a-t-il dit, représenter ce comité comme le spectre le plus effrayant. On l'a comparé à tout ce qui est terrible; on l'a comparé à un roi, à l'inquisition; ce sera un comité de sûreté; c'est un comité de danger; je ne sais vraiment ce qu'il doit être. Un gentleman, je crois, l'a appelé un nuage (c'était l'attorney); un nuage! Je me rappelle que Hamlet prend Polonius par la main, et, lui montrant un nuage, lui demande s'il ne trouve pas que cela ressemble à une baleine. » Eh bien! enfin, nous avons eu une division à onze heures, et ce fameux comité a été rejeté par 253 contre 250, le plus grand nombre qui se soit jamais trouvé dans la chambre et le plus grand nombre qui ait jamais perdu une question.

« C'était le plus choquant spectacle que de voir les mala-

[1] George Grenville, beau-frère de Pitt, fut premier ministre en 1763. William Yonge était secrétaire de la guerre. H. Fox, le premier lord Holland, figura dans plusieurs ministères et fut le père de Charles Fox. L'attorney général se nommait sir Dudley Ryder.

[2] Il fut ministre avec lord Bute, et, plus tard, connu sous le nom de lord Le Despencer.

des et les morts apportés là des deux côtés, des gens sur des béquilles et sir William Gordon sortant de son lit avec un vésicatoire sur la tête et un morceau de flanelle qui pendait de dessous sa perruque. J'avais à peine pitié de lui à cause de son ingratitude. Le jour d'avant la pétition de Westminster, sir Charles Wager avait donné un vaisseau à son fils, et le lendemain le père est venu voter contre lui. Le fils a été renvoyé depuis; mais on l'a caché au père, de peur qu'il ne s'absentât. Cependant, comme nous avons aussi de bonnes âmes dans nos rangs, un de ses compatriotes est allé le lui dire dans la chambre. Le vieux homme, qui avait l'air d'un Lazare ressuscité, a supporté le coup très-résolûment et a dit qu'il savait bien pourquoi on lui donnait cette information, mais que, croyant son pays en danger, il ne voulait pas se retirer. Si près de la mort, il serait indifférent pour lui d'être mort il y a deux mille ans ou demain. C'est vraiment un malheur qu'il n'ait pas vécu du temps que cette insensibilité eût été une vertu romaine.

« Il n'est artifices ni menaces que l'opposition ne mette en pratique. Ils ont menacé un membre de la suppression d'une survivance pour son fils, s'il ne votait avec eux. A Totness, il est venu une lettre au maire de la part du prince de Galles et signée par deux lords des siens, pour recommander un candidat en opposition avec le solliciteur-général. Le maire a envoyé la lettre à sir Robert. On a tiré des Écossais le plus grand parti. Il y a un jeune Oswald qui s'était engagé à sir Robert et qui a voté contre lui. Sir R. a envoyé un de ses amis pour le lui reprocher. Au moment où cette personne, qui avait pris l'engagement pour lui, est entrée dans sa chambre, Oswald lui a dit : « Vous avez été près de m'entraîner dans une belle erreur! Ne m'aviez-vous pas dit que sir Robert aurait la majorité ? »

« Après le débat terminé, M. Pultney avoua qu'il n'avait

jamais entendu une si belle discussion de notre côté, et il dit à sir R. : « En vérité, personne ne s'en acquitte aussi bien que vous.—Si fait, répondit sir R., Yonge s'en est acquitté mieux. » M. P. reprit : « C'était beau, mais cela ne valait pas ce que vous avez dit. » Ils le reconnaissent tous, et leur plan est maintenent de persuader à sir R. de se retirer avec honneur. Toute la soirée, le bruit a couru par la ville que lui et mon oncle devaient être envoyés à la Tour, et le peuple a loué des fenêtres dans la Cité pour les voir passer ; mais pour cette fois je crois que nous ne donnerons pas le spectacle d'une parade aussi historique.

« Le soir du comité, mon frère Walpole[1] avait reçu deux ou trois invalides dans sa maison, voulant les conduire dans la chambre par son entrée, parce qu'ils étaient trop mal pour faire le grand tour par Westminster-Hall. Les patriotes, qui ont beaucoup plus d'invention que leurs prédécesseurs de grecque et romaine mémoire, avaient pris la précaution de boucher le trou de la serrure avec du sable. Combien l'éloquence de Tite-Live eût été embarrassée, s'il y avait eu des portes de derrière et des trous de serrure au temple de la Concorde !

« Il y a peu de jours, un état des officiers en garnison à Port-Mahon a été produit devant la chambre des lords. Malheureusement il paraît que les deux tiers du régiment se sont trouvés absents. Le duc d'Argyll a dit : « Un semblable état est un libelle contre le gouvernement. » Et de tous les assistants, celui qui s'est levé est le duc de Newcastle, pour tomber d'accord avec lui. Rappelez-vous ce que je vous ai dit déjà une fois de son union avec Carteret...

« L'autre soir, l'évêque de Canterbury était avec sir

[1] Robert, lord Walpole, était auditeur de l'Échiquier et habitait, en cette qualité, une maison attenante au bâtiment de la chambre des communes.

Robert, et, en s'en allant il lui dit : « Monsieur, je lisais dernièrement de Thou ; il parle d'un ministre poursuivi longtemps par ses ennemis, et qui les vainquit à la fin. La raison qu'il en donne est : *Quia se non deseruit.* »

« Londres, 4 février 1741-2.

« Je suis malheureux de n'avoir pas plus de temps pour vous écrire, surtout quand vous devez avoir besoin d'en tant apprendre de ce que j'ai à vous dire ; mais pour huit ou quinze jours je serai si fort affairé, que j'aurai peine à savoir ce que je dis. Je suis assis à vous écrire, recevant toute la ville qui vient en foule dans cette maison. Sir Robert a déjà eu trois levers ce matin, et les salons sont encore encombrés, et l'encombrement vient jusqu'à moi. Vous croirez que c'est le prélude de quelque victoire. Bien au contraire, lorsque vous recevrez cette lettre, il n'y aura plus de sir Robert Walpole. Vous devrez le connaître à l'avenir sous le titre de comte d'Orford. L'autre nom, si odieux à l'envie, expire la semaine prochaine avec son ministère.

« Comme explication de ce changement, je vous dirai que la semaine dernière nous avons délibéré, dans la chambre des communes, sur l'élection de Chippenham, à propos de laquelle Jack Frederick et son beau-frère, M. Hume, pétitionnaient de notre côté contre sir Edmund Thomas et M. Baynton Rolt. Les deux partis en avaient fait la question décisive ; mais tous nos gens ne furent pas également fidèles, et, sur la question préjudicielle, nous n'eûmes que deux cent trente-cinq voix contre deux cent trente-six ; ainsi nous perdîmes d'une voix. Depuis ce jour, mes frères, mon oncle, moi et quelques-uns de ses amis particuliers, nous avons persuadé à sir R. de résigner. Il est resté indécis jusqu'à dimanche soir. Mardi, nous devions finir la question de

cette élection, et nous l'avons perdue à seize voix. Sur quoi, sir R. a déclaré à quelques intimes dans la chambre sa résolution de se retirer, et il en avait le matin envoyé prévenir le prince de Galles Il est entendu par les chefs du parti qu'on n'entreprendra rien de plus contre lui. Hier (mercredi), le roi a ajourné les deux chambres pour une quinzaine, afin de faire les arrangements. La semaine prochaine, sir R. donne sa démission et va à la chambre des lords. Le seul changement arrêté jusqu'ici, c'est que lord Wilmington sera à la tête de la trésorerie ; mais d'innombrables autres mutations et bouleversements doivent suivre. Le prince fera son raccommodement, et les whigs-patriotes entreront. Il y a eu quelques feux de joie hier au soir, mais ils étaient fort peu à la mode (*unfashionable*), car jamais ministre tombé ne fut aussi entouré. Lorsqu'il a baisé la main du roi pour prendre son premier congé, le roi s'est jeté à son col, a pleuré, l'a embrassé et lui a demandé à le voir souvent. Il restera à Londres, et soutiendra le ministère dans la chambre des lords. »

Voilà les scènes du drame appelé gouvernement représentatif. Peut-être trouvera-t-on aujourd'hui quelque plaisir à ce spectacle.

> Non quia vexari quemquam est jucunda voluptas,
> Sed quibus ipse malis careas quia cernere suave est.

Spencer Compton, comte de Wilmington, qui de président du conseil passa au titre, au titre seulement de premier ministre, fut désigné par Walpole, qui cependant ne conseilla ce choix au roi George II qu'après avoir fait offrir à Pulteney la mission de composer un ministère ; mais, indécis dans l'action, embarrassé de ses engagements, sentant bien que l'oppo-

sition avait promis par-delà sa puissance, Pulteney déclina la première place, s'inquiétant d'une seule chose, c'est qu'elle n'échût pas à lord Carteret, qui dut se contenter du poste de secrétaire d'État. Le duc de Newcastle restait avec tout le monde, et le chancelier lord Hardwicke, qui, ainsi que lui, s'était conduit en vue d'un tel dénoûment, n'hésita pas à conserver à un cabinet de coalition l'autorité de sa sagesse et de son expérience. La chambre des communes était, comme on le voit, faiblement représentée dans le pouvoir, car Sandys, nommé chancelier de l'Échiquier, comptait peu. De là devait naître un jour la fortune de Henry Pelham, qui ne voulut rien de la dépouille de Walpole, et resta payeur-général de l'armée. Pulteney, qui promettait de soutenir et se flattait de conduire le ministère, vit bientôt qu'il aurait trop de responsabilité pour trop peu de pouvoir, et se laissa persuader de demander la pairie, qu'il accepta ensuite en hésitant. « J'ai tourné la clef sur lui, s'écria Walpole, qui lui avait valu cette faveur. » Et quand, à la fin de la session, le nouveau comte de Bath vint prendre séance à la chambre haute, le nouveau comte d'Orford traversa la salle, et lui dit : « Eh bien, milord, nous voilà donc ici les deux garçons les plus insignifiants de l'Angleterre. »

La chute du ministre trop longtemps puissant devait désarmer ses ennemis ; elle ne désarma pas la multitude. Le peuple, disait-on, demandait vengeance. La nouvelle majorité aurait été fort embarrassée de lui donner satisfaction. Quelques hommes implacables par nature ou peut-être par calcul, insistaient bien pour une accusation, tout au moins pour une enquête. On fit même passer à trois voix de majorité la création d'un

comité chargé d'y procéder, et ce jour (23 mars), Horace Walpole prit la parole pour la première fois. Il prononça pour la défense de son père quelques mots préparés et mesurés, qu'il nous a conservés dans une de ses lettres, et que loua M. Pitt en combattant ses conclusions. Les apparences furent quelque temps menaçantes; on prononçait des mots sévères, violents. Le comité était hostile en majorité, et les souvenirs des procédés de la guerre civile n'étaient pas tellement effacés, qu'on ne pût concevoir des doutes inquiétants sur le sort d'un ministre poursuivi par le cri populaire; mais le temps apaisa les haines en détournant la défaveur publique sur les hommes que l'opposition cédait au pouvoir. Trahi par quelques-uns, Walpole trouva des amis fidèles. Les crimes qu'on lui imputait étaient imaginaires; les reproches fondés ne purent être justifiés, ou portaient sur des faits autorisés par cent exemples, imités par ses successeurs. On eût, en le frappant, atteint les ministres qu'on appuyait, et lorsqu'après trois ou quatre mois de recherches minutieuses et de vains débats, le comité fit son rapport, la futilité des conclusions parut ridicule. « C'est un rapport qu'il faut imprimer, disait-on, car autrement le roi ne pourrait le lire, et c'est une lecture qui lui fera plaisir. »

Walpole était vengé. Au tour de ses ennemis de compter avec l'opinion. Son fils apprenait à se moquer du monde politique. Cette première expérience des affaires eut sur lui une durable influence. Elle ne le détacha pas de la cause ni de la constitution que son père avait servie; mais elle lui inspira tout à la fois un grand dédain pour le public, des ressentiments contre certains hommes d'État, de la défiance envers tous, et le goût de les peindre plus que de les imiter. Son début

comme orateur lui laissa un bon souvenir, mais peu d'envie de recommencer. Son tour d'esprit et peut-être sa constitution délicate ne lui promettaient pas les succès de la tribune, et l'on dit qu'il ne parla que deux ou trois fois pendant les vingt-sept ans qu'il siégea sur les bancs parlementaires. Il n'avait rien de cette force et de cette égalité de tempérament, de ce fonds de bonne humeur qui s'unissait, chez son père, à l'activité ardente d'une infatigable ambition. Il faut qu'un homme d'État ait à la fois de grandes passions et une grande indifférence.

Mais, si Horace Walpole ne ressemblait nullement à son père, il le comprenait, il l'admirait, et le dévouement qu'il lui montra dans ces occasions critiques dut le rapprocher et le faire, pour ainsi dire, connaître de lui. Le vieux ministre avait trop de pénétration pour ne pas apprécier à sa manière le plus distingué ou plutôt le seul distingué de ses fils. Dans sa retraite, il se plut à l'avoir auprès de lui ; il l'entretint des souvenirs de sa vie, qui n'ont pas tous été perdus pour l'histoire, grâce aux lettres et aux mémoires du jeune confident. Il l'obligeait à faire d'assez longs séjours à Houghton, dans le château qu'il avait bâti en Norfolk, et qui devint sa résidence de prédilection. La magnificence du lieu, la disposition d'une belle bibliothèque, la vue d'une précieuse collection de tableaux, ne dédommageaient pas toujours Horace de l'ennui attaché pour un bel esprit difficile et mondain à la vie de campagne de la vieille Angleterre. Lord Orford avait les anciennes mœurs; c'était, dit lady Mary Wortley Montagu,

The gay companion and favourite guest.

Il avait vécu dans les affaires, et non dans le monde ;

il aimait les exercices en plein air, les longs repas, les conversations franches et joyeuses, et son esprit, plus vif que délicat, s'y plaisait aux accès d'une gaieté que son fils devait souvent trouver grossière. « Quand Walpole ne parle pas d'affaires, disait un de ses contemporains, il parle de femmes. La politique ou l'obscénité, voilà son goût. »

Horace écrivait d'Houghton à M. Chute (20 août 1743) :

« J'ai chaque jour devant mes yeux de lamentables exemples des qualités stupéfiantes du bœuf, de l'ale et du vin.... Je m'imagine voir journellement des hommes qui sont des montagnes de roastbeef... Pourquoi pas ? Je jurerais que je n'aperçois aucune différence entre un *country gentleman* et un aloyau... Bien mieux, l'aloyau ne fait pas autant de questions. Oh ! mon cher monsieur, ne trouvez-vous pas que les neuf dixièmes de ce monde ne sont bons qu'à vous faire désirer d'être du dixième restant ? Je suis si loin de m'accoutumer à l'humaine espèce en vivant avec elle, que ma férocité naturelle et ma sauvagerie ne font qu'empirer chaque jour. Ils m'excèdent, ils me fatiguent ; je ne sais que faire d'eux, je ne sais que leur dire. J'ouvre à grand bruit les fenêtres et me figure que je manque d'air. Quand je puis me sauver, je me déshabille, et je crois avoir encore du monde dans mes poches, dans mes cheveux, sur mes épaules.... C'est, j'en ai peur, que je deviens vieux ; mais il me semble à la lettre avoir tué un homme qui s'appelait Ennui, car son spectre est toujours devant moi. On dit qu'il n'y a pas de mot anglais pour dire *ennui*. Je pense que vous pouvez le traduire le plus littéralement possible par ce qu'on appelle « entretenir le monde » ou « faire les honneurs. » Cela consiste à rester assis une heure avec quelqu'un que vous ne connaissez pas et dont vous ne vous souciez pas, à lui parler

du vent et du temps qu'il fait, à lui adresser mille sottes questions qui toutes commencent par : « Je pense que vous vivez beaucoup à la campagne » ou « je pense que vous n'aimez pas ceci ou cela. » Oh! c'est épouvantable! Je vous dirai ce qui est délicieux,—le Dominiquin! Mon cher monsieur, si jamais il y eut un Dominiquin, si jamais il y eut un tableau original, celui-là en est un. Je suis parfaitement heureux, car mon père en est aussi transporté que moi; il l'a fait suspendre dans la galerie où sont tous ses tableaux les plus capitaux, et lui-même convient que celui-là les bat tous, excepté les deux Guide. »

Il s'agit d'un tableau que Mann avait envoyé d'Italie[1] et qu'Horace donnait à son père. Il s'efforçait de lui inspirer ou de lui supposer ses goûts. A Houghton, il fit une fois un sermon sur la peinture et le prêcha devant le comte d'Orford et son chapelain, homélie composée pour la conversion des incrédules sur ce texte : « Ils ont des yeux et ils ne voient point, » et bientôt après (août 1743) il écrivit et dédia à son père, sous le titre d'*Ædes Walpolianæ*, une description de Houghton-Hall et des collections qu'on y admirait. C'est un catalogue raisonné, entremêlé de réflexions et de citations, dans le genre des ouvrages qu'il avait lus en Italie, sur les palais et les galeries célèbres de Rome, de Venise et de Florence. La collection de Walpole n'existe plus en Angleterre; elle fut vendue en 1780 par son petit-fils, qui était fou et ruiné, au grand désespoir de son fils, qui eût mis à la conserver son orgueil de famille. L'impératrice de Russie l'acheta 45,000

[1] *La Vierge et l'enfant Jésus*. Les deux Guide étaient *une Adoration des Bergers* et *une Assemblée des docteurs de l'Église discutant l'immaculée conception*.

livres sterling; elle contenait de très-belles choses, peut-être l'original de la Joconde de Léonard de Vinci.

Les *Ædes Walpolianæ* ne peuvent plus guère intéresser que ceux qui s'occupent de l'histoire des ouvrages de l'art; mais la préface mérite encore d'être lue : elle contient quelques vues sur les destinées de la peinture depuis l'antiquité et une appréciation des écoles principales et des grands maîtres dans les temps modernes. On peut ne pas souscrire à tous les jugements de l'auteur : on peut le trouver injuste pour Michel-Ange qu'évidemment il ne sent pas, trop enthousiaste de Carlo Maratti et des Carrache, trop prévenu en faveur du Guide et de l'école de Bologne, trop sévère pour Andrea del Sarto, et même pour l'école hollandaise; mais ce qu'il dit de Raphaël, du Corrége, du Titien, de Lesueur, de Claude Lorrain, peut se dire encore, et les connaisseurs aimeront à discuter cette conclusion :

« Je puis admirer la grâce et le fini exquis du Corrége, mais je ne puis fermer les yeux sur son dessin fautif et contourné. J'admire la grâce plus majestueuse du Parmesan, mais je voudrais que la longueur des membres et des cols qui forme ces airs gracieux fût naturelle. Il manquait au Titien d'avoir vu l'antique, au Poussin d'avoir vu Titien. Lesueur, que je regarde comme égal au Poussin pour le dessin et l'expression, et comme le second après Raphaël pour les grandes conceptions de ses têtes et de ses attitudes, manquait de coloris comme le premier et n'avait pas les belles draperies du dernier. L'Albane n'a jamais peint un tableau où il n'y eût des figures raides et sans grâce, et, n'ayant presque jamais réussi dans les grands sujets, il doit être effacé de la liste des peintres parfaits. Le Dominiquin, dont on s'accorde à regarder *la Communion de saint Jérôme* comme le second

tableau qu'il y ait au monde, était généralement cru de couleur, dur de contours, et manquait de la science du clair-obscur. En un mot, dans mon opinion, toutes les qualités du peintre parfait ne se sont jamais rencontrées que dans Raphël, le Guide et Annibal Carrache. »

Dans les arts comme en beaucoup d'autres choses, Horace Walpole avait du goût plutôt qu'un excellent goût. Il faut le louer d'avoir éveillé le sentiment du beau chez ses compatriotes, de l'avoir dirigé vers des objets méconnus ou négligés, en leur apprenant à comprendre des beautés de styles divers ou de différentes époques. Une vraie originalité et même un léger penchant au paradoxe lui servirent à devancer et à exciter en divers genres le mouvement des esprits. Par exemple, ces collections que la richesse et la puissance britannique commençaient à former pouvaient bien être un luxe plus qu'un plaisir pour cette aristocratie, qui ressemble par quelques côtés à celle de Rome. Plus d'un pair du royaume aurait dit peut-être le mot de Mummius à Corinthe. On ne sait si lord Orford jouissait bien savamment des richesses accumulées dans le château qu'il avait élevé sur l'emplacement de la modeste maison de ses pères : il ne voyait là, je suppose, que les décorations de sa grandeur ; mais son fils, qui puisait dans ses conversations intimes tant de souvenirs destinés à défrayer d'amusants mémoires, devait en échange lui offrir des jugements, des comparaisons ou des réflexions ingénieuses qui entr'ouvraient aux yeux d'un vieux ministre le monde enchanté des choses de l'imagination.

Cependant les jours de Robert Walpole étaient comptés. Il mourut de la pierre le 28 mars 1745, ayant

assez vécu pour voir l'opinion revenir à lui. C'était la conduite de ses successeurs qui la lui ramenait. Tous l'imitaient sans le faire oublier.

Lord Orford en mourant ne laissa pas une fortune proportionnée aux suppositions envieuses de ses ennemis. Il devait plus d'un million de francs, et son revenu foncier était estimé nominalement à deux cent mille. Son fils aîné, qui héritait du titre et du domaine, et qui devait, six ans après, mourir fort dérangé, aurait été tout à fait gêné sans son oisive et productive place d'auditeur de l'Échiquier. C'était presque exclusivement aux dépens du trésor public que Walpole avait pourvu ses deux autres fils, sir Édouard et Horace. On sera peut-être curieux de connaître comment était constituée la fortune d'un troisième fils de premier ministre, et ce que permettaient alors les mœurs publiques et des usages qui n'ont pas encore complétement disparu. Horace reçut par testament 5,000 livres sterling d'argent comptant, qu'il ne toucha pas en entier, et la jouissance temporaire de la maison où son père mourut, dans Arlington-Street, et qu'il avait encore pour trente-six ans. Ainsi doté et dans sa condition, le jeune homme eût été pauvre, si les sinécures n'y avaient mis ordre. Il avait reçu dans son enfance deux petites places qu'il garda toujours, celles de clerc des extraits et de contrôleur du grand rouleau de l'Échiquier, qui lui rapportaient 300 livres par an. A vingt ans, il fut nommé huissier de l'Échiquier, titre qui valait annuellement de 1,800 à 2,000 liv., et il y joignit un revenu de la moitié sur l'office de collecteur de la douane, accordé pour la vie à son père et à ses deux aînés. Toutes ces places étant données par lettres-patentes (*patent place*), c'est-à-dire par un brevet irrévocable, consti-

tuaient pour le titulaire une sorte de propriété : toutes étaient des sinécures, ou du moins le peu de fonctions qu'elles imposaient étaient exercées par un suppléant (*deputy*). Quelles étaient, par exemple, les fonctions de l'huissier de l'Échiquier ? D'abord ouvrir et fermer les portes de l'Échiquier, ce qui aurait, à la rigueur, obligé le titulaire à se tenir de garde aux audiences du premier lord de la trésorerie, en l'autorisant même à percevoir un droit sur chaque visiteur, faculté dont Horace Walpole, dans un mémoire justificatif, se défend d'avoir jamais usé. Mais le principal revenu résultait de l'obligation de fournir à l'Échiquier le papier et les objets de bureau nécessaires, apparemment d'après un tarif ou un forfait avantageux, car Walpole ne nie pas qu'une certaine année il en ait tiré 4,200 livres, c'est-à-dire 105,000 francs. Voilà donc le lot d'un cadet de famille ministérielle, qui n'a jamais rempli aucun emploi, qui n'a rien été que membre des communes. Et cette situation, regardée longtemps comme toute naturelle, pouvait très-bien s'avouer. S'il fut une fois obligé de l'expliquer au public, c'est vers 1782, quand les idées de réforme commencèrent à poindre. Les sources occultes de revenus prélevés sur les fonds destinés à l'entretien, à la défense, à la grandeur de l'État, furent alors découvertes en plein parlement, et Burke avait entamé cette guerre aux abus qui dure encore. On a depuis beaucoup supprimé, beaucoup réduit. Ces dernières vingt années ont fait beaucoup ; mais on dit que tout n'est pas fini, et la sévérité de M. Hume n'a jamais eu complète satisfaction [1].

[1] M. Hume, mort cette année (1855), après une longue et utile carrière parlementaire. Il était un partisan obstiné de l'économie dans les dépenses de l'État.

Grâce à ces singuliers usages, Horace, sans patrimoine, n'était pas sans fortune. Il ne se plaignit jamais de la sienne; il en usa agréablement, quelquefois noblement, témoin les jours où il la mit aux ordres de Mme Du Deffand et du général Conway. Comme il ne se maria point, il fut riche toute sa vie, et ne le devint guère plus, quand sur ses vieux jours il réunit les titres et les débris des biens de l'aîné de sa famille. Il n'était ni prodigue ni magnifique, mais il tenait à mener facilement la vie du grand monde, en se passant les fantaisies d'un homme qui aime également en toutes choses le beau, le joli et le curieux. Son rang et son nom le plaçaient naturellement au milieu de la meilleure compagnie de Londres. On y avait beaucoup d'esprit alors; le règne de la reine Anne avait répandu l'amour des lettres; d'éminents écrivains, en se mêlant soit aux affaires, soit aux luttes de la presse, soit aux plaisirs de la société, avaient propagé jusqu'au sein de l'aristocratie régnante l'estime et l'admiration du talent. Les Pope avaient trouvé des Bolingbroke. Toutefois cet esprit du monde, encore que cultivé et brillant, n'excluait ni les travaux ni les passions de la politique, et ôtait peu de chose à cette vigueur native du tempérament moral des Anglais. L'énergie du caractère national se montrait dans les entreprises audacieuses, dans les luttes opiniâtres de la vie publique et même dans les plaisirs violents ou les hardis excès d'une société libre et riche qui ne relevait en tout que de ses volontés. En même temps, les développements du commerce, l'énormité des traitements et des pensions, l'usage et l'abus du crédit, la spéculation effrontée sur les fonds, les marchés et les emprunts, commençaient d'accumuler les valeurs mobilières dans

quelques mains puissantes et de former ces grandes fortunes qui ne cessent pas d'étonner notre pauvreté. La dette de l'État, immense pour le temps, était un capital toujours réalisable et toujours productif que se partageaient les habiles, et, malgré la cherté toujours croissante, le luxe ne se ralentissait pas; mais il avait quelque chose de la solidité de la société dont il était la parure. Les manoirs de famille, les grands parcs, les collections de livres, de tableaux et d'antiquités, les vieilles et précieuses vaisselles d'or et d'argent, tous ces trésors durables qui font partie de l'apanage patrimonial, étaient chaque jour plus appréciés, plus recherchés, et l'Angleterre commençait à devenir ce qu'elle devait être chaque jour davantage, le dépôt de toutes les richesses transportables de l'univers.

Voilà le monde dans lequel entre le jeune Walpole. Il n'en a pas toutes les passions; il lui manque cette vigueur physique et morale qui permet de jouir avec plénitude de tous les biens de la vie et d'exercer dans toute leur étendue les facultés de notre nature. Il comprendra donc finement ce monde où il doit vivre, il saura l'observer et le peindre, mais il ne le dominera pas; il n'en sera ni le maître ni l'esclave; il se contentera de l'amuser et de l'instruire; il lui donnera des goûts et des idées. On peut trouver encore en Angleterre des traces intellectuelles de son passage.

En toutes choses, il fut ce qu'on peut appeler un amateur. Nous ne l'avons vu s'intéresser à la politique qu'à la suite de son père. La fidélité à ce grand souvenir ou à quelques amitiés le maintint quelque temps et l'anima seul dans la carrière; mais, moqueur et délicat, attaché à ses aises, à ses manies, il ne pouvait respirer à pleine poitrine dans cette atmosphère orageuse.

Témoin du combat, il jugeait les coups et n'aurait su ni les porter ni les parer. Dans le monde même, il eut des penchants, non des passions. Il ne rechercha aucun plaisir avec excès. Il aima les arts, les livres, les bâtiments, les jardins; il s'y connaissait, mais en rien il n'était artiste et se montrait plus critique que créateur. Il toucha à l'érudition, mais il ne s'y plongea pas, et, quoiqu'il essayât d'y porter l'exactitude et la précision, il n'y prétendait ni à l'étendue ni à la profondeur, se piquant toujours de paresse et d'ignorance. Enfin la littérature même l'a plus diverti qu'occupé; sa poésie ne s'élève pas au-dessus des vers de société, et ses ouvrages d'imagination, pour n'être pas sans mérite, ne sont rien de plus que de brillants passe-temps. Une certaine solidité manque à tout ce qu'il compose; il ne saurait communiquer à ses œuvres faciles ce que donne seule la force de la méditation ou celle de l'émotion; il ne faut les considérer que comme d'heureuses tentatives qui ont excité à mieux faire. On ne saurait, au reste, priser moins haut le métier d'auteur; il semble tout à la fois craindre la responsabilité, fuir le pédantisme, dédaigner l'inutilité pratique de l'écrivain de profession. La peur de la critique est, avec un fonds d'aristocratique vanité, pour beaucoup dans ce travers, celui de tous ses travers qui a le mieux mérité le reproche d'affectation adressé par M. Macaulay à son esprit, à son caractère, à sa vie. On ne fait rien tout à fait bien, si l'on ne s'y met tout entier. Ne nous étonnons donc pas si Walpole, distingué en tant de choses, n'est comme auteur supérieur en aucune. Ses œuvres sont remarquables presque toujours, jamais excellentes, ou plutôt il n'a dû exceller que dans un genre, celui où il est permis de toucher à tout et interdit de

rien approfondir, où la variété des tons doit s'unir à la diversité des sujets, où l'on peut être superficiel à propos et décider avec de l'esprit ce qui veut de l'étude et de l'expérience, où rien n'est défendu, excepté de s'appesantir et de s'étendre, où tout est permis, même le parfait, même le sublime, pourvu qu'on ne les ait pas cherchés et qu'on les rencontre en passant. On devine que je veux parler du genre épistolaire.

Horace Walpole, à vingt-cinq ans, avait vu, dans la lutte où succomba son père, toutes les passions publiques soulevées, sans de grandes causes, contre un pouvoir qu'il aimait : il avait appris à connaître l'esprit de parti. Il lui restait à savoir comment l'opposition se dément en touchant aux affaires : celle de 1742 n'y manqua pas. Son gouvernement ne justifia pas sa victoire. On maintint ce qu'on avait attaqué ; on recommença ce qu'on avait blâmé ; on mérita toutes les accusations qu'on avait portées. Ces disparates, trop communes en ce monde, suggèrent presque toujours aux esprits superficiels et satiriques les conclusions du scepticisme ; ils cessent de croire aux principes, ne pouvant plus croire aux hommes. Si cependant Walpole jugea son temps avec une incrédulité moqueuse, s'il douta toute sa vie de la sincérité des orateurs populaires, si toute sa vie il fit du mot de patriotisme le synonyme d'hypocrisie, il ne devint pas l'ennemi des institutions nationales, il ne trouva pas que les torts des personnes fussent la condamnation des choses, et il garda son attachement de tradition et de famille aux auteurs et aux principes de la révolution. C'était un whig fidèle, même passionné. Quoique partisan de la maison de Hanovre, quoique indulgent même pour George III, il parle plus que légèrement des princes, et

s'explique sur le compte de la royauté avec une liberté presque républicaine. « Mes principes ne pourront jamais devenir monarchiques, » écrivait-il encore en 1766, et l'on a cité souvent ce qu'il raconte à George Montagu : « Je vous crois assez whig pour me pardonner; mais des deux côtés de mon lit j'ai suspendu *Magna Charta* et la sentence de Charles Ier, au bas de laquelle j'ai écrit *Major Charta*, car je pense que, sans la seconde, la première, par le temps présent, serait de très-médiocre importance. » Ainsi ce frivole homme du monde, cet élégant oisif qui se piquait peu de rigorisme et d'inflexibilité, ne se dégoûta pas, pour quelques mécomptes, des lois de son pays : il se contenta d'en juger sévèrement les mœurs. Il se vengea sur les vices et les ridicules de son époque. Il lui arrive de parler de sa nation comme de la plus extravagante de toutes. Il a écrit un essai pour prouver que les Anglais sont incompréhensibles. Le contraste des sérieuses passions d'un peuple libre avec les futiles travers d'une société raffinée est pour lui un perpétuel sujet de malignes observations : on croirait par moments qu'il ne méprise rien tant que l'Angleterre; mais, heureusement pour ses compatriotes, il voyagea en France.

Attendons-nous donc à le voir dénigrer à plaisir les administrations qui se succéderont sous ses yeux. Ce n'est pas qu'il les attaque par ses votes; il ne se presse point de passer dans l'opposition; il ne dément pas le nom qu'il porte, et ce n'est pas au pouvoir qu'il en veut. Après son père, la politique du gouvernement resta dans le sens de la révolution, conservatrice de 1688 : à cela il ne pouvait trouver à redire; mais on ne réformait aucun abus; la corruption gardait son niveau. Seulement ceux à qui elle profitait la trou-

vaient excellente, après l'avoir condamnée. Walpole ne se lassait pas de le leur rappeler. Il n'oubliait qu'une chose, c'est qu'en les jugeant il condamnait souvent lui-même, à son tour, ce qu'il avait autrefois approuvé.

On sait qu'à la mort de lord Wilmington (1743), le frère du duc de Newcastle, Henry Pelham, était devenu premier ministre, et cela par les conseils du comte d'Orford, qui réussit de nouveau à évincer Pulteney. Il eut même encore, avant de mourir, le plaisir d'aider le cabinet à se délivrer de lord Granville, qui conserva seulement une secrète influence auprès du roi, et une administration terne et prudente se forma, qui gouverna paisiblement l'Angleterre jusqu'en 1754. On a nommé Pelham un diminutif de Walpole ; il n'avait, en effet, qu'une réduction des talents de son modèle, dont il atténuait les défauts aussi bien que les qualités. Moins décidé, moins courageux, mais moins tyrannique et moins confiant, il sut amortir toute opposition. On eût dit que les partis avaient abdiqué. Horace ne pouvait revenir de cet apaisement général; il en arrivait à douter de la réalité des passions humaines, et, poursuivant d'un ressentiment fidèle les vainqueurs et les déserteurs de son père, il aimait à les voir se démentir et s'abaisser sous la domination médiocre qu'ils subissaient sans envie, car c'est quelquefois une consolation que d'être dispensé de lever les yeux pour regarder le pouvoir.

De grandes affaires échurent cependant à cette administration sans grandeur. Elle eut au dehors une guerre sérieuse à soutenir, au dedans une sérieuse rébellion à réprimer. En 1745, la fortune des armes était favorable à la France : c'était l'année de la bataille

de Fontenoy; un bruit courait que le détroit serait franchi.

« C'est tout à fait la mode, écrit Walpole, que de parler de l'arrivée des Français. Nul n'y voit autre chose qu'un sujet de conversation, et non matière à précaution. Vous rappelez-vous qu'un bruit s'étant répandu que la peste était dans la Cité, tout le monde courut à la maison où elle était pour la voir? Vous remarquerez que je ris aussi, car je ne voudrais pas, pour le monde entier, être assez *désanglaisé* pour faire autrement. Je suis persuadé que si le comte de Saxe était avec dix mille hommes à une journée de marche de Londres, le peuple louerait des fenêtres à Charing-Cross et à Cheapside pour le voir passer. C'est notre trait caractéristique que de prendre les dangers pour des spectacles et les malheurs pour des curiosités. »

Tout se réduisit à la descente en Écosse du fils du prétendant. Son entreprise, qui ne fut en définitive qu'une aventure romanesque, débuta assez brillamment pour donner l'alarme à Londres.

« C'est qu'en vérité, monsieur Montagu, ceci n'est pas plaisant. Je serais singulièrement ennuyé d'être un martyr de loyauté en habit râpé, grelottant dans une antichambre à Hanovre, ou réduit à enseigner le latin et l'anglais aux jeunes princes de Copenhague.... M'écrirez-vous quelquefois dans mon grenier de Herenhausen?... Lord Granville et sa faction s'obstinent à persuader au roi que l'affaire n'est d'aucune conséquence, et, pour le duc de Newcastle, il est content quand les rebelles font des progrès, comme réfutation des assertions de Granville. »

Mais l'esprit public se réveilla, et le duc de Cumberland gagna la bataille de Culloden le 16 avril 1746.

Depuis ce jour, il n'a plus été question des Stuarts. Un ministère indécis et divisé sauva l'État, quoiqu'il eût l'air de ne pouvoir se sauver lui-même. « M. Pelham est en détresse, dit Walpole, avec d'énormes majorités. » Lord Granville parvint en effet à le supplanter pendant deux jours et à former ce cabinet éphémère qu'on appela par ironie *la longue administration*. Walpole s'en constitua l'historiographe, et son récit de ce coup d'intrigue est une de ses plus amusantes lettres. Dans d'autres du même temps, il raconte avec une émouvante vérité le procès et le supplice des lords écossais pris les armes à la main. C'est un grand tableau d'histoire, que nous regrettons de ne pouvoir encadrer ici; mais, si nous le suivions dans toutes les scènes de la politique qu'il a vues et retracées, cette étude serait sans fin, et cependant nous n'en aurions pas épuisé le sujet, car la politique n'était pas l'unique affaire de Walpole. Il était surtout un homme du monde, et il peint la société aussi bien qu'il l'observe. Pour le connaître tout entier, il faudrait donc, quand il sort de Westminster, le suivre à l'Opéra ou au Vauxhall; il faudrait l'entendre parler de la beauté des deux miss Gunning, des bons mots de Selwyn et de Chesterfield, des caprices de Lady Townshend et de Lady Caroline Petersham; mais ce serait là encore un récit infini, et tenant pour accordé que notre héros vivait dans la meilleure compagnie de Londres, également habile à l'amuser, à la juger, à la décrire, j'arrive brusquement au grand événement de sa vie. Dans le mois de mai de 1847, il acheta Strawberry-Hill.

Pour peu qu'on ait passé huit jours en Angleterre, on a vu Richmond, et, si l'on a vu Richmond, on a remonté le cours tranquille de la Tamise, qui, d'un

large bras de mer agité et noirci par *tous ces mille vaisseaux* pressés entre deux lignes immenses de magasins couleur de suie, devient, à quelques milles de Londres, une jolie rivière toute champêtre, dont les eaux limpides et lentes baignent à pleins bords deux rives d'un vert éclatant. Là les yeux enchantés n'aperçoivent qu'humides prairies, arbres épais, élégantes habitations, enfin le plus riche paysage de l'Angleterre noyant ses masses de verdure et de fraîcheur dans cette vapeur bleuâtre qui prête à la campagne un charme fantastique. Sur la rive gauche, en face de la colline de Richmond dont Thompson a chanté la vue et les ombrages, s'étend le bourg de Twickenham, illustré par la présence de Bacon et de Pope, et qui a offert, hélas! plus d'une fois, un riant asile à de nobles exilés. On aurait peine à compter les souvenirs qui illustrent ce lieu. Les grands noms de l'Angleterre historique et littéraire s'y trouvent à chaque pas; et la beauté du site est la perfection du paysage anglais. Là, sur cette allée de jardin qu'on appelle la route de Hampton-Court, il y avait, cent ans avant nous, une chétive maison des champs, séparée de la rivière par deux ou trois prés. Elle avait été bâtie en 1698 par le cocher d'un grand seigneur, puis habitée successivement par un poëte, par un évêque, par des pairs du royaume, et elle l'était enfin par une marchande fort en vogue à Londres, et qui la vendit à Walpole comme un des joujoux dont elle faisait le commerce. Du moins s'en empara-t-il avec une joie d'enfant, charmé d'avoir beaucoup à créer, car il n'y trouvait guère à conserver que la place, l'herbe et la vue. Il commença par lui donner, au lieu du nom vulgaire de Chopp'd Straw-Hall, un nom qu'il découvrit dans quelque

vieux titre, celui de Strawberry-Hill (colline aux fraises), et il s'occupa sans délai d'en faire une résidence à son gré. Une description complète et minutieuse nous serait facile. Comme il passa vingt-cinq ans à l'agrandir, à l'embellir, et toute sa vie à l'admirer, ses lettres sont une continuelle peinture tantôt du site, tantôt du jardin, tantôt du bâtiment, avec toutes les merveilles et toutes les frivolités qu'il y avait réunies. Ses projets, ses travaux, ses plantations, ses constructions, la distribution des appartements, les détails de l'ameublement, il explique tout à ses amis ; il demande leur avis, emploie leur talent, appelle des artistes et ne proclame son œuvre finie qu'après l'année 1772. Alors il ne peut résister au plaisir d'écrire et enfin d'imprimer une *Description de la villa de M. Horace Walpole*. Ce sont de nouvelles *Ædes Walpolianæ*, qui ne lui donnèrent que du plaisir; tandis qu'il eut la douleur de voir un jour Houghton abandonné et dépouillé de ses plus nobles ornements, il jouit jusqu'à la fin de Strawberry dans tout son éclat. Le précieux mobilier n'en a disparu qu'il y a quelques années, à la voix du crieur public, et la maison est restée debout, quoique dégradée, car c'était un bâtiment de fantaisie, une fabrique de jardin plutôt qu'un manoir durable. Elle dépérit à vue d'œil; cependant on en peut juger encore l'architecture. La postérité, à laquelle, par des écrits durables, Walpole a recommandé son œuvre de prédilection, a beaucoup rabattu de l'admiration qu'il aurait voulu lui en suggérer. Elle trouve que le souvenir du maître du lieu vaut mieux que le lieu lui-même, et elle n'en peut guère aimer que ce qu'il n'a pas fait et ce que le temps ne détruit pas, le paysage; mais, telle qu'elle est, cette

habitation est un monument dans l'histoire de l'art des jardins, de cet art si cher aux Anglais, et le seul dans lequel ils soient des maîtres. Walpole s'y connaissait. Il était lié avec Kent, le célèbre dessinateur des parcs de son temps. Il a écrit sur l'art dont il l'appelle le Calvin, pour l'avoir réformé, un essai traduit par le duc de Nivernais, et qui se lit encore avec un vrai plaisir. Une partie intéressante de sa correspondance contient le récit de ses voyages dans quelques-uns des grands châteaux et des lieux pittoresques de l'Angleterre : les sites et les fleurs, les arbres et les eaux, les ruines et les maisons, les tableaux, les sculptures, les meubles, tout attire ses regards, tout provoque ses réflexions. Nul doute que ses entretiens et ses lettres n'aient contribué à ranimer, à répandre et à diriger ce goût des Anglais pour les souvenirs du passé et pour les beautés de la campagne, qui a couvert leur pays d'habitations curieuses comme l'histoire, charmantes comme la nature.

Strawberry-Hill était sans histoire ; mais la vue n'avait besoin que d'être encadrée par des massifs, et le jardin était fort joli, trop orné cependant, car le propriétaire aimait les bagatelles ; c'était un des faibles de son esprit. A ses admirations il mêlait des caprices, et il parle de ses poissons rouges avec autant de complaisance que de ses bustes antiques. C'est un peu ce goût pour le singulier et l'artificiel qui le porta à transformer un rustique cottage en monument gothique. Il eut le premier, un des premiers du moins, l'idée de relever ce style d'architecture du discrédit où l'avait jeté l'imitation des Italiens. Il en sentait vaguement les mérites, il en comprenait les raisons et les origines, il en étudiait même les âges et les formes, et il

commençait, il cherchait du moins cette science du gothique qui s'est retrouvée après lui et qui fut une mode avant d'être une science. Lorsqu'un genre s'établit, lorsqu'une école se forme, il est rare qu'elle débute par le beau et par le vrai. Ceux qui ouvrent le chemin sont sujets à s'égarer, et l'exagération, chose singulière, précède souvent la simplicité. Les idées d'Horace Walpole sur l'art gothique paraissent assez saines lorsqu'il écrit, sa critique est judicieuse, ses admirations motivées, et il a bien apprécié plusieurs des monuments laissés par le moyen âge sur le sol britannique. Mais la pensée de fabriquer du gothique en petit, de l'appliquer aux usages modernes, n'est pas à l'abri de la censure; elle est d'une exécution difficile, et elle a donné naissance à bien des essais lamentables. Le sien même est médiocrement heureux. Cet édifice en plâtre, avec ses tours, ses créneaux, ses galeries, ses ornements pointus, est un pastiche indécis et mesquin, lourd et maniéré, un peu château, un peu chapelle, une vraie décoration de théâtre, qui lui servait à signer indifféremment ses lettres *le lord* ou *l'abbé* de Strawberry-Hill. De là sont venues d'innombrables imitations qui n'avaient même plus le mérite d'être l'œuvre d'une manie originale. Certaines formes, belles dans les grandes proportions, convenables dans un édifice sérieux, assorties à une destination religieuse ou guerrière, ont été transportées dans la médiocrité de nos habitations domestiques, et les motifs d'architecture qu'admettait une église ou une forteresse ont figuré dans une laiterie ou décoré un colombier. Le château de Walpole ne prétend pas même à l'illusion de la réalité; il n'est pas construit en matériaux solides. C'est une croquante féodale qui aurait besoin d'être

souvent recrépie, souvent repeinte, fort inférieure aux derniers progrès de l'art rétrospectif dont elle est un début. Cet art contestable, on l'a perfectionné sans cesser d'en abuser. Abbotsford, par exemple, où Walter Scott a tour à tour transporté et imité de précieux débris de l'abbaye de Melrose, est un spécimen plus heureux de cette sorte de rénovation archéologique. La magnificence d'Eaton-Hall, château gothique moderne des Grosvenor, dans le voisinage de Chester, étonne les yeux éblouis. Des architectes intelligents ont reproduit avec un vrai succès le style anglo-normand dans quelques unes des nombreuses églises élevées depuis ces derniers trente ans, et quoiqu'on puisse reprocher un peu de monotonie à son excessive richesse, le nouveau palais des deux chambres de parlement est un de ces monuments grandioses qui illustrent un artiste et honorent une nation.

Mais il faut se rappeler que Walpole commençait. En cela comme en beaucoup d'autres choses, il donnait l'éveil. Peut-être le gothique lui plaisait-il, parce que c'est ce que les gens du métier appellent un style amusant. Il s'amusait beaucoup, en effet, à Strawberry. Autels antiques, sculptures romaines, colonnettes ou moulures arrachées à d'anciens châteaux ou à de vieux monastères, armures, lampes, vitraux, il mêlait tout avec des escaliers, des cheminées, des fenêtres, des plafonds qu'il faisait dessiner par des artistes modernes, et il formait un assemblage incohérent de styles et de genres où se disputaient, confondus, le factice et le réel. A côté des objets d'un art véritable que sir Horace Mann lui envoyait de Florence, à côté des tableaux d'Holbein ou de Van Dyck, des bronzes de Cellini, des émaux de Petitot, il accumulait des curio-

sités de bric-à-brac et toutes ces raretés vulgaires qu'on recherche encore aujourd'hui, et qui me semblent plus faites pour une boutique que pour un musée.

« On pourra, dit-il dans la préface de son ouvrage sur Strawberry, trouver un plaisir d'un moment dans la lecture de ce catalogue. A d'autres il procurera une autre sorte de satisfaction, celle de la critique. Dans une maison qui non-seulement affecte une architecture surannée, mais qui prétend à l'observation du costume jusque dans l'ameublement, le mélange des portraits modernes, de la porcelaine française et de la sculpture grecque et romaine peut paraître hétérogène; mais, en vérité, je n'ai pas entendu faire une maison gothique au point d'en exclure la commodité et les raffinements actuels du luxe. Le dessin de l'intérieur et de l'extérieur est strictement ancien, mais les décorations sont modernes. C'est le vers de Pope :

Gothique Vatican de la Grèce et de Rome.

Nos ancêtres n'auraient-ils pas, avant la réformation de l'architecture, déposé dans leurs sombres châteaux d'antiques statues et de beaux tableaux, des vases de prix et des porcelaines d'ornement, s'ils en avaient possédé? Mais je ne prétends pas défendre par des arguments une maison de fantaisie; elle a été bâtie pour satisfaire mon goût et, dans une certaine mesure, pour réaliser mes propres visions. J'ai décrit ce qu'elle contient; si je pouvais décrire la riante, mais tranquille scène où elle est placée, et ajouter la beauté du paysage au caractère romantique du manoir, ce tableau ferait naître des sensations plus agréables qu'une sèche nomenclature de curiosités. »

Quoi qu'il en soit, Strawberry-Hill devint la passion de son maître. Il fit bientôt à ce lieu favori une renom-

mée qui le mit à la mode. Non-seulement il y recevait des amis, des voisins, notamment Kitty Clive, une actrice célèbre et spirituelle, qui habitait Twickenham, et pour laquelle il eut, dit-on, un penchant un peu plus vif que le goût de l'esprit et du talent; mais les beautés en vogue, des orateurs célèbres, des étrangers de distinction, surtout des femmes françaises auxquelles il adressait des madrigaux et dont il se moquait dans ses lettres, venaient faire à Strawberry-Hill des parties de curiosité et de conversation.

C'est là qu'il concentra tous ses goûts. Il animait ce séjour par la diversité des études et des plaisirs. Un des premiers qu'il se donna fut d'y établir une imprimerie. Il n'imprimait pas lui-même, mais il regardait faire. De sa presse sont sortis quelques ouvrages tirés à peu d'exemplaires et encore recherchés des curieux. Il commença par deux odes inédites de son ami Thomas Gray (1757); il se fit même éditeur d'ouvrages anciens, d'un Lucain, par exemple, annoté par Bentley. Le plus souvent, il n'imprimait que des opuscules de société, les siens ou ceux de ses amis; mais ce goût de typographie le conduisit à de plus sérieuses compositions. Pendant longtemps, il n'avait fait que de petits vers, rarement jolis, souvent médiocres, ou des essais anonymes, insérés dans le journal *the World*, modeste successeur des recueils fondés par les Steele et les Addison. C'étaient en général des fictions satiriques sur les mœurs et les événements du jour, et quelques-unes eurent du succès; mais le piquant en est fort émoussé. Ce genre d'ouvrages ne satisfaisait pas d'ailleurs l'esprit de recherche, la curiosité savante, que l'amour des arts et des choses du passé avait fini par lui inspirer. Il y avait en lui du connaisseur et de

l'antiquaire; il aimait les monuments historiques, il quittait sans regret ses porcelaines de Saxe ou du Japon pour étudier une généalogie ou comparer des portraits de famille. Il eut d'abord l'idée de faire, avec une exactitude d'érudit, une édition des *Mémoires de Grammont :* ce livre plaisait infiniment à son genre d'esprit, qui goûtait l'exquis, ne craignait pas le hasardé, et pouvait descendre jusqu'à la mauvaise frivolité, quand il avait épuisé la bonne. Les *Mémoires de Grammont*, avec le rare mérite d'être écrits par un Écossais dans le meilleur français, ont encore ce trait singulier de représenter l'Angleterre à la française. Hamilton semble ne connaître que Versailles et juger la cour de Charles II en courtisan de Louis XIV; il parle de son propre pays comme un étranger, et l'on croirait, en le suivant, voyager en Angleterre avec Saint-Évremond ou Bussy-Rabutin; mais l'ouvrage n'en est pas moins piquant pour avoir l'air d'un roman historique, où l'on ne sait ce qui domine de l'histoire ou du roman. Pour achever de donner à ces *Mémoires* une couleur de fiction, les premiers imprimeurs avaient étrangement défiguré les noms des lieux et des personnes, et, pour un Anglais, la société qu'on y dépeint était vraiment méconnaissable. Walpole entreprit de tout rectifier, de tout éclaircir, et nous lui devons le premier essai d'une édition classique du livre que Champfort appelait ironiquement le bréviaire de la noblesse française. On peut croire que le personnage du comte Hamilton était fort du goût de son éditeur, et que, sans se l'avouer, il n'était pas éloigné de se modeler sur lui. Écrire avec légèreté, observer avec finesse, avoir du talent autant qu'un homme du monde en peut montrer sans changer de condition, telle fut

l'ambition constante de Walpole, et on le voit s'attacher de préférence aux auteurs qui ont eu le mérite sans le métier, et qui sont arrivés à la renommée sans faire état de la poursuivre. De là son enthousiasme pour Mme de Sévigné. C'est lui qui, en écrivant, imagina de l'invoquer sous le nom de *Notre-Dame des Rochers*. En tous genres, il recherche dans les livres un je ne sais quoi d'aristocratique qui ne sente pas la profession littéraire. Peut-être est-ce pour cela que, de nos grands écrivains de son temps, il n'apprécia vraiment que Montesquieu. Certes, de hautes raisons justifieraient cette préférence : la sagacité profonde de l'habile observateur des affaires humaines ne pouvait lui échapper; le célèbre tableau qu'il a fait de l'Angleterre devait gagner son cœur de whig; mais je suis persuadé que l'allure dégagée, le ton épigrammatique du grand publiciste, son excessif soin d'éviter la pédanterie, son élégance un peu cherchée, entraient aussi pour beaucoup dans l'admiration de Walpole, et ce n'est pas lui qui eût reproché à l'*Esprit des Lois* de rappeler les *Lettres persanes*. Il a, lui aussi, dans quelques-uns de ses essais, employé la fiction, pratiqué l'art des allusions, caché la satire politique sous un voile imaginaire. En tout, son goût pour la littérature française est capricieux. Quoique accusé souvent de gallicisme dans ses idées et dans son style, il ne trouve pas à son gré nos classiques du XVIIe siècle; il juge nos poëtes dédaigneusement, et pourtant sa sévérité vaut encore mieux que son indulgence. Combien il est difficile d'opiner sur une littérature étrangère, sans commettre de ces erreurs énormes qui donneraient des doutes sur l'universalité des règles du goût! Où l'amour du joli ne peut-il pas égarer celui-là même qui

est fait pour sentir le beau? Passons à l'admirateur de Mme de Sévigné et d'Antoine Hamilton le cas qu'il fait de Marivaux, car enfin c'est un observateur d'une vue très-fine, et *Marianne* est un charmant roman; mais, en passant par Marivaux, Walpole arrive.... devinez...., à Crébillon fils : il le trouve si admirable, qu'il donne soixante guinées pour avoir son portrait.

C'est une alliance souvent malheureuse que celle de l'esprit du monde et de la manie d'écrire. Walpole, qui n'eut pas trop à s'en plaindre pour son propre compte, céda sans doute au désir de se trouver d'illustres prédécesseurs, quand il conçut l'idée du livre qu'il intitula : *Catalogue des auteurs royaux et nobles de l'Angleterre avec la liste de leurs ouvrages* (1758). C'est un recueil de courts articles de biographie et de critique sur tous les rois, princes ou pairs qui ont écrit, a commencer par Richard Cœur-de-Lion, qui aurait, chose assez étrange, fait des vers dans la langue des troubadours, jusqu'à ceux des contemporains de l'auteur qui tournaient bien ou mal des pamphlets ou des chansons. La lecture d'un tel ouvrage ne peut être fort divertissante, quoiqu'il soit écrit avec une élégante brièveté. On ne sait trop quel but s'est proposé l'auteur, s'il n'a cédé à ses penchants d'archéologie aristocratique et au simple plaisir de chercher de grands noms dans de vieux livres, car sa critique ne se laisse séduire ni par le titre ni par le rang. Sa justice littéraire est égale pour tous, et donne raison à une remarque de Walter Scott : c'est qu'il serait difficile de dresser, par aucun procédé de classification, une liste de pareil nombre d'auteurs plébéiens qui en contînt aussi peu dont le génie fût digne de quelque souvenir.

Walpole fut mieux inspiré dans le choix d'un autre

sujet d'ouvrage qui tient cependant aussi du catalogue. Un graveur de Londres, George Vertue, qui consacrait son burin à la reproduction de l'œuvre des maîtres de la peinture anglaise, avait eu l'idée d'écrire leur histoire, ou tout au moins un catalogue critique de leurs tableaux. Il ne manquait pas d'instruction, et il avait passé beaucoup de temps à recueillir des documents; mais il était mort avant de commencer, et Walpole avait acheté tous ses papiers à sa veuve. Le sujet rentrait dans ses études. Il s'agissait d'art et de souvenirs. Il mit en ordre tous ces matériaux, les compléta par ses propres recherches, rédigea de nouveau toutes les notes laissées par Vertue, et fit, sous le titre modeste de *Anecdots of Painting*, une histoire de la peinture en Angleterre (1762). La contrée, il en convient, a produit peu de bons artistes, et c'est pour cette raison que leur histoire ne mérite que le titre d'anecdotes; mais peut-être, en composant leur biographie, en jugeant leurs talents, éveillera-t-il le goût d'un siècle qui devrait être favorable aux arts. Il leur manque les encouragements du public, l'enthousiasme de la foule, une destination nationale, et c'est pour essayer de leur gagner tout cela que l'auteur écrit. L'ouvrage dénote d'attentives recherches et un goût exercé. On doit remarquer les premiers chapitres sur les origines de la peinture moderne et les articles consacrés à Holbein, à Rubens, à Van Dyck, à Inigo Jones, à sir Peter Lily, à Wren, à Kneller, à Hogarth, car il mêle les architectes aux peintres. En effet, tous les arts du dessin se tiennent. Aussi, cherchant toujours à compléter un livre qu'il corrigea sans cesse, il y ajouta par la suite un dernier volume sur la gravure, et dès le principe il y avait inséré un chapitre étendu sur l'histoire de l'art des jardins

modernes. C'est là qu'on trouve ce trait souvent cité : « Quand un Français parle du jardin d'Éden, il pense à Versailles. »

De pareils travaux n'arrachaient pas Walpole à la vie du monde; ils entretenaient au contraire son esprit des idées qui devaient faire le fond de ses conversations. On en peut juger par ce qu'il écrit à ses correspondants. Montagu, vivant beaucoup à la campagne, se connaissait en parcs et en beaux châteaux. John Chute s'entendait aux arts, et son opinion était comptée, quand il fallait juger d'un bâtiment ou d'un portrait, d'une ruine historique ou du dessin d'un candélabre. Gray était devenu un poëte éminent, mais il étudiait assidûment l'histoire dans les monuments autant que dans les livres. Bentley, fils du savant célèbre, avec une érudition héréditaire, unissait un certain talent à manier le crayon et le pinceau, et on lui doit quelques gravures qui décorent, médiocrement il est vrai, les ouvrages et les éditions de son protecteur. Même dans ces salons où Walpole passait tout le temps qu'il ne donnait ni à Strawberry ni au parlement, dans ces parties de plaisir au Ranelagh, dans ces dîners et ces soupers brillants, à l'Opéra où il admirait en amateur habile la musique italienne et la danse française, pense-t-on qu'il ne fît pas la légère propagande de ses goûts et de ses idées? et ce causeur renommé ne devait-il pas mettre à la mode tout ce qui amusait son esprit? Le mélange remarquable que font les Anglais de la conservation du vieux et de la recherche de l'original, ce concours piquant d'archéologie et d'innovation qui les caractérise dans l'art comme dans la politique, qui produit des choses excellentes et des choses bizarres, qui explique les grandeurs et les puérilités

de cette société incomparable, ne doit-il pas quelque chose, surtout en ce qui touche les superfluités élégantes de la vie, au dilettantisme de Walpole? et n'a-t-il pas eu de bonne heure, comme homme d'esprit paradoxal, quelques-unes des idées qui sont devenues les lieux communs du génie national?

Mais, pendant qu'il s'amusait ainsi, le gouvernement avait marché, et les affaires publiques changeaient de face. Nous avons laissé Pelham dominant et l'opposition silencieuse. La paix de 1749 avait comblé tous les vœux. Cinq ans se passèrent d'indifférence publique et de quiétude ministérielle. Le parlement semblait unanime, car les deux personnages qui auraient pu le diviser, et dont la rivalité secrète se trahissait quelquefois, sentaient chacun le besoin de ménager le gouvernement, auquel l'un et l'autre s'étaient rattachés, attendant l'occasion, lente à paraître, de le dominer. Fox était secrétaire de la guerre, et Pitt se contentait du poste lucratif de payeur-général. Quoique ces situations n'imposassent pas alors une aussi rigoureuse solidarité avec le cabinet qu'on l'exige aujourd'hui, l'un et l'autre se contenaient en rongeant leur frein, lorsque la mort inopinée de Pelham vint leur rendre la liberté (1754). Ce fut comme le réveil de toutes les ambitions.

Au premier moment, la plus mesquine de toutes l'emporta; le duc de Newcastle succéda à son frère. Ce personnage jouissait du privilége d'exciter les railleries, non-seulement de Walpole, qui ne le pouvait souffrir, mais de tous les gens d'esprit de son temps. Ses ridicules ont passé à la postérité, et l'histoire continue de se moquer de lui. Bavard, timide, ignorant, plein de petitesses et de manies, il a cependant été près

de quarante ans ministre ; il a fait partie de plusieurs cabinets dont deux, celui de Robert Walpole et celui de Pitt, ont laissé une grande renommée. Il a su céder à propos la première place à son frère, plus capable et moins connu, et dont il demeura le fidèle et l'utile auxiliaire. Enfin lui-même il parvint à ce rang suprême. Attaqué d'abord, puis ménagé, recherché par les plus habiles et les plus éclatants de ses rivaux, il fut forcé sans doute de traiter successivement avec eux, mais il les força également à transiger avec lui, et il sut tour à tour les exclure, les accepter et les renvoyer. Cette conduite, si longtemps heureuse, quelquefois judicieuse, jamais inspirée par un noble sentiment ni par une grande vue, est-elle cependant le triomphe exclusif de la platitude et de l'ineptie ? On s'accorde à reconnaître en lui le plus persévérant et le plus actif des intrigants. Il ajoutait apparemment à ce don, si c'est un don, un certain bon sens pratique, l'art de connaître et de gagner les hommes par leurs plus petits côtés, une aptitude d'instinct perfectionnée par l'expérience ; et il faut croire que ses manies et ses travers, sujet éternel de risée, sa fausseté notoire qui trouvait des rieurs plus que des dupes, ses discours remplis de non-sens, ses bévues, le divertissement du beau monde, devaient dissimuler quelques qualités sérieuses dont ses défauts assuraient le succès en les dérobant à la défiance et à l'envie.

Cependant, s'il ne voulait gagner du temps, la formation du cabinet de 1754 fut une imprudence. Il s'exposait, avec trop peu de moyens de défense, à la coalition certaine de Fox et de Pitt. Vainement fit-il avocat-général Murray, qui devint le principal orateur ministériel. Murray avait beaucoup de talent, mais il

était surtout homme de loi, et la politique n'était que l'instrument de sa fortune judiciaire. Pitt entreprit de le réduire au silence en l'intimidant, et Fox se chargea de mettre en pleine lumière l'insuffisance des ministres à département. Si ces deux hommes n'enlevèrent pas la majorité au cabinet, ils lui ôtèrent cette confiance en lui-même sans laquelle tout gouvernement est impossible. En même temps, une rupture longtemps prévue éclata entre la France et l'Angleterre, et la guerre en Amérique répondit à celle dans laquelle le grand Frédéric tenait fixés les yeux de l'Europe. Son oncle, George II, n'avait pu, comme prince allemand, rester étranger à la lutte continentale; la Grande-Bretagne appuyait par des subsides les puissances auxquelles elle refusait le secours de ses armes. C'étaient de trop grandes affaires pour un ministère qui ne se connaissait qu'aux expédients. On avait destitué Pitt et disgracié Fox sans le destituer. On voulut abdiquer aux mains de lord Granville, qui cette fois n'accepta pas, et il fallut donner les sceaux de secrétaire d'État à Fox, qui oublia que Pitt restait dehors. Aussi, dès le début de la session, s'éleva-t-il sur les traités qui mettaient les Hanovriens et les Hessois à la solde de l'Angleterre un débat terrible. On obtint la majorité sans doute, et même elle fut très-forte. L'opposition n'avait qu'un état-major, disait-on, et manquait de soldats; mais la vie parlementaire s'était ranimée, les passions recommençaient à gronder par la voix de l'éloquence. L'Angleterre est revenue, écrivait Walpole à Bentley.

Il était lié avec Fox; mais il en voulait à Fox de s'être uni au duc de Newcastle, et au chancelier, de travailler, de réussir peut-être à les sauver. Il n'aimait pas le rival de Fox; mais Pitt le vengeait de Newcastle

et du chancelier, et lui donnait le plaisir d'entendre éclater sur la tête des anciens ennemis de son père les foudres qui avaient abattu sir Robert. Puis il admirait l'art et le talent, et ses ressentiments ne tinrent pas contre son admiration. Dans les derniers débats, un jeune homme, Gérard Hamilton, avait débuté par un discours remarquable qu'il n'égala jamais et qui l'a fait appeler « Hamilton au seul discours » (*single-speech*). Walpole lui donne de grands éloges en écrivant au général Conway, et il ajoute :

« Vous demandez : Que pouvait-il y avoir au-dessus ? Rien, hormis ce qui a été au-dessus de tout ce qui fut jamais, et c'est Pitt. Il a parlé après une heure du matin et pendant une heure trente-cinq minutes, et cela avec plus de verve, d'esprit, de vivacité, de beau langage, de hardiesse, bref d'étonnantes perfections, que vous-même, qui êtes habitué à lui, ne le pouvez imaginer. Il n'a pas été injurieux, et cependant il a été agressif de tous les côtés; il a ridiculisé milord Hillsborough, mis en croix le pauvre sir George (Lyttelton), terrifié l'attorney général, flagellé milord Granville, décrit milord de Newcastle, attaqué M. Fox et même remonté jusqu'au duc de Cumberland... »

« Pitt s'est surpassé lui-même, écrit encore Walpole à Bentley, et je n'ai pas besoin de vous dire qu'il a surpassé Cicéron et Démosthène. Quelle figure feraient-ils avec leurs oraisons de cabinet, formalistes, travaillées, *vis-à-vis* de sa mâle vivacité et de son écrasante éloquence ?... Ses antagonistes s'efforcent de le désarmer ; mais, aussitôt qu'ils lui enlèvent une arme, il en trouve une meilleure; je ne l'aurais jamais soupçonné d'avoir un arsenal universel. Je lui savais une tête de Gorgone composée de baïonnettes et de pistolets ; mais je ne pensais guère qu'il pût toucher mortellement avec

une plume. Lors du premier débat sur ces fameux traités, mercredi dernier, Hume Campbell, que le duc de Newcastle avait retenu comme l'avocat le plus outrageant qu'il pût lancer contre Pitt (et plus tard peut-être contre Fox), attaqua le premier pour ses éternelles invectives. Oh! depuis la dernière philippique, de mémoire de Billingsgate[1], vous n'avez rien entendu de pareil à l'invective par laquelle Pitt a répondu. Hume Campbell était anéanti. Pitt, comme une guêpe irritée, a paru laisser son aiguillon dans la plaie, puis il a pris un style de moquerie et de repartie délicate. Mais songez combien il faut que le ridicule soit manié avec agrément pour se soutenir et s'élever d'attaque en attaque pendant une heure et demie! Un jour ou l'autre, vous verrez peut-être quelqu'un des traits brillants que j'ai recueillis. J'ai écrit sous sa gravure ces vers : « Trois orateurs séparés par des siècles ont illustré la Grèce, l'Italie et l'Angleterre ; le premier l'emportait par l'élévation de la pensée, le second par le langage, mais le dernier par l'un et l'autre. La puissance de la nature n'avait su aller plus loin. Pour faire le troisième, elle a réuni les deux premiers. »

Cependant la guerre ne tournait pas à la gloire de l'Angleterre. La prise de Port-Mahon avait soulevé les esprits et contre le ministère et contre l'amiral Byng. Las de son impopularité, importuné des ombrages et des menées du duc de Newcastle, qui retenait tout et ne gouvernait rien, Fox annonça subitement sa démission. Sa place fut offerte à Pitt, qui exigea la retraite du premier ministre, et le cabinet du duc de Devonshire fut formé. Ce fut le destin et le caractère de Pitt que de ne se donner à aucun parti et de n'en avoir aucun.

[1] Rue de Londres, près de la Tamise, que l'on cite, comme à Paris les halles, pour le langage violent et injurieux.

Avec la supériorité d'un esprit plein de grandeur et d'inégalités, avec la puissance d'une éloquence plus passionnée que judicieuse, il ne pouvait le disputer, pour l'autorité sur la chambre, ni à l'influence pratique de Fox, ni à l'immense patronage de Newcastle. Il était le maître de la situation, ce que les Anglais appellent le *lord of the ascendant*, et il n'avait pas la majorité dans le parlement. Les deux Grenville, ses beaux-frères et ses collègues, ne la lui donnaient pas, et il fut évident, dès sa formation, que son ministère ne durerait pas six mois. Le roi, qui le supportait à regret, saisit la première occasion de le dissoudre, et essaya cette négociation que lord Waldegrave a si bien racontée dans ses intéressants mémoires; mais, quand elle eut échoué, la couronne fut clairement à la discrétion de ces trois hommes, Newcastle, Fox et Pitt. Tous trois avaient appris à transiger. Fox, dégoûté de la responsabilité, ne demandait que le poste de payeur-général. Le vieux duc comprenait que le titre de premier ministre devait perdre de sa réalité quand le gouvernement de la chambre des communes en était séparé. Pitt leur donna satisfaction à tous deux, et, content des fonctions de secrétaire d'État auxquelles il fut convenu que se rattacherait toute la direction de la guerre et de la diplomatie, il forma avec eux cette administration qui a fait l'honneur de son nom et la douleur de la France.

Horace Walpole parlait légèrement de la gloire des armes : il n'y voyait qu'une vanité de roi ou de nation; il ne put jamais admettre les raisons de la guerre de Sept ans; il conserva longtemps contre le grand Frédéric une aversion qui ne céda qu'à la séduction de vingt victoires, et il tarda tant qu'il put à comprendre

le patriotisme ardent et fier qui poussait Pitt au gouvernement dans un temps de sanglants combats. Il était froissé dans son humanité et indigné dans sa justice par les fureurs qui s'élevaient contre l'amiral Byng, et il prit une part active et zélée aux efforts tentés pour le sauver auprès des chambres et de l'administration. Toute cette tragédie est vivement racontée dans ses mémoires et dans ses lettres, et le rôle qu'il y joua lui fait un véritable honneur : il aperçut aisément quel péril affreux menaçait une tête d'avance sacrifiée. Rien n'indique que Byng eût manqué de résolution ni de dévouement, et son procès prouve surtout l'insuffisance des ordres donnés et des dispositions prises par le gouvernement : c'est le cabinet qui avait mal défendu Port-Mahon. Mais un peuple irrité demandait vengeance, et, comme sa colère pouvait se porter de l'homme de guerre sur les anciens ministres, ceux-ci étaient les plus ardents à l'accuser : il leur fallait qu'il fût coupable pour ne pas le devenir eux-mêmes. Le roi, très-sensible à l'honneur de ses armes, ne voulait pas le déclarer compromis par la faute d'un cabinet auquel il s'était associé, et répugnait visiblement à la clémence. Quoique les deux chambres sentissent bien avec quel emportement Byng était poursuivi et peut-être jugé, elles n'osaient résister; l'ancienne majorité tenait à épargner aux ministres qu'elle avait soutenus la responsabilité d'une défaite. Les nouveaux ministres craignaient de se compromettre en bravant, pour sauver un malheureux, l'opinion du public et celle du roi, les calculs de la majorité et ceux de leurs prédécesseurs; ils avaient peur de paraître se venger de leurs ennemis en écoutant la justice et l'humanité. Déplorable exemple du rôle cruel que l'esprit de parti

peut jouer dans les questions d'où il devrait être le plus sévèrement banni ! Affranchi de ces tristes ménagements, Walpole se jeta avec ardeur dans toutes les démarches qui tendaient au sursis ou à la grâce, et ce n'est pas sa faute si son dévouement à cette œuvre d'humanité fut, d'une manière sanglante, déçu par l'événement.

On trouvera que nous nous arrêtons trop longtemps à la politique, mais par là encore nous faisons connaître Walpole, car nous puisons tout dans ses lettres et dans ses mémoires : nos jugements sont les siens, et nous ne parlons que d'après lui.

Ces violences cependant n'étaient pas faites pour le réconcilier avec la guerre. Il commença par la maudire, et déclama, tant qu'il le put, contre les fureurs héroïques; mais quand il vit la victoire couronner les hardis desseins du cabinet, de vastes conquêtes s'accomplir coup sur coup dans toutes les parties du monde, le pays s'enorgueillir de son gouvernement, et à sa tête un ministre fier, audacieux, heureux dans ses conceptions et dans ses choix, célébré par la marine et par l'armée, glorifié par une nation reconnaissante de la gloire qu'elle lui devait, conduire, du sein d'un parlement unanime et silencieux, sa patrie au faîte de la grandeur, il céda à l'enthousiasme universel, et finit par croire aussi que la nation britannique était le peuple romain des temps modernes. « Vous avez, dit-il à sir H. Mann, laissé votre patrie une petite île, qui vivait de ses ressources; vous la retrouveriez la capitale du monde, et, pour parler avec l'arrogance d'un Romain, vous verriez la rue de Saint-James remplie par la foule des nababs et des chefs américains, et M. Pitt, entouré, dans sa ferme de la Sabine, de

monarques de l'orient et d'électeurs du septentrion, qui attendent, pour avoir audience, que la goutte ait quitté son pied... Ce serait une honte que d'attribuer notre splendeur à rien qui ne fût M. Pitt. »

La mort de George II ne parut pas d'abord troubler le cours de cette triomphante politique; mais, avec son successeur, destiné à tant de misère, et dont le long règne devait laisser l'Angleterre si puissante, le torisme monta sur le trône. Les habitudes contractées dans la petite cour de sa mère, la princesse de Galles, un esprit étroit et défiant, la prétention obstinée moins de gouverner que de choisir arbitrairement les dépositaires du gouvernement, une répugnance d'instinct et de routine contre toute réforme, le goût des subalternes et des médiocres, une probité sans loyauté, une opiniâtreté sans lumières, devaient faire de George III un roi dangereux pour la constitution britannique, si la démence ne l'eût remis à sa place en le désarmant pour jamais. Au commencement de son règne, il conçut la pensée de ressaisir la prérogative aliénée, disait-il, par son grand-père, et, comme celui-ci avait réussi dans la guerre, il ne crut pouvoir l'effacer que par la paix. Cette paix, un peu précipitée, détermina la retraite de Pitt; le duc de Newcastle ne put même se maintenir qu'autant qu'il le fallait pour bien constater qu'il avait abandonné son noble collègue et leur politique commune. Lord Bute, son successeur, installa au pouvoir l'esprit tory, aggravé par le favoritisme, et après lui le caractère impérieux de George Grenville, qui n'était rien moins qu'un favori, fit faire au gouvernement de nouveaux pas dans le sens du pouvoir arbitraire par les fautes célèbres qui suscitèrent Wilkes et Junius, et provoquèrent la révolution d'Amérique.

C'est alors qu'Horace Walpole fut décidément de l'opposition. Il suivit son meilleur ami, le général Conway, qui s'élevait à un rôle parlementaire important, et qui, pour son vote dans une question fameuse, celle de savoir si les mandats d'arrestation pouvaient être généraux et non nominatifs, se vit destituer de ses charges de cour et de ses commandements militaires. Sa cause, qui devint une affaire de principe, fut chaudement épousée par Walpole; il écrivit même un pamphlet pour la défendre, et il offrit sa fortune à son ami. Cependant il commença dès lors à se dégoûter de la vie publique : la jeunesse était passée, il avait quarante-sept ans (1764). La goutte, dont il avait, fort jeune, ressenti les atteintes, revenait, à de plus courts intervalles, lui rendre plus nécessaires la retraite et l'inaction. Sa passion pour Strawberry-Hill était dans toute son ardeur. Ses relations et ses travaux littéraires prenaient une grande part de son activité. Enfin il projetait un voyage à Paris, où le frère aîné de Conway, le comte de Hertford, remplissait les fonctions d'ambassadeur. En attendant qu'il l'y rejoignît, il s'était chargé du soin de le tenir exactement informé de tous les mouvements de la politique et de la société. Il lui écrivait sans cesse avec la confiance d'un ami qui est sûr d'être compris, avec l'attention d'un ami qui veut plaire, enfin avec l'habileté d'un ami qui veut persuader, car il s'attachait à maintenir le bon accord entre deux frères, dont l'un suivait le pouvoir, et l'autre l'opposition. Cette partie très-remarquable de sa correspondance, publiée séparément en 1825, a été un des meilleurs fondements de sa réputation épistolaire.

Dans une lettre du 27 janvier 1765, il dit à lord

Hertford, en lui envoyant un livre : « Ce roman est fort en vogue. L'auteur n'en est pas connu ; mais, s'il arrivait que vous ne l'aimassiez pas, je vous donnerais une raison qui vous prouverait que vous n'avez pas besoin de le dire. » Cette raison, c'est qu'il en était l'auteur. *Le Château d'Otrante* parut d'abord comme une histoire traduite par William Marshal, d'un orinal italien d'Onuphrio Muralto, chanoine de l'église de Saint-Nicolas d'Otrante ; mais il eut un assez grand succès pour que l'auteur jetât bientôt le masque, et c'est assurément celui de ses ouvrages qui l'a le mieux placé dans l'histoire littéraire de son pays. C'est le produit d'un rêve. Une nuit, à Strawberry-Hill, il se sentit transporté dans un vrai château gothique, et crut voir s'agiter du haut d'une balustrade une tête gigantesque couverte d'un casque ; poursuivi de cette image, il l'introduisit dans le merveilleux d'une histoire de chevalerie, où il se proposa de mêler les sentiments naturels aux événements mystérieux des âges de crédulité. Il avait très-bonne opinion de cet ouvrage, celui de tous qu'il eut le plus de plaisir à composer, du moins il le dit à Mme Du Deffand, et ne cache pas qu'il le regardait comme une création d'un genre nouveau. Au reste, l'admiration que ce roman inspirait à lord Byron répondait aux espérances de l'auteur, et Walter Scott, qui lui a fait l'honneur d'être son biographe, trouve dans *le Château d'Otrante* une fable bien conçue, des caractères bien tracés, des effets sublimes, un style excellent. Nous qui ne sommes ni poëte ni romancier, nous demanderons à être moins indulgent. L'auteur de *Waverley* peut distribuer librement des lots magnifiques dans ce vaste domaine de la fiction qu'il a parcouru tout entier. Guillaume-le-Conquérant, parta-

geant l'Angleterre à ses vassaux, ne craignait pas plus que lui d'y perdre son royaume. *Le Château d'Otrante* est un ouvrage de bon goût et de bon sens, où l'on ne trouve ni l'entortillage de sentiments ni les couleurs fausses de la chevalerie de convention. L'auteur fait un effort sincère pour se placer dans les croyances du moyen âge, et pour composer un récit moitié légende, moitié conte de fée, qu'un jongleur pût raconter au foyer des nobles dames. Le merveilleux, médiocrement inventé, est présenté simplement et sans exagération dans les moyens de terreur. Le dialogue est raisonnable, passablement spirituel, et le style nous semble naturel et élégant; mais une vive imagination, mais une forte conception des caractères, mais une reproduction animée des mœurs du temps, mais un art véritable de raconter et de peindre, où trouver tout cela dans ce récit d'une aventure invraisemblable et commune, dans un tissu de rencontres mal motivées, de brusques reconnaissances, de prodiges obscurs et vagues? Les sentiments sont vrais, mais ils ont quelque chose de banal. Les croyances du temps n'y sont pas décrites avec ces traits naïfs qui persuadent le lecteur et l'enlèvent au sien. Les chevaliers de Walpole sont comme ceux de Voltaire dans ses contes, ou de Sedaine dans ses opéras-comiques, et le sujet mis en dialogue ferait un de ces mélodrames classiques qu'on aimait en France il y a quarante ans. Un chevalier qui revient de la croisade retrouve son château et son fief au pouvoir d'un usurpateur; de bons moines prennent parti pour lui, des miracles lui viennent en aide, et le tyran finit par succomber. Nous demandons pardon à sir Walter Scott; mais, en lisant un tel récit, il ne faut pas se rappeler un certain chevalier qui revint aussi de la

croisade en de semblables circonstances, et qui s'appelait Ivanhoë; ou l'on s'expose à trouver l'inventeur du XVIII[e] siècle un bien pauvre poëte auprès du chroniqueur anglo-saxon que notre siècle a vu naître.

Cette fois encore pourtant, l'idée de Walpole est bonne. Concevoir que le roman de chevalerie pouvait être dépouillé de ses formes conventionnelles pour devenir une peinture idéale et vraie de l'humanité d'un autre âge, c'était découvrir et marquer un but nouveau à l'imagination des conteurs, et, de même que dans ses retours vers l'architecture gothique il a réussi, non à la reproduire, mais à la faire comprendre et plus tard mieux imiter, ainsi sa tentative dans le genre romanesque a dû suggérer aux artistes d'une autre époque des combinaisons nouvelles, et tout à la fois leur inspirer l'amour et leur révéler le secret du passé. Le mot du prédicateur : « Faites ce que je vous dis, ne faites pas ce que je fais, » est l'éternelle devise des esprits critiques qui se sont mêlés d'inventer.

Walpole était encore dans la primeur de son succès, lorsqu'il résolut d'exécuter ce voyage en France longtemps projeté. La chute de Grenville et les refus capricieux de Pitt venaient d'amener au pouvoir le général Conway avec le titre de secrétaire d'État, sous la direction du marquis de Rockingham. C'était une administration de jeunes whigs, où prévalaient un esprit bienveillant, un désir sincère de servir la nation et de lui plaire, enfin une bonne intention générale soutenue par le talent facile de Conway, mais destituée de l'autorité d'une grande expérience ou d'un grand caractère, un pouvoir enfin sans commandement. Walpole avait assisté son ami dans la formation laborieuse du cabinet, dont il espérait peu. Il s'attendait

qu'il lui serait fait des offres qu'il était, dit-il, résolu à refuser. Conway, d'un caractère noble, mais léger, n'y songea pas, et Walpole ne crut pouvoir mieux lui témoigner sa froideur qu'en le quittant dans le pouvoir après l'avoir suivi dans l'opposition. Il partit pour Paris le 9 septembre 1765, et il y resta huit mois.

Un Français qui ouvre sa correspondance doit courir à ses lettres de Paris. Ce ne sont pourtant pas les meilleures. On y trouve quelques anecdotes piquantes, quelques appréciations justes, mais de l'incertitude et de l'incohérence dans les impressions. Il y a du parti pris dans certains jugements. Walpole est sévère dans l'ensemble, quoiqu'il loue beaucoup dans le détail. Passons-lui de dire que Paris est sale et ses rues étroites, de trouver, au souvenir de Windsor ou de Richmond, la campagne poudreuse, la végétation pauvre et la verdure un peu grise. Ayant cent fois tourné en ridicule les mœurs politiques de l'Angleterre, il est bien en droit de se moquer de nos querelles de parlement et de nos intrigues de cour, et l'on ne saurait se beaucoup fâcher quand il dit : « En tout, je ne voudrais pas n'être point venu ici, car, puisque je suis condamné à vivre en Angleterre, c'est un soulagement que d'avoir vu que les Français sont dix fois plus méprisables que nous. » Pardonnons ces traits d'une misanthropie caustique, où j'entrevois plus de prétention que de mauvaise humeur; mais je voudrais qu'il jugeât la France avec plus d'esprit, c'est-à-dire qu'il pénétrât plus avant dans le secret de cette société singulière qui fut pendant un siècle le spectacle du monde, et qui lui préparait un autre siècle d'étonnement. Évidemment il marche en France dans une certaine obscurité; il le dit lui-même et il s'en prend à la langue, qu'il parlait

malaisément. Avec toute l'intelligence possible, on ne comprend guère un pays, quand on y trouve la conversation difficile. Il se plaisait cependant à Paris; on lui faisait bon accueil, et il y était sensible. Il s'y amusait, mais il n'était pas à son aise, *amused, but not comfortable;* le monde le divertissait sans lui plaire.

Il n'aimait donc pas les philosophes? va-t-on nous dire; car, au XVIIIe siècle, c'était la question. Non, il ne les aimait pas. D'abord il croyait devoir à sa réputation d'élégance de détester les pédants, à ses prétentions aristocratiques de dénigrer la profession d'homme de lettres, à son expérience politique de mépriser la vanité qui régente l'univers sans l'avoir gouverné. Tout le monde ici est philosophe, dit-il, et il trouve qu'on y a perdu la gaieté et la bonne grâce en devenant lourd et vide, tranchant, disputeur, fanatique. Selon lui, la guerre est déclarée au papisme, avec tendance, pour un grand nombre, au renversement de la religion, et, pour un plus grand nombre encore, à la destruction du pouvoir royal. Il entend et lit des choses qu'on n'aurait osé prononcer du temps de Charles Ier.

« Les Français affectent la philosophie, la littérature et la liberté de penser. La première n'a jamais dominé et ne dominera jamais. Des deux autres je suis las dès longtemps. Le libre-penser, on le garde pour soi; il n'est certainement pas fait pour la société. On règle une fois pour toutes sa manière de penser, ou bien l'on sait qu'elle ne peut être réglée, et quant aux autres, je ne vois pas pourquoi il y aurait moins de bigoterie à tenter des conversions contre que pour la religion. J'ai dîné aujourd'hui avec une douzaine de savants, et, quoique tous les domestiques fussent là pour le service, la

conversation a été beaucoup moins retenue, même sur l'Ancien Testament, que je ne le souffrirais à ma table, en Angleterre, ne fût-ce en présence que d'un seul laquais. Quant à la littérature, elle est très-amusante, lorsqu'on n'a pas autre chose à faire; mais je trouve que dans la société, c'est une pédanterie fatigante que de se complaire à la professer. Et d'ailleurs, dans ce pays-ci, on est bien sûr que c'est uniquement une mode éphémère. Leur goût est en cela le pire du monde. Croirait-on que, lorsqu'ils lisent nos auteurs, Richardson et M. Hume soient leurs favoris? Le dernier est traité ici avec une parfaite vénération. Son histoire, si falsifiée en beaucoup de points, si partiale en autant d'autres, si inégale dans ses différentes parties, est regardée comme le modèle des livres. »

Ce jugement est tout britannique : sensé, pratique et inconséquent.

On doit être impatient de savoir comment Walpole fit connaissance avec Mme Du Deffand, car enfin il est temps que le roman commence. Il préférait de beaucoup, à Paris, les femmes aux hommes. Il ne cache pas qu'elles le trouvaient aimable. Lady Hervey, une de ses meilleures amies, à qui il écrit beaucoup, lui avait donné une lettre pour Mme Geoffrin, dont il ne tarda pas à reconnaître le bon cœur et le bon esprit. Or Mme Geoffrin n'était pas bien avec Mme Du Deffand; elle avait pris parti contre elle pour Mlle de Lespinasse et d'Alembert, lors de leur rupture si connue. Aussi la première fois que Walpole parle de celle qu'il devait sincèrement aimer, il dit :

« Toute femme ici a un ou deux auteurs plantés dans sa maison, et Dieu sait comme elle les arrose! Le vieux président Hénault est la pagode chez Mme Du Deffand, une vieille

et aveugle débauchée d'esprit, chez qui j'ai soupé hier soir (5 octobre 1765). »

Trois mois après, il écrivait à lady Hervey :

« Vous rirez tant qu'il vous plaira avec lord Holland de ma crainte d'être trouvé *charmant*. Cependant je ne nierai pas mon effroi, et assurément rien n'est si fort à redouter que d'avoir ses membres sur des béquilles et son intelligence en lisières. Le prince de Conti s'est moqué de moi l'autre jour à ce même sujet. Je me plaignais à la vieille aveugle, charmante Mme Du Deffand, de ce qu'elle me préférait M. Crawford. « Quoi ! dit le prince, est-ce qu'elle ne vous aime pas ?—Non, Monsieur, lui dis-je, je ne lui plais pas plus que si elle m'avait vu. »

Peu après, en la comparant à Mme Geoffrin, qu'il trouve *une femme extraordinaire* et dont il peint maintenant avec un peu moins de bienveillance l'habile esprit de conduite, il ajoute :

« Sa grande ennemie, Mme Du Deffand, qui a été pendant un temps très-court la maîtresse du régent, est maintenant fort vieille et tout à fait aveugle ; mais elle conserve tout, vivacité, esprit, mémoire, jugement, passions, agrément. Elle va à l'Opéra, aux spectacles, aux soupers et à Versailles ; elle donne à souper elle-même deux fois par semaine, se fait lire toutes les nouveautés, compose des chansons et des épigrammes nouvelles, et cela admirablement, et se souvient de tout ce qui s'est passé depuis ces quatre-vingts dernières années. Elle correspond avec Voltaire, dicte pour lui de charmantes lettres, le contredit, n'est dévote ni à lui ni à personne et se moque à la fois du clergé et des philosophes. Dans la dispute, et elle est sujette à y tomber, elle est très-animée, et pourtant presque jamais elle n'a tort. Son jugement sur

tous les sujets est aussi juste que possible ; sur toutes les questions de conduite, aussi fautif que possible, car elle est tout amour et toute haine, passionnée pour ses amis jusqu'à l'enthousiasme, encore en peine d'être aimée, non par des amants bien entendu, et ennemie violente, mais ouverte. Comme elle ne peut avoir d'amusement que la conversation, la moindre sollicitude et le moindre ennui lui est insupportable et la met à la discrétion de quelques êtres indignes qui mangent ses soupers, lorsqu'il n'y a personne d'un plus haut rang, qui devant elle se font des clignements d'yeux et se moquent d'elle, gens qui la haïssent, parce qu'elle a dix fois plus d'esprit qu'eux, mais qui n'osent la haïr que parce qu'elle n'est pas riche. »

Voilà un portrait qui suppose tout au moins une bienveillance intelligente et qui se concilie avec un commencement d'amitié. Walpole l'écrivait trois mois avant de la quitter, et, dans ces trois mois, il faut croire qu'il apprécia de plus en plus cet esprit qui allait au sien, dont les idées pouvaient aisément se marier à ses idées, et surtout que, touché d'une compassion généreuse pour une pauvre femme livrée par ses infirmités à la merci de quelques amitiés parasites, il répondit par les soins d'un attachement désintéressé, par les conseils d'une raison indépendante, par le charme d'un entretien d'un tour nouveau, aux effusions spirituelles d'une âme qu'enchantaient à la fois le plaisir d'un succès inattendu et la douceur d'aimer encore. Lui-même, en la quittant, il se sentait les devoirs et les besoins de l'amitié; il lui écrivait le premier et avant même d'être à Londres, sans négliger de lui recommander la discrétion, car il craignait jusqu'au ridicule d'être aimé. On s'en doute en lisant ce qu'elle lui répond :

« Je commence par vous assurer de ma prudence ; je ne soupçonne aucun motif désobligeant à la recommandation que vous m'en faites; personne ne sera au fait de notre correspondance, et je suivrai exactement tout ce que vous me prescrirez... Vous êtes le meilleur des hommes et plein de si bonnes intentions qu'aucune de vos actions, qu'aucune de vos paroles ne peuvent jamais m'être suspectes. Si vous m'aviez fait plus tôt l'aveu de ce que vous pensez pour moi, j'aurais été plus calme et par conséquent plus réservée. Le désir d'obtenir et de pénétrer si l'on obtient, donne une activité qui rend imprudente. Voilà mon histoire avec vous : joignez à cela que mon âge et que la confiance que j'ai de ne pas passer pour folle doit donner naturellement la sécurité d'être à l'abri du ridicule. Tout est dit sur cet article. Je veux être à mon aise et vous dire qu'on ne peut aimer plus tendrement que je ne vous aime, que je crois que l'on est récompensé tôt ou tard suivant ses mérites, et comme je crois avoir le cœur tendre et sincère, j'en recueille le prix à la fin de ma vie. »

On a dit que les lettres de Walpole à Mme Du Deffand n'avaient pas été conservées; elles méritaient de l'être à en juger par les passages cités en note au bas de celles de sa correspondante. L'Anglais était inquiet de son style; il craignait que son esprit ne perçât pas à travers son français. Peut-être aussi avait-il sur la conscience les ombrages et les rudesses dont il payait quelquefois le tendre dévouement qui aurait dû désarmer l'orgueil, ne fût-ce que par la pitié. Il aura désiré n'être pas jugé sur pièces, et ses éditeurs auront respecté ou partagé ses craintes. Nous doutons qu'ils aient eu raison. Cette réserve a pu lui nuire. Ses lettres françaises n'auraient pas déprécié son esprit, et elles auraient

prouvé, elles prouveraient encore que, s'il eut dans ses rapports avec Mme Du Deffand les craintes puériles, les soupçons d'une vanité inquiète, et par suite la sécheresse et la dureté que les hommes portent même dans des affections plus vives et plus puissantes, il ne fut pas insensible à l'attachement qu'il inspirait. Il aima Mme Du Deffand comme on pouvait l'aimer et comme il pouvait aimer. Il parle d'elle avec estime, avec respect, avec tendresse, à ses autres amis. Il est fier de lui plaire et ne s'en défend pas. Sa correspondance avec elle fut toujours exacte et soigneuse; il retourna quatre fois à Paris, et il ne cachait point que c'était pour elle. Il n'y revint plus lorsqu'il l'eut perdue. Il avait assurément la personnalité d'un vieux garçon et cet ombrageux sentiment d'un certain décorum particulier à son pays; mais cela empêche-t-il d'être touché d'une affection vraie et d'y répondre sincèrement? Il était insupportable, d'accord; il n'était pas indifférent.

Tout le monde a lu les lettres de Mme Du Deffand. Walpole les comparait à celles de Mme de Sévigné, et, pour lui, ce n'était pas peu dire. En cela comme sous d'autres rapports, son admiration pour sa vieille amie nous semble excessive. La triste humeur, le fonds d'ennui, la défiance morose, surmontent la distinction de l'esprit même, et ôtent, non le piquant, mais le charme, à cette correspondance singulière qui, pour la valeur littéraire, rappellerait plutôt les lettres de Mme de Maintenon que les épîtres inimitables de *Notre-Dame des Rochers*. Mme de Maintenon a, comme Mme Du Deffand, l'esprit juste, élégant, naturel, avec de grands préjugés. Mme de Maintenon était aussi ennuyée qu'elle, elle peignait l'ennui comme elle, mais elle n'aimait pas Louis XIV comme Horace était aimé.

Au reste, Walpole faisait bien de remplir et d'animer sa vie par de nouvelles préoccupations. Le moment approchait où il allait dire adieu à la politique. En revenant en Angleterre, il trouva le ministère Rockingham sur son déclin. Ce cabinet avait essayé d'apaiser les colonies d'Amérique, dont les mécontentements commençaient à devenir un danger, en défaisant l'œuvre de George Grenville et en rapportant l'acte du timbre. De bonne heure Walpole fut, à l'égard de l'Amérique, pour la politique modérée et conciliatrice; mais il fallait du temps pour que cette politique triomphât, elle n'était pas même populaire, et, si le ministère l'avait suivie, on l'imputait plus à sa faiblesse qu'à sa générosité. L'opinion publique ne le prenait que comme l'avant-coureur de Pitt. Pitt en jugea de même, et il composa cette administration du duc de Grafton dont nous essayerons plus tard de caractériser la singulière existence. Conway y conserva sa place, autorisé tout à la fois et blâmé par ses anciens collègues, approuvé et soutenu par Walpole, qui redevint ministériel, et le nouveau lord du sceau privé, complétant la bizarrerie de sa conduite, en ce moment décisif où il pouvait coaliser sous sa direction suprême toutes les forces et toutes les gloires du parlement, échangea le nom de Pitt contre celui de comte de Chatham. Il ensevelit ainsi dans l'oisiveté d'une sinécure le talent de l'homme d'État, dans l'impuissance de la chambre des lords l'éloquence de l'orateur, et dans les loisirs des eaux de Bath et de la vie des champs les ennuis et le souvenir d'un ministère qu'il abandonna pour ainsi dire comme un enfant mal né.

La position de Conway fut souvent difficile dans cette nouvelle administration qui, formée pour être plus

libérale (je parle le langage de ces derniers temps), l'était moins que celle qu'elle avait remplacée; et, comme il avait un grand défaut, l'irrésolution, il eut souvent besoin d'être encouragé et conseillé par Walpole, qui, sans cesser d'apprécier son caractère aimable et désintéressé, son esprit flexible et étendu, avait aperçu ce qui pouvait lui manquer en solidité, en énergie, en ascendant sur les hommes. Cette découverte, ses mécomptes personnels et les difficultés qu'il eut à combattre dans les négociations ministérielles auxquelles il fut mêlé, achevèrent de lui rendre la vie des affaires importune et, dans les derniers jours de la session, il écrivit au maire de King's-Lynn[1], le bourg qui avait élu son père, puis son frère aîné, puis lui-même, avec une invariable fidélité, pour notifier sa résolution de quitter le parlement. Cette résolution, il l'accomplit l'année suivante (1768).

« Je ne crois pas, écrit-il à Montagu, que je m'en repente jamais. Que pourrais-je voir encore, sinon les fils et les petits-fils recommençant les mêmes fautes, rejouant le rôle que j'ai vu jouer aux pères et aux grands-pères? Pourrais-je entendre une éloquence supérieure à celle de milord Chatham? Y aurait-il jamais des talents égaux à ceux de Charles Townshend? George Grenville cessera-t-il d'être le plus fatigant des hommes?... »

L'année même où Walpole quitta la chambre des communes, il publia ses *Doutes historiques sur la vie et le règne de Richard III.* C'est là, ne lui en déplaise, un ouvrage où il a pris toutes les allures d'un écrivain de profession. Il n'avait pas une foi bien robuste dans

[1] King's Lynn ou Lynn Regis, Norfolk, et non pas Lyme Regis, Dorset, comme je l'ai dit, t. I, p. 250.

l'histoire, comme tous les gens qui ont vu les affaires de près et qui la trouvent, à la prendre telle qu'elle a été écrite, insuffisante, incomplète, dirai-je le mot? invraisemblable. L'idée lui était venue que le portrait de Richard III par les historiens pouvait bien être un caractère fabriqué par le préjugé et l'imagination. La plupart de ses crimes lui paraissaient peu probables, étant, suivant toutes les apparences, contraires à ses intérêts. En vertu de cette idée, qui n'est pas la meilleure du monde pour juger les hommes, car leur intérêt est moins puissant que leur nature, et il est subordonné à la portée de leur intelligence, Walpole entreprit de critiquer l'histoire du célèbre usurpateur, discutant avec beaucoup de sagacité et de méthode les témoignages de l'auteur de la Chronique de Croyland et de sir Thomas More, qui sont les principaux accusateurs du duc de Gloucester au tribunal de la postérité. De cet examen, les crimes de Richard III sortent obscurs et douteux. Non-seulement Henri VI, non-seulement Clarence, non-seulement Hastings cessent d'être les victimes avérées d'une cruauté notoire, mais le meurtre même de ces jeunes enfants d'Édouard IV, tant lamenté, tant célébré par l'histoire, la poésie, la peinture, devient un récit hasardé, défiguré, que la malveillance et la pitié ont accueilli de concert, et que l'imagination a rendu populaire. On convient généralement que Walpole a mieux prouvé son talent que sa thèse; il a médiocrement ébranlé la croyance des doctes et du public, et Richard III, pour l'histoire, est toujours le bossu que vous savez, le héros moqueur, audacieux, pervers, que Shakspeare a fait revivre. L'ouvrage destiné à le réhabiliter n'en fut pas moins remarqué à sa naissance; il est cité comme un modèle

de ce genre de discussion. Il doit arrêter tout historien dans sa marche, pour le forcer à l'examen. A peine publié, il provoqua les objections d'érudits estimables auxquels il fallut bien répondre, et Walpole, touché au vif par les critiques, se livra vaillamment aux devoirs du métier. Il disputa, il répliqua, il rompit même avec la Société des Antiquaires, dont il était membre, parce qu'elle avait entendu ses adversaires. Ainsi complété par des dissertations polémiques, son livre est l'œuvre non d'un érudit, mais d'un écrivain qui saurait l'être, et l'on peut y étudier l'art de discuter sans ennui et de séparer l'exactitude de la pédanterie. Il a été plus d'une fois réimprimé, et il en existe une traduction attribuée à Louis XVI, qui certes était bien désintéressé dans la réhabilitation des tyrans.

Quand l'ouvrage parut, le bruit en vint jusqu'à Voltaire, qui aimait l'Angleterre et ne haïssait pas les paradoxes historiques. Il écrivit à l'auteur pour le lui demander, demande qui flatta et embarrassa Walpole. Il avait peu de goût pour Voltaire, malgré sa prédilection pour les esprits élégants, et il abhorrait la domination littéraire. Il répondit d'assez bonne grâce; mais, tout en lui adressant et en lui recommandant avec modestie ses *Doutes historiques*, il se crut obligé, par franchise ou fierté britannique, de lui confesser que, dans un autre ouvrage, il avait pris la liberté de défendre Shakspeare contre les critiques du plus bel esprit du siècle. En effet, dans la préface de la seconde édition du *Château d'Otrante*, il avait soutenu que l'union du sublime et du naïf ajoutait au pathétique dans les ouvrages d'imagination, osant ainsi combattre quelques idées hasardées avec légèreté dans le célèbre commentaire sur Corneille. Mme Du Deffand, à qui il

communiqua sa lettre après l'avoir envoyée, s'effraya et prévit quelque orage du côté de Ferney. Elle trouvait imprudente l'offre faite à Voltaire de lui adresser cette dangereuse préface. Elle connaissait l'homme et le croyait incapable de pardonner un écrit où se lisait tout simplement cette phrase : « Voltaire est un génie, mais non de la grandeur de Shakspeare. » Walpole fut inflexible. Quoiqu'il aimât fort Marivaux et Crébillon fils, il sentait profondément Shakspeare. Médiocrement touché de la tragédie française, il la jugeait avec sévérité, mais avec goût. « Ce sont nos auteurs tragiques que j'aime, c'est-à-dire Shakspeare, qui est mille auteurs. » Ces mots sont d'une lettre en français à Mme Du Deffand, et il lui dit ailleurs : « Moi, je me ferais brûler pour la primauté de Shakspeare ; c'est le plus beau génie qu'ait jamais enfanté la nature. » Avec cette ardeur pour le martyre, il devait braver l'intolérance que Voltaire portait dans le culte de son propre génie. Mais les terreurs de Mme Du Deffand ne furent pas justifiées. Voltaire répondit avec politesse par une petite dissertation littéraire où il reproduit ses critiques accoutumées, et, trop heureux d'en être quitte à si bon marché, Walpole, au lieu de s'entêter, termina l'affaire en écrivant, dans une lettre pleine de compliments, qu'on doit excuser Shakspeare de ses fautes, parce qu'il n'existait pas de son temps un Voltaire pour lui apprendre à les éviter.

Il n'avait pas été aussi heureux avec Rousseau, avec lequel aussi il s'était fait une affaire. Dans son voyage à Paris, un soir, à souper chez Mme Geoffrin, il amusa la compagnie par quelques traits contre les singularités affectées de l'auteur d'*Émile,* alors intimement lié avec Hume, et il imagina de composer une lettre, au nom

du roi de Prusse, pour engager Jean-Jacques à venir dans son royaume. La plaisanterie est assez froide. On ne peut guère en citer qu'une bonne phrase : « Si vous persistez à vous creuser l'esprit pour trouver de nouveaux malheurs, choisissez-les tels que vous voudrez ; je suis roi, je puis vous en procurer. » N'importe, la lettre fut montrée à Helvétius et au duc de Nivernais, elle courut Paris et mit son auteur à la mode. Lui-même il la transmit à Conway, et elle parut dans le *London Chronicle*, auquel, en arrivant peu après en Angleterre, Rousseau ne manqua pas d'adresser une réclamation solennelle. Au bout de six mois, il était, comme on sait, brouillé avec Hume, et il s'en prenait à lui de ce que la moqueuse lettre avait été écrite ou publiée. Hume invoqua le témoignage de Walpole, qui le lui donna avec une certaine hauteur. Sa réponse contient ces mots · « J'ai un profond mépris pour Rousseau, et suis parfaitement indifférent à ce que les *literati* de Paris pensent de cette affaire. » Son indifférence n'était pas telle que, la querelle de Hume et de Jean-Jacques ayant, contre son espérance, donné lieu à une polémique imprimée, il ne se plaignît au premier de ce qu'il avait publié tout cela, prononcé son nom, cité sa lettre. Il s'ensuivit une correspondance aigre-douce de laquelle il sortit brouillé avec Rousseau, Hume et d'Alembert, plus que jamais enragé contre les *literati* et les philosophes, expiant lui-même désagréablement l'importance fort littéraire qu'il attachait à ses amusements de société, et accusé, en fin de compte, d'avoir abusé de sa situation élevée et indépendante pour se moquer d'un pauvre homme proscrit pour son génie, malheureux par son caractère, au moment même où il invoquait cette hospitalité britannique qui n'a man-

qué jamais aux exilés. « Je m'amuserai beaucoup, écrivait l'évêque Warburton, de voir un fou aussi séraphique que Rousseau (*so seraphic a madman*) attaquer un fat aussi insupportable que Walpole, et je pense qu'ils sont faits l'un pour l'autre. »

On devine comment les prétentions et les dédains de Walpole devaient le faire juger de cette secte écrivante dont il affectait si fort de se distinguer, et qu'il rudoyait et courtisait tour à tour. Il lui en coûta cher quelquefois, et c'est le lieu de raconter un événement un peu postérieur qui lui fit beaucoup de tort et assez de chagrin. Un autre Rousseau, un jeune poëte alors inconnu, devenu le type de cette misère particulièrement cruelle que peut engendrer le triste assemblage de la pauvreté, de l'orgueil et du talent, Thomas Chatterton, écrivit en 1769 à Walpole, qui ignorait jusqu'à son nom, pour lui proposer des renseignements sur quelques anciens peintres, qu'il disait avoir découverts à Bristol, sa ville natale, et pour lui soumettre deux ou trois stances de Rowley, moine inconnu du XVe siècle, et dont les manuscrits s'étaient offerts à lui dans un coffre poudreux de l'église de Redcliffe. Il ajoutait qu'il avait dix-huit ans à peine, qu'il travaillait comme apprenti chez un homme de loi, et que cette profession lui était insupportable. Walpole crut que ce jeune homme, qu'il n'avait jamais vu, qu'il ne devait jamais voir, désirait une place. Il s'applaudit d'abord que Bristol eût produit des peintres et des poëtes ignorés; puis, averti déjà par la récente supercherie de Macpherson, dont il avait été dupe quelque temps, il conçut des doutes sur l'authenticité d'un chant composé en l'honneur de Richard Ier, absent ou prisonnier. Il consulta Mason et Gray, qui les confirmèrent sans hésiter, et, dans une

réponse encore bienveillante, il ne cacha point ses soupçons à son mystérieux correspondant. Celui-ci répliqua en affirmant de nouveau sa découverte et en redemandant sèchement ses fragments. Walpole négligea de répondre; il fit un voyage à Paris et trouva au retour une dernière lettre où la demande était renouvelée en termes blessants. Il renvoya les manuscrits sans répondre. Chatterton irrité ne lui pardonna pas; il se vengea comme se venge un auteur offensé; il introduisit dans quelque conte un érudit sceptique qu'il appela le baron d'Otrante; puis, l'année d'après, il vint de Bristol à Londres, il écrivit, il s'agita, il languit, et enfin il s'empoisonna au mois d'août 1770. Walpole n'en avait plus entendu parler, et il ne songeait guère à l'incident qui le regardait, lorsque deux ans après il lut, dans une édition des *OEuvres diverses de Chatterton,* que le poëte était mort faute de secours, qu'il avait en vain imploré la générosité d'un grand personnage, et que l'insensibilité de Walpole était la cause de sa fin. L'atteinte était rude pour une âme irritable qui se sentait innocente. On renouvela le reproche de divers côtés; les poëtes n'avaient pas alors perdu l'habitude de mendier et de recevoir. En cela, ils étaient encore du XVIIe siècle, et l'orgueil des protecteurs attitrés pouvait se reprocher un abandon même involontaire. Walpole offensé fut obligé d'écrire aux journaux; il multiplia d'importunes apologies. D'abord Rowley n'existait pas (et c'est, malgré de longues et vives controverses, l'opinion qui a décidément triomphé); il avait donc soupçonné qu'on le voulait prendre pour dupe. On ne devait pas encourager le mensonge. Puis Chatterton ne lui avait rien demandé; il n'avait point parlé de son dénûment; son talent ne pouvait se

deviner par avance. Ce n'était d'ailleurs qu'après avoir quitté sa province, ce n'était qu'à Londres, environ deux ans après leur correspondance, qu'il avait conçu et accompli la pensée d'un suicide. Enfin il y avait absurdité à rendre Walpole responsable de la mort d'un inconnu. Son innocence, en effet, nous semble évidente, et l'on est aujourd'hui unanime pour l'absoudre ; mais il lui fallut se défendre à plusieurs reprises. Son esprit dédaigneux, son caractère ombrageux ne le faisaient pas aimer. Il était peu généreux envers les artistes ; il soutenait systématiquement que les auteurs ne doivent point avoir de patrons, et il se conduisait en conséquence. La mort de Chatterton fut donc exploitée contre lui. Au reste, ce suicide célèbre, qui ne peut être plaint qu'à la condition d'être blâmé, a de tout temps servi d'acte d'accusation contre la société. L'égoïsme règne assurément, et ni l'esprit ni le talent ne préservent toujours des rigueurs du sort et de la dureté des hommes ; cependant, même pour ne pas mourir de faim, il est bon d'avoir de l'esprit et du talent, et aucune supériorité n'est un malheur. Chatterton avait droit, je le veux, à toute sorte de sympathies, et méritait de devenir un personnage intéressant et romanesque ; mais Walpole ne pouvait s'en douter. La société non plus ne saurait découvrir le génie tant qu'il n'a rien dit. Faites-lui sommation par des chefs-d'œuvre, et puis vous vous plaindrez ensuite si elle ne répond pas.

Voltaire, Rousseau, Chatterton, auraient peut-être exercé sur l'aristocratique écrivain de bien autres vengeances, s'ils avaient su qu'il s'était rendu coupable de la plus hasardeuse des œuvres, d'une œuvre qui, soit par le genre, soit par le sujet, les aurait tous diverse-

ment excités et mis en disposition malveillante : Walpole avait fait une tragédie, une tragédie en cinq actes et en vers. *Sit mihi fas audita loqui,* telle en est l'épigraphe, et ce qu'il avait entendu, c'est que l'archevêque Tillotson avait reçu d'une grande dame, au lit de mort, ce tragique aveu : une passion monstrueuse, plus monstrueuse que celle de Phèdre, l'avait livrée à son propre fils, qui, ignorant son crime, était plus tard devenu innocemment amoureux de sa sœur naturelle, et l'avait épousée. Voilà le sujet qui se trouve, je crois, aussi dans les contes de la Reine de Navarre. Ces noires combinaisons de la passion et de la fatalité semblent, au premier abord, parfaitement dramatiques; mais, à moins qu'elles ne soient consacrées, comme dans l'antiquité, par quelque tradition poétique et populaire, elles ont rarement les conditions que l'art véritable doit exiger des sujets auxquels il se consacre. Supposez qu'on inventât de nos jours l'aventure d'Œdipe et qu'on la mît au théâtre, elle ne serait pas supportable, et l'on peut remarquer que Shakspeare, qui a poussé si loin le pathétique et le terrible, n'a guère recours à ces horreurs compliquées qui attirent les imaginations faibles ou blasées. C'est le crime simple qu'il sait peindre ; ce sont les excès pour ainsi dire naturels des passions ordinaires, la haine, la jalousie, l'ambition, la vengeance. Ses grands coupables ne sont pas des curiosités ; et, si si l'on ose parler ainsi, ce qu'ils ont fait pouvait arriver à tout le monde. En général, les chefs-d'œuvre de l'art se fondent sur une idée commune.

« C'est la mode, dit lord Byron, de déprécier Horace Walpole, d'abord parce qu'il était un *nobleman* (un grand seigneur), et secondement parce qu'il était un *gentleman* (un homme du monde); mais, pour ne rien

dire de ses incomparables lettres, ni du *Château d'Otrante*, il est le dernier des Romains, l'auteur de *la Mère mystérieuse*, tragédie du premier ordre, qui n'est pas une langoureuse pièce d'amour.» Il nous est impossible de souscrire à cet éloge, et peut-être les deux motifs que Byron prête à la sévérité des autres expliqueraient-ils aussi son excessive bienveillance. Au reste, la mémoire de Walpole peut se consoler de notre froideur, ayant pour elle Byron et Scott. Sa pièce, à nos yeux, pèche par le fond et par la conduite : elle manque d'intérêt et d'action, et n'offre ni nouveauté ni profondeur dans les caractères ; mais le dialogue a beaucoup de mérite, le style nous semble précis, ferme, élevé. Il y a de beaux vers dans le genre sentencieux, d'heureuses pensées exprimées heureusement. Je ne sais si Walpole pouvait faire une tragédie, mais il pouvait l'écrire.

Quoique après sa tragédie il n'ait plus produit d'ouvrage un peu considérable, la littérature devint de plus en plus son occupation, ou du moins sa distraction favorite. Il réimprimait ses anciens écrits, il les complétait, il les défendait. Il entretenait avec des écrivains, avec des antiquaires, une correspondance animée qui prouve l'activité et les ressources de son esprit. Ses lettres à Dalrymple, à Cole, et plus tard à Mason et à Pinckerton, ne sont pas les moins précieuses qu'il ait laissées. En 1771, il perdit Gray. Il était depuis quelques jours à Paris, lorsqu'il lut la nouvelle de sa mort dans un journal ; il écrivit aussitôt au révérend M. Cole :

« Je prie Dieu que vous me puissiez dire que la nouvelle n'est pas vraie, et pourtant il me faut rester quelques jours dans cette cruelle incertitude. Personne de ma connaissance

n'est à Londres. Je ne sais à qui m'adresser, si ce n'est à vous. Vainement, hélas! je le crains ; trop de circonstances me disent que c'est vrai. Les détails sont précis. Un second papier arrivé par le même courrier ne contredit pas l'autre, et, ce qui est pire, je l'ai vu quatre ou cinq jours avant de partir. Il était allé à Kensington pour changer d'air; il se plaignait d'une goutte vague; il la sentait dans son estomac. Je le trouvais effectivement changé, et il avait mauvaise mine. Cependant je n'avais pas la moindre idée de danger. Je me suis élancé de mon fauteuil à la lecture de l'article ; un boulet de canon ne m'eût pas surpris davantage. Après le premier choc, la douleur est venue, et mes espérances sont trop faibles pour l'adoucir. Si personne n'a la charité de m'écrire, mon anxiété se prolongera jusqu'à la fin du mois... Si l'événement n'est que trop vrai, rendez-moi aussi, je vous prie, le triste service de me dire toutes les circonstances que vous savez de sa mort. Notre longue, bien longue amitié me rend cher tout ce qui le concerne. Quels écrits a-t-il laissés? »

Cette perte l'attacha par des liens plus étroits à William Mason, le poëte, qui était l'ami et le légataire de Gray, et qui fut chargé de revoir et de publier ses manuscrits. De là un commerce épistolaire qui se prolongea jusqu'en 1784, la partie la plus littéraire peut-être de la correspondance de Walpole. Cette liaison finit cependant par une rupture. Le poëte avait, sous l'influence de Walpole, adopté les idées de l'opposition. Il écrivait, sans se nommer, dans quelques journaux; il publiait même des satires politiques, dont on croit que Walpole fournissait les idées. Celui-ci avait fini par le regarder comme à lui ; mais il advint qu'un jour Mason fit acte d'indépendance : il se sépara de son exigeant ami, en se montrant, vers 1784, avec M. Pitt,

plus réformiste que lui, et contre M. Fox, plus attaché que lui à la prérogative royale. Ce désaccord mit un terme à l'amitié et à la correspondance. On voit que la politique ne perdait pas tous ses droits sur Walpole ; il continua d'en suivre les mouvements avec une attention plus désintéressée qu'impartiale ; il écrivit sur les affaires un peu à tout le monde, à Conway, à lord Hertford, à Montagu, mais surtout à sir Horace Mann, à qui il ne cessa jamais d'envoyer son journal. Le temps néanmoins en affaiblit un peu la vivacité, en amortit un peu la couleur. Écrire pendant trente ou quarante ans à un ami absent, qu'on n'a vu que quelques mois dans toute sa vie, est une chose singulière ; l'intimité ne peut continuer d'être la même avec un homme qu'on ne connaît que de souvenir, qui a vieilli loin de vous, qui a changé sans vous, et qui reçoit en idées beaucoup plus qu'il ne donne. Cependant pour la politique ce sont bien les lettres à sir Horace Mann qu'il faut placer les premières, comme pour la littérature, à l'époque où nous sommes arrivés, les lettres à Mason ; pour les choses de la vie du monde, les lettres à la comtesse d'Ossory. Cette nouvelle correspondante commence à paraître en 1769. On sait, par Junius, que le duc de Grafton n'était pas un mari fidèle ; il paraît qu'il en fut puni par le talion, et, après une rupture qui fit un peu d'éclat, sa femme, devenue libre par un acte du parlement, épousa John Fitzpatrick, comte de Upper-Ossory. C'était une personne dont l'esprit facile et piquant plaisait infiniment à Walpole. Il lui écrit avec beaucoup de liberté et d'envie d'être aimable, et, pendant plus de vingt-cinq ans, il l'amuse de ces causeries épistolaires qui nous donnent le mieux l'idée de sa vraie conversation ; il lui disait les choses qu'il ne

pouvait dire à Mme Du Deffand, qui ne connaissait pas Londres, ni à Horace Mann, qui l'avait oublié.

Il ne devait pas d'ailleurs conserver longtemps la première. Au mois de septembre 1780, elle mourut en lui laissant ses papiers et son petit chien. Le tout fut transporté à Strawberry-Hill, et les manuscrits, que Walpole a toujours soupçonnés de n'être pas intacts quand on les lui remit, ont servi à compléter l'édition des lettres en 1810. Ce qui en reste a été acheté, par M. Dyce Sombre, à la vente du mobilier de Strawberry, et paraît contenir des choses qu'il serait curieux de publier, un journal de Mme Du Deffand, par exemple. Quand Walpole la perdit, il ne l'avait pas vue depuis assez longtemps, mais il n'avait pas cessé de s'occuper d'elle. Leur correspondance ne s'était pas ralentie; il lui avait dédié son édition des *Mémoires de Grammont*. Quand les mesures financières de l'abbé Terray menacèrent de la ruiner, il lui offrit le secours de sa fortune avec beaucoup de simplicité et d'insistance. Si on recherche avec soin la source des torts qu'il put avoir avec elle, et qui se réduisent à quelques paroles dures, on est conduit à les attribuer presque exclusivement, non à la crainte des salons, mais à celle de prêter à rire aux gens qui décachetaient les lettres de par le roi. Cette puérilité a perdu son cœur de réputation.

Cependant le spectacle de l'Angleterre ne cessait pas d'être fort animé. Dès 1768, lord Chatham avait abandonné le ministère qu'il n'aurait jamais dû former. Bientôt le duc de Grafton quitta la partie, et lord North devint le chef de cette administration si opiniâtre, si imprévoyante, qui n'en devait pas moins durer douze ans, tout en prouvant que beaucoup de fermeté, d'application, de sang-froid et d'expérience peuvent faire

un très-mauvais gouvernement. C'est le temps des grandes scènes populaires. Wilkes continua d'agiter la Cité, dont Chatham redevint l'idole. Ses rares et théâtrales apparitions dans la chambre des lords étaient autant d'événements, et son éloquence toujours pleine d'éclat et de véhémence, mais flottant, au gré d'une imagination passionnée, dans la liberté inconséquente d'une opposition violente et décousue, prêtait à ses derniers jours une grandeur pathétique où l'histoire de l'art trouve peut-être plus à admirer que l'histoire politique. En même temps, Burke se saisissait de l'attention du monde par la puissance de sa plume et de sa parole, et portait dans la discussion des affaires une richesse d'idées jusqu'alors inconnue. Il marchait au premier rang de ces whigs réformateurs destinés à représenter un jour, après de laborieux efforts et de longs revers, le libéralisme dans le gouvernement. Sans les suivre en toutes choses, et quoiqu'il dût les abandonner plus tard, Walpole inclinait à l'opposition; son esprit aimait la critique, et la critique, c'est de l'opposition; il goûtait le talent, et le talent était du côté de l'opposition. Conway s'était retiré du pouvoir en demeurant fidèle aux principes d'une modération libérale. Enfin, sur la grande question de l'Amérique, Walpole n'avait jamais approuvé la politique inaugurée par Grenville, et qui, à travers huit ans de combats, alla expirer sur les remparts de Yorktown. George III ne connaissait que la force, et ni lui ni son gouvernement ne savait la bien employer. Walpole, qui n'admirait ni la force ni la guerre, ne pouvait applaudir à une conduite qui, après avoir mis les armes aux mains de la métropole et de ses colonies, devait donner à la France l'occasion de les reprendre et de se venger de la paix

de 1763. Quoique peu ami des réformes qui lui paraissaient introduire le puritanisme dans la politique, quoique ennemi des révolutions qu'il commençait à redouter et qui menaçaient de compromettre, en la dépassant, sa chère révolution de 1688, il applaudit ou du moins souscrivit à cette indépendance américaine qui, semblable à la Cornélie des Gracques, devait être l'irréprochable et noble mère d'autres révolutions plus grandes, moins innocentes peut-être. Cette future transformation du monde, il en apercevait les signes précurseurs dans ses voyages en France, dont le dernier est de 1775. Il voyait venir un état social nouveau dont il ne se rendait pas compte, mais qu'*à priori* il n'aimait pas. La paix de 1783 fut le terme d'une grande période de l'histoire politique de l'Angleterre. A partir de cette époque, on sent comme un vent qui précède l'orage : ce sont les approches de la révolution française. Walpole, qui la pressent plutôt qu'il ne la prévoit, éprouve à l'aspect des affaires humaines, et même de celles de son pays, une sorte de malaise et d'inquiétude; il blâme, il gronde, il s'attriste, il se décourage, il trouve que tout est changé, et, bien entendu, dégénéré. C'est *l'âge des avortements,* dit-il quelquefois, car on le disait aussi de ce temps-là. Dans ses moments d'impartialité, il s'en prend à la vieillesse. Ses lettres sont remplies de réflexions chagrines, sans amertume toutefois, sur les changements qui s'accomplissent autour de lui. Il n'est pas toujours bien assuré que ce soit le monde, et non pas lui, qui ait tort. Il a vu trop de choses; il ne peut croire qu'il ait tant vécu. Il devient, par l'effet du temps, comme étranger dans son propre pays. Ce pays est-il en déclin? le peuple anglais ne serait-il que *les restes d'un grand peuple?* Et il répète

souvent cette triste réflexion : « Le monde est une comédie pour l'homme qui pense, une tragédie pour l'homme qui sent. »

Ses découragements cependant ne l'avaient pas empêché de se prendre d'un goût vif pour un jeune homme qui commençait, avec de tout autres espérances, une brillante carrière, et qui voyait sous un tout autre jour le monde et l'avenir. Le fils de lord Holland, Charles Fox, était entré à vingt ans au parlement (1768), avec un esprit plein de feu, avec un cœur franc et passionné, aimant à la fois et indistinctement tout ce qu'il est honorable, tout ce qu'il est naturel et tout ce qu'il est dangereux d'aimer, les affaires et les plaisirs, le monde, les lettres, la politique, la liberté, la gloire. Il menait une vie d'amusement, même de désordre, et discutait dans le parlement avec une solidité de dialectique qui rappelait son père, avec une chaleur presque aussi vive et plus naturelle que celle de lord Chatham. Walpole fut, à son début, frappé de ses grandes qualités; il les déclarait surprenantes, il louait sa sincérité, il admirait son bon sens. Il le plaignait des fautes de sa jeunesse, mais il y trouvait une singularité de plus qui faisait encore ressortir ses talents. Il comparait ses dettes à celles de César, auxquelles le cardinal de Retz comparait les siennes.

« 1770. Le jeu d'Almack's, qui a pris le pas sur celui de White's, équivaut au déclin de notre empire ou de notre république, comme vous voudrez...... Charles Fox brille également là et à la chambre des communes. Il a eu vingt et un ans il y a eu hier huit jours, et il est déjà un de nos meilleurs orateurs. Hier, il a été fait un des lords de l'amirauté. Nous ne sommes pas un grand siècle, mais sûrement nous

tendons à quelque grande révolution.—1772. Je suis allé l'autre jour à la chambre pour entendre Fox, contrairement à la résolution que j'avais prise de n'y jamais remettre le pied. Il est étrange combien la perte de l'habitude vous rend embarrassé : le cœur me battait comme si j'allais parler moi-même. Mon attente fut remplie. Le talent de Fox est étonnant à un âge si peu avancé et surtout sous l'influence d'une vie si désordonnée. Il arrivait de Newmarket, était resté à boire toute la nuit, et ne s'était pas couché. Comme de tels talents rendent risibles les règles de Cicéron pour faire un orateur ! Ses harangues si travaillées sont puériles auprès de la virile raison de cet enfant. — 1783. Son éloquence supérieure n'est pas sa première qualité. Toute sa conduite est mâle et empreinte d'un sens ferme, d'un sens commun de premier ordre, la plus utile de toutes les qualités. Bref, il a ce qu'il faut, et avec cela fermeté, franchise, la plus parfaite bonne humeur..., une manière libérale d'agir qui est de mon goût; c'est la simplicité de mon père.... Je le crois la meilleure tête de l'Angleterre. »

En même temps, et comme en regard de Fox, s'élevait un autre orateur, plus jeune, rival déjà, pas encore adversaire. Impérieux comme son père, éloquent autant que lui peut-être, mais autrement que lui, capable, laborieux, sec et cassant comme son oncle, le second Pitt tenait à la fois de Chatham et de Grenville, et il devait, illustrant un nom déjà glorieux, offrir aux hommes d'État un nouveau sujet d'études : des fautes à éviter, des exemples à suivre, un modèle imposant et dangereux. Sa place est grande dans l'histoire de l'art de gouverner. Son mérite cependant n'était pas du goût de Walpole, et il a de la peine à lui rendre pleine justice. Par une de ces inconséquences qui se rencon-

trent souvent dans nos préférences, il appuie de ses sympathies le ministère hasardeux de Fox; il fait comme Burke, destiné à devenir plus tard l'apôtre du torisme; il approuve le jeune ministre dans ces plans d'organisation de l'Inde qui l'ont fait accuser d'abandon de la prérogative royale, et ne voit pas sans une froideur assez malveillante Pitt, jusque-là au moins aussi réformiste que Fox, commencer à vingt-quatre ans cette administration célèbre qui devait, avec de courtes interruptions, se prolonger jusqu'à sa mort.

« 1781. Le jeune Pitt a encore hier déployé l'art oratoire paternel. L'autre jour, il a répondu à lord North, et l'a mis en pièces. Si Charles Fox était sensible à ces choses-là, on croirait qu'un tel rival, avec une réputation sans tache, devrait l'exciter. Eh quoi donc! si un Pitt et un Fox allaient encore être rivaux? — 1782. Il va être secrétaire d'État, et à vingt-deux ans! Il y a là quelque gloire.... Comme compétiteur de M. Fox, il n'est nullement un rival à son niveau. Juste comme leurs pères, M. Pitt a l'éclat du langage, M. Fox la solidité du sens et de si lumineuses facultés pour la montrer dans tout son jour, que la pure éloquence n'est qu'une pierre de Bristol auprès de ce diamant de raison.... Quoique M. Pitt soit meilleur logicien que son père, il n'a ni la même fermeté ni la même persévérance. »

« 1784. M. Pitt a bravé la majorité de la chambre des communes.... C'est assurément un jeune homme extraordinaire; mais est-ce un être surnaturel? — 1785. Notre novice enfant de ministre s'est très-témérairement et très-imprudemment jeté dans une grande difficulté.... Son ignorance et son inexpérience ne sont aucunement tempérées par sa vanité et son insolence.... Il a certainement des talents parlemen-

taires merveilleux, il n'a pas encore prouvé qu'il en eût d'autres. »

Mais l'histoire de Burke fut celle de Walpole ou du moins de son esprit; elle fut l'histoire de beaucoup d'Anglais, anciens whigs, orangistes, ennemis de l'absolutisme, révolutionnaires de 1688; elle fut celle de Washington, de ce héros d'une révolution républicaine, qui ne put jamais se fier à la révolution française. Cet événement sans exemple, cette crise immense, dont le terme recule sans cesse dans un obcur et lointain avenir, répandit dès son origine dans le monde l'enthousiasme et l'effroi; il inquiéta, il intimida, il blessa, même des amis de la liberté. Walpole fut de ces derniers; sa politique était très-anglaise, c'est-à-dire que ses opinions libérales avaient un fondement historique; il tenait à la liberté comme à une tradition nationale. La constitution de son pays lui était chère comme l'honneur de sa famille. La Grande-Bretagne est un État libre assurément, mais c'est un ancien régime, et cet esprit de rénovation totale auquel nos pères étaient condamnés peut-être, aurait été et serait encore, en Angleterre, subversif de la liberté. Prescription et novation sont les deux éléments nécessaires de toute société bien conduite, et quand la nécessité force à exclure absolument l'un des deux du gouvernement, à le sacrifier du moins à l'autre, tout devient difficile, périlleux, longtemps instable, et la société court les aventures. Là où manque la tradition, il ne reste qu'une chose, le raisonnement, et c'est pour cela qu'il fallut à la révolution française s'appuyer sur la philosophie du XVIII[e] siècle. Or celle-ci, on le sait, ennuyait Walpole; peut-être choquait-elle plus son goût que sa rai-

son, mais enfin elle lui déplaisait; le caractère qu'elle imprima, le langage qu'elle dicta à la révolution, le révoltèrent dès les premiers jours. Lorsque la scène devint sombre et sanglante, son aversion pour la guerre, qui lui avait à peine permis de tolérer la guerre de Sept ans, son humanité, qui, même avant Fox et Wilberforce, lui avait inspiré de nobles vœux pour l'affranchissement des noirs, se soulevèrent ensemble à la vue de la France changée en lieu de supplice et de l'Europe devenue un vaste champ de bataille. L'admirateur de Montesquieu ne pouvait goûter l'application brutale des théories absolues de Rousseau, et il fut de ceux qui reçurent le fameux livre de Burke sur la révolution comme une œuvre de prophète. Une génération entière partagea et ces indignations et ces craintes. Burke écrivit pour elle, il contribua sans doute à répandre sur notre compte bien des jugements dont la France doit appeler; mais, après tout, elle ne peut ni s'étonner ni se plaindre si, en décrétant la terreur, elle l'a inspirée.

On peut trouver Walpole très-inconséquent; les Anglais le sont souvent, et c'est par là qu'ils sont politiques. Le nôtre vante la révolution de 1688, et il ne peut souffrir celle de 1789; il respecte peu les religions établies, prédit la fin du catholicisme, ne ménage ni Luther, ni Calvin, ni l'université d'Oxford, professe le déisme avec Gray et Mme Du Deffand, et puis il s'indigne des témérités religieuses de la nation française. Il se dit, ou peu s'en faut, républicain, ne regrette rien de ce qu'on a fait aux Stuarts, et puis il se lamente sur la chute de la monarchie de Versailles. Je signale ces contradictions, je ne les accuse pas. Tant que la France n'aura pas su les

résoudre, elle n'a pas trop le droit de s'en plaindre.

Walpole, septuagénaire et tory, détourna les yeux de de la politique, il n'y jeta plus que de loin en loin un triste regard; mais il consacra autant d'instants qu'il put à ses anciens goûts, dont aucun ne l'abandonna; ses facultés, que ses infirmités respectèrent jusqu'au dernier jour, lui permirent de cultiver toujours les lettres, les arts, la société. La goutte même n'altérait ni son esprit ni son humeur, et lui interdisait rarement la vie du monde. Il avait cessé d'habiter dans Londres la maison léguée par son père et dont le bail ou plutôt l'usufruit expira en 1779. Il s'était logé dans Berkeley-Square, où il demeura jusqu'à sa mort. Il laissa dans Arlington-Street une maison qu'une entrée de château-fort gothique fait quelquefois prendre pour la sienne, et qu'il avait bâtie pour une de ses amies, lady Pomfret; mais son établissement à la ville n'eut jamais rien de remarquable. C'est à la campagne qu'il se livrait à ses penchants, qu'il jouissait de son luxe, qu'il recevait du monde et qu'il voulait être aimable. On a plus d'un récit de la vie qu'il menait à Strawberry-Hill. Pinckerton dans le *Walpoliana,* miss Hawkins dans ses *Réminiscences,* ont décrit sa personne, ses habitudes, ses manières, et Reynolds avait fait son portrait en 1757. Nul homme ne peut être, si on le veut, aussi bien connu; nulle existence ne serait plus facile à raconter jusque dans ses détails de chaque jour. Douze à quinze volumes de correspondance divulguent bien des secrets et nous apprennent jusqu'aux visites qu'il a faites ou reçues. Quand on parcourt les appartements délabrés de sa villa tant prônée, il est facile de s'y représenter un gentilhomme mince et pâle, avec une physionomie intelligente, de beaux yeux noirs et vifs, un

regard pénétrant, un sourire triste, un air de faiblesse maladive et même un peu féminine, des manières aisées, polies, distinguées, une démarche ralentie par la goutte; soigné dans sa mise, habillé de couleurs claires, la tête toujours nue, les cheveux sans poudre, du moins en été, et causant du matin au soir, d'une voix plus agréable que forte, sur tous les sujets qui permettent d'être spirituel. Délicat et sobre dans son régime un peu artificiel, il prolonge ses repas et ses soirées. Entouré de livres et de tableaux, de chefs-d'œuvre et de colifichets, des produits de l'Italie et de la Chine, de débris du moyen-âge et de toutes les raretés que Voltaire célèbre dans le *Mondain*, il devise avec complaisance sur la politique, sur les arts, sur les souvenirs de l'histoire et sur les médisances de la journée. Il conte des anecdotes, aiguise des pensées, hasarde des jeux de mots, et fait le plus grand charme des réunions choisies qu'attirent chez lui la renommée du lieu et celle de l'hôte. Il aime peu, mais il cherche beaucoup à plaire et donne à tous ses défauts un voile, à toutes ses qualités un relief,—la coquetterie.

Walpole vécut trop longtemps pour ne pas perdre beaucoup d'amis, Gray, Montagu, Cole et d'autres encore. Sir Horace Mann ne mourut qu'en 1786, sans l'avoir revu depuis quarante-cinq ans. Conway vieillit avec lui, et ne lui fut enlevé qu'en 1795; il était feld-maréchal et avait depuis longtemps renoncé aux affaires publiques. Mais c'est surtout la société des femmes qui fut jusqu'au dernier moment le charme de la vie de Walpole. Leur présence animait son esprit; il leur faisait les honneurs de sa retraite avec une politesse empressée et une galanterie quelque peu surannée. De toute sa famille, il n'avait aimé que ses nièces, qui

étaient belles et distinguées. L'une d'elles, lady Waldegrave, qui s'éleva au rang de duchesse de Gloucester, est par lui dépeinte sous les couleurs les plus attrayantes. Il parle avec orgueil de ses vertus et de sa beauté. L'aimable femme de Conway, lady Aylesbury, partagea constamment avec son mari, le tendre attachement qu'il continua à leur fille unique, mistress Damer, femme agréable, spirituelle, heureusement douée pour les arts et qui enrichit de ses dessins et de ses sculptures le musée de Strawberry-Hill. Lady Ossory animait la verve épistolaire de Walpole aux dépens de la société contemporaine. Miss Hannah More, connue par des ouvrages empreints d'un talent élevé et sérieux, s'adressait à un autre côté de son esprit, et il entretenait avec elle d'intéressantes relations. Il avait soixante et onze ans, lorsque le hasard mit sur son chemin et rapprocha de lui, d'une manière durable, les deux personnes qui devaient embellir ses derniers jours et rendre les plus grands services à sa mémoire.

« Je n'ai pas recueilli de récente anecdote dans nos champs, écrit-il le 11 octobre 1788 à lady Ossory; mais j'ai fait, ce qui vaut beaucoup mieux pour moi, une précieuse acquisition, c'est la connaissance de deux demoiselles du nom de Berry, que j'ai rencontrées l'hiver dernier, et qui ont par hasard pris une maison ici avec leur père pour cette saison.... Il les a conduites, il y a deux ou trois ans, en France, et elles en sont revenues les personnes de leur âge les plus instruites et les plus accomplies que j'aie vues. Elles sont extrêmement sensées, parfaitement naturelles, franches, sachant parler de tout. Rien d'aussi aisé et d'aussi agréable que leur entretien; rien de plus à propos que leurs réponses et leurs observations. L'aînée, à ce que j'ai découvert par hasard, entend le

latin, et parle français absolument comme une Française. La plus jeune dessine d'une manière charmante.... Leur figure a tout ce qui plaît. Marie, la plus âgée, a un visage doux avec de beaux yeux noirs, qui s'animent quand elle parle, et la régularité de ses traits emprunte à sa pâleur quelque chose d'intéressant. Agnès, la cadette, a une physionomie agréable, intelligente, qu'on ne peut dire belle, mais presque.... Le bon sens, l'instruction, la simplicité, la bonne grâce, caractérisent les Berrys.... Je ne sais laquelle j'aime le mieux. »

Ce fut une singulière bonne fortune pour Walpole que de rencontrer ainsi à la campagne et tout près de lui une société telle qu'il l'aurait cherchée, telle qu'il l'aurait choisie. Lui-même il était pour ces nouvelles amies une ressource précieuse. Ses livres, ses tableaux, son jardin, et mieux encore, ses souvenirs et sa conversation, tout devait intéresser deux jeunes personnes distinguées qui recevaient là, pour ainsi dire, la dernière éducation de leur esprit. Il s'habitua à les aimer comme sa vraie famille; il leur consacra les soins d'une amitié délicate, empressée, charmée. On dit même qu'il comprit mieux alors les sentiments que Mme Du Deffand avait éprouvés pour lui, et, soit qu'il voulût assurer et relever la fortune d'une famille profondément intéressante, soit que la beauté et la jeunesse eussent produit sur son cœur une impression qu'il s'avouait à peine, il offrit à miss Mary Berry de prendre son nom. C'était lui proposer de devenir comtesse d'Orford, car, bien qu'il n'eût jamais voulu se faire recevoir à la chambre des lords, il avait hérité par la mort de son neveu, en 1791, du titre de son père et des restes de la fortune laissée à l'aîné de la famille. Mais il s'adressait à une âme élevée, sincère, et n'obtint qu'une tendre et pieuse

reconnaissance, que plus d'un demi-siècle n'a point affaiblie. Il n'y a guère que deux ans, on pouvait entretenir encore miss Mary Berry de l'homme remarquable dont la renommée doit tant à ses soins. Dans l'âge le plus avancé, privée depuis peu de la sœur tendrement aimée qui n'avait vécu que pour elle, elle conservait tous les souvenirs et toutes les facultés de l'esprit qu'admirait Walpole, et jusqu'à son dernier jour, elle est restée l'objet du respect et de l'affection de l'élite de la société anglaise. L'âge n'avait pas plus altéré sa bienveillance que son esprit.

Horace Walpole mourut le 2 mars 1797; il était donc dans sa quatre-vingtième année. Ses infirmités avaient, dans les derniers temps, altéré son humeur, mais non son esprit, et il écrivait encore, le 15 janvier, à lady Ossory :

« Vous m'affligez infiniment en montrant mes futiles billets, et je ne saurais concevoir qu'ils puissent amuser personne. Mon éducation à la vieille mode me pousse de temps en temps à répondre aux lettres que vous me faites l'honneur de m'écrire; mais, en vérité, c'est bien contre mon gré, car il est rare que j'aie à dire rien d'intéressant. Je sors à peine de chez moi, et seulement pour aller dans quelques maisons particulières où je ne vois personne qui réellement sache la moindre chose, et ce que j'apprends me vient des journaux qui prennent leurs nouvelles dans les cafés; aussi je n'en crois ni n'en répète rien. A la maison, je ne vois qu'un petit nombre de vieilles bonnes âmes charitables, sauf à peu près quatre-vingts neveux ou nièces qu'on m'amène environ une fois l'an, pour admirer le Mathusalem de la famille, et tout ce monde ne parle que de ses contemporains, qui ne m'intéressent pas plus que s'ils parlaient de

leurs poupées ou de leurs balles et de leurs raquettes. Le résultat de tout cela, Madame, ne doit-il pas faire de moi un correspondant bien amusant, et de pareilles lettres peuvent-elles valoir la peine d'être montrées? Puis-je enfin avoir aucune vivacité d'esprit, étant si vieux et réduit à dicter? — Oh! ma chère bonne Madame, dipensez-moi de cette tâche, et songez combien y doit ajouter la crainte qu'on ne montre mes lettres. Je vous en prie, ne m'envoyez plus de pareils lauriers; je ne les désire pas plus que leurs feuilles quand elles sont ornées de clinquant et plantées sur les gâteaux des rois étalés à Noël dans les boutiques des pâtissiers. Je me contenterai de quelques brins de romarin jetés après moi, quand le ministre de la paroisse rendra ma poussière à la poussière. Jusque-là, Madame, agréez, etc. »

On trouvera sûrement que nous en avons trop dit d'un personnage qui n'est pas de premier ordre; mais on ne pouvait, ce semble, intéresser qu'en arrivant aux détails. Quand le grand mérite d'un homme consiste dans ses goûts et ses idées, quand sa vie se compose des événements de son esprit, il faut n'en point parler, ou pénétrer dans son intimité, et le faire, autant qu'on peut, causer avec le public. Horace Walpole méritait-il tant de soins? Spectateur de la société anglaise pendant la plus grande partie du dernier siècle, mieux que personne il l'a fait connaître. Durant près de soixante ans, il l'a suivie dans ses affaires, comprise dans ses opinions, observée dans ses mœurs, dirigée dans ses goûts, laissant çà et là autour de lui les traces de l'influence de ses écrits, de ses entretiens et de ses exemples. Il n'est grand en rien, supérieur que dans ses lettres, mais il est lui-même en tout, et la distinction ne lui manque en aucune chose. Quand on aura

dit qu'il était un peu sec, un peu dédaigneux, un peu difficile, quand on aura ajouté qu'il n'était pas exempt de prétention ni d'exigence, que sa nature délicate le rendait irritable et ôtait à son commerce le charme de l'abandon, la part du mal sera faite, et, franchement, dans ce qu'on appelle le monde, est-ce là un fardeau bien lourd à porter? Doit-il être classé dans la mauvaise moitié? Ses défauts peuvent-ils suffire à motiver la sévérité malheureusement très-spirituelle de M. Macaulay? Il prend la peine de l'accabler dans un de ses plus piquants essais. « Walpole, dit-il, était tout affectation. » Et il développe ce texte avec une verve impitoyable. Cependant voici ce que lui disait Mme Du Deffand : « Votre désir de plaire ne vous porte à aucune affectation. » Sans doute on n'est pas obligé d'avoir pour Rodrigue les yeux de Chimène, mais pourtant les femmes d'esprit se connaissent en naturel, et ce n'est pas toujours se tromper sur quelqu'un que de l'aimer.

Les Anglais ne terminent pas une biographie sans parler de testament. Les lois et les mœurs du pays donnent pour eux un assez grand intérêt aux actes de dernière volonté. Les biens de famille de Walpole passèrent au fils de sa sœur, à lord Cholmondeley, dont le représentant actuel est encore, à l'heure qu'il est, propriétaire du domaine de Houghton. Strawberry-Hill fut légué pour sa vie à mistress Damer, et a passé, par substitution, je crois, aux héritiers de la comtesse douairière de Waldegrave. Au sud de Twickenham, il y a, vers Teddington, un petit cottage élégant, longtemps habité par mistress Clive, cette actrice célèbre que Walpole avait aimée. Sur une urne de marbre consacrée à sa mémoire, il avait gravé une inscription en vers, et

comme cette maison était devenue sa propriété, il en légua par testament la jouissance viagère à miss Mary et à miss Agnès Berry. Il y a bien peu d'années qu'elles l'habitaient encore. Mais Walpole a laissé d'autres biens; ce sont ses écrits. De ceux-là aussi il a disposé par dernière volonté, et ce legs devait nous valoir quelque chose de plus durable que le pavillon maniéré et le mobilier précieux de Strawberry-Hill. Longtemps avant sa mort, il avait projeté et commencé une édition de ses œuvres. Ne l'ayant pu continuer, il en commit le principal soin à M. Robert Berry, le père de ses jeunes amies. L'aînée était éminemment propre à seconder et plus tard à remplacer son père dans le travail d'éditeur; elle a publié pour son compte un Tableau comparatif des mœurs de la société en France et en Angleterre et quelques écrits moins considérables qui n'ont pas été moins remarqués. Les papiers de lord Orford ne pouvaient être mieux placés qu'en ses mains. Dès l'année 1798, il parut une édition en cinq volumes in-4°; elle contient tous les ouvrages littéraires, petits ou grands, et quelques lettres choisies : le temps seul pouvait permettre la publication du reste. En 1810, miss Berry donna à la France et à l'Angleterre les lettres de Mme Du Deffand. Cette édition, plus complète qu'aucune de celles de Paris, car la censure française a prescrit d'inexplicables suppressions, laisse désirer les réponses de Walpole qu'on prétend perdues ou détruites, ce dont je m'obstine à douter. Depuis lors, des éditeurs habiles ont imprimé les lettres anglaises, dont les recueils partiels ont été réunis dans une collection générale en 1840. Dans le sixième et dernier volume, miss Berry a inséré, avec les lettres adressées à elle et à sa sœur, une préface vivement écrite, où elle défend

son vieil ami contre les rigueurs de M. Macaulay. Mais cette collection générale est devenue incomplète par la publication postérieure de la dernière série des lettres à sir Horace Mann, de celles à W. Mason, de celles à la comtesse d'Ossory. Il n'est guère probable qu'il reste encore beaucoup à publier, et le moment serait venu de refaire un recueil définitif qui, à son tour, mériterait d'être traduit.

Quant aux mémoires, ils se divisent en trois séries. La dernière écrite, publiée avec les lettres et qui contient les récits de plus vieille date, se compose des amusants souvenirs recueillis, en 1788, pour les deux miss Berry sous le titre de *Réminiscences*. C'est un tableau anecdotique de la cour de George Ier et même de celle de George II au commencement de son règne. L'esprit et le naturel recommandent ces récits, dont l'exactitude parfaite a été contestée pour quelques détails, mais qui ont au plus haut degré le genre de mérite littéraire permis à ces sortes d'ouvrages. On y reconnaît un digne éditeur des *Mémoires de Grammont*.

En 1822, il parut deux volumes in-4° sous ce titre : *Mémoires des dix dernières années du règne de George II.* Walpole y attachait un grand prix; il les écrivait même avec un peu de mystère, il craignait presque qu'on ne vînt les saisir chez lui et lui en faire un crime d'État, d'après la maxime de Jeffries : *Scribere est agere*, et une fois il les enterra par précaution au pied d'un chêne de son jardin. Il les a laissés bien scellés dans une cassette que son petit-neveu, lord Waldegrave, ne devait ouvrir qu'à l'âge de vingt-cinq ans. Ce dépôt passa des mains de ce dernier dans celles de lord Holland, qui l'a livré au public. Après lord Holland, la seconde sé-

rie des mémoires, conservée avec les mêmes soins et comprenant les vingt et une premières années du règne de George III, a été remise au duc de Grafton et publiée en 1845 par les soins de sir Denis Le Marchant.

Ces mémoires sont un livre piquant et un monument historique. L'auteur a écrit avec indépendance et, nous le croyons, avec sincérité. Il voit juste et il dit vrai toutes les fois que ses préventions personnelles ne le trompent pas. « Il a, dit-il, vécu en méprisant l'hypocrisie, et il écrit comme il a vécu. » Ailleurs encore il s'écrie : « Arrière, flatterie ! Dis la vérité, ma plume ! » Cependant toute la bonne volonté du monde ne supprime point la passion, et l'on ne peut citer Walpole comme un témoin impartial, mais comme un intelligent, un clairvoyant témoin et un écrivain vif et élégant. Ses jugements et ses récits jettent une grande lumière sur des parties assez obscures de l'histoire politique de son pays, et il retrace d'une manière animée des scènes parlementaires que, faute de comptes rendus officiels, on connaîtrait mal sans lui. Il aime les portraits, et ceux qu'il trace des rois, de son père, de Bolingbroke, de Pulteney, de Grenville, de Pelham, de Newcastle et de lord Chatham sont dignes des meilleurs peintres. Il s'occupe même quelquefois de la France, et donne sur l'histoire secrète de son gouvernement des détails assez étendus qu'il recueillait dans le salon de Mme Du Deffand et dans l'intimité de Mme de Choiseul. Mais le plus grand prix de ces mémoires, le voici pour nous comme pour lui : « Les débats d'une nation libre parvenue au faîte de sa gloire peuvent, dit-il, être dignes de l'attention des temps futurs. Nos descendants verront ce qu'étaient leurs ancêtres dans les armes et dans l'élo-

quence, de quelle liberté ils jouissaient dans la discussion de leurs intérêts. Fasse le ciel qu'ils ne lisent pas ces récits avec un soupir, les lisant dans l'ignorance et dans l'esclavage ! »

JUNIUS

I

PREMIÈRE LETTRE DE JUNIUS.

(1769)

Le 21 janvier 1769, il parut dans un journal de Londres, *The Public Advertiser*, une lettre adressée à l'éditeur, Samson Woodfall, et signée du nom inconnu de Junius. Cette lettre, dont le ton était vif et grave, contenait une peinture sévère de la situation de la Grande-Bretagne et de la conduite de son gouvernement. Le ministère y était attaqué dans la personne de son chef et dans celle de ses membres, et, pour juger sur-le-champ de la violence de l'attaque, il suffit de savoir que cette lettre, assez longue, se terminait ainsi :

« Considérez d'un coup d'œil une nation accablée par sa dette, ses revenus ravagés, son commerce en déclin ; les affections de ses colonies aliénées et le devoir du magistrat transporté à la troupe soldée ; une vaillante armée, qui ne

combattit jamais à contre-cœur que ses concitoyens, réduite en poussière faute d'être dirigée par un homme d'une habileté et d'une âme ordinaire, et, pour dernier trait, l'administration de la justice devenue odieuse et suspecte au peuple entier. A cette déplorable scène, on ne peut ajouter qu'une chose : — nous sommes gouvernés par des conseils tels qu'un homme raisonnable n'en saurait attendre d'autre remède que le poison, d'autre soulagement que la mort.

« Si, par l'immédiate intervention de la Providence, il nous est possible d'échapper à une crise si pleine de terreur et de désespoir, la postérité n'en croira pas l'histoire des temps présents; elle conclura, ou que nos désastres étaient imaginaires, ou que nous avions la bonne fortune d'être gouvernés par des hommes d'une intégrité et d'une sagesse reconnues; elle ne croira pas possible que ses aïeux aient survécu ou se soient relevés, après une situation aussi désespérée, alors qu'un duc de Grafton était premier ministre, un lord North, chancelier de l'Échiquier, un Weymouth et un Hillsborough, secrétaires d'État; un Granby, commandant général, et un Mansfield, chef de la justice criminelle du royaume! »

Cette lettre produisit une certaine sensation, et fut suivie d'autres, signées du même nom et dont l'effet fut plus grand encore. Pendant trois ans entiers, Junius publia dans le même journal soixante-neuf lettres animées du même esprit, écrites dans un langage étudié et véhément, où le travail n'enlevait rien à la violence, ni la dignité à la passion : compositions sans modèles et sans rivales chez nos voisins, et qui sont restées pour eux le chef-d'œuvre de l'éloquence du pamphlet. Le succès en fut éclatant et soutenu, plus

grand peut-être encore dans le monde politique que dans le peuple. Et cependant l'auteur en resta inconnu. Chose plus singulière, il l'est encore. Lui aussi, il a gardé son masque de fer. *Stat nominis umbra.*

On parle des lettres de Junius plus qu'on ne les connaît. On ignore communément dans quelles circonstances elles ont paru, comment elles ont été publiées, quel en est l'esprit et le contenu, ce qu'il faut penser du fond comme de la forme de ces compositions célèbres, enfin quels documents ont été réunis, quelles recherches entreprises, quels écrits imprimés pour en découvrir et en dénoncer le redoutable et mystérieux auteur. Sur tous ces points, la littérature anglaise est riche en curieux matériaux déjà mis en œuvre avec talent. Notre humble tâche sera uniquement de compiler et de traduire. En tout, l'histoire parlementaire de la Grande-Bretagne est prête; elle existe dispersée en innombrables fragments qui n'attendent que l'artiste dont la main leur donnera l'ensemble, la couleur et la vie. Pour nous, recueillir quelques-uns de ces fragments est en ce moment toute notre ambition.

Les lecteurs du *Public Advertiser* qui, en 1769, admiraient le style plein de force et d'art du nouveau correspondant, auraient pu dès lors y retrouver quelque chose d'un talent déjà connu, et la manière perfectionnée d'un écrivain qui, sous des pseudonymes variés, avait déjà contribué à la rédaction de la même feuille. Dès l'année 1767, cet écrivain y avait inséré et souscrit du nom de Poplicola une lettre où lord Chatham, alors ministre, était dénoncé à son pays; d'autres publications diverses de forme, inégales en mérite, mais empreintes de la même implacable sévérité, s'é-

taient succédé, provenant de la même origine, mais signées de noms différents. Pour bien expliquer quelle en était la portée politique, il faut remonter un peu plus haut dans l'histoire du gouvernement britannique.

II

RETOUR SUR LE PASSÉ.—MINISTÈRES DE PITT—DE LORD BUTE — DE GEORGE GRENVILLE.

(1761-1763)

Si l'on demandait quelle est la plus glorieuse administration que le gouvernement représentatif ait produite en Angleterre, et par conséquent en aucun pays, il faudrait, je crois, répondre : Le premier ministère du premier Pitt, de ce cruel et noble ennemi de la France, de cet homme qui, par le patriotisme et l'ambition, par la hardiesse et l'éloquence, par l'union de la sagacité politique avec les emportements de l'orgueil, par l'autorité du caractère et la véhémence des passions, rappelle, à beaucoup d'égards, les hommes d'État de l'ancienne Rome. En 1761, après avoir soutenu ou plutôt relevé avec un succès mémorable la guerre de Sept ans, lorsque, prêt à frapper les derniers coups et à étouffer dans leur germe les conséquences du pacte de famille, il abandonna le pouvoir à des collègues incapables de l'imiter et de donner, par un suprême effort,

à la paix prochaine tout l'éclat que lui promettait la victoire, jamais popularité n'avait été plus brillante ni plus juste que la sienne. Et cette paix, qu'il n'eût point faite, ce fut pourtant la paix de Paris, une des tristes pages de notre histoire!

Lord Bute était de fait premier ministre; il devait tout à la cour; il éta.t le favori du roi, et peut-être mieux que favori de la princesse de Galles, mère du roi. Le jeune George III, en parvenant au trône, il n'y avait guère plus d'un an, s'était peu préoccupé de la politique générale de l'Angleterre. Une seule pensée qui se retrouve à tous les moments de sa vie le dominait, celle de reconquérir le libre choix de ses ministres, à peu près complétement perdu par son prédécesseur. Il avait fait un premier pas décisif dans cette carrière en nommant lord Bute secrétaire d'État; il voulait le nommer premier lord de la trésorerie. Bute n'était rien dans les deux chambres. Ses talents ne justifiaient pas sa fortune. Quoiqu'il ne manquât ni de jugement ni de conduite, il passa toujours pour un homme médiocre. Modeste dans sa politique et dans ses prétentions, peu attaché au pouvoir, il n'avait aucun des vices d'un favori, et il en garda constamment toute l'impopularité. On le jugeait sur son origine, et, par une de ces iniquités communes dans les pays libres, l'opinion s'obstina en tout temps à l'accuser d'une influence toute-puissante, tantôt publique, tantôt occulte, qu'il n'est nullement sûr qu'il ait cherchée ni possédée, et, ce qui est singulier, jusque dans ces derniers temps, l'histoire le jugeait à peu près comme l'opinion contemporaine. Autre grief étrange, qu'il faut imputer tout entier aux préjugés de l'époque, il était Écossais, et la jalousie des Anglais ne le lui pardonna pas. Un

Écossais était presque à coup sûr un tory, et Bute ne fit pas exception. Le royaume n'était alors uni que de nom (et dans l'union, l'Irlande, on le sait, ne figurait point); les souvenirs de la guerre civile étaient récents. L'esprit whig, qui dominait dans le monde politique, tenait pour suspecte cette Écosse où il ne dominait pas. Ses montagnes semblaient l'asile du jacobitisme ou d'un royalisme inconstitutionnel qui n'avait changé que de dynastie. Bref, on ne voulait pas être gouverné par les Écossais. Ainsi, par la retraite de Pitt, le pouvoir restait affaibli de tout le vide que laisse un grand homme après lui, et l'Angleterre se croyait abandonnée sous le joug d'un favori et d'un étranger.

Dans cette situation, la paix de Paris, eût-elle été dix fois plus avantageuse, ne pouvait être bien accueillie. Il n'y avait pas de chances que l'honneur, quel qu'il fût, en revînt aux ministres. Quoique, en se retirant du cabinet, Pitt eût accepté des récompenses, et notamment une pension qui lui fut sévèrement reprochée, la renommée de son caractère en pouvait être altérée, mais non celle de son génie. La gloire politique de la guerre lui restait tout entière. De vastes conquêtes en demeuraient les durables monuments. En même temps, l'influence du grand ministre et du grand orateur se faisait sentir dans tous les débats où lui-même ne paraissait plus. Le ton de la tribune et de la presse s'était élevé; les esprits se montraient plus hardis et plus violents. La discussion, de tout temps libre et vive, n'avait peut-être pas jusque-là manifesté les passions politiques sous les formes grandioses et menaçantes de la liberté des républiques anciennes. C'est le changement qui s'opéra vers cette époque. Jamais l'Angleterre, par le langage et la conduite des partis, n'avait encore aussi

bien rappelé le sénat et le forum tels que nous les décrivent les lettres de Cicéron.

Les partis, dans un pays libre, ont leur histoire intérieure et leur histoire publique. Au dehors, ce qui les signalait particulièrement à l'époque qui nous occupe, c'était la violence, c'était l'appel fréquent, bruyant, audacieux, aux émotions du peuple. Au dedans, ce qui frappe, c'est l'activité non moins audacieuse de l'esprit d'intrigue, c'est l'infatigable ardeur de tous les membres de cette aristocratie, enflammée de toutes les passions énergiques d'une nation libre, de toutes les passions licencieuses d'une société riche, à poursuivre par tous les moyens les satisfactions de l'ambition, de l'avidité, de l'orgueil et de la vengeance.

Pour classer les hommes dans le parlement d'Angleterre, il ne faut pas trop se fier à la division usitée des whigs et des torys. L'histoire dément souvent l'opinion fort répandue de la permanence invariable des partis dans les deux chambres. Il n'est pas exact qu'ils aient été, comme on le dit, soumis toujours à la loi de perpétuité des familles. Il est arrivé, par exemple, que des opinions jacobites, par conséquent monarchiques et même absolutistes dans leur principe, aient, sous la maison de Hanovre, entraîné dans l'opposition des hommes qui, pour avoir ainsi lutté contre la cour, ont fini par prendre rang dans le parti libéral. De même, les auteurs de la révolution de 1688, les partisans de la dynastie nouvelle, à force de la défendre, eux ou leurs enfants, contre les amis des Stuarts, se sont accoutumés à se tenir toujours du côté du pouvoir et même de la cour, et précisément à raison de leur zèle d'anciens whigs, ils sont devenus réellement ce qu'on aurait plus tard appelé des torys. Walpole est le plus célèbre exem-

ple de cette transition assez naturelle. La cause de la révolution n'eut point de partisan plus fidèle, la restauration de plus énergique adversaire, et pourtant son nom, même délivré de bien des imputations exagérées ou calomnieuses dont l'histoire a fait justice, est resté comme le symbole du pouvoir dans la résistance, de l'esprit de gouvernement s'obstinant à lutter contre l'opinion populaire. C'est son parti que l'on a constamment appelé le parti de la cour. Ses adversaires étaient les patriotes; on les désignait ainsi, et des mécontentements de toutes sortes, depuis l'impatience du républicain jusqu'à la rancune du cavalier, recrutaient également pour cette opposition incohérente. Deux Pitt et deux Fox ont joué de père en fils le plus grand rôle dans le parlement, et, par le mouvement des événements, les fils se sont trouvés rangés sous le drapeau opposé à celui qu'avaient suivi leurs pères. Dès le milieu du dernier siècle, les circonstances, les rivalités, les caractères séparaient ou rapprochaient tour à tour les hommes d'État qui se disputaient le pouvoir, la fortune et la renommée. La plupart appartenaient au parti whig; mais, s'il y avait des whigs dans le ministère, il y en avait dans l'opposition. Parmi eux, à l'époque que nous allons étudier, on devait distinguer le duc de Bedford et ses amis, le marquis de Rockingham et ses amis, Pitt enfin et les siens. Ces trois fractions de parti, ou, si l'on peut se servir d'un terme plus familier, ces trois coteries étaient loin de s'entendre et de se concerter; leurs ruptures et leurs réconciliations faisaient et défaisaient les cabinets. Pitt seul, à qui pesait tout engagement, qui dédaignait les appuis et craignait la solidarité, Pitt, qui ne savait ou ne daignait pas ménager les hommes, et à qui son goût

comme sa force permettait l'isolement, prit, en quittant le ministère, une attitude indépendante et réservée; il s'abstint de combattre autant que de soutenir, et commença cette vie de retraite à laquelle l'obligeait le soin de sa santé, où se plaisait sa nature impérieuse. Renfermé dans sa famille, impénétrable, intraitable, il ne se montra plus que de loin en loin, comme pour doubler l'effet de ses rares apparitions sur la scène parlementaire. Mais tandis que de ses deux beaux-frères, l'aîné, lord Temple, qui avait quitté les affaires avec lui, se jetait dans une ardente opposition, le plus jeune, George Grenville, restait dans l'administration, destiné à s'y élever bientôt à la première place. Cette administration avait alors pour chef le dernier des Pelham, le duc de Newcastle, vieilli dans le pouvoir, encore considérable par le rang, par l'expérience, par l'intrigue, mais chaque jour moins influent et plus décrié. Tandis que lord Bute faisait la force réelle et secrète du cabinet, le duc de Bedford lui apportait l'appui de son nom et de sa clientèle; Henry Fox en était l'orateur.

Nous avons vu que cette administration était impopulaire. Son crime était la retraite de Pitt. La paix qu'elle avait signée fut donc impopulaire comme elle, et le duc de Newcastle, expiant un peu tard la désertion de la politique énergiquement nationale à laquelle il s'était longtemps associé, saisit l'occasion de se retirer. Lord Bute devint premier ministre. Le sceau du favoritisme fut ainsi publiquement imprimé sur le front du cabinet. C'était comme un encouragement donné à toutes ces ambitions secondaires qui n'arrivent que par la complaisance et ne briguent que la faveur. Les places et les pensions, les abus de toutes

sortes devinrent les moyens principaux, les moyens uniques de gouvernement. Ce fut par excellence un ministère de corruption. Il n'y eut plus alors que deux partis : la cour et le pays. Rien de tel ne s'était vu depuis l'avénement de la maison de Hanovre.

Après onze mois du rôle de premier ministre, lord Bute, qui n'était rien moins qu'un ambitieux, donna sa démission (avril 1763). Aucune nécessité apparente ne l'y forçait. La position du ministère dans les chambres était faible, mais tenable. Les motifs de cette brusque retraite sont encore discutés entre les historiens. Le cabinet perdit en même temps l'appui de Fox, qui fut élevé à la pairie sous le nom de lord Holland, et Bute, en s'éloignant, désigna, pour succéder tout ensemble à Fox et à lui-même, George Grenville, qui fut premier lord de la trésorerie et chancelier de l'Échiquier. Comme Walpole et Pelham, il réunit ces deux titres, rarement séparés quand un membre des communes est le chef du cabinet. Le duc de Bedford ne fut que président du conseil, et il eut le gouvernement de la chambre haute. La capacité de Grenville n'était pas inférieure au poste qu'il occupait, et le plaçait sans contestation à la tête de ses collègues. En le choisissant, d'ailleurs, le roi comptait sur la docilité d'un homme isolé, séparé de sa famille, sans parti, sans amis, et qui lui devrait tout. Grenville se recommandait encore à lui par ses liens avec les anciens torys, ayant épousé la fille de l'ami de Bolingbroke, sir William Wyndham. Mais il se trouva que Grenville, plus indépendant par son caractère que par ses principes, était un homme exact et formaliste, roide et cassant, qui négligea le roi, le contraria, l'humilia surtout et s'en fit un ennemi, tandis qu'au dehors on le représentait

comme l'instrument de la cour et le prête-nom du favori. En même temps il défendait le pouvoir avec jalousie, l'exerçait avec rudesse, et il coalisa contre lui de nombreuses inimitiés au sein de la chambre, qu'il entraîna cependant à sa suite dans une faute grave et célèbre. La guerre avait épuisé les finances. Grenville, hommes d'affaires consommé et résolu, mais qui se préoccupait plus des besoins du trésor que de la disposition des esprits, voyant l'Angleterre plier sous le poids des impôts, tandis que ses colonies n'en supportaient aucune partie, imagina de taxer certaines denrées importées par l'Amérique anglaise. Encouragé par le succès de cette première entreprise, il proposa d'établir dans ces contrées les droits de timbre qui existaient en Angleterre. Cette mesure excita dans les colonies un mécontentement imprévu et comme une révolte générale de l'opinion. Elle blessa surtout l'Amérique, disons-le à son honneur, comme une violation de ses droits; elle supposait en principe que l'Amérique pouvait être taxée par un parlement où elle n'était pas représentée : de là une lutte de prérogative entre la métropole et la colonie; de là des remontrances, puis des résistances, puis l'insurrection, puis la guerre, puis enfin une révolution et le gouvernement des États-Unis.

La querelle n'était encore qu'à son début, lorsque Junius entra en scène. Mais avant de l'y montrer, il faut peindre un autre personnage qui l'avait précédé, et dont le nom est tellement uni à celui de Junius, que l'on a cru parfois que ce nom était le sien même. Cet homme, qui pendant près de dix ans agita son pays et donna au gouvernement anglais les plus difficiles affaires, cet homme est John Wilkes.

III

WILKES. — LE *North-Briton*. — POURSUITES JUDICIAIRES ET PARLEMENTAIRES. — ÉMEUTES DE LA CITÉ. — CHUTE DE GRENVILLE. — MINISTÈRES DU MARQUIS DE ROCKINGHAM ET DE LORD CHATHAM.

(1762-1766)

John Wilkes, d'une famille obscure du Buckingamshire, membre du parlement pour Aylesbury, n'avait été longtemps connu que pour un homme d'esprit et de plaisir; sa vie n'était pas exemplaire, son esprit n'était pas fort sérieux, ni ses plaisirs fort délicats. On citait ses bons mots, ses réparties vives et piquantes. La facilité de ses mœurs, comme l'agrément de sa conversation, l'avait lié avec quelques membres de l'aristocratie politique, qui se montrait peu sévère dans le choix de ses relations et de ses amusements. Recherché dans la société sans être aimé ni considéré, il passa pour constamment attaché à lord Temple, qui paraît l'avoir dirigé souvent, employé quelquefois, et qui ne l'abandonna jamais. C'est sous l'influence de cet homme d'État remuant, inquiet, hardi, qu'il paraît s'être formé à la politique. Ses succès de société ne

l'ayant pas conduit à une position dans la chambre des communes, il demanda à la presse une importance que la tribune lui refusait. En 1762, il publia en l'honneur de la politique étrangère de lord Chatham un pamphlet concernant la rupture avec l'Espagne, qui ne passa point inaperçu, et, l'année suivante, il adressa à lord Bute une dédicace ironique de la pièce historique de Ben Jonson intitulée *la Chute de Mortimer*. On sait que Mortimer, parvenu au pouvoir par l'amour de la reine Isabelle, mère d'Édouard III, fut pendu par ordre du parlement. L'allusion était manifeste. Wilkes regardait cette épître, empreinte d'une moquerie sanglante, comme son chef-d'œuvre. Un intrigant célèbre, fort écouté par lord Bute, Bubb Doddington, qui, à force de servir et de trahir toutes les causes, parvint un jour à la pairie, avait fondé un journal *le Breton*, pour la défense de l'administration. En réponse, Wilkes publia *le Breton du Nord* (*the North-Briton*). Le titre de cette feuille hebdomadaire était comme une accusation d'antiphrase contre celui du journal auquel elle répondait. En se donnant pour Écossais, on prétendait être meilleur Anglais que ceux qui en prenaient le nom. On pressent que dans cette publication les préjugés nationaux étaient exploités avec passion, et jamais l'invective contre un ministre n'avait été portée au degré de violence qu'elle atteignit contre lord Bute sous la plume de son insolent adversaire. On s'accorde à placer les talents de Wilkes comme écrivain fort au-dessous du premier rang; mais sa hardiesse était sans égale. Il savait aiguiser l'injure, la mêler à la bouffonnerie et compenser ainsi ce qu'il manquait à sa polémique d'élévation, de force et de fécondité. Cependant lord Bute l'avait dédaigné; mais, quinze jours après sa retraite,

il parut un quarante-cinquième numéro du *North Briton*, où le roi était positivement accusé d'avoir proféré un mensonge (*infamous fallacy*) dans son discours pour la prorogation du parlement.

Moins endurant que son prédécesseur, ou excité par lui, George Grenville ordonna des poursuites, et un secrétaire d'État, lord Halifax, décerna un mandat de recherche et d'arrestation. Ce mandat était général (*general warrant*), c'est-à-dire qu'il n'était pas nominatif et prescrivait seulement à quatre officiers publics d'amener devant le secrétaire d'État les auteurs et complices de la publication incriminée. Aussi commença-t-on par quelques méprises : des personnes étrangères au *North-Briton* furent arrêtées, jusqu'à ce qu'enfin on mît la main sur l'éditeur véritable, qui déclara devant lord Halifax que Wilkes était l'auteur de l'article. Les jurisconsultes de la couronne consultés prononcèrent que le mandat devait être exécuté, même contre lui ; mais quand les officiers publics se présentèrent à cet effet, il les effraya par ses menaces, et leur déclara que leur commission était illégale. Ils se retirèrent ce jour-là, mais revinrent le lendemain plus rassurés ou forts de nouveaux ordres, s'emparèrent de sa personne, sans lui donner copie du mandat, aux termes de la loi, et le conduisirent devant le secrétaire d'État. Pendant que lord Temple, averti à temps, requérait en sa faveur, de la cour des plaids communs, un *writ* d'*habeas corpus*, c'est-à-dire une autorisation de faire juger si l'accusation était légale, le prisonnier, qui avait refusé de faire aucune réponse, était brusquement transporté à la Tour et mis au secret. Mais, on le sait, la loi anglaise est tutélaire pour la liberté individuelle. Un second *writ* d'*habeas corpus* ordonna au constable de la Tour

d'en ouvrir les portes, et, conduit devant la cour des plaids communs, dans Westminster-Hall, l'accusé devint accusateur. Il dénonça un noir complot contre les libertés de la nation, imputant aux ministres de l'avoir choisi pour victime, parce qu'ils n'avaient pu l'acheter ni le corrompre. Ses moyens de droit furent examinés, et le chef de la cour, sir Charles Pratt, magistrat habile et indépendant, ami constant de Pitt et de sa politique, déclara, au nom du tribunal entier, que si les précédents ne permettaient pas de taxer d'illégalité flagrante l'arrestation et le mandat, M. Wilkes cependant devait être élargi, en vertu de son privilége de membre du parlement, car il ne pouvait être poursuivi que pour libelle, et l'immunité parlementaire ne devait souffrir d'exception que lorsqu'il s'agissait de plus graves délits. Cette décision est célèbre dans les fastes de la jurisprudence anglaise, et Pratt, promu plus tard à la pairie avec le titre de lord Camden, est du petit nombre des juges dont le nom est demeuré cher aux amis de la liberté.

Alors la poursuite pour libelle commença. Une décision royale retira à Wilkes sa commission de colonel de la milice du Buckinghamshire, et celle de lord-lieutenant du même comté à lord Temple, qui l'avait visité dans sa prison, soutenu dans sa captivité, et dont le nom fut rayé de la liste des membres du conseil privé. A peine rentré chez lui, Wilkes écrivit insolemment aux secrétaires d'État la lettre que voici : « Milords, à mon retour de Westminster-Hall, où j'ai été relaxé de mon emprisonnement à la Tour en vertu d'un mandat de vos seigneuries, je trouve que ma maison a été pillée, et suis informé que les objets volés sont en la possession d'une ou deux de vos seigneuries. J'insiste en conséquence pour que vous les fassiez rendre sur-le-champ

à votre humble serviteur. » La lettre fut aussitôt imprimée, et les deux ministres ainsi outragés, lord Halifax et lord Egremont, eurent la naïveté de lui répondre que ses expressions étaient inconvenantes et grossières, et que ses papiers avaient été saisis parce qu'il était l'auteur d'un libelle infâme et séditieux.

Cette affaire commença une de ces longues guerres de chicane où la justice et le parlement, la tribune et la presse, agitant successivement toutes les questions de droit et d'équité, ont, par des décisions incessamment débattues, éclairci, démenti, rétabli, propagé les principes de la liberté britannique. Le procès, ou plutôt la suite de procès de John Wilkes, est une cause célèbre dans l'histoire du droit constitutionnel. Quant à lui, tantôt se défendant avec la fermeté du bon citoyen, tantôt attaquant avec la violence du démagogue, tour à tour fier ou séditieux, invoquant tour à tour la loi et la force, la constitution et l'émeute, il parvint, en de certains moments, malgré les désordres de sa vie, malgré sa réputation contestée et sa probité mise en doute, à conquérir la noble attitude du patriote persécuté, et à voir dans les feuilles brûlantes de la presse contemporaine placer son nom décrié auprès des noms glorieux de Hampden et de Sidney.

Lorsqu'au mois de novembre suivant (1763), le parlement s'assembla, George Grenville saisit la chambre des communes de cette affaire. Le n° 45 du *North-Briton* fut mis sous ses yeux, et une majorité de 273 voix contre 111 décida que ce papier était un mensonger, scandaleux et séditieux libelle, tendant à la trahison (*traitorous*), et qu'il devait être brûlé par la main du bourreau. Wilkes dit de sa place que tous les droits de la chambre étaient outrageusement violés dans sa per-

sonne, et fit la motion de prendre en considération immédiate la question de privilége; mais la chambre, qui venait de commettre déjà un étrange abus de pouvoir en prononçant une sorte de verdict de culpabilité sur un fait de presse, et en condamnant moralement un de ses membres pour un acte qui n'était pas de sa juridiction, ne devait pas s'arrêter là : elle vota l'ajournement. Dans le même temps, un ministre, lord Sandwich, déférait à la chambre des pairs un poëme burlesque et indécent, attribué à la même plume que le *North-Briton*, et intitulé : *Essai sur la Femme*, avec des notes par le docteur Warburton, l'évêque et le théologien célèbre, dont le nom était là dérisoirement introduit. Or, il faut savoir que Sandwich, qui tranchait ainsi du puritain, avait, ainsi que beaucoup de jeunes seigneurs à la mode, vécu dans l'intimité de Wilkes et partagé ses déréglements; c'étaient eux, disait-on, qui l'avaient initié à de certains clubs suspects où leur jeunesse cachait de coupables plaisirs. Le club des Dilettanti et une société plus mystérieuse, celle de Medmenham Abbey, passaient pour des institutions consacrées à la liberté illimitée des opinions et des mœurs. Sur la porte d'un ancien couvent de Cîteaux, où cette société tenait ses séances, on avait gravé la célèbre inscription de Thélème : *Fais ce que voudras*. On y voulait bien des choses en effet, et les membres de la confrérie étaient soupçonnés d'y célébrer, habillés en moines, d'étranges orgies, où la religion était, ainsi que la pudeur, cyniquement outragée. C'était dans la compagnie de ces roués du grand monde que Wilkes, qui les recevait à sa table et les divertissait de ses saillies, avait compromis sa fortune et sa réputation. Cependant il lui fallut entendre ces saints de nouvelle espèce dénoncer

avec l'indignation de la vertu un poëme composé peut-être pour amuser leur goût pervers, et dont un abus de confiance avait pu seul leur procurer un des exemplaires secrètement imprimés par une presse particulière et pour quelques amis. Vainement lord Temple et lord Lyttelton réclamèrent. Warburton, qui siégeait dans la chambre comme évêque de Gloucester, tout surpris et tout indigné du burlesque usage qu'on avait fait de son nom, s'emporta jusqu'à dire que les plus noirs démons de l'enfer refuseraient d'y tenir compagnie à Wilkes, lorsqu'il y arriverait. La chambre des lords se montrait fort animée, et pour s'immiscer dans une question qui ne paraissait pas de sa compétence, elle faisait de l'emploi injurieux du nom de Warburton une violation de son privilége. Elle avait déjà supplié le roi d'ordonner des poursuites, et pour venger sa propre offense, elle avait fixé un jour pour entendre l'inculpé, lorsqu'une scène, qui se passa dans l'autre chambre, vint couper court à ce nouveau procès. Samuel Martin, précédemment secrétaire de la trésorerie sous l'administration de lord Bute, et que les sarcasmes du *North-Briton* n'avaient pas épargné, dit au milieu du débat, en regardant fixement Wilkes : « Celui qui poignarde une réputation dans l'ombre, et sans dire son nom, est un lâche et infâme coquin ! » Et il répéta ces mots avec l'accent d'une violente colère. Wilkes supporta l'attaque de l'air d'une parfaite indifférence; mais, en quittant la séance, il fit appeler Martin, et ils se battirent le jour suivant dans Hyde-Park. Ils firent feu de leurs pistolets, d'abord sans se toucher; mais, au second coup, Martin logea une balle dans le côté de son adversaire, qui jeta son arme, lui dit de songer à sa sûreté et lui promit de ne jamais

dire un mot contre lui. La blessure était dangereuse. Quand Wilkes eut été apporté chez lui, le peuple entoura sa maison en poussant des cris de mort contre ceux qu'il appelait ses meurtriers. « Si le héros doit en mourir, écrivait alors Horace Walpole, l'évêque de Gloucester peut lui assigner la place qu'il voudra; mais Wilkes passera pour un saint et un martyr. On n'entend parler que de l'impiété de lord Sandwich et de son accord parfait avec Wilkes. Sous ce rapport, l'ouvrage qualifié de blasphématoire tombe d'un plus grand poids sur la tête du premier que sur celle du second. » — « Votre cousin Sandwich, écrivait-il encore à George Montagu, s'est *désandwiché* lui-même. Il a intenté une poursuite en dégradation contre Wilkes pour un poëme blasphématoire, et il a été lui-même expulsé pour blasphème du *Beefsteak-Club* à Covent-Garden. Wilkes a été blessé par Martin, et, au lieu d'être brûlé dans un auto-da-fé, comme l'entendait l'évêque de Gloucester, il est révéré comme un saint par la multitude. S'il meurt, je prévois que le peuple se tordra en convulsions sur son tombeau pour honorer sa mémoire. »

Cependant la question vint en discussion devant la chambre, malgré l'absence du principal intéressé. Il s'agissait de savoir si le privilége de membre du parlement allait jusqu'à le soustraire au droit commun en cas de publication séditieuse, en un mot s'il pouvait être arrêté sans l'autorisation de la chambre. Pitt, qui souffrait de la goutte et de ces infirmités compliquées qui furent le fléau de sa vie politique, se fit porter, tout malade, tout enveloppé de flanelles, à la séance, et il défendit vivement le privilége parlementaire. Il s'était, dans la précédente délibération, associé à la condam-

nation du journal. Quoique son beau-frère, lord Temple, eût vivement protégé et peut-être inspiré l'auteur, Pitt déclara qu'il ne le connaissait pas. Il le détestait, disait-il, lui et ses principes. C'était un homme qu'on ne devait pas compter dans l'espèce humaine : c'était le blasphémateur de son Dieu et le diffamateur (*libeller*) de son roi ; mais il s'agissait d'une question constitutionnelle, non de la valeur d'un homme, et le parlement devait compte de son privilége au pays et aux parlements à venir. On devine tout ce que le grand orateur put dire de fort et d'évident sur cette question, qui n'en fut pas moins décidée contre lui par une majorité de 258 sur 391 votans. Après quelques débats dans les deux chambres sur les incidents de l'affaire, l'ordre du parlement fut exécuté, et le 3 décembre le *North-Briton* dut être brûlé dans Cheapside. Ce fut le signal d'une terrible émeute. Le peuple s'empara d'une pièce de bois enflammé et menaça le shériff Harley, qui fut obligé de faire retraite dans Mansion-House, où le lord-maire siégeait tranquillement au milieu du conseil commun, composé presqu'en entier de partisans et d'admirateurs de Wilkes. Du haut des fenêtres, de séditieuses clameurs encourageaient la multitude irritée, qui finit par emporter en triomphe les débris du journal condamné aux flammes, et célébra sa victoire par un feu de joie près de Temple-Bar. Puis la tranquillité se rétablit soudainement dans la Cité. En vain les deux chambres blâmèrent-elles la conduite des magistrats municipaux et témoignèrent-elles leur indignation et leur loyauté par des adresses au roi. Le mouvement de l'opinion semblait tout-puissant. Les imprimeurs et toutes les personnes arrêtées en vertu du mandat général imprudemment lancé, obtinrent

de la cour des plaids communs des dommages-intérêts pour emprisonnement illicite, et Wilkes, qui, de son lit de souffrances, inondait la ville de ses sarcasmes contre les ministres, intenta une action contre les secrétaires d'État. L'un d'eux, lord Egremont, était mort, lord Halifax était couvert par le privilége parlementaire; mais le sous-secrétaire d'État Wood fut condamné par un verdict du jury à payer à Wilkes 200 livres sterling. C'est dans cette occasion que le juge Pratt prononça formellement que les mandats généraux étaient inconstitutionnels, illégaux et absolument nuls. Il y voyait, disait-il, une verge de fer pour le châtiment du peuple anglais; mais il demanda en même temps que sa décision fût soumise à l'examen des douze juges ou de la réunion des trois cours souveraines du royaume. Elle fut postérieurement confirmée par la cour du banc du roi.

Sur ces entrefaites, un Ecossais, nommé Alexandre Dun, se présenta chez Wilkes et insista pour lui parler. Il parut suspect, on le fouilla, et on le trouva armé d'un poignard. Il fut établi qu'il s'était vanté, dans un café, d'avoir, avec dix autres, résolu d'égorger Wilkes. Etait-ce un homme aposté? était-il ivre ou aliéné? La chambre des communes, devant laquelle il fut conduit comme ayant voulu attenter aux jours d'un de ses membres, reconnut la démence, et ordonna la mise en liberté; mais la cour du banc du roi le retint en prison comme ne pouvant fournir ni caution ni sécurité. Cet incident porta l'excitation des esprits à son comble. Le jour où Wilkes devait comparaître devant les communes, ses médecins déclarèrent à la barre que sa blessure ne le lui permettait pas. Un nouveau délai fut accordé, et le 16 décembre ils renouvelèrent cette dé-

claration. La chambre renvoya l'affaire après Noël, mais commit deux nouveaux médecins pour visiter le défaillant, qui refusa de les recevoir et partit peu après pour Paris, où il alla chercher le succès et la vogue d'un étranger de curiosité, d'un proscrit à la mode et d'un patriote à bons mots. « C'est le seul moyen qui lui restât, écrivait lord Chesterfield, de venir à bout de ses créanciers et de ses persécuteurs. » Le 16 janvier, quand on voulut reprendre son affaire, l'Orateur donna lecture d'une lettre de deux chirurgiens français, attestant que l'état de l'éternelle blessure rendait tout voyage dangereux. La chambre perdit patience et résolut de procéder comme s'il était présent. Une majorité de 239 voix contre 102 déclara le n° 45 du *North-Briton* coupable des plus graves délits imputables à la presse, et le jour suivant elle prononça l'expulsion de l'auteur, ordonnant que le bourg d'Aylesbury procédât à une nouvelle élection.

Le soulèvement de l'opinion ne fit qu'augmenter. Le roi ne pouvait plus paraître en public. Un soir qu'il était au théâtre de Drury-Lane, on annonça pour le lendemain la pièce de Murphy intitulée : *Tort partout*. Des applaudissements formidables éclatèrent, et il n'y eut qu'un cri : « Droit partout! Wilkes et liberté! » L'opposition, encouragée par la clameur du dehors et par les divisions intérieures du cabinet, proposa de mettre à l'ordre du jour la plainte de Wilkes pour violation de privilége. On objecta qu'il avait cessé de faire partie de la chambre; elle répondit qu'il en était encore membre quand le mandat général avait été lancé. La discussion fut vive, et l'opposition se montra forte et hardie. « Nous poussions de tels cris, dit dans ses lettres Horace Walpole, que nous croyions, et les

ministres aussi, que nous l'avions emporté. » La motion ne fut en effet repoussée qu'à un petit nombre de voix, 207 contre 197. Sir William Meredith proposa alors de déclarer en principe que les mandats généraux décernés contre les auteurs ou imprimeurs de publications séditieuses n'étaient pas autorisés par la loi. Le débat recommença plus violent et plus douteux encore. Pitt lui-même se leva, et, bien qu'il prît toujours grand soin d'écarter la question de personne et de désavouer Wilkes publiquement, il fit entendre le langage hardi de la liberté parlementaire. Enfin l'ajournement fut voté par 232 membres contre 214. C'est alors que le général Conway, qui l'avait combattu, fut destitué de ses charges de cour et de ses commandements militaires, et la plupart des officiers complices du même vote perdirent également leur emploi.

Au milieu de l'irritation universelle, Wilkes cependant fut jugé par la cour du banc du roi et déclaré coupable d'avoir publié le *North-Briton* et l'*Essai sur la Femme*; mais la Cité de Londres donna le droit de bourgeoisie et les franchises attachées à ce titre au juge Pratt, dont elle fit placer le portrait dans Guildhall. Dublin et d'autres villes importantes se signalèrent par des manifestations analogues. Des tabatières d'or furent votées de tous côtés pour le magistrat qui avait condamné les mandats généraux. Quant à Wilkes, il n'avait pas quitté Paris; aussi fut-il déclaré hors la loi, *outlaw*, ce qui en Angleterre est une sorte de condamnation par contumace. Son imprimeur fut condamné au pilori; il s'y rendit dans un fiacre qui portait le n° 45 en l'honneur du célèbre n° 45 du *North-Briton*, et la multitude qui l'entourait fit sur place, en sa faveur, une quête qui produisit 100 livres sterling.

Ainsi, chacun des actes de la procédure contre Wilkes était accueilli par les témoignages éclatants du mécontentement populaire, et donnait ordinairement lieu dans le parlement, à quelque motion correspondante qui, vivement débattue, n'était rejetée qu'à de faibles majorités ministérielles.

La fermeté de Grenville attaqué par le public, trahi par le roi, ne put longtemps résister à l'orage. Déjà une fois et sans l'avertir, le roi avait vu Pitt à Buckingham-House, et par le conseil même de lord Bute. Mais Pitt, en lui proposant lord Temple pour premier lord de la tresorerie, l'avait menacé d'un autre Grenville qui, au caractère de son frère, unissait le tort plus grave encore de ses opinions populaires. Les noms du duc de Devonshire, de lord Rockingham, de Charles Pratt, qui accompagnaient celui de Temple, n'étaient pas pour rassurer l'ombrageux monarque. « Mon honneur est en jeu, avait-il dit, et je le soutiendrai. » Son honneur, ou ce qu'il appelait ainsi, n'était pas moins engagé en 1765, lorsque mécontent de son ministère qui avait mal défendu les droits de sa mère dans le débat d'un bill sur la régence, il résolut de désarmer devant les émeutes de la Cité, et envoya son oncle, le duc de Cumberland, négocier encore avec Pitt. Temple fut de nouveau proposé pour la trésorerie, et le duc de Grafton indiqué comme secrétaire d'État, avec un certain nombre de conditions de politique intérieure et étrangère. Le roi cédait, lorsque Temple dit à son beau-frère qu'un motif secret de délicatesse ne lui permettait pas d'accepter. Il ne voulait évidemment pas succéder à son frère Grenville, avec lequel il venait de se réconcilier, et qui par ses conseils tentait de briser quelques influences de cour et d'écarter les dernières créatures

de lord Bute. Pitt se retira comme abandonné et laissant la place libre à ce que l'on commençait à nommer la confédération des grandes maisons whigs. Une administration libérale et modeste fut formée sous les auspices du marquis de Rockingham (juillet 1765). Le vieux duc de Newcastle sortit en toute hâte de sa retraite pour rentrer dans le cabinet; les deux secrétaires d'État furent le duc de Grafton, dont la présence passait pour le gage de l'approbation de Pitt, et l'ami d'Horace Walpole, Conway, qui parlait bien et que recommandait sa disgrâce récente. C'est au dernier qu'échut le rôle important de guide ou de *leader* de la chambre des communes. Un jeune homme de la plus grande espérance, Édomund Burke, fut placé comme secrétaire près du premier ministre, qui ne tarda pas à lui ouvrir l'entrée du parlement. Ce ministère, qui comptait trop sur la froide et altière tolérance de Pitt, était pris par le public comme un acheminement vers le sien. C'était un cabinet d'attente; par cela même il était faible. Il venait après Grenville qui avait gouverné à outrance; il lui fallait de la popularité. Pratt fut créé pair avec le titre de lord Camden, et une résolution de la chambre des communes condamna formellement les mandats d'arrêt généraux. Pour l'Amérique, Conway proposa, en maintenant le droit de la taxer, de rapporter l'acte du timbre. Cette concession tardive, qui ne pouvait plaire à la métropole qu'à titre de victoire remportée sur la volonté royale, ne fit qu'enhardir les colonies, enfin éveillées sur leur prérogative de peuple libre. D'autres mesures suivirent, toutes conçues dans le même esprit, et dont le principal effet fut d'inquiéter George III. Les fréquents changements de cabinet qu'il avait subis lui paraissaient un affai-

blissement pour son autorité. Il en vint à croire, comme le public, que rien n'était définitif là où Pitt n'était pas. Sans aimer ni comprendre sa politique, il ne haïssait pas autant sa personne, il trouvait en lui les formes affectées et pompeuses du respect et du dévouement. Les serviteurs de la cour se mirent à voter contre le ministère, et Rockingham apprit un jour que le chancelier et Conway avaient déclaré au roi que le cabinet ne pouvait durer. Il fut blessé, mais il céda. Aussitôt le duc de Grafton, qui s'était retiré quelques mois à l'avance, devint premier lord de la trésorerie. Lord Camden fut chancelier; lord Shelburne, secrétaire d'Etat avec Conway; Charles Townshend, qui promettait un grand orateur, chancelier de l'Échiquier. Le marquis de Granby, qui s'était illustré dans la guerre de Sept ans, eut le commandement général des troupes; et enfin Pitt, qui avait formé ce ministère, qui pour y entrer rompait avec lord Temple, Pitt n'accepta qu'un titre sans fonctions, celui de lord du sceau privé, et se fit ouvrir les portes de la chambre des lords sous le nom désormais immortel de comte de Chatham.

Sa conduite surprit tout le monde, et le ministère parut singulier. C'est la plus grande faute de lord Chatham. On a vu que dès sa jeunesse George III s'était donné pour devoir de reprendre aux grandes familles de 1688 et de 1714 le sceptre qu'elles se disputaient après s'en être emparées. Les courtisans et les politiques subalternes, qui affectaient le nom d'*amis du roi*, ne parlaient que de la nécessité d'affranchir la couronne. Pitt, par d'autres motifs, cherchait à libérer le pouvoir du joug des partis et des coalitions. Sa confiance dans sa force, son goût de commandement s'ac-

commodaient peu des prétentions traditionnelles de l'aristocratie politique; par là il plaisait au roi, qui comptait sur son intrépidité pour vaincre ce qu'il appelait l'esprit de faction. Grenville avait un peu gouverné dans la même pensée. Lord Temple voulait également une administration libre et forte qui n'eût à compter avec personne, mais qui réunît Pitt, Grenville et Lyttelton, et qui fût capable d'imposer au roi comme aux factions. Il s'aperçut bientôt que son beau-frère, qui aimait la discussion du dehors, mais ne souffrait pas la contradiction au dedans, ne cherchait qu'à former un conseil où prévalût sa volonté, et en se retirant à Stowe il écrivit à lady Chatham : « J'ai été indigné de l'idée d'être planté dans un ministère comme un grand zéro à la tête de la trésorerie, entouré d'autres zéros tous nommés par M. Pitt. » Ce jugement était sévère ; mais il est certain que la composition du cabinet ne pouvait s'expliquer que par l'indifférence de Pitt au choix des hommes ou par le projet de fonder son empire sur la faiblesse et la désunion. Le jeune duc de Grafton n'avait que le mérite d'être sa créature. Conway était d'un esprit mobile et incertain; Townshend, plus variable encore avec plus d'éclat et moins de loyauté. Camden et Shelburne offraient seuls des garanties d'opinion et de capacité. Granby avait pour lui son besoin constant de popularité. Tous ces ministres et leurs collègues, différents d'origine, inconnus les uns aux autres, allaient avoir à lutter contre les préjugés du roi et de ses amis, contre le mécontentement des Grenville, des Bedford, des Rockingham. Toute leur force était dans leur chef, et lui-même en était si persuadé qu'il se réservait tous les droits d'un maître absolu. Dans ses premiers discours on retrouva

le grand orateur; dans ses premiers desseins on reconnut le grand homme d'État; mais on sentit en toutes choses un ton dictatorial, qui, pour réussir longtemps, aurait eu besoin d'être soutenu par les efforts les plus heureux de l'activité et du talent. Et les forces de lord Chatham déclinaient, et sa santé s'altérait profondément. Mal servi, mal engagé, il tomba dans la tristesse, et de la tristesse dans l'inaction. Il se sépara du ministère et chercha le repos et la retraite. Il le protégea encore de son nom, sans l'aider de sa présence. Bientôt même il se rendit inaccessible. Ses nerfs affaiblis se refusèrent aux facultés de son esprit. Le travail, l'attention, la conversation même lui devinrent impossibles. Il ne paraissait plus au conseil ni au parlement. Il refusait sa porte au duc de Grafton; il priait le roi de permettre qu'il ne le vît pas; et lord Chatham, ministre, passa une fois plus d'une année sans mettre le pied à la chambre des lords.

IV

DES LETTRES ANTÉRIEURES A 1769, ATTRIBUÉES A JUNIUS

(1765-1769)

Revenons maintenant à Wilkes pour revenir à Junius. Wilkes était resté pendant tout ce temps en France. Encouragé par ces changements successifs, il fit deux fois incognito le voyage d'Angleterre, pour négocier successivement avec les deux premiers ministres. Il demanda à lord Rockingham la remise entière des condamnations qu'il avait encourues, le payement de ses dettes et une pension de 1,500 livres sterling. Ces conditions exorbitantes furent refusées, et il se vit réduit à accepter, pour retourner à Paris, 3 ou 400 livres sterling de la libéralité personnelle des ministres, qui se cotisèrent pour se débarrasser de lui. La seconde fois, il s'adressa au duc de Grafton, homme de plaisir qu'il connaissait d'ancienne date, et qui l'avait visité dans sa prison, mais qui n'osa rien décider et le renvoya à lord Chatham. Lord Chatham

fut inabordable et laissa dans l'abandon le patriote solliciteur. De retour en France, Wilkes publia contre lui une lettre où il rendait hommage à ses grands services, mais seulement pour se donner le droit de lui reprocher plus amèrement son égoïsme dédaigneux, ses oublis, ses variations, l'abandon de ses anciens amis, son alliance notable avec des hommes qu'il avait accablés de ses mépris. A cette lettre, où tout n'était ni faussement ni mal dit, sir William Draper, un officier instruit et spirituel qui s'était distingué par la conquête de Manille, et qui était, comme la plupart des gens de guerre, attaché à lord Chatham, répondit par une apologie de cet homme d'Etat, et surtout par une forte récrimination contre le caractère et la conduite de l'agresseur. Cette nouvelle lettre provoqua la première publication politique communément attribuée à l'écrivain qui devait rendre plus tard si célèbre le pseudonyme de Junius.

Ainsi qu'il a été dit et suivant un usage conservé par les journaux anglais, l'imprimeur Woodfall ouvrait les colonnes du *Public Advertiser* à des correspondants inconnus du lecteur et souvent de lui-même, et qui, sous un nom emprunté, soutenaient ou suscitaient une libre polémique, quelquefois contraire aux opinions plus habituellement défendues dans sa feuille. L'éditeur communiquait avec eux par le journal même, et leur adressait publiquement des réponses mystérieuses, telles que celles que l'on peut lire aujourd'hui à la dernière page du journal *l'Illustration*. Au mois d'avril 1767, un de ces rédacteurs bénévoles et ignorés demanda, par un billet d'envoi signé de l'initiale C, l'insertion d'une lettre souscrite du pseudonyme *Poplicola*. Cette composition un peu déclamatoire roulait

sur cette idée, que si les nations les plus libres avaient supporté la dictature, c'était lorsqu'une situation extraordinaire, telle qu'une guerre étrangère, en imposait la nécessité, mais qu'en pleine paix, en temps régulier, la dictature n'était plus qu'une tyrannie sans motif et sans terme. Or l'Angleterre était tranquille, et le dictateur était William Pitt. Cette lettre exprimait en langage classique, exagéré et banal, la plainte fondée qu'aurait pu provoquer, non la dictature réelle, mais l'ascendant singulier de lord Chatham, qui était devenu un obstacle à tout sans coopérer à rien, et qui, rendant à la fois le gouvernement possible par sa présence et faible par son inaction, demeurait l'arbitre des questions sans les résoudre, et le maître des affaires sans les conduire. Aussitôt parut dans le même journal une seconde apologie par sir William Draper, et *Poplicola*, prenant la querelle à son compte, écrivit, le 28 mai, une nouvelle lettre où, sans négliger de dire qu'il ne se chargeait pas de défendre M. Wilkes, il établit que les services de M. Pitt ne pouvaient profiter à l'administration de lord Chatham, et qu'au contraire la gloire du premier devait tourner à la honte du second. Ces deux lettres ont été réimprimées, ainsi que beaucoup d'autres revêtues de signatures différentes, dans le recueil des lettres de Junius, publié en 1813 par le fils de Woodfall. Il paraît que ce dernier les avait toujours attribuées toutes au même auteur, fondant sa conviction sur diverses preuves que presque tous les critiques ont admises. En effet, pour ne parler que des lettres de *Poplicola*, on doit remarquer que Junius, malgré quelques rapports d'opinion, ne ressentait aucune bienveillance pour lord Chatham. Il attaqua longtemps celui qu'il

appelle *l'idole*, et, quand il cessa de l'attaquer, il persista longtemps à se taire sur son compte. Ce n'est que vers sa cinquante-quatrième lettre, c'est-à-dire en 1771, qu'il commença à se relâcher de sa sévérité à l'égard du grand homme d'État, qui cependant alors avait, depuis près de trois ans, quitté le pouvoir.

L'écrivain qui, selon Woodfall, préludait, sous des noms divers, aux lettres de Junius, chercha quelque temps sa forme, sa manière, son talent. S'il n'eût donné que les lettres différentes de ton, de sujet et de signature que son éditeur lui attribue, il n'eût pas mérité d'être distingué parmi les autres correspondants du journal. Ce sont bien les opinions de Junius, c'est bien cette partialité aveugle qui ne choisit pas toujours heureusement ses griefs, cette malveillance ardente qui cherche encore plus à s'épancher qu'à réussir et qui sait moins nuire qu'offenser. On retrouve les mêmes inimitiés, une opposition sans système, une incoherence de principes qui fait de Junius un mortel ennemi du pouvoir, sans qu'il soit ni radical, ni républicain, ni démocrate. Mais le talent n'est pas mûr, et le style n'est point formé. Le style a moins de caractère, il est moins soutenu, moins travaillé; il ne conserve pas cette gravité animée, ce mélange d'autorité et de passion, d'art et de véhémence qui distingue Junius, toujours un peu déclamateur, même lorsqu'il est éloquent. La satire, la fiction, la parodie, la moquerie qui essaye d'être légère, sont des moyens d'effet que l'écrivain ne s'interdit pas et que Junius dédaigne, et l'on pourrait douter de l'identité, si l'éditeur, qui en savait peut-être plus qu'il n'en dit, ne l'affirmait pas. Aux analogies que nous venons d'admettre, il ajoute d'autres preuves. L'initiale C fut constamment em-

ployée dans les lettres d'envoi; les articles lui parvenaient tous par des voies analogues; enfin ils paraissaient de la même écriture, et les *fac-simile* qu'il a imprimés ne laissent en effet apercevoir que d'insignifiantes différences.

Quoi qu'il en soit, sous les noms empruntés de *Poplicola*, de *Messala*, de *Mnemon*, d'*Atticus*, de *Vindex*, de *Domitien*, etc., un même auteur semble avoir adressé cent treize lettres, que nous nous garderons d'analyser toutes, et dont les soixante dernières parurent entremêlées avec celles de Junius. Parmi les cinquante-trois premières, nous en distinguerons quelques-unes, qui offrent un mérite ou un intérêt particulier, soit par le talent qu'elles attestent, soit par les faits auxquels elles se rapportent.

En 1767, lord Townshend, frère du chancelier de l'échiquier, avait été nommé lord-lieutenant d'Irlande. Il paraît qu'il dessinait bien et se plaisait à faire le portrait ou plutôt la caricature de ses amis. On le dit l'inventeur de la caricature politique. Une lettre du *Corrége* lui propose de crayonner ses amis les ministres, et, pour le mettre en train, l'écrivain commence par les esquisser lui-même à la plume. De là une suite d'épigrammes qui ont été piquantes, si elles ont été vraies. Grafton, grand amateur de chevaux, de courses et de paris, est représenté comme un cocher qui écrase en passant la Grande-Bretagne. Conway est dans la voiture; il voudrait la conduire, mais il tient encore plus à y rester; Conway, c'est la précaution sans la prévoyance. Lord Camden tient sous ses pieds les lois de l'Angleterre, et son regard oblique se fixe sur un poignard : c'est le droit naturel, l'arme qui lui sert à tuer le droit constitutionnel. Shelburne tient du jésuite et du

diable; c'est un parfait Malagrida. Le commandan en chef Granby et le secrétaire de la guerre tirent chacun un des bouts d'une corde dont le nœud du milieu étrangle l'armée. Enfin ce lunatique qui brandit une béquille ou qui braille à travers une grille, c'est Chatham. Puis des réticences, des points, des lignes en blanc, laissent deviner lord Bute et la source secrète de son crédit, et quelques paroles, si obscures qu'elles cessent d'être piquantes, désignent confusément le roi. Mais ce lord Townshend lui-même, à qui l'on s'adresse ainsi, quel homme est-ce? C'est un militaire; mais est-il brave? le fut-il en Amérique? le fut-il en Allemagne? Survient *Moderator*, qui combat un correspondant qui l'affirme, et discute la question avec un sang-froid très-offensant. Il ne dit pas non, mais il dit encore moins oui. Puis le même écrivain (c'est du moins l'avis de son éditeur) conduit le nouveau lord-lieutenant, pour recevoir ses instructions, devant le conseil. Là, dans une scène de proverbe, les ministres opinent tous, chacun selon le caractère qui résulte du portrait tracé par le *Corrége*. On parle longtemps, on ne conclut pas, et Townshend, en définitive, part sans instructions. Il paraît qu'en effet il n'en eut aucune, et ceux qui ont approché du gouvernement savent bien que rien n'est plus difficile, comme aussi rien n'est plus rare, que de donner vraiment des instructions. C'est une chose dont on parle beaucoup, mais qu'on ne voit guère. Qui sait assez ce qu'il veut pour ordonner dans un avenir incertain? Qui? Celui qui aime le pouvoir pour en user, sorte d'ambitieux qui n'est pas commune.

Cette scène offre quelque intérêt, quoique la plaisanterie nous paraisse assez froide, parce qu'elle est, ainsi que la lettre des portraits du *Corrége*, dans un genre

étranger au talent de Junius. Ni le burlesque ni même le comique ne lui allaient, et il n'y est guère revenu. Quoi qu'il en soit, ce proverbe produisit assez d'effet pour être imputé à Burke, qui, déjà connu par d'importants ouvrages, avait depuis un an débuté au parlement avec éclat. Un correspondant du journal riposta par une autre scène, où il introduisait Burke lui-même offrant lâchement au ministère de trahir pour lui l'opposition. De là une réplique anonyme, où notre auteur, sans défendre précisément Burke (ce n'est guère son goût que de louer ni de défendre personne), réfute son contradicteur, maintient sa version, offre de prouver que lord Townshend est parti sans instructions, et montre cette certitude de son fait qui ne semble permise qu'aux gens bien informés et appelés par leur position à puiser à la source les nouvelles du monde politique. Ce qui est remarquable, c'est que moins de deux mois après, un correspondant, sous les initiales Y. Z., et qui est considéré par l'éditeur comme le même écrivain autrement désigné, adresse au journal un discours prononcé par Burke dans la chambre des communes, et dont le public parlait sans le connaître. Il faut savoir qu'à cette époque le parlement prenait à la lettre ce qu'on appelle les *ordres permanents* des deux chambres. Ces *standing orders* interdisent la présence des étrangers, et par conséquent toute publication des débats est à la rigueur une violation de privilége. Aussi n'était-il pas permis, en 1767, de rendre compte dans les journaux des discussions parlementaires. Lorsqu'on se hasardait à publier un discours prononcé dans ces assemblées toujours censées en comité secret, il fallait supprimer les noms propres, effacer tout ce qui désignait expressément

l'auditoire, feindre quelque débat imaginaire où l'on aurait débité des harangues comme on en fait en rhétorique et dans les conférences d'avocats. Le discours attribué ici à Burke fut bien prononcé à l'ouverture de la session de novembre 1767; du moins Almon l'a-t-il publié dans son recueil, avec la restitution de certaines lacunes que la prudence avait prescrites au premier éditeur. Maintenant, cette communication révélerait-elle que l'anonyme fût Burke lui-même? Elle indiquerait tout au plus qu'il était membre du parlement. Les discours de ce temps que nous avons encore ont été pour la plupart conservés, non par leurs auteurs, mais par des auditeurs attentifs qui prenaient des notes en écoutant et saisissaient les paroles au vol. C'est ainsi généralement que les précieux fragments de l'éloquence de Chatham sont parvenus à la postérité. D'ailleurs, pour beaucoup de raisons, Burke n'est pas Junius; mais on les mettait tous deux alors au premier rang des écrivains, et il était tentant de les confondre.

Des affaires qui occupèrent à cette époque le gouvernement anglais, la plus difficile et la plus importante était assurément l'affaire d'Amérique. On a vu que l'acte du timbre avait excité de vifs mécontentements de l'autre côté de l'Atlantique et provoqué des actes de résistance à la fois irritants et imprévus pour l'orgueil de la mère-patrie. Le ministère Rockingham, qui était un ministère de concession, avait bien rapporté l'acte du timbre, mais par un acte déclaratif, *declaratory act*, où le parlement affirmait son droit de taxer les colonies américaines. Il y avait donc transaction sur le fait et maintien du droit. Le grief constitutionnel existait, quoique le pouvoir eût cédé. De graves événements

avaient éclaté à New-York, à Boston ; la force militaire, en lutte avec la population, s'était trouvée parfois impuissante à la contenir. L'Angleterre, étonnée et indignée, ne pouvait ni pardonner ni comprendre cette résistance, qu'elle imputait à une turbulence gratuite. Elle répondait à la fois par la menace et par le dédain, et restait, dans ses moyens de répression, fort audessous de la gravité d'un mal qui l'offensait sans l'alarmer. Le ministère du duc de Grafton partageait l'erreur générale. Lord Chatham, qui avait en principe beaucoup accordé aux Américains, trouvait désormais leurs plaintes aussi insensées que leur résistance, et conseillait d'opposer la fermeté à la mutinerie, sans cependant proportionner l'énergie des mesures à la difficulté de l'entreprise. On rejetait tout le mal sur Grenville, auteur du bill du timbre ; mais, après l'avoir abrogé, on ne croyait pas plus que le ministère précédent qu'il y eût sagesse ou dignité à renoncer à la prérogative du parlement britannique, et l'état des finances exigeant la création de ressources nouvelles, le chancelier de l'Échiquier, Charles Townshend, avait soumis à l'importation dans les colonies certains articles, tels que le verre, le papier, le thé, et proposé d'autres bills qui restreignaient les pouvoirs législatifs de l'État de New-York. Le parlement adopta ces propositions sans hésitation, sans difficulté, sans se douter le moins du monde des conséquences possibles de ces coups d'autorité. Personne en Angleterre ne paraissait apercevoir encore la gravité de la querelle et ne montrait un juste pressentiment de l'avenir. On regardait les actes de résistance des Américains comme les violences d'un homme ivre; c'était la comparaison usitée, et elle indique assez que le gouvernement anglais en-

tretenait toutes les illusions habituelles aux gouvernements à la veille des révolutions.

Tel était, à cet égard, le préjugé national, que l'opposition, bien loin de s'y soustraire au moins par esprit de contradiction, le soutenait au contraire et le tournait contre le pouvoir, qu'elle accusait de mollesse et d'inconséquence. Grenville tonnait dans le parlement contre la pusillanimité du cabinet. Le correspondant du *Public Advertiser* répétait le même reproche, que ne justifiaient que trop les hésitations d'un ministère divisé. Dans plusieurs lettres, plus réfléchies et plus mesurées que les précédentes, il fait remonter le blâme jusqu'à l'abandon de l'acte du timbre; il défend avec force la politique et le caractère de Grenville, qu'il accuse les ministres d'avoir méconnu et trahi; il dénonce avec indignation l'esprit d'indépendance qui s'est emparé des colonies, oppose leur ingratitude et leur turbulence aux illusions et à la faiblesse du gouvernement, et montre les ministres sans cesse ballottés entre un fond d'opinions faussement populaires qui les rendent indulgents pour toute apparence d'appel aux principes de la révolution, et leur orgueil de courtisans et de parlementaires, qui leur dissimule la gravité de la lutte et l'énergie de la résistance. Toute l'inconséquence d'une politique qui blesse et n'intimide pas, qui condamne sans réprimer et s'indigne plus qu'elle ne s'inquiète, est signalée avec une sagacité piquante, et cette fois le langage, plus sévère que caustique, est bien celui qui convient en de pareilles matières. Les suites à venir des fautes du pouvoir sont aperçues ou du moins annoncées. Le besoin de les aggraver, plus peut-être qu'une pénétration particulière, conduit l'écrivain à prévoir la chance d'une sépa-

ration, et même la possibilité d'une guerre étrangère. L'alliance de la France et de l'Espagne dans la question américaine est prédite, et l'homme d'État commence à se montrer dans ces lettres, où n'avait encore percé que l'homme d'esprit qui suit, en critiquant, son humeur plus que sa raison.

On doit remarquer ici quelques lettres relatives à une mesure particulière qui intéressait aussi l'Amérique. Parmi les généraux qui s'étaient distingués dans cette contrée, on citait sir Jeffrey Amherst. Pour récompense de ses services, le gouvernement de la Virginie lui avait été donné, avec l'assurance qu'il ne serait jamais forcé d'y résider. Cependant la présence d'un gouverneur y semblait nécessaire, quoique la mission ne parût pas égale à l'importance du titulaire. Son titre fut donc transféré à lord Botetourt, un protégé de la cour, endetté, déréglé, qui n'était ni administrateur ni militaire. Cette mesure fut prise avec si peu d'égards pour sir Jeffrey Amherst, que, justement offensé, il se démit du régiment qu'il commandait. A cette occasion il parut dix lettres au moins, souscrites de pseudonymes différents, où la cause du brave général était plaidée avec beaucoup de chaleur. Ces lettres dénotent une connaissance parfaite de ses services et de ses sentiments, une indignation sympathique qui semble inspirée par l'amitié au moins autant que par la justice, et cet art qui sera bientôt admiré dans Junius, d'exagérer la gravité et d'envenimer les motifs d'une mesure particulière au point d'en faire un crime d'État. Au fond, la mesure avait été prise avec imprévoyance et brusquerie ; le favoritisme y était entré pour quelque chose, et elle blessa lord Chatham, dont elle contribua à déterminer la retraite. L'auteur des lettres où

elle est discutée se rendit assurément, dans cette occasion, l'organe intelligent et fidèle du mécontentement d'une partie honorable de l'armée. Ses coups portèrent assez juste pour amener sur le terrain les amis du ministre des colonies, lord Hillsborough, et l'agresseur, lui attribuant les réponses de ses défenseurs, lui adressa ses répliques à lui-même et le combattit directement. C'est déjà la manière favorite de Junius.

Cependant le parlement atteignait son terme (mars 1768). Une élection générale approchait, lorsque Wilkes, qui ne pouvait plus supporter en France le fardeau de ses dettes, et qui n'avait plus rien à dépenser que sa popularité dans son pays, reparut dans les rues de Londres, au milieu des marques bruyantes de la faveur publique. Il venait se présenter aux suffrages de ses concitoyens. Il échoua dans la Cité, bien qu'il réunît 1247 voix; mais à Brentford il l'emporta à une grande majorité dans l'élection du comté. Une émeute de joie célébra sa victoire.

Fort de ce premier succès, il alla devant la cour du banc du roi, pour se faire relever du jugement de contumace qui pesait sur lui et obtenir l'annulation de l'acte qui le mettait hors la loi. Sa requête n'étant pas admise, on le conduisait en prison, lorsque la multitude, dételant ses chevaux, brisant sa voiture, l'emmena triomphant à travers la Cité jusque dans une maison de Spitalfields. Le soir, quand tout parut calme, il se rendit lui-même à la geôle; mais le lendemain ce fut un soulèvement général dans la ville. Il fallut envoyer des gardes à cheval pour défendre la prison, et, pendant quinze jours, de tumultueux rassemblements entretinrent un désordre qui semblait un commencement de guerre civile. Le 10 mai, jour

de l'ouverture du nouveau parlement, le peuple se répandit dans les rues, annonçant qu'il délivrerait le prisonnier et le conduirait de force à Westminster. La collision était inévitable; on fit marcher des régiments écossais dont la présence et, disait-on, l'acharnement irritaient encore la populace. Un jeune homme inoffensif fut tué par un soldat, et son cadavre porté de rue en rue pour exciter la fureur publique. Le combat s'engagea, le feu des troupes fut assez meurtrier, et, quoique la nécessité de la défense justifiât l'emploi des armes de guerre, comme le peuple n'en avait pas, il appela cet engagement le massacre de Saint-George's-Fields. Le parlement opposa à l'irritation populaire des adresses de loyauté, offrit son concours pour toutes les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre, rendit hommage aux magistrats qui l'avaient défendu, et lord Barrington, secrétaire de la guerre, adressa par écrit des remercîments publics aux troupes qui avaient rempli le cruel devoir d'une répression sanglante. En même temps, la cour du banc du roi releva Wilkes des incapacités qui résultaient de sa position de contumace, mais prononça contre lui une amende de 1,000 livres et un emprisonnement de vingt-deux mois, tant pour son journal que pour son poëme licencieux. Quelques semaines après, un magistrat du Surrey et un soldat, poursuivis pour meurtre après la journée de Saint-George's-Fields, furent acquittés par le jury, et le soldat obtint même une récompense. C'est le moment où lord Chatham donna sa démission (14 octobre 1768). Depuis longtemps, il n'était ministre que de nom; il pesait sur le cabinet et ne le fortifiait pas. En se retirant, il l'affaiblit encore; mais il le mit à l'aise, et reconquit pour lui-même une indépendance dont l'état de ses

forces et de sa santé, évidemment au-dessous des nécessités du gouvernement, lui permit d'user encore avec quelque profit pour sa gloire. Il avait perdu dans le pouvoir presque toute celle que dans le pouvoir il avait acquise. Il en retrouva dans l'opposition, car dans l'opposition il ne faut souvent que de l'éloquence.

Il évita cependant de paraître s'entendre avec Wilkes, ou même s'intéresser à sa cause; mais il ménagea ses amis, et prit soin de ne s'associer par aucune approbation aux mesures prises contre lui. C'est à peu près de même que se conduisit à l'égard de Wilkes l'écrivain dont en ce moment nous recherchons l'histoire. Plus il semblait se rapprocher de lui par l'âcreté des critiques, par la violence des attaques, plus il s'attachait à le désavouer, à détester publiquement sa personne et ses actions. Il ne parle longtemps de lui qu'en termes méprisants, injurieux même; mais c'est comme un passe-port pour juger avec sévérité les malencontreux remercîments adressés au nom du roi aux soldats qui avaient tiré sur le peuple. Il accuse les ministres d'avoir eux-mêmes amené ces extrémités cruelles, en ne prenant pas d'assez bonne heure de vigoureuses mesures. Cette indulgence est malignement attribuée à leurs liaisons antérieures avec Wilkes, et ces liaisons mêmes servent à motiver d'autres reproches, quand la rigueur succède à l'indulgence. Cette rigueur devient alors de la perfidie; c'est l'odieux oubli des devoirs d'une ancienne amitié. Le duc de Grafton, lord Camden sont flétris dans leur caractère moral, comme de tristes exemples de cette passion du pouvoir qui foule aux pieds les engagements du passé et ne recule pas même devant la trahison. En tout temps, l'opposition se ser-

vit beaucoup de Wilkes, quoiqu'elle l'ait rarement soutenu et souvent outragé.

Nous arrivons à l'époque où parut dans le *Public Advertiser* la première lettre de Junius, celle dont nous avons traduit un passage en commençant.

V

DES LETTRES DE JUNIUS.

(1769-1772)

Nous l'avons vu, la première lettre de Junius est un tableau général de l'état de la nation et du gouvernement[1]. Quoiqu'elle ne brille ni par l'abondance des idées, ni par une forte argumentation, quoiqu'elle ne contienne que des allégations sans preuve et sans développement, elle fut fort remarquée, et dès l'abord elle posa Junius. Elle se distinguait des publications attribuées par l'éditeur à la même plume, et elle annonçait un nouvel ordre de compositions et comme une nouvelle phase du talent de l'auteur, que l'on croyait d'ailleurs lire pour la première fois. Ce qui frappe dans cette lettre, c'est le ton d'autorité, et Junius le gardera dans les excès même d'une polémique injurieuse. Ce

[1] On regarde comme la première lettre de Junius celle qui se lit et qu'il plaça lui-même à la tête de son recueil. Mais il en avait déjà fait paraître une avec la même signature le 21 novembre 1768 ; elle est peu importante.

que les Anglais admirèrent surtout et ce qu'ils admirent encore, c'est le style médité d'un écrivain qui travaille sa diction jusque dans les emportements de la colère. Aussi cette lettre de début, ce prologue éloquent ne passa-t-il point sans opposition. En faisant la revue des ministres, Junius avait rencontré et atteint le marquis de Granby, alors commandant général des forces et grand-maître de l'artillerie. Granby jouissait de la faveur publique. Son caractère facile et bienveillant, ses manières populaires, les services qu'il avait rendus, particulièrement à la journée de Minden, dont il n'avait pas tenu à lui que le succès ne fût encore plus complet et plus décidé, l'avaient rendu cher à la nation. Avec le chancelier lord Camden et sir Édouard Hawke, premier lord de l'amirauté, il représentait encore l'élément libéral qui était entré dans la formation du ministère; mais c'était une raison pour lui reprocher d'en faire partie, et Junius l'avait traité avec une dureté dédaigneuse. Sir William Draper, cet officier lettré que nous avons vu prendre la défense de lord Chatham, se chargea de celle de son ancien général. Dans une lettre à l'imprimeur du journal, il opposa des éloges à des critiques, sans y mêler beaucoup de raisons, mais sans épargner les outrages. Junius répondit, et l'on put dès lors connaître sa manière de combattre. Il commence par attaquer brusquement, vivement, en affirmant sans prouver. On répond, il réplique; mais alors, en motivant ses attaques, tout au moins en les mettant sous forme d'argument, il rend la critique plus forte et plus aiguë. Jamais il ne recule, jamais il ne désarme, jamais il n'atténue ce qu'il a dit une fois, et, quand il a frappé, il ne paraît jaloux que d'enfoncer le fer dans la plaie. Seulement, s'il craint

les redites, s'il veut éviter la monotonie, s'il trouve que son argumentation s'use et faiblit, il se détourne et tombe, quand il peut, sur un nouvel adversaire. C'est ce qu'il fait cette fois en prenant à partie sir William Draper, en le contraignant personnellement à une défense pénible. Le brave chevalier du Bain ne manque ni d'esprit ni de résolution ; mais ses lettres, écrites avec un peu de pédanterie, sont plus insultantes que péremptoires : on y aperçoit le sentiment cruel que dut éprouver tout antagoniste de Junius, le désespoir de ne pouvoir connaître son ennemi. L'obscurité dont il s'enveloppait pour lancer des traits mortels excitait à la fois le mépris et la colère. A son mâle langage, il semblait cependant difficile d'attribuer à la lâcheté du cœur la lâcheté de l'action ; on entrevoyait en lui une malveillance implacable qui sacrifiait jusqu'à la dignité personnelle au plaisir cruel de désoler ceux qu'il haïssait, et l'on espérait toujours et l'on essayait sans cesse et vainement de l'irriter par des injures, de le provoquer par des défis, de l'amener à se nommer, du moins à se trahir, ou bien enfin à se décrier par l'indignité de la conduite. Junius tient ferme, il ne donne point dans le piége ; il résiste à l'irritation de l'orgueil, aux scrupules du point d'honneur. Il tient à sa vengeance ; il reste fidèle au plan conçu dans les profondeurs d'une âme froidement passionnée, et sans doute il a dû la liberté, l'impunité, le succès de ses attaques, au mystère dans lequel il est demeuré plongé.

Les cinq lettres suivantes sont adressées au duc de Grafton. Elles suffiraient pour caractériser l'auteur et même justifier sa réputation. Elles nous arrêteront un moment.

Auguste-Henry Fitzroy, duc de Grafton, d'une grande naissance, puisque les enfants naturels de rois illustrent leur race (il descendait d'un fils de Charles II), était un jeune seigneur adonné à ses plaisirs, un des héros du Jockey-Club, mais un pur whig, entré dans la vie politique sous les auspices de lord Chatham. Secrétaire d'État dans le ministère Rockingham, il en était sorti pour ouvrir l'accès du pouvoir à son illustre patron, qui, se confinant dans un rôle secondaire, l'avait choisi ou accepté pour chef nominal du cabinet. On devait s'attendre à y voir dominer la politique qui avait combattu celle de lord Bute et celle de George Grenville; le contraire était bientôt arrivé. On pouvait s'en prendre à plusieurs causes. Que l'opposition se démente au pouvoir, le fait est trop commun pour qu'on doive toujours l'imputer à de honteuses faiblesses. Chaque situation a ses conditions; le pouvoir a les siennes, qu'il est malaisé de ne pas prendre pour des nécessités, et auxquelles les plus fermes esprits ne se soustraient jamais entièrement. La plus grande des difficultés, et elle est souvent insurmontable, est de gouverner sans trop céder au parti qui fait profession d'aimer et qui a l'habitude d'appuyer le gouvernement. Il est rare qu'on puisse remplacer ce parti tout entier par l'opposition subitement transportée de l'agression à la défensive. L'art suprême est de choisir et d'allier dans une juste mesure les vues nouvelles du réformateur aux traditions permanentes du conservateur. La plupart échouent sur cet écueil. Le secret de l'éviter est en France à trouver encore. On a été plus heureux ou plus habile en Angleterre; mais ce n'est pas sous l'administration du duc de Grafton. Pour être juste, il faut se rappeler avec quelle témérité négligente lord Cha-

tham avait composé son ministère. Ne comptant que sur lui-même, peu propre à se servir des hommes, dédaignant et de les employer et de les craindre, il s'était mis de son plein gré en minorité dans le cabinet. Entouré d'ennemis puissants, whigs ou torys, il avait bientôt aperçu la faiblesse de la combinaison. Son ascendant personnel pouvait y remédier, mais il lui aurait fallu la plénitude de ses forces et un autre point d'appui que la chambre des pairs. Claquemuré par la goutte à Hayes, à Bath, à Burton-Pynsent, il tomba dans une incapacité d'agir dont la cause, dont la durée irritait et affaiblissait ses nerfs et son esprit, au point qu'il courut d'étranges bruits sur sa raison. Il espéra longtemps tout effacer, tout racheter quelque jour par un coup d'éclat; mais, en attendant, le ministère, abandonné sans guide, se divisait, s'abaissait, et passait sous l'influence de l'intrigue et de la cour. Le duc de Grafton, plus vain qu'ambitieux, d'un esprit vif et léger, sans étendue ni fixité, souvent entraîné par la prévention et le caprice, ne savait ni recevoir, ni donner, ni maintenir une direction. Humilié de la faiblesse de son administration, il cherchait sans cesse à la fortifier par des négociations diverses, par des alliances contradictoires, et il avait fini par se rapprocher du duc de Bedford, compromis à la suite de lord Bute. Des places dans le cabinet avaient payé les frais de cette alliance. Depuis que Conway avait cessé d'être secrétaire d'État, depuis que Chatham et Shelburne, en se retirant, avaient comme déclaré le changement de la politique, Camden, Hawke, Granby n'étaient plus suffisants pour conserver au cabinet un peu de sa couleur primitive. En présence des accusations formidables que, par un tel abandon de ses amis, bravait le

duc de Grafton, en présence d'un mouvement d'opinion populaire plus formidable encore, il lui fallait bien, au risque de démentir tous ses antécédents, tendre à l'excès les ressorts du gouvernement, résister à tout prix, rallier toutes les influences de la cour, de l'intrigue, de la corruption, et s'exposer ainsi au reproche bien ou mal fondé de plier sous le patronage clandestin de lord Bute. Quelle matiere à l'indignation et à l'éloquence de Junius! Quelle proie tombait vivante dans ses cruelles mains!

Il faudrait abuser des citations pour faire connaître la guerre terrible qu'il engagea contre le premier ministre. Il n'épargne rien, ni sa conduite, ni son esprit, ni son cœur, ni son caractère, ni ses mœurs. Un seul fragment montrera à quelles extrémités il porte la violence de ses invectives.

« Le caractère de ceux qui sont réputés les ancêtres de certains hommes a rendu possible à leurs descendants d'atteindre sans dégénérer aux extrémités du vice. Ceux de Votre Grâce, par exemple, n'ont laissé aucun exemple embarrassant de vertu, même à leur légitime postérité, et vous pouvez vous donner le plaisir de contempler derrière vous un illustre généalogie, dans laquelle les annales héraldiques n'ont point conservé mention d'une seule bonne qualité qui pût vous humilier ou vous faire affront. Vous avez de meilleures preuves de votre descendance, milord, que les registres des mariages ou quelque importun héritage de réputation. Il est des traits héréditaires de caractère qui peuvent distinguer une famille aussi clairement que les signes les plus noirs de la figure humaine. Charles Ier vécut et mourut hypocrite. Charles II était un hypocrite d'une autre espèce, et il aurait dû mourir sur le même échafaud. A la distance d'un siècle,

nous voyons leurs différents caractères heureusement revivre et s'unir dans Votre Grâce. Maussade et sévère sans religion, roué sans gaieté, vous menez la vie de Charles II, sans être un aimable compagnon, et, autant que j'en puis connaître, vous pouvez mourir de la mort de son père sans la réputation d'un martyr. »

Nous ne citons point ce passage comme un des meilleurs de l'auteur, mais comme un exemple de ses emportements. Il n'est pas plus modéré, lorsqu'il abandonne un moment le premier ministre pour se jeter sur le duc de Bedford. Sa lettre à ce dernier est un de ses chefs-d'œuvre, non pour la mesure et l'équité, mais pour la fermeté et la hauteur, pour la force du langage et l'habileté de la composition. Le duc de Bedford, héritier du nom d'une des plus grandes familles qu'ait héréditairement illustrée l'amour de la liberté, était puissant par son rang, sa fortune, sa clientèle. On louait son caractère privé, ses mœurs simples, son goût pour les travaux des champs, sa fidélité à ses amis. Son expérience parlementaire ajoutait à son influence. Whig décidé, mais jaloux, violent, obstiné, sans talents personnels et d'une intelligence ordinaire, il était entouré de quelques amis politiques qui, prétendant former un parti intermédiaire, se faisaient plus ménager qu'estimer, et savaient mieux enrayer que conduire. Depuis que le duc de Bedford avait négocié la paix de Paris, si vivement reprochée à lord Bute, sa popularité était compromise, et le duc de Grafton, en se jetant dans ses bras, ajoutait à toutes ses légèretés le scandale d'une apostasie. « Vous aurez, lui écrivait Junius en terminant une de ses sanglantes épîtres, vous aurez vécu sans vertu et mourrez sans repentir. » Cependant

Bedford était si puissant et en somme si considéré, que l'on put craindre un moment sa vengeance, et l'éditeur du journal se crut menacé d'un procès. « Que les amis du duc de Bedford gardent cet humble silence qui convient à leur situation. Ils devraient se souvenir qu'il y a encore des faits en réserve qui feraient frissonner la nature humaine; je serai compris par ceux que cela concerne, quand je dirai que ces faits vont plus loin que le duc lui-même. » Et dans un billet particulier adressé à Woodfall : « Quant à vous, c'est une opinion évidente pour moi que vous n'avez rien à craindre du duc de Bedford. Je lui réserve certaines choses pour le tenir en respect, au cas où il songerait à vous mener devant la chambre des lords. Je suis assuré de pouvoir le menacer en particulier d'une attaque qui le ferait trembler jusque dans son tombeau. »

Ces menaces mystérieuses contiennent apparemment quelque allusion aux bruits infâmes qui avaient couru lors de la paix de Paris. Cette paix trop glorieuse sans doute, la France le sait, mais qui avait laissé l'œuvre de Chatham inachevée, ne put jamais être acceptée par l'opinion comme la transaction gratuite de la prudence ou de la faiblesse; on y voulut voir un odieux marché où la princesse de Galles et lord Bute avaient vendu leur patrie. Bedford lui-même revint de France avec une réputation contestée, et atteint d'une de ces accusations que la crédulité de l'esprit de parti accueille et propage avec une facilité criminelle. C'est sans doute de quelque révélation de ce genre que le menace la sombre inimitié de Junius, et ses insinuations célèbres ont, de nos jours encore, donné naissance aux apologies des descendants de l'illustre maison de Russell.

Cette polémique, on en conviendra, dépasse de beaucoup celle à laquelle les excès de notre presse avaient pu nous habituer. Dieu nous garde de la justifier le moins du monde; on l'expliquerait peut-être en comparant la société anglaise avec la république romaine. Pour trouver quelque chose qui rappelle Junius, il faut, en effet, remonter aux Philippiques de Cicéron. Sans doute les vices et les passions d'une grande aristocratie peuvent toujours encourir et mériter les sévérités du moraliste; mais Junius, il le dit lui-même, ne faisait de morale qu'avec un but politique, et les torts du gouvernement ne légitimaient pas un aussi grand déploiement d'indignation. Point de système, point d'union, nulle habileté, nulle prévoyance; le décousu, l'incohérence, l'intrigue, la corruption : sur tous ces points, la critique, la satire même était permise. Il faut ajouter qu'au milieu des orages que soulevaient les fautes des ministres, entourés de dangers, assaillis par la révolte en Amérique, en Irlande, à Londres, ils étaient quelquefois entraînés à la violence dans la répression, ils faisaient plier la liberté du citoyen devant la prérogative royale, surtout devant la prérogative parlementaire. En un mot, il y avait tendance à l'usurpation; une forte résistance constitutionnelle était de saison; mais les orages qu'elle soulevait étaient de ceux que le vaisseau pouvait supporter sans se briser. L'Angleterre agitée offrait aux yeux ce spectacle qu'admirait le poëte. Car la tempête est belle à voir,—moins belle que le vaisseau qui lui résiste et qui triomphe de ses coups.

De toutes les circonstances où le ministère parut menacer les principes constitutionnels, la longue affaire de Wilkes est celle où il se compromit et s'égara le

plus. Nous avons laissé le démagogue condamné à l'amende et à la prison, mais élu membre du parlement pour Middlesex. Dans une première et courte session (mai 1768), la chambre des communes avait ajourné toute discussion à son sujet. Lorsqu'elle se réunit le 8 novembre, des motions successives la forcèrent à s'occuper de lui. Presque toutes les questions furent gagnées par ses adversaires, et enfin, le 2 février 1769, on décida que son expulsion pour libelle séditieux et licencieux le rendait indigne de siéger en parlement; son élection fut annulée par une majorité de 228 voix contre 102. Le mois suivant, il fut réélu, et pour la troisième fois expulsé. Comme la résistance des électeurs du comté était invincible, on imagina de lui susciter un concurrent. Un Irlandais peu estimé, le colonel Luttrell, donna sa démission de membre des communes, et vint se présenter à Brentford, où se faisait l'élection de Middlesex. Il obtint 296 suffrages, tandis que Wilkes en réunit 1143, et la chambre eut le courage d'annuler l'élection du second et d'admettre le premier comme membre dûment élu par le comté (8 mai 1769). Cette énormité ne passa qu'à la majorité de 197 contre 143 votants; mais elle dénotait à quel point il y avait dans la chambre et le cabinet parti pris d'arbitraire. Elle trouva cependant des orateurs d'un grand poids pour la défendre; on comprend que Junius ne fut pas des derniers à l'attaquer. Les nombreux incidents de la longue campagne parlementaire dirigée contre Wilkes, les mesures de répression prises contre ses adhérents, les procès intentés, les causes gagnées ou perdues, les absolutions, les condamnations, les grâces, tout devint matière d'examen et d'accusation. Dans une suite de lettres consacrées à cette

discussion inépuisable, rude justice fut faite des sophismes que le pouvoir mettait au service d'une détestable cause. Les légistes qui s'étaient chargés de les inventer (et parmi eux on regrette de rencontrer Blackstone, l'auteur du célèbre commentaire sur les lois anglaises) passèrent tour à tour par les étreintes mortelles d'une puissante dialectique, et l'acte insolent d'une assemblée représentative qui élit elle-même un de ses membres et le demande à la minorité des électeurs, devint le grief fondamental de l'opposition et le fait dominant de la situation intérieure. La chambre des lords elle-même fut plus d'une fois appelée à juger ce triste précédent, et refusa de le blâmer, mais sans pouvoir éviter de l'entendre librement discuter. Pendant treize ans, les motions se succédèrent de session en session, pour obtenir de la chambre des communes la rétractation ou tout au moins la condamnation indirecte d'une décision monstrueuse. Cet effort persévérant ne devait triompher qu'en 1782. Que fallait-il donc faire, alors que la cause de la vérité constitutionnelle avait tous les pouvoirs contre elle, alors que, servie et compromise par les tumultes de la Cité, elle rencontrait pour ennemie une majorité forte et résolue? Un seul recours restait. Il fallait en appeler du parlement au peuple. Le dernier espoir était dans de nouvelles élections; mais la chambre venait d'être élue, et ce n'est pas à elle qu'on pouvait demander de se dissoudre. Ceci conduisit à un procédé d'opposition ou d'agitation qui, sous plusieurs rapports, ne paraît pas irréprochable. On songea à se retourner du côté du roi, et à lui demander la dissolution du parlement. C'était sans doute invoquer l'exercice d'une prérogative toute constitutionnelle, mais c'était témoigner

moins de confiance au parlement qu'à la couronne, et distinguer le roi de ses ministres, pour l'inviter à déployer contre eux sa force propre et sa volonté personnelle. Sous ce prétexte, à la vérité, il devenait facile de produire ses griefs, d'accuser hautement la chambre et l'administration, et même, en prenant les formes affectées du respect et de la loyauté, de faire entendre au roi de dures vérités ou de cruels reproches. L'arme était trop commode à manier pour que l'opinion populaire manquât de s'en saisir, et Junius, le 19 décembre 1769, écrivit la lettre qui commence ainsi :

« Lorsque les plaintes d'un brave et puissant peuple augmentent visiblement en proportion des injures qu'il a souffertes, lorsqu'au lieu de se plonger dans la soumission on s'est élevé jusqu'à la résistance, le temps doit arriver bientôt où il faut que toute considération secondaire le cède à la sécurité du souverain et à la sûreté générale de l'État. Il y a un moment de difficulté et de danger où la flatterie et le mensonge ne peuvent plus tromper longtemps, et où la simplicité elle-même cesse de pouvoir être égarée. Supposons que ce moment soit arrivé ; supposons un prince gracieux, bien intentionné, qui comprend enfin ses grands devoirs envers son peuple et la disgrâce de sa propre situation : il regarde autour de lui pour trouver assistance et ne demande pas un conseil, mais le moyen de satisfaire les vœux et d'assurer le bonheur de ses sujets. En de telles circonstances, ce peut être matière de curieuse *spéculation* que de considérer dans quels termes un honnête homme, s'il avait la permission d'approcher le roi, s'adresserait à son souverain. Imaginez, peu importe l'invraisemblance, que le premier préjugé contre ses intentions est écarté, que les difficultés d'étiquette d'une audience sont surmontées, qu'il se sent animé des plus

purs et plus honorables sentiments d'affection pour son roi et son pays, et que le grand personnage à qui il s'adresse a assez de cœur pour lui ordonner de parler librement et assez d'intelligence pour l'écouter avec attention. Ignorant la vaine impertinence des formes, il exprime ses sentiments avec fermeté et dignité, mais non sans respect. »

Le discours que Junius adresse au roi, à la faveur de cette fiction, est un résumé de toutes les plaintes de l'opposition, présentées cette fois sans violence, mais avec fermeté. Les formes du respect sont observées, les formes seulement, car plus d'un reproche amer, plus d'une insinuation blessante est dissimulée par l'apparente généralité de certaines réflexions et couverte par la gravité et la dignité du langage. Voici la fin de cette lettre célèbre :

« Sans consulter votre ministère, convoquez votre conseil tout entier. Montrez au public que vous pouvez décider et agir par vous-même. Allez à votre peuple, mettez de côté les misérables formalités de la royauté, et parlez à vos sujets avec le courage d'un homme et dans le langage d'un galant homme. Dites-leur que vous avez été fatalement trompé. Cet aveu ne sera pas un abaissement, mais un honneur pour votre intelligence. Dites-lui que vous êtes déterminé à écarter toute cause de plainte contre votre gouvernement, que vous ne donnerez votre confiance à aucun homme qui n'aura pas celle de vos sujets, et que c'est à ceux-ci que vous laissez le soin de décider, par leur conduite dans une future élection, si réellement c'est ou ce n'est pas le sentiment général de la nation que ses droits ont été arbitrairement usurpés par la présente chambre des communes et la constitution trahie. Ils feront alors justice à leurs représentants et à eux-mêmes.

« Ces sentiments, Sire, et le style dans lequel ils sont exprimés, peuvent paraître offensants, peut-être parce qu'ils sont nouveaux pour vous. Accoutumé au langage des courtisans, vous mesurez leur affection par la véhémence de leurs expressions, et lorsqu'ils se bornent à vous louer indirectement, vous admirez leur sincérité. Mais ce n'est pas le moment de jouer avec votre fortune. Ils vous trompent, Sire, ceux qui vous disent que vous avez beaucoup d'amis dont l'affection se fonde sur un principe d'attachement personnel. Le premier fondement de l'amitié n'est pas le pouvoir d'accorder des bienfaits, mais l'égalité qui fait qu'après les avoir reçus on *peut* les rendre. La fortune qui a fait de vous un roi, vous a interdit d'avoir un ami. C'est une loi de la nature qui ne peut être violée avec impunité. Le prince abusé qui cherche l'amitié trouve un favori, et, dans ce favori, la ruine de ses affaires.

« Le peuple de l'Angleterre est loyal envers la maison de Hanovre, non par une vaine préférence donnée à une famille sur une autre, mais par la conviction que l'établissement de cette famille était nécessaire au soutien de ses libertés civiles et religieuses. C'est là, Sire, un principe d'allégeance, à la fois solide et raisonnable, fait pour être adopté par des Anglais, et bien digne des encouragements de Votre Majesté. Nous ne pouvons être plus longtemps abusés par des distinctions nominales. Le nom des Stuarts en lui-même n'est que méprisable; armés de l'autorité souveraine, leurs principes sont redoutables. Le prince qui imite leur conduite devrait être averti par leur exemple; et tandis qu'il s'enorgueillit dans la sécurité de son titre à la couronne, il devrait se rappeler que ce qui a été gagné par une révolution peut être perdu par une autre.»

Cette lettre produisit la sensation la plus vive, et

chacun se demanda si une telle audace devait rester impunie. L'exemple en était contagieux. Junius réussit à propager l'idée de recourir au roi, et, en lui dénonçant ministère et parlement, de le mettre en demeure de satisfaire l'opinion publique. Ainsi la responsabilité de tous les pouvoirs retombait sur le prince. William Beckford, grand ami de lord Chatham, puissant dans la ville par son immense fortune, par l'indépendance de son caractère et de ses idées, était lord-maire et se servait hardiment de son influence pour entretenir, pour attiser le feu de la guerre entre le pouvoir et l'opinion. La cité de Londres, celle de Westminster, le comté de Middlesex, avaient demandé au roi la dissolution du parlement, en se fondant sur l'expulsion de Wilkes par la chambre des communes. Leurs pétitions n'avaient pas été gracieusement reçues. Sur la proposition de Beckford, une remontrance fut délibérée par le conseil communal, et, comme le droit de cette puissante corporation était de communiquer directement avec la personne royale, les sheriffs de Londres, après quelques difficultés, furent introduits devant le monarque et lui remirent cette *humble adresse*, où son devoir lui était dicté en termes très-nets, et que le roi, dans sa réponse, qualifia d'irrespectueuse pour lui, d'injurieuse pour son parlement, d'inconciliable avec les principes de la constitution (14 mars 1770). Cette réponse ne fit que provoquer une nouvelle adresse, qui fut reçue de semblable manière (23 mai), et le lord-maire fit de vive voix au roi lui-même une réplique célèbre; on la peut lire encore à Guildhall, gravée au-dessous de la statue érigée aux frais de la Cité en l'honneur de Beckford, qui mourut peu de temps après. D'autres villes, d'au-

tres corporations imitèrent ces manifestations. Au-dessus même de la clameur populaire, la grande voix de Chatham se faisait entendre : il prenait sous sa protection les droits des électeurs, ceux de l'élu, ceux de la Cité ; il criait à la constitution violée, au favoritisme triomphant ; il prononçait ces fameuses paroles : « Je vois derrière le trône quelque chose de plus grand que le roi lui-même. » Le ministère n'avait pu résister à de si fortes épreuves. Lord Camden, resté chancelier en continuant de professer les principes de Chatham, n'avait pas craint de condamner, assis sur les sacs de laine de la chambre des lords, les procédés de celle des communes comme arbitraires et tyranniques, et d'engager un débat sur ce point avec lord Mansfield, son adversaire en politique et son rival en doctrine, l'habile et flexible jurisconsulte de la couronne. Le grand sceau avait été enlevé à lord Camden ; mais son héritage parut, dans ces orageuses circonstances, si difficile à prendre, que Charles Yorke, après l'avoir un moment accepté, se tua de désespoir. Le grand sceau fut provisoirement confié à trois commissaires. La retraite du populaire lord Granby suivit de près celle de Camden. Ce dernier coup acheva de porter le trouble dans l'âme mobile du duc de Grafton. Au milieu de ses anxiétés politiques, les attaques de Junius le désolaient. La situation devenait évidemment trop forte pour lui, et il prit la subite résolution de se retirer. Le chancelier de l'Échiquier, lord North, devint le chef du cabinet. Junius poursuivit l'un dans sa retraite et attaqua l'autre dans sa nouvelle grandeur. La fuite de l'ennemi ne le désarmait pas ; le pouvoir naissant ne le trouvait ni moins hostile ni moins audacieux. Il écrivait au duc de Grafton (14 février) :

« Si j'étais votre ennemi personnel, j'aurais pitié de vous et je vous pardonnerais. Vous avez à la compassion tout le droit qui peut naître du malheur et de la détresse. La condition où vous êtes réduit désarmerait le ressentiment d'un ennemi privé, et ne laisserait au cœur le plus vindicatif qu'une consolation, c'est que l'état où vous êtes abaisserait la dignité de la vengeance. Mais, dans la relation qui vous lie à ce pays, vous n'avez aucun titre à l'indulgence, et si j'avais suivi les inspirations de ma propre pensée, jamais je ne vous aurais accordé le répit d'un moment. Dans votre caractère public, vous avez fait injure à tout sujet de cet empire, et quoiqu'un individu ne soit pas autorisé à pardonner les injures faites à la société, il est appelé à soutenir sa part du public ressentiment. Toutefois, je me suis soumis au jugement d'hommes plus modérés, peut-être plus candides que moi. Pour mon compte, je ne prétends pas comprendre ces formes prudentes du décorum, ces élégantes règles de délicatesse que quelques hommes s'efforcent d'unir avec la conduite des plus grandes et plus hasardeuses affaires. Engagé dans la défense d'une honorable cause, je prendrais un parti décisif; je dédaignerais de me ménager une retraite future, ou de garder des ménagements avec un homme qui ne conserve aucune mesure avec le public. Ni l'abjecte concession de déserter son poste à l'heure du danger, ni même le bouclier sacré de la couardise, ne le devraient protéger. Je le poursuivrai toute la vie, et j'épuiserai jusqu'au dernier effort de mes facultés pour conserver la périssable infamie de son nom et pour le rendre immortel. »

A ce moment de sa correspondance, Junius commençait à chercher son point d'appui dans l'opinion de ces magistrats de la Cité qui faisaient d'un conseil municipal une chambre des communes supplémentaire.

Les adresses et les remontrances de la ville, la conduite de Beckford, celle des sheriffs et des aldermen, l'accueil dédaigneux ou sévère fait par la couronne à des manifestations embarrassantes, tels sont les thèmes des lettres suivantes. L'auteur était bien pour quelque chose dans ce mouvement d'opposition qui s'attaquait au roi lui-même en invoquant sa prérogative, et le compromettait personnellement en implorant sa sagesse. Le ministère de lord North, il faut en convenir, médiocrement heureux dans ses plans et dans ses mesures, était comme son chef; il manquait de ressources et d'éclat, mais non de fermeté ni de sang-froid. Il prit son parti, et la lettre de Junius au roi fut déférée à la justice. C'est le 13 juin 1770 que l'imprimeur Woodfall comparut devant la cour du banc du roi. C'est dans ce procès célèbre que lord Mansfield, qui la présidait, soutint avec le plus de force cette doctrine longtemps chère aux jurisconsultes de la couronne, qu'en matière de presse le jury ne devait connaître que du fait de l'impression et de la publication, non du caractère de l'écrit imprimé et publié. On prit sa thèse à la lettre. et le verdict obtenu portait : « Coupable du fait d'imprimer et de publier *seulement.* » C'était dire que l'accusé n'était pas coupable d'autre chose. D'une telle déclaration il était difficile de tirer une condamnation quelconque, et le tribunal embarrassé ne prononça pas. La question et l'affaire furent ajournées. Pendant quelques mois, Junius s'était tenu sur la réserve; il craignait sans doute d'aggraver le sort de son imprimeur, dont les dangers le touchaient. C'était sous d'autres pseudonymes qu'il envoyait au journal quelques lettres d'une polémique courante, lorsqu'enfin il se résolut à

un coup d'éclat, et il fit paraître sa lettre à lord Mansfield, le 14 novembre 1770. «L'apparition de cette lettre, lui dit-il, attirera la curiosité du public et commandera même l'attention de Votre Seigneurie.» C'est une de celles, en effet, qu'on a le plus citées, et elle doit l'être encore, quoique consacrée en majeure partie à la discussion d'un point de droit; mais c'est la question célèbre de la compétence du jury en matière de libelle, question dont la solution décidait de la liberté de la presse. C'est alors qu'elle commença à devenir le sujet d'un débat grave et long, et elle demeura discutée et incertaine jusqu'aux plaidoyers d'Erskine et au bill de Fox (1791).

Mais, au temps même où cette controverse s'éleva, lord Mansfield ne parvint pas à faire pleinement triompher sa doctrine. Elle fut bien admise en droit par le banc du roi, mais elle ne fut pas appliquée à Woodfall, qui, poursuivi sur nouveaux frais, échappa par un incident à toute condamnation. Lord Mansfield essaya de faire prononcer la chambre des lords dans le sens de son opinion, mais il s'arrêta tout court dans son entreprise. Après avoir paru soulever la question, il resta muet devant un défi de lord Camden, qui le somma de la discuter, et il n'osa répondre à une dédaigneuse réfutation de lord Chatham.

William Murray, lord Mansfield, est resté au premier rang des grands jurisconsultes de l'Angleterre. Son talent de discussion, sa capacité pour les affaires en pouvait faire un homme d'État; son caractère en ordonnait autrement. S'il eut parfois le rôle et l'importance d'un ministre, jamais il ne voulut sortir définitivement de la carrière judiciaire; il resta jusqu'à la fin le chef de justice de la cour du banc du roi et

l'avocat consultant du pouvoir. Sa prudence un peu craintive, un peu intéressée, l'attacha invariablement à une position secondaire, où il était le premier. Lord Brougham l'a défendu avec succès de beaucoup d'accusations exagérées ou fausses. Comme magistrat, il eut toute la probité compatible avec une âme faible, un caractère timide, un esprit subtil. Un Écossais et un légiste pouvait difficilement se recommander alors par ces doctrines politiques, chères aux amis de la liberté. « Par principe, Murray est un tyran, » disait Horace Walpole. Il resta du moins fidèle aux principes de la loi anglaise, autant que le lui permit cette flexibilité sophistique que de grandes intelligences contractent quelquefois dans la pratique exclusive de la jurisprudence.

Mais Junius ne s'arrête pas à ces distinctions équitables : il n'y a pas de nuance pour lui ; il frappe sans mesure. Chez les adversaires qu'il se donne, tout est trahison, tout est bassesse, tout est infamie. Il n'épargne aucun de ces mots à lord Mansfield, et son aversion pour lui se complique encore de sa haine pour les Écossais. Dans sa bouche, comme dans la langue des préjugés du temps, le nom d'Écossais est une injure, et il le jette à la face de William Murray avec autant de certitude de l'en accabler que lorsqu'il outrage du même nom lord Bute, ou rappelle au duc de Grafton qu'il vient des Stuarts et que les Stuarts viennent d'Écosse. Sa polémique contre le premier juge de la cour du banc du roi remplit une bonne part du reste de la collection de ses lettres, et elle est intéressante, quoiqu'elle abonde en discussions un peu techniques sur des points de droit et sur des procédés judiciaires. Dans ces matières, les jurisconsultes, et parmi eux lord

Brougham et lord Campbell, ont pu contester l'exacte compétence et la sûreté d'érudition de Junius ; mais il est impossible de méconnaître la clarté, la subtilité et la force de son argumentation.

Il deviendrait fastidieux d'énumérer les autres questions qu'il touche en passant et ses retours offensifs contre le duc de Grafton, qui, après un intervalle de quinze mois, rentra dans le ministère de lord North avec le titre de lord du sceau privé (juin 1771), et qui fut aussitôt salué par une lettre virulente que Junius avoue avoir travaillée avec le plus grand soin. « Si je me suis trompé dans mon jugement sur ce papier, dit-il, je n'écrirai plus. » Il écrivit encore, et fut surtout occupé des divisions qui s'élevèrent bientôt dans la Cité, et qui affaiblirent sensiblement l'opposition. Wilkes avait été élu alderman, puis sheriff; il aspirait à devenir lord-maire. Sa popularité qui faisait des jaloux, son caractère qui faisait des mécontents, son manque radical de considération qui compromettait son influence, lui suscitèrent d'orageuses résistances. Le célèbre Horne Tooke, qu'on disait républicain (Wilkes ne l'était pas), rompit avec lui, et lui fit la guerre. Un alderman très-estimé, John Sawbridge, membre distingué du parlement et qui passait aussi pour républicain, quoique fort attaché à lord Chatham, avait ses amis, son parti, son ambition. Une société s'était formée sous le nom de *Société des défenseurs du Bill des droits;* elle eut ses imprudences et ses divisions. Les pétitions pour la dissolution de la chambre élective avaient conduit à des idées de réforme parlementaire. Sur cette question encore neuve, il y eut divergence d'idées et de projets. Junius se jeta dans ces controverses aujourd'hui oubliées. Il s'était, vers ce temps, rapproché de

Wilkes, avec lequel, sans se faire connaître, il entretint quelques correspondances privées. Il voulut le conseiller; il le combattit dans son opposition à la presse des matelots. Il le soutint dans une querelle avec Horne Tooke, contre lequel il engagea lui-même sa discussion la moins heureuse. Il désapprouva plus d'une fois la *Société du Bill des droits*, réduisit ses idées de réforme à l'institution des parlements triennaux, et entreprit d'amener Wilkes à céder ses prétentions au titre de lord-maire à Sawbridge, qui devint dans la chambre des communes le promoteur périodique de la triennalité parlementaire. Junius réussit incomplétement dans ces diverses tentatives, et à partir de cette époque la puissance extérieure de l'opposition parut décliner, et le ministère s'affermir. Il faudrait entrer dans trop de détails pour rendre intéressante l'analyse de cette fin de la correspondance de Junius, laquelle se termine, le 21 janvier 1772, par une lettre à lord Camden, pour l'exciter à relever contre lord Mansfield la question des droits du jury dans les affaires de presse.

Mais, dès l'année 1769, Junius avait conçu un dessein qui l'occupa bientôt tout entier. Il voulut, excité par son imprimeur, publier en un corps d'ouvrage le recueil de ses lettres, et il donna beaucoup de soins à cette édition, qu'il compléta par une dédicace, une préface et quelques notes. L'ouvrage, qui parut le 3 mars 1772, est dédié à la nation anglaise. C'est dans cette épître qu'il promet à son livre, à cause seulement des principes qu'il renferme, un regard de la postérité; mais il se défend de toute vanité; « car, ajoute-t-il, je suis seul dépositaire de mon secret, et il périra avec moi. »

La préface est une défense de la liberté de la presse : la portée de cette liberté tutélaire, la protection qui lui est due, sa puissance, qui contiendrait le despotisme lui-même, si elle pouvait exister sous le despotisme, la plénitude de juridiction des jurés auxquels la loi défère le droit de juger les écrits, toutes ces vérités, désormais familières aux pays libres et encore imparfaitement comprises à l'époque où Junius écrivait, sont établies une dernière fois. On peut dire que c'est de ce temps que date la vraie doctrine de la liberté de la presse, telle qu'elle est professée et pratiquée en Angleterre, et telle que les esprits fermes la conçoivent encore en France, même depuis que la révolution de 1848 a porté une si rude atteinte aux principes de la liberté.

Il nous semble que Junius n'a réussi qu'en cela. Comme tentative politique, sa correspondance n'a rien produit. Lorsqu'il a quitté l'arène, il n'avait, sur aucun point, remporté la victoire. Wilkes était toujours exclu de la chambre des communes, et la délibération qui disposait de son siége en faveur du candidat de la minorité restait en pleine vigueur. En matière de privilége, le parlement n'avait rien rétracté, rien abandonné. La dissolution n'était pas accordée, la réforme n'était pas imminente, et la ville de Londres s'était épuisée en démonstrations bruyantes, qui avaient fini par altérer l'union et compromettre l'autorité de ses magistrats. Chatham, Rockingham, Shelburne, Burke, se consumaient dans une opposition stérile, et lord North, appuyé par la cour, entouré des Grafton, des Mansfield, des Barrington, des Hillsborough, se maintenait fortement dans un pouvoir que seules les victoires des Américains devaient lui faire perdre dix ans plus

tard. Il paraît que le découragement gagna Junius. Peut-être avait-il satisfait sa haine en désolant ses adversaires, et tenait-il faiblement à les perdre. Peut-être, content de son succès, sentait-il sa colère épuisée et craignait-il d'user son talent et de compromettre sa renommée. Peut-être enfin sa sévérité défiante lui avait-elle aliéné même ses auxiliaires et ses clients, et, las des affaires de ce monde, las des hommes de son temps, a-t-il renoncé à censurer des vices incorrigibles, à soutenir de faibles courages, à louer de chancelantes et suspectes vertus. Dans sa correspondance particulière avec son éditeur, il se montre dégoûté des gens et des choses. Les divisions du parti opposant dans la Cité paraissent surtout l'avoir tout à fait découragé : « Si je voyais, dit-il, quelque perspective de le rallier de nouveau, je serais tout prêt à continuer de travailler à la vigne. A quelque époque que M. Wilkes me puisse dire que cette union semble en vue, il entendra parler de moi (5 mars 1772). » Et il ajoute : « *Quod si quis existimat me aut voluntate esse mutata, aut debilitata virtute, aut animo fracto, vehementer errat.* Adieu. » Mais un an après, le 19 juin 1773, il écrivait à Woodfall, qui voulait le faire sortir de son silence : « Dans l'état présent des choses, si j'allais écrire encore, il faudrait que je fusse aussi stupide qu'un bœuf qui court en fureur à travers la Cité ou qu'un de vos sages aldermen. Je connais la cause et le public; l'une et l'autre sont perdus. Je souffre pour l'honneur de ce pays, lorsque je vois qu'il ne s'y trouve pas dix hommes qui veuillent s'unir et se tenir ferme ensemble sur une seule question. Mais tout se ressemble, tout est vil et méprisable. »

Junius n'a donc contribué à déterminer aucun évé-

nement, à amener aucun résultat qui compte dans l'histoire de l'Angleterre. Il a passé à travers la politique comme un météore menaçant, et n'a laissé après lui qu'un souvenir. Mais, s'il n'a pas influé sur les faits, a-t il agi sur les idées, et mis en circulation quelques théories qui datent de lui? Encore une fois, nous n'en connaissons aucune, à l'exception de sa défense des droits de la presse. Ses doctrines sur la prérogative, sur l'inviolabilité royale, sur l'indépendance du parlement, sur l'étendue et sur les limites de ses priviléges, n'offrent pas une irréprochable correction; elles sont ordinairement mêlées à des vues de circonstance, à des controverses sur les précédents, toutes choses qui animent d'abord la discussion et qui plus tard la refroidissent : car les faits passent plus vite que les idées. En tout, Junius n'est pas un grand publiciste. Aujourd'hui surtout, la science constitutionnelle n'ira pas chercher dans ses œuvres de vives lumières : il n'en sait guère plus en théorie que Delolme, qu'il cite d'ailleurs et qu'il admire. Mais il nous montre la constitution anglaise en action; il nous enseigne, par son exemple, comment, dans un État libre, ceux qui s'opposent peuvent faire au pouvoir cette guerre de chicane qui est la vie de la liberté pratique, et comment l'ensemble des institutions est une suite de positions qu'il faut occuper et défendre tour à tour pour harceler ou fatiguer l'adversaire, et le faire tomber enfin, épuisé par des attaques journalières ou frappé mortellement dans une occasion bien choisie. L'Angleterre possédait alors tout ce qui devait en faire le modèle des pays libres. Ses droits généraux étaient reconnus en principe et consacrés par des précédents; ses mœurs politiques étaient formées, du moins en ce qu'elles ont de viril et

de résolu, car elles avaient beaucoup à gagner en pureté, en honnêteté. La corruption était alors ouvertement pratiquée, presque ouvertement professée. Non-seulement la vénalité électorale, mais la vénalité parlementaire avait passé en coutume, c'est-à-dire que l'on regardait la distribution des titres et des pensions comme une affaire de parti et comme un moyen licite et permanent de gouvernement. Junius lui-même en critique l'emploi dans de certains cas plutôt qu'il n'en attaque le principe. Un autre fait singulier, c'est que l'unité du ministère n'était pas rigoureusement exigée. Les membres d'un même cabinet votaient ouvertement, et même quelquefois parlaient les uns contre les autres, et l'extrême fractionnement des partis contraignait souvent à laisser subsister au sein du gouvernement une division qui lui ôtait beaucoup de sa force et l'exposait à toutes les influences de l'intrigue. Junius a vivement décrit les conséquences de cet état de choses, et peut-être a-t-il contribué aux changements en mieux opérés depuis lors dans les idées et dans les habitudes de la politique.

C'est pourtant à la liberté de la presse qu'il a rendu les plus éclatants services. Elle existait assurément avant lui, mais elle lui a dû la position légale qu'elle occupe aujourd'hui, et il mérite, sous ce rapport, la reconnaissance de tout écrivain politique. C'est là tout. A l'exception du talent, qui est des plus remarquables, on ne voit pas ce qu'on pourrait imiter ou envier dans Junius. Le fond de ses idées morales vient de l'antiquité, et l'on reconnaît quelque chose de classique dans sa manière de sentir et de juger, ce qui peut offrir du piquant et de l'intérêt, mais ce qui s'accorde mal avec certains sentiments d'équité et de modéra-

tion affectés au moins par le goût moderne. L'esprit démocratique, à qui sa rudesse ne déplairait pas, ne saurait s'accommoder de ses idées, qui sont tout anglaises et peu en harmonie avec les doctrines du radicalisme. S'il a soutenu que le roi, pour n'être pas responsable, n'était pas moralement inviolable, et que la presse pouvait discuter ses sentiments et ses actes, il n'en était pas moins partisan systématique de la monarchie limitée, et il prend soin de se distinguer des républicains, sur lesquels il s'appuie et que fréquentait Wilkes, sans se confondre avec eux. Junius n'est même qu'un réformiste très-modéré. Il veut arrêter l'accroissement du pouvoir du parlement, l'abus de ses priviléges, le contenir par la loi et l'opinion, plus encore que le purifier dans son origine et le renouveler dans sa composition. Seulement il se déclare avec lord Chatham pour les parlements triennaux ; mais il est si peu avancé dans ses plans de réforme électorale, qu'il conteste aux deux chambres le droit de supprimer les bourgs pourris, sur ce fondement que le constitué ne peut dépouiller les constituants. L'omnipotence parlementaire lui paraît une formule de tyrannie. Il a plus de haine pour les dépositaires du pouvoir que pour le pouvoir lui-même. Impitoyable pour les actes du gouvernement, il respecte ses droits. J'ai déjà dit, par exemple, qu'en reconnaissant les abus de la presse des matelots, il n'hésite pas à maintenir dans les mains de l'État, au nom de l'intérêt public, ce moyen assez tyrannique de recruter sa marine. On sait également qu'il ne se montra jamais touché des griefs des Américains; leurs pensées d'indépendance ne trouvèrent en lui qu'un censeur. Il défendit constamment, sur ce point, la politique absolue de Grenville contre la poli-

tique plus accommodante de Chatham, et si au terme de la querelle il entrevit une révolution, ce fut comme un désastre, non comme une transformation.

Junius ne peut donc être cité comme une autorité politique, les vues du publiciste dépassent rarement le cercle des affaires de son temps; mais l'écrivain, dans tous les temps, est digne d'admiration, et celle qu'il inspire aux Anglais doit être respectée, sinon ressentie tout entière, par un critique étranger.

Il nous est impossible de juger de la correction de son style, mais non d'en apercevoir l'élégance étudiée. Il manque de naturel, de facilité, de grâce; mais le mouvement. la force, le nerf, sont des qualités précieuses et rares chez un improvisateur. Chez lui, l'art est visible, le travail manifeste; mais la vivacité n'y perd rien, et si l'effet est cherché, il est trouvé. La violence et l'hyperbole tiennent moins à sa manière d'écrire qu'à sa manière de penser. Il portait dans la politique cette mâle et sombre misanthropie, ces *haines vigoureuses* qui ne connaissent ni pitié, ni mesure, ni justice. Son esprit, d'ailleurs, avait plus de force que d'étendue, plus de pénétration que de fécondité, et il n'embrassait pas assez de choses à la fois pour s'élever à l'impartialité. Junius a de l'esprit, beaucoup de passion, peu d'idées, une confiance absolue dans sa force et dans son talent, une aveugle indignation contre le mal qu'il voit ou qu'il suppose, la conviction qu'il exerce un ministère pénal contre le vice puissant. C'est de quoi expliquer ses défauts, son mérite et ses succès. Sa morale est à la fois sévère et peu scrupuleuse. Dans un ordre d'idées fort différent, il a quelque chose de Rousseau, hormis pourtant la sensibilité et l'imagination. Enthousiaste de ses idées, soupçonneux, into-

lérant, implacable, il se croit une Némésis inspirée, et sa vengeance lui semble la justice.

Les passions qu'il excitait, parce qu'il les ressentait lui-même, sont éteintes. L'impartiale histoire a infirmé sur plus d'un point important le témoignage de sa haine. Il n'est plus en Angleterre l'oracle de toute politique libérale, et son livre a cessé d'être, comme on le disait, comme il osait lui-même le prédire, la Bible de l'opposition. Son talent même, son talent, toujours admiré et auquel, en le combattant, rendait hommage le sévère Johnson, a été ramené par la critique moderne à ses proportions véritables, et on reconnaît aujourd'hui à l'écrivain plus d'habileté que d'inspiration. Cependant un intérêt puissant s'attache encore au nom de Junius : c'est que ce nom est celui d'une ombre, et le mystère entre pour beaucoup dans sa gloire. « Rien, dit Horace Walpole, ne peut surpasser la singularité de cette satire, que l'impossibilité d'en découvrir l'auteur. » Il nous reste à dire si cette impossibilité existe encore, et à raconter les recherches qui ont été entreprises, les efforts qui ont été faits depuis trois quarts de siècle, pour résoudre ce problème historique, et découvrir enfin le vrai visage de *this epistolary Iron Mask*, comme l'appelle lord Byron.

VI

COMMENT S'EST POSÉE LA QUESTION : QUI EST JUNIUS?

« Soyez assuré, écrivait Junius à son imprimeur le 3 octobre 1769, que ni vous, ni personne ne pourrez jamais me reconnaître, à moins que je ne me fasse connaître moi-même. Artifices, recherches, récompenses, tout sera également sans effet. » Il semble que ces paroles, destinées surtout à décourager la curiosité de Woodfall, fussent une prédiction. Le vrai nom de Junius est resté enveloppé d'un mystère qui semblait impénétrable. Dès le temps où il écrivait, ce mystère étonnait ou irritait les esprits.

« Où donc, disait Burke en plein parlement, chercherons-nous l'origine du relâchement actuel des lois et du gouvernement? Comment Junius en est-il venu à passer à travers tous les fils d'araignée de la loi et à courir le pays, libre, inviolable, impuni? Les mirmidons de la cour ont été longtemps et sont encore occupés à le poursuivre vainement. Ils

n'iront point perdre leur temps après moi, ou vous. Non, ils dédaignent de tels insectes, tant que le puissant sanglier de la forêt qui a déchiré toutes leurs toiles est devant eux. Mais qu'obtiendront tous leurs efforts? Il n'en a pas plus tôt blessé un qu'il en étend un autre mort à ses pieds. Pour moi, lorsque j'ai vu son attaque au roi, j'ai senti se glacer mon sang. Je pensais qu'il s'était emporté trop avant et qu'il touchait au terme de ses triomphes, non qu'il n'eût dit bien des vérités ; oui, Monsieur, il y a dans cette composition bien des vérités hardies dont un prince sage pourrait profiter; mais tant de haine et de fiel me troublaient ; le *North Briton* est aussi loin de l'égaler en cela qu'en force, en esprit, en jugement. Mais tandis que j'attendais de cet audacieux essor sa ruine et sa chute dernière, regardez-le s'élever plus haut encore et venir s'abattre et fondre sur les deux chambres du parlement. Oui, il a fait de vous sa proie, et vous saignez encore des blessures de ses serres. Vous vous êtes courbés, vous vous courbez encore sous sa fureur. Il n'a pas craint même les terreurs de votre front, Monsieur l'Orateur ; il s'est attaqué même à vous ; oui, il l'a fait, et je crois que vous n'avez pas lieu de triompher de cette rencontre. En un mot, après avoir emporté notre aigle royal dans ses griffes et l'avoir frappé contre les rochers, il vous a laissé tout abattu. Roi, lords et communes ne sont que le jouet de sa colère. S'il était membre de cette chambre, que ne pourrait-on pas attendre de son savoir, de sa fermeté, de son intégrité ? Il se ferait aisément reconnaître à son mépris du danger, à sa pénétration, à sa vigueur. Rien n'échapperait ni à sa vigilance, ni à son activité. Les mauvais ministres ne pourraient rien dérober à sa sagacité, et promesses ni menaces ne le pourraient décider à rien dérober au public. »

Lord North répondait :

« Lorsque des hommes factieux et mécontents ont amené

les choses à l'état où nous sommes, comment serions-nous surpris de la difficulté de livrer des libellistes à la justice? Comment nous pourrions-nous étonner que le grand sanglier du bois, ce puissant Junius, ait rompu les toiles et mis en défaut les chasseurs? Quoiqu'il puisse n'y avoir à présent aucun épieu qui doive l'atteindre, il pourra cependant une fois ou l'autre être pris. En tous cas, il se sera épuisé en efforts infructueux; ses défenses qu'il a aiguisées pour blesser et ébrécher la constitution seront usées. La vérité finira par prévaloir. Le public verra, sentira que Junius a avancé des faits faux, ou faussement raisonné sur de vrais principes, et que, s'il a échappé, il l'a dû à l'esprit du temps, non à la justice de sa cause. Le *North Briton,* le plus criminel libelle de son temps, aurait joui de la même sécurité, s'il avait été aussi puissamment soutenu; mais la presse n'avait pas alors couvert le pays de sa lèpre funeste, ni empoisonné les esprits du peuple. Les écrivains politiques avaient encore quelque pudeur; ils avaient quelque respect pour la couronne, quelque respect pour le titre de majesté. Il n'y avait pas alors de membres du parlement assez hardis pour faire des harangues en faveur des libelles. On pouvait difficilement amener des légistes à plaider leur cause. Maintenant la scène est entièrement changée. Hors des portes, en dedans des portes, prévaut un désordre abusif. Les libelles trouvent des avocats dans les deux chambres aussi bien que dans Westminster-Hall. Bien plus, on lance des libelles contre les juges eux-mêmes. On veut plier le privilége de cette chambre à des desseins factieux. On cherche à captiver, à confisquer le souffle de l'inconstante multitude, parce qu'apparemment on prend sa voix, qui maintenant est celle des libelles, pour la voix de Dieu. »

Ces paroles font assez connaître ce que les lettres de Junius étaient, au temps de leur publication, pour

l'opposition et le gouvernement. Ces lettres rivalisaient, dans l'attention publique, avec les discours de Chatham. Mais rien n'est plus fugitif que la renommée de l'écrivain politique; dès qu'il cesse d'émouvoir les passions du jour, il est oublié. Tant que Junius avait écrit, l'enthousiasme et l'indignation, la curiosité et le ressentiment lançaient le public sur sa trace. Du temps que les courriers de la poste criaient, en traversant les villes, qu'ils apportaient un Junius avec leurs dépêches, son nom secret était le mot ardemment cherché d'une énigme irritante. Quand il se tut, de nouveaux débats, de nouvelles passions vinrent bientôt distraire la foule mobile; plus de quarante ans s'écoulèrent sans que l'on pensât bien sérieusement à lui; il n'occupa plus que les curieux des singularités de la littérature. Parfois quelques auteurs de mémoires essayèrent en passant une conjecture, commentèrent une anecdote, hasardèrent un nom. L'opinion publique demeurait incertaine ou indifférente. L'épigraphe de la première édition des lettres, *stat nominis umbra*, restait le dernier mot de tous, et l'on attendait assez patiemment que quelque révélation fortuite ou volontaire vînt divulguer un secret qui n'agitait plus personne. D'ailleurs, les grands événements de la fin du dernier siècle et du commencement de celui-ci avaient imprimé un mouvement nouveau aux idées et aux passions politiques, et même dans le cercle limité de l'arène du parlement d'Angleterre, les luttes d'un autre Pitt et d'un autre Fox avaient affaibli le souvenir des débats jadis célèbres auxquels se rattachent les noms de lord Holland et de lord Chatham.

Ce n'est que vers la fin des guerres de la révolution et de l'empire, en 1813, que George Woodfall, fils de

l'imprimeur du *Public Advertiser*, fit paraître la première édition complète des œuvres de Junius, celle qui a servi de base à toutes les éditions subséquentes, à toutes les recherches ultérieures, à tous les commentaires qui nous ont guidé à notre tour. Cette édition contenait, outre la préface et les lettres publiées en 1772 sous les yeux de l'auteur, de précieuses additions et notamment les billets confidentiels de Junius à son imprimeur, sa correspondance privée avec Wilkes et deux lettres politiques en partie inédites adressées par lui à ce grand agitateur, enfin le recueil de diverses lettres souscrites de signatures pseudonymes, que Woodfall avait insérées dans son journal, et qu'il se croyait en droit d'attribuer à la même main. Ce recueil renferme en effet tout ce qu'on peut avec quelque certitude regarder comme écrit par lui, hormis cinq lettres longtemps inédites, deux adressées à lord Chatham, trois à George Grenville. Les premières ont paru en 1838 avec la correspondance de Chatham, et elles sont intéressantes surtout parce qu'elles indiquent, contrairement à certaines conjectures, qu'il ne connaissait pas Junius. Les secondes ne sont connues que depuis trois ans, et n'ont pas tenu ce qu'on s'en promettait.

L'édition de 1813 fut très-bien accueillie. On conçoit que, par son contenu seul, elle devait exciter la curiosité et stimuler l'esprit d'investigation, en lui fournissant de nouveaux matériaux, en lui ouvrant une voie nouvelle. La question fut donc remise à l'ordre du jour; elle était traitée par avance ou du moins posée avec développement dans un essai préliminaire, mis en tête du premier volume, par un auteur qui ne se nommait pas. Cet essai, ouvrage du docteur John Mason

Good, doit être lu avant tout; on y trouve les noms de tous ceux qui avaient été soupçonnés jusque-là d'avoir écrit les lettres de Junius. Leurs titres y sont bien discutés. C'est un résumé de tout ce que savaient ou de tout ce que voulaient qu'on sût les deux Woodfall, de tout ce qui paraissait résulter avec certitude des pièces et documents laissés par le père ou communiqués par le fils. Là est encore aujourd'hui le corps des preuves à étudier, le fond de l'instruction du procès, et les additions postérieures ne dispensent pas de faire remonter toute recherche à cette déposition des premiers témoins, à cet exposé des faits donné par le premier investigateur. Rappelons ceux qui nous paraissent établis.

Samson Woodfall, imprimeur à Londres, dans la Cité, près de Saint-Paul, Angel-Court, Skinner-Street, était un homme estimé dans sa profession. Il avait reçu une éducation libérale, ses opinions étaient celles d'un whig décidé, et, dans ses opinions, il était sûr et fidèle comme en toutes choses. Depuis le mois d'avril 1767 jusqu'en janvier 1769, il reçut de façon mystérieuse, et au milieu de beaucoup d'autres envois, des compositions empreintes d'un même esprit politique, et qui lui parurent provenir de la même plume. Cette plume, il la reconnut dans celle qui traçait et signait encore d'un C les billets qu'à partir du 21 avril 1769 il reçut de l'auteur des lettres de Junius. L'écriture lui en paraissait un peu contrefaite. Les articles que ces billets annonçaient ou accompagnaient n'étaient pas toujours transcrits de la même main. L'auteur convenait qu'il les faisait copier. Or, ces copies n'existent plus, on le croit du moins : ou elles ont été détruites, ou elles étaient rendues, après avoir servi pour l'impression.

Cette correspondance passait par des voies diverses. Les simples billets venaient par la poste; quelquefois un commissionnaire avait reçu dans la rue la missive d'un gentleman inconnu; souvent le correspondant indiquait un lieu public éloigné, un café, une allée, une de ces cours si communes dans la Cité, où les messagers de l'imprimeur venaient apporter une réponse, remettre ou chercher ce que les typographes appellent de la copie. Une partie de la correspondance passait aussi par le journal même où Woodfall, à l'aide d'un signe convenu, de quelques mots intelligibles pour un seul initié, insérait les avertissements nécessaires. L'auteur des billets montre sans cesse un vif désir de rester ignoré. Il prescrit avec soin, il diversifie avec art les moyens d'assurer et de cacher tout ce commerce, et il avoue que le secret importe à son repos, à sa vie. Malgré la confiance et l'estime qu'il témoigne à son imprimeur, il craint d'être découvert ou même soupçonné par lui. Il fait tout pour détourner ses conjectures, pour amortir sa curiosité. Une fois, vaincu par l'inquiétude, il lui écrit (15 juillet 1769) : « Je vous prie de me dire avec candeur si vous savez ou soupçonnez qui je suis. » Malheureusement nous n'avons pas les réponses de Woodfall; mais son mystérieux correspondant le tient toujours en éveil : il lui recommande la discrétion, la fermeté, la vigilance; il l'encourage par des éloges, et, pour le soutenir mieux encore, il ne lui cache pas que son âge et son expérience lui donnent le droit de le diriger, que son rang, sa fortune, son avenir lui donnent les moyens de le protéger; il le couvrira dans le danger, il réparera les pertes; en un mot, il se fera *connaître par ses œuvres*.

Rien n'annonce que Woodfall ait jamais reçu une

confidence plus étendue. En avait-il deviné davantage? On a pu le supposer, non l'affirmer. Il n'a rien révélé de plus, même à ses enfants, si l'on en croit leur témoignage. On cite de lui quelques mots qui indiquent une idée, une hypothèse. Comment croire qu'il n'en eût conçu aucune? Mais quelle était-elle? On l'ignore, ou du moins on dispute là-dessus. Il croyait bien savoir qui Junius n'était pas, il se donnait comme n'ayant pas cherché à savoir qui il était. Il paraissait ne s'être jamais servi des moyens que lui offrait cette correspondance même pour en découvrir l'auteur. Jamais, dans ces transmissions de papiers de la main à la main, dans ces allées et venues continuelles, on ne parvint ou l'on ne chercha à reconnaître ou à suivre personne. Une fois seulement un M. Jackson, depuis lors imprimeur à Ipswich, et qui apprenait sa profession chez Woodfall, vit un grand monsieur (*a tall gentleman*) en habit léger, portant une bourse et une épée, jeter dans le bureau, par la porte ouverte sur Ivy-Lane, une lettre de Junius. Jackson la ramassa et suivit l'inconnu jusqu'auprès de Saint-Paul, où il le vit monter en fiacre et s'échapper. Il paraît même que le gouvernement, qui n'était pas astreint à la même discrétion que l'imprimeur, ne fut pas plus curieux, ou que ses recherches ne furent pas plus heureuses. La petite poste, que ne craignaient pas d'employer Woodfall et Junius, ne trahit rien de ce qu'on lui confiait, et il a été raconté depuis que lord North disait que l'on avait suivi le transport des lettres jusqu'à une personne cachée obscurément dans Staples-Inn, mais dont on n'avait jamais pu suivre les traces plus loin.

Voilà en gros les faits matériels sur lesquels le

docteur Good appuie tout son travail. Joignant aux preuves externes l'étude des preuves internes, il passe en revue les divers personnages fort inégalement célèbres, pour lesquels avait été, jusqu'en 1813, réclamée la paternité des lettres de Junius. Il prouve assez bien qu'aucun n'y a droit, et surtout moins qu'aucun autre, les prétendants les plus connus, comme lord Chatham, Burke, Wilkes, auxquels il oppose des arguments, selon nous, péremptoires. Mais avant de discuter aucun nom, recueillons, d'après Good et la plupart des auteurs qui l'ont suivi, les traits principaux auxquels devrait être reconnu le véritable Junius. Ce sont les données générales du problème à résoudre.

D'après tous les faits connus, d'après les écrits authentiques, il semble que Junius doit être un Anglais, non un Irlandais, moins encore un Écossais, un homme d'un esprit cultivé, ayant une instruction et des goûts classiques, exercé dans l'art d'écrire, sans être un écrivain de profession, parlant la langue anglaise dans sa franchise originaire, sans l'énerver par les formes à la mode, quoiqu'il trahisse par quelques mots une éducation irlandaise, et par quelques gallicismes la connaissance et l'usage du français. Il a sérieusement étudié l'histoire et la constitution de son pays, le droit même, dont il parle le langage avec facilité, mais sans la rigoureuse exactitude d'un jurisconsulte; il n'est ni homme de loi ni homme d'église; il n'est pas ou il n'est plus soldat, mais il semble savoir la guerre, comme aussi les règlements et les affaires de l'armée, dont le personnel lui est familier. Il doit avoir suivi le parlement, surtout de 1767 à 1772, ne paraissant guère avoir quitté Londres pendant toute cette période ; parfois même il s'exprime comme s'il était

membre des Communes. Il vit dans le monde politique, qui pour lui n'a pas de secret. Ses regards pénètrent dans les palais; l'intérieur de la famille royale n'est pas fermé pour lui; il sait comment le roi a été élevé et quel est son caractère. Ce qui se passe au sein du gouvernement ou même à la cour arrive promptement jusqu'à lui. Il parle des affaires publiques avec le ton de l'expérience; il les suit avec une attention assidue, se tient au courant de tout, étudie les questions pour les traiter, et, dans cette activité laborieuse qui semble absorber tout son temps, il écrit sur tout, et, malgré la rapidité de la composition, travaille tout ce qu'il écrit. Aucun homme ne semble lui imposer comme un supérieur, et son dédain croît avec la grandeur de ce qu'il méprise. Il fait sentir à ceux qu'il aime qu'il peut les protéger. On dirait qu'il n'a besoin de personne. Sa fortune le met au-dessus de toute vue intéressée. Il traite les questions d'argent avec l'indifférence facile d'un homme accoutumé à les négliger. Whig déclaré, sans s'asservir systématiquement aux vues de son parti, il est plus vif dans ses sentiments que dans ses opinions, plus intolérant pour les personnes que pour les choses. Il a admiré le grand ministère de lord Chatham, mais cependant il règle sa politique sur celle de George Grenville. Ses haines sont violentes et profondes; son humeur est irritable, fière, emportée. Il n'est froid et réfléchi que dans la recherche des moyens de satisfaire son inimitié. Il juge les hommes d'après les principes absolus d'une morale austère, d'une inflexible probité. Il ne ménage rien, excepté le secret du rôle redoutable qu'il s'est donné, et sa hardiesse n'a d'autre limite que le soin de cacher ses coups.

Maintenant, ces données acceptées, qui est Junius? Le docteur Good nous a plutôt dit qui Junius n'était pas. Il y a bien un seul des prétendants, comme nous le verrons plus tard, dont il réfute les partisans avec une brièveté négligente qui semble déceler une faible conviction; mais en tout, comme les Woodfall dont il passe pour avoir été l'interprète, il évite certaines déclarations positives auxquelles on devrait s'attendre. Ces éditeurs n'ont jamais l'air de tout dire; d'autres écrivains, au contraire, en disent plus qu'ils n'en savent, et s'amusent à des hypothèses. Charles Butler, auteur estimé, connu surtout par l'ouvrage qu'il a intitulé *Réminiscences*; le docteur Parr, philologue et critique distingué; un éditeur de Junius, caché sous le pseudonyme d'*Atticus Secundus;* John Taylor, dans deux ouvrages spéciaux; bien d'autres qu'on ne peut nommer tous, se sont exercés sur un sujet qui avait occupé Burke, Wilkes, Johnson. On ferait une bibliothèque des *Junius démasqué, identifié, dévoilé,* et des dissertations ou même des livres écrits sur ce que Wilkes appelait *le plus important secret de son temps.*

Toutes ces compositions excitent la curiosité; aucune ne la satisfait; ou du moins si pendant quelque temps un système semble prévaloir, il est bientôt ébranlé. On peut compter jusqu'à quarante et un personnages pour lesquels l'honneur d'être Junius a été réclamé[1]. Presque tous ont été l'objet d'un ouvrage

[1] Lord Chatham, lord Chesterfield, lord Camden, lord Shelburne, lord Temple, le duc de Portland, lord George Sackville, Dunning (lord Ashburton), Wedderburn (lord Loughborough), lord Lyttelton, Horace Walpole (comte d'Orford), Burke, Wilkes, Horne Tooke, Gérard Hamilton, George Grenville, James Grenville, sir Philip Francis, Samuel Dyer, Charles Lloyd, Hugh Macauley

spécial; il en est pour qui plusieurs auteurs ont successivement rompu des lances. L'exposition et la discussion de leurs titres seraient sans terme. On serait effrayé du nombre de textes, de faits, de dates, d'expressions, qu'il faut comparer pour établir ou renverser une conjecture quelle qu'elle soit; nous ne parlons pas de certitude; il n'y a que des conjectures, dont une est mieux prouvée et plus accréditée que les autres. Mais quoique connue depuis longtemps et depuis longtemps adoptée par les meilleures autorités, elle est contredite encore tous les jours, et une année ne se passe pas sans qu'il se produise en Angleterre ou en Amérique une critique des opinions déjà émises et l'exposé d'une ou deux thèses nouvelles, qui deviennent l'aliment des journaux. Le *Quarterly* et l'*Edinburgh Review* ne paraissent point avoir adopté d'opinion définitive et varient encore dans leurs conclusions. Un excellent journal, *l'Athenæum* anglais, s'est donné la tâche de suivre et d'examiner minutieusement tout ce qui paraît sur Junius; et il a jusqu'à présent beaucoup réfuté, peu affirmé. Nous n'analyserons pas tout ce que nous avons lu; nous ne résumerons pas tout ce que nous avons analysé. Nous donnerons seulement un extrait, qui paraîtra encore bien étendu, des trois ou quatre principaux systèmes qui semblent le mieux faire connaître combien est grande et compliquée la difficulté de la question. Les écrivains anglais excellent,

Boyd, le général Lee, W. Greatrakes, le colonel Barré, l'évêque Butler, Delolme, Henry Flood, John Roberts, Richard Glover (Léonidas), sir William Jones, James Hollis, Philip Rosenhagen, John Kent, Gibbon, Grattan, Daniel Wray, sir Robert Rich, Lauchlin Macleane, John Wilmot, Thomas Pownall, Sergeant Adair.

mais ils se complaisent dans ces énumérations et ces rapprochements de faits dont la comparaison peut établir ce qu'ils appellent *une évidence*. Nous n'aurions pas leur talent et n'oserions compter sur la patience qu'ils obtiennent de leurs lecteurs.

Nous partons de l'édition de 1813 et de l'essai du docteur Good; nous le contrôlons par une autre édition de Junius donnée en 1850 par M. Wade, et enrichie de préfaces, de notes et d'une *Histoire de la découverte de l'auteur*. Les deux éditeurs sont loin de s'accorder; entre eux se placent une foule d'écrivains intermédiaires, en tête desquels il faut placer lord Brougham. Nous citerons aussi M. Foster, pour un article inséré dans la *Revue éclectique;* puis une *Histoire de Junius et de ses écrits* par John Jaques.... Mais ne multiplions pas trop les noms propres, et venons aux principales solutions d'une question qui a besoin d'être encore éclaircie pour ceux même qui la croient résolue.

Dans le cimetière de Hungerford, Berkshire, on lit sur une table de pierre : « Ici sont déposés les restes de William Greatrakes, esq., natif d'Irlande, qui, en venant de Bristol, mourut en cette ville, dans la cinquante-deuxième année de son âge, le 2 août 1791. *Stat nominis umbra.* » Ces derniers mots ont paru indirectement désigner celui dont ils étaient la devise. On a raconté que ce Greatrakes, allant de Bristol à Londres, était tombé malade dans l'auberge de *l'Ours*, à Hungerford, et qu'avant d'y mourir il avait révélé son secret aux témoins de ses derniers moments. Il paraît mieux prouvé que cet homme, né dans le comté de Cork en 1725, avait été élevé pour le barreau; qu'après une pratique de quelques années, étant devenu officier, il quitta les armes pour revenir plaider devant la juri-

diction militaire; que ses succès dans cette profession le firent connaître de lord Shelburne, dans la maison duquel il était familièrement reçu pendant le temps où parut la correspondance de Junius. Cette protection lui fit obtenir plus tard une demi-solde d'officier, et il se retira dans une petite propriété près de Youghall, où il passa les dernières années de sa vie à écrire. Avant de mourir, il fit venir dans son auberge un capitaine Stopford, du 63e régiment d'infanterie, le nomma son exécuteur testamentaire, et lui confia beaucoup de papiers. C'est dans ces papiers qu'on aurait vu ou cru voir à son écriture qu'il était ou Junius lui-même ou un secrétaire de Junius. Pour rendre l'anecdote plus romanesque, on a prétendu que Junius s'était fait connaître au lit de mort. Le récit qu'on vient de lire viendrait à l'appui d'une opinion jadis soutenue, suivant laquelle les fameuses lettres auraient été écrites dans la maison de lord Shelburne ou sous son inspiration, si ce n'est par lui-même. Bien des invraisemblances morales et politiques s'élèvent contre cette supposition. Lord Shelburne lui-même l'a démentie. Sir Richard Phillips, éditeur du *Monthly Magazine*, a raconté dans ce recueil que le noble lord, en la démentant devant lui, avait ajouté qu'il connaissait Junius, et qu'il le ferait connaître avant de mourir (1804); mais il est mort sans avoir parlé, et son respectable fils, le marquis de Lansdowne, a déclaré, dans une lettre du 25 mars 1850, à M. Wade, qui l'a publiée, qu'il n'avait, quant à lui, jamais reçu la confidence d'un secret dont il doutait que son père eût jamais été instruit.

Il faut passer à l'examen des seules conjectures sur Junius qui nous paraissent dignes d'être discutées.

VII

SIR PHILIP FRANCIS.

Reportons-nous au moment où Junius abandonna la scène politique, le 21 janvier 1772. Neuf lettres parurent encore du 28 janvier au 12 mai, qu'il signa de quelque autre nom, et dont l'authenticité est prouvée par quatre billets à Woodfall publiés sous les numéros 52, 56, 61 et 62. Dans ces billets, l'écrivain recommande l'insertion des lettres qu'ils accompagnent; il témoigne dans les termes les plus vifs son indignation contre lord Barrington, auquel il croit *le cœur le plus noir de tout le royaume*. Dans un article signé *Némésis*, le dernier, selon Woodfall, qu'il ait fait imprimer dans son journal, il trace un outrageant portrait du secrétaire de la guerre, et en même temps il recommande avec insistance à son correspondant le plus rigoureux secret, *l'insignifiante créature qu'il dénonce n'étant pas digne de la généreuse rage de Junius*. Sept lettres

sont en effet dirigées contre lord Barrington, et les cinq premières, signées *Vétéran*, sont employées à raconter avec beaucoup de détail et de malice comment il aurait nommé pour secrétaire suppléant (*deputy secretary*) M. Chamier, Français d'origine, agent de bourse, marron ou coulissier, comme on dirait chez nous, et que l'auteur veut même faire passer pour juif[1]. Suivant lui, ce Chamier, qu'il appelle Tony Shammy, n'a d'autre qualité que d'être beau-frère de Bradshaw, l'impur confident, le *Mercure blafard* du duc de Grafton, et, pour le nommer, on aurait congédié un excellent fonctionnaire, M. d'Oyley. Cet arrangement tout intérieur, ou, si l'on veut, ce tripotage, est expliqué minutieusement, rendu tour à tour odieux ou ridicule dans quatre lettres, et la cinquième commence ainsi : « Je vous prie d'informer le public que le digne lord Barrington, non content d'avoir chassé M. d'Oyley du bureau de la guerre, a fini par trouver moyen d'en expulser M. Francis... Je pense que le public a droit de les sommer tous deux de déclarer leurs raisons pour avoir quitté cette administration. Des hommes dont le caractère est sans tache, comme le leur, ne résignent pas des emplois lucratifs sans de suffisantes raisons. La conduite de l'un et de l'autre a toujours été approuvée, et je sais qu'ils sont aussi bien placés dans l'estime de l'armée que quiconque occupa jamais le même poste. Pour quelle cause le public et l'armée ont-ils dû être privés de leurs services? » A la suite du *Vétéran*,

[1] Il est à croire que ce Chamier, qu'il ne faut pas juger sur le témoignage de Junius, appartenait à une famille française de protestants réfugiés dont on trouve le nom dans l'*Histoire du refuge*, de M. Weiss, et dont était le ministre Daniel Chamier, que Bayle cite avec de grands éloges et que M. Read vient de faire connaître.

Scotus et *Némésis* redoublent l'attaque, et la dernière lettre est une sanglante biographie de lord Barrington.

En examinant cette fin de l'ouvrage, un critique attentif, M. Taylor, s'est demandé d'où provenait l'importance qu'un écrivain de l'ordre de Junius, monté au faîte de sa renommée, accoutumé à traiter des grands intérêts de l'État, avait pu attacher à un abus obscur, à l'acte d'un ministre secondaire, qui n'avait pas de place dans le cabinet. Comment pouvait-il se montrer si particulièrement informé d'une si petite affaire, la discuter avec une complaisance qu'une rancune personnelle semblerait seule motiver, prendre enfin si vivement parti pour deux fonctionnaires subalternes, au point de les louer, lui si avare de louange? Ce n'est pas la première fois que ses lettres témoignent d'une connaissance précise de ce qui intéresse l'administration militaire; il semble n'ignorer rien de ce qui s'y passe, et, comme il dit quelque part qu'il n'est pas soldat, on le croirait un commis des bureaux de la guerre. Mais c'étaient deux commis, *first clerks*, que ces deux disgraciés dont il prend la défense. Leur cause serait-elle la sienne, et serait-il l'un d'eux? M. Francis, qu'il nomme en passant, était inconnu alors, mais il a montré plus tard un vrai talent dans les affaires, dans la presse, au parlement. Junius serait-il M. Francis? Une fois saisi de cette idée, M. Taylor voulut l'approfondir, et deux ouvrages successifs furent consacrés à faire une vérité d'une conjecture. Le premier ouvrage ne faisait de Francis que le secrétaire de son père, le docteur Francis. Le second, plus approfondi, substitue le fils au père dans le rôle de Junius. Il produisit un certain effet, et cet effet fut encore augmenté, quand lord Brougham, alors M. Brougham, l'analysant dans la *Revue d'Édim-*

bourg, en 1817, vint fortifier cette opinion de son autorité. Comme critique, il se connaît en style, comme juriste, il se connaît en preuves, et son article témoignait de sa double compétence.

Mais sir Philip Francis est peu connu en France. Quel était-il? Il était né à Dublin, en 1740, d'un père homme d'Église, qui avait traduit Horace et Démosthène. Après de premières études en Irlande, il vint à dix ans à Londres, où il fut élevé à l'école de Saint-Paul, dont le chef le regardait comme son meilleur écolier, et il eut pour condisciple Samson Woodfall. A seize ans, par la protection de Fox, à qui son père demeura constamment attaché, il fut placé dans les bureaux des affaires étrangères. Pitt, qui succéda à Fox, continua au jeune commis la bienveillance de son prédécesseur, et l'employa même comme secrétaire pour la langue latine (*latin secretary*)[1]. Après avoir suivi au dehors, avec un titre analogue, un général et un ambassadeur, il obtint en 1763, de la bienveillance de Welbore Ellis, plus tard lord Mendip, un emploi dans les bureaux de la guerre, et il y resta jusqu'en 1772. On a vu qu'après un mécontentement mal expliqué (car il semble que c'est à d'Oyley, non à lui, que lord Barrington fit injustice), il fut obligé de quitter sa place. Peu après il visita la France et l'Italie. De retour à la fin de 1772 ou au commencement de 1773, il fut, au mois de juin suivant, à la recommandation de ce même lord Barrington, nommé par lord North à l'une des trois places de membres du conseil supérieur qui venaient d'être créées pour le gouvernement du Bengale. C'était un emploi élevé et lucratif dont il s'acquitta

[1] Les traités et certaines dépêches se rédigeaient en latin.

avec distinction ; mais son esprit absolu, la sévérité de ses principes, l'obstination et la violence de son caractère l'engagèrent dans une lutte constante contre le célèbre gouverneur de l'Inde, Warren Hastings. Ils vécurent en ennemis et finirent par se battre en duel. On dit que la cause indirecte du combat fut une rivalité étrangère à la politique, et l'on nomme une personne fort connue de la société parisienne. Francis fut grièvement blessé. Revenu dans sa patrie, il entra au parlement en 1784 et y poursuivit l'accusation de Hastings avec une habileté remarquable et tout l'acharnement de la vengeance. Lié intimement avec Burke, il resta whig et whig ardent, lorsque Burke cessa de l'être, et fit avec Fox, Sheridan et leurs amis, toutes les campagnes de l'opposition. Il se signala par des publications politiques écrites avec talent, par quelques discours rares, assez travaillés, mais d'une vivacité brillante. Son jugement était sévère et s'exprimait volontiers par le sarcasme. Il avait plus de réputation dans le monde parlementaire que dans le public. Quoique du parti populaire, il ne fut jamais populaire. Après vingt années environ passées à la chambre des communes, il en sortit pour n'y plus rentrer. Cependant on le vit encore en 1817 quitter sa retraite et paraître dans une réunion des électeurs de Middlesex pour proposer une pétition contre la suspension de l'*habeas corpus*. Il mourut le 22 décembre 1818. Il avait été fait baronnet en 1806.

Tant que Junius écrivit, Francis ne fut pas même soupçonné. Plus de quarante ans s'écoulèrent sans que l'on pensât à lui ; mais dès qu'en 1816, M. Taylor l'eut dénoncé au monde comme le Junius véritable, cette opinion obtint beaucoup de faveur, et voici comment on peut l'établir.

Sir Philip Francis annonça dès son enfance des talents distingués. Ses études classiques étaient excellentes. Tout jeune encore, il fut comme initié dans le monde politique, puisqu'il remplit dès lors un emploi de confiance auprès de Fox et de Pitt. Toute sa vie, il leur resta fidèlement attaché. Sa reconnaissance pour le premier, dont son père était l'ami et le chapelain, explique les sentiments bienveillants que Junius exprime une fois envers ce personnage et le silence indulgent qu'il garde sur sa politique. L'admiration de Francis pour lord Chatham n'a pas besoin d'explication, car il pensait comme lui. On comprend par ses débuts mêmes comment, simple commis de la guerre, il pouvait considérer les affaires publiques du point de vue des hommes d'État, parler leur langue, pénétrer leurs intentions, connaître leur caractère, leurs relations, leurs mœurs, puiser enfin ses informations aux sources les plus élevées. On sait d'ailleurs que le jeune Francis avait d'intimes liaisons avec John Calcraft, qui, après avoir, comme lui, servi lord Holland, devint le correspondant exact et l'agent dévoué de lord Chatham, un de ces hommes politiques subalternes à qui manquent les talents qui rendent célèbre, mais non l'intelligence et l'activité qui rendent utile. Calcraft, dont on a beaucoup de curieuses lettres, était parfaitement versé dans les secrets du monde politique. Il pouvait tenir Francis au courant et l'employer au service de son patron. Qu'il fût dans la confidence et les intérêts de Francis, en voici une preuve : il écrivit le 12 janvier 1772 à Almon, éditeur d'un journal de l'opposition : « Faites un paragraphe pour dire que M. Francis est secrétaire suppléant de la guerre, » et six jours après, la nouvelle se trouvant fausse, il récrivit au journaliste

qu'il le savait bien, mais qu'il désirait cette nomination très-bien méritée, et qu'il espérait la faire arriver en l'annonçant. Le 20 mars, Francis quitta sa place; le *Vétéran* en parla trois jours après, et, dès le jour même, Calcraft avait ajouté à son testament un codicile où il léguait à Francis une somme de 1,000 livres, et à sa femme une annuité viagère de 250. Si Calcraft prenait si fort à cœur les intérêts de son jeune ami, on doit peu s'étonner que le commis de lord Barrington, informé, jour par jour, des incidents de son administration, les suivît avec sollicitude, se passionnât pour ceux qui le concernaient, traitât des affaires de ménage avec la solennité d'un publiciste, et grossît des griefs de bureau à la proportion de crimes d'État. S'il cessa d'écrire sur la grande politique peu de temps avant de quitter sa place, si, même disgracié et irrité, il ne reprit pas la plume, c'est que vers ce temps l'administration de lord North parut s'affermir, et que l'espérance de voir arriver au pouvoir la coalition de Chatham, de Camden, de Rockingham et de Richmond commençait à s'affaiblir. Lorsqu'en 1773, Francis revint en Angleterre, il était sans place, sans fortune; son père et son ami Calcraft étaient morts. Il dut songer à se créer une position. Peut-être employa-t-il pour l'obtenir le secret dont il était maître et la menace du talent dont il était armé. Il est possible que lord Chatham, que lord Holland fussent instruits. Peut-être avait-on parlé, peut-être le gouvernement avait-il tout découvert; les lettres qui portaient le jour dans l'intérieur de ses bureaux avaient pu mettre lord Barrington sur la trace. Francis une fois reconnu était en péril; un traité secret pouvait seul le sauver. « Nous connaissons Junius, aurait dit le roi à une certaine époque, et il n'écrira plus. » Peut-être

même la révélation spontanée de son nom et la promesse de son silence lui avaient-elles valu le poste important qui lui fut donné dans l'Inde. Comment autrement expliquer que lord Barrington s'entremît pour doter si généreusement un commis qu'il avait renvoyé naguère? La nature de cette transaction, d'ailleurs, aurait motivé la discrétion absolue de tous ceux qui en furent les confidents. Il est évident qu'à aucun moment de sa vie, sir Philip Francis n'a dû laisser échapper l'aveu terrible qui eût perdu son repos et son honneur.

A l'appui de cette version, on donne des preuves plus directes. Sir Philip Francis était d'une grande taille. Son écriture offre des traits de ressemblance avec l'écriture contrefaite (du moins on la croit telle) des lettres de Junius à Woodfall. L'une et l'autre présentent pour la ponctuation, l'orthographe, l'emploi de certains signes, tels que les accents, les guillemets, les tirets, etc., des analogies qui sont au moins singulières. Certaines expressions, certains tours de phrase, se retrouvent les mêmes dans les lettres de Junius et dans les écrits de Francis. Ce dernier était un homme d'une intégrité sévère plutôt que d'un honneur délicat. Son caractère était fier, irritable. Franc et décidé dans le cours ordinaire de la vie, il savait être discret et impénétrable. Il poursuivait à outrance ceux qu'il haïssait, et ne pardonnait jamais. Sa vivacité n'était pas de l'irréflexion, et il revenait rarement des premiers mouvements de son orgueil ou de sa colère. Son esprit était à l'avenant de son caractère. Naturellement agressif, son ton était ferme et acerbe, sa moquerie amère et poignante. Les traits qu'il lançait semblaient préparés avec un soin cruel. Il écrivait bien, mais d'une manière plus pi-

quante que naturelle. On convient qu'au moins dans son âge mûr son style rappelait celui de Junius, quoique dans ses ouvrages avoués il ne l'ait jamais égalé. Ce dernier point est même contesté par quelques critiques, et lord Brougham, qui d'ailleurs admire assez froidement Junius, n'hésite pas à mettre au niveau de ses morceaux les meilleurs divers fragments des discours ou des écrits de Francis choisis avec goût. Cependant il faut reconnaître chez l'un et l'autre un talent du même genre plutôt qu'un talent du même ordre.

Le lecteur aura remarqué qu'au moment où la question se posa, sir Philip Francis était encore vivant. Il mourut cinq ans après que Taylor l'avait mis en cause, et lord Brougham, qui écrivait en 1817, voyait une preuve en faveur de son hypothèse dans cette circonstance même. « Si Junius était mort, disait-il, il serait connu. Il eût laissé après lui quelque trace de son passage. Le silence gardé jusqu'aujourd'hui prouve qu'encore aujourd'hui ce silence est nécessaire. Il ne peut l'être qu'à Junius lui-même. » Cet argument a perdu sa force; mais du temps qu'il était bon, et que sir Philip vivait, quoi de plus simple que de l'interpeller directement? Avant de rien publier, Taylor lui avait fait demander s'il avait objection à ce que son nom figurât dans une telle investigation ; la réponse fut : « Vous êtes en toute liberté d'imprimer ce que vous jugerez convenable, pourvu qu'il ne soit porté aucune atteinte à mon caractère privé. » Mais voici qui est plus singulier. Le rédacteur du *Monthly Magazine*, voulant rendre compte du premier ouvrage de Taylor, prit le parti d'écrire à sir Philip pour lui demander ce qu'il en était, et il reçut le billet suivant :

« Monsieur, la grande civilité de votre lettre me dé-

termine à y répondre, ce que j'aurais décliné, s'il se fût agi purement du sujet qu'elle concerne. De savoir si vous aiderez, en lui donnant de la publicité, à une sotte et malveillante fausseté (*a silly malignant falsehood*), c'est une question laissée à votre propre discrétion. Pour moi, c'est chose d'un parfaite indifférence. »

Cette dénégation, si c'en est une, persuada sir Richard Phillips, qui l'avait provoquée; mais elle ne produisit pas généralement un effet aussi décisif, et elle est restée un texte à interpréter et l'origine de nouveaux doutes. Elle n'a pas dissuadé la *Revue d'Édimbourg*. Depuis longtemps, dans la société des anciens whigs, dans le salon du dernier lord Holland, dans celui du marquis de Lansdowne, on a admis comme fondée, ou la plus fondée, l'opinion alors soutenue dans ce recueil, qui, en 1840, racontait encore cette anecdote : « Lorsqu'en 1817 M. Brougham, à la chambre des communes, exprima une opinion très-arrêtée sur le caractère de Wilkes, et la honte que sa popularité jeta pendant un temps sur le peuple anglais..... sir Philip Francis lui fit le jour suivant, devant plusieurs amis, de fortes remontrances pour avoir dit quelque chose qui tendait à déprécier un homme poursuivi par la cour. Il regardait l'offense comme encore aggravée par des éloges que M. Brougham avait donnés à lord Mansfield, contre lequel il s'emporta amèrement. Ce ton, qui était exactement celui de Junius sur les deux sujets, fut fort remarqué dans le temps. »

Cependant la preuve invoquée par lord Brougham avait tourné contre lui. Sir Philip Francis, en mourant (1818), n'a pas laissé de testament au public. Il n'a point fait le signe attendu, et peu à peu l'attention s'est distraite, la croyance s'est affaiblie. La foi même de lord

Brougham semblait un peu ébranlée, quand il réimprimait ses articles dans ses Esquisses historiques des hommes d'État du règne de George III. On entrevoyait son étonnement qu'aucun témoignage irréfragable ne fût venu confirmer son opinion. Une preuve entre autres longtemps espérée était encore à venir, et elle ne se produira peut-être jamais. Au moment où Junius fit publier la collection de ses lettres, il refusa toutes les offres de son imprimeur. Il ne voulut entendre parler d'aucun profit. Il demanda seulement trois exemplaires de son ouvrage, « deux couverts en papier bleu, et un relié en vélin et or, doré sur tranches, avec ce titre : *Junius, I. II*, le plus beau possible. C'est tout le droit d'auteur (*fee*) que je vous réclamerai jamais. » (17 décembre 1771.) Or, cet exemplaire vraiment historique, où est-il? Il n'a été reconnu après quatre-vingts ans dans aucune vente de livres. Probablement il avait dû re.ter dans la bibliothèque de Junius lui-même. Celle de Francis a été vendue; l'exemplaire révélateur n'a point figuré dans le catalogue, parmi plusieurs éditions de Junius, annotées même de la main du propriétaire, qui traitait ainsi tous ses livres. Il est au reste singulier que l'on n'ait pas recherché et publié ces notes.

L'affaire n'avait pas, à notre avis, fait un pas, lorsque lord Campbell publia ses Vies des chanceliers d'Angleterre, et, dans celle de lord Loughborough, qui, du temps qu'il s'appellait Wedderburn et qu'il était solliciteur général, a été, contre toute apparence, soupçonné des lettres de Junius, l'auteur est conduit à s'exprimer sur la question; il la résout comme lord Brougham, et il justifie sa solution en rendant publique une lettre fort intéressante de lady Francis. La seconde femme de sir Philip, qui l'épousa quoiqu'il

fût septuagénaire [1], paraît une personne spirituelle et distinguée. Dans sa lettre à lord Campbell, elle prétend que son mari était Junius, non qu'il le lui eût dit, mais elle le croit; non qu'elle le sût, mais elle l'affirme. Le dernier éditeur, M. Wade, s'est adressé de nouveau à elle, et il a obtenu de nouveaux indices. Sir Philip Francis n'est jamais convenu avec personne qu'il fût Junius, mais il ne l'a jamais formellement nié. Il a laissé sa femme le croire, il souffrait qu'elle le lui dît, quoiqu'elle ne lui ait jamais adressé de question directe ni demandé de déclaration positive. Toutefois il n'hésitait pas à raconter des faits que l'auteur des lettres semblait seul pouvoir connaître. Selon lady Francis, son mari, se voyant traiter comme un simple commis, privé d'espoir de promotion, négligé même par lord Chatham, écrivit ses lettres; la première suffit pour fixer sur lui l'attention, et après qu'il eut répondu en maître à sir William Draper, *un nouveau et puissant allié lui vint en aide*. Cet allié, elle ne l'avait pas nommé à lord Campbell; elle le nomme à M. Wade : c'est lord Chatham. Elle ne sait s'il connaissait l'auteur; mais qu'il lui fît arriver des renseignements, que même quelques lettres aient, avant l'impression, passé sous ses yeux, elle n'en doute pas. Cependant sir Philip ne l'a jamais nommé, il était évidemment engagé sur son honneur au secret; mais il ne donnait à personne de complet démenti. Il avait écrit : « Seul je suis dépositaire de mon secret; il périra avec moi. » Pour tenir cette parole, il se permettait les évasions nécessaires. Ainsi, comme on lui disait que Burke était Junius :

[1] Selon lord Campbell, en 1811; selon d'autres, beaucoup plus tard, et seulement quelques mois avant la mort de sir Philip.

« Très-probablement, » répondait-il. Telle était encore sa réponse à l'éditeur du *Monthly Magazine*. « Il n'y a que les sots qui pourraient y trouver un désaveu, » aurait-il dit à sa femme. Il voyait sans impatience les efforts tentés pour le découvrir, lorsqu'ils n'aboutissaient pas à des interpellations personnelles. Il aimait à être soupçonné, pourvu qu'il ne fût pas convaincu. Il craignait les questions directes et voulait éviter les mensonges formels. Lorsque parut le second ouvrage de Taylor, il fit rayer son nom de la liste du club de Brooke, dont il était un des fondateurs, apparemment pour échapper à l'inquisition dont il allait devenir l'objet. Il avait eu soin de détruire tout manuscrit de Junius, et à la mort de Calcraft, il s'était fait rendre, pour les détruire également, tous les papiers qui l'intéressaient; mais le premier présent qu'il fit à sa femme après son mariage était un exemplaire de Junius, avec prière de ne le pas laisser voir, et après sa mort, on trouva dans son bureau un *Junius identified* de Taylor, enveloppé, scellé et adressé à lady Francis. Enfin la conviction de celle-ci paraît entière, et, selon M. Wade, une opinion conforme aurait été professée par le fils de sir Philip.

Tous ces faits paraissent donner à ses droits une grande apparence de certitude. Tout au moins doit-on admettre qu'il n'a rien négligé pour laisser s'accréditer l'opinion qui le désignait. C'est assurément la plus répandue. Cependant le doute subsiste, et dans la croyance générale, la question ne passe point pour irrévocablement résolue.

D'abord on a remarqué que les témoignages accumulés en faveur de Francis pourraient s'accorder avec une opinion intermédiaire qui a été bien des fois sou-

tenue. Les lettres de Junius pourraient ne pas être d'une seule main. Les autres lettres qui les complètent, et que l'éditeur y a réunies, les rappellent plutôt qu'elles ne les égalent. Souvent elles en diffèrent assez pour qu'on hésite à les rapporter au même auteur. Cet ensemble ne pourrait-il pas être l'ouvrage d'une association au sein de laquelle aurait dominé un grand écrivain? Francis n'aurait alors été que son collaborateur, et il aurait fini par imiter son style. Ceux qui ont écrit avec suite dans le même journal savent que la diversité des rédacteurs n'en exclut pas à la longue une certaine uniformité de diction. Francis aurait donc pu contribuer à l'œuvre de Junius soit en composant quelques lettres, soit en donnant des faits et en réunissant des renseignements, soit seulement en prêtant le secours de sa plume comme copiste et en prenant note des débats parlementaires, ce qui était alors une chose assez difficile. On sait en effet qu'il suivait les séances à cette époque, et on lui doit les extraits de quelques discours de lord Chatham. Cette collaboration d'ailleurs s'accorderait mieux avec la situation subalterne qu'il occupait encore, avec le genre et le degré de talent qu'il pouvait avoir; enfin elle expliquerait ses liaisons avec Calcraft, la destruction de certains papiers et quelques-uns des propos qu'on lui prête dans la dernière moitié de sa vie. Il n'est pas contesté que les envois de Junius à l'imprimerie n'étaient pas tous écrits de sa main, et, après s'être dit quelque part seul dépositaire de son secret, il parle à Woodfall des personnes qui assistent à la composition de ses articles (*Priv. Lett.*, n° 8). Dans ce système, sir Philip Francis pourrait être surtout le rédacteur ou le provocateur des lettres signées *Vétéran*, *Scotus* et *Némésis*, qui traitent

des affaires intérieures du ministère de la guerre.

Il nous reste à dire quelles sont, après toutes les raisons de croire, nos raisons de douter. On doit d'abord s'étonner qu'au moment où les publications de Junius occupaient le plus vivement les esprits, la curiosité n'ait pas soupçonné, ni l'indiscrétion trahi sir Philip Francis, s'il en était le véritable auteur. L'importance de la mission qui lui fut donnée pour le Bengale aurait pu mettre sur la voie; or rien n'indique que cette nomination ait été remarquée, ce qui d'ailleurs montre qu'elle n'avait rien d'extraordinaire, et affaiblit la preuve que l'on croit trouver dans l'exagération prétendue d'un avancement inexplicable, dit-on, pour tout autre que Junius. Ces places de nabab n'étaient pas alors aussi considérables ni aussi recherchées qu'elles l'ont été depuis, et Francis est venu jusqu'à l'âge de soixante-seize ans sans qu'on ait paru s'étonner que sa jeunesse en eût obtenu une. De 1767 à 1816, son nom n'a pas été prononcé à propos de Junius. Son secret, dont on veut qu'un assez grand nombre de personnes fussent instruites, a été soigneusement, religieusement gardé. C'est là, sinon une invraisemblance, une circonstance au moins singulière.

Maintenant, si c'est lui, quels motifs l'ont fait agir? On expliquerait à la rigueur comment, après avoir perdu son emploi, un homme aussi irritable se serait vengé de sa disgrâce sur le gouvernement tout entier; mais, au contraire, c'est en quittant sa place qu'il a cessé d'écrire. Fonctionnaire public, il a des devoirs à remplir, des ménagements à garder, et il poursuit des plus sanglants outrages les chefs du gouvernement qu'il sert, et particulièrement le ministre de la guerre, dont rien n'indique qu'il ait encore à se plaindre. Bien

plus, il est entré par la protection de Welbore Ellis, et à diverses reprises il en parle dans les termes les plus méprisants. Il y a dans cette conduite une déloyauté, tranchons le mot, une bassesse gratuite qu'on répugne à concevoir et qui ne se motive même pas.

On la motive apparemment par les passions et, pour ainsi dire, par le tempérament de l'auteur. Mais ce tempérament est étrange. Qu'un jeune commis soit de l'opposition, qu'il écrive en cachette quelques lignes satiriques contre ses chefs, qu'il pousse l'indiscrétion jusqu'à se servir contre eux de certaines informations qu'il doit à sa position officielle ; cette conduite, qui n'est pas irréprochable, n'a rien de fort extraordinaire. Qu'il y a loin cependant de ces malices d'un jeune homme à cette furieuse guerre déclarée avec tant de témérité, soutenue avec tant de fierté, de colère et de perfidie, à cet acharnement d'une haine superbe qui se cache derrière l'austérité des principes et la dignité du caractère! Pourquoi d'ailleurs cette inimitié si directe, si impitoyable, contre la personne même du duc de Grafton, du duc de Bedford, de lord Mansfield? On ne peut haïr ainsi que des persécuteurs ou des ennemis personnels. Comment un jeune homme, qui d'ailleurs n'est point entraîné par des idées exagérées de liberté, par des théories républicaines ou radicales, qui même la plupart du temps ne diffère du gouvernement que sur des actes particuliers ou sur des points de droit, peut-il adopter une conduite et un langage excusables tout au plus d'opprimé à tyran, surtout quand ses ressentiments au fond ont assez peu d'énergie et de solidité, pour qu'au bout de quelques mois il cesse de les exprimer, et consente à en faire le sacrifice à ceux qu'il attaquait, en recevant de leurs mains le riche

salaire de son silence? Cette légèreté dans les sentiments, cette versatilité mercenaire cadre mal, il faut qu'on l'avoue, avec l'énergie des passions.

On essaye de tout expliquer par l'admiration pour lord Chatham, par le dévouement à lord Chatham, par l'influence de lord Chatham; mais cet homme d'Etat continuait son opposition avec autant de vivacité que d'éclat longtemps après que Junius avait éteint la sienne. Jusqu'aux derniers jours de sa vie, jusqu'au mois d'avril 1778, il poussa la lutte généreuse qu'il avait entreprise, et depuis six ans sir Philip l'avait abandonnée! Et après cette indigne défection, après cet indigne marché, son patron et son inspirateur aurait persisté à lui garder son secret; il ne l'aurait pas trahi du moins par l'involontaire expression du mépris! Cet attachement d'ailleurs que sir Philip, en effet, a constamment porté à la personne et à la politique de Chatham, Junius l'a-t-il montré dans ses lettres? Bien loin de là; parmi celles qui lui ont été jusqu'ici attribuées, sous le titre de *Miscellaneous letters*, il en est où lord Chatham est vivement attaqué; nous en avons analysé quelques-unes. Il faut donc retirer d'abord à Junius les lettres signées *Poplicola*, *Anti-Sejanus*, *Downright*, contre l'avis de Woodfall, de tous les éditeurs, de presque tous les commentateurs. Nous avons nous-même conçu parfois des doutes sur l'authenticité de quelques lettres non contestées par M. Wade. Mais cette lettre du 19 décembre 1767, où Junius représente le ministère comme une bande de gens assez bas et assez traîtres pour s'enrôler sous la bannière d'un lunatique, mais cette scène intérieure d'un conseil de cabinet où Chatham est introduit en personne avec les allures ridicules d'un infirme et d'un fou, cette compo-

sition qui n'est pas contestée et qui ne peut plus l'être, maintenant que Junius l'a déclarée sienne dans une lettre confidentielle à George Grenville [1], peuvent-elles aussi être négligées comme sans importance, et concordent-elles avec le fidèle enthousiasme que lady Francis a constaté chez son mari pour celui qu'on appela tour à tour *le grand commoner* et *le grand comte?* La rancune de Junius ne se montre-t-elle pas dans la première lettre signée de son nom, quand il accuse Chatham d'avoir soutenu l'Amérique, parce qu'il était de l'opposition, et combattu Grenville, parce que Grenville était au pouvoir? Dans sa correspondance avouée, Junius ne loue Chatham que tardivement et comme à regret. Il attend la cinquante-quatrième de ses soixante-neuf lettres pour dire enfin, le 13 août 1771, qu'il doit rendre *une signalée justice à un homme qui a, il le confesse, grandi dans son estime.* Chose plus significative que toutes les lettres publiques, dans un billet particulier du 19 octobre 1770, il se plaint à Woodfall qu'on laisse passer comme de lui des articles signés *un whig*, où la politique de Chatham est préconisée, et il ajoute : « Je n'admire ni l'écrivain ni son idole. » Est-ce donc Francis qui a écrit cela?

Les éditeurs de la correspondance de Chatham sont venus fortifier de leur adhésion les suppositions de Taylor. Ils ont publié deux lettres inédites que Junius adressa secrètement à lord Chatham. Ils ont donné des spécimens d'autographes. Dans l'écriture de Francis ils retrouvent l'écriture modifiée de la main qui a tracé les manuscrits subsistants de Junius. Ils pensent donc que Francis, un des anciens secrétaires de Chatham,

[1] Lettre du 8 octobre 1768; *Grenville Papers*, t. III, p. 379.

aura compté qu'il suffirait d'une altération pour l'empêcher de reconnaître son écriture, qu'ils prétendent, eux, si bien reconnaître à présent. Et puis, pourquoi déguiser sa main? pourquoi tant de secret? Chatham n'était donc pas informé. Que devient alors cette *puissante alliance* dont parle lady Francis? Quant aux deux nouvelles lettres, la seconde au moins est parfaitement authentique. Junius qui la signe, le 14 janvier 1772, y joint les épreuves des deux épîtres à lord Mansfield et à lord Camden qui terminent sa collection. Il voudrait s'assurer en les imprimant la plus haute des approbations. Mais ce nouveau document qui concorde avec les billets écrits à Woodfall, prouverait encore que Chatham était étranger à Junius. Quant à la première lettre, qui est du mois de janvier 1768, d'un temps où le nom de Junius n'avait pas encore paru, ce n'est qu'une lettre anonyme destinée à prévenir Chatham encore ministre que ses collègues le trahissent et que le duc de Grafton traite avec les amis du duc de Bedford. La lettre est spirituelle et vraie; mais pourquoi Francis se serait-il caché pour l'écrire? Pourquoi n'aurait-il pas parlé lui-même ou bien averti Calcraft? Comment d'ailleurs se serait-il cru mieux instruit que ce dernier qui, dit-on, le renseignait? Observez que cette lettre est du temps où l'anonyme qui parle à Chatham de sa vénération, l'aurait insulté dans ses lettres publiques, et appelé dans une citation latine *Nebulo*. Les éditeurs de la correspondance de Chatham rejettent ces lettres; mais si l'écriture est une preuve suffisante pour attribuer à Francis l'avertissement confidentiel, elle devrait suffire aussi pour lui attribuer les documents publics. C'est aux amis de la mémoire de Francis de concilier tous ces faits avec les paroles qu'il prononç

devant M. Pitt à la chambre des communes : « J'espère qu'on ne trouvera pas que je manque aux convenances en disant que dans les premiers temps de ma vie j'ai eu la bonne fortune de remplir une place, peu importante en soi, mais sous les ordres immédiats du dernier comte de Chatham. Il descendait de son rang pour s'occuper de moi, et il m'a honoré de marques répétées de sa faveur et de sa protection. Avec quelle chaleur en retour j'étais attaché à sa personne, et combien j'ai conservé de reconnaissance envers sa mémoire, ceux qui me connaissent le savent. Je l'admirais comme un être grand, illustre, imparfait suivant la loi de l'humanité, mais dont le caractère, ainsi que les plus nobles produits de l'humaine nature, devait être conduit par ses éminentes qualités, non par ses défauts.... Mais il est mort, et il n'a rien laissé dans ce monde qui lui ressemble. »

On a aussi appuyé beaucoup sur un fait qui paraît prouvé, c'est que certains discours de lord Chatham, notamment ceux du 9 janvier 1770 et du 1er mai 1771, ont été conservés uniquement sur les notes de sir Philip Francis, et que, dans ses lettres de la même époque, Junius, parlant des mêmes affaires, reproduit quelques pensées et quelques expressions de l'orateur. Parmi ces coïncidences soigneusement relevées, quelques-unes, en petit nombre, sont remarquables; mais, quand elles seraient et plus nombreuses et plus frappantes, ne sait-on pas que lorsqu'une affaire se discute, il s'établit une phraséologie que tout le monde emploie, il se crée un fonds d'idées où tout le monde puise, et les discours surtout du grand orateur du moment mettent tout de suite en circulation un certain nombre de pensées et de mots qui deviennent une monnaie courante.

C'est vainement qu'on cite des phrases écrites longtemps après par Francis, et qui rappellent ses extraits de lord Chatham. La question n'est pas si Francis imitait, suivait même en tout lord Chatham ; la question se pose sur Junius. Junius était-il le copiste de Chatham, lui qui n'était pas même son prosélyte ?

Il faut ajouter que des critiques très-estimés, le docteur Parr et Charles Butler, n'ont point remarqué entre Junius et Francis de rapports de style ni d'analogies de talent. Nous devons nous récuser sur ce point délicat, mais nous ne pouvons dédaigner le témoignage de ceux qui, ayant connu Francis, le représentent comme un homme vain, indiscret, qui n'aurait pu résister aussi longtemps à la tentation de se trahir. Junius se montre partout extrêmement fier de son œuvre, et Francis était loin de la rehausser en la désavouant; car enfin il l'a toujours désavouée, même devant lady Francis. Tout ce qu'elle peut dire, c'est qu'il ne l'a pas dissuadée, et elle ne donne pas l'ombre d'une raison qui nous explique pourquoi elle ne lui a pas adressé de question positive, pourquoi il ne lui a point fait d'aveu formel. Les réticences de Francis sont à deux fins et se prêtent à des interprétations contradictoires.

Voici enfin la plus sérieuse difficulté contre les droits apparents de Francis à l'honneur qu'il a tour à tour recherché et décliné. Junius ne s'est montré constamment dévoué qu'à George Grenville. Ainsi que cet homme d'État, il a été à la fois le défenseur du parlement contre l'Amérique, et des électeurs du Middlesex contre le parlement. Tandis qu'il était au premier rang de l'opposition populaire sur les questions qui agitaient la Cité, il soutenait sur la question des colonies et même contre le gouvernement la doctrine gouverne-

mentale des droits de la mère-patrie à taxer ses colonies. Il blâmait Chatham d'avoir abandonné ce droit en principe, Rockingham et Conway de l'avoir abandonné en fait; il demeura constamment inflexible sur ce point. Or Francis, en 1796, s'écriait en pleine chambre des communes qu'il déclarait dans les principes et le langage de lord Chatham qu'il se réjouissait que l'Amérique eût résisté, et que sa résistance était fondée sur son droit de se taxer elle-même.

Junius, au contraire, ne paraît revenir à lord Chatham que vers l'époque où il se mêle activement des affaires de la Cité. Chatham alors, par l'intermédiaire de Beckford et de Sawbridge, agitait la ville, et soulevait toutes les puissances municipales à l'appui de l'opposition parlementaire. Junius s'efforce d'unir Sawbridge et Wilkes, duquel il s'est rapproché, après l'avoir tenu d'abord à distance ; mais à cette époque même, on ne le voit ni vanter, ni soutenir, ni seconder les alliances et les combinaisons par lesquelles, dans les deux chambres, l'opposition espérait enfin triompher, et il ne paraît pas entrer dans cette association puissante dont les Pitt, les Grenville, Richmond, Rockingham, Shelburne, Camden, Barré, Dunning, Burke étaient les chefs et les orateurs. Il se tient dans une sorte d'indépendance et d'isolement, et semble traiter avec tout le monde de puissance à puissance. Est-ce bien l'attitude d'un obscur et jeune client de tel ou tel de ces hommes d'État, initié, par un hasard de position, à des intérêts politiques qui ne sont pas les siens, épousant pour un temps leurs sentiments, mais les outrant jusqu'à la violence, et leur prêtant, au grand péril de son repos et de sa sûreté, le secours d'une plume complaisante, qu'il était prêt à briser à la première tentation de la

fortune? D'où lui peut venir cette connaissance de l'intérieur du palais, des actions, des sentiments, des mœurs de la famille royale, de l'éducation et du caractère du roi lui-même, qu'il met souvent en scène, et sur lequel il semble vouloir agir directement, comme sur un homme dont il aurait suivi jour par jour tous les mouvements? Quand il parle de George III, on dirait qu'il a vécu avec celui qu'il juge. En le peignant, il semble épancher des souvenirs, quelquefois des ressentiments personnels, et adresser quelques-uns de ses traits les plus aigus aux côtés secrets et sensibles du caractère et de la vie d'un monarque dont il n'ignore aucun préjugé, aucun travers, aucune faiblesse. Enfin, si Francis est l'homme que nous cherchons, il faut renoncer aux opinions jusqu'à présent admises sur l'âge, la fortune, la situation sociale de Junius. On a vu qu'il fait entendre dans sa correspondance publique ou privée qu'il est assez avancé dans la vie, qu'il est riche, indépendant de position, destiné à un grand avenir, capable de protéger ses amis, et peut-être déjà membre de la chambre des communes, quoique ses billets particuliers rendent ce point douteux. Il dit quelque part que s'il était découvert, il serait frappé par un bill d'attainder, genre de poursuite qui ne va guère qu'aux grands personnages. Sir Philip Francis aurait-il parlé ainsi?

Ce sont là peut-être des raisons de douter, au moins des difficultés à résoudre. Toutefois l'enquête a jusqu'ici tourné au profit de sir Philip Francis, et l'opinion des habiles comme l'opinion commune est pour lui. On a remarqué que d'éminents jurisconsultes ont trouvé qu'il y avait preuve faite dans ce sens, témoins lord Erskine, lord Brougham, lord Campbell. Des magis-

trats ont dit qu'il n'en fallait pas plus pour condamner un homme à mort. Sir James Mackintosh, lord Mahon, M. Macaulay ont prononcé le même arrêt. Là où de tels hommes affirment, il faut un peu d'audace pour douter encore.

VIII

LORD GEORGE SACKVILLE.

Nous ignorons quelle est la conviction du lecteur; il nous permettra maintenant de poser en regard d'une première hypothèse un autre système qui pourrait être le véritable, si l'on s'attachait uniquement aux vraisemblances morales, et qui met en lumière un des hommes les plus marquants de l'époque.

Dans un de ses billets à Woodfall, Junius lui dit, le 21 juillet 1769 : « Ce Swinney est un misérable, mais dangereux sot. Il a eu l'impudence d'aller trouver lord George Sackville, à qui il n'avait jamais parlé, et de lui demander s'il était ou non l'auteur de Junius. Prenez garde à lui. »

Ce Swinney était un poëte obscur; Junius savait qu'il n'avait jamais parlé à lord George Sackville[1], et qu'il venait de lui faire tout récemment une indiscrète ques-

[1] Ce point est douteux. On croit que ce Swinney avait été, comme ecclésiastique, attaché à un régiment sous les ordres de Sackville.

tion. Junius est inquiet de sa curiosité; il prend soin de prémunir contre toute enquête le seul homme qui sache quelque chose, c'est-à-dire son imprimeur. Swinney voulait vérifier une supposition. Si cette supposition est fausse, pourquoi Junius en est-il si fort alarmé? Craindrait-il qu'elle ne conduisît à quelque autre, ou plutôt serait-elle sur la trace de la vérité? Dès lors quelques-uns le croyaient ainsi. Ce fut l'avis de sir William Draper, dès qu'il sut la dénégation formelle de Burke. Il est déjà remarquable qu'au milieu même du fracas produit par les mystérieuses lettres, un instinct trop singulier pour être insignifiant ait porté l'attention sur le nom alors célèbre et compromis de lord George Sackville.

On a dit que l'imprimeur Woodfall, dans ses conversations, ne repoussait nullement cette idée, et si le docteur Good, qui écrivait sous les yeux de son fils, s'étend peu sur les droits de ce nouveau prétendant, il les combat légèrement après avoir admis de fortes vraisemblances. On dirait qu'il croit un peu ce qu'il réfute. Dans le *Royal Register* de 1781, William Combe, connu sous le nom du docteur Syntax, disait, du vivant du noble lord, que les conjectures de beaucoup de politiques se dirigeaient sur lui. Longtemps après, les recherches de Taylor parurent; mais elles ne convainquirent pas John Foster, qui se prononça pour lord George Sackville, et en 1825, dans un ouvrage spécial imprimé chez Woodfall, George Coventry développa les mêmes conclusions, que reprit trois ans après un anonyme américain, dans un *Junius unmasked* publié à Boston. Charles Butler, qui reste indécis, semble préférer à l'opinion de Taylor celle de Coventry, et nous trouvons celle-ci parfaitement développée dans l'his-

toire de Junius que M. John Jaques a donnée en 1843.

Le troisième fils de Lionel Cranfield Sackville, premier duc de Dorset, était né à Londres le 26 juin 1716. Filleul du roi George Ier, après de premières études à l'école de Westminster, où il se distingua surtout par son goût pour l'histoire d'Angleterre, il suivit en Irlande son père, nommé lord-lieutenant en 1730, et y finit avec éclat son éducation au collége de la Trinité de l'université de Dublin. Sa passion pour les classiques de l'antiquité le conduisait à admirer, à envier les caractères des héros d'Homère, et, dit-on, à rendre un culte au dieu de la vengeance, la vraie divinité de l'Iliade. A l'âge de vingt et un ans, il reçut une commission dans l'armée, accompagna son père dans un voyage en France, puis, comme lieutenant-colonel d'un régiment d'infanterie, il suivit George II dans le Hanovre, et se distingua à la bataille de Dettingen entre lord Granby et lord Townshend. Or Junius dit quelque part qu'il a servi sous le dernier.

Aide-de-camp du roi à la bataille de Fontenoy, lord George combattit sous le duc de Cumberland les Écossais rebelles, et, par ses blessures comme par ses services, il obtint à Culloden les louanges de son général, qui le fit nommer colonel. On sait avec quelle sévérité le vainqueur châtia les Écossais, et Junius parle d'eux avec le ton d'un ennemi, pendant qu'il cite l'état-major du duc de Cumberland comme *la grande école de l'instruction militaire et des sentiments loyaux.* Après avoir suivi son général sur le continent, dans les campagnes de 1747 et de 1748, Sackville entra au parlement, s'y fit remarquer dans quelques discussions, et fut, en 1751, envoyé comme secrétaire de l'Irlande auprès de son père, qui y gouvernait encore. « C'est un

homme d'un talent réel, d'une bravoure distinguée et d'une honorable éloquence, dit Horace Walpole, mais ardent, hautain, ambitieux et obstiné. » A la suite d'une querelle avec le parlement irlandais, sa famille quitta le pays, profondément blessée; quant à lui, de retour en Angleterre, il s'éleva de plus en plus tant dans l'armée que dans le parlement. « Il montait peu à peu au premier rôle, dit encore Walpole. » Ses rapports avec les hommes principaux de la politique, et particulièrement avec Pitt, en faisaient un personnage très-influent dont l'avis était compté dans tous les arrangements ministériels. Il fut même, en 1757, au moment d'entrer comme secrétaire de la guerre, avec George Grenville comme chancelier de l'échiquier, et l'on sait qu'il resta constamment attaché à la politique de cet homme d'État. Dès lors, il était membre du conseil privé et lieutenant général de l'artillerie, sorte d'emploi politique qui associait au ministère. Le grand âge du maréchal Ligonier, son seul supérieur, le crédit dont il jouissait auprès de lui et des autres chefs de l'armée, semblaient le réserver à la plus haute fortune militaire; mais Walpole ajoute que *son naturel impétueux ne pouvait être gouverné.*

La guerre l'appela bientôt hors de son pays; il fit partie de l'expédition maritime contre Saint-Malo; puis, las de ce qu'il appelait un métier de boucanier, il passa en Allemagne, où il eut le commandement de toute la cavalerie de l'armée anglo-hanovrienne. Le prince Ferdinand de Brunswick était son général en chef; Granby, son premier subordonné. Son caractère indocile et altier ne le fit aimer ni de l'un ni de l'autre. Le 1er août 1759, à la bataille de Minden, il était en réserve avec sa cavalerie, lorsqu'au milieu de l'action

le prince envoya coup sur coup deux aides-de-camp pour lui donner l'ordre de marcher. Lord George prétendit que l'ordre était obscur, contradictoire : il discuta, il hésita, et pendant qu'il se rendait auprès du prince pour s'en éclaircir, Granby, son second, fit le mouvement commandé et se couvrit de gloire ; mais un temps précieux avait été perdu, et ce retard rendit la victoire moins complète. Quoi qu'il en soit de cet incident militaire encore obscur et débattu, une sorte de clameur s'éleva dans l'armée contre lord George Sackville ; on se vengea sur son honneur des torts de son caractère. On l'accusa de jalousie, d'entêtement, d'irrésolution ; on alla même jusqu'à mettre en doute un courage dont il n'avait, disait-on, que l'orgueilleuse apparence. Il était aussi haï que Granby était populaire ; son avancement avait été rapide, on l'attribuait à sa position parlementaire, à la faveur de Pitt, de qui l'on assurait qu'il avait obtenu son commandement à l'insu du roi. Il fut obligé de quitter l'armée, revint en Angleterre et demanda des juges. On commença par lui retirer son poste de lieutenant général de l'artillerie, son régiment de dragons, même son grade d'officier général, et ce fut le secrétaire de la guerre, lord Barrington, qui lui signifia les volontés du gouvernement. Pitt, alors à l'apogée de son pouvoir, ne le défendit pas. Par politique comme par patriotisme, il tenait à sa popularité dans l'armée ; il aimait la bravoure et le succès ; il fit assurer le prince Ferdinand qu'il aurait satisfaction. L'opinion se déclara dans le même sens ; une vive controverse s'éleva ; des écrits contradictoires furent publiés, quelques-uns très-malveillants contre le patricien atteint dans son honneur. Enfin il comparut en mars 1760 devant une cour composée de seize

officiers dont dix étaient Écossais. Les principaux témoins entendus furent le marquis de Granby, qui le ménagea, et un frère du duc de Grafton, le lieutenant colonel Fitzroy. Cet officier, dont Sackville avait invoqué le témoignage, ne lui fut nullement favorable. Au lieu de se défendre avec simplicité, avec modestie, l'accusé prit un ton de maître; il se montra vif et spirituel, mais méprisant et moqueur. Il fut convaincu de désobéissance et déclaré incapable de servir désormais à un titre militaire quelconque. « Pendant tout le cours des débats, écrivait Walpole, il attaquait le juge, l'accusateur, l'instruction. Réellement, un homme ne saurait manquer de courage, quand il en peut montrer autant dans une situation pareille. Sans grand effort d'héroïsme, j'aurais, je crois, bien mieux aimé mener la cavalerie à la charge que d'aller à White-Hall pour être déchiré comme il l'a été. Même, j'aurais cru ma vie moins en danger; mais c'est un homme extraordinaire, et, je vous le dis, nous entendrons encore parler de lui. » On lit dans une lettre de Gray le poëte : « Que va-t-il faire de sa personne? nul ne le prévoit. La contenance assurée, les regards de vengeance, de mépris et de supériorité qu'il jetait sur ses accusateurs ont fait l'admiration de tout le monde; mais il n'a pas montré son art et son talent ordinaires. En résumé, sa cause ne le soutenait pas. Vous penserez peut-être qu'il a l'intention de voyager et de cacher sa vie; au contraire, tout le monde lui rend visite à l'occasion de sa condamnation. »

Cependant il ne s'en releva pas. Le peuple était contre lui, et regrettait qu'il n'eût pas eu le sort de l'amiral Byng. Le roi, qui avait pesé sur ses juges, confirma la sentence dans les termes les plus durs, la déclarant

dans sa décision officielle *pire que la mort pour tout homme doué de quelque sentiment d'honneur.* Il distribua à ses rivaux ses nombreux titres ou emplois, à Granby, à Townshend, au duc de Bedford, qui devint lieutenant-général, et qui le remplaça comme gardien suppléant du parc du Phénix à Dublin, une de ces sinécures fort appréciées, et qu'acceptaient les premiers ministres. Le roi choisit encore pour aide de camp le colonel Fitzroy, avança John Barrington, parent du secrétaire de la guerre ; enfin, non content de rayer le nom de Sackville de la liste du conseil privé, il lui interdit de paraître à la cour. Défense fut faite à la princesse de Galles, douairière, ainsi qu'à son fils, de le recevoir, et lord Bute, qui passait pour son ami, lui ferma Carlton-House, où il était reçu jusqu'alors dans une sorte d'intimité. L'année suivante, à l'avénement de George III, il crut pouvoir se présenter; mais les ministres s'en indignèrent comme d'un manque de respect envers la mémoire du feu roi, et ce même lord Bute, qui d'abord l'avait admis, fut chargé de lui signifier son exclusion. En 1765, on parut se relâcher de cette rigueur : il rentra au conseil privé, il fut un des vice-trésoriers de l'Irlande ; mais, l'année d'après, un nouveau ministère le dépouilla encore de ces titres. Ainsi, pendant longtemps, le souvenir de son fatal procès le retint dans l'isolement et dans l'obscurité, et semblait, comme un fantôme, se dresser devant lui, et l'arrêter toutes les fois qu'il essayait de refaire quelques pas dans la carrière politique. Pendant ses cinq premières années de retraite, on dit qu'il se livra tout entier à la culture des lettres, et développa par l'étude les rares talents qu'il tenait de la nature et de l'éducation. Cependant il était demeuré membre des com-

munes, mais il figurait peu à la chambre. C'est en 1766, sous le ministère du duc de Grafton, qu'après le retour d'une ombre de faveur, il fut obligé d'abandonner ses deux titres sans fonctions, et c'est le 28 avril 1767 que parut la première lettre attribuée à Junius.

Ici de nombreux rapprochements se présentent. Un homme de plus de cinquante ans, d'une noble famille, d'un haut rang, ayant passé par la guerre et les affaires, l'égal des grands personnages politiques de son temps, naguère leur émule, leur conseiller ou leur ami, brisé dans sa fortune et son ambition par une accusation qui touche à l'honneur, et que son orgueil ou même sa conscience appelle une iniquité, interdit pour ainsi dire de toutes choses en se sentant capable de toutes choses, fier, malveillant, emporté, railleur, éloquent, ayant amassé, dans les ennuis d'une disgrâce cruelle, avec des trésors de haine, de puissants moyens de représailles, sort enfin de son repos et entreprend de rendre le mal pour le mal à ceux qu'il nomme ses persécuteurs. Mais il ne peut leur nuire s'il se montre; il est désarmé s'il est connu : il faut qu'il se cache pour frapper, et que, retranché dans un poste impénétrable, il lance des traits plus sûrs et plus empoisonnés. Là, dans la nuit qu'il s'est faite, il se résigne à tout supporter, les mépris, les affronts, les défis, pourvu qu'il blesse, pourvu qu'il désole ceux qu'il déteste. Sa haine et son orgueil le décident à dévorer toutes les bassesses d'un pareil rôle; il l'ennoblit en quelque sorte en le rendant terrible. Il se fait plus craindre encore que mépriser, et rien ne lui coûte à sacrifier des scrupules de l'honneur et de la justice, pourvu qu'il les immole sur l'autel du dieu des héros d'Homère, la Vengeance.

Voilà comment on concevrait le personnage de lord George Sackville, s'il était en effet le héros de cette singulière histoire. Il n'est pas besoin de remarquer que ses inimitiés concordent en général avec celles de Junius. Même communauté d'opinions. Il était whig et peu démocrate, n'ayant rien de populaire que les principes. Pour l'âge, le rang, la fortune, l'aversion des Écossais, la connaissance de l'armée et des affaires militaires, les réminiscences des universités d'Irlande, l'expérience de la cour et du parlement, lord George reproduit Junius. Il était d'une haute taille, sa tournure était distinguée. De 1763 à 1772, on croit avoir la preuve qu'il ne s'éloigna guère de Londres. Du moins suivit-il exactement la chambre des communes. On ajoute qu'il logeait dans Pall-Mall, et un des billets de Junius à Woodfall, un seul, il est vrai, est imprudemment daté : *Pall-Mall.*

A propos de la résidence de Junius, c'est le lieu d'éclaircir un petit fait qui a beaucoup occupé les commentateurs. Le 8 novembre 1771, Junius écrit en grand secret à son imprimeur de se garder de Garrick, qui est venu *pour le pomper,* et qui a couru à Richmond informer le roi que Junius n'écrirait plus. Le jour suivant, il lui dépêche pour le pauvre acteur un billet insultant qu'il le force à lui transmettre, et où il cherche, en l'appelant *vagabond,* à l'intimider par de rudes menaces. Son inquiétude égale sa colère. Il y revient pendant plus de trois semaines et multiplie les précautions, tant il craint d'être deviné. L'affaire n'était pas fort grave. Garrick, lié avec Woodfall, avait une part dans la propriété du *Public Advertiser*, et c'était l'imprimeur qui, s'occupant alors de l'édition complète, avait appris à son associé, spontanément et sans

aucune intention, que Junius allait cesser d'écrire. Garrick en avait, dans sa correspondance, fait part à ses amis comme d'une nouvelle intéressante, et notamment à l'un d'eux qui se trouvait à Richmond, un certain Ramus, page du roi. Le courroux de Junius était donc aussi peu fondé que ses craintes, et il en fut pour ses frais d'injures et de malédictions. Maintenant, les commentateurs se sont demandé comment il avait pu être averti si vite des nouvelles qui parvenaient au roi. M. Wade dit que sir Philip Francis était lié avec Garrick, qui fréquentait la maison de lord Holland, ou plutôt que ce dernier avait pu tenir la nouvelle du roi lui-même et la transmettre à son chapelain, le père de Francis. M: Jaques, au contraire, établit qu'à cette époque, lord George Sackville habitait dans le parc de Richmond une maison du poëte Thompson qu'on y montre encore, et que, par les relations qu'il devait avoir conservées dans l'intérieur du palais, il pouvait à point nommé être informé de tout ce qui s'y passait. Il avait entre autres pour ami sir Jeffrey Amherst, aide de camp du roi, et dont la famille, originaire du Kent, était voisine de la sienne. Ajoutons immédiatement que ses relations étaient également intimes avec l'alderman Sawbridge, du même comté, à ce point qu'il lui céda une fois son siége au parlement. Enfin il était fort lié avec d'Oyley, dont il fit plus tard, étant ministre, son secrétaire de confiance. Or, d'Oyley, Sawbridge, Amherst, ce sont tous trois autant de protégés de Junius.

Le premier surtout paraît être entré si avant dans l'intimité de lord George, qu'on a imaginé qu'il pouvait être dans la confidence de son secret et lui servir d'aide ou de copiste. Le rang de lord George s'accorde assez bien avec la supposition d'un Junius entouré

d'auxiliaires à ses ordres, et les services de d'Oyley expliqueraient suffisamment la chaleur avec laquelle son protecteur l'aurait vengé de lord Barrington. Junius, qui prétend quelquefois n'avoir pas de confident, parle cependant à son éditeur, dans un billet du 18 janvier, du *gentleman* qui se charge du transport de leur correspondance, et l'on comprend en effet que ce ne pouvait guère être un grand personnage, comme le fils du duc de Dorset, qui fît, à cinquante-six ans, les courses et les commissions indispensables. Il fallait un intermédiaire et qui ne fût pas un domestique. Ce pouvait être d'Oyley ou même Francis; mais quel eût été le gentleman dont Francis se fût servi? Francis se fût servi lui-même. Et alors il faut toujours qu'il ait joué la comédie, lorsqu'il parle en homme d'âge et d'importance, et qu'il dit par exemple à Woodfall : « Après une longue expérience du monde, j'affirme devant Dieu que je n'ai jamais connu un coquin qui ne fût malheureux. »

Nous indiquerons sur-le-champ quelques objections. La première, et elle est forte, la seule même que mette en avant le docteur Good, s'appuie sur un passage de la scène, déjà citée, où un anonyme fait figurer les principaux membres du ministère. Lord Townshend, fort embarrassé, y dit ces mots : « Je crois que la meilleure chose que je puisse faire est de consulter mylord George Sackville. Son caractère est connu et respecté en Irlande autant qu'il l'est ici ; je sais qu'il aime à être posté sur les derrières aussi bien que moi. » Si cette scène est de Junius, j'ai peine à en croire ceux qui veulent que lord George, pour détourner les soupçons, ait eu le triste courage de faire une plaisanterie sur son honneur. Il est vrai que M. Jaques penche à rejeter

comme apocryphe ce dialogue satirique et qui n'est qu'une continuation de la lettre des portraits du *Corrége*, lettre que M. Wade rejette à son tour comme injurieuse pour lord Chatham. Mais depuis la publication des *Grenville Papers*, l'authenticité de ces deux pièces n'est plus contestable.

Une autre objection se présente et elle nous paraît fort sérieuse. Aucune preuve n'est donnée du talent d'écrire de lord George Sackville. Il passait pour un homme d'un esprit très-distingué ; il parlait bien et brillait parmi les habiles du parlement. On citait son instruction littéraire, quoique lord Mahon la conteste ; en tout cas, il n'a fait aucun ouvrage ; il n'était pas un auteur de profession, il écrivait peu. Sa lettre sur son procès à lord Fitzroy est assez médiocre, et ce qu'on a pu connaître de sa correspondance officielle ne porte point de traces d'un style original. Ce n'est pas une preuve qu'il ne sût pas au besoin bien écrire, mais c'est une raison de douter ; nous devons dire que l'on cite de lui quelques fragments de discours remarquablement bien tournés. « Mais ce qu'on cite, dit M. Jaques, ne serait pas une bonne pierre de touche pour juger de ce qu'il était capable de faire, excité par les passions les plus puissantes de notre nature. On peut accorder que, malgré les talents reconnus et les ressources acquises de lord Sackville, c'est seulement inspiré par le démon de la vengeance qu'il s'est surpassé lui-même, et qu'il a déployé contre les auteurs de ses disgrâces cette énergie presque surnaturelle qui éclate si visiblement dans les lettres de Junius. C'est ainsi qu'un homme, sous l'influence de l'opium, sent, à ce qu'on dit, ses facultés s'aiguiser et s'exalter à un degré extraordinaire, et entre, pour un court espace de temps, en possession de

visions extatiques de joie et de bonheur qui feront inévitablement place aux sensations les plus déprimantes de l'horreur et du désespoir. » Ce passage semblera peut-être une preuve que l'écrivain lui-même n'était pas un excellent connaisseur en l'art d'écrire. Nous avouons que l'absence de titres bien établis sous ce rapport est une difficulté capitale contre lord George Sackville. Cependant l'objection ne paraît pas avoir touché beaucoup Charles Butler, le docteur Parr, John Foster, qui sont juges compétents en matière de littérature, et du vivant de lord George on ne voit pas que personne ait trouvé invraisemblable qu'il écrivît aussi bien que Junius. Il est certain que ses contemporains avaient de lui la plus haute idée. C'est l'Agamemnon du jour, dit une fois lord Chatham. Il est d'ailleurs remarquable que, dès l'apparition des premières lettres, lord George ait été soupçonné. Dans la querelle avec sir William Draper, un certain *Titus* intervint et envoya au *Public Advertiser* un lettre où on lit : « Vous savez, Junius, que Granby sait obéir,... qu'il ne discute pas les ordres de ses supérieurs,... qu'il n'a pas eu peur de conduire la cavalerie à Minden. » *Titus*, évidemment, croyait parler à Sackville. Aussitôt, Junius irrité joint à sa cinquième lettre ce post-scriptum : « J'ai résolu de laisser le commandant en chef jouir en paix de son ami et de sa bouteille ; mais *Titus* mérite une réponse, et il l'aura complète. » Or cette réponse ne parut jamais. En y réfléchissant mieux, Junius se tut. Le sujet était brûlant pour Sackville.

A défaut des styles, on voudrait pouvoir comparer les écritures. Les spécimens de celle de sir Philip Francis ont donné lieu à des rapprochements qui sont presque des preuves. Ces preuves ont même servi à faire de

Francis un secrétaire de Sackville, hypothèse que rien ne contredit absolument; mais de la main du dernier aucun billet avoué n'a été produit, pas même par M. Good, ni par les Woodfall, que Sackville avait eus pour imprimeurs lors des publications qu'il fit pour son procès. On prétend toutefois que son écriture ressemble à celle de Junius, qui d'ailleurs n'a rien d'original, et qui rappelle plusieurs écritures du temps. Foster a demandé vainement, il y a trente-huit ans, qu'on fît connaître la main de lord George, et quand M. Coventry s'adressa au dernier duc de Dorset pour obtenir des lettres de son père, Sa Grâce lui répondit qu'elle n'en avait aucune. Elle ajouta que lord Sackville était un homme bien injustement traité. Peut-être lord Amherst ou lord De Lawarr qui représentent maintenant, grâce à leurs mariages, la maison de Dorset, seront-ils en mesure de donner aux futurs critiques un peu plus de satisfaction.

M. Jaques, à qui nous empruntons presque toutes ces observations, en ajoute bon nombre d'autres qu'on peut voir dans son livre: une seule doit encore être relevée. Lord George Sackville haïssait lord Mansfield, avec qui, d'ailleurs, il n'était pas sans relations; on suppose que l'habile magistrat avait été en même temps son conseiller et le conseiller du gouvernement dans les poursuites intentées contre lui. Le fait certain, c'est qu'à la séance du 6 décembre 1770, où une enquête fut demandée sur l'administration de la justice criminelle, lord George, dans un discours plein d'une amère ironie, appuya la motion en feignant d'épouser les intérêts de lord Mansfield, contre qui elle était dirigée, et Junius, dans sa lettre du 13 suivant, triomphe du résultat de cette séance: il insiste sur ce qu'elle a de

cruel pour le juge inculpé. « Sache la postérité, dit-il, que lorsqu'il était attaqué avec tant de véhémence, pas un ministre n'a dit un mot pour le défendre. »

Enfin, on ne peut omettre un fait assez remarquable. En 1774, Woodfall fut mis à l'amende par la chambre des communes pour lui avoir manqué de respect en publiant indûment ses débats, et quand une pétition fut présentée en son nom pour implorer la clémence de la chambre et la remise de la peine, le seul orateur qui se leva pour la soutenir fut lord George Sackville ; mais ce fait appartient à sa vie ultérieure, dont il faut aussi dire quelques mots.

Peu après que le *Public Advertiser* cessa de recevoir les communications de Junius, la question américaine prit une importance capitale et devint le sujet des plus grands débats et le thème favori de l'opposition. Or, ainsi que Junius, lord George ne pensait pas comme l'opposition, comme celle du moins de Chatham et de Camden, de Rockingham et de Shelburne, de Burke et du colonel Barré ; il demeura fidèle à la politique de Grenville, et maint discours dans les recueils parlementaires atteste cette fidélité. L'autorité et la vivacité qu'il portait dans ce débat ne pouvaient manquer de le séparer de l'opposition et de le rapprocher insensiblement du ministère. Lord North rendit plus d'une fois hommage à la justesse de ses vues, et se félicita d'avoir dans cette question son appui. Une résistance inflexible aux prétentions des Américains était un titre certain à la faveur royale, et lorsqu'en 1775, le duc de Grafton sortit du cabinet en déclarant qu'il ne pouvait le suivre plus longtemps dans la conduite de cette affaire, lord Dartmouth, pour le remplacer au sceau privé, quitta les fonctions de secrétaire d'État des colo-

nies, et celles-ci furent données à lord George Germaine; c'était le nom que par suite d'un héritage avait pris lord George Sackville. Cette promotion ne passa point sans difficulté et donna lieu à plus d'un débat pénible pour le nouveau ministre. De tristes souvenirs furent évoqués. Il se maintint cependant, et dirigea durant sept années le département le plus important. Son administration ne fut guère qu'une suite de revers. Il y montra beaucoup de fermeté, une grande application, un certain esprit de commandement, et il se défendit avec force et même avec succès contre toutes les attaques; mais sa hauteur, sa raideur, sa partialité, qui le rendait inaccessible aux conseils, exclusif dans ses choix, obstiné dans ses plans, tous ces défauts, qui s'accordaient avec les préjugés du roi et même de la nation, éclatèrent dans sa conduite ministérielle et contribuèrent sans aucun doute aux échecs qu'éprouva l'Angleterre. Enfin son orgueil et celui de sa patrie furent punis. Quand Lafayette eut enfermé lord Cornwallis dans York-Town, où Washington et Rochambeau le forcèrent à capituler, la Grande-Bretagne dut céder, et le ministère de lord North se retira. Un mois avant ses collègues, lord George Germaine avait déposé les sceaux de secrétaire d'État et obtenu pour récompense la pairie avec le titre de vicomte Sackville. On sait que Rockingham et Shelburne furent les ministres de la paix.

A partir de cette époque, lord Sackville vécut encore trois années. Il passa tout ce temps dans la retraite. La vieillesse était venue, la santé déclinait. Un écrivain connu par d'agréables ouvrages, Richard Cumberland, a laissé des mémoires intéressants où il raconte avec de précieux détails cette dernière partie de la vie d'un

homme qui ne fut guère aimé que de lui. Lord Sackville l'avait accueilli avec bonté, bien placé dans son ministère, et il finit par l'admettre intimement dans sa maison. Là, suivant cet intelligent témoin, son humeur était grave, mélancolique ; mais l'âge lui avait donné de la résignation et du calme. Bon et charitable pour les petits, il était réservé et imposant avec tous. Sa parole brève et précise commandait le respect ou le silence. Dans sa filiale reconnaissance, le jeune Cumberland, on le sent bien, ne jugeait pas son noble protecteur. Il était à mille lieues de se rendre compte de ses antécédents, ainsi que nous l'avons fait. Il n'avait même jamais entendu dire que lord Sackville eût été soupçonné d'être Junius, lorsque ce dernier, peu de jours avant sa mort, le lui dit en plaisantant. Mais la conversation n'alla pas plus loin ; Cumberland ne lui fit aucune question, la chose ne lui paraissant pas avoir besoin d'être désavouée, parce que, dit-il, il n'y pas lieu de nier une impossibilité. Peu après, il se passa pourtant une scène qu'il raconte fort bien et qui nous paraît significative et saisissante. Lord Sackville se mourait dans son château de Stoneland, lorsqu'il apprit que lord Mansfield était à Tunbridge dans son voisinage, et il le fit prier par Cumberland de le venir voir une dernière fois. Lord Mansfield y consentit, et à peine était-il entré dans le salon, qu'il vit paraître lord Sackville, dont la respiration faible et les traits altérés annonçaient la fin prochaine. Il fut troublé à cette vue et ne put retenir un mouvement d'horreur *qu'un homme ferme ou qu'un ami n'aurait pas montré.* Il demeura muet. Dès que Sackville put parler, il s'excusa de l'avoir troublé et de se montrer à lui dans un tel état. « Mais, mon cher lord, dit-il, quoique je n'eusse

pas dû vous imposer la pénible obligation de faire une dernière visite à un mourant, je désirais avec tant d'anxiété vous faire mes sincères remercîments pour vos bontés envers moi, pour toutes les sortes de bienveillant appui que vous m'avez données dans le cours de ma malheureuse vie, que je n'ai pu vous savoir si près de moi sans vouloir vous assurer de l'invariable respect que j'ai toujours conçu pour votre caractère, et sans vous demander de la manière la plus sérieuse votre pardon (*forgiveness*), si jamais, dans les fluctuations de la politique et la chaleur des partis, j'ai paru à vos yeux en de certains moments de ma vie injuste pour votre grand mérite et oublieux de vos nombreuses bontés. » Tels sont les termes transcrits par Cumberland, qui les avait entendus. Lord Mansfield fit une réponse convenable et parfaitement satisfaisante, mais ne parut pas disposé à prolonger l'entretien. Lord Sackville ne le pressa pas de rester et le laissa partir. Il dit ensuite une fois que lord Mansfield avait été bien obligeant, puis il n'en parla plus. Quelques jours après, avant de recevoir le sacrement, il déclara qu'il était en paix avec tout le monde, mais il confessa qu'en un seul point cela lui coûtait un rude effort (*in one instance only it cost him a hard struggle*). Dans ses dernières paroles à son jeune ami, il dit : « J'ai l'espoir et la confiance d'être préparé pour l'autre vie. Ne me parlez pas de tout ce qui se passe dans la santé et l'orgueil du cœur. Voici le moment où un homme doit être jugé (*searched*), et rappelez-vous que je meurs, comme vous me voyez, avec une conscience en repos et content. » Il expira le 25 août 1785.

Faire de Sackville Junius est une idée dramatique. Il semble que la connaissance du cœur humain la sug-

gère et la justifie, et l'on voudrait qu'elle fût fondée; mais, outre qu'elle n'est appuyée d'aucune preuve directe, elle est sujette à de grandes difficultés : on en a vu quelques-unes. Sir James Mackintosh, que le libraire Murray avait prié d'examiner l'ouvrage de George Coventry où elle était soutenue, l'a combattue fortement. Il remarque d'abord que lord George Sackville pouvait avoir de profonds ressentiments contre George II, mais n'en devait conserver aucun contre George III ni contre lord Bute, qui n'avait été pour rien dans sa disgrâce. Il devait être ulcéré contre Pitt, ulcéré sans retour ni pardon possible. Le marquis de Rockingham et ses amis avaient droit à sa gratitude, et Junius ne les ménage pas. On ne saurait expliquer chez Sackville des relations actives avec Wilkes et les démocrates de la Cité, non plus qu'une haine violente contre les ducs de Bedford et de Grafton, et rien n'est moins prouvé que la participation hostile de lord Mansfied à son funeste procès. Quoique M. Croker se soit montré favorable dans le *Quarterly Review* à la cause de lord Sackville, il est sûr qu'elle a perdu du terrain dans ces derniers temps, et elle frappe plus l'imagination qu'elle ne satisfait le raisonnement. Un argument nous touche, c'est qu'on ne prouve pas que Sackville fût un habile écrivain. Il est vrai que Junius n'a probablement donné d'autre preuve de son talent que ses lettres. C'est là au reste une des singularités d'un ensemble de faits où tout est singulier.

IX

DERNIÈRES RECHERCHES. — BARRÉ, POWNAL, LORD LYTTELTON, LORD TEMPLE.

On a vu que les premières recherches sérieuses remontent au docteur Mason Good, qui peut avoir eu les confidences des imprimeurs Woodfall. Depuis lors, l'enquête continue, les conjectures se multiplient. Hessey et Taylor nomment Francis en 1813 et en 1816, sans que leur version empêche d'autres versions d'éclore. Mais dès que lord Brougham a parlé (1817), Francis reste pendant quelques années sans compétiteurs, et obtient encore en 1822 l'important suffrage du pseudonyme Atticus Secundus dans son édition de Junius. Trois ans après, George Coventry présente l'hypothèse favorable à Sackville, hypothèse soutenue en 1828 par des Américains, dans un *Junius démasqué* imprimé à Boston, et dans la *Revue de l'Amérique du nord*. M. Croker, dans le *Quarterly Review* de 1840, s'est encore déclaré dans le même sens.

Mais la concurrence entre ces deux rivaux n'a point mis obstacle à celle d'une foule d'autres prétendants. Nous les passerons sous silence, même Lauchlin Macleane, qui a joui un moment d'une certaine faveur, grâce à la protection de sir David Brewster, appliquant à ce problème d'histoire littéraire les méthodes inductives d'un habile physicien. Omettons encore Horace Walpole, pour qui M. Charles Grey s'est prononcé. Walpole écrit bien; son esprit est piquant, mordant, dédaigneux; mais l'élégant amateur des arts et des lettres, l'homme du monde oisif et moqueur, whig fidèle, mais dégoûté, qui ne se refusait aucun des divertissements de l'esprit, n'avait de Junius ni toutes les opinions, ni toutes les haines, ni les violentes passions. Il ne pouvait souffrir les Grenville, et il appuya le ministère de Rockingham et celui de lord Chatham. Cela juge la question. D'ailleurs pour être Junius, il faut tout autre chose que le scepticisme de Walpole.

Avouons que Francis se présentera toujours sous le patronage le plus imposant. Mais rappelons que parmi les chercheurs de Junius, il se trouve des éclectiques qui essayent de combiner plusieurs systèmes, et qui admettent tour à tour que ses lettres n'étaient pas toutes de la même main, ou que quelques-unes n'étaient pas d'une main unique, ou enfin que parmi les auteurs supposés, il fallait distinguer des inspirateurs, des rédacteurs, des réviseurs et des copistes. C'est ainsi que Francis lui-même a été, avec Lloyd, Greatrakes, Dyer, d'Oyley, réduit au simple rôle de secrétaire.

A cette supposition contre laquelle il ne s'élève aucune objection péremptoire, se rattache un système qui nous arrêtera un moment, parce qu'il est posté-

rieur aux systèmes les plus accrédités, et qu'il vient d'un écrivain recommandable, d'un vétéran de l'archéologie anglaise, M. John Britton. Dans un livre publié en 1848, cet antiquaire annonce qu'il est sur la voie depuis plus de cinquante ans, qu'il a enfin consacré une année à cette recherche, et qu'il est arrivé à la conviction que les célèbres lettres sont l'ouvrage du colonel Barré.

Ceci nous ramène au comte de Shelburne (lord Lansdowne). Des personnes qui l'avaient souvent visité dans sa belle résidence de Bowood, ont confié à M. Britton qu'il leur avait toujours paru en savoir sur Junius plus qu'il n'en voulait dire, et quelques-unes lui ont associé dans leurs soupçons Dunning et Barré. Ces trois noms sont ceux d'hommes éminents, intimement liés pendant leur vie, et dont Reynolds a réuni les portraits dans un même tableau. C'est ce triumvirat qui serait le véritable Junius ; mais Barré aurait été le principal écrivain. Les manuscrits seraient de la main de Greatrakes, le révélateur mourant de l'auberge de Hungerford; sa nièce, au témoignage de Charles Butler, ayant reconnu son écriture dans les *fac-simile* de Junius.

Isaac Barré, d'origine française et d'une naissance obscure, après avoir vaillamment servi en Canada pendant la guerre de Sept ans, joua un rôle actif dans le parlement, où il était entré par l'influence de lord Shelburne, et ne tarda pas à se ranger sous la bannière de lord Chatham. Compagnon d'armes de sir Jeffrey Amherst, il avait à se plaindre de lord Townshend. Il professait contre le duc de Bedford, contre lord Barrington, contre George III, des sentiments analogues à ceux de Junius. Il était comme Junius violent dans son opposition. Mais ce ne sont point là des

preuves, ce sont tout au plus des possibilités en faveur de l'hypothèse. Quoique Barré ne ménageât pas ses adversaires, il n'avait pas ces raffinements de haine qui caractérisent Junius. Lié plus systématiquement à son parti, il a toujours considéré dans un esprit libéral la question américaine, et n'aurait certainement pas décerné le prix de la politique à George Grenville sous le ministère duquel il fut, avec Shelburne et Conway, dépouillé de son grade pour un vote au parlement. Quoiqu'il soit un orateur facile et souvent véhément, son talent inculte n'offre nulle analogie avec la manière savante de Junius. Celui-ci, d'ailleurs, est tout plein d'épigrammes blessantes contre lord Shelburne, avec qui l'on veut que Dunning et Barré se soient entendus pour les écrire.

M. Britton cherche une preuve dans un pamphlet du temps dont nous n'avons pas encore parlé, et qui est devenu depuis quelques années une importante pièce au procès. En 1760, il parut, sous le titre de *Lettre à un honorable brigadier-général*, un écrit habilement fait qui contenait une sévère critique de la conduite de lord Townshend en Canada. La mort de Wolfe et la blessure du général Monckton lui avaient valu l'honneur de faire capituler la ville de Québec. Mais il ne s'était pas attiré l'approbation de tous ses compagnons d'armes, notamment d'Amherst et de Barré, et la brochure exprimait leurs griefs. Elle fit assez d'impression pour que Townshend crût nécessaire de répondre. La lettre et la réponse ont été réimprimées en 1841 par M. Simons, du *British Museum*, qui paraît avoir bien établi que la lettre est de Junius ; or, M. Britton croit prouver qu'elle est du colonel Barré ; et la conclusion soit d'elle-même.

Mais voilà que, par une minutieuse discussion des circonstances et des dates, un auteur américain vient d'attaquer la possibilité du fait. M. Griffin, le dernier à notre connaissance qui soit allé à la recherche de Junius [1], s'empare du travail très-estimé de M. Simons, pour prétendre que la lettre contre lord Townshend est du gouverneur Pownall, et l'on pressent alors la conséquence. Ce gentilhomme du Lincoln, après avoir servi dans le bureau des colonies, fut employé dans l'administration de New-York, puis nommé gouverneur du New-Jersey, et successivement du Massachusets et de la Caroline du Sud; il assista en Amérique à la première partie de la guerre de Sept ans, puis servit en Europe comme agent civil dans l'armée anglaise sur le continent. Après la paix, il entra au parlement, et s'y fit remarquer par son indépendance et ses lumières. Il faisait profession de n'être d'aucun parti. Divers ouvrages sur les colonies et ses emplois antérieurs lui donnèrent lieu d'intervenir avec une certaine autorité dans la discussion de la question américaine. Il soutint en général une opinion moyenne qui, en principe, n'est pas directement contraire à celle de Grenville, à qui il dédia un de ses écrits. Cependant il devint avec les événements de plus en plus favorable aux Américains; et tout ce qu'on peut ajouter, c'est que les circonstances matérielles de la vie de Thomas Pownall n'offrent aucune incompatibilité avec ce qu'on sait de celle de Junius. On prétend aussi que les écritures se ressemblent, et ce rapport nous toucherait, s'il n'était également allégué à l'appui de vingt autres sup-

[1] *Junius discovered, by Frederick Griffin*, 1 vol. in-12. Boston, 1854.

positions. Mais il reste à démontrer qu'un écrivain honorable, un orateur modéré, qui même dans l'opposition a toujours évité la violence et l'invective, ait pu de gaieté de cœur, sans ambition, ni haine connues, sans intérêt appréciable, se transformer en vengeur d'injures qu'il n'avait pas reçues et soutenir sa colère par le libelle. Nous ne citons, au reste, le nom de Pownall que parce qu'il est le candidat de la dernière heure, et que son apparition sur la scène est une preuve de la curiosité inventive que notre question excite partout où se parle la langue anglaise.

Cette persistance de tant d'écrivains désintéressés à chercher ce qu'autant d'autres croient avoir trouvé ne laisse pas d'inspirer quelques doutes aux plus confiants, et nous décide à exposer de dernières hypothèses conçues dans un ordre d'idées peut-être trop négligé jusqu'ici.

Il y a longtemps qu'on a dit que tout candidat au nom de Junius devait justifier de deux conditions rarement unies : il devait avoir soutenu contre les colonies l'impôt du timbre et le droit de taxation du parlement métropolitain ; il devait avoir soutenu contre la cour l'opinion la plus populaire dans la question du droit des électeurs du Middlesex, méconnu et violé par l'expulsion de John Wilkes. Or cette double conduite n'a été tenue par aucun homme politique important, à l'exception de George Grenville; aussi Junius a-t-il été l'admirateur fidèle et l'apologiste opiniâtre de George Grenville. C'est un point fondamental dont les critiques n'ont pas toujours tenu assez de compte.

De là une opinion nouvelle, produite et savamment développée dans le n° 189 du *Quarterly Review* (1851).

Suivant l'auteur de cet article, Junius est encore inconnu; s'il avait été découvert depuis longtemps, le doute aurait depuis longtemps cessé. C'est le propre de la vérité qu'une fois trouvée elle s'illumine de plus en plus et devient l'évidence. On a eu raison de faire de Junius un homme d'un rang élevé; on a eu tort de le croire un homme imposant par l'âge, l'expérience et la sévérité. Il y a dans ses lettres des traits d'un goût hasardé qui ne dénotent point une grande pureté de langage et d'habitudes. Il ne fuit pas le scandale et parle en homme familiarisé avec les désordres du grand monde. A son début, il écrit comme un commençant; son style et ses idées, rien n'est formé. Il se développe, il se perfectionne avec le temps et le travail, comme un jeune homme bien doué qui essaye et trouve son talent. Où le chercher, ce jeune inconnu? Évidemment, dans ce que les Anglais appellent la *connexion* de Grenville. Parmi les contemporains et les amis de Chatham, un de ceux qui, entre 1763 et 1766, eurent le plus à se plaindre de lui, est lord Lyttelton. C'était un homme distingué, qui plus d'une fois aurait pu être ministre, même premier lord de la trésorerie, s'il eût consenti à se séparer du chef de son parti. Et celui-ci l'oublia complétement lorsqu'enfin il eut à former un cabinet, il repoussa même assez dédaigneusement son nom, quand lord Temple le lui proposa. Justement blessé, Lyttelton demeura avec les Grenville et suivit leur fortune. Or Lyttelton avait un fils, aussi remarquable par les qualités brillantes de son esprit que par la fougue de ses passions. Après un long voyage sur le continent, où ses déréglements continuèrent de désoler sa famille, il revint à Londres en 1765, et ne parut que faiblement corrigé. Mais il trouva dans lord Temple

un protecteur indulgent, enchanté de ses talents, et qui s'obstinant à bien espérer de lui, comparait les écarts de sa jeunesse à ceux de la jeunesse de Henri V dans Shakspeare. Aussi le fils de lord Lyttelton adopta-t-il, à la suite de son père, la politique de Temple et de Grenville; et comme on a publié après sa mort des lettres qui lui ont été trop légèrement contestées et qui brillent du feu du talent, comme à son entrée dans les chambres, il se fit aussitôt reconnaître pour un orateur, pourquoi n'aurait-il pas écrit les lettres mystérieuses? Ses opinions ont suivi la marche de celles de Junius. En 1773, appelé par la mort de son père à la chambre des lords, il était comme toute l'opposition rallié à lord Chatham, et il semblait devoir jusqu'au bout suivre cet homme d'État, si, séparé en tout temps de lui sur la question américaine, il ne s'était tout à coup livré au ministère en 1775 pour un titre de conseiller privé et une bonne sinécure. Il conserva son talent et sa vivacité, mais il perdit tout crédit; et il lui servit de peu, quatre ans après, de reprendre les armes de l'opposition, et de gourmander dans la personne de lord Sandwich, la mollesse et la négligence du ministère. Le 24 novembre 1779, il raconta à quelques amis qu'une étrange vision lui avait dans la nuit annoncé une fin très-prochaine. Le 25, il parla vivement à la chambre, et le 26, ayant réuni assez nombreuse compagnie à sa villa d'Epsom, il dit plusieurs fois à ses hôtes qu'on ne devait pas traiter trop légèrement l'avertissement qu'il avait reçu. Puis, il prit congé d'eux, pour s'aller coucher. A peine dans sa chambre, il donna une commission à son domestique qui en rentrant le trouva mort. On ne peut guère douter que le suicide n'ait mis fin au curieux roman de cette triste vie;

cependant on n'en a pu jamais trouver ni la cause ni la preuve.

C'est par des coïncidences d'opinion, par d'assez frappantes similitudes d'expression, par quelques noms propres peu connus, peu cités, qui se retrouvent en même temps dans les lettres de Junius et dans celles de Lyttelton, qu'un rédacteur du *Quarterly Review* établit leur identité[1]. Le critique qui, dans l'*Athenæum*, fait si bonne guerre aux inventeurs de Junius, et qui, dit-on, est M. Peter Cuningham, a montré combien étaient peu solides les fondements de cette nouvelle prétention. Elle est, comme toutes ou presque toutes les autres, sans preuves directes. Elle suppose l'authenticité de lettres tenues communément pour apocryphes. Elle est tout hypothétique, et si rien ne la dément, rien ne la démontre. En un point, cependant, elle nous touche. Elle a pour base le fait si important de l'attachement de Junius pour Grenville, pour un ministre tombé, comme le continuateur de lord Bute, et qui, dans sa politique étroite, intolérante, avait commencé la querelle avec Wilkes et avec l'Amérique. Que Francis, par exemple, ait préféré Grenville à Chatham, c'est jusqu'à présent la chose inexplicable; il faut l'expliquer cependant, si l'on veut mettre le droit de Francis hors de question. On avait espéré longtemps que du côté des Grenville viendrait la lumière. Lord Sidmouth a écrit qu'il tenait de George III et du dernier lord Grenville séparément qu'ils savaient tous deux qui était Junius. Mais lord Grenville est mort

[1] Par exemple, dans le portrait que tous deux ont fait de lord Chatham, on trouve mot pour mot cette phrase : *The imposing superiority of lord Chatham's abilities.*

sans avoir parlé [1]. En 1817, un recueil périodique annonçait que dans la bibliothèque de Stowe, résidence du duc de Buckingham qui était un Grenville, ce seigneur avait, en compagnie de lord Nugent, trouvé une liasse de papiers contenant un écrit original de la main de Junius et des billets signés de son nom ou de ses initiales, adressés à George Grenville. Le duc et lord Nugent ont cessé de vivre sans avoir confirmé ce récit. Le *Morning Chronicle*, du 7 mars 1836, a prétendu qu'il existait dans la même bibliothèque une cassette scellée de trois cachets, renfermant, parmi les papiers de Grenville, les manuscrits de Junius. Pendant longtemps on a attendu avec curiosité la rupture de ces trois sceaux. Ils n'ont été brisés qu'il y a peu d'années, si toutefois ils existaient. Les *Grenville Papers*, c'est-à-dire la correspondance de Richard et de George Grenville et de leurs amis et contemporains, ont paru à Londres en 1852. C'est un recueil d'une lecture peu attrayante, mais qui n'est pas sans prix pour l'histoire politique. L'éditeur est M. William Smith, ancien bibliothécaire de Stowe; et le premier avertissement qu'il donne au lecteur, c'est que cette publication n'apporte aucune lumière nouvelle sur l'origine des lettres de Junius, et crée au contraire de nouvelles difficultés aux explications les plus généralement admises. Tout est faux dans les bruits qui

[1] Si George III connaissait Junius, c'est chose contestée. Sir William Wraxall a, dans ses Mémoires, prétendu que ce prince avait dit qu'il le connaissait au général Desaguliers; mais lord Mahon ne croit pas à cette anecdote. Au témoignage de lord Sidmouth, qui paraît la justifier, on oppose celui de M. Barker, à qui le duc de Sussex aurait raconté que, dans son dernier entretien avec sa mère, elle lui dit que le roi n'avait jamais rien su.

ont couru sur la bibliothèque de Stowe, sinon que M. Smith y a trouvé, après son prédécesseur, trois lettres de Junius, deux très-courtes, signées C, suivant son usage, une sans nom, classée comme anonyme par George Grenville, qui n'a même indiqué nulle part qu'il devinât l'origine de ces trois pièces.

Le premier billet, daté du 6 février 1768, accompagne l'envoi d'une note sur un projet de taxe nouvelle conçu par lord North. Il y est fait mention de publications récentes attribuées par le public à de plus capables, mais qui doivent au moins convaincre Grenville du zèle de l'anonyme. Le second billet, du 3 septembre suivant, avertit que l'opinion s'est trompée sur l'auteur de certains articles; ils viennent d'un homme attaché à Grenville par les motifs les plus honorables. Les deux billets finissent par l'instante prière, la recommandation expresse de ne les communiquer à personne. La troisième pièce, du 20 octobre, est la lettre d'envoi d'un article de journal signé *Atticus*. L'auteur, qui l'a travaillé avec un soin extraordinaire, ne conçoit pas pourquoi on l'attribue aux Rockingham, à *M. Bourke* (Burke), qui s'en défend en homme désireux d'en être soupçonné. Quant à lui, il n'est lié avec aucun parti; son attachement à la cause et à la personne de Grenville est tout volontaire. C'est lui qui a écrit presque tout ce qui, depuis deux ans, a attiré l'attention. La scène de l'intérieur du conseil est de lui. Il a commencé par passe-temps, il continue par passion. Il a conscience de l'inégalité de ses articles; faute d'information, il peut se tromper. Mais il ne cessera pas de plaider la même cause. Seulement, tant que Grenville ne sera pas ministre, il ne peut songer à l'honneur d'être connu de lui; pas un homme vivant ne le soup-

çonne. Cette pièce a plus le ton d'un subalterne qu'aucun écrit de Junius. Peut-être est-ce un artifice. En tout cas, on remarquera qu'en 1768 le nom de Junius n'ayant pas encore paru, il ne pouvait être ici question que des articles antérieurs, diversement pseudonymes, que Woodfall a réunis dans le même recueil, sous le titre de *Lettres mêlées*.

Maintenant quel est cet inconnu qui tient si fort à ce qu'on ne montre pas ses billets?—Une observation pourrait déjà trouver ici sa place, dût-elle paraître frivole. La lettre anonyme est écrite sur une feuille de papier in-quarto, portant dans la trame la marque de *J. Portal*; et c'est sur une feuille toute pareille qu'est écrite une lettre du 13 octobre précédent, c'est-à-dire de sept jours auparavant, adressée par lord Temple à son frère George Grenville.

Disons sur-le-champ que M. Smith est d'avis que Junius est lord Temple. Il en avait parlé en 1829 au feu duc de Buckingham, qui n'y voyait pas d'impossibilité. C'est une opinion qu'un Américain, M. Newhall, a soutenue en 1831, et que dans une introduction au troisième volume de sa récente publication, M. Smith expose et justifie avec soin. Les droits de Francis, qui lui paraissent les mieux établis de tous, se fondent, suivant lui, sur des arguments que l'*Athenæum* a détruits en les discutant. Mais aucune des objections qui l'écartent ne lui paraît applicable à lord Temple.

Richard Grenville, comte Temple, avait partagé les desseins et les travaux de Pitt, son beau-frère, dans la glorieuse administration de 1756. Il était sorti du pouvoir avec lui, comme lui, plus odieux que lui peut-être à George III et à ses favoris. La vivacité et la roideur de son caractère le rendaient un homme peu praticable,

malgré l'activité et les ressources de son esprit. Plus propre à se faire craindre qu'à se faire aimer, il s'était vengé de la cour par une opposition remuante et hardie. Protecteur, instigateur, collaborateur même de Wilkes, il n'avait pas, comme Pitt, confiné son mécontentement dans un dédain superbe et borné sa résistance à quelques sorties éloquentes; il s'était compromis sans peur ni scrupule dans les manœuvres publiques et secrètes des partis populaires. Acharné contre lord Bute, il avait poursuivi les restes du favoritisme jusque dans le ministère de son frère Grenville, dont il ménageait la personne et non le pouvoir, et qu'il ne cessa d'aimer en se séparant de lui. A la chute de cette administration, il était désigné pour le ministère, si Pitt était appelé. Mais il répugnait à remplacer Grenville à la trésorerie, lorsque Pitt la lui offrit en 1765, et un an après, à l'époque où il fut sérieusement question de refaire un cabinet, il le concevait comme une réunion de toutes les forces de l'opposition ralliées contre la cour; il voulait une organisation homogène et large, où Lyttelton et Grenville lui-même prendraient place. Il ne se prêta pas plus aux idées de prépondérance absolue que nourrissait Chatham qu'aux concessions de personnes et aux combinaisons hétérogènes d'où sortit le cabinet du duc de Grafton. Il vit dans le nouveau premier lord de la trésorerie l'ambitieux instrument de Chatham, dont ce choix facilitait la défection et la dictature; il tenait pour ennemis les Bute, les Mansfield, les Bedford. Barrington et Hillsborough, peut-être même aussi Camden et Granby étaient à ses yeux des transfuges; et, soit par opposition au ministère Rockingham, soit par affection pour son frère, soit par l'impulsion d'un esprit hautain et

absolu, il avait épousé la politique hostile aux colonies américaines, tandis qu'il soutint jusqu'au bout Wilkes et son parti dans la Cité. Ayant pris une part active aux mesures de la guerre de Sept ans, il connaissait l'administration et le personnel de l'armée, et devait être le défenseur naturel de sir Jeffrey Amherst et du parti militaire opposé à lord Townshend. Il est inutile d'ajouter que, pour le rang, l'âge, l'expérience, la situation, Temple remplit toutes les conditions qu'on est dans l'usage d'imposer à Junius. Quant à son caractère, ses juges les plus bienveillants disent qu'avec toutes les qualités estimables, aimables même, de l'homme privé, il unissait les manières et les passions de l'homme de parti. Exclusif et vindicatif, rien ne lui coûtait pour servir sa cause et ses ressentiments, et sa participation occulte aux menées de l'opposition, aux démonstrations les plus vives contre le ministère de lord Chatham, est un fait attesté par tous les historiens. La presse surtout fut une machine de guerre qu'il employa sans réserve ; et si l'on veut savoir ce qu'attendaient de lui ses ennemis, que l'on écoute Horace Walpole : « Ils avaient, dit-il en parlant de Wilkes et de Churchill[1], un esprit familier qui leur parlait à l'oreille. Jamais de celui-là le venin n'était distillé au hasard, mais chaque goutte en était administrée pour quelque œuvre précieuse de malheur. C'était le comte Temple qui leur soufflait tout bas où ils pourraient trouver des torches, mais il avait soin que la lumière n'en fût jamais portée sur lui. » Ainsi parle Walpole dans ses mémoires; voici ce qu'il écrit à Montagu en lui an-

[1] Charles Churchill, poëte satirique, ami et défenseur de Wilkes, qu'il vint voir à Paris, où il mourut en 1764.

nonçant la formation du cabinet de lord Chatham : « M. Pitt entre, et lord Temple non !... Si ce serpent s'était glissé là, il aurait attiré après lui toute la race des vipères. »

On reconnaît dans ces paroles l'aversion de Walpole pour les Grenville, et sa bienveillance pour une administration dans laquelle il persuada au général Conway de rester. Mais cette administration, qui avait commencé avec un certain éclat, perdit tout, le jour où la maladie relégua lord Chatham dans une oisive retraite. Au moment où sa santé lui rendit l'espérance de reprendre un rôle actif, il vit avec un juste mécontentement combien le cabinet avait perdu de terrain, combien il s'était dénaturé en son absence. Lord Shelburne, un de ses plus fidèles appuis, n'avait pu s'accorder avec le duc de Grafton et s'était retiré. Sir Jeffrey Amherst, un de ses protégés dans l'armée, avait perdu le gouvernement de la Virginie. Chatham donna sa démission des fonctions de lord du sceau privé, en octobre 1768 ; et au commencement de décembre, Walpole annonçait à Montagu qu'il s'était réconcilié avec lord Temple et Grenville. « Le second des trois, ajoute-t-il, en est très-fier, et répand que Chatham l'a vivement sollicité. L'insignifiant Lépide patrone Antoine et se fait presser par Auguste. Je doute cependant qu'Auguste revienne jamais. Cette paix a été négociée par Livia (lady Chatham), dans l'intérêt de ses enfants. » L'intermédiaire avait été Calcraft, et, le mois suivant, paraissait la première lettre de Junius. Cette lettre ne contient point, comme les précédentes attribuées à la même plume, d'attaques outrageantes contre lord Chatham ; elle peut avoir été écrite par un homme réconcilié, mais qui se ménage et qui se souvient ; il y

est dit que tes mesures de Grenville concernant l'Amérique ont été attaquées parce qu'il était ministre et parce que Chatham ne l'était pas, que le duc de Grafton avait reçu de celui-ci la trésorerie pour avoir dissous le ministère Rockingham; et Junius a eu grand soin de noter, en réimprimant sa lettre, que ce n'était pas là prendre l'attitude d'un partisan de lord Chatham. Le silence est pendant longtemps tout ce qu'il lui accorde, comme peut faire un homme défiant, qui consent à sacrifier ses griefs, mais qui pour les oublier veut des faits et attend l'expérience. On ne peut, en un mot, contester à M. Smith que la politique et la conduite de Junius s'accordent exactement avec l'état d'esprit par lequel lord Temple a dû passer.

Mais ce sont là des possibilités plutôt que des preuves. A défaut de preuves directes, M. Smith a réuni une multitude d'indices détachés, qui ne forment pas une démonstration, mais une vraisemblance. En voici quelques échantillons.

Si Temple est Junius, il ne devait pas laisser voir son écriture. Celle que Woodfall a le premier fait connaître est altérée à dessein. Butler raconte dans ses *Reminiscences* que Wilkes lui ayant montré les originaux des lettres de Junius, auxquelles était joint un billet de lady Temple pour l'inviter à dîner, la ressemblance des écritures le frappa. En multipliant les points de comparaison, M. Smith a reconnu qu'elles offrent en outre les mêmes singularités d'orthographe, les mêmes variations pour certains noms propres. Lady Temple devait être la confidente de son mari; donc elle pouvait être son unique ou son principal secrétaire. Temple d'ailleurs était lié avec Calcraft; il voyait Francis; il pouvait avoir les divers copistes qu'on a prêtés à

Junius, Francis lui-même ou plutôt Charles Lloyd, commis de la trésorerie sous Grenville, et qui lui aussi, a passé quelque temps pour Junius, quoiqu'il soit mort avant que Junius cessât d'écrire.—Soupçonné à juste titre d'autres publications, Temple devait prendre mille soins pour dérober au public le secret de celle-ci. On avait signalé sa manière dans le nº 45 de Wilkes, et c'est ce nº 45 qui a fait suspecter Wilkes d'identité avec Junius.—Temple demeurait dans Pall-Mall. Il voyait souvent lady Betty Germaine, tante de sa femme, et devait rencontrer chez elle son futur héritier, lord George Sackville, qui lui aura conté l'anecdote de Swinney.—Il était en relations assez intimes avec la princesse Amélie, qui le visitait à Stowe. De Gunnerbury, elle devait savoir ce qui se passait à Richmond; elle a pu lui conter l'anecdote de Garrick.—On a trouvé dans les papiers de lord Temple un exemplaire de la remontrance du lord maire au roi, où sont soulignés les mêmes passages que Junius a cités dans ses lettres. Il faut d'ailleurs remarquer que lord Temple a détruit tous ceux de ses papiers qui se rapportent à l'époque où parut Junius.—C'est une idée qu'on trouve exprimée dans les journaux du temps qu'il était le patron de Junius, et les Mémoires du juge Hardinge rapportent que lord Camden ne doutait pas des communications intimes du pair avec l'écrivain, ayant retrouvé, disait-il, dans une lettre de Junius, un renseignement confidentiel qui n'était connu que de Chatham, de Temple et de lui.—Almon, éditeur de l'opposition, avait reçu et publié dans son journal en 1764 un certain nombre d'articles signés *Candor*, et les lettres particulières de l'auteur qui s'était d'abord adressé au *Public Advertiser* étaient souscrites d'un C.

Almon, dans ses *Anecdotes*, attribue à lord Temple plusieurs de ces articles, un surtout dirigé contre lord Mansfield et dont Walpole et Gray parlent avec éloge. Or on sait que C devint la signature privée de Junius. — Enfin, comment Junius, qui loue tant George Grenville, ne nomme-t-il jamais lord Temple, s'il n'est lord Temple lui-même?

On ajoute que Temple prit le même parti que l'écrivain dans les querelles de la Cité, et qu'il se découragea de la politique, comme on le voit dans sa correspondance avec Chatham, vers l'époque où Junius rentra dans le silence. Il y a cependant plus d'une objection de fait dont M. Smith ne s'est pas avisé. Par exemple, Temple était plus lié avec Wilkes que Junius ne le paraît au début. Celui-ci ne vient à Wilkes que lorsque les droits des électeurs du Middlesex sont violés dans sa personne. C'est la marche de Grenville et même de Chatham, mais non celle de Temple. De plus on prétend que ce dernier se brouilla avec Wilkes avant Junius. Enfin il faudrait au moins une réponse à deux questions que sans doute le lecteur se sera déjà faites : Comment lord Temple a-t-il pu éviter que l'écriture de sa femme ne fût reconnue de Wilkes, de Grenville, de Chatham? Où a-t-il trouvé le talent nécessaire pour devenir Junius?

Sur le premier point, M. Smith répond que lady Temple falsifiait son écriture, et il montre plusieurs écritures du temps qui ont avec les deux qu'il compare une ressemblance assez marquée. Puis, il pense qu'en recommandant solennellement la discrétion à Grenville par exemple, Temple s'inquiétait peu d'être reconnu de lui, pourvu que le secret fût gardé. Il ne songeait qu'à lui faire un devoir du silence. Quant à

Wilkes, de nombreux motifs répondaient du sien; et pour Chatham, les petites choses attiraient peu son attention; avec sa manière de vivre, il devait peu remarquer les détails de l'existence journalière des gens qu'il connaissait le plus. Pourquoi d'ailleurs, quand il aurait pu deviner la vérité, ne l'aurait-il pas dissimulée dans un intérêt de parti?

Quant au talent d'écrire, M. Smith a d'abord fait de certains rapprochements de style qui frappent sans convaincre. Car on réussit à en découvrir de pareils dans tous les systèmes, lors même qu'il s'agit d'identifier avec Junius des écrivains aussi dissemblables que Burke ou Walpole. Il est assez simple que, dans une même opposition, Temple exprime avec des mots analogues les mêmes idées que Junius. La discussion dans les pays libres est une continuelle redite. Un rapport plus difficile à établir est celui de l'égalité de talent entre les deux écrivains. On prouve bien que Temple avait des goûts classiques, qu'il s'exprimait de vive voix et la plume à la main d'une manière piquante et animée, quoiqu'un peu sèche. On cite même de lui quelques passages, quelques traits qui ne dépareraient pas les pages de l'éloquent pseudonyme. Comme après tout aucun écrivain célèbre n'a rappelé Junius et qu'assez peu l'ont égalé, encore moins surpassé, il faut bien que ce soit un homme dont le talent n'ait eu, en quelque sorte, qu'une saison. Provoqué par des circonstances spéciales, développé par la lutte, le mystère, le danger, la renommée, ce talent ne s'était point annoncé par avance, il a brillé tout d'un coup et n'a pas reparu. Enfin M. Smith est de ceux qui pensent que la singularité des circonstances et la hardiesse de l'entreprise ont donné à Junius une réputation supérieure à

son mérite. Cette opinion n'est pas sans de grandes autorités. C'est celle de lord Brougham ; lord John Russell, qui la partage, l'attribue également à M. Fox ; et lord Mahon la fortifie du témoignage de sir Robert Peel, qui n'hésitait pas à placer au-dessus des lettres de Junius certains articles du *Times*. Quant à nous, sans professer une excessive admiration pour Junius, nous regarderons toujours comme un des traits les plus étranges de cette étrange destinée qu'un écrivain devenu aussi consommé dans son art, par un progrès laborieux qu'on peut suivre dans ses lettres, ait renoncé si soudainement au plaisir et à la gloire d'un tel emploi de ses facultés, et se soit éteint dans tout son éclat. Mais le phénomène est moins surprenant si Junius est un homme d'État d'un rang élevé, qui, n'écrivant que dans un intérêt politique, dédaigne son talent, dès qu'il s'aperçoit, par expérience ou découragement, que ce talent ne lui sert de rien.

Terminons enfin cette enquête. Il y faudrait une conclusion. Mais on a dû voir combien il est facile encore d'étayer sur des vraisemblances nouvelles de nouvelles suppositions. Que serait-ce si nous discutions les diverses solutions du problème qui chaque année surgissent des deux côtés de l'Atlantique? Évidemment la recherche entreprise depuis si longtemps n'est pas à son terme; plus d'une hypothèse se produira encore. Les faits positifs, qui sont comme les données expérimentales de la question, se prêtent avec une étonnante facilité à des inductions opposées entre elles. On dirait de ces phénomènes physiques qu'expliquent presque également bien des théories toutes différentes. Aussi nous semble-t-il que l'on s'est trop exclusivement occupé des détails matériels du fait qu'on voulait

éclaircir. Il y a en toute chose humaine un corps et un esprit, et dans les recherches sur Junius les critiques n'ont peut-être pas assez regardé au côté moral de la question.

Je ne sais si l'on a remarqué combien l'Angleterre est indulgente pour toute supériorité intellectuelle. Dès qu'elle admire, elle pardonne. Dès que le talent se montre, il désarme la sévérité, celle même de l'esprit de parti. Jamais le fait ne m'a plus frappé que par la facilité avec laquelle on dit d'un homme : c'est Junius, sans examiner si ce ne serait pas lui faire injure. Tel est le prestige de la renommée et de l'éloquence de cet écrivain, qu'on en gratifie sans scrupule ceux mêmes qui ne voudraient pas les acheter à ce prix. Dieu merci, tout le monde ne serait pas volontiers Junius. Si l'on consent à ne pas trouver dans le rôle qu'il a joué les caractères de la perversité, au moins faut-il lui supposer des passions d'une telle intensité et d'une telle nature qu'elles expliquent ce qu'il a fait. Le caractère moral que ces passions supposent ou constituent sera toujours assez rare et ne peut être prêté sans preuve au premier venu. Si quelque chose pouvait colorer d'une certaine vraisemblance la thèse des partisans de lord Lyttelton, c'est qu'on lui donne des proportions exceptionnelles dans le désordre et une apparence de génie du mal, qui irait assez à un personnage mystérieux comme Manfred ou Lara.

Mais sans aller trop loin, sans montrer pour Junius une sévérité qui serait peut-être de la justice, il nous sera permis de dire que, dans les conditions de la franchise, de l'équité, de la délicatesse communes, un tel personnage est impossible. Il faut une âme d'une certaine trempe, ou, tout au moins, soumise à des causes

inusitées d'irritation. Lors donc que l'on nous le désigne comme le prête-nom d'un de ses contemporains que l'on nomme, la première question qui nous semble à faire est celle-ci : « Quel était le caractère moral du personnage ? » Puis viennent les deux autres questions, celle de la politique et celle du talent.

Si maintenant l'on considère sous ce triple rapport les candidats qui nous ont le plus occupé, lord Temple, lord George Sackville, sir Philip Francis, voici l'ordre dans lequel il nous paraît qu'on peut les ranger. Pour le talent, aucun n'égale Junius; mais Francis est celui qui en approche le plus, Sackville celui qui en approche le moins. Pour la politique, les analogies sont en faveur d'abord de Temple, puis de Sackville, puis de Francis; pour le caractère, tous trois peuvent être Junius. Sackeville aurait été conduit par le ressentiment d'un orgueil mortellement blessé; Francis, par une nature profondément malveillante; Temple, par toutes les passions de la politique. Sackville aurait agi comme un ennemi qui se venge; Temple serait un ambitieux; Francis, un libelliste.—Mais qui sait si ce n'est pas pour échapper à de semblables jugements, que l'inconnu aura gardé son masque? « On peut imaginer, dit M. Forster, que l'écrivain a voulu vivre jusque dans les temps futurs sous le nom impérial de Junius, de préférence au sien propre, et qu'il a calculé en s'y décidant qu'aucune tache, aucune marque d'abaissement, dont pussent triompher les hommes qu'il méprisait, ne saurait être transportée de son nom réel à ce nom adopté par son orgueil. On peut avec vérité supposer qu'il a senti une sorte de sombre enthousiasme dans cette transmigration, pour ainsi dire, dans ce passage d'une personnalité et d'un nom contre lesquels le

monde aurait pu prendre ses avantages, à la forme impassible, imposante, vengeresse et immortelle de Junius. »

BURKE

De tous les hommes célèbres de l'Angleterre, il n'en est pas dont le nom me semble avoir dans ces derniers temps plus grandi que celui de Burke. Il est rare qu'il soit cité dans son pays sans quelque magnifique éloge par les écrivains les plus graves, et son autorité n'est jamais invoquée sans déférence. On peut s'étonner de ce retour de faveur envers sa mémoire ; car, dans les années qui suivirent sa mort, il semblait n'avoir laissé qu'une de ces réputations de parti qui n'excluent pas des talents supérieurs, mais qui atteignent rarement à la gloire incontestée. Depuis lors, il ne s'est accompli, dans les opinions, ni dans les faits, aucune de ces révolutions qui donnent tout d'un coup raison et crédit a un homme d'État longtemps méconnu, à un penseur longtemps mal compris. Rien ne s'est passé en Angleterre qui puisse être regardé comme l'ouvrage de Burke.

La France a quelquefois justifié, plus souvent démenti ses prédictions. Les hommes qui illustrent depuis vingt ou trente ans le gouvernement britannique ne se proclament ni ses disciples ni ses continuateurs. A nos yeux, cette renaissance de renommée est surtout littéraire. Elle est due au grand écrivain dont le talent a fait école. Quoique ce soit malheureusement le mérite dont nous osions le moins juger, quoique celui de Burke en général nous semble un peu au-dessous du rang qu'on lui assigne, il nous a paru intéressant de chercher à peindre, même après de plus habiles, un homme éminent, dont chacun sait le nom, dont peu connaissent les traits. Aussi bien, diverses circonstances se réunissent pour donner de l'à-propos à l'histoire de l'un des juges les plus cités et les plus sévères de la révolution française. Ceux-là qui auraient, en d'autres temps, accueilli avec impatience ou dédain les rudes avertissements d'un publiciste ennemi, laissent voir des dispositions différentes, et il ne serait pas impossible que Burke reprît faveur parmi nous. En cela du moins, nous suivrons le courant, dans le choix du sujet bien entendu, car pour le fond des idées nous ne promettons rien. Nous sommes du parti des hommes sans progrès et que les événements n'éclairent pas.

On doit chercher Burke dans ses actions, ou plutôt dans ses écrits et ses discours, qui furent ses principales actions. Puis, il faut s'enquérir de ce qu'on a dit de lui et de ce qu'on a publié sur son compte. Outre les deux grandes revues, *Quarterly* et *Edinburgh*, qu'on doit consulter toujours, il y a encore des mémoires sur Burke, publiés par James Prior, Anglais conservateur du commencement du siècle, et qui professait exactement les opinions dans lesquelles Burke a fini

sa vie. En tête d'une édition de ses œuvres (1845), un écrivain qui nous paraît beaucoup plus habile, M. Henry Rogers, a placé une introduction biographique et critique où il y a beaucoup à profiter. Dès 1827, une correspondance intéressante entre Burke et le docteur Laurence avait été imprimée et, il y a huit ans, lord Fitzwilliam et sir Richard Bourke, l'un fils d'un ami de Burke, l'autre membre de sa famille, ont publié en quatre volumes le recueil de ses lettres, un de ces recueils qui, avec le temps, ne manquent jamais en Angleterre et qui sont si utiles à lire, s'ils ne sont très-agréables. Nous avons ainsi un ensemble de matériaux à peu près complet pour apprendre à connaître et, s'il se peut, à peindre le *right honourable Edmund Burke.*

Il était Irlandais. Quoique l'on hésite en Angleterre à désigner ainsi tout protestant né en Irlande, et que généralement on réserve ce titre peu favorisé au descendant de la race celtique resté fidèle au christianisme selon saint Patrick, il nous semble que le fils d'un avocat de Dublin peut, encore qu'il ne fût pas catholique, être considéré comme un enfant de la *verte Erin*, et son origine d'ailleurs se trahissait par quelques-uns des traits du caractère national. La puissance et la vivacité de l'imagination, la haine de la tyrannie jointe au respect de la tradition, une indépendance personnelle qui résistait à l'opinion commune et au commun exemple, une raison plus haute que sûre, un esprit fécond, vigoureux, mais rarement calme et tempéré, une tendance constante à l'exagération, ne sont pas les traits ordinaires d'un Anglais de race, mais plutôt les signes distinctifs d'une riche nature irlandaise. A diverses reprises, on a même soupçonné Burke de dissimuler des croyances catholiques pour lui, pour sa famille, pour sa

femme, ainsi que les souvenirs d'une éducation reçue chez les jésuites de Saint-Omer. Aucun fait réel ne justifiait ce soupçon ; il est vrai seulement qu'il soutint constamment les intérêts ou plutôt les droits des catholiques irlandais, et que la naissance seule l'avait fait protestant. Il était fidèle au culte de ses pères plutôt qu'à l'esprit du protestantisme ; peut-être même eût-il été plus à l'aise dans la foi romaine s'il y fût né, car il était de ceux qui reconnaissent la vérité à l'antiquité. Mais la foi anglicane était pour lui la tradition ; elle faisait partie de ces institutions nationales, toutes sacrées à ses yeux. Il faut même le louer de ne s'y être pas attaché jusqu'à l'intolérance, lui qui unissait les idées d'un Anglais de 1688 au génie d'un Irlandais.

Né le 12 janvier 1728, d'une famille qui, malgré une différence d'orthographe, est la même que celle de Bourke ou Burgh, race normande établie depuis longtemps dans le Galway, Burke avait une sœur et deux frères qui n'étaient pas sans mérite. L'aîné demeura à Dublin, simple attorney comme son père, et Richard, le troisième, suivit Edmund de loin dans la carrière des lettres et de la politique. La faiblesse de sa santé détermina son père à le faire élever à la campagne, et, d'une école de village à Castletown-Roche, il passa, avec ses frères, à une école de Dublin, puis à l'Académie de Ballitore, collége estimé dans le comté de Kildare et dirigé par le chef d'une famille du nom de Shackleton. C'étaient des quakers, et près d'eux sans doute Burke enfant contracta la simplicité de goûts et même une certaine sévérité de mœurs qui ne l'abandonna jamais. Il ne cessa de porter aux quakers une bienveillance qu'il accordait rarement aux autres sectes dissidentes. Le fils du principal du collége, Richard

Shackleton, demeura pendant plus de cinquante ans et jusqu'à sa mort l'ami de celui dont il avait été le camarade d'études. Les longues amitiés sont aussi respectables que des vertus.

Le jeune Burke était un écolier plus remarquable par sa facilité, sa mémoire, son ardeur à s'instruire, que par des talents précoces. On remarquait l'indépendance de ses penchants et son goût pour le genre de domination qui s'obtient en enseignant aux autres ce qu'ils ignorent. On a de lui des lettres de 1744 adressées à son ami Shackleton ; l'une contient des vers descriptifs passables pour un écolier : l'autre exprime des sentiments vivement chrétiens, un peu quakers. Il avait seize ans ; c'est l'âge où il entra à Trinity College, de l'université de Dublin. Il s'y distingua bientôt assez pour gagner successivement, avec plus de travail que d'éclat, tous les grades académiques.

Cependant son imagination s'était éveillée : son premier goût pour la poésie se montrait par quelques traductions d'un assez bon style. En même temps il se portait, avec une curiosité qu'il appelle de la fureur, vers les études les plus diverses, mais surtout vers l'histoire, vers la philosophie morale et politique. Quoiqu'il cultivât la logique et la métaphysique, c'est le spectacle de la vie humaine sur le théâtre de la société qu'il aimait à contempler. A tous les poëtes et à tous les philosophes il dit qu'il préférait Plutarque.

Il avait dix-neuf ans lorsqu'il publia sa première composition, et l'on a remarqué qu'il commença comme il devait finir. Il combattit à Dublin l'opposition démocratique, y réfutant un docteur obscur qui avait gagné une certaine importance locale en s'attirant les rigueurs de l'administration. Mais il se destinait au

barreau anglais; il était inscrit à Middle-Temple, et, dans l'intention d'y prendre ses grades, il vint à Londres en 1750. Une lettre qu'il écrivit peu après son arrivée est remplie d'une sorte d'enthousiasme. Voici pourtant ce qu'il dit de la chambre des communes, déjà brillante de la rivalité du premier Pitt et du premier Fox: « Il s'y produit souvent des explosions d'une éloquence qui s'élève plus haut que la Grèce et Rome, même dans leur jour de plus grand orgueil. Cependant un homme après tout y fera plus par les figures de l'arithmétique que par les figures de la rhétorique[1].» Voilà comme sous Walpole ou Pelham on jugeait l'assemblée du peuple.

Le jeune étudiant s'attacha médiocrement à la loi, et ne poussa pas jusqu'au bout son apprentissage. L'étendue de son esprit et la diversité de ses facultés ne lui permettaient guère de se renfermer dans une étude exclusive. Sa poitrine délicate lui faisait redouter les fatigues de la profession d'avocat. Il y renonça et se jeta dans cette situation indécise, dans cet état de disponibilité universelle qui tente souvent les jeunes gens, et qui peut satisfaire également l'amour comme l'aversion du travail, attirer ceux qui peuvent beaucoup comme ceux qui ne peuvent rien. C'est une phase que les uns traversent pour préparer et découvrir leur aptitude; les autres y demeurent sous prétexte d'attendre leur jour, et tout en se réservant pour un avenir qui ne vient pas, ils s'habituent au désœuvrement et ne se disposent qu'à la stérilité. La vanité des uns et des autres peut s'y complaire; mais là elle vit d'espérances

[1] En anglais, les figures de l'arithmétique sont proprement les chiffres.

ambitieuses, ici elle se nourrit des dégoûts de l'impuissance. A ce moment de la vie, pour les esprits doués d'activité, nos sociétés modernes offrent une ressource, c'est la presse périodique. Quand on a de l'esprit dans la jeunesse, on pense à tout; point de sujet sur lequel on n'ait son mot à dire et sa leçon à donner. Or les journaux parlent de tout et font l'éducation de tout le monde, même de ceux qui les rédigent. Burke écrivit donc dans les journaux; mais ces premiers essais de sa plume sont restés inconnus.

On sait aussi qu'il fréquentait les théâtres, qu'il recherchait les gens de lettres, mais ne négligeait pas les études les plus sérieuses. La philosophie, qu'il appelle « la reine des sciences et la fille du ciel, » l'occupa quelque temps, quoiqu'il ne fût point, par la nature de son esprit, destiné à y faire de grands progrès. Deux ou trois ans après son arrivée à Londres, il se porta candidat à la chaire de logique de l'université de Glasgow, et composa, pour se donner des titres, une réfutation du système de Berkeley qui n'a pas été conservée. C'est vers le même temps qu'il fit en France un premier voyage dont il n'est pas resté de traces. Peut-être alors visita-t-il la maison des jésuites de Saint-Omer, où beaucoup de jeunes Irlandais étaient élevés, et c'est cette relation momentanée que la malignité aura exploitée plus tard. Ses premières années de jeunesse furent tellement obscures, qu'il a été facile d'y semer des fables. Ce n'est qu'à vingt-huit ans qu'il put enfin se faire un peu connaître, en publiant sa *Défense de la Société naturelle*.

Il ne faut pas se méprendre au titre : ce n'est pas l'exposition d'un système ni la démonstration de cette thèse qu'il y a un ordre social fondé sur la nature;

c'est, sous une apparence sérieuse, une dissertation étendue, trop étendue, où l'on prouve que tous les maux de l'humanité lui viennent de la société artificielle, c'est-à-dire des gouvernements et des lois. D'où put naître cette conception singulière, si peu d'accord avec les opinions générales de Burke, qui toute sa vie fit profession de mépriser les abstractions politiques? Était-ce un paradoxe adopté légèrement par un jeune écrivain qui veut un début brillant et cherche à surprendre pour être admiré? Nullement; l'ouvrage est d'un bout à l'autre ironique. C'est une thèse soutenue avec l'art d'un sophiste à dessein de montrer qu'il faut se défier du talent et du raisonnement, et qu'il est aisé de rendre l'erreur plausible et l'absurdité persuasive.

Les ouvrages philosophiques de Bolingbroke avaient paru quelque temps après sa mort. Cette publication fit du bruit et même du scandale. De son vivant, la liberté de ses opinions en matière religieuse était connue; ses écrits sur ce sujet ne l'étaient pas. Sa réputation d'écrivain était telle, que des gens d'esprit se croyaient obligés d'exalter son génie malgré son caractère, et ses ouvrages malgré ses principes. On proclamait sa manière inimitable. Le jeune Burke entreprit de l'imiter, et il y réussit tellement, que Mallet, l'éditeur de Bolingbroke, jugea nécessaire de désavouer la nouvelle publication. Le novice auteur, en reproduisant avec adresse les artifices et les beautés d'un style admiré, avait adopté une thèse manifestement fausse comme fondement ruineux d'une déduction puissante et peut-être irrésistible, espérant ainsi prémunir les esprits contre la tromperie possible de toute dialectique éloquente. Nous devons convenir que l'ouvrage

est bien écrit, le raisonnement spécieux, les preuves exposées avec suite et clarté, et qui le lirait sans être averti pourrait croire l'auteur de bonne foi, ou lui attribuer la sincérité relative d'un esprit paradoxal dont les opinions sont des caprices ou des moyens de briller. On s'imaginerait aisément lire quelque chose comme le discours de Rousseau sur les sciences et les arts, comme un de ces ouvrages que l'auteur commence sans conviction et qui finissent par le persuader à mesure qu'il les écrit.

Il paraît que le premier effet fut équivoque, et l'idée mal comprise, preuve au reste que l'auteur avait réussi, car l'illusion était son but. Dans la préface d'une nouvelle édition, il expliqua sa pensée, et l'on sut enfin que ce débutant, qui se montrait déjà maître des secrets du métier, promettait un défenseur de plus aux conventions et aux croyances générales de l'humanité. Ce point nous frappe dans ce premier essai. Burke y paraît déjà ce qu'il fut toujours, même au temps où il brillait au premier rang des défenseurs de la liberté politique, l'adversaire déclaré des nouveautés hasardeuses et des utopies subversives qui furent de vogue au dernier siècle, et qui ne manquent jamais de se produire à la veille des transformations sociales. Burke était un écrivain hyperbolique plutôt qu'un écrivain paradoxal; ses opinions étaient d'ordinaire pratiques et modérées, bien qu'exprimées souvent sans modération. Ce n'est pas son esprit, mais son talent qui était original et hardi. Penseur sage, avec un cœur passionné et une ardente imagination, il a dû plus d'une fois donner le change à ses amis et à ses ennemis, et c'est un contraste dont il faut tenir compte, si l'on veut le bien juger.

Nous regardons d'ailleurs comme assez puérile la supercherie littéraire de ce premier écrit. Il est trop long pour n'être pas sérieux. Quand on le croit sincère, il impatiente; quand on le sait ironique, il ennuie. Son plus grand mérite est de manifester dans un début l'habileté savante d'un écrivain expérimenté.

La réputation de Burke pouvait commencer alors; mais, la même année 1756, il l'établit autant que le peut faire un auteur qui ne signe pas ses ouvrages, en publiant ses *Recherches philosophiques sur l'origine de nos idées du Sublime et du Beau*. C'est un pendant de l'ouvrage d'Hutcheson sur l'origine des idées de beauté et de vertu. On sait qu'Hutcheson, Irlandais comme Burke, devint professeur à Glasgow, et fut le fondateur de l'école écossaise. Burke, ayant songé à lui succéder, avait étudié ses écrits, et il se sentit excité à marcher sur ses pas. De là le seul livre qu'il ait fait, ou du moins le seul de ses ouvrages qui ne soit pas de circonstance, et dont on cite encore le titre plus qu'on n'en connaît le contenu. Le sujet était assez à la mode. Hogarth, le peintre spirituel, avait récemment publié son *Analyse de la Beauté*, ouvrage médiocre de métaphysique et d'art, dont l'une de ces belles Gunning, célébrées par H. Walpole, lady Coventry, disait avec ennui : « Encore une ouvrage sur moi ! c'est insupportable. » Le livre de Burke pouvait difficilement donner lieu à la même méprise, quoique Dugald Stewart lui reproche d'avoir, en le composant, trop exclusivement eu devant les yeux pour exemple du beau la beauté des femmes.

Dans une dissertation préliminaire sur le goût, Burke appelle ainsi la faculté ou les facultés de l'esprit qui sont affectées par les ouvrages d'art ou d'imagina-

tion, ou qui servent à en porter un jugement. Quoiqu'on accuse ces affections de varier sans aucunes règles, l'identité, chez tous les hommes, des moyens de communication avec les objets extérieurs ne permet pas d'admettre que cette diversité soit infinie. Tous trouvent que l'amer est amer et que le doux est doux; pour tous, la lumière est plus agréable que l'obscurité. Quoique le degré de plaisir ou de peine attaché aux sensations puisse varier d'un homme à un autre, l'imagination est soumise à une certaine uniformité comme les sensations mêmes. C'est par une loi générale de sa nature qu'elle se plaît aux figures, aux comparaisons, aux métaphores. Point d'homme qui, la première fois qu'il voit une statue, n'éprouve un plaisir qui diffère seulement en raison de l'éducation, des études et des souvenirs. Nous aimons de la même manière les ouvrages d'esprit, sans aimer également les mêmes ouvrages, parce que les intelligences ne sont pas douées de la même puissance, de la même délicatesse, et n'ont pas reçu la même culture. Nos passions ajoutent à ces différences, dès qu'au lieu d'images qui parlent aux sens, il s'agit des choses morales. Au fond, le goût ne varie en ces matières que parce que la sensibilité et le jugement ne sont pas constamment parfaits, et cela même prouve qu'il y a une telle chose qu'une sensibilité vive, qu'un jugement droit. Or les causes qui altèrent la sensibilité ou le jugement sont accidentelles; viennent-elles à suspendre leur action, le goût se redresse et reprend son uniformité. Tout le monde alors juge de même en matière de goût, quoique tout le monde ne goûte pas le même genre de beauté avec le même plaisir. Il y a donc une logique du goût.

Mais si le goût n'est pas arbitraire, s'il n'est pas une pure affection individuelle, il faut que nous ayons tous des idées de beau et de sublime. Quelle est l'origine de ces idées? Digne sujet d'une recherche philosophique.

La curiosité est la première émotion de l'âme humaine. Nous cherchons d'abord la nouveauté; mais quoiqu'une certaine nouveauté soit une des conditions de l'attrait des choses, elles nous affectent directement par le plaisir ou la peine, qu'il ne faut pas tenter de définir. Cependant on peut distinguer le plaisir qui ne résulte pas de l'absence d'une peine, et qui est conséquemment un plaisir par lui-même, et le plaisir mixte qui se compose ou s'accroît de la cessation d'une peine, de la disparition d'un danger, et que l'auteur appelle du nom bizarre de *délice*. Les sentiments qui suivent ou accompagnent le plaisir et la peine sont la joie et la douleur.

Les passions qu'engendrent le plaisir et la peine tendent à la conservation de l'individu ou à celle de la société. Les premières, principalement excitées par la peine et le danger, sont les plus puissantes de toutes. Tout ce qui est fait pour provoquer ces idées de peine et de danger, tout ce qui est terrible, est une source de sublime ou de la plus forte émotion que l'âme soit capable de ressentir. Parmi les passions qui intéressent la société, celles qui regardent la *société des sexes* admettent immédiatement l'idée de beauté; mais une idée de volupté s'y mêle, et cette dernière idée est étrangère aux autres passions sociales, à la sympathie, à l'imitation, à l'ambition. On peut dire en général que l'amour a pour objet la beauté. Le plaisir que nous donne l'imitation est la source de notre goût pour les

arts, où sous une nouvelle forme trouvent place le sublime et le beau.

Quoi qu'on pense de cette métaphysique (et il est facile d'en apercevoir à la première vue l'insuffisance, l'inexactitude et la confusion), on prendra plus de plaisir à suivre l'auteur dans l'analyse particulière des passions ou pour mieux dire des affections qu'excite le sublime. Ici encore manquent la clarté et la méthode, les divers genres de sublime sont confondus avec leurs effets divers, et les causes de nos affections avec nos affections même; mais pourtant ce qu'il dit de l'étonnement, de la terreur et du respect, de l'obscurité, de la puissance, de la grandeur, de l'infini, fera penser, et s'il est difficile de rencontrer quelque part dans ce livre une théorie satisfaisante, même une vue large et lumineuse, on trouvera une constante élévation d'idées et des remarques détachées qui frappent par la justesse ou par l'expression. Les rapports de certaines causes de pure sensation avec la sublimité des objets naturels et artificiels, par exemple les effets de la lumière, de la couleur, du son, de l'odeur, de la saveur, de la soudaineté et de l'intermittence, sont étudiés avec une sagacité ingénieuse, et les vérités se rencontrent là pêle-mêle avec les singularités.

La troisième partie, qui roule sur la beauté, est certainement beaucoup mieux traitée et mérite plus le titre de recherche philosophique. L'auteur, discutant les idées de Locke, de Shaftesbury, d'Hutcheson, établit avec développement que la beauté n'est ni la proportion, ni la convenance, ni la perfection, et, après avoir indiqué avec quelle réserve l'idée de beauté doit être appliquée, soit aux qualités de l'âme, soit surtout à la vertu, si l'on ne veut pas confondre le goût avec la morale, il prétend

que la beauté se réalise à sept conditions, petitesse comparative, douceur de l'ensemble, diversité dans la direction des parties, gradation de ces mêmes parties, qui ne doivent pas être anguleuses, mais se fondre les unes dans les autres, délicatesse de la forme, éclat du coloris, ou couleurs claires et brillantes, enfin mélange de celle qui domine par son éclat avec d'autres qui la diversifient et la tempèrent. Dans la pensée de Burke, tout ce qui est proprement beau est sensible, et il n'admet qu'indirectement et par extension ce qu'on appelle la beauté morale.

Dans la quatrième partie, il revient sur l'objet des deux premières en se proposant de rechercher la cause efficiente du sublime et du beau. L'association des idées et certains mouvements des nerfs qu'il affirme, plutôt qu'il ne les prouve, donnent, selon lui, naissance à ces émotions, à ces affections que nous rapportons au beau et au sublime. Reste à savoir pourquoi certains objets sont ainsi qualifiés. On trouve ici, tantôt de la psychologie, tantôt de la physique; mais ni l'une ni l'autre ne satisfait aux conditions rigoureuses de la science. Il vaut mieux passer au dernier livre, qui traite des mots et qui appartient à la métaphysique de la littérature. Ici l'homme de lettres se retrouve. La puissance de la langue, et surtout de la langue poétique, est exposée par un critique capable de la sentir, et, quoiqu'il soit difficile de rattacher solidement cette partie à l'ensemble, on ne peut regretter de la rencontrer.

Cet ouvrage, qu'il serait oiseux d'examiner au fond, n'a fait faire aucun progrès à cette science du beau que les Allemands nous ont forcés d'appeler l'esthétique. Le mérite est plutôt dans le choix du sujet que dans la manière dont il est traité. Quelques vérités particu-

lières, quelques observations neuves, quelques pensées finement justes, plus rarement brillantes, ne suffisent point pour faire un livre, et l'essai de Burke n'est qu'une suite de discours qui auraient parfaitement réussi dans l'improvisation de l'enseignement, ou plutôt d'une sérieuse conversation entre Reynolds et Johnson. On dit que, plus avancé dans la vie, Burke riait parfois de quelques-unes des théories hasardées dans cette œuvre de sa jeunesse ; mais nous doutons, avec un de ses biographes, qu'à aucune époque il les eût remplacées par des doctrines mieux liées, plus approfondies, plus concluantes. Son esprit n'était pas philosophique, à prendre ce mot dans le sens propre ; la dialectique dans l'abstraction ne lui allait pas. Il est remarquable que, dans une matière qui touche par tant de points aux choses d'imagination, son style n'offre pas cette vivacité de couleur qui brille dans ses autres écrits. On dirait que, gêné par son sujet ou par son plan, mal à l'aise dans la déduction, il cherche avant tout, et cherche vainement la clarté, l'exactitude et la précision. Evidemment, en abordant les recherches spéculatives, il manquait sa vocation et forçait son talent.

Cependant son ouvrage eut un certain succès, et a conservé quelque réputation. Il dut placer l'auteur dans ce monde littéraire où il n'avait jusqu'alors aucun rang, et il lui donna crédit auprès des artistes, qui firent toujours cas de son jugement. Parmi ses lettres, on en a conservé qui sont d'intéressantes dissertations sur la peinture et la sculpture. Il jugeait beaucoup mieux l'art dans ses productions que dans ses principes. On raconte que, quelques années plus tard, le peintre irlandais Barry l'avait invité à visiter son ate-

lier. Burke, en discutant le mérite d'un tableau, amena, sans y penser, le peintre à lui opposer quelque règle de goût empruntée à ces recherches sur le beau, dont il ne le savait pas l'auteur ; car l'ouvrage était anonyme. Burke contesta, récusa la citation comme sans autorité, et indigna tellement son contradicteur, qu'il fallut enfin pour le calmer lui révéler le nom qu'il ignorait, et l'artiste transporté lui sauta au cou. Barry devint le protégé et l'ami de Burke, qui le présenta dans le monde, le fit connaître de Reynolds, et même le décida, par ses conseils et ses secours, à faire un voyage en Italie. Les lettres qu'il lui écrivit pendant ce voyage sont remplies de bons avis pour l'homme et d'idées précieuses pour l'artiste. Pendant longtemps Barry, qui lui-même écrivait assez bien sur les arts, trouva chez Burke un utile patron, et s'il finit par perdre sa bienveillance, c'est que le caractère vain, inquiet, irritable, du peintre lui rendait impossible une éternelle reconnaissance.

Mais avant de pouvoir patroner personne, Burke eut pendant des années besoin lui-même de protection. Ses premiers ouvrages ne l'enrichirent pas, et son père, mécontent de ne lui voir aucune profession, venait peu à son aide. En 1757, Burke rencontra à Bath la fille presbytérienne d'un docteur irlandais et catholique établi à Bristol. Il aima Jane Mary Nugent, et il l'épousa ; mais cette union, qui fit son bonheur, ne lui donna pas de fortune. Bientôt la naissance d'un fils, sur lequel il fit longtemps reposer de douces espérances, et dont la perte devait désoler les dernières années de sa vie, lui rendit encore plus nécessaire la prévoyance qui assure l'avenir. De tous temps, en Angleterre, le talent littéraire a été un des meilleurs moyens

de se faire une position dans le monde. Les liaisons nombreuses que Burke avait formées à Londres commençaient la sienne. Elisabeth Montague, qui dans le genre épistolaire a renouvelé sans l'égaler la réputation du nom qu'elle portait, écrivait à propos de l'ouvrage sur le beau : « L'auteur est dans ses écrits et sa conversation un homme ingénieux et ingénu, modeste et délicat, et sur les grands et sérieux sujets, rempli de ce respect, de cette vénération qu'une âme bonne et grande est assurée de ressentir, tandis que des insensés sautent par-dessus l'autel devant lequel les sages s'agenouillent et payent leur mystérieux tribut. » La grave jeunesse de Burke devait produire cette impression. Des hommes dont le suffrage est une autorité se portaient déjà caution de la distinction de son esprit. Dès le commencement de son séjour à Londres, il avait formé des relations assez étroites avec Garrick, qui était presque un homme de lettres et un homme du monde. Une liaison plus intime, et qui devint une intime amitié, l'unissait à sir Joshua Reynolds, cet habile artiste et cet habile critique qui marquait dans la société, grâce à son talent, dont les œuvres sont chaque jour plus estimées, grâce à sa conversation, dont ses écrits portent plus d'un brillant témoignage. Samuel Johnson, ce juge difficile qui gouvernait l'opinion dans les matières d'esprit, et dont l'influence et la renommée ont surpassé les ouvrages, avait connu Burke à dîner chez Garrick, et il aperçut de bonne heure sa supériorité naissante. Il prisait très-haut sa conversation, quoiqu'il lui refusât l'esprit de mots. Cette conversation, en effet, était admirée de tous les contemporains. Elle frappait à la première vue. « Un homme de sens, disait Johnson, ne pourrait rencontrer Burke par ha-

sard, en s'arrêtant sous une porte pour éviter une averse, sans partir convaincu que c'est le premier homme de l'Angleterre [1].»

A trente ans néanmoins, le premier homme de l'Angleterre était encore obligé de travailler pour vivre. M. Prior, qui met beaucoup de soin à le disculper, comme d'une faute, de la gêne toujours honorable dans laquelle il vécut, dit que son père, enfin touché de ses succès, lui donnait alors deux cents livres sterling par

[1] On m'a contesté ce mot de Johnson. Je le mets sous la responsabilité de Prior, qui lui fait dire textuellement de Burke qu'il était *the first man in England* (*Mem. of the life*, t. I, p. 91, 2e édit. Lond., 1826). Je conviens que dans Boswell, d'où la citation paraît tirée, il y a seulement que Burke était *un homme extraordinaire*. Mais Boswell fait redire sous plusieurs formes, à Johnson, quel était, dès la première vue, le grand effet de la conversation de Burke. Le vendredi 14 mai 1784, le docteur avait dîné chez Mme Garrick, avec trois femmes, Mme Carter, Miss Hannah More et Miss Fanny Burney. Il disait que c'étaient trois personnes éminentes, dont on ne trouverait pas la quatrième, si ce n'était Mme Lennox, qu'il leur croyait encore supérieure. On lui cita cette Élisa Montague, que nous avons citée tout à l'heure : « Oui, dit-il ; elle ne fait pas trafic de son esprit, mais c'est une femme très-extraordinaire. Sa conversation est un courant constant. Ce qu'elle dit est toujours plein de choses, toujours une pensée.—Mais il en est de même de Burke, reprit Boswell. » C'est à cela que Johnson répondit par son hypothèse d'une rencontre sous une porte un jour de pluie. Et il ajouta : « Si Burke était entré dans une écurie pour voir panser son cheval, le palefrenier dirait : Nous avons eu ici un homme extraordinaire.... Quand Burke ne descend pas à la plaisanterie, sa conversation est réellement supérieure. » Boswell, t. V, p. 155, édit. de 1811.) Il disait encore, selon Prior : « Vous le rencontreriez pour la première fois dans la rue où vous vous seriez arrêté pour vous garer d'un troupeau de bœufs, et au bout de cinq minutes il vous aurait parlé de telle sorte qu'en vous en allant vous diriez : « Voilà un homme extraordinaire. »

an. Cela n'empêcha pas qu'il ne formât le projet de passer en Amérique, pour essayer du commerce, et peu s'en fallut que l'Angleterre ne perdît un des hommes qui l'ont le plus honorée. Il aurait brillé certainement parmi les fondateurs de la liberté des Etats-Unis : cette révolution eût entraîné son génie; mais il resta à Londres, et il écrivit. C'est en 1757 qu'il publia, avec l'aide, dit-on, d'un collaborateur inconnu, un tableau des établissements européens en Amérique, ouvrage qui lui fut suggéré par le livre de Raynal, et que Dugald Stewart appelait une esquisse de maître. Un an après, il fonda, avec le libraire Dodsley, une publication périodique, dont l'idée était heureuse, et dont l'existence a contribué à répandre utilement en Angleterre la connaissance des faits de l'histoire contemporaine. On doit à Burke l'*Annual Register*. On sait que ce recueil, qui paraît tous les ans, rend compte des événements écoulés dans l'intervalle d'un volume à l'autre, et donne les documents qui servent à les éclaircir. Les trois ou quatre premiers volumes passent pour être en grande partie de la main de Burke, et en tout temps il continua de s'intéresser à l'ouvrage et d'y contribuer quelquefois. Cette histoire annuelle du monde se publie tantôt depuis un siècle, et forme une collection d'un grand prix. Nulle composition n'était plus propre à former un homme public. On ne peut trop bien savoir les faits, quand on veut diriger les hommes.

Cependant sa situation restait précaire. L'agrément de son commerce multipliait ses relations. George, lord Lyttelton, dont les ouvrages historiques sont encore estimés, Fitzherbert, un membre du parlement qui aimait les lettres, Pulteney, comte de Bath, dès longtemps hors de la politique, cité pour sa conversa-

tion piquante, Anne Pitt, la sœur du grand Pitt, et dont Burke admirait l'esprit original, Hume, qui lui fit connaître Adam Smith, et dont il trouvait l'histoire trop peu libérale et la philosophie trop peu religieuse, goûtaient tous son entretien, louaient son esprit, mais n'aidaient point à sa fortune. Heureusement, dans le nombre de ses amis, était son compatriote, lord Charlemont, dont il parla toujours avec l'enthousiasme de la reconnaissance. C'est ce seigneur, l'ami de Montesquieu, le généreux défenseur de l'Irlande, qui présenta Burke à Gérard Hamilton, nommé principal secrétaire du lord-lieutenant de cette île, quand, en 1761, ce gouvernement fut donné à lord Halifax.

Hamilton avait débuté avec beaucoup d'éclat à la chambre des communes. On raconte que son premier discours parut si beau, qu'il désespéra de l'égaler et ne parla plus. Aussi l'appelait-on Hamilton au seul discours, *Singlespeech*. La vérité est qu'il parla rarement, parce qu'il apprenait par cœur des discours écrits, et qu'ayant quitté la chambre des communes pour l'Irlande, il sembla renoncer, en Angleterre du moins, aux succès parlementaires. L'union n'était pas alors établie par la loi entre les deux îles. Le principal secrétaire accompagnait le lord-lieutenant, dont il était comme le ministre dans le parlement de Dublin. Burke partit avec Hamilton sur le pied mal défini de secrétaire, de conseil et d'ami. Dans cette position ambiguë, un collaborateur de cette vigueur d'esprit dut prendre une grande part au gouvernement de son pays ; mais cette part est restée secrète. On sait seulement que ses services lui valurent la troisième année une pension de trois cents livres sterling sur le fonds de l'établissement de l'Irlande, souvent grevé de dons plus abusifs. A ce

prix, Hamilton crut apparemment acheter un dévouement absolu et s'acquérir envers un subordonné le droit de disposer à la fois de ses opinions, de son jugement, de son travail et de son temps. Mais Burke ne pouvait renoncer au droit de penser et de dire sa pensée. Il n'approuvait pas toute l'administration de lord Halifax; son indépendance se heurtait souvent à l'orgueil de Hamilton ; il brisa le joug, et rendit, avec une dignité un peu hautaine, un bienfait que le bienfaiteur ne dédaigna pas de reprendre pour son compte, sous le nom d'un de ses agents. Tous les liens furent rompus, et Burke revint à Londres avec de nouveaux titres à l'estime et à l'intérêt de ses amis.

Il avait mis, pour ainsi dire, le pied dans la politique. Le mouvement était donné, et ne devait plus s'arrêter qu'avec sa vie. Ses relations et ses études n'eurent plus qu'un objet. Histoire constitutionnelle, précédents parlementaires, faits économiques, il voulait tout connaître. Assidu à suivre les travaux de la chambre des communes, il se formait à la parole dans une société de discussion (*debating society*) connue sous le nom de *Société de Robin Hood*. En même temps, il ne négligeait pas le Club littéraire, institution dont il fut un des fondateurs avec Reynolds et Johnson.

Malgré sa liaison avec le célèbre docteur, il n'était nullement de son école en politique. A cette époque, le court passage de lord Bute au pouvoir, la rude manière de gouverner de George Grenville avaient soulevé les esprits contre le favoritisme de cour et l'arbitraire ministériel. Un mouvement d'opinion chaque jour plus prononcé laissait chaque jour le pouvoir plus isolé et plus affaibli. L'esprit ardent et généreux de Burke ne pouvait que suivre ce mouvement, ou plutôt il le devan-

çait. On a dit qu'il n'avait été whig que par accident ; cela est vrai, si l'on veut dire qu'il ne pouvait l'être que dans un temps où le débat n'était pas ouvert entre l'esprit de conservation et l'esprit de révolution, mais entre une cour justement soupçonnée de prétentions usurpatrices et un parti populaire jaloux de sauver ou de revendiquer les principes de la constitution établie. Le torisme était alors à peu près le synonyme de l'absolutisme ; c'est lui qui menaçait les institutions ; être whig, c'était les défendre. En aucun temps, Burke n'a eu ni les goûts, ni les mœurs, ni les principes d'un courtisan. En aucun temps non plus, malgré l'étendue de son esprit, il ne s'est beaucoup soucié de l'abus qu'on pouvait faire de ses idées ; jamais il n'a embrassé une opinion à demi pour la soutenir faiblement. Ce fut donc sans hésitation ni scrupule, ce ne fut ni par intérêt ni par imitation, mais avec conviction, mais avec feu, qu'il se jeta dans le parti du pays, comme s'appelait alors l'opposition. Il ne crut pas un moment faire ainsi preuve d'infidélité ou d'indifférence à la cause de la monarchie ni de l'ordre, qui ne lui semblait nullement en question. Ce sont là des craintes d'un autre temps, et c'était dès lors l'heureux privilége de l'Angleterre qu'on pouvait y combattre pour la liberté sans avoir les allures d'un tribun ni les passions d'un novateur.

En 1765, sans que la majorité eût changé dans le parlement, le ministère changea. Il se sentait miné à la cour et dans le public. Cette retraite honora Grenville sans le rendre populaire ; mais ses adversaires prirent sa succession, et lorsque le marquis de Rockingham eut formé son ministère, Fitzherbert lui présenta Burke, qu'il choisit pour son secrétaire particulier.

Il suffit de s'approcher du pouvoir pour rencontrer la délation. Presque aussitôt on dénonça (il paraît que ce fut le duc de Newcastle), on dénonça au premier ministre Burke comme un jacobite et un papiste déguisé. Il donna à l'instant sa démission; mais Rockingham était un homme juste et bienveillant, capable de reconnaître la loyauté; il retint celui qui devait être un si fidèle ami. Bientôt même le nouveau secrétaire entra dans la politique pour son propre compte. Par un arrangement avec lord Verney, qui fut nommé membre du conseil privé, il siégea au parlement pour le bourg de Wendover, Buckinghamshire. De ce jour, sa destinée fut fixée. L'homme de lettres, dont la conversation était déjà éloquente, paraissait sur le théâtre où le talent n'a d'égal que le talent, là où il ne devait relever que de lui-même. Burke est du petit nombre de ceux qui, n'étant rien, sont arrivés à tout, car c'est être tout que se faire écouter d'un peuple libre. « Burke a la grandeur naturelle, disait Johnson; il lui faut la grandeur civile. »

La question pour laquelle avait été formé le cabinet était, pour employer les désignations abréviatives de la langue parlementaire, la question américaine. Elle fut l'occasion du premier discours de Burke (janvier 1766): il n'en reste pas de traces, ni d'aucun de ceux qu'il prononça jusqu'en novembre 1767; mais son début fut très-brillant; Pitt lui adressa un de ces éloges que l'on regardait comme *des passe-ports pour la renommée*. Lord Charlemont, son ami, Richard Burke, son frère, William, son cousin, qui venait d'être élu et qui était sous-secrétaire d'État sous Conway, virent leurs plus présomptueuses espérances dépassées. « Probablement aucun homme avant lui, écrivait Johnson, ne s'était à

son premier coup d'essai, fait autant de réputation.» Il prit une part active à tous les débats. On sait que l'abolition de l'impôt du timbre aux colonies et l'interdiction de tout mandat d'arrêt conçu en termes généraux furent les deux mesures capitales qui signalèrent la session et caractérisèrent le ministère. Mais ce ministère était sans force, et presque aussitôt que les chambres furent dispersées, il disparut (juillet 1766). On doit louer en lui cette honnêteté de libéralisme que les gens du monde trouvent puritaine, un des mérites assurément qu'il est le plus difficile de soutenir; car, dédaigné des prétendus habiles, il est détesté des prétendus honnêtes. La pruderie politique, comme on l'appelle, a besoin, pour se faire accepter, de se couvrir de l'éclat du talent, de s'armer de la puissance du caractère. A ces deux conditions le ministère Rockingham était loin de pleinement satisfaire. Son chef avait plus d'une raison de ne pas réussir, entre autres la défiance de lui-même et l'inflexibilité de ses principes. C'était un whig inébranlable, mais un homme modeste. Il ne savait ni corrompre ni dominer, et sa pureté passait pour de l'entêtement, tandis que sa modération était prise pour de la faiblesse. C'est un caractère qui pour la fidélité, le désintéressement, l'élévation doit être proposé pour modèle. Burke, qui a composé l'inscription d'un monument en son honneur, avait bien raison de la terminer par ces belles paroles :

REMEMBER—RESEMBLE—PERSEVERE.

Mais les vertus de l'homme public ne sont pas la garantie de son succès. Le cabinet auquel Rockingham donnait son nom, obtenait l'estime plus que la déférence. Sa politique d'apaisement était taxée d'indéci-

sion, et l'opinion lui tenait trop peu de compte de sa probité pour lui passer son apparente timidité et cet air ingénu qui ne commande pas. Il avait contre lui les hautes ambitions et les sordides intérêts, ceux qui concevaient dans le pouvoir plus de grandeur et ceux qui ne l'appuyaient qu'à la condition de ses abus. Il tomba, et le tableau de ses principaux actes, tous marqués au sceau de l'équité et de la modération, devait, pourvu qu'on distinguât ses œuvres de sa manière, devenir sa meilleure apologie. Burke l'écrivit en deux pages, qui furent remarquées, sous ce titre : « Compte sommaire de la dernière administration. »

Pitt ou plutôt lord Chatham avait cependant formé ce cabinet incohérent, dont la politique, obscure dès sa formation, est encore un problème pour l'histoire. Burke eut à refuser plus d'un emploi ; mais il jugea le ministère dès le premier jour avec un parfaite sagacité. Elle se montre dans sa correspondance avec lord Rockingham, que ni l'honneur ni l'amitié ne lui permettaient d'abandonner. Jamais, au reste, il ne goûta la personne ni le talent de lord Chatham. L'inégalité impérieuse, la confiance hautaine, les variations que l'imagination, le tempérament et l'intérêt imprimaient à la conduite de ce singulier homme d'État, une supériorité qui se manifestait plutôt par des inspirations soudaines et des coups de génie que par des conceptions méditées avec profondeur, poursuivies avec méthode, accomplies avec persévérance, devaient effaroucher ou intimider l'esprit vif mais réfléchi, étendu mais sevère, régulier dans sa verve, opiniâtre avec enthousiasme, d'un homme de lettres scrupuleux et irritable, simple dans sa vie, consciencieux dans ses études, et qui n'agissait ni ne parlait que laborieusement préparé.

Décidé à n'entrer point dans l'administration, Burke quitta même à dessein l'Angleterre. A son retour d'Irlande, il s'occupa de régler sa vie future suivant ses goûts. Il avait perdu son père et son frère aîné, et, joignant à leur héritage ce qu'il dut à la générosité du marquis de Rockingham, il acheta dans le Buckinghamshire le domaine de Gregories, près de Beaconsfield. Ce bien devint pour lui un séjour de prédilection. Il y fit des travaux utiles et des travaux d'agrément. Il se prit de goût pour l'agriculture, et l'on assure qu'il y devint habile; mais il ne devint jamais riche, et, quoi qu'en dise son biographe Prior, il paraît avoir eu bien souvent à lutter contre de sérieux embarras de fortune.

Le général Conway était resté dans le nouveau ministère; Burke devint donc le *leader* ou le guide dans le parlement du parti de l'ancien cabinet. Pitt était retiré dans la chambre des lords, et Charles Fox n'était pas encore dans celle des communes; Burke s'en trouva le premier talent. Son opposition fut vive et brillante. Le ministère, que ne gouvernait pas son chef apparent, le duc de Grafton, cherchait des alliances, et Conway, qui voulait n'être resté au pouvoir que pour rapprocher les partis, essaya une conciliation que Burke, dans ses lettres, loue Rockingham d'avoir refusée (1er avril 1767). L'abandon que fit alors Conway des fonctions de secrétaire d'État, la séquestration étroite à laquelle Chatham malade se condamnait, la mort soudaine du chancelier de l'échiquier, Charles Townshend, vinrent ajouter à la nécessité d'une recomposition ministérielle. Lord North succéda à Townshend, et l'accession des amis du duc de Bedford, ancien collègue de Grenville, acheva d'altérer le caractère plus franchement libéral

que le nom et la présence de Chatham auraient dû conserver à cette administration. Burke se prévalait de tous ces avantages, et contre un cabinet flottant et faible, il fit d'énergiques appels à l'opinion publique, qui commença à reconnaître sa voix.

Pas plus que l'orateur, l'écrivain ne manqua à sa cause. George Grenville avait publié ou fait publier une défense du ministère de lord Bute et du sien. George Grenville était ce qu'on appelle dans le monde politique un homme d'affaires. Il en avait toutes les qualités, excepté celles qui d'un homme d'affaires feraient un homme d'État. Exact, laborieux, passionné pour le bien public, indifférent aux plaisirs du monde et aux jouissances de l'esprit, il ne se plaisait que dans le maniement et la discussion des intérêts positifs du gouvernement. Les yeux constamment fixés sur la balance de fin d'année, il était consterné et scandalisé toutes les fois que l'équilibre du doit et de l'avoir était sacrifié à la politique. Persuadé que lui seul comprenait le danger et pouvait le conjurer, il soutenait sérieusement que tout était perdu. A lire le pamphlet qu'il avait écrit ou dicté, la guerre de Sept ans était la ruine de l'Angleterre. Son éclat trompeur avait fasciné l'Europe et humilié la France, qui ne savait pas combien elle avait au fond gagné à ses défaites. On n'avait pu trop se hâter de conclure la paix, et le ministère de lord Bute, en se pressant de la signer, s'était dévoué pour arrêter le pays sur le penchant de sa perte. Une dette écrasante, un commerce en déclin, des colonies en souffrance, des finances en désordre, tels sont les maux que par des mesures énergiques le cabinet Grenville commençait à réparer; le cabinet Rockingham les avait ramenés, augmentés, et ils s'accroissaient encore sous

ses successeurs. L'État était en péril, si l'on n'appelait pas ceux qui, seuls ayant prévu le mal, seuls le pouvaient guérir.

Burke entreprit une réfutation complète. Contre un antagoniste fort par les faits et les chiffres, il ne s'en tint pas à des considérations générales ; il le suivit sur son terrain, et, discutant les questions techniques avec une clarté supérieure, il détruisit pièce à pièce tout l'échafaudage d'une spécieuse argumentation. Un écrit de ce genre ne saurait être analysé, et l'on admettra aisément, je pense, que l'auteur réussit à montrer qu'une guerre qui donne à un grand pays de la gloire et des conquêtes ne le ruine pas, quoi qu'elle lui coûte, et qu'inévitablement la paix après la victoire amène la richesse et la prospérité. Si le présent avait ses dangers, tels que la crise du commerce et des colonies, ces dangers étaient dus aux mesures irréfléchies et rudes auxquelles Grenville avait attaché son nom. Or, loin de les désavouer, il ne proposait que de les renouveler en les aggravant encore. La pire de toutes avait été l'établissement du droit de timbre en Amérique. Jusque-là, le parlement d'Angleterre, sans douter de son droit de taxation, avait toujours douté qu'il fût sage d'en user pour accroître le revenu public. Les colonies, sans contester un droit dont elles ne ressentaient pas l'atteinte, jouissaient en paix de leurs institutions propres, qui pour les affaires intérieures leur assuraient tous les droits d'un peuple libre. Aucun débat inutile ne s'élevait sur les limites des deux prérogatives, « sur des questions qui sont plus du ressort de la métaphysique que de la politique, et qui ne peuvent jamais être remuées sans ébranler les fondements des meilleurs gouvernements qu'ait pu instituer la sagesse humaine. »

C'est en rompant ce compromis, cette conciliation suffisante et toute pratique, qu'on avait comme à plaisir allumé les passions d'un peuple sensible et fier. Trouvant la querelle ouverte entre la métropole et les colonies, le cabinet Rockingham n'avait pour la calmer qu'une conduite à tenir : abandonner l'exercice malencontreux du droit de taxer, sans abandonner le droit lui-même. Il était fâcheux sans doute de paraître céder ; il l'était davantage, en persistant dans une faute, de perdre et le commerce et les colonies. Dans cette alternative, deux actes avaient été rendus, l'un qui déclarait la prérogative de la métropole, l'autre qui révoquait l'acte du timbre. Ces mesures, comme toutes celles du ministère, ne tendaient qu'à réparer le mal par un retour aux principes de conduite que l'administration précédente avait abandonnés. Le premier et le plus moral de tous ces principes, c'est que les hommes et les partis soient fidèles à eux-mêmes, c'est que, sous le prétexte de faire les affaires avant tout, on ne brise pas tous les liens de l'honneur politique.

Quoique cet ouvrage de Burke soit excellent et qu'il puisse même se lire avec intérêt, si l'on veut bien connaître les affaires anglaises à cette époque, on devra chercher encore ailleurs la plus haute mesure du talent de l'écrivain. Les *Pensées sur les Causes des mécontentements actuels*, qu'il publia en 1770, sont à nos yeux le premier de ses écrits qui l'ait classé à son véritable rang. Le cabinet était changé ; lord North était premier ministre; la haine publique ne poursuivait spécialement aucun de ses collègues. Les atteintes portées du temps de Wilkes à la liberté des citoyens avaient vieilli. Lord Bute était sorti du pouvoir depuis sept ans. L'aveuglement obstiné qui devait conduire le roi et son con-

seil à la perte des colonies américaines n'alarmait pas l'opinion et flattait même l'orgueil national. Cependant l'Angleterre était mécontente. Une vague inquiétude s'élevait sur la vertu même de ses institutions : répondaient-elles bien à la confiance qu'elles inspiraient? n'avaient-elles pas souffert de l'action du temps, des atteintes de la corruption? quelque révolution ne les menaçait-elle pas, qu'elle vînt d'un complot de la cour ou d'une explosion populaire? Il régnait dans les esprits beaucoup de défiance, d'irritation, d'anxiété, de découragement. La division des partis, et surtout de leurs chefs, semblait rendre impossible à l'opposition le succès, au pouvoir le gouvernement. Ce moment de l'histoire parlementaire mérite d'être étudié. Voici comment on pourrait, d'après Burke, rendre raison de la situation.

Tout le monde en effet était mécontent. Le gouvernement accusait les partis, le public s'en prenait au pouvoir ; cependant le pays était riche et prospère. On ne saurait prétendre qu'en de tels conflits d'opinion jamais la nation n'ait tort ; mais la présomption est en sa faveur. La nation n'est pas intéressée, par système ou par amour-propre, à persister dans une erreur ; elle ne peut avoir de mauvaise intention ; son intérêt est le bien public ; elle se plaint parce qu'elle souffre. Toutefois, si elle se plaignait en 1770, ses griefs n'étaient pas ceux qui l'avaient irritée dans le siècle précédent, et les défenseurs du pouvoir prenaient ou donnaient le change, lorsqu'ils s'évertuaient à prouver qu'il n'y avait rien à craindre de ce qu'on avait justement appréhendé sous les Stuarts. Les temps étaient changés, et avec les temps les abus et les dangers. Si l'on avait dû, au XVII[e] siècle, s'alarmer pour les droits et l'exis-

tence du parlement, aujourd'hui le parlement n'était plus menacé, au moins de la même manière; mais il ne s'ensuivait pas que la prérogative de la couronne ne fût pas à redouter, et n'eût point puisé dans des circonstances nouvelles une nouvelle manière d'altérer la constitution. La royauté, placée par la révolution dans l'impuissance de reprendre les vieilles luttes, avait été forcée d'entrer en partage d'influence, en communauté d'action avec les hommes ou les familles qui avaient vu en 1688 triompher leurs principes et leur cause. Le parti whig était devenu le parti gouvernemental et presque le gouvernement. Pendant plus d'un demi-siècle, la couronne était demeurée, sauf de courts intervalles, liée étroitement et comme solidaire avec les auteurs ou les représentants de la révolution. Sous Walpole, la cour et le ministère ne faisaient qu'un. Les Pelham avaient fini par en arriver au même point. Le roi George II s'était de bonne grâce, ou plutôt avec conviction, soumis à l'association ; on peut dire qu'il était le roi des whigs. Cependant il naquit bientôt une secte de courtisans qui appelèrent cette association politique un assujettissement. On commença à dire que la royauté était subjuguée par une aristocratie. Les torys, d'anciens torys, ne manquèrent pas de répéter le reproche, attestant ainsi leur vieille aversion pour la dynastie comme jacobites, leur zèle pour la royauté comme cavaliers, dénonçant l'une comme faible, plaignant l'autre comme opprimée. Jusque dans le parti populaire il s'était rencontré des mécontents qui, par tactique ou par haine, avaient tenu un langage analogue. Il n'est pas sans exemple, même en Angleterre, que la minorité essaye de grandir le pouvoir exécutif contre la majorité, et une opposition, pour si

peu qu'elle soit démocratique, n'est pas incapable de chercher contre le parti qui gouverne l'alliance de l'absolutisme. Cela s'est vu plus d'une fois depuis l'époque où Burke écrivait. Même de nos jours, le haut torisme ne s'est pas interdit de spéculer sur cette faiblesse des partis populaires, et le brillant et insidieux écrivain qui en est aujourd'hui le plus véhément orateur, a plus d'une fois accusé le gouvernement anglais de n'être qu'une copie de l'aristocratie vénitienne, comme s'il eût voulu par là convier la démocratie à se jeter dans les bras de la monarchie administrative. Puisse ce conseil de Sinon n'être jamais écouté!

Au vrai, les cours seules sont le sol naturel de cette dangereuse politique, et sous le règne du second roi de la maison de Hanovre, c'est dans la petite cour de la princesse de Galles que se forma une coterie qui ne rêvait pas moins que de pervertir la constitution britannique. Tant que le prince avait vécu, il avait intrigué et souvent avec l'opposition. Sa veuve continua religieusement de faire de Carlton House un monde à part et l'asile des disgraciés de la fortune parlementaire. Là régnait comme une tradition la politique perfide de Bolingbroke. Lord Bute, qui à tous les titres dominait dans ce palais, était d'une race écossaise, et comme tel il avait au moins conservé l'ancien loyalisme de sa race. Il ne connaissait, et même n'ambitionnait que l'influence attachée par la faveur occulte à un dévouement et à une habileté plus domestique que politique. C'est au point que lorsque l'avénement de George III le fit chef du ministère, il s'y trouva bientôt mal à l'aise et renonça sans nécessité et presque sans prétexte au gouvernement. Mais la politique qu'il semblait personnifier, et qui continua à rendre son nom odieux, persista

après lui et domina en son absence. Élevé dans les idées d'un *country gentleman*, prince par-dessus le marché, ayant les préjugés des cours sans leurs mœurs, et ce qu'il faut de vertus privées pour se croire le bon droit en personne, George III se fit toujours un devoir (car les bigots appellent devoirs leurs passions) de mettre, comme on disait alors, la royauté hors de page. S'il n'eût préludé à la folie par la médiocrité, son règne aurait pu devenir funeste à la constitution et se terminer dans une crise révolutionnaire. Dès les premiers temps, il donna les mains à tous les efforts pour séparer la cour et le ministère. Tandis que constitutionnellement c'est le roi qui possède le pouvoir et les ministres qui l'exercent, les nouveaux Strafford renversèrent les rôles. Il fut entendu que sous le nom d'influence, il fallait assurer au roi et à sa coterie permanente une force en dehors de son gouvernement avoué, force qui paralysât l'autorité de ses ministres, c'est-à-dire son pouvoir officiel, lors même qu'elle ne parviendrait pas à s'en saisir et à fabriquer un cabinet de courtisans. Pour atteindre ce but, il fallait le concours ou la tolérance du parlement. Le premier soin fut de dissoudre ces associations puissantes qui y avaient exercé une si grande autorité, d'entretenir ou de susciter la division dans l'ancien parti du gouvernement, de faire même appel à l'indépendance jalouse ou à l'envieuse versatilité, pour briser le joug de ces guides dont le talent impérieux pèse toujours un peu à ceux qu'ils conduisent. On s'efforça de persuader, soit par la critique toujours facile des partis et de leurs chefs, soit par la puissance corruptrice des innombrables faveurs dont la liste civile disposait en maîtresse, aux gens intéressés ou faibles, qu'il y avait plus de sûreté à s'attacher à la

royauté qui dure qu'aux ministères qui changent; on tendit enfin à former un parti de la cour qui fût l'appoint nécessaire et bientôt peut-être le corps de bataille de la majorité gouvernementale. Cette intrigue avait, dès 1761, forcé à la retraite Pitt au milieu de ses triomphes. Par elle, le duc de Newcastle, suspect à raison, non de son caractère, mais de la force de sa clientèle, avait été bientôt sacrifié à la vieille rancune des hôtes de Carlton House contre les Pelham. George Grenville, choisi parce qu'il ne pouvait arriver seul au pouvoir sans rompre tous ses liens de famille, n'avait pu se maintenir, malgré sa manière presque absolue de gouverner, quand on vit que, plus jaloux de servir que de plaire, il préférait l'État à la cour, et voulait dominer dans le cabinet comme dans le parlement. Abandonnés par la couronne, les deux ministères suivants n'avaient pu se soutenir, ou du moins l'administration du duc de Grafton n'avait été qu'une suite inconsistante de remaniements, et une déviation graduelle de l'esprit apparent et primitif de son institution. Toutes ces circonstances qui n'étaient point uniquement créées de mains de courtisans, et auxquelles contribuèrent inconsidérément, par leurs rivalités, leurs exigences et leurs variations, les premiers hommes des deux chambres, étaient de nature à seconder la propagation des nouvelles doctrines inconstitutionnelles, à discréditer les principes mêmes qui sont comme le droit des gens de la guerre parlementaire. Ainsi l'exclusion avait été successivement donnée à tous les hommes grands par la situation, le talent et la renommée, et un ministère était venu au monde qui, sans être formé de purs favoris, ne pouvait se passer de la faveur royale, qui, sans renfermer aucun des maîtres de la tribune, était assez

rompu aux affaires et aux débats pour suffire aux besoins de chaque jour ; un ministère qu'il eût été impossible de classer dans aucun parti, quoiqu'il ne fût l'adversaire déclaré d'aucun, prêt à les combattre tous au nom de la prérogative qui faisait sa force et son appui ; un ministère enfin qui, par nécessité au moins autant que par conviction, devait s'appuyer sur la cour et convenir au goût du roi, grâce à la modestie de ses talents, à la petitesse de ses vues et à la fermeté de son attitude. On peut supposer, en effet, que George III n'eut jamais de ministre qui fût plus selon son cœur que lord North. Lorsqu'à une époque postérieure, le grand torisme conservateur eut été créé, comme une arme de défense forgée au feu de la révolution française, il put trouver que la monarchie y gagnait, mais que le monarque, rengagé dans les liens d'un parti, y perdait en indépendance propre et en influence personnelle. Aussi, tant qu'il fut capable de penser et de vouloir, accepta-t-il M. Pitt comme un sauveur, et jamais comme un favori.

Mais à l'époque où Burke écrivait, cet avenir était au delà de toute humaine prévoyance. Il ne savait qu'une chose, c'est qu'en dehors de tous les ministères il existait une cabale qui *doublait* en quelque sorte le cabinet. Il y avait, outre le parti du gouvernement, un parti des *hommes du roi*, des *amis du roi,* dissolvant ou négation de tous les partis, coterie d'intrigants et de docteurs, professant en principe que le choix des ministres était libre, que les ministres étaient d'autant plus au roi qu'ils avaient moins d'amis, et qu'enfin les chambres leur devaient aide et confiance par cela seul qu'ils étaient les ministres du roi. Ce système, sans violer la lettre de la constitution, pouvait la vicier dans

son essence. « Cette infusion du favoritisme agissait dans le gouvernement comme un poison, dans le public comme un ferment. » De là tout le mal de la situation, de là le discrédit du pouvoir et le soulèvement de l'opinion. Il y avait urgence de raffermir sur ses véritables bases la constitution ébranlée.

La royauté pouvait la menacer par la corruption comme par l'usurpation. Le parlement pouvait se dénaturer en se subordonnant. Si la révolution l'avait associé au gouvernement, ce n'était pas pour qu'il cessât d'être un pouvoir de contrôle. C'est à mieux régler l'emploi des ressources abandonnées à la couronne, c'est à relever, à ranimer dans le parlement le sentiment de sa responsabilité que Burke concluait, après avoir admirablement décrit la situation que nous venons d'esquisser. Il espérait peu des réformes dont on parlait alors. Abréger la durée des parlements lui paraissait un moyen certain, en multipliant des réélections ruineuses, de donner au pouvoir l'avantage sur les particuliers ; car, entre eux et lui, la partie serait de moins en moins égale. Augmenter le nombre des places incompatibles avec les fonctions parlementaires, c'était écarter des influences avouables, sans détruire les pratiques occultes et les marchés clandestins par lesquels on achète ceux qu'on n'oserait pas récompenser. Ce qu'il réclame, c'est « l'interposition du peuple ; le remède aux maux du parlement n'est pas dans le parlement même. » Que le peuple veille et agisse sur ses représentants, et pour cela qu'il les connaisse ; que, dans toutes les questions importantes, la liste exacte des votants soit mise sous les yeux de tous. Burke se fie à cette publicité pour perdre à la fois et ceux qui trahissent leur parti, et ceux qui soutiennent indiffé-

remment tous les pouvoirs. Ainsi il espère rétablir la fidélité politique. Il faut voir avec quelle force de raison, avec quelle profonde connaissance des conditions d'un État libre, il explique, il justifie l'existence des partis, et montre que, sans les liens qui les unissent, les citoyens désarmés laissent périr entre leurs mains la liberté publique. Point de parti de l'opposition, point d'obstacle à l'arbitraire. Un pouvoir sans parti est faible, s'il n'est tyrannique. Cette formule dès lors inventée : «Non les hommes, mais les mesures,» est pour Burke une profession d'indifférence politique ; elle affranchit les individus de tout engagement ; elle rabaisse au même niveau tous les talents et tous les caractères ; elle pousse à l'anarchie, si elle ne mène au despotisme.

Telle est en gros l'idée de ce pamphlet, un des chefs-d'œuvre de la littérature politique. Je ne sais si l'on a fait aussi bien ; on n'a pas fait mieux. Encore aujourd'hui, cet ouvrage de circonstance est cité comme un ouvrage de principes. C'est un livre classique ; c'est, a-t-on dit, *le Credo des whigs de l'Angleterre*. Il faut le lire, si l'on veut comprendre le fond du gouvernement représentatif, et toute la vanité des doutes et des objections qu'on élève aujourd'hui contre les conditions mêmes de la liberté politique. L'Angleterre elle-même retrouverait dans cet ouvrage tous les principes qu'on veut lui faire abandonner. On y reconnaîtra toute la solidité et tout le piquant, toute l'élévation et toute la vivacité que ce genre d'écrit peut réunir, tout ce que la méditation de l'histoire et l'expérience des affaires peuvent sur un sujet donné enseigner à un esprit fécond et pénétrant, tout le vrai et rien que le vrai. Burke ne s'était pas encore élevé aussi haut ; il a déjà toutes

ses qualités, et ne laisse encore apercevoir aucun de ses défauts. Les premières ont pu grandir, mais alors les seconds ont paru. Comme il est un des hommes qui ont prouvé que l'imagination est une des facultés qui vieillissent le moins, qu'elle peut, au contraire, devenir avec l'âge et plus vive et plus riche, il a pu faire depuis lors des choses plus brillantes, mais non de meilleures choses; il a écrit avec encore plus de mouvement, avec encore plus d'éclat, mais il s'est quelquefois ébloui, quelquefois emporté; son talent n'a été accompli qu'une fois.

Johnson lui-même répondit indirectement à Burke. C'est alors du moins qu'il publia *la Fausse Alarme*, écrit mesquin d'un tory lettré, qui vous enseigne que la liberté n'a pas de meilleure garantie qu'un bon roi. Cela est digne de sa réponse à Junius, dont les lettres paraissaient alors et produisaient une vive sensation, encore accrue par le mystère de leur origine. Ce moment est cité comme celui où la presse politique a pris son rang. Burke et Junius ont doté leur pays d'une branche de littérature nouvelle. Jamais avant eux le talent ne s'était immortalisé par un pamphlet. Leurs deux noms se rapprochent si naturellement, qu'on a même essayé de n'en faire qu'un, et dès le temps où il parut, le succès de l'écrit de Burke fut tel que le bruit déjà répandu s'accrédita qu'il pouvait bien être le terrible et impénétrable anonyme. Quoique, à mon avis, la supposition ne soit pas soutenable, elle fit fortune alors et depuis, et sir Philip Francis lui-même renvoyait quelquefois à Burke l'honneur qu'il refusait d'accepter.

Burke et Junius ont tous les deux un rare talent, mais chacun un talent bien différent. Celui de Junius

est dur et orné, travaillé dans sa violence, et la passion qui l'échauffe ne dissimule pas l'art qui le guide. Il mêle la logique et l'invective; il aiguise ses mots et concentre une idée dans chaque phrase, mais répète l'idée en variant la phrase, car il a plus d'invention dans le style que dans la pensée. Quand il raisonne, il se serre davantage, il devient sec et nerveux; mais sa dialectique est plus forte que sa raison n'est puissante. Il est élevé, mais étroit, et l'on ne sent pas en lui un de ces riches esprits qui se prodiguent et ne s'épuisent pas. Burke assurément ne manque ni de vivacité ni de chaleur, et, quoique de fortes convictions l'animent, il se souvient en écrivant des secrets du métier. Telle est cependant son abondance naturelle, que ses écrits ressemblent à l'improvisation d'un homme qui a beaucoup pensé : ses idées se pressent et le débordent; il a peine à choisir dans le nombre, et il lui faut quelque effort pour leur donner de l'ordre et de la clarté. L'éclat même du style lui vient tout naturellement. Il est brillant, il est coloré, non parce qu'il s'efforce de l'être, mais parce que son imagination l'est pour lui. Il expose plutôt qu'il ne discute, et il a plus à cœur d'entraîner ses lecteurs que de désoler ses adversaires. Sans leur épargner les traits piquants et dédaigneux, il s'abstient en général de l'insulte, fuit les noms propres, et son indignation n'est pas de la rage. A ce temps surtout de la force de l'âge et de la maturité du talent, il conserve jusque dans le feu de la polémique cette sérénité d'âme qui laisse à l'esprit toute sa grandeur. Ses convictions peuvent lui donner de la colère, mais la colère ne lui a pas donné ses convictions, et son regard s'étend bien au delà des intérêts d'un moment, bien au-dessus de la foule qui l'environne. Même

en écrivant sur les circonstances, il tend à la verité durable. Aussi, tandis que les lettres de Junius ne seront un jour qu'une curiosité littéraire et anecdotique, et ne devront être étudiées que comme des invectives bien faites, les *Pensées sur les Causes des mécontentements actuels* continueront de mériter l'attention des hommes d'État des pays libres, et resteront un des monuments de l'histoire du gouvernement britannique.

Pour identifier d'ailleurs Burke et Junius, il faudrait braver des invraisemblances qui deviennent de solides objections. Et d'abord le caractère moral de Burke proteste. Il était franc et loyal; il attaquait les doctrines et les hommes à visage découvert. Ses haines, qui ne connaissaient pas les déguisements, ne descendaient pas à la calomnie; elles se fondaient, même les plus injustes, sur des motifs généraux et élevés, et ne l'auraient jamais abaissé aux indignes détours d'une noire vengeance ou d'une venimeuse envie. C'est dire qu'il n'eût pas écrit les lettres de Junius. Enfin, si la colère ou l'esprit de parti avaient pu jamais l'emporter jusque-là, au moins n'aurait-il commis de pareils excès de plume que pour soutenir ses opinions et ses affections les plus chères, et que Junius ne partageait pas. Dédaigneux pour l'administration du marquis de Rockingham, Junius n'a d'égards, il n'a d'admiration que pour George Grenville, et son homme d'État de prédilection est celui même que Burke venait de traiter en adversaire déclaré. Sur la question des colonies, Junius suit le préjugé métropolitain, et Burke le brave. Des premiers, il a professé à l'égard de l'Amérique le système des concessions libérales, et il en a fait le thème habituel de ses discours et le trait saillant de sa

politique. Et l'on voudrait qu'il eût trahi ses amitiés et ses opinions pour mieux cacher une œuvre de perfidie et se donner les émotions d'un libelliste éloquent!

Cependant il faut convenir que ce soupçon, qui nous semble injurieux, fut accrédité par l'admiration même qu'il inspirait. Il eut souvent à s'en défendre, et chose singulière, il n'en est pas fort énergiquement défendu par M. Prior, le plus dévoué des biographes. M. Prior admet que si Burke n'a pas écrit les fameuses lettres, il doit en avoir assisté l'auteur. Il donne en preuves des analogies sans importance; mais il cite un fait qui en aurait davantage : c'est que Burke aurait dit à Reynolds qu'il savait le grand secret, en le priant de ne le point presser là-dessus. Il ajoute que Reynolds et Malone croyaient qu'on faisait faire un premier canevas par un certain Dyer, un ami de Chamier, mort en 1772, l'année où Junius a cessé d'écrire. Ce premier jet était soumis à Burke, qui retouchait l'œuvre et lui donnait ainsi cette forme étudiée, si différente de son style ordinaire. On prétend qu'à la mort de Dyer, William Burke entra dans sa chambre et y détruisit beaucoup de papiers. Enfin, on ne manque pas de remarquer que l'éditeur des lettres de Junius reçut, par une voie secrète et avec un billet qui lui parut de sa main, quoique signé d'initiales différentes, le texte d'un discours de Burke, prononcé le 24 novembre 1767, dans un temps où la chambre des communes n'admettait pas de journalistes dans la galerie. Ce discours, d'un ton très-vif, fut publié dans le *Public Advertiser*, et il a été placé, avec le billet d'envoi, par le fils de l'imprimeur de Junius, dans le recueil authentique de ses lettres.

Mais on ne dit pas sur quelle autorité on répète l'anecdote de Reynolds. Où est la preuve que Burke ait

lui-même récrit son discours, ou que, l'ayant rédigé, il l'ait transmis au journal, et non pas donné à des amis, à des écrivains de l'opposition, pour le répandre et le faire publier au besoin? Malone, que l'on cite, a écrit pour prouver que Junius était Gérard Hamilton. Si ce Dyer dont on parle était l'ami de Chamier, il a indignement outragé son ami en se couvrant d'un officieux pseudonyme. Puis, s'il est incontestable que Burke fut soupçonné dès l'origine, si, comme on le dit, c'était l'avis de lord Mansfield et de Blackstone, un des premiers adversaires de Junius, sir William Draper, qui partageait ses soupçons entre Sackville et Burke, interrogea formellement ce dernier et obtint pour réponse une dénégation catégorique, dont il se déclara satisfait. Johnson a raconté que Burke non provoqué lui avait spontanément tenu le même langage. Enfin, répondant à un des Townshend qu'on avait aussi soupçonné, Burke écrivait que le croire Junius c'était lui faire injure, et dans une seconde lettre, le 24 novembre 1771, il disait en propres termes : « Je vous donne maintenant ma parole d'honneur que je ne suis pas l'auteur de Junius et que je ne connais pas l'auteur de ce papier. » En voilà plus qu'il ne faut pour prouver qu'il n'a point écrit des lettres où ne se reconnaissent ni ses opinions, ni son caractère, ni ses passions, ni ses intérêts, ni son style.

C'est dans la chambre des communes que nous devons chercher Burke, si nous voulons le retrouver. Pour tracer l'histoire parlementaire d'un chef d'opposition, il faudrait raconter toute celle de son pays, et, passant avec les assemblées d'un débat à un autre, traiter successivement les questions dans l'ordre où elles se produisent, les abandonner quand elles font place

à d'autres, y revenir quand elles reparaissent, multiplier les détails et les redites, porter dans le récit toute la confusion des affaires humaines. On sait quelle multitude de griefs et quelle variété de débats l'opposition éleva à cette époque. Burke la suivit ou la guida dans presque toutes les voies qu'elle s'ouvrit. Presque aucun discours de la couronne ne passa sans qu'il en fît la libre et sévère critique. Toutes les mesures pour garantir la pureté des élections eurent son appui. Comme pour attester qu'il n'était pas Junius lui-même, il défendit Junius et avec lui la liberté de la presse, en s'efforçant de faire régler les accusations d'office pour libelle, et d'assurer au jury, dans ces sortes de procès, la juste latitude de sa compétence. C'est dans un de ces derniers débats qu'il rencontra sur son chemin un jeune homme qui venait à dix-neuf ans d'entrer au parlement, et qui cherchait encore la voie où il devait glorieusement marcher. Charles Fox était le fils du premier lord Holland. Elevé, pour ainsi dire, dans le giron du gouvernement, il ne se doutait pas qu'il deviendrait l'orateur populaire que chacun sait. En avril 1769, il avait débuté par soutenir une des énormités de la chambre des communes contre Wilkes. Le sergent Glynn ayant proposé une enquête sur l'administration de la justice criminelle, accusée communément de violence et d'arbitraire dans les affaires politiques, Fox s'éleva vivement contre cet appel à l'opinion du dehors, quand la pensée de la majorité devait seule être regardée comme la pensée de la nation (6 décembre 1770). Qu'aurait-il dit vingt ans après, de cette doctrine? Burke, qui vingt ans après l'aurait soutenue, la traita avec un assez rude dédain, et rien alors ne semblait présager que ces deux hommes dussent

bientôt s'unir dans la plus libérale des oppositions, puis se séparer un jour encore, mais en sens inverse, Burke pour se ranger sous le drapeau conservateur, Fox pour agiter la bannière des révolutions.

Pour le moment, Fox devint lord *junior* de l'amirauté dans l'administration de lord North Il paraît cependant que des relations bienveillantes l'avaient déjà rapproché de Burke. Du moins celui-ci rappelait-il, au temps de leur grande rupture, que Fox avait été comme son élève, qu'on le lui avait amené à l'âge de quatorze ans, et qu'il avait formé sa jeunesse à la politique.

Mais il faut retracer avec de plus grands détails les débats mémorables où Burke porta au plus haut degré sa renommée d'orateur.

Le premier, qui occupa treize sessions, est le débat sur les affaires d'Amérique. Le second des discours de Burke conservés dans les recueils est celui qu'il prononça sur ce sujet dans la discussion de l'adresse de 1770, et peu après il proposa, dans la même question, la censure de la conduite du cabinet. Les colonies anglaises étaient dans l'usage de faire suivre leurs affaires auprès de la métropole par des mandataires de leur choix. Quoique cette position, dont l'analogue existait en France il y a quelques années, m'ait toujours paru peu compatible avec l'indépendance du membre d'une assemblée représentative, Burke accepta en 1771 le titre d'agent de l'État de New-York, avec un traitement annuel de 1,000 livres sterling. Ces fonctions, qu'il ne garda qu'un temps, purent lui ôter un peu de son autorité, mais servirent à lui donner, touchant les affaires d'outre-mer, des connaissances encore plus approfondies. « Cet homme est surprenant, disait en 1774 un

ami de Franklin ; il en sait plus sur l'Amérique que toute la chambre ensemble. » Franklin lui-même, pendant tout le temps qu'il resta à Londres comme délégué du Massachusets, eut de fréquentes entrevues avec Burke. On sait qu'il aimait à dire que dans tout le cours de sa mission il n'avait trompé le conseil privé qu'en lui disant la vérité ; mais la vérité qui trompait les ministres éclairait Burke. Il voyait grossir l'orage, et dans la conversation de Franklin il puisait les moyens de le conjurer. C'est ainsi qu'il ne parlait que bien instruit. Une étude complète de son sujet, c'était sa manière de se préparer. Aussi la solidité est-elle un des mérites de ses discours. Quoique très-étendus, ils sont remplis ; parfois ils ressemblent trop à des traités sur la matière, composés pour l'éducation de son auditoire. Ses qualités brillent éminemment dans son discours du 19 avril 1774 sur la taxation américaine, discours comparable aux plus beaux qu'il ait prononcés, le premier qu'il ait jugé digne de l'impression, et qui doit nous arrêter quelques instants.

On se rappelle que Grenville avait établi un droit de timbre aux colonies, et que Rockingham l'avait aboli. Le ministère de lord Chatham ou plutôt Charles Townshend, son chancelier de l'échiquier, fit adopter six taxes nouvelles, dont une sur le thé, et celle-ci resta seule, quand en 1769 le parlement eut révoqué les cinq autres. En 1774, M. Rose Fuller proposa de supprimer la sixième. Ce débat remettait en présence les deux systèmes, la résistance et la conciliation. Tous les cabinets étaient ramenés en scène, et Burke ne pouvait défendre Rockingham sans rencontrer devant lui Grenville et Townshend, dont une mort récente consacrait la mémoire, lord Chatham si redouté, et enfin Conway,

qui avait été le collègue de Rockingham et de Townshend. On va voir comment il se tira de cette difficulté. La citation est longue, mais c'est un fragment d'histoire. Il jettera une vive lumière sur les hommes et les choses que nous essayons de peindre. Et puis enfin il faut bien la faire connaître, cette éloquence si célèbre et si oubliée.

« Personne ne peut croire qu'à cette heure je songe à charger la vénérable mémoire d'un grand homme[1] dont nous déplorons la perte en commun. Nos petits différends de parti ont été dès longtemps apaisés, et j'ai depuis lors marché plus avec lui, et certes de meilleur cœur avec lui, que jamais je n'avais marché contre lui. Sans aucun doute, M. Grenville était un personnage de premier ordre dans ce pays. Avec un esprit mâle, un cœur ferme et résolu, il avait une application que rien ne pouvait distraire ou lasser. Il prenait les affaires publiques, non comme un devoir à remplir, mais comme un plaisir à goûter; il ne semblait trouver nulles délices hors de cette chambre, si ce n'est aux choses qui se rapportaient par quelque endroit à l'affaire qui s'y devait traiter. S'il était ambitieux, je dirai ceci pour lui, son ambition était de race noble et généreuse. Il voulait s'élever, non par la politique à vil prix des cours, mais pour se frayer une voie au pouvoir par les laborieux degrés du service public, et pour s'assurer un rang loyalement gagné dans le parlement, par la connaissance approfondie de sa constitution, par la pratique parfaite de toutes ses affaires.

« Monsieur, si un tel homme a pu tomber dans quelques

[1] Je traduis littéralement *great man,* qui ne signifie en anglais que grand personnage, homme important par les talents et la position.

erreurs, ce doit être nécessairement l'effet de défauts qui n'étaient pas dans sa nature. Il faut les chercher plutôt dans les habitudes particulières de sa vie, dans ces habitudes qui, si elles n'altèrent pas le fond du caractère, le teignent cependant de leurs propres couleurs. Il avait été élevé dans une profession; il avait été élevé pour la loi, une des premières et des plus nobles sciences, à mon avis, parmi les sciences humaines, une science qui fait plus pour aiguiser et fortifier l'intelligence que toutes les autres sortes d'études mises ensemble, mais une science qui n'est pas tout à fait propre, hormis chez les hommes bien heureusement nés, à ouvrir et à *libéraliser* l'esprit à un égal degré. Sortant de cette étude, il ne s'était pas largement répandu dans le monde, mais il s'était plongé dans les affaires, j'entends dans les affaires de bureau, avec toutes les méthodes et toutes les formes inflexibles et limitées qui dominent là. Il y a beaucoup à apprendre, sans aucun doute, à cette école, et il n'est point de connaissances qui ne soient précieuses; mais on peut dire avec vérité que les hommes trop versés dans les matières de bureau sont rarement des esprits d'une remarquable largeur. Leurs habitudes officielles les inclinent à penser que le fond d'une affaire n'est pas beaucoup plus important que la forme dans laquelle elle est conduite. Ces formes sont adaptées aux circonstances ordinaires, et partant les personnes nourries dans l'office administratif font admirablement bien aussi longtemps que les choses vont leur train accoutumé; mais lorsque les grandes routes sont coupées et que le torrent déborde, lorsqu'une scène nouvelle et orageuse s'ouvre, lorsque la pratique ne fournit aucun précédent, c'est alors qu'il faut une plus grande connaissance de la nature humaine, une plus vaste compréhension des choses que jamais l'officiel ne l'a donnée, que l'officiel ne la peut donner jamais. M. Grenville pensait mieux de la sagesse et de la puissance des législations humaines

qu'elles ne le méritent réellement. Il supposait, et beaucoup ont à ses côtés supposé avec lui, que le florissant commerce de ce pays devait grandement à la loi, à la réglementation, et pas autant à la liberté; car il n'y a que trop de gens disposés à croire que les règlements sont du commerce et les taxes du revenu. »

Après avoir montré comment un aveugle attachement aux principes de l'acte de navigation avait conduit Grenville aux mesures qui soulevaient l'Amérique, l'orateur rappelle comment il a fallu les révoquer; et puisqu'on soutenait que cette révocation arrachée à la faiblesse du ministère Rockingham avait été proposée à regret par Conway, alors secrétaire d'État, il dit :

« Mais je veux, mais je dois rendre justice à l'honorable gentleman qui nous guidait dans cette chambre. Bien loin de cette duplicité qu'on lui a indignement imputée, il jouait son rôle avec entrain et résolution. Nous nous sentions tous inspirés par l'exemple qu'il nous donnait, tous jusqu'à moi, le plus faible de la phalange. Je le déclare pour mon compte, je connaissais assez bien, à qui l'aurait-on pu cacher? le véritable état des choses, mais de ma vie je ne suis venu le cœur si animé dans cette chambre. C'était pour un homme le moment de se montrer. Nous avions des ennemis puissants, mais nous avions des amis fidèles et déterminés, et une glorieuse cause. Nous avions un grand combat à rendre, mais nous avions les moyens de combattre; ce n'était pas comme aujourd'hui où nous avons les bras liés derrière le dos. Nous sûmes combattre ce jour-là, combattre et vaincre.

« Je me rappelle avec un plaisir mêlé de tristesse la situation de l'honorable gentleman qui fit la motion du rappel (le général Conway), dans cette crise où tout le commerce de

cet empire inondait nos vestibules, dans une espérance inquiète et tremblante, à l'heure presque où paraît l'aurore d'un jour d'hiver, attendant leurs destinées de vos résolutions. Et lorsque enfin vous eûtes prononcé en leur faveur et que vos portes, en s'ouvrant, laissèrent voir la figure de leur libérateur dans le triomphe bien mérité de cette importante victoire, il s'éleva de toute cette grave multitude une explosion involontaire de reconnaissance et de transport. Ils coururent vers lui comme des enfants vers un père longtemps absent; ils se pressaient autour de lui comme des captifs autour de leur rédempteur. Toute l'Angleterre, toute l'Amérique, s'unirent à leurs applaudissements. Et il ne paraissait pas insensible à la meilleure des récompenses de la terre, l'amour et l'admiration de ses concitoyens; *l'espérance dressait et la joie faisait briller sa crète.* J'étais auprès de lui, et son visage, pour employer l'expression de l'Écriture parlant du premier martyr, son visage était comme celui d'un ange. J'ignore comment les autres sentent, mais, si j'avais une fois connu une semblable situation, jamais je ne l'aurais échangée contre tout ce que les rois peuvent donner dans leur munificence. J'espérais que le danger et l'honneur d'un pareil jour seraient un lien qui nous tiendrait unis pour jamais; mais, hélas! avec bien d'autres rêves heureux, cet espoir est dès longtemps évanoui....

« J'en ai fini avec la troisième période de votre politique, celle de la révocation des actes et du retour à votre ancien système, à votre ancienne tranquillité et à votre concorde. Monsieur, cette période n'a pas été aussi longue qu'elle a été heureuse; une autre scène s'est ouverte et d'autres acteurs ont paru sur le théâtre. L'État, dans la situation que j'ai décrite, fut confié aux mains de lord Chatham, nom grand et illustre, nom qui rend celui de ce pays respectable à tous sur le globe. On peut dire de lui avec vérité :

Clarum et venerabile nomen
Gentibus, et multum nostræ quod proderat urbi.

« Monsieur, l'âge vénérable de ce grand homme, son rang mérité, son éloquence supérieure, ses éclatantes qualités, ses éminents services, la place immense qu'il remplit aux yeux du genre humain, et, plus que tout le reste, sa chute du pouvoir qui, telle que la mort, canonise et sanctifie un grand caractère, ne me permettraient de censurer aucune partie de sa conduite. Je puis craindre de le flatter ; je suis sûr de n'être pas disposé à le blâmer. Que ceux qui l'ont trahi par leurs adulations l'insultent aujourd'hui dans leur malveillance. Mais ce que je n'oserais censurer, il peut m'être permis de le déplorer. Pour un homme de cette sagesse, il m'a paru se trop gouverner à cette époque par des maximes générales. Je parle avec la liberté de l'histoire, et, je l'espère, sans offense. Une ou deux de ces maximes inspirées par une opinion qui n'était pas des plus indulgentes pour notre malheureuse espèce, et sûrement un peu trop générales, l'ont conduit à des mesures qui sont devenues bien funestes à lui-même, et, pour cette raison entre autres, fatales peut-être à son pays, mesures dont les effets, j'en ai peur, sont à jamais irréparables. Il a formé une administration si divisée, si bigarrée, il a composé une pièce de marqueterie si bizarre dans ses entrecroisements, si changeante dans ses couleurs, un cabinet si diversement parqueté, une mosaïque si variée, un pavé de carreaux sans ciment, ici un morceau de pierre noire, là de pierre blanche, patriotes et courtisans, amis du roi et républicains, whigs et torys, traîtres amis et ennemis déclarés, que c'était véritablement un curieux spectacle, mais quelque chose de peu solide au toucher, de peu sûr pour qui voulait y poser le pied. Les collègues qu'il avait appareillés dans les mêmes bureaux étaient surpris de se rencontrer et obligés de se demander :

« Monsieur, votre nom? — Monsieur, vous êtes mon supérieur. — Monsieur un tel. — Je vous demande mille pardons. » J'oserai dire qu'il est arrivé que des personnes eussent chacune moitié du même office sans s'être parlé de leur vie, jusqu'au jour où elles se rencontraient ainsi, sans savoir comment, couchant ensemble tout de leur long dans le même lit.

« Monsieur, lorsque, par suite de cet arrangement, il a eu en bloc une majorité d'ennemis et d'opposants dans le pouvoir, la confusion a été telle que ses propres principes ne pouvaient plus avoir d'effet ni d'influence sur la conduite des affaires. S'il venait à être atteint d'une attaque de goutte ou si quelque autre cause l'arrachait aux soins publics, des principes directement opposés aux siens étaient assurés de prédominer. A peine son plan a-t-il été mis en vigueur qu'il ne lui est plus resté un pouce de terrain pour se tenir debout. Sa combinaison ministérielle était à peine achevée qu'il a cessé d'être ministre. Sa face se voilait-elle un moment, tout le système flottait en pleine mer sans carte ni boussole. Ceux de ses amis parlementaires qui, pourvus des titres de divers départements ministériels, avaient été admis à paraître jouer un rôle sous lui, avec une modestie qui sied à tous les hommes, et avec une confiance en lui dont l'excès même était justifié par ses talents supérieurs, n'osaient en aucune circonstance avoir une opinion de leur chef. Privés de l'influence qui les guidait, ils étaient tournés en tout sens, livrés en jouets à tout coup de vent, et se laissaient aisément entraîner dans tous les ports. Et comme ceux qui leur étaient associés dans le maniement du vaisseau étaient les plus directement opposés à ses mesures, à ses opinions, à son caractère, et de beaucoup les plus habiles et les plus puissants de la bande, ils l'emportaient facilement et s'emparaient des esprits vacants, inoccupés, délaissés de ses amis, et tout aussitôt ils faisaient virer le vaisseau tout à fait hors de la direction de sa poli-

tique. Comme pour l'insulter aussi bien que pour le trahir, longtemps même avant la clôture de la première session de son administration, lorsque toutes les affaires étaient publiquement réglées, et avec un grand étalage, en son nom, ils ont fait passer un acte portant déclaration qu'il était hautement juste et utile de tirer un revenu de l'Amérique; car même alors, Monsieur, même avant que cet astre éclatant se fût couché et tandis que l'horizon de l'Occident étincelait des feux de sa gloire descendante, du côté opposé du ciel un autre astre se levait qui devait à son tour dominer en maître la situation.

« Cette lumière aussi a passé, et elle s'est éteinte pour jamais. Vous comprenez, j'en suis sûr, que je parle de Charles Townshend, le reproducteur officiel de ce plan fatal, lui dont je ne saurais même aujourd'hui rappeler le souvenir sans quelque émotion. En effet, Monsieur, il était les délices et l'ornement de cette chambre; il était le charme de toutes le sociétés qu'honorait sa présence. Peut-être ne s'est-il jamais élevé dans ce pays, ni dans aucun pays, un homme d'un esprit plus perçant et plus accompli, et, quand ses passions n'étaient pas intéressées, d'un jugement plus fin, plus exquis, plus pénétrant. S'il n'avait pas, comme ceux qui florissaient avant lui, un aussi grand fonds de savoir longtemps amassé, il savait, bien mieux qu'aucun homme à moi connu, comment rassembler en un moment tout ce qui était nécessaire pour établir, éclairer, décorer le côté de la question qu'il voulait soutenir. Il dominait sa matière en maître habile et puissant; il excellait particulièrement dans l'exposition la plus lumineuse et le développement de son sujet; son mode d'argumentation n'était ni usé et vulgaire, ni abstrait et subtil. Il touchait cette chambre au point juste, entre le vent et l'eau, et, n'étant troublé par un zèle passionné pour aucune question en débat, jamais il n'était ni plus fatigant ni plus

pressant que ne le demandaient les opinions préconçues et l'humeur actuelle de ses auditeurs, avec lesquels il était toujours à l'accord parfait. Il se conformait exactement au tempérament de la chambre, et il paraissait la guider, parce qu'il était toujours assuré de la suivre.

« Je demande pardon, Monsieur, si, lorsque je parle de lui et d'autres grands hommes, je tombe dans l'apparence d'une digression en disant quelque chose de leur caractère. Dans cette histoire si bien remplie des révolutions de l'Amérique, le caractère de pareils hommes est d'une grande importance. Les grands hommes sont dans l'État comme les poteaux qui montrent le chemin ou marquent la frontière. Leur crédit à la cour ou dans le pays est la seule cause de toutes les mesures de gouvernement. Ce serait une œuvre d'envie bien étrangère, je m'en assure, aux dispositions que vous attendez de moi, que de signaler les erreurs dans lesquelles l'autorité de ces grands noms a entraîné la nation, sans rendre justice en même temps aux grandes qualités qui donnaient naissance à cette autorité. Le sujet est instructif pour tous ceux qui désirent se modeler sur tout ce qui les a précédés d'excellent. Il y a beaucoup de jeunes membres dans cette chambre, tant a été rapide dans ces derniers temps la succession des hommes publics, qui n'ont jamais vu ce prodige, Charles Townshend, et qui ainsi ne savent pas quelle fermentation il savait exciter en toute chose par l'ébullition violente du mélange de ses vertus et de ses émotions. Des émotions, il en avait sans doute, beaucoup d'entre nous se le rappellent, nous en contemplons aujourd'hui les effets ; mais il n'avait point d'émotions qui ne dussent leur origine à une noble cause, à une ardente, généreuse, peut-être immodérée passion pour la renommée, une passion, l'instinct des grandes âmes. Il rendait hommage à sa déesse partout où elle se montrait ; mais il l'adorait surtout dans son asile favori, dans son

temple de choix, la chambre des communes. Outre les caractères individuels qui composent le corps de cette assemblée, il est impossible, Monsieur l'Orateur, de ne pas remarquer que cette chambre a pour son propre compte un caractère collectif. Ce caractère aussi, sans être parfait, n'est pas de ceux qu'on pourrait haïr. Comme toutes les grandes réunions publiques d'hommes, vous avez un amour marqué pour la vertu et l'horreur du vice; mais, parmi les vices, il n'en est aucun que cette chambre abhorre autant que l'obstination. L'obstination, Monsieur, est certainement un grand vice, et, dans le cours changeant des affaires politiques, elle est une cause fréquente de grandes calamités. Il arrive toutefois, et bien malheureusement, que toute la série des grandes et mâles vertus, la constance, la gravité, la magnanimité, le courage, la fidélité, la fermeté, sont étroitement voisines de cette odieuse disposition dont vous avez une horreur si juste, et, dans leur excès, toutes ces vertus n'y aboutissent que trop aisément. Celui qui étudiait avec une attention si minutieuse tous vos sentiments prenait assurément grand soin de ne pas les choquer par ce vice qui vous déplaît plus que tout autre. La crainte de déplaire à ceux à qui il fallait le plus plaire l'a entraîné quelquefois dans un autre extrême. Il avait voté, et dans l'année 1765 il avait parlé pour l'acte du timbre. Les choses et la disposition des esprits vinrent à changer; bref, l'acte du timbre commença à n'être plus en faveur dans cette chambre; il assista en conséquence à la réunion privée où furent préparées les résolutions tendantes à révoquer l'acte. Le jour suivant, il vota pour le rappel, et il aurait aussi parlé pour le soutenir, si une maladie, non pas politique, comme on le dit alors, mais à ma connaissance une maladie bien réelle, ne l'en avait empêché. A la session prochaine, la mode avait changé encore; ce rappel commençait à être en aussi mauvaise odeur dans cette chambre que l'acte du timbre dans

la session précédente. Pour obéir à la disposition qui commençait à dominer, et à dominer surtout parmi les plus puissants, il déclara de très-bonne heure dans l'hiver, qu'il fallait tirer un revenu de l'Amérique. Aussitôt il est enchaîné aux engagements qu'il vient de prendre par des gens qui n'avaient pas d'objections à ces nouvelles expériences, dès qu'elles se faisaient aux dépens de personnes pour qui ils n'avaient pas de considération particulière. Tout le corps des courtisans le pousse alors dans l'abîme. Il semblait, à les entendre, que le roi fût dans une situation d'humiliation, tant qu'on n'aurait rien fait de ce genre.

« Ici cet homme extraordinaire, le chancelier de l'échiquier, se trouva dans de grands embarras. Plaire universellement était l'objet de sa vie; mais taxer et plaire n'est pas plus donné aux hommes qu'unir la sagesse et l'amour; cependant il le tenta. Pour faire goûter la taxe aux partisans du revenu américain, il fit un préambule où la nécessité d'un tel revenu était établie. Pour se rapprocher d'une distinction faite par les Américains, ce revenu fut assis sur un impôt à l'extérieur, un droit de port; mais aussi, pour le rendre plus doux à l'autre parti, ce fut un droit de subsides. Pour être agréable au parti colonial, ce droit fut établi sur les produits des manufactures anglaises. Pour satisfaire les négociants de la Grande-Bretagne, le droit fut insignifiant, et, hormis celui sur le thé qui touchait uniquement la dévouée compagnie des Indes, l'impôt ne portait sur aucun des grands objets de commerce. Pour neutraliser la contrebande américaine, le droit sur le thé fut réduit d'un shilling à 3 deniers; mais pour s'assurer la faveur de ceux qui voulaient taxer l'Amérique, le lieu de la perception fut changé, et, comme les autres taxes, c'est dans les colonies que celle-ci fut levée. Qu'ai-je besoin d'en dire davantage? La trame filée si fin eut le sort ordinaire à toute politique raffinée; mais la conception

originaire de ces droits et le mode d'exécution sont nés purement, exclusivement, de la passion de vos applaudissements. Il était en vérité l'enfant de cette chambre, car il n'a jamais pensé, fait ni dit aucune chose, si ce n'est en songeant à vous. Chaque jour, il s'accommodait à votre disposition et s'ajustait devant elle comme devant un miroir. Il avait observé, et cela ne pouvait effectivement lui échapper, que plusieurs personnes, infiniment inférieures à lui sous tous les rapports, s'étaient antérieurement rendues considérables dans cette chambre par cette unique méthode. C'était une race d'hommes (j'espère de la bonté de Dieu qu'elle est éteinte) tels que s'ils se levaient de leurs places, homme vivant n'aurait pu deviner, d'après une adhésion connue à des partis, des opinions ou des principes, d'après un ordre ou système quelconque dans leur politique, ou d'après une suite ou liaison quelconque dans leurs idées, de quel côté ils allaient se ranger dans le débat. Il est surprenant combien cette incertitude même, principalement dans les moments critiques, appelait l'attention de tous les partis sur ces sortes de gens. Tous les yeux étaient fixés sur eux, toutes les oreilles ouvertes pour les entendre. Chaque parti attendait bouche béante, comptant tour à tour sur leur vote presque jusqu'à la fin de leur discours. Tandis que la chambre flottait dans cette incertitude, les *écoutez! écoutez!* tantôt s'élevaient d'un côté, tantôt résonnaient de l'autre, et le parti vers lequel ils tombaient, à la fin de cette danse en équilibre, les accueillait toujours avec une tempête d'applaudissements. La fortune de pareils hommes était une tentation trop grande pour qu'il y pût résister, lui à qui l'on ne pouvait retirer une seule bouffée d'encens, sans lui faire plus de peine qu'il n'éprouvait de plaisir à en respirer les nuages amoncelés journellement autour de lui par la superstition prodigue de ses innombrables admirateurs. Il était candidat à des honneurs contradictoires, et son grand

but était de réunir dans une commune admiration pour lui ceux qui n'étaient jamais réunis en aucune autre chose. De là naquit cet acte malheureux, sujet du débat de ce jour, fruit d'une disposition singulière, qui, après avoir créé pour plaire à l'un un revenu américain, l'abolit pour plaire à l'autre, et le ressuscite dans l'espérance de plaire à un troisième, et de cueillir quelque chose dans les idées de tous. »

La politique de Burke n'avait pas la majorité. La nouvelle Angleterre irritait la vieille Angleterre et ne l'intimidait pas; mais cette lutte ruinait le commerce. Eclairée par ses intérêts, la ville de Bristol, qui était le Liverpool du temps, voulut offrir à Burke l'honneur gratuit de la représenter au parlement (1774). Séparé par quelque différend de lord Verney et du bourg de Wendover, il recherchait les suffrages des électeurs de Malton, lorsqu'à l'appel de ceux de Bristol il se rendit dans leur ville et les harangua par deux fois. Un de ses discours a été souvent cité jadis à la tribune française. En se présentant comme le défenseur également dévoué de la liberté et de l'ordre, il y réclame avec franchise la liberté de l'élu après l'élection. La confiance oblige, l'opinion des commettants est d'un grand poids, il faut toujours la consulter, mais non la suivre toujours. Celui qu'ils ont choisi leur doit le sacrifice de ses plaisirs, de son repos, de son bonheur; mais son jugement, mais sa conscience ne sont à personne; il ne peut aliéner ces dons de la Providence. Le gouvernement n'est point une affaire de goût, mais de raison. Le parlement n'est pas une conférence de mandataires liés par des instructions; c'est une assemblée politique où doit régner un seul intérêt, l'intérêt général. L'élu de Bristol n'est pas un membre de Bristol, mais un

membre du parlement. Ainsi, en acceptant la mission, il s'engageait à l'indépendance.

A l'ouverture de la session, la crise américaine s'était aggravée. Les mesures prises pour fermer le port de Boston avaient engagé la lutte. Le premier congrès s'était assemblé à Philadelphie. La fusillade de Lexington annonçait la guerre civile. Des deux côtés de l'Atlantique, les esprits étaient diversement émus. Des pétitions demandant un accommodement commençaient à affluer sur le bureau de la chambre des communes. Ce mot de conciliation, lord North lui-même était forcé de le faire entendre, tout en renouvelant les actes de rigueur contre le commerce colonial. La majorité semblait ébranlée dans sa confiance au système jusqu'alors suivi. Après quelques variations, lord Chatham se prononçait. Il parut qu'un plan de pacification largement conçu pouvait encore réussir : Burke se chargea de le proposer (22 mars 1775).

Son discours est une œuvre de méditation et d'art. Il se fonde sur cette idée qu'avec un peuple de même race, avec des concitoyens, la paix ne peut être obtenue par la guerre : les moyens doivent être aussi pacifiques que le but. Il faut beaucoup céder, parce que le temps a marché et rend insuffisant ce qui, peu d'années auparavant, eût été efficace. Il faut beaucoup céder, parce que le peuple américain est un peuple fier. « L'Angleterre, Monsieur, est une nation qui, je l'espère, respecte encore, qui autrefois adorait la liberté. » Les colons ont quitté cette première patrie, alors que cette passion était le plus vivement allumée. La taxation a toujours été une question décisive pour les droits du peuple. Cette question, on peut ne pas la résoudre, mais c'est à condition de ne point la poser et

d'assimiler autant que possible, comme la principauté de Galles ou le comté palatin de Chester, les colonies à la métropole. Qu'on leur donne une représentation régulière, elles useront de leurs droits pour la grandeur du pays qui les aura reconnus.

Traduire ce discours est impossible. L'analyser c'est l'éteindre. Fox disait vingt ans après, en plein parlement : « Que les jeunes membres lisent ce discours le jour et qu'ils le méditent la nuit; qu'ils le repassent et le repassent encore, qu'ils l'étudient, le gravent dans leur esprit, l'impriment dans leur cœur; c'est là qu'ils apprendront que la représentation est le souverain remède à tous les maux. » Il n'y parut pas cependant cette fois, et les treize propositions conciliatrices furent écartées par la question préalable à 270 voix contre 78.

L'histoire de la sibylle est souvent celle des gouvernements. Au début des grandes affaires, ils croient avoir bien des feuillets à lire avant d'arriver au dernier. Confiants dans l'avenir, fiers de leurs forces, ils refusent ou dédaignent de céder ; c'est le pis, disent-ils, qui puisse arriver, et il sera toujours temps. Mais l'occasion n'est pas si complaisante, et qui la renvoie quand elle s'offre s'expose à la poursuivre en vain lorsqu'elle a fui. Ce qui était décisif d'abord devient insignifiant, ce qui était facile devient impraticable, et l'on risque d'appeler la sibylle, lorsqu'elle a déchiré jusqu'à la dernière page du livre qui renfermait le secret de l'avenir.

Ainsi le ministère opposa une résistance opiniâtre soit aux instances répétées de l'opposition, soit aux leçons des événements. La guerre avait commencé au combat de Bunker's hill; Washington commandait une armée; les Américains avaient proclamé leur indépen-

dance. Aussi les motions parlementaires se succédaient-elles rapidement. A l'ouverture de la session de 1777, Burke éclata avec la dernière véhémence, et, dans un discours que l'on n'a plus, éleva aux nues l'héroïsme de ces nouveaux soldats de la liberté. « Est-ce aux vieux Bretons, disait-il, d'insulter une telle vertu? Persisteront-ils à l'opprimer? » Et les débats atteignirent un tel degré de violence, que la partie de l'opposition qui suivait le drapeau de lord Rockingham forma le projet de quitter la scène et de s'abstenir de discuter plus longtemps. Cette retraite, qui ressemble à un acte de découragement, quand elle n'est pas la tactique de la sédition, n'eût été justifiée ni par les principes ni par les circonstances. Deux adresses explicatives furent cependant écrites par Burke et au nom du parti, l'une au roi, l'autre aux colonies, et il envoya pour son compte, aux shériffs de Bristol, une longue apologie qui fut rendue publique. L'argument principal est celui-ci : les lois proposées contre l'Amérique sont inamendables, et, contre des mesures qui violent les principes de la constitution, l'absence est une protestation expressive et permise. Nous préférerons à ces hasardeux raisonnements qui pourraient trop souvent autoriser soit l'inaction du représentant, soit la résistance du représenté, une nouvelle et frappante exposition de l'état de la question américaine, et surtout une réponse très-élevée et très-éloquente à ceux qui, ne voyant dans la politique qu'une lutte d'intérêts et d'ambitions privées, mettent sur la même ligne tous les systèmes, toutes les conditions, tous les hommes. Ce lieu commun de la sottise dénigrante ou de la perversité sceptique sert trop souvent de sagesse à une partie du public qui croit faire preuve d'esprit en ne distinguant ni le bien

du mal ni le vrai du faux. Burke proteste énergiquement contre cette incrédulité politique qui ne saurait engendrer que la servitude. Que devient en effet la liberté, si la corruption est universelle? A quoi bon la résistance ou même la simple opposition? C'est afin de décrier un peuple généreux luttant pour ses droits que l'on ruine ainsi les fondements de la cause qu'il défend. On ne craint pas de mettre en poudre les principes même qui ont dans le passé sauvé et grandi l'Angleterre, depuis qu'il s'en prévaut contre elle et la menace de ses propres armes. Pour qu'elle conserve sa tyrannie sur une moitié de son empire, on est prêt à sacrifier sa liberté. L'artifice est bien digne d'une cour : diffamer une nation pour l'asservir, et remettre l'Amérique sous le joug, en rendant l'Angleterre digne de le recevoir!

Pour suivre Burke dans la pratique de ses idées, pour le voir cinq ans encore débattre tous les incidents successifs d'une guerre perpétuée par les mêmes passions et les mêmes fautes, il faudrait copier les pages quelquefois décolorées des recueils parlementaires, car tous ses discours n'ont pas été imprimés avec une égale exactitude. On ne connaît même que par un extrait de quatre pages la mémorable philippique où, pendant trois heures et demie, il dénonça au monde l'emploi des tribus sauvages comme auxiliaires dans la guerre de l'indépendance (6 février 1778). Aucun sujet ne prêtait plus à la déclamation passionnée, et l'on sait par quels mouvements d'éloquence impétueuse Chatham émut la chambre des lords. Les paroles de Burke produisirent un effet égal. Un membre demanda qu'elles fussent imprimées et affichées à la porte de toutes les églises. Un autre membre félicita les ministres que

le public fût exclu de la galerie, car ni leur maison, ni leur vie n'aurait été en sûreté. « Qui n'a pas entendu Burke ce jour-là, écrivait sir George Savile, ne connaît pas le plus éclatant triomphe que puisse remporter l'éloquence humaine. » Mais le ministère avait encore plus de cent voix de majorité. Chaque jour, les faits donnaient plus raison à la politique de l'opposition, et rendaient plus difficile d'y revenir; car à mesure qu'elles étaient plus nécessaires, les concessions devenaient plus humiliantes et moins efficaces. Les revers engageaient l'honneur, l'orgueil du moins, à la plus funeste persistance. La hauteur provocante du gouvernement affaiblie par des retours de modération sans à-propos et d'indulgence sans sincérité, la prétention de pousser vivement la lutte en laissant une porte ouverte à l'accommodement, la confiance dans la force, sans l'art de l'employer, l'insolence et l'insuffisance des moyens, la roideur et l'inertie, tout devait amener la défaite comme un dénouement naturel. L'insurrection triompha ; la guerre civile aboutit à une révolution, et l'opposition monta au pouvoir.

Mais, avant de l'y suivre et pour mieux juger de la situation de Burke quand ses amis devinrent ministres, voyons, en revenant sur nos pas, par quels autres actes il l'avait fondée, illustrée, et un peu compromise.

L'Irlande, traitée comme une colonie, était condamnée au monopole de l'Angleterre, et ne pouvait recevoir que d'elle les produits des établissements britanniques dans les autres parties du monde. Un bill fut proposé pour lever en partie ces iniques restrictions, et cette fois d'accord avec le ministère, Burke l'appuya avec autant de franchise que de raison. On a remarqué qu'en toute occasion, à une époque où l'économie politique

naissait à peine, il en professa les plus saines maximes. Supérieur aux préjugés du temps, il paraissait avoir pressenti les vérités de la science. Sur ce point, les précédents ne lui imposaient pas, et la tradition le touchait peu. Son esprit, guidé par ses principes généraux de liberté, devançait l'opinion et tendait à la liberté du commerce. C'est un des éloges qu'on aime le plus à lui décerner maintenant; mais les armateurs de Bristol étaient d'un autre avis : ils lui cherchèrent querelle, et l'accusèrent de représenter l'Irlande plutôt que leur cité. Il répondit par deux lettres qui attestent à la fois les lumières de son esprit et l'indépendance de son caractère, et fidèle à ses principes sur la liberté de conscience parlementaire, il sut déplaire à ses commettants plutôt que de leur sacrifier la politique et la justice.

Avant de comparaître de nouveau devant eux, il acquit cependant de nouveaux titres à la popularité. Le 15 décembre 1779, il annonça et le 11 février suivant il proposa son célèbre bill pour la réforme économique. C'était une attaque aux sinécures, à l'abus des pensions, à l'irrégularité des dépenses de la liste civile. Disons mieux, c'était le feu porté dans l'arsenal de la corruption.

C'est une des premières fois que nous rencontrons ce mot de réforme destiné à une telle fortune dans l'histoire du gouvernement anglais. Une réforme sérieuse est une des entreprises les plus difficiles que puisse former un homme d'État. Rien n'est plus simple pour un parti. Le plus souvent il part d'une idée absolue, et une idée absolue conduit d'ordinaire à un changement radical. Qu'il y ait des pays et surtout des temps où l'on ne puisse guère procéder autrement, il

serait téméraire de le nier contre le témoignage de l'histoire; mais c'est avouer qu'il y a des pays et surtout des temps faits pour les révolutions. Idée absolue et suppression radicale sont généralement des procédés révolutionnaires. Excellent pour la destruction, l'emploi de ces moyens ne rend pas facile de remplacer ce qu'on a retranché, de rebâtir après avoir démoli. Peut-être est-ce une tâche au-dessus de la sagesse humaine que celle de refaire intégralement de quoi remplir le vide qu'elle a creusé, car cette tâche ressemble à de la création. La réforme est au contraire le triomphe du véritable homme politique. Elle demande autant de courage, quoiqu'elle annonce moins de témérité. Quoiqu'elle n'émane pas d'une idée absolue, elle doit être entreprise au nom d'une idée générale, car il faut qu'elle se rattache à un système, et qu'elle ait un autre but qu'elle-même; autrement, elle se réduirait à une simple amélioration administrative. Elle exige dans son auteur une sûreté de jugement qui en marque le but et le moment, qui en détermine la portée, un esprit pratique qui tienne compte des faits et ne s'y asservisse pas, une raison ferme que ne troublent ni les difficultés apparentes, ni les obstacles réels, ni les objections bruyantes, ni les objections spécieuses, la persévérance et l'autorité du caractère qui surmontent sans trouble et sans emportement la résistance opiniâtre des intérêts, des préjugés et des passions; car il faut qu'une réforme vienne à propos, qu'elle devance la nécessité sans être prématurée, qu'elle soit mesurée et non timide, efficace et non perturbatrice, et que, fondée sur une grande idée et un intérêt public, elle satisfasse l'expérience et la raison, en ne blessant que la routine et l'égoïsme. L'honneur d'un

homme public est d'attacher son nom à une réforme heureuse.

Burke était propre à cette noble tâche. Ses convictions une fois faites le passionnaient assez pour qu'il les servît avec vigueur. Peu fait pour les spéculations philosophiques, il aimait cependant ces généralités moyennes, ces *axiomata media* dont parle Bacon, que les Anglais affectionnent, et qui sont comme les règles naturelles de la politique. Il était excessivement laborieux, et sa sagacité puissante, aidée d'une puissante mémoire, embrassait toutes les difficultés d'une question, tous les détails d'une affaire. Dans l'étude des faits, il ne se contentait pas à demi ; il n'omettait rien, il épuisait tout. S'il était peu propre à traiter avec les hommes, à ménager et à manéger les esprits, à désarmer des opposants, à diriger des auxiliaires, la force de sa conviction, la hauteur de son talent, l'abondance de ses idées, sa confiance dans la vérité et en lui-même, son émotion communicative, le rendaient propre à braver tous les obtacles et à marcher résolument au but.

La pensée générale de sa proposition était d'assurer par de nouvelles garanties l'indépendance du parlement ; le moyen était une réforme économique. On sait combien de dons pécuniaires, de profusions autorisées par l'usage, motivées, soit par des circonstances dès longtemps oubliées, soit par des institutions ou des prérogatives qui n'existaient plus ou qui n'existaient que de nom, combien de droits, d'offices ou de pouvoirs qui n'avaient plus leur raison d'être, constituaient à la royauté un véritable approvisionnement de moyens d'influence permis ou tolérés, et ces abus avaient une origine historique qui semblait en faire autant de conditions organiques de la monarchie.

La réforme de Burke, et qui devait être, il le dit lui-même, substantielle et systématique, se fonde sur un certain nombre de principes qu'il établit en commençant et qui aboutissent à cinq bills spéciaux. J'aurais voulu en donner une idée et analyser un plan qui dévoile tout l'intérieur d'une curieuse administration; mais, pour faire accepter ces détails arides, il faudrait y joindre l'exposition lucide et piquante qui gagna au discours de Burke la faveur de la chambre. Lord Brougham appelle ce discours le Manuel du réformiste. « Le projet, dit quelque part Gibbon, qui était alors membre du parlement, a été conçu avec habileté, présenté avec éloquence, soutenu par de nombreux suffrages. Je ne pourrai jamais oublier le plaisir avec lequel le fécond et ingénieux orateur a été écouté par tous les côtés de la chambre et même par ceux dont il supprimait l'existence. » On peut en croire l'illustre historien, car il était du nombre des derniers. Il figurait parmi les lords commissaires du commerce et des colonies. Aussi, quand le bill eut été pris en considération et qu'on débattit la clause de la suppression d'un bureau où Locke, Prior, Addison avaient précédé Gibbon, Burke lui rendit-il un juste hommage, et il demanda qu'on ouvrît aux grands écrivains une autre académie des belles lettres que le bureau du commerce. Ce fut en effet la seule clause qu'on adopta; les autres succombèrent sous de faibles majorités, et le projet échoua pour cette fois; mais bientôt d'autres motions plus générales et qui tendaient au même but vinrent prouver de nouveau que la question était mûre. Dunning, appuyé par Burke, obtint de la chambre quelques résolutions contre ceux de ses membres qui accepteraient de la liste civile des pensions ou des sinécures, et proposa de dé-

clarer que l'influence de la couronne avait augmenté, qu'elle augmentait et qu'elle devait être restreinte.

C'est de cette époque, on peut le dire, que l'esprit de réforme devint en Angleterre sérieux et puissant. Jusque-là, les institutions de 1688 s'étaient maintenues sans changement essentiel. Peu d'abus graves avaient été supprimés; quelques abus nouveaux s'étaient introduits. La proposition d'abréger la durée du parlement ou de modifier la composition de la chambre élective avait été mise en avant comme l'expression des griefs plutôt que des vœux publics. On sentait qu'il manquait quelque chose à l'indépendance, à la pureté, à la responsabilité des assemblées, et, sans bien s'expliquer le mal, on y cherchait un remède. Burke, qui innova dans la politique par une morale plus sévère, contribua puissamment à déterminer un mouvement qu'il ne devait pas suivre dans toutes ses directions. Quoiqu'il exaltât en théorie l'utilité des partis et la valeur des engagements qui les unissent, toute solidarité lui pesait, et il n'acceptait pas indistinctement tous les nouveaux mots d'ordre que se donnait l'opposition. Ainsi il avait refusé son concours à un comité du Buckinghamshire pour la réforme parlementaire : elle touchait, disait-il, au fondement de la constitution, et il la combattit en plein parlement. Mais il avait appuyé la motion présentée en faveur des catholiques par sir George Savile, un des défenseurs les plus respectés des idées de généreuse justice. Un bill avait, en 1778, aboli quelques-unes des incapacités qui pesaient sur ces moins populaires de tous les dissidents. Ce bill devint le prétexte et le cri des émeutes menaçantes qui, sous les auspices de lord George Gordon, troublèrent Londres en 1780. Burke, dans ces jours de désordre, se vit,

au moment où il voulait entrer à Westminster, entouré par un attroupement, et, sommé violemment de rendre compte de sa participation à des actes hostiles à la religion protestante, il répondit sans détour ni faiblesse. Cependant, lorsqu'au mois de septembre il fallut se faire réélire, il eut à s'expliquer, devant les électeurs de Bristol, sur l'accusation de n'être qu'un Irlandais en matière religieuse comme en matière de commerce. Le cri de la passion : *No popery* retentissait autour de la maison commune, où, devant un *meeting* nombreux, il se défendit noblement. Le vrai protestantisme, disait-il, n'était point l'oppression d'une église par une autre : si tel avait été le premier pas de la réformation, un second restait à faire, et le protestantisme ne serait réellement victorieux que lorsque toutes les consciences seraient libres. Il fut toujours bien inspiré devant les électeurs. Il leur parla toujours un langage mâle et hardi, et n'acheta jamais leurs suffrages au prix d'une seule vérité. Cette fois, il semblait d'abord qu'on l'eût compris, et il se rendit le front levé au lieu de l'élection ; mais trois jours après, il vit le résultat douteux, la lutte s'annonçait très-vive, et, en quelques mots brefs et sévères, il déclara qu'il se retirait. Le bourg de Malton lui offrit un humble asile pour tout le reste de sa vie publique.

A l'ouverture du nouveau parlement, l'opposition se sentit plus forte. Burke renouvela sa motion de la réforme économique, et trouva un auxiliaire nouveau dans le jeune Pitt, qui parlait pour la première fois (février 1781). Ainsi Fox en commençant l'avait combattu, et Pitt à son début l'appuyait. Mais les réformes ne s'accomplissent guère si le pouvoir n'est aux mains de ceux qui les proposent. Ce n'est qu'en 1782, sous la

seconde administration de lord Rockingham, que plusieurs bills successifs réalisèrent les vues de Burke et abolirent deux cent seize places inutiles. S'il eut l'honneur d'ouvrir cette voie de réforme où quelques-uns des derniers ministères de la Grande-Bretagne ont de nos jours marché à si grands pas, n'oublions point que de ce premier et grand essai date un notable progrès d'indépendance et de dignité parlementaire. Jusqu'alors, en matière de places et de pensions, il régnait un relâchement de principes incroyable. A dater de cette époque, les mœurs politiques se sont épurées, ennoblies, et c'est aujourd'hui à de tout autres conditions qu'au dernier siècle qu'en Angleterre un homme public peut se dire un honnête homme. Le mouvement naturel de la société portait dans ce sens; mais la sévérité et l'élévation d'esprit de Burke y furent aussi pour quelque chose. Ses discours et ses écrits ont le caractère d'un historien moraliste, et son influence eut le caractère de son talent.

Il put appuyer le succès de ses idées par l'exemple du désintéressement personnel, car au mois de mars 1782 il était payeur-général des forces, poste très-lucratif qu'avaient occupé Robert Walpole, lord Holland, lord Chatham. Il fit sur cet emploi des réformes qui rendirent au trésor 47,000 livres sterling par an et qui réduisirent de 25,300 les émoluments auxquels il avait droit.

Mais comment Burke n'était-il pas ministre? Comment ne siégeait-il pas, dans le même cabinet, avec Rockingham dont il s'était montré l'ami si fidèle, avec Fox, auquel l'unissait alors tant de confiance et d'affection? Burke avait été dix-sept ans un des chefs et pendant quelques années le chef de l'opposition dans

les communes. Son talent était du premier ordre, sa considération égalait son talent. Faut-il accuser de cet acte d'ingratitude l'esprit exclusif et aristocratique des whigs? Manquait-il à Burke, comme on l'a dit, pour être ministre la bonne fortune d'avoir épousé une arrière-cousine du duc de Devonshire? C'est là plutôt une épigramme qu'une explication; et l'on convient que peu d'années auparavant il eût été un ministre influent. Son biographe qui le dit ajoute que sa position avait baissé. Voilà qui est plus vrai. On voit dans ses lettres qu'il était accusé d'avoir conduit l'opposition avec trop de violence. Il consultait peu, il se concertait peu; il agissait sous l'empire de pensées formées par la méditation et par l'étude. Son talent, littérairement oratoire, était plus propre à illustrer un parti qu'à le servir, et ne satisfaisait pas aux nécessitées journalières du débat. Il s'inquiétait trop peu des dispositions de ses adversaires ou de ses amis; il ne savait pas mener les hommes, et l'on peut conjecturer que l'opinion s'était établie qu'il ne devait pas, peut-être qu'il ne voulait pas être ministre. A raison même de son importance et du genre de son esprit, on devait le redouter dans l'intérieur d'un conseil, et il me semble entendre les raisons que les gens d'expérience et d'habileté, que tous les médiocres qui prétendent à ce titre, donnaient apparemment pour prouver qu'il n'était pas propre aux affaires. M. Royer-Collard, à qui l'on pourrait découvrir des points de ressemblance avec Burke, a eu quelque chose de cette situation parmi ses amis, et, quoiqu'il fût incontestablement le premier d'entre eux, on les a vus rarement disposés à l'avouer pour chef, encore moins à le porter au pouvoir. Au reste, Burke lui-même ne parut pas se regarder comme ap-

pelé au ministère. Peut-être avait-il trop attaqué la cour, c'est-à-dire le roi, pour ignorer que sa présence dans le conseil, difficile à obtenir, affaiblirait le crédit du cabinet. Peut-être même les circonstances qui l'en éloignaient et tout ce qui l'isolait parmi les siens, son indépendance, sa sévérité, le ton de ses opinions, le portaient à éviter de paraître ambitieux, et moitié naturel, moitié affectation, il secondait, par un puritanisme d'orgueil et de désintéressement, la timidité ou l'ingratitude de ses amis, en les autorisant à n'être pas ambitieux pour lui. Toutefois il est difficile qu'il n'ait pas ressenti ce procédé avec quelque amertume. Il ne le montra pas, il essaya même de ne pas se l'avouer, et rien dans sa conduite, rien dans sa correspondance ou dans ses conversations ne semble avoir trahi la mauvaise humeur ou le désappointement. Nous ne disons pas cela pour justifier les ministres de 1782; un parti doit se défendre de ces jalousies, de ces pruderies, de ces défiances, et soutenir, et entourer, et grandir toujours ce qui le décore et l'ennoblit. Fox surtout nous paraît le moins excusable; sans doute il avait pris la tête de l'opposition, mais il y avait présomption ou négligence à ne pas entrer au pouvoir mieux accompagné. D'ailleurs sa place de *leader* de la chambre des communes était si bien marquée, que Burke lui-même ne la lui eût pas disputée, et pour Fox aucune rivalité n'était à craindre.

On sait, au reste, que cette administration ne dura qu'un moment. Une mort soudaine lui enleva son chef. De tous ceux qui pouvaient aspirer à sa succession, le secrétaire d'État des affaires étrangères, lord Shelburne, parut presque aussitôt appelé à la recueillir. C'est lui qui est mort avec le titre de marquis de Lansdowne,

et ce nom réveille aujourd'hui de tels sentiments de respect et d'affection, que l'on a peine à concevoir que celui qui l'a porté le premier inspirât la défiance et l'antipathie. Il est certain cependant que lord Shelburne, qui avait de l'esprit, de l'expérience, des opinions libérales et philosophiques, qui a fourni dans les affaires une carrière honorable et joui d'une sorte de faveur dans la société française, était un des hommes avec qui l'association dans le pouvoir rencontrait le plus de difficultés et de répugnances. Fox, qui proposait le duc de Portland pour la première place, déclara qu'il ne restait pas si son collègue Shelburne l'obtenait, et il se retira. Burke le suivit, on a même dit que cette scission était principalement son ouvrage. Quoi qu'il en soit, elle fut peut-être un grand événement; elle sépara Fox de Pitt, qui resta du côté du ministère et y entra même comme chancelier de l'échiquier. Qui saurait mesurer l'influence qu'exerça cette séparation sur les destinées de la Grande-Bretagne?

Avant la fin de la session, Burke attaqua vivement lord Shelburne, en défendant la démission de Fox, et tous deux réunis mirent bientôt le cabinet en minorité (février 1783). Pitt fut député à Fox pour négocier un rapprochement; mais il fallait accepter la primauté de Shelburne. Inflexible sur ce point, Fox se condamnait à l'impuissance dans sa victoire, s'il ne se donnait des alliés. Le ministère conservait dans ses rangs une partie de l'ancienne opposition. Il avait pour ennemis naturels lord North et ses amis, encore nombreux. Fox ne voulait pas se réconcilier avec Shelburne; il ne pouvait détacher Pitt; une seule alliance lui restait, celle de North. Il osa s'y résoudre et fit le ministère de la coalition. Le duc de Portland en était le chef; North, se-

crétaire d'État pour l'intérieur; Fox, pour les affaires étrangères; Burke redevint payeur général.

A peine sorti du gouvernement, Pitt proposa la réforme parlementaire et rencontra Burke pour antagoniste. Cette question fameuse, qui avait commencé à s'agiter dans les premières années de l'administration de lord North, n'était pas encore devenue une permanente question de cabinet, ni, en des sens divers, le mot de ralliement des partis. Chatham, dans les derniers temps de sa vie, avait accueilli l'idée d'une réforme, mais il l'avait conçue à sa manière. Il ne voulait qu'augmenter le nombre des membres sérieusement élus, de ceux qui représentaient les comtés, mais sans dépouiller aucun bourg de la franchise électorale. Junius avait également résisté à tout dessein de porter atteinte aux droits acquis. Burke, chez qui le profond respect de la tradition constitutionnelle s'unissait aux idées d'amélioration, pouvait donc sans inconséquence repousser des projets d'innovation que, sans inconséquence également, le jeune Pitt pouvait appuyer avec ce ton d'autorité qu'il avait naturellement.

Ce n'est pas à propos de cette question que sa conduite nous étonne. Une autre question était à l'ordre du jour et devait amener de graves conséquences. La compagnie des Indes orientales, en possession plus que séculaire d'un monopole commercial, avait été conduite à se créer un empire; mais elle en avait, dans les derniers temps, reculé si loin les limites, le pouvoir politique de ses agents avait pris de si grandes proportions, ses actes avaient fini par intéresser à si haut point non-seulement la richesse et le négoce, mais la puissance et l'honneur de l'Angleterre, que les chambres, engagées souvent par les conséquences de sa conduite,

avaient dû s'en enquérir plus sévèrement, et que tous les ministères avaient projeté de réviser les principes de son organisation, de régler son action et de la soumettre plus directement à la surveillance de l'État. Dans ces vastes et riches contrées, où tout offrait une proie, où rien ne mettait un frein aux passions du plus fort, où l'on ne connaissait ni la loi, ni la publicité, ni l'opinion, une compagnie dont le pouvoir se mesurait aux nécessités de son commerce, dont l'ambition était excitée par la cupidité, qui soutenait ses spéculations par sa diplomatie et sa diplomatie par la guerre, qui faisait enfin sa fortune par la conquête, avait dû tout permettre à ses lointains délégués pour la servir, et n'interdire qu'au malhabile ou au malheureux la violence, la fraude, la rapacité, la tyrannie. Lord Clive avait couvert de la gloire des armes des perfidies que l'Orient seul pouvait souffrir. Lord Chatham le protégeait, car il aimait les victorieux; mais le pouvoir de la compagnie lui semblait exorbitant, et en 1767 il avait pensé à lui enlever le droit de possession et d'agrandissement territorial. En 1773, on reconnut la nécessité de lui poser des limites. Un emprunt, pour lequel elle avait besoin d'une autorisation législative, la mettait à la discrétion du parlement, et un acte de régularisation, *regulating act*, plaça toutes les présidences de l'Inde anglaise sous un gouverneur-général résidant à Calcutta, en établissant dans cette ville une cour de justice à la nomination de la couronne. En même temps les directeurs furent tenus de communiquer au gouvernement toute la partie de leur correspondance qui avait rapport aux questions de territoire. Le gouverneur général et quatre conseillers associés à son administration étaient nommés pour cinq ans par l'acte même

qui les créait. La première place fut donnée à Warren Hastings, simple agent de la compagnie, placé par elle à la tête de la présidence du Bengale, et lord North fit entrer dans son conseil Philip Francis, qui peut-être vendit à ce prix le silence de Junius.

Cette administration n'avait pas marché paisiblement. Bientôt ses divisions intérieures et la conduite de son chef firent souhaiter aux ministres le rappel de Hastings; mais il ne pouvait être révoqué que sur une demande de la cour des directeurs qui représentaient la compagnie. Celle-ci soutenait son agent, et quand on vit approcher la rupture avec la France, on ne put regretter d'avoir laissé la garde de l'Inde à un homme habile et entreprenant, dont l'esprit plein de ressources n'était entravé dans ses hardies combinaisons, ni par la faiblesse du caractère, ni par la sévérité de la conscience. Cependant, vers la fin de la guerre d'Amérique, la chambre des communes, dont l'attention était éveillée par les plaintes du parti opposé au gouverneur-général, avait formé pour l'examen de ces affaires deux comités, l'un sous la conduite de Henry Dundas, l'autre de Burke, et ce dernier s'était plongé dans ce nouveau travail avec son ardeur accoutumée. Déja souvent l'Inde l'avait occupé dans le parlement. Jamais elle n'était l'objet d'un débat sans qu'il prît la parole. Sa curiosité infatigable eut bientôt pénétré jusqu'au fond de ce grand sujet. Sa vive imagination se familiarisa avec les lieux, les faits, les hommes; sa haine pour l'iniquité et la violence prit feu contre un despotisme qui ne devait qu'à la distance son impunité. Il savait et jugeait l'histoire de l'Inde anglaise comme un historien sensible et sévère; la justice même se passionnait dans cette âme ardente. Des rapports

émanés du comité qu'il dirigeait, le neuvième et le onzième, passent pour être de lui, et ils sont insérés dans ses œuvres. Ces deux pièces ont tout le mérite du genre, l'ordre, la clarté, la solidité, et l'on y peut apercevoir les premiers fondements de l'accusation célèbre dont il mit tant d'années à élever de ses mains le formidable édifice.

Entre le pouvoir immense par le fait du gouvernement établi au Bengale et le pouvoir de surveillance du ministère et du parlement, l'indépendance d'une compagnie à demi souveraine formait un milieu opaque et résistant, qui rendait tout contrôle illusoire. Aidé des conseils de Burke, encouragé par lord North, qui dans son premier ministère avait été sur le point de réduire cette association à ses attributions commerciales, Fox, à la fin de 1783, proposa un bill qui supprimait la cour des directeurs de la compagnie, et transportait le haut gouvernement de ses possessions à sept commissaires nommés dans l'acte pour quatre ans, et dont le chef devait être le comte Fitzwilliam. Auprès de ce bureau, neuf directeurs assistants, choisis parmi les actionnaires, auraient été chargés seulement des affaires du commerce. Les vacances dans le bureau supérieur auraient été remplies par nomination royale. C'était toute une révolution, surtout dans la Cité. On conçoit quelle y devait être la puissance de la compagnie des Indes, et avec quelle énergie elle dut résister au projet qui la détrônait. Elle employa tous les moyens, fit jouer tous les ressorts, ameuta l'opinion. Son patronage, ce qui veut dire en bon anglais la quantité de places qu'elle avait à donner, était l'instrument d'une influence qu'elle exploitait dans son intérêt, et qu'elle prêtait clandestinement à la cour et à son parti. Tout

cela allait être régularisé, soumis à la publicité et livré à un pouvoir officiel, plus dépendant du parlement que de la couronne. L'État se ressaisissait d'un empire qu'il n'aurait dû jamais abandonner; mais l'État était représenté par l'administration actuelle, qui allait recueillir l'honneur et la force attachés à cette grande innovation. Il se forma donc une masse redoutable d'opposants au bill de Fox, qui dut y suspendre son existence ministérielle. Les membres du dernier cabinet ne pouvaient laisser échapper une si belle occasion de revanche. Pitt surtout, avec une habileté qui ressemblait fort à l'intrigue, et que Burke à toutes les époques lui a sévèrement reprochée, se mit à la tête de tous les mécontents. Intérêts, abus, préjugés, il souleva tout contre une réforme qu'il savait nécessaire. Lui aussi, il fit sa coalition. Il épousa jusqu'aux griefs de la cour, et les éleva à la hauteur d'un scrupule constitutionnel. On soutenait, en effet, avec assez de raison, que la nomination législative d'un comité ou bureau administratif était une atteinte à la prérogative royale, et sans aucun doute le principe de la responsabilité aurait dû ramener plus immédiatement au pouvoir exécutif la direction d'une nature d'affaires qui étaient en elles-mêmes du ressort du gouvernement général. Fox se vit personnellement attaqué avec une violence inouïe. Tous les ressentiments suscités par la coalition éclatèrent sous cette forme. Burke ne lui fit pas défaut dans la lutte. Son discours, fort travaillé et très-étendu, suivant son usage, est presque en entier consacré à l'exposition des torts de la compagnie. Mille faits curieux de l'histoire de l'Inde et des débuts de l'administration de Hastings y sont vivement retracés, et il en ressort l'urgence d'une réforme profonde. Toutes les objec-

tions sont imputées à des intérêts occultes, à des intrigues de courtisans. L'objection constitutionnelle elle-même n'est pas prise fort au sérieux, et Burke se contente d'observer que la prérogative royale ne doit rien perdre au nouveau projet, puisque, dans l'état présent des choses, ni les directeurs, ni le gouverneur général, ni son conseil institué par l'acte de 1773, ne sont à la nomination de la couronne.

« J'ai parlé du bill, dit Burke en finissant; que je dise maintenant un mot de son auteur. Je devrais l'abandonner à ses nobles sentiments, si l'indigne et illibéral langage employé contre lui par delà tout exemple de la liberté parlementaire ne rendait quelques paroles nécessaires, moins pour donner satisfaction à lui qu'à mes propres affections. Il faut donc que je dise que ce sera une honorable distinction pour notre âge que la délivrance du plus grand nombre d'êtres de la race humaine qui ait jamais été aussi pesamment opprimé par la plus grande tyrannie qui ait existé jamais, soit échue en partage à des talents et à des sentiments égaux à la grandeur de la tâche; que l'œuvre soit échue à un homme qui possède l'étendue d'esprit pour concevoir, le courage pour entreprendre, l'éloquence pour soutenir une si grande mesure de hasardeuse générosité. Son courage ne saurait être attribué à l'ignorance de l'état des hommes et des choses. Il sait bien quels piéges sont semés sur son chemin et par l'animosité personnelle, et par des intrigues de cour, et peut-être par l'illusion populaire; mais il a risqué son repos, sa sécurité, son intérêt, son pouvoir, même sa popularité chérie, pour le bien d'un peuple qu'il n'a jamais vu. C'est la route qu'avant lui ont prise tous les héros. On l'accuse, on l'outrage pour les motifs qu'on lui suppose. Il se souviendra que la calomnie entre comme élément nécessaire dans toute véri-

table gloire; il se souviendra que non-seulement c'était l'usage des Romains, mais qu'il est dans la nature et la constitution des choses que la diffamation et l'injure soient des parties essentielles d'un triomphe. Ces pensées soutiendront une âme qui ne vit que pour l'honneur, sous le poids d'accusations passagères; car il travaille à faire un grand bien, un bien dont l'accomplissement est rarement dans la destinée, rarement dans les désirs d'un mortel. Qu'il emploie sa journée, qu'il lâche les rênes à la bienveillance de son cœur. Il est maintenant sur une hauteur où le vont chercher les regards du genre humain. Il peut vivre longtemps, il peut beaucoup faire; mais il a atteint le sommet : jamais il ne pourra s'élever au-dessus de ce qu'il fait aujourd'hui.

« Il a des défauts, mais ce sont des défauts qui, bien qu'ils puissent ternir son éclat et quelquefois entraver la marche de ses talents, n'ont rien par eux-mêmes qui puisse éteindre le feu des grandes vertus. Dans ces défauts, pas un atome de tromperie, d'hypocrisie, nul orgueil, nulle arrogance, nul despotisme de tempérament, nulle insensibilité aux maux de l'humanité. Il a les défauts qui pourraient se retrouver dans un descendant du Henri IV de la France, comme ils se rencontraient dans ce père de son pays [1]. Henri IV souhaitait vivre assez pour voir une poule dans le pot de chaque paysan de son royaume. Ce sentiment de bonté familière vaut tous les mots brillants que l'on rapporte de lui. Mais il désirait peut-être plus qu'il ne pouvait accomplir, et la générosité de l'homme dépassait le pouvoir du monarque. Mais celui dont je parle, lui, un sujet, peut au moins dire dans ce jour avec vérité qu'il assure le riz dans le pot de tout homme aux Indes. Un poëte de l'antiquité regardait comme une des pre-

[1] Il y a ici une allusion à la naissance de Fox qui, par sa mère, descendait de Charles II et par conséquent de Henri IV.

mières distinctions chez un prince qu'il voulait célébrer, qu'à travers une longue suite de générations il eût été l'ancêtre d'un habile et vertueux citoyen qui, par des moyens pacifiques, avait réformé des gouvernements oppressifs et supprimé des guerres de rapine.

Indole proh quanta juvenis, quantumque daturus
Ausoniæ populis ventura in sæcula civem.
Ille super Gangem, super exauditus et Indos,
Implebit terras voce; et furialia bella
Fulmine compescet linguæ.

Voilà ce qui se disait du prédécesseur du seul homme à l'éloquence duquel on puisse sans injustice comparer celle de l'auteur du présent bill. Mais le Gange et l'Indus sont le domaine de la renommée de mon honorable ami, et non pas de celle de Cicéron. Je l'avoue, c'est avec joie que je pressens la récompense de ceux dont tout le crédit, tout le pouvoir, toute l'autorité n'existe que pour le bien de l'humanité, et ma pensée s'étend à tout ce peuple, à tous les êtres de races et de noms divers qui, relevés par ce bill, auront à bénir l'ouvrage de ce parlement et la confiance accordée par la meilleure chambre des communes au plus digne de l'obtenir. Les petites critiques de parti ne seront plus entendues lorsque la liberté et le bonheur se feront sentir. Il n'y a pas une langue, une nation, une religion dans l'Inde qui ne bénisse le soin tutélaire et la noble bienfaisance de cette chambre et de celui qui vous a proposé ce grand ouvrage. Vos noms ne seront jamais séparés devant le trône de la divine bonté, dans quelque langue et dans quelque rite qu'il soit demandé grâce pour les pécheurs et récompense pour ceux qui imitent la Divinité dans sa charité universelle pour ses créatures. Ces hommages, vous les méritez, et ils vous seront assurément rendus, lorsque tout ce jargon d'influence, de parti et de patronage sera plongé dans l'oubli. J'ai dit ce que je pense et ce que je sens pour

l'auteur de ce projet. Un de mes honorables amis, en parlant de son mérite, a été accusé d'avoir fait un panégyrique étudié. Je ne sais ce qui en était; mais le mien, j'en suis sûr, est un panégyrique étudié; c'est le fruit de beaucoup de méditation, le résultat d'une observation de près de vingt années. Pour ma part, je suis heureux d'avoir assez vécu pour voir ce jour. Je me sens plus que payé de dix-huit ans de travaux, puisque enfin je suis en mesure de prendre, par un humble vote, ma part de l'abolition d'une tyrannie qui existe pour la honte de ce pays et pour la destruction d'une aussi nombreuse portion de l'espèce humaine. »

Mais le complot ourdi contre le projet, et surtout contre le ministère, était puissant. Le bill, après avoir réuni des majorités considérables dans les épreuves préliminaires, finit par ne passer qu'à 208 voix contre 201. La chambre des lords s'anima pour la prérogative royale, et rejeta le projet à 19 voix de majorité. Le roi avait pris personnellement l'affaire à cœur, et son intervention fut si peu cachée, qu'il n'attendit pas, selon l'usage, la démission du cabinet. Il fit demander aux secrétaires d'État leurs sceaux, et trois jours après, Pitt était nommé premier lord de la trésorerie et chancelier de l'échiquier. Ce fut comme un coup d'État constitutionnel fort dans le goût de George III, qui dut enfin se croire roi, mais qui ne devait pas recommencer de longtemps, car il venait de se donner un maître. Le procédé était nouveau envers la chambre des communes, qui fut vivement offensée; on lui arrachait des ministres qui possédaient sa confiance. Aussi ne crurent-ils pas d'abord que le pouvoir leur échappât pour longtemps. Les règles ainsi que les probabilités du jeu étaient en leur faveur, et cepen-

dant vingt-deux ans se passèrent avant que Fox redevînt ministre.

Les partis étaient décomposés. La diversité des calculs, la rivalité des ambitions, l'incompatibilité des caractères, l'impunité des caprices, avaient amené ce résultat plus que la division sérieuse et systématique des opinions. Au contraire, on peut dire que l'absence d'une de ces questions fondamentales qui classent les hommes et les partis avait surtout contribué à éparpiller les forces parlementaires. En de tels moments, l'individualité reprend le dessus. Les intérêts et les goûts personnels, l'humeur, la rancune, la vanité, décident de tout. Ce ne sont pas les beaux jours du gouvernement représentatif. Cette situation aurait dû être insupportable pour un esprit tel que celui de Burke, défenseur décidé de la consistance des opinions et des conduites, grand prôneur de la fidélité aux principes, aux antécédents et aux amitiés ; mais il avait approuvé la coalition, cet acte si sévèrement reproché à Fox, et qui plus qu'aucun autre pouvait être regardé comme un signal de décomposition des partis. Toute coalition, même honorable dans son principe, a, j'en conviens, un air d'intrigue et besoin d'apologie. Cependant, lorsque l'on considère à quels hommes ce genre d'apologie a été nécessaire, il faut ou que la tentation soit irrésistible, ou plutôt que l'action, en elle-même toujours hasardeuse, soit quelquefois imposée par une nécessité publique ou par une noble ambition. Comme tant d'autres actions, elle doit se juger par ses motifs et par ses conséquences. Si l'on n'a sacrifié aucun principe en formant l'alliance, si on l'a formée avec un grand but, si ce but on a eu le bonheur de l'atteindre, l'opinion, non contente d'absoudre l'entreprise, doit

l'honorer. Aussi les coalitions sont-elles plus difficiles à ceux qui viennent du côté du pouvoir qu'à ceux qui sortent de l'opposition, car si ce n'est pour quelque réforme devenue nécessaire, pour quelque innovation amenée à maturité que les hommes du parti gouvernemental l'abandonnent, la coalition cesse d'être irréprochable. Elle peut l'être, si elle a pour but ce que M. Canning a tenté, ou ce que sir Robert Peel a fait. Dans l'alliance de North et de Fox, c'est donc le rôle du premier surtout qui aurait besoin d'excuse; c'est à lui qu'auraient dû s'adresser les plus graves reproches de l'histoire, si, par une inégalité dont nous ne nous plaignons pas, on ne jugeait toujours les amis de la liberté avec une sévérité plus exigeante. Visant plus haut, ils ont droit à moins d'indulgence. Toutefois on expliquera difficilement, à l'honneur de lord North, que le chef d'un ministère ennemi des concessions, tombé du pouvoir pour avoir couvert de sa responsabilité l'entêtement royal, ait pu, avec une suffisante conséquence de principes et une scrupuleuse conviction, s'engager dans une combinaison, perdue pour avoir, dit-on, livré aux chambres la prérogative de la couronne. Quant à Fox, il ne paraît point qu'il ait fait dans ce ministère rien qu'il n'eût fait dans un autre, et du moins aucun sacrifice de principes ne lui saurait être reproché. Mais voici la faute : lorsqu'on a dit et pensé de la conduite, de la capacité, des doctrines et du caractère d'un homme d'État, tout ce qui s'était pu lire depuis dix ans dans les discours de l'opposition, l'union avec cet homme d'État n'est permise qu'à la dernière extrémité et quand le salut public la commande. Or cette excuse manquait à Fox. Malheureusement les hommes supérieurs sont sujets à une illusion, que

parfois les événements justifient; ils se figurent volontiers que le pouvoir leur revient de droit, et que leur présence dans le gouvernement est une condition du salut public. Walpole pensait peut-être ainsi, quand il attaquait ses anciens collègues, Stanhope et Sunderland. Une semblable conviction dirigea certainement Chatham dans toute sa carrière. Elle fit sa gloire, lorsqu'en 1757 il s'allia au duc de Newcastle; elle l'égara, quand en 1766 il composa le cabinet inexplicable du duc de Grafton. Un homme d'État que nous avons nommé, Peel, eut assurément la même confiance en soi, et bien en a pris à son pays et à sa renommée. Quant à Fox, il avait débuté avec un tel éclat, il s'était senti porté au premier rang par des qualités si solides et si brillantes, qu'il avait bien pu, lui aussi, se persuader que le ministère lui appartenait, et qu'il devait à tout prix gouverner. Ses partisans n'étaient pas éloignés de le croire, et Horace Walpole incline à cette idée dans ses lettres. Burke, dans l'orgueil de son amitié, pouvait concevoir pour son ami de ces présomptueuses pensées, et, qui sait? en garder quelque chose pour lui-même. Ainsi s'explique en partie leur conduite à tous deux dans le pouvoir et dans l'opposition. Le public est d'ordinaire fort sévère pour ces illusions des hommes supérieurs; il ferait mieux cependant de garder ses rigueurs pour les illusions des hommes médiocres, car ceux-là aussi se croient quelquefois une mission.

Pitt, qui avait formé le nouveau cabinet, fit alors un acte audacieux. Après avoir tâté la chambre par un bill sur l'Inde qu'elle rejeta, il osa dissoudre le parlement (mars 1784). On aurait cru que l'opinion décernerait le pouvoir à Fox plutôt qu'à lui, car sa réputa-

tion était alors bien inférieure à celle de son rival, et pourtant la réélection lui donna raison. Cent soixante opposants restèrent sur le champ de bataille. On les appela *les martyrs de Fox ;* c'est le titre d'un martyrologe protestant[1]. Fox et Burke furent réélus; mais le changement avait été si brusque, Pitt avait paru si téméraire, il était si jeune et si nouveau, que les vieux athlètes ne pouvaient croire encore à sa victoire. Ils en doutèrent longtemps, et ils agirent en conséquence. Burke demeura toute sa vie si fort touché et pour ainsi dire si fort scandalisé de ce résultat, qu'il ne le pardonna jamais à Pitt, et que, même en se rapprochant de lui, il n'eut jamais ni goût pour sa personne ni admiration pour ses talents. Il l'appelait le sublime de la médiocrité.

La situation d'hommes politiques qui ont perdu la majorité n'est jamais facile. Elle ne fut point favorable à Burke. Il n'avait pas comme Fox ce caractère ouvert et simple, cette humeur facile et liante, cette flexibilité de talent, cet art de discussion, qui séduisaient jusqu'à ses adversaires et le rendaient populaire encore quand ses opinions cessaient de l'être. Plus âgé que lui de vingt et un ans, plus homme de lettres et moins homme politique, Burke avait plus de raideur dans l'esprit, des prétentions plus tranchantes, un ton plus absolu et plus intolérant. Transporté dans un monde nouveau, entouré de jeunes ambitieux dont il était peu connu, il ne se préserva pas assez de l'impatience et du dédain. Inhabile aux ménagements, irrité, dégoûté, il ne sut pas s'accommoder au temps, et la chambre des com-

[1] C'est l'ouvrage publié en 1563, après le règne de Marie, et connu sous le titre de *Fox's Book of martyrs*.

munes devint pour lui un auditoire sévère, hostile même. Ses discours avaient toujours paru trop longs et trop fréquents. Le respect et l'habitude avaient empêché longtemps qu'on ne l'en fît apercevoir; mais le respect et l'habitude manquaient à la nouvelle chambre. Burke s'en aperçut plus d'une fois. Un jour, il s'était levé tenant à la main un rouleau de papier d'une grosseur effrayante. Un membre, de ceux qu'on nomme *country gentlemen*, eut l'impertinence de dire qu'il espérait que l'orateur n'avait pas l'intention de lire cette énorme liasse de pièces, en y joignant un long discours par dessus le marché. Burke, interdit et indigné, sortit de la chambre sans trouver une parole. « La fable est réalisée, dit George Selwyn, si fameux par ses bons mots : un âne qui brait donne la chasse à un lion. »

On peut faire remonter à cette époque la décadence parlementaire de Burke. Cependant il ne se découragea pas, et il eut encore de bien beaux jours, mais ses échecs furent nombreux. Dès l'ouverture de la session, il proposa avec Windham, nouveau membre d'une grande espérance, qui venait d'entrer au parlement et qui s'attacha étroitement à lui, d'adresser des représentations au roi sur la dernière dissolution. Cette mesure avait eu, disait-il, un caractère insolite, celui d'une condamnation prononcée du haut du trône contre le parlement. La dernière chambre, *la meilleure chambre des communes*, avait été dénoncée au peuple comme usurpatrice des droits du prince. Cette calomnie de cour avait égaré l'opinion. Le discours de la couronne faisait encore une leçon à la chambre sur les limites de son pouvoir. Celle-ci ne pouvait accepter ni remontrance ni menace, et c'était lui faire injure

que de paraître en attendre moins d'indépendance que de la chambre précédente. Une défense raisonnée de la conduite tenue dans l'affaire du bill de l'Inde venait ensuite. Burke n'a jamais été tory sur ce point. Sa motion, qui était au fond une attaque à la nouvelle chambre, fut rejetée sans débat. Il publia son discours avec une préface où il cachait mal son humeur contre le parlement. Le dépit d'une défaite imprévue perça désormais dans ses discours. Il reprochait même à Fox de ne pas sentir assez vivement leur commune offense. Neuf ans plus tard, dans le fort de sa colère contre la révolution française, il se plaignait encore que Fox ne l'eût pas bien secondé dans ses efforts pour faire repentir le premier ministre de la manière odieuse dont il s'était élevé au pouvoir, et, dans sa rancune implacable, il accusait Pitt d'avoir intrigué avec la cour, les dissidents religieux et tous les factieux du dehors, pour décrier et affaiblir la chambre des communes. Il est remarquable que Windham, qui, dix ans après, entra dans l'administration de Pitt, continua toute sa vie de juger comme Burke la dissolution de 1784, et d'en regarder le résultat comme funeste.

Une guerre sans relâche fut donc faite au cabinet. Pitt n'avait pas renoncé à ses idées de réforme parlementaire ; il appuya une motion à cette fin de l'alderman Sawbridge, qui passait pour républicain. Il en fit une lui-même, soutenu par Fox et combattu par quelques-uns des ministres. Chaque fois il eut contre lui Burke et la majorité. Ce dernier lui demanda un jour ironiquement comment il pouvait se plaindre du système actuel de représentation, lui qui s'en était si bien servi ? Quant à son bill de l'Inde, la vive critique qu'en fit Burke était juste dans le détail ; mais le plan

était en lui-même une amélioration et il contenait les principes de l'organisation qui s'est maintenue jusqu'à nous. L'idée d'une commission de gouvernement ou de surveillance au-dessus de la compagnie ne pouvait être abandonnée. Aucun ministère ne pouvait songer à laisser la compagnie à elle-même. Seulement, cette commission, sous le nom de bureau du contrôle, dut être composée de membres du conseil privé et présidée par un ministre spécial, dont cette présidence même serait le titre. Aujourd'hui, les membres de ce bureau sont des ministres et ne forment en réalité qu'un comité du cabinet ; mais la nouvelle organisation, au moment où elle fut adoptée, ne faisait pas tomber les griefs élevés contre l'administration antérieure de la compagnie, et Pitt était loin de défendre tout le passé.

L'Inde est la région du monde où les Anglais ressemblent le plus aux Romains. Avec une poignée de fonctionnaires ou de magistrats, avec quelques légions, ils y gouvernent, sur un territoire immense, plus de quatre-vingt millions de sujets, qui conservent leurs lois, leur culte et leurs mœurs. Ce pouvoir sans égal s'exerce avec équité et modération ; mais il n'a pu s'établir ainsi. La tyrannie est presque toujours la compagne de la conquête, et de terribles proconsuls ont plus d'une fois porté parmi ces peuplades tremblantes les faisceaux du peuple-roi. L'âme pure et sévère de Burke devait s'émouvoir à ce spectacle. Il ne consentait pas à séparer la politique de la justice. Et en même temps la grandeur des choses, la nouveauté des scènes frappait, échauffait son imagination. On a parfois trouvé aux imaginations irlandaises quelque chose d'oriental. Telle était celle de Burke ; elle ne pouvait que se plaire et s'exalter à l'aspect de ce monde de

l'Asie ouvert devant elle, où les événements, les monuments, la nature, tout prend un caractère pittoresque et poétique. Aussi, trouvant là comme une inspiration nouvelle, le vit-on rajeunir en quelque sorte son talent, le grandir à des proportions inconnues, et, suivant le penchant de son esprit, exagérer souvent les idées, les formes et les couleurs. Son goût comme sa colère put passer les bornes, car il se crut tout permis : il peignait l'Orient et combattait la tyrannie.

Une première occasion s'offrit d'entretenir de l'Inde la chambre des communes. Le nabab d'Arcot, qui résidait à Madras et passait pour le plus considérable des princes de la contrée, était débiteur envers des sujets anglais d'une somme qu'on évaluait à près de trois millions sterling. Cette dette, tant apparente que réelle, était attribuée à de secrètes conventions avec des agents de la compagnie. Il avait, dit-on, acheté d'eux les moyens ou la liberté d'agrandir ses domaines et son pouvoir. Guerre, dévastation, pillage, tels étaient les actes protégés ou exploités par le concours ou la tolérance de ceux qui lui avaient à ce prix vendu l'appui de la compagnie, trompée, faible ou complice. Une enquête approfondie avait été précédemment ordonnée par la chambre, et maintenant Dundas, président du bureau du contrôle et jadis promoteur des mesures rigoureuses, proposait d'allouer la dette sans examen et d'en imputer le payement sur le revenu de la province de Carnate. Fox demanda que les pièces de l'enquête fussent mises sous les yeux de la chambre, et c'est sur cette question que Burke prononça un discours regardé par de bons juges, et notamment par lord Brougham, comme le plus beau qu'il ait fait. Dans cette composition, dont le seul défaut est d'être trop

finie, une immense et difficile affaire est admirablement expliquée. Burke excelle dans l'art des expositions claires, complètes, et cependant attachantes, animées. Celle-ci est semée de narrations dignes de l'histoire. Dans les cours de littérature, on cite comme des modèles la description du Carnate et le récit pathétique de l'invasion de cette contrée ravagée par Hyder-Ali. Nous avons vu que les traitants de toutes sortes, patronés par la compagnie des Indes, passaient pour les auxiliaires occultes de l'avénement de Pitt au ministère; on pouvait le soupçonner envers eux de gratitude et d'indulgence. L'attitude de Dundas était suspecte. Un certain Paul Benfield était le chef ou principal représentant des créanciers vrais ou fictifs du nabab d'Arcot. Il avait, ainsi que ses pareils, brigué et même obtenu des siéges au parlement. Par les mille ressources dont disposait leur activité, ces gens avaient joué un rôle dans la dernière dissolution et contribué à en rendre le résultat favorable aux ministres. Il était donc facile de trouver un lien entre les intrigues de l'Europe et celles de l'Asie, entre les cruautés et les brigandages commis de Madras à Tanjore, la vénalité des subalternes, la connivence de la compagnie, le trafic électoral et la corruption ministérielle. Burke se plut, avec un art cruel, à river aux anneaux de la même chaîne Pitt et Paul Benfield. Les associés de Paul Benfield, obscurs et mercenaires complices des dévastations d'un barbare, voilà, disait-il, au loin les législateurs de l'Inde, et ici la nouvelle et pure aristocratie créée par M. Pitt pour sauver la couronne et la constitution. Paul Benfield, voilà le grand réformateur parlementaire de M. Pitt.—Il y a là des pages terribles d'esprit, de sarcasme et d'injure.

La motion de Fox fut rejetée; mais, malgré ses apparences de froideur et de dédain, Pitt n'était pas impassible. Ses prétentions de pureté et de rigorisme lui rendaient de certains reproches insupportables, et l'on pouvait prévoir qu'en les renouvelant avec art et avec insistance, on le forcerait quelque jour à céder. Il y avait en toutes choses un point où il refusait de se confondre avec ceux qu'il employait, et il les brisait sans pitié plutôt que de compromettre la dignité de sa personne dans les pratiques mêmes de son ministère. Comme un nuage qui grossissait à l'horizon, il s'élevait de tous ces débats une notoriété menaçante contre Warren Hastings, qui avait tout à la fois mérité l'indignation et la reconnaissance de son pays, car ses services étaient aussi grands que ses fautes. La compagnie, plus satisfaite de ses succès que convaincue de son innocence, s'occupait peu de le défendre, espérant sans doute que l'opinion ferait comme elle, et ne rechercherait pas bien sévèrement de quel prix l'humanité et la justice avaient payé ses conquêtes. Peut-être cet exemple eût-il été suivi, peut-être l'orgueil britannique eût-il jeté un voile sur les excès d'un despotisme victorieux, peut-être le gouvernement eût-il même appelé sur Hastings les marques de la reconnaissance nationale, si le comité de la chambre, formé en d'autres temps sous l'influence de sentiments opposés, acharné pour ainsi dire à la poursuite de la vérité, n'avait, par ses révélations, soulevé la morale ou la pudeur publique, et découragé l'indulgence par la peinture répétée de ces excès que les assemblées ne pardonnent qu'à la condition de les ignorer. Hastings, quoique confiant dans le prestige de ses succès, se voyant attaqué et non défendu, revint, dès 1785,

spontanément en Angleterre, au moment où la compagnie croyait répondre à tout en lui votant des remercîments pour ses services. Accueilli par elle avec de grands honneurs, par le roi et par la reine avec une faveur marquée, poursuivi seulement par une opposition vaincue, il se croyait assuré de l'appui du gouvernement. Il osait compter sur des récompenses égales ou supérieures à celles qu'avait obtenues lord Clive, sur un ordre de chevalerie, sur la pairie elle-même. Mais, conformément à un rapport de Dundas parlant au nom d'un comité spécial, un vote de censure avait passé trois ans auparavant contre Hastings, et restait inscrit sur les journaux de la chambre. Dundas, quoique ramené par ses fonctions ministérielles à des sentiments plus doux pour la compagnie des Indes, ne pouvait cependant compter pour rien une résolution qu'il avait provoquée. Il y avait dans la majorité des hommes scrupuleux qu'aucun engagement politique n'aurait déterminés à couvrir d'une approbation formelle les excès d'une tyrannie tout asiatique. Les dernières élections avaient amené dans la chambre l'implacable Francis, dont le séjour dans l'Inde n'avait été qu'une longue lutte contre Hastings; Francis, qui, fier de sa sévérité, se souciait peu qu'elle eût les allures de la colère et de la vengeance; Francis, qui, par là du moins, semblable à Junius, se faisait une vertu de sa haine, et répandait dans tous les cœurs le fiel dont le sien était rempli. Mû par des passions plus pures, emporté par une colère honnête et désintéressée, Burke éprouvait contre l'oppresseur de l'Inde tous les sentiments qui pouvaient soulever Tacite contre les tyrans de Rome, et son imagination, enflammée par les peintures mêmes qu'elle s'était faites des

misères de toute une partie du monde, demandait en quelque sorte à s'épancher dans les invectives d'une vengeresse éloquence. Enfin l'âme généreuse de Fox s'animait pour un thème d'opposition qui se rapportait cette fois, non à des intérêts de parti, mais à la défense des droits de l'humanité.

Cependant la question n'aurait donné lieu probablement qu'à de véhémentes harangues ou même à quelques votes de blâme, et l'opposition aurait reculé devant les difficultés d'une accusation en forme, si Hastings, enhardi par la cour, n'eût voulu, comme on dit, avoir le cœur net de tant de reproches dirigés contre lui, et obtenir de force, en défiant tout à la fois ses ennemis et ses défenseurs, la justice qu'il croyait ou disait mériter. Dans la session de 1785, Burke avait annoncé qu'il aurait des charges à produire contre l'administration de l'Inde, mais on croyait que son parti ne donnerait aucune suite à cette menace, quand, le premier jour de la session suivante, un ami de Hastings demanda si elle était sérieuse. Le gant fut aussitôt relevé; l'opposition ne pouvait reculer, et Burke commença par réclamer une communication de pièces. Le ministère en refusa quelques-unes en des termes qui semblaient indiquer le projet de défendre Hastings, et le 4 avril 1786, Burke fit connaître son intention de procéder contre ce dernier par la voie de l'*impeachment*, et produisit vingt-deux articles d'accusation.

L'*impeachment*, ou la poursuite devant la chambre des lords par la chambre des communes, est le mode le plus solennel d'accusation. Dans un temps calme et régulier, cette procédure aboutit difficilement à une condamnation. La politique, qui joue un grand rôle dans de telles affaires, se contente, quand les passions

ne l'égarent pas, d'un effet produit sur l'opinion. Or, pour cela, le fait de la poursuite suffit, et l'acquittement même ne relève pas un ministre, un négociateur, un général, de l'atteinte qu'il a reçue. Cependant les méfaits imputés à Hastings étaient assez graves pour que ses accusateurs pussent compter sur une condamnation, et ses risques s'aggravèrent encore, lorsque avant la délibération des communes, il fut venu lire à la barre une longue défense écrite, qui ne parut ni habile ni intéressante, et ne se fit pas même écouter.

Chaque chef d'accusation devait être admis ou rejeté par un vote spécial. Le premier article chargeait Hastings d'avoir, contrairement aux ordres formels de la compagnie et sans en rendre compte, encouragé et secondé, par l'envoi de troupes anglaises, le nabab d'Oude dans une guerre d'extermination contre la nation des Rohillas, et compromis par là l'Angleterre, qui n'avait contre cette nation aucun sujet de plainte, dans les perfidies et les cruautés dont cette guerre avait été souillée. C'était pour cet acte, un des moins justifiables de son gouvernement, que la chambre avait, trois ans auparavant, demandé son rappel sur les conclusions de Dundas; mais Dundas, maintenant ministre, ne fut nullement embarrassé de plaider la thèse connue des faits accomplis : il fit valoir les services subséquents de Hastings. Pitt garda le silence, mais vota avec son collègue, et le grief sur lequel l'accusation comptait le plus fut écarté par 119 voix contre 66. Les amis de l'accusé le jugèrent sauvé, victorieux; ils ne cachèrent pas leurs espérances. Encore deux ou trois votes semblables, et Hastings serait élevé à la pairie; son titre était déjà choisi; le grand sceau était tout prêt dans les mains du chancelier lord Thurlow, qui le protégeait.

Le 13 juin, Fox présenta avec tout son talent le chef d'accusation relatif au traitement infligé au rajah de Benarès. Hastings avait, de son autorité privée, exigé de ce prince des secours non prévus par les traités, et, sur sa résistance, l'avait mis à l'amende. Il en était résulté des troubles, des guerres, la chute de Cheyte-Sing, et trois révolutions à Benarès. Francis, qui avait lutté sur ce point contre Hastings dans le conseil de Calcutta, appuya vivement la motion. Pitt, dont l'habitude était de lui répondre avec un amer dédain, ne le ménagea pas; il reprit toute la conduite tenue à l'égard de Cheyte-Sing, il la justifia dans toutes ses parties, et il semblait conclure à l'abandon de ce chef d'accusation, lorsque tout à coup il trouva exorbitante l'amende imposée au rajah, et dit qu'il voterait pour la motion de Fox.

Ce fut un véritable coup de théâtre. On alla aux voix; le ministère se divisa dans le vote; Dundas suivit son chef, et la motion passa. Un article adopté en entraînait d'autres, et dès ce moment l'*impeachment* était inévitable. La conduite de Pitt étonna beaucoup, et fut expliquée diversement. Il était dans la nature de son esprit, il fut quelquefois dans sa politique, de faire un choix parmi les motifs d'une opinion, d'écarter les plus nombreux et les plus forts, ceux du moins que les partis jugeaient tels, pour se décider dans le même sens par une seule raison d'une importance secondaire, et se distinguer ainsi de ceux mêmes avec lesquels il votait. Peut-être était-ce raideur de caractère; il voulait, même en cédant, paraître résister. Peut-être était-ce prudence; il voulait s'engager le moins possible, et se ménager une issue pour revenir au besoin ou se retirer à propos. Nous le verrons tenir une conduite ana-

logue dans les questions de paix et de guerre, et prendre les mêmes sûretés, quand il faudra se décider contre la révolution française. Dans cette occasion-ci, on a recherché ses motifs. On a dit que l'initiative prise par la cour, par le chancelier, par d'autres ministres en faveur de Hastings, l'avaient blessé ; qu'il ne pouvait souffrir que l'on protégeât, que l'on honorât par avance un homme que la chambre n'avait pas encore réhabilité, et qu'on regardât comme tranchée une question sur laquelle il n'avait pas dit son dernier mot. Tous ces motifs sont plausibles. Ajoutons qu'il inclinait naturellement à la sévérité morale, toutes les fois que la raison d'État ne faisait pas taire ses scrupules. Il devait y avoir, dans la majorité avec laquelle il comptait, des membres consciencieux de qui il n'aurait osé exiger ou attendre le sacrifice d'un sentiment de justice et d'humanité. Comment croire, en effet, qu'un homme tel que Wilberforce, qui venait d'entrer au parlement, eût consenti sans peine à immoler cette fois ses scrupules aux besoins de la politique ministérielle ? Nous supposons que Pitt vota contre Hastings, comme il votait contre la traite des noirs.

L'affaire fut interrompue par la séparation des chambres. A la session suivante, Sheridan proposa l'accusation sur le quatrième chef, la spoliation des princesses d'Oude, et prononça le plus beau discours, au dire de quelques témoins, qu'aient entendu les murs de Westminster. Pitt, cette fois encore, se déclara pour la motion, et successivement d'autres charges furent admises, les amis de Hastings cessant désormais une inutile résistance ; l'accusation, pour divers crimes et délits, fut dressée en vingt articles, par délibération de la chambre. L'accusé fut arrêté par le sergent d'armes,

mais admis à la liberté sous caution, et un comité présidé par Burke eut mission d'aller soutenir la résolution devant la cour des pairs. Dans ce comité, la chambre aurait mis Pitt lui-même, s'il ne s'était récusé, et lord North, si son âge et ses infirmités ne l'en avaient dispensé ; mais auprès de Burke on y voyait Fox, Windham, Sheridan et le jeune Charles Grey, qui débutait alors avec la faveur de tous, et qui devait, plus de quarante ans après, jeter un nouveau lustre sur le parti whig par la réforme de 1832.

Le 13 février 1788, la cour s'assembla dans la grande salle de Westminster, dans cette salle haute et vaste comme une église, dont on dit que le toit fut posé par le fils de Guillaume le Conquérant, dans ce théâtre de tant de scènes historiques, et qui ne vit jamais réunie plus nombreuse ni plus imposante assemblée. C'est à M. Macaulay qu'il faut demander de ce procès célèbre le tableau le plus brillant et le plus animé : [1] le rôle qu'y joua Burke nous intéresse seul ici. Il fut chargé d'ouvrir le débat, et il parla pendant quatre jours de suite. Il fit, suivant son usage, un tableau complet. Avec une grande abondance d'idées et de faits, avec un grand luxe d'images et de mouvements oratoires, il exposa, dans son origine et dans son histoire, tout le gouvernement de l'Inde. Ce discours est resté célèbre ; il émut, il troubla l'auditoire jusqu'aux frémissements et aux larmes, et c'est au milieu d'une assemblée palpitante que l'orateur termina par ces mots :

« Ainsi donc c'est avec une pleine confiance que, de l'ordre de la chambre des communes de la Grande-Bretagne, j'accuse

[1] Warren Hastings, *Essais crit. et hist.*, t. IV, p. 328. Édit. Tauchniz.

Warren Hastings pour hauts crimes et délits. Je l'accuse au nom de la chambre des communes assemblée en parlement, dont il a trahi la foi parlementaire ; je l'accuse au nom de la nation anglaise dont il a souillé l'antique honneur ; je l'accuse au nom du peuple de l'Inde, dont il a foulé aux pieds les droits et changé la contrée en un lieu de ravage et de désolation ; je l'accuse au nom de la nature elle-même, qu'il a dans les deux sexes outragée, insultée, opprimée; et je l'accuse enfin au nom et en vertu de ces lois éternelles de justice qui doivent dominer également tous les âges, toutes les conditions, tous les rangs, toutes les situations de ce monde. »

Il serait impossible sans de longs détails d'exposer tous les incidents d'un procès qui, commencé en 1788, ne devait finir qu'en 1794, la cour ayant siégé cent dix-huit jours répartis en sept années. La dissolution de 1790 elle-même n'interrompit pas le cours de cette affaire, et les pouvoirs du comité d'accusation furent continués. On conçoit que, pendant un temps si rempli d'événements variés et saisissants, de grands changements durent s'opérer dans les dispositions des juges, des chambres, du public. On dit qu'aux derniers débats il ne siégeait plus que vingt et un lords des cent soixante qui avaient assisté au commencement de l'affaire; soixante étaient descendus dans la tombe ; la cour n'était plus présidée par le même chancelier, et l'acquittement définitif fut prononcé par la bouche de lord Loughborough, qui au début du procès, membre ardent de l'opposition, opinait dans le sens des accusateurs. Le résultat, du reste, était depuis longtemps prévu, et l'intérêt du public parut en déclin à dater de la discussion de l'article des *Begums* d'Oude, où Sheridan excita au plus haut point l'émo-

tion de l'assemblée. Son discours dura deux jours, et il le termina théâtralement en tombant épuisé dans les bras de Burke, qui hurlait d'une généreuse admiration.

Seul peut-être, Burke fut le même au terme qu'au début de cette longue épreuve. A l'âge où les forces déclinent, agité par des diversions puissantes, entraîné par des spectacles tout nouveaux dans des passions toutes nouvelles, ayant rompu ses plus chères amitiés, entouré dans le comité de collègues dont il avait fait ses ennemis, obligé de poursuivre l'œuvre commune de concert avec des hommes à qui il ne parlait plus, voyant désormais d'un autre œil et le gouvernement et l'opposition, il fut jusqu'au terme énergiquement fidèle à la cause qu'il avait embrassée. Il ne souffrit pas qu'aucun sentiment accessoire ou étranger affaiblît en lui celui de l'humanité et de la justice; il conserva sans interruption la même verve, la même chaleur, la même indignation et presque la même éloquence. A la reprise de l'affaire, en 1789, il avait prononcé sur la sixième charge un vigoureux et remarquable discours, et en 1794, vers les derniers jours, il fit entendre une réplique finale que les rares auditeurs des premiers jours trouvaient à peine inférieure au réquisitoire du commencement des débats. Burke, le contre-révolutionnaire Burke, a toujours regardé le procès de Hastings comme l'œuvre capitale qui couronnait sa vie.

On ne peut trop rendre justice à la sincérité de conviction, au zèle persévérant, au talent inépuisable qu'il déploya dans cette grande entreprise. Y porta-t-il en toute circonstance une exacte équité, une convenable modération, ou même cette mesure de conduite

et cet art de langage nécessaire au succès? On peut en douter. Ces dernières qualités n'étaient celles ni de son caractère ni de son talent. Ses passions étaient honnêtes, élevées ; mais c'étaient des passions. Sa déclamation était véhémente, ornée des plus beaux traits; mais c'était de la déclamation. Il savait émouvoir encore plus que persuader ; il emportait moins l'assentiment que l'admiration, et en reproduisant incessamment les mêmes effets, en tâchant d'enchérir sur les effets déjà produits, il fatiguait au lieu de toucher, il révoltait parfois ceux qu'il voulait gagner. Il *surmenait* ses auditeurs, si l'on me passe cette expression familière, qui me semble traduire ma pensée. Ce défaut, qui finit par lui rendre presque intenable la chambre des communes, l'entraîna devant la cour de Westminster à quelques excès de doctrine ou de langage qui compromirent au moins sa cause. Une fois même, en 1789, une pétition de Hastings dénonça une expression violente qui lui était échappée, en qualifiant d'assassinat (peut-être avec justice) la mort du bramin Nuncomar, condamné pour faux sans règle ni merci, et l'on profita de l'occasion pour le faire censurer par la chambre. On espérait, par là, arrêter l'accusation en décriant ou en dégoûtant les accusateurs. Burke subit la censure avec une patience qu'il n'aurait pas eue en toute autre conjoncture. Il voulait atteindre son but et malgré ce revers, il ne se montra ni moins animé ni moins résolu. Cependant, quoique Pitt ait déclaré en pleine chambre que M. Burke avait « conduit l'accusation avec beaucoup de dignité, de loyauté et de candeur, » il est certain que cette affaire, non-seulement ne lui gagna pas d'amis, mais lui en fit perdre, et qu'elle servit à donner plus de relief à ses défauts, épiés alors

soigneusement par une double malveillance. Il avait commencé le procès avec la défaveur des partisans du gouvernement; dans le cours de la poursuite, il n'acquit pas leur amitié, et il rejeta celle de l'opposition, conservant tous ses ennemis et devenant impopulaire sans être agréable au pouvoir. Chaque parti se souvint de ses offenses plus que de ses services. Pour nous, en accordant tout ce que l'on voudra à cette prétendue et glaciale sagesse que scandalise toute passion, nous ne pouvons nous résoudre à blâmer Burke dans l'affaire de Hastings. Nous croyons que, sans l'exagération même des qualités ou des défauts qu'on lui reproche, l'accusation n'aurait été ni intentée ni soutenue; et, fût-elle mal fondée dans quelques parties, outrée dans quelques qualifications, eût-elle été plaidée avec un certain emportement, nous nous reportons au souvenir des Verrines et des Philippiques, et c'est sur ces modèles, c'est sur l'exemple de Cicéron que nous demandons que Burke soit jugé. Au fond, la principale excuse, la seule peut-être que l'on allègue en faveur de Hastings, c'est qu'il ne paraît pas avoir été guidé par des intérêts privés, et que ses crimes, s'il en a commis, sont des crimes politiques. Et l'on ajoute que le niveau de la morale était si peu élevé dans l'Inde, qu'au milieu d'un monde d'avarice, de perfidie et de cruauté, il n'était guère possible de résister au mauvais exemple et de réussir sans l'imiter. Ce n'est pas enfin pour des services plus irréprochables que Clive a obtenu des titres et des honneurs. Il est vrai, mais c'est peut-être parce que Clive a été loué et récompensé qu'il fallait poursuivre Hastings, et c'est parce que Hastings a été poursuivi que le gouvernement de l'Inde est remonté dans une sphère plus pure et plus haute, et

que les Hastings et les Clive ont fait place aux Cornwallis et aux Bentinck.

Il faut maintenant revenir à l'époque où le procès de Hastings commença. Burke, dans cette entreprise, allait chercher des inimitiés, et il en était entouré déjà. Il déplaisait souverainement à la majorité. On accuse les jeunes amis de Pitt d'avoir formé, sans respect pour son âge et pour son talent, le projet de lui interdire la parole, ou du moins de la lui rendre laborieuse par des murmures et des ricanements systématiques. Il leur dit un jour qu'il se ferait fort de dresser une meute de chiens à aboyer avec plus de mélodie et autant d'intelligence. On inventa ou l'on répéta contre l'orateur un peu vieilli un sobriquet moqueur; on l'appelait *la cloche du dîner*. Dans l'opposition même, il rencontrait des dissentiments ou des jalousies. Il ne savait pas rajeunir sa manière ni se familiariser avec personne. Il se singularisait sans nécessité. Parmi les membres nouveaux, à l'exception de Windham, de Laurence et peut-être de Francis, il ne s'était pas fait un ami. Sheridan, indocile, déréglé, au talent plein de verve et de saillies, se moquait de ses conseils, de ses leçons, et peut-être de ses exemples. Un de ces anciens whigs qui avaient toute sa confiance, sir George Savile, était mort en 1784. Bientôt il visita à son lit de mort un des hommes qui l'appréciaient le plus, Johnson, qui se ranimait pour l'admirer. Fox lui restait, et, quoique Burke eût souffert de voir dans leurs luttes communes toute la haine retomber sur lui seul, il ignorait ou plutôt il s'interdisait la jalousie; il aimait Fox ou plutôt il voulait l'aimer, ce qui arrive à de nobles âmes, froissées malgré elles par des succès qu'elles ne veulent pas envier, atteintes par des sentiments qu'elles veulent ignorer.

Je m'imagine qu'à partir de 1783, il ressentit au fond du cœur un mal auquel toute sa vertu n'échappait pas, mais ne cédait pas. Seulement un peu de gêne, des inégalités, de la tristesse, de la hauteur, et pour se consoler, des accès de travail, de passion et d'éloquence, voilà quels étaient les fruits d'une disposition qu'il est plus facile de concevoir que de décrire.

Cependant rien n'indiquait, à le voir dans le parlement, qu'aucun découragement eût pénétré dans son âme. Il se roidissait contre les mécomptes de toutes sortes, et l'activité si laborieuse qu'il déploya dans le procès de Hastings ne le rendit ni moins assidu ni moins ardent à la chambre des communes. N'essayons pas de compter ses discours; le temps nous presse, et la révolution française approche. L'année qui la précéda, Fox était en Italie, et une grande question s'éleva. Le roi George III était tombé malade. Déjà, plusieurs années auparavant, de premiers accès avaient fait craindre pour sa raison, qui, cette fois, parut s'éteindre. Il fallut songer à la régence. Pitt ne s'y décida qu'à la dernière extrémité. Il n'avait de confiance, ni pour l'État ni pour lui-même, dans l'héritier présomptif, dont toutes les inclinations étaient pour Fox. C'est de fort mauvaise grâce, c'est avec des restrictions humiliantes que la régence fut déférée au prince de Galles, qui, par une lettre qu'écrivit Burke et que retoucha Sheridan, déclara qu'il refuserait l'autorité à de telles conditions. Le roi parut se rétablir, et tout fut mis à néant; mais pendant les deux mois qu'avait duré la discussion d'une question neuve et délicate, Burke avait soutenu contre le premier ministre une lutte quotidienne et obstinée, dans laquelle on assure que Fox, absent quelque temps, lui reprochait d'avoir apporté trop

de violence, et, en ménageant trop peu la famille royale, compromis les intérêts du parti. Ce qui est certain, c'est qu'à cette époque Burke était devenu singulièrement importun à la chambre des communes.

Mais le moment arrive où le grand événement du siècle va porter un trouble bien autrement profond dans les relations de Fox et de Burke, et dans le sein même des partis qui divisent la Grande-Bretagne. La révolution française retentit jusqu'aux extrémités du monde ; l'Angleterre n'en est pas ébranlée, mais émue, et c'est encore un sujet d'étude que l'impression produite sur le plus ancien pays libre par cette explosion de ce qui parut un moment la liberté moderne.

Le génie anglais est admirablement pratique. Dans la science même, il se garde des périls de la spéculation. Sa philosophie se définit elle-même une induction fondée sur les faits, et sa politique est baconienne comme sa philosophie. Quoique l'esprit de la France goûte peu les hypothèses aventureuses où se perd la mysticité scientifique des Allemands, c'est plutôt cette mysticité que la hardiesse de leurs vues qui lui répugne. Une certaine promptitude à rendre l'abstraction claire par le langage et par l'ordonnance est le mérite et le danger du caractère intellectuel de notre nation. Le raisonnement est facile en français, et c'est pour cela qu'il est puissant. Or nul n'ignore par quelles fatales circonstances historiques l'appui de toute bonne tradition de gouvernement nous a manqué, et la raison seule, la périlleuse et brillante raison, est devenue notre flambeau, quand nous avons conçu la nécessité ou la prétention de nous donner des lois. Faire des lois avec des idées, voilà l'œuvre et l'honneur, et la fatalité de la

révolution française. A qui la faute? A tous, et surtout au passé. Les institutions irréformables condamnent aux révolutions radicales.

Burke ne connaissait pas beaucoup la France ni sa littérature, et il nourrissait contre les anciens ennemis de Guillaume III et de George II l'aversion excusable d'un whig, d'un protestant et d'un Anglais. Il ne parle avec bienveillance ni de Louis XIV ni de son successeur. Cependant, comme la plupart de ses compatriotes éclairés, il n'avait pas vu sans intérêt les efforts du gouvernement de Louis XVI pour se relever et s'améliorer. Il avait loué ce prince et son ministre Necker en plein parlement, et, dans les vives luttes de la guerre d'Amérique, il avait cédé au penchant de toute opposition à vanter un gouvernement étranger aux dépens du gouvernement national. Après avoir dans sa jeunesse visité la France, il y était retourné en 1773, puis en 1775; il avait connu Mme du Deffand, qui lui trouvait beaucoup d'esprit. C'est dans un de ses voyages que, conduit à Versailles, il vit la cour et cette dauphine dont la figure resta si gracieuse et si belle dans son imagination. Il ne fit que traverser les salons de Paris, et dans la session suivante, au printemps de 1773, il dénonçait dans la chambre des communes la conspiration de l'athéisme *à la jalousie vigilante des gouvernements*. « Sous les attaques systématiques de certains hommes, je vois quelques-uns des appuis du bon gouvernement commencer à tomber; je vois propager des principes qui ne laisseront à la religion pas même la tolérance, et qui feront moins qu'un nom de la vertu elle-même. » Quand les premières lueurs de 1789 commencèrent à briller, en Angleterre même les yeux furent éblouis; la prise de la Bastille y fut saluée

par l'enthousiasme. Burke ne le contredit pas, mais ne le partagea pas; il attendit.

« Toutes nos pensées, écrivait-il le 9 août à son ami lord Charlemont, sont suspendues par notre étonnement au surprenant spectacle qu'étale un pays voisin et rival. Quels spectateurs et quels acteurs ! l'Angleterre contemplant avec étonnement la France luttant pour la liberté, sans savoir s'il faut applaudir ou blâmer ! L'événement, en effet, quoique je pense avoir vu quelque chose de pareil se préparer et venir depuis quelques années, a pourtant en soi du paradoxal et du mystérieux. Le courage d'esprit (*the spirit*), il est impossible de ne pas l'admirer; mais la vieille férocité parisienne a éclaté d'une manière révoltante. A la vérité, ce peut n'être qu'une explosion instantanée, et dans ce cas, point d'indice à en tirer; mais si cela est caractéristique plutôt qu'accidentel, ce peuple alors est peu propre à la liberté : il a besoin d'une vigoureuse main, comme celle de ses anciens maîtres, pour le contenir. Il faut aux hommes un certain fonds naturel de modération pour les rendre aptes à être libres; autrement la liberté leur devient funeste, et elle est un danger pour tous les autres. Quel sera l'événement? c'est ce que je crois difficile encore à dire. Former une constitution solide est une chose qui requiert sagesse autant que courage, et si les Français ont parmi eux de bonnes têtes, et si, au cas qu'ils les aient, elles possèdent une autorité égale à leur sagesse, cela reste encore à savoir. En attendant, la marche de toute l'affaire est un des plus curieux sujets de spéculation qui se soient jamais présentés. »

A ce peu de mots, on voit dans quel sens devaient se développer les idées de Burke. Les événements, en se pressant, ne pouvaient que fixer promptement ses

doutes. Il est probable que sa conversation exprima bientôt un triste et sévère jugement sur la chose *paradoxale* qui peu à peu cessait d'être pour lui *mystérieuse*. Il avait avec des Français quelques correspondances où l'on voit, vers l'automne de 1789, se former comme un orage dans son esprit. L'orage ne tardera pas à éclater.

Ses relations avec Fox n'étaient déjà plus les mêmes, car il se montra surpris d'apprendre que Fox approuvât la révolution française; mais ce dissentiment demeurait secret, lorsqu'au mois de février 1790 Fox, à propos du vote sur les crédits de l'armée, ne retint pas la vive expression de ses sentiments sur le grand événement du monde. Burke aussitôt se leva, et après avoir dit que la confiance seule dans les ministres pourrait accorder une augmentation de l'établissement du pied de paix, et qu'il ne voyait dans l'état de l'Europe absolument aucun motif à cette demande, il prononça cette parole célèbre : « La France doit aujourd'hui, au point de vue politique, être considérée comme effacée du système de l'Europe. » Il ignorait, ajoutait-il, quand elle pourrait recouvrer l'existence politique; mais si la chute était rapide, remonter était lent et difficile. La France avait tout perdu, jusqu'à son nom ; en peu de temps, les plus habiles architectes en ruines qui se fussent jamais vus l'avaient réduite à un état où vingt Ramillies, vingt Blenheim, ne l'auraient pas fait descendre. Le gouvernement de Louis XIV n'était qu'une tyrannie dorée, dont une religion intolérante s'était faite l'auxiliaire. Cependant la contagion de l'exemple avait gagné la cour d'Angleterre ; heureusement qu'elle n'en sortit pas, et la nation fut préservée. Aujourd'hui une distance plus grande ne sépare pas les

deux pays, et la France donne un exemple bien autrement dangereux. Le peuple anglais peut être plus facilement séduit par *falsa species libertatis* que par *fœdum crimen servitutis*. Rien de plus à craindre que l'exemple d'une nation dont le caractère ne connaît pas de milieu, et qui, après avoir enseigné l'intolérance et le despotisme, ouvre école d'athéisme et d'anarchie. C'était donc avec chagrin qu'il avait entendu M. Fox. Il ne pouvait attribuer ses paroles qu'à son zèle bien connu pour la plus belle de toutes les causes, la liberté. Il avait en lui une confiance qui allait jusqu'à la docilité ; il lui était attaché par des liens qui ne se rompraient pas aisément. « Il lui souhaitait, comme un des plus grands bienfaits pour le pays, une part éminente dans le pouvoir, parce qu'il savait que son ami joignait à une grande et supérieure intelligence le plus haut degré possible de cette modération naturelle qui est le meilleur correctif du pouvoir, que nul n'était plus sincère, plus loyal, plus bienveillant, plus désintéressé, plus généreux ; mais enfin, en relevant quelques expressions échappées à son meilleur ami, il prouvait à quel point il était opposé à tout ce qui tendrait à l'introduction dans son pays d'une telle chose que la démocratie française. But et moyens, tout lui était odieux, et afin de résister aux tentatives d'un aussi violent esprit d'innovation, il se séparerait de ses meilleurs amis pour se joindre à ses plus grands ennemis. »

Burke termina son discours par une vive peinture de l'état de la France. La conduite de la nation, celle de l'assemblée, les principes de la constitution, surtout l'intervention, au nom du peuple, de la force armée dans la querelle, tout est jugé avec une sévérité élo-

quente, et un parallèle très-animé entre la révolution d'Angleterre et la révolution française est destiné à réfuter tous ceux qui pensent que leur admiration pour l'une les oblige d'admirer l'autre. On devine tout ce qu'un esprit supérieur peut dire sur ce texte, et Burke, qui ne cessa pas d'y revenir pendant le reste de sa vie, n'ajouta rien de bien neuf ni de fondamental à ce qui se trouve sommairement dans ce premier discours. Nous devons même prévenir les ennemis de la révolution française qu'ils rencontreront dans ces quatre ou cinq pages tout ce qu'on peut écrire contre elle de plus fort et de plus sensé. On n'y a guère ajouté depuis que des exagérations et des paradoxes.

La réponse que Fox fit à ce discours nous paraît plutôt une justification qu'une réfutation. Ses éloges ont, dit-il, porté sur l'ensemble et non sur certains actes. Il n'aspire nullement d'ailleurs à la démocratie, car il est ennemi de tout gouvernement simple. (On remarquera cette parole qui est celle de la sagesse.) La monarchie pure, la pure aristocratie, la pure démocratie, sont des formes vicieuses ou imparfaites; mais, malgré sa déférence pour l'homme dans la conversation duquel il a plus profité que dans le commerce de tous les hommes réuni à la lecture de tous les livres, il ne peut s'empêcher de lui dire que dans son discours, un des plus brillants de pensée et d'éloquence qu'il ait prononcés, la haine de l'innovation l'a entraîné trop loin. Burke répondit qu'il connaissait bien les principes invariables de son honorable ami, mais qu'il craignait que, protégés par le nom de Fox, des esprits pervers ne conçussent l'espoir de faire réussir leurs destructives machinations. La discussion se terminait paisiblement, si Sheridan ne

s'était levé. Il attaqua Burke avec beaucoup de vivacité, l'accusa de trahison envers son parti et envers la liberté universelle, et prononça le mot de déserteur. La réponse fut la déclaration d'une rupture politique éternelle. Pitt avait assisté au débat avec autant de satisfaction que de curiosité; il n'avait pas donné l'exemple, il n'éprouvait nulle envie d'attaquer la révolution française. Les violences de Burke, en l'étonnant un peu, le firent réfléchir. Cependant, lorsqu'il prit la parole pour résumer la discussion, il s'abstint d'exprimer une opinion sur les affaires de la France, disant qu'il n'avait parlé d'elle que pour le cas, dans sa pensée peut-être assez prochain, où elle unirait avec la liberté qu'elle avait acquise les bienfaits de l'ordre et des lois. Il ne pouvait d'ailleurs qu'applaudir aux sentiments de Burke sur la révolution et la constitution de l'Angleterre, et tout le parti ministériel s'unit à ses applaudissements.

Cette discussion produisit un grand effet. Sans aucun doute, rien n'en était imprévu ni nouveau : les deux opinions s'étaient déjà montrées dans les clubs et dans la presse. Les conversations de Burke et celles de Fox ne pouvaient être un mystère; mais la parole publique est douée d'une merveilleuse puissance, on pourrait dire qu'elle est créatrice, car elle donne l'être à ce qu'elle exprime. Tant que des opinions, tant que des dissidences sont restées muettes, si connues qu'elles soient, elles peuvent s'effacer et disparaître; le silence est comme le néant; mais dès qu'on a parlé, tout change, et l'irréparable commence. Avec quelque courtoisie ou quelque tendresse que les deux amis eussent parlé l'un de l'autre, ils avaient parlé l'un contre l'autre. Sur une question qui s'en allait devenir la

question du siècle, deux avis, deux tendances s'étaient prononcées. C'en était fait ; comme deux lignes qui divergent à peine en quittant leur point de départ commun sont, en se prolongeant, séparées par l'infini, ces deux grandes intelligences, si unies naguère, ne se rejoindront plus, et marcheront, chacune dans sa voie, sans pouvoir bientôt ni se rapprocher ni s'entendre. En même temps, tout le monde est averti : on sait qu'il y a deux opinions très-autorisées sur la révolution française, et l'on est comme sommé d'avoir à choisir. Ce qui était conjecture tourne en conviction, ce qui était hypothèse en certitude ; un penchant devient une passion, et une tendance une résolution irrévocable. De là bientôt deux causes et deux partis. Ainsi, le 9 février 1790, à cette tribune, libre avant, libre après toutes les autres, dans cette assemblée où se dit tout ce qui se pense en Europe, s'ouvrit solennellement la grande controverse qui dure encore, et que ne paraissent prêts à terminer ni les événements, ni la science, ni l'histoire.

Il est probable que l'exemple d'un homme tel que Burke inspira grande confiance et hardiesse nouvelle aux opinions que venait flatter et soutenir un allié si peu attendu. Ces opinions en Angleterre étaient de deux sortes. Les unes étaient celles qu'on doit appeler par excellence contre-révolutionnaires. Ce qui pouvait rester de jacobitisme, le torisme pur, l'esprit de cour, la routine gouvernementale, cet honnête et timide instinct de conservation naturel à certains esprits modestes ou à certaines classes de la société, tout dut se réunir pour composer, pour animer un parti qui, aussi scandalisé qu'effrayé des maximes et des procédés de la France, regardait comme une œuvre de salut dans ce

monde et dans l'autre de les réduire au néant, et bientôt Burke, dans sa véhémence, devait aller jusqu'aux extrémités de ce parti. Mais d'autres opinions, moins absolues, plus modérées, moins logiques, si l'on veut, plus éclairées pourtant, se rapprochèrent peu à peu de celles-là. Le libéralisme anglais, pourvu qu'il fût bien anglais, pouvait sans trop de contradiction être hostile au libéralisme français. Soit habitude d'esprit, soit prudence politique, soit orgueil national, soit tous ces motifs à la fois, on pouvait priser très-haut la liberté historique de l'Angleterre et peu estimer la liberté philosophique de la France. La bonté du but, l'honnêteté ou l'utilité des moyens, la possibilité du succès, l'avantage même ou l'inconvénient pour l'Angleterre d'être imitée ou égalée, formaient autant de questions que l'esprit britannique pouvait naturellement résoudre contre nous. L'indépendance mesurée du protestantisme ne devait pas goûter la licence religieuse du dernier siècle. Les vaincus de la guerre d'Amérique pouvaient regarder d'un œil ennemi la transplantation et le triomphe apparent des principes américains. Ce qui s'était passé cent ans auparavant différait profondément de ce qui se passait en 89. Il n'est nullement sûr que Somers ou Burnet eussent pensé comme Lafayette ou Mirabeau. Sans aucun doute, Walpole ou Pelham s'en seraient bien gardés. On peut hésiter à dire de quel côté de la question aurait penché lord Chatham ; mais son aversion pour la France ne l'aurait-elle pas emporté sur son goût pour l'extraordinaire et le gigantesque? En tout cas, on pouvait avoir été whig, même rester whig, et passer du côté de ceux qui se défiaient de notre révolution. Il put donc se former un whiggisme conservateur, un whiggisme de résistance, qui devint peu

à peu un torisme constitutionnel qu'il ne faut pas confondre avec le torisme absolutiste. C'est au premier, souvent entraîné par le second, que le pouvoir est à peu près constamment resté jusqu'à la révolution française de 1830.

C'est vers cette opinion qu'en 1790 commença à verser M. Pitt. Il avait hésité jusque-là. Même dans sa politique intérieure, il était difficile de lui contester le titre de whig. Gouvernemental par position, par caractère, mais mauvais courtisan, personnellement peu agréable au roi, ennemi des abus, raide et impérieux, il était, comme fils de Chatham, attaché par divers liens à l'ancienne opposition et même au parti réformiste. Il déférait beaucoup au parlement, il étudiait et suivait l'opinion. Les circonstances et les nécessités de la lutte l'avaient conduit une fois à se faire le champion de la prérogative royale et à combattre par toutes armes un rival aussi redoutable que Fox ; mais il n'était pas tenté de prendre décidément et définitivement l'allure d'un ministre de pure résistance. Si la révolution française n'avait éclaté, on l'aurait bien pu voir changer d'alliance ou d'attitude suivant les exigences du temps, et renouveler les évolutions qui avaient rempli la première moitié de sa carrière. Même après 89, nous le verrons éviter tant qu'il pourra les résolutions irrévocables, et, plus absolu de caractère que d'idées, mécontenter, par ses demi-mesures et ses opinions moyennes, l'esprit emporté des partis qu'il guidait sans les satisfaire. Il est même certain que, dans les premiers temps, la révolution française avait produit sur lui une impression favorable. Il s'était exprimé dans ce sens, et c'est l'exemple et le succès de Burke qui contribuèrent à le rendre plus réservé et bientôt plus sévère. Nous

verrons toutefois que Burke ne fut jamais content de lui.

Cependant on avait essayé de réparer le trouble que la scission de Burke avait jeté dans son parti. On lui ménagea avec Sheridan une entrevue de laquelle ils sortirent plus séparés que jamais. Depuis quelques années, l'acte du *test*, c'est-à-dire la loi qui imposait pour remplir la plupart des fonctions publiques un témoignage d'adhésion aux rites de l'Église établie, était mis en question. Fox en proposa l'abrogation. On sait que, dans les questions religieuses, Burke réprouvait l'intolérance politique; mais les temps étaient changés, et il trouvait maintenant que les questions religieuses étaient devenues des questions politiques. Dix ans plus tôt, dit-il, il aurait voté l'abrogation, depuis deux ans il s'abstient; mais aujourd'hui il voit chez les dissidents, ces hérétiques de l'anglicanisme, un esprit de violence et de témérité qui le décide à faire un pas de plus : il votera contre la motion. Ce changement, qu'il essaya de se faire pardonner en adressant autant de compliments à Fox que d'épigrammes au premier ministre, fut le signe irrécusable de l'empire qu'une pensée dominante allait désormais prendre sur son esprit.

Son manifeste devait bientôt paraître. Il était en correspondance avec M. de Menonville, membre de l'Assemblée constituante. Sous la forme d'une lettre qu'il lui adressait, il écrivit son plus célèbre ouvrage. Les *Réflexions de M. Burke sur la Révolution de France et sur les procédés de certaines sociétés de Londres par rapport à cet événement* furent imprimées au mois de novembre 1790. Elles produisirent une vive impression. Le succès fut immense : trente mille exemplaires

se vendirent en un an. Tous les rois de l'Europe envoyèrent de Pilnitz à l'auteur des compliments et des tabatières. « C'est un livre qu'il est du devoir de tout *gentleman* de lire, » disait George III, et il en distribuait à ses amis des exemplaires élégamment reliés. L'université de Dublin décerna à Burke de nouveaux titres; celle d'Oxford lui fit remettre une adresse par l'intermédiaire de Windham. Un hommage plus curieux est celui de Gibbon. « Le livre de Burke, écrivait-il, est le plus admirable remède contre la maladie française. J'admire son éloquence, j'approuve sa politique, j'adore sa chevalerie, et je vais presque jusqu'à lui pardonner sa vénération pour les Églises établies. »

L'ouvrage de Burke, quoique peu lu aujourd'hui, est cependant en France le plus connu de ses écrits. Nous en rappellerons seulement la forme et le contenu.

Deux sociétés anglaises, l'une la *Société Constitutionnelle,* fondée pour la propagation d'écrits propres à répandre l'amour de la constitution, l'autre la *Société de la Révolution,* ont voté des adresses de félicitation et de sympathie à notre assemblée nationale, qui s'en est montrée fort touchée. Burke prend la plume pour contester la valeur de ces manifestations et pour en discuter l'esprit. Elles ne représentent pas l'opinion de l'Angleterre, car l'opinion qu'elles représentent est contradictoire avec les principes de sa révolution et de sa constitution. Ces principes condamnent ceux de la révolution et de la constitution françaises. Exposer les uns, c'est réfuter les autres : double tâche que l'auteur entreprend. Au nom des principes anglais, il examine, critique, accable toute la conduite, toute l'œuvre encore inachevée de l'Assemblée constituante. Avec 1688, il bat 1789.

Des deux sociétés anglaises, qu'il traite fort légèrement, il appelait l'une un club dont il n'avait point entendu parler, un club de dissidents qui étaient dans l'usage de célébrer l'anniversaire de la révolution d'Angleterre en se réunissant dans une de leurs églises pour entendre un sermon. Cette année, le sermon avait été prêché par le révérend Richard Price, qui l'avait publié avec les réponses à lui adressées au nom de l'Assemblée nationale par le duc de la Rochefoucauld et l'archevêque d'Aix. Le docteur Price n'était pas un homme inconnu. « C'est un ministre non-conformiste éminent, » dit Burke lui-même. Il était pasteur, et pasteur arien, d'une chapelle de dissidents dans le voisinage de Londres. Il a écrit un livre très-remarquable sur les divers systèmes de philosophie morale. Ses ouvrages d'économie publique et de finances sont fort estimés, et il passe pour l'auteur du plan d'amortissement que Pitt adopta. Quoi qu'il en soit, c'est lui que Burke prend à partie dans le premier tiers de son ouvrage. Price avait essayé d'identifier les principes de l'une et de l'autre révolution, et en dégageant ceux de 1688 de leur enveloppe historique, en élaguant toutes les formes de droit positif, toutes les considérations de fait qui les recouvrent, on peut en effet les ramener à des idées abstraites et leur trouver avec les maximes de 89 une véritable ressemblance, surtout en ce qui touche les droits respectifs des peuples et des rois. Burke se soulève contre cette assimilation. Il montre par des preuves, et avec un grand bonheur d'expression, que les auteurs de la révolution d'Angleterre n'ont point invoqué de principes métaphysiques, qu'ils ont toujours entendu revendiquer des droits traditionnels, ramener leur gouvernement à sa propre

nature, ne le modifier que pour l'affermir; et lorsqu'ils se sont écartés des lois absolues de la monarchie héréditaire, ce n'est qu'à titre d'exception et parce qu'ils y étaient à la fois autorisés par de justes griefs et contraints par la nécessité. Tout cela est supérieurement établi, et si Burke avait uniquement besoin de démontrer quel est le caractère réel de la révolution d'Angleterre, quel fut en fait et quel est resté l'esprit du peuple anglais et de ses institutions, sa démonstration serait sans réplique. Peut-être n'a-t-il pas aussi bien réussi à prouver, peut-être même a-t-il oublié de prouver que le principe supérieur de la conduite des whigs du XVIIe siècle, celui qui les justifie devant la morale universelle,—réduit par conséquent à un principe général, fallût-il l'appeler un principe métaphysique, —soit sans analogie avec le principe de 1789. On pourrait faire voir même que quelques-uns d'entre les whigs de cette époque avaient l'esprit tout aussi philosophique qu'il le fallait pour concevoir ainsi les choses; mais il est vrai qu'ils aimaient à ne pas séparer les idées spéculatives de la forme légale que leur donnait la tradition ni des sentiments de droit et d'équité qui, sous cette forme, dominaient autour d'eux; il est vrai que par prudence autant que par conviction ils s'attachaient étroitement aux croyances politiques ou religieuses qui formaient la foi nationale. Tout cela est vrai; seulement, qu'en conclure contre la France? Avait-elle le passé de l'Angleterre? Burke omet une chose, c'est de lui découvrir des traditions dont elle pût se faire des droits. Comme on invente des aïeux à qui veut vieillir sa noblesse, il fallait lui refaire son histoire pour que sa liberté fût historique; mais en France la liberté est une nouvelle venue qui devait

être la fille de ses œuvres. Que Burke déplore une telle situation, qu'il soutienne qu'une révolution opérée dans les conditions anglaises diffère profondément d'une révolution entreprise au nom des pures idées, que la première est plus sûre, plus gouvernable, plus heureuse, plus stable que la seconde; qu'il ajoute même que celle-ci est de sa nature si hasardeuse qu'elle ne devrait jamais être tentée, et que dans l'état de la société française elle doit enfanter des crimes et des désastres, on ne contestera pas qu'il n'y ait de la vérité et de la force dans cette thèse ; et pour tout esprit raisonnable, une seule question demeurera : la thèse, vraie en général, l'est-elle dans tous les cas sans exception, et doit-elle être érigée en règle absolue?

Burke décrit à merveille la puissance de la tradition dans les choses humaines, cette action pour ainsi dire sanctifiante du temps qui prête à des conventions accidentelles l'apparence et l'autorité de principes éternels; mais il ajoute : « Vous auriez pu, si vous aviez voulu, profiter de notre exemple. » Il veut donc que nous aussi nous eussions nos priviléges, quoique interrompus par le temps, notre constitution, quoiqu'elle eût *souffert du dégât et de la dilapidation*. Mais il le suppose plutôt qu'il ne l'établit. On ne peut à volonté retrouver dans les ruines d'un vieil édifice des titres, des armes antiques; pour en retirer ces choses, il faut qu'elles y soient, il faut pour le moins qu'on croie qu'elles y sont. Au vrai, ce qui importe en politique, ce sont les sentiments des hommes. Si un peuple regarde ses libertés comme un patrimoine, s'il y est attaché, non-seulement par la conviction de leur excellence, mais par cette foi dans son passé qui a quelque chose de religieux, il sera sage et fier, énergique et res-

pectueux ; peu importe même que les érudits ne soient pas de son avis et que, lui contestant ses croyances, ils lui montrent dans ses institutions une nouveauté qu'il ignore. Son esprit est fixé, son caractère formé, et ce peuple donnera son empreinte à ses révolutions. Mais si la fatalité des événements a voulu qu'un peuple ne trouvât pas ou ne sût pas trouver ses titres dans ses annales, si presque aucune époque de l'histoire de son gouvernement ne lui a laissé un bon souvenir national, toute la morale et toute l'archéologie du monde ne lui donneront pas la foi qui lui manque et les mœurs que cette foi lui eût données. Il serait puéril à un homme d'État de prêter à une société certaines croyances, et de raisonner ensuite comme si elle les avait. Là est le faible de l'argumentation de Burke. Si pour être libre il faut l'avoir été jadis, si pour se donner un bon gouvernement il faut l'avoir eu, si du moins il faut s'imaginer ces deux choses, la situation des peuples est immobilisée par leurs antécédents, leur avenir est fatal, et il y a des nations désespérées. Or Burke ne frappe pas la France d'un arrêt si cruel. Il ne lui prêche pas l'absolutisme ; il ne la condamne pas à la servitude à perpétuité ; il nous permet d'en sortir, et retombe ainsi dans la faute qu'il nous reproche, car c'est nous prescrire une révolution après nous l'avoir interdite, et la violence de ses attaques ne sert qu'à mettre plus en relief la vanité de ses conseils.

Partant de cette idée sans base, qu'il fallait corriger les anciennes institutions par ces institutions mêmes, il entreprend l'examen de tout ce qu'on vient de faire. Il commence par la composition des états généraux, où il blâme le doublement du tiers, surtout la réunion des trois ordres, et où il trouve trop de praticiens et trop

de curés. De la composition de l'assemblée il passe à son esprit : c'est l'esprit d'égalité, qui, considéré d'une manière générale encore et dans ce qu'il a de philosophique, ne lui paraît bon qu'à construire la théorie révolutionnaire au service de la violence. Qu'il le combatte dans le docteur Price ou dans nos orateurs, cet esprit n'est à ses yeux que le provocateur et l'apologiste d'événements tels que ceux des 5 et 6 octobre. On a souvent cité la peinture qu'il trace de ces funestes scènes et surtout un mouvement d'éloquente émotion, d'enthousiasme chevaleresque, à la pensée de cette reine infortunée qu'il avait admirée dans sa grandeur et dans sa beauté. Le passage est beau en effet, et mérite tout le bien qu'en a dit M. de Chateaubriand.

Les crimes et les théories criminelles sont ensuite rapportés, comme à leur cause, à l'incrédule philosophie du siècle. Il la peint des plus sombres couleurs, et la juge avec plus de bon sens que de conséquence. Quand on a dit de la religion romaine ce qu'en disent les Anglais, on ne peut logiquement reprocher aux nations catholiques qu'une chose, c'est de n'être pas protestantes. Burke s'élève avec force contre la réunion des biens du clergé au domaine de l'État; mais il oublie de nous apprendre de quel droit l'Église anglicane jouit des propriétés de l'Église catholique. Il se demande ensuite quelle est l'autorité établie par une révolution qui a commencé par l'insurrection et la confiscation. Il lui paraît que c'est la pure démocratie, dont il explique la venue et les fautes par une peinture assez vraie des différentes classes de la société française; mais il n'échappe pas à la difficulté fort grande de justifier l'ancien régime en condamnant la société qui en est sortie. Enfin il passe à l'établisse-

ment politique. La grande mesure de la nouvelle division du territoire et de cette hiérarchie d'autorités locales qui le couvre, la prépondérance excessive que cette organisation assure à la capitale, la constitution du pouvoir exécutif, celle du pouvoir judiciaire, celle de l'armée, le système enfin des finances et des assignats, tout est passé en revue avec une sévérité outrageante, et, quoique l'exagération du langage donne à l'ensemble une tournure déclamatoire, rien n'est superficiel, tout est solide, et demande examen ou réfutation. Encore aujourd'hui ceux qui voudront étudier l'histoire de ce temps-là devront lire Burke, et ils se convaincront qu'après lui les censeurs de la révolution n'ont rien inventé.

C'est défigurer un tel ouvrage que d'en donner la substance. Les vues de détail, les développements, les mouvements, les traits, n'en forment pas le moindre mérite : il faut le lire pour l'admirer et l'analyser pour le combattre; mais ce que nous en avons dit suffit pour distinguer l'auteur des autres adversaires de la France. Chez nous, les écrivains éminents de la contre-révolution ont réfuté le rationalisme par le rationalisme. Ils ont opposé idée à idée, le pouvoir à la liberté. Aussi leurs théories logiquement déduites condamnent-elles le gouvernement anglais comme les constitutions françaises, 1688 comme 1789, le protestantisme comme la philosophie. Ils ont fait la métaphysique de l'absolutisme. Burke eût étouffé sous lé régime de M. de Bonald et du comte de Maistre. *L'Angleterre est une île morte,* écrivait jadis M. de Lamennais. Les publicistes de 1804 ou de 1810 parlaient avec autant de pitié et de dédain des institutions de nos voisins que des idées du XVIIIe siècle, et l'oligarchie bri-

tannique était alors anathématisée par tous les déserteurs de la cause de 89. Une des grandes erreurs de Burke a été de se figurer que, parce qu'il haïssait les révolutionnaires, il s'entendait avec les contre-révolutionnaires, et que parce qu'il partageait leurs inimitiés, ceux-ci partageaient ses idées. L'ancien régime qu'ils regrettaient n'était pas le sien. La monarchie de ses rêves n'était pas celle de leurs vœux. Il est très-facile et très-commun en politique de signaler les vices d'un système ou d'un gouvernement, puis, sans autre examen, de donner gain de cause à ceux qui s'en portent les ennemis, et de se déclarer pour le système ou le gouvernement contraires; mais les questions ne sont pas si simples. La monarchie constitutionnelle a péri : elle avait des côtés faibles; il ne s'ensuit pas que la république soit possible, ou que la monarchie absolue soit désirable. La révolution est mauvaise, cela ne prouve pas que la contre-révolution soit bonne. Les victimes sont peu intéressantes; la tyrannie n'en est pas meilleure. Burke a toujours trop légèrement, trop aveuglément adopté pour juste et vrai l'opposé de ce qui échauffait sa bile. Il me rappelle ce critique romantique qui, trouvant des défauts dans Racine, en concluait que les tragédies de Pradon devaient être excellentes.

Un tel ouvrage ne pouvait paraître sans exciter une bruyante polémique. Les idées françaises avaient des partisans dans la littérature comme dans la politique; parmi ses amis, Burke trouvait des contradicteurs : le premier de tous fut Francis, qu'il paraît même avoir consulté avant de rien publier. Avant et après, Francis lui écrit des lettres encore amicales, toutes pleines d'objections. Elles contiennent plutôt des assertions

que des raisonnements. L'amour de la liberté, sous quelque forme qu'elle se montre, lui inspire plus d'indulgence et plus d'espérance. Quant aux excès qu'il faut condamner, il s'en tire par la comparaison connue : « Dieu lui-même n'a-t-il pas commandé ou permis à la tempête de purifier les éléments? » Quant à Richard Price, il ne lutta pas longtemps. La mort l'enleva sans qu'il eût complété sa défense. Il fut remplacé par le docteur Priestley, savant illustre par ses découvertes, et à qui il n'a manqué peut-être qu'une seule observation pour faire dans la chimie la révolution qui a immortalisé le nom de Lavoisier. Il devint le philosophe des dissidents, qui, ayant aussi un joug à briser, enviaient l'exemple de la France. Priestley avait écrit témérairement sur des questions de métaphysique. En religion, il était au moins unitairien, ce qui en France passe pour ressembler à déiste. Son talent n'égalait pas son esprit, et sa polémique fut animée, sans être fort brillante. Enfin Thomas Payne, qui a laissé chez nous une réputation d'ennui, fit assez de bruit avec son livre des *Droits de l'Homme;* il était en relation, même en correspondance avec Burke : tous deux entrèrent en lutte, et dans plusieurs de ses ouvrages, le dernier lui fit l'honneur d'une réfutation. Mais de tous ses adversaires, ou plutôt de tous les défenseurs de la France, celui à qui elle doit le plus recconnaissant souvenir, c'est Mackintosh. Il était fort jeune alors. Ses *Vindiciæ Gallicæ* sont un ouvrage tout français, plein de l'esprit de l'Assemblée constituante, de cet esprit éclairé, généreux, qui remplaçait les préjugés par les illusions. C'était le noble et brillant début de l'un des hommes les plus distingués que nos contemporains aient connus. Quoiqu'il ne ménage point son adversaire, il ne

lui fait pas l'injustice, alors commune, de l'accuser d'apostasie : il démêle avec sagacité dans ses opinions antérieures le germe de ses opinions actuelles; il le condamne, mais il ne le défigure pas. On peut lire encore avec plaisir son spirituel ouvrage, quoiqu'il ait, en le composant, comme tant de nobles esprits de l'époque, péché par excès de foi et d'espérance.

M. de Menonville avait écrit à Burke pour lui soumettre quelques observations et l'interroger sur la conduite à tenir. La réponse fut sa *Lettre à un membre de l'Assemblée nationale* (janvier 1791). Sur les moyens de salut, Burke s'y montre réservé et vague; mais il redouble de violence contre les auteurs de la révolution, contre les philosophes, surtout contre Rousseau, auquel il consacre de longues et injurieuses pages. Dans tout cela, il manque plutôt d'impartialité que de justice; presque tout ce qu'il blâme est blâmable, mais il dit le mal sans le bien, et ne tient aucun compte de ce qui atténue, rachète ou justifie. Le point le plus saillant de cet écrit, c'est qu'après avoir refusé d'indiquer un remède, il avoue qu'il l'attend *du dehors*. La France a droit à la compassion de ses voisins. Aucun pays de l'Europe ne peut connaître de tranquillité, tant qu'il existe sur le continent *un collége de fanatiques armés pour la propagation des principes de l'assassinat, du vol, de la rébellion, de la fraude, de la faction, de l'oppression et de l'impiété;* et il cite en exemples les différentes circonstances où des puissances étrangères sont intervenues pour réprimer des désordres moins graves et moins odieux. La conclusion qui sort de là n'est que trop évidente, et nous verrons désormais Burke pousser ouvertement à la guerre. Le premier dans son pays, il conçut l'idée d'une guerre de prin-

cipes, idée qui n'y fut jamais complétement, ouvertement adoptée; mais avant de recourir à la force, il indiqua les voies diplomatiques, et nous avons encore un projet de mémorandum par lequel il voulait que le roi d'Angleterre proposât au roi de France sa médiation entre ses sujets et lui, à l'effet de rétablir l'ordre sur la base d'une constitution libre; car, il faut rendre cette justice à Burke, il n'a jamais rêvé pour la France le rétablissement pur et simple du pouvoir absolu. La transformation volontaire de l'ancien régime en monarchie constitutionnelle était-elle possible? C'est ce qu'il n'a jamais examiné, et ce que cherchaient encore moins ceux des Français dont il embrassait la défense et briguait l'amitié. A peine si quelques hommes estimables, mais sans force et sans parti, Mounier, Lally, se seraient prêtés à cette tentative, et quant au roi, s'il pouvait ainsi ramener en arrière la révolution, il aurait pu bien plus aisément la prévenir.

Retournons dans la chambre des communes. La controverse du moment y devait prendre de plus grandes proportions et des formes plus dramatiques. Fox ne négligeait aucune occasion de manifester ses sympathies pour la France, et Burke avait laissé échapper celle de lui répondre. Une fois il le voulut tenter, et l'opposition, malgré Fox, l'en empêcha. Cependant une rupture publique entre eux était prévue, et le matin du 21 avril 1791, jour où la discussion d'un bill sur la constitution du Canada pouvait amener un éclat, Fox, accompagné d'un ami, fit à Burke une visite qui fut la dernière. Celui-ci lui exposa sommairement ce qu'il comptait faire et dans quelles limites il entendait se renfermer. Fox s'ouvrit à lui avec confiance : on croit qu'il

lui fit entendre que le roi avait témoigné à son égard plus de bienveillance, et que le ministère, effrayé, avait donné pour mot d'ordre de l'accuser de principes républicains. Ses idées un peu radicales sur la constitution du Canada servaient de prétexte à l'accusation. Burke aurait été choisi pour servir, en provoquant le débat, d'instrument à un complot. Celui-ci ne nia point qu'on l'eût engagé à parler, mais il ne put promettre de supprimer ni d'ajourner son discours. Cependant les deux amis (ils l'étaient encore) se rendirent ensemble au parlement. Ils trouvèrent en entrant que, malgré les efforts de Sheridan pour obtenir un ajournement, le bill de Québec était en discussion ; Fox prit son parti et saisit un moment pour expliquer ses discours antérieurs. Faisant appel à sa réputation de sincérité, il nia hautement avoir jamais, ni dedans ni dehors, demandé pour son pays rien qui ressemblât à la république. Burke, avec une émotion contenue, annonça la résolution de prendre le premier jour où le débat se continuerait pour s'expliquer définitivement sur la révolution française. Ce défi fut accepté, et le 6 mai, quand la lecture du bill par paragraphes fut demandée, Burke se leva et le défendit, parce qu'il n'infligeait pas au Canada une répétition de la constitution des droits de l'homme. A peine avait-il commencé sur ce ton et quitté Québec pour Paris, que l'on demanda le rappel à l'ordre. Fox, sans l'appuyer, dit que c'était un jour privilégié, où chacun avait le droit de choisir pour plastron le gouvernement qu'il lui plairait. Burke reprit avec plus d'aigreur, et, continuant, justifiant sa digression, il provoqua, il repoussa plus d'une interruption, et finit par donner à ses attaques une telle vivacité, une telle étendue, que lord

Sheffield, soutenu cette fois par Fox, demanda un rappel à l'ordre motivé.

Le rappel à l'ordre était une censure. Il fallut bien que Pitt intervînt. Il se félicita de voir la question réduite à une question d'ordre, et dit que l'orateur ne lui semblait nullement hors de l'ordre. Naturellement, Fox devait répondre au ministre. Il le fit d'une manière piquante, mais sans emportement, et, en s'expliquant sur la question, il ne put éviter d'attaquer assez vivement l'opinion de Burke, en ménageant sa personne. Toutefois, malgré les louanges dont il entremêla ses critiques, le vieil athlète, surpris et blessé de se voir ainsi discuté, reprit la parole avec la gravité d'un ressentiment profond. Il se plaignit que ses opinions fussent méconnues, ses confidences trahies. Il revint sur le passé, tantôt attestant d'anciennes sympathies, tantôt rappelant d'anciennes dissidences. Aucune cependant n'avait interrompu leur amitié; mais aujourd'hui, quoiqu'il fût hasardeux, et surtout à son âge, de provoquer l'inimitié, de s'exposer à être abandonné par des amis, si son ferme attachement à la constitution de son pays le réduisait à cette extrémité, il était prêt à tout braver, et ses derniers mots seraient: « Fuyez la constitution française! — Mais point d'amitié rompue, dit Fox à demi-voix. — Si, répondit Burke, rupture d'amitié. Je connais le prix de ma conduite : j'ai fait mon devoir au prix d'un ami. Notre amitié a atteint son terme, car telle est cette détestée constitution française qu'elle empoisonne tout ce qu'elle touche. » Fox ne put répondre qu'en fondant en larmes, et ce fut une des plus pathétiques scènes qui aient jamais ému une assemblée. Lorsqu'il se leva pour parler, son trouble ne lui permit pas pendant quelque temps de se

faire entendre. Enfin il dit avec douceur qu'il n'acceptait pas de si tristes adieux; il rappela tous les souvenirs du passé : il n'était presque qu'un enfant qu'il avait pris l'habitude de recevoir les conseils de celui qu'il ne voulait pas cesser d'appeler son honorable ami. Leur intimité avait duré vingt-cinq ans; elle avait survécu à d'autres dissentiments : ne pouvait-elle résister à celui-ci? Il s'excuse avec modestie, il supplie avec dignité. Il y a dans son discours des passages d'une simplicité pleine de grâce, une tendresse d'âme qui touche chez un tel homme et qui devait désarmer le plus implacable. Un moment il allait se plaindre de quelques termes injurieux: « Je ne me souviens pas d'en avoir prononcé aucun, dit Burke.—Mon très-honorable ami ne se souvient pas de ces épithètes, s'écrie Fox; elles sont sorties de sa mémoire: elles sont complétement et pour jamais sorties de la mienne. » Cependant il se défendit, il défendit son parti; il le fit avec mesure, mais il ne put s'empêcher de rappeler, sans aigreur, bien que sans détour, à son nouvel adversaire, quelques paroles, quelques actes de son passé qui l'auraient dû rendre plus indulgent pour les opinions qu'il n'avait pas aujourd'hui. Il était difficile en effet d'avoir célébré les Américains insurgés pour la république et d'anathématiser de tout point la révolution de 89.

Il y a presque toujours dans le cœur de l'homme une petitesse qui se mêle même aux grandes passions. On ne peut se défendre d'apercevoir au milieu des sentiments qui agitaient Burke une impatience de la critique, un dépit de se voir mis en opposition avec lui-même, qui l'irritaient autant que le reste. La froideur obstinée de sa réponse montre ce que son orgueil a souffert, et, sans parvenir à dissimuler un peu d'em-

barras, il ne dit rien de propre à pacifier les esprits. La discussion fut terminée par quelques mots de Pitt plutôt sur l'incident que sur le fond, et, à sa demande, la proposition du rappel à l'ordre fut retirée.

L'effet d'une telle journée fut grand dans le public. Les deux opinions s'en émurent; celle dont Burke se séparait éclata contre lui. Ce que lui-même ne regardait nullement comme une conversion fut appelé une apostasie. Son ancien parti le menaça de ses rigueurs. A la séance d'un des jours suivants, quelques explications données de part et d'autre firent pressentir les conséquences de la rupture. Vainement Fox redit qu'au Canada non plus qu'ailleurs il ne songeait à introduire la république, et renouvela des protestations dont Pitt se félicita. Burke persista à reprocher aux whigs leur froideur pour la constitution anglaise, et, acceptant la scission, il déclara que, disgracié par un parti, il ne rechercherait plus l'amitié de Fox, ni de personne, ni d'aucun côté de la chambre, et il se rassit tristement. Aussi le *Morning Chronicle* annonça-t-il, le 12 mai 1791, que le grand corps des whigs de l'Angleterre avait décidé que, dans le débat entre M. Fox et M. Burke, le premier avait soutenu les pures doctrines auxquelles ils étaient irrévocablement attachés. « La conséquence est que M. Burke se retire du parlement. » Cette sentence ainsi signifiée le toucha vivement, et il fit *appel des nouveaux whigs aux anciens*. C'est le titre d'un écrit que nous regardons comme un de ses meilleurs, quoiqu'il ne renferme rien de bien neuf. Burke y prend un ton modéré avec ses anciens amis; il parle de Fox avec égards; on voit bien qu'atteint dans ce qu'il a de plus cher, son honneur politique, il tient à prouver qu'il n'a jamais abandonné ni ses amis ni ses principes. Il revient sur

sa vie passée, et il montre, selon nous, avec évidence, que rien dans tous ses précédents ne le liait envers un événement futur, imprévu, comme la révolution française, et que les connexions de parti formées sur des questions connues et pour des éventualités ordinaires n'impliquent pas l'engagement de suivre, à tout prix et dans toute hypothèse, l'opinion à venir de ceux avec qui l'on s'est uni. Il retrouve aisément dans ses discours antérieurs les germes épars des idées qu'il soutient aujourd'hui. Qu'avec des circonstances nouvelles il ait changé de point de vue, que ses dispositions envers les hommes, que son appréciation des choses soient modifiées, il essaierait vainement de le contester; mais changer ainsi, nous le lui accordons volontiers, ce n'est pas trahir. Ce qu'il démontre avec le même succès, c'est le caractère défensif de la révolution de 1688, et par suite la grande distance qui sépare les anciens whigs des sociétés démocratiques qui prétendent continuer leur école. Là se trouve une dissertation où les doctrines des ancêtres du parti sont établies, pièces en main, de la manière la plus intéressante. Il termine en discutant, non pas la souveraineté du peuple, mais la notion même du peuple dans les sociétés civilisées. Ce n'est pas un nombre pris au hasard de créatures humaines qui, considérées en dehors de leur histoire, n'auraient plus même une patrie : c'est une société déterminée, ayant des traditions, un sol, des institutions, des lois, des souvenirs, des mœurs, et dont les droits ainsi constitués ne dérivent pas d'un état de nature sauvage ou chimérique. Cet écrit, qui n'a rien de fort brillant, est un des mieux raisonnés qui soient sortis de sa plume, et comme l'auteur est ici sur un terrain purement anglais, il est plus pratique

et plus modéré, et ses sentiments plus contenus en acquièrent plus d'autorité.

Cependant sa position politique devenait très-pénible. Il n'avait rien de ce qu'il faut pour ménager une transition. Fier et irritable, il ne savait qu'accabler ou négliger ses adversaires; il était dégoûté de la vie parlementaire. Entre l'assemblée et lui, il n'y avait plus intelligence; il l'ennuyait, et c'est là un mal irréparable. Son talent vieillissait et prenait je ne sais quoi de forcené qui dépassait ses auditeurs. Il le sentait sans se le reprocher, et il cessa d'assister exactement aux séances de la chambre des communes. Les questions qui s'y débattaient ne l'intéressaient plus. Seuls, les opprimés dont il avait embrassé la cause le trouvèrent fidèle. Il continua de poursuivre l'oppresseur de l'Inde. Il n'abandonna pas les catholiques d'Irlande. Leur émancipation, ou du moins l'adoucissement du régime qui pesait sur eux, était alors une question tout irlandaise, c'est-à-dire qu'elle s'agitait dans le parlement de Dublin. De tout temps, Burke avait pris parti pour la tolérance. Dès 1782, une lettre à lord Kenmare, dans laquelle il s'élevait contre les lois pénales si justement maudites des Irlandais, avait été publiée sans son aveu; mais il ne la démentit pas, et il développa de nouveau ses vues, dix ans après, dans une lettre publique à sir Hercules Langrishe, membre du parlement. Quoique dans cette question il lui fallût plaider contre les traditions des anciens whigs, ses lumières l'emportèrent sur ses préjugés, et la crainte d'arracher une pierre au vieil édifice de 1688 ne l'arrêta point. En matière de liberté religieuse, il resta libéral. C'est, dit-on, qu'il était Irlandais. Il se peut, et il n'est pas défendu de haïr l'oppression par sympathie pour les

opprimés. Quand on ajoute qu'il se ressentait de son éducation chez les jésuites de Saint-Omer, on répète une fable. Si l'on veut que ses relations avec les émigrés français, avec des prêtres fugitifs, aient contribué à le rendre plus sensible aux intérêts des catholiques, rien n'est plus vraisemblable ; mais comment lui en faire un reproche? Le clergé du continent, de son côté, n'a guère compris les principes de liberté que par les discussions sur l'Irlande. Ainsi le malheur enseigne la justice. Pour Burke, en aucun temps il n'a admis que la force armât le christianisme contre le christianisme. Nous ne sommes pas sûr que des philosophes eussent obtenu de lui la même indulgence. Tolérance pour les hérétiques, intolérance pour les incrédules, telle pourrait bien avoir été, vers la fin, sa devise, et quand les protestants dissidents devenaient démocrates, il était tout prêt à les prendre pour des incrédules.

Burke était malheureux : il avait perdu l'amitié de Fox; au commencement de 1792, la mort lui ravit sir Joshua Reynolds, qui le nomma son exécuteur testamentaire avec un legs honorable. C'était perdre encore un ami. Burke, qui aimait les arts et qui en parlait bien, avait donné au grand peintre quelques idées pour ses *Leçons sur la peinture*. Reynolds avait laissé de lui un portrait qu'on dit fort ressemblant, et qui est un de ses bons ouvrages[1]. A sa mort, Burke traça quelques lignes pleines de sentiment et de goût qui furent accueillies aussi comme un excellent portrait. Les admi-

[1] Cependant je lui préfère, comme expression probable de la physionomie d'un homme supérieur, une peinture d'un artiste moins célèbre, et qui se voit dans la collection historique de portraits réunis à Knole, magnifique résidence des ducs de Dorset.

rateurs de tous deux disaient que c'était l'éloge de Parrhasius prononcé par Périclès.

Cependant la révolution française marchait toujours. Rien n'arrivait qui dût désarmer Burke, et les événements, au contraire, pouvaient décourager Fox et ses amis. Ceux-ci néanmoins ne croyaient pas que l'Angleterre fût menacée dans son repos, ni qu'un danger imaginaire prescrivît l'abandon d'aucun principe de liberté. Non-seulement ils demandaient la réforme parlementaire, au risque d'effrayer les conservateurs, mais ils appuyaient les pétitions des dissidents unitairiens, au risque de scandaliser les dévots. Burke avait autrefois soutenu les dissidents, il avait voulu affranchir de toute restriction la liberté religieuse (1773); mais aujourd'hui il regardait les dissidents comme des sectateurs de la philosophie française, comme les précurseurs des athées. « C'est des sociétés unitairiennes que vient tout le mal, » écrivait-il à son fils, et il lui prédisait qu'il vivrait assez pour voir le christianisme extirpé de l'Angleterre comme de la France. Selon lui, les ministres ne savaient prendre que des demi-mesures. Cependant ces demi-mesures, qu'ils accordaient moins à leurs propres craintes qu'aux alarmes de leur parti, trouvaient dans Fox et Sheridan de violents contradicteurs. Aussi, à propos d'une proclamation contre les écrits et les doctrines anarchiques, un nouveau schisme éclata-t-il parmi les whigs.

Le duc de Portland, ancien premier ministre de la coalition, chef de l'opposition modérée, songeait à se rapprocher du ministère pour le maintenir ou l'attirer dans un système de politique intermédiaire dont Pitt ne semblait pas éloigné, car il était mécontent de la conduite du lord chancelier Thurlow, et le reste du

cabinet ne le satisfaisait pas entièrement. Il n'aimait pas d'ailleurs à être l'instrument de personne, et peut-être n'eût-il pas été fâché de se fortifier par des alliances modératrices contre les exigences d'une cour quasi-absolutiste et des torys excessifs. On parlait donc d'une fusion des partis, d'une administration formée sur une large base. Les négociateurs étaient Dundas et lord Loughborough. Le duc de Portland, qui savait que Pitt fatiguait le roi, aurait délivré ce prince d'une domination exclusive en devenant le lien d'un nouveau cabinet; mais il n'avait pas lui-même des idées bien arrêtées, et Pitt autorisait les pourparlers sans donner aucune espérance positive. Au dernier moment, il n'eût jamais consenti à céder la trésorerie. Fox ne la réclamait pas, mais il ne voulait ni que Pitt la gardât, ni que le duc de Portland la prît. C'était rompre la négociation avant de la commencer. Cependant des hommes honorables et modérés l'avaient fort à cœur. Leur pensée était de fortifier, par cette réconciliation, la monarchie anglaise contre l'esprit révolutionnaire, tout en prenant contre la France un ton moins agressif. Aussi Burke, qui trouvait qu'on était encore trop modéré, après s'être prêté à la négociation, avait-il fini par tout désapprouver, et le début de la session suivante trouva les partis plus animés que jamais. La monarchie avait péri en France. Des réunions politiques, qu'en toute autre occasion on eût dédaignées, agitaient l'Angleterre. Le gouvernement s'armait de mesures de précaution ou de répression. Fox ne reculait pas : il sommait le cabinet d'envoyer un ambassadeur à la nouvelle république; il s'opposait à l'*alien-bill*, c'est-à-dire à la loi qui soumettait les étrangers à une police particulière. Le 28 décembre 1792, on dis-

cutait la seconde lecture du bill, quand Burke, après avoir de nouveau évoqué à sa manière le sinistre fantôme de la révolution française, annonça que trois mille poignards venaient d'être commandés à Birmingham; puis, en tirant un qu'il tenait caché sous son habit, il s'écria : « Voilà ce que vous gagnerez avec la France; c'est ainsi que vous fraterniserez. Où les principes pénètrent, la pratique doit suivre. Préservons nos esprits des principes français et nos cœurs des poignards français. Sauvons tous nos biens dans la vie et toutes nos consolations dans la mort, toutes les bénédictions du temps et toutes les espérances de l'éternité. » Et il jeta le poignard sur le carreau. On remarqua que, vers la fin de son discours, il dit, en désignant Fox : « Celui qui n'est plus mon honorable ami; » et, traversant la salle, il alla s'asseoir auprès de Pitt. Cette scène théâtrale, préparée avec plus d'artifice que de goût, réussit médiocrement. Elle ne provoqua que cette plaisanterie assez froide de Sheridan, et qui pourtant ne fut pas trouvée mauvaise : « Monsieur nous a apporté le couteau, mais où est la fourchette? » Toute cette mise en scène donnerait presque des doutes sur la parfaite sincérité de Burke, si l'on ne savait ce que c'est que les natures déclamatoires.

Les whigs restaient au fond divisés. Dans le langage des partis, on appela les uns les *whigs jacobins* : c'étaient Fox, Grey, Sheridan et leurs amis; les autres, les *whigs alarmistes* : c'étaient le duc de Portland, lord Fitzwilliam, lord Spencer, Windham. Burke avait été le premier des alarmistes; mais s'il était conservateur, contre-révolutionnaire, tory, il n'était pas encore ministériel. Cependant la rupture de toutes négociations pour une fusion, la violence des luttes parle-

mentaires, la marche des événements en France, devaient imprimer un mouvement plus énergique à la politique du cabinet et la rapprocher de celle de Burke. Lié depuis longtemps avec le duc de Portland et le comte Fitzwilliam, il devint leur conseiller sans toujours réussir à leur faire adopter ses conseils. En même temps il entretint par Windham, qui traitait avec lord Loughborough, des communications avec le ministère. On agitait alors la question de la guerre avec la France, et cette question est si importante, qu'il faut retourner en arrière et reprendre les choses de plus haut.

Burke n'avait pu attaquer la révolution française sans devenir l'idole de ses ennemis. Dès que son premier ouvrage avait paru, les princes français, émigrés de fait ou de cœur, avaient uni leurs voix aux acclamations de l'Europe couronnée. Nos compatriotes fugitifs en arrivant en Angleterre regardaient comme un devoir de rendre hommage à l'illustre défenseur que le ciel envoyait à leur cause. On ne se contentait pas de l'admirer, on invoquait ses conseils. Il répondait avec réserve, mais il formait cependant chaque jour de plus étroites liaisons avec les Français que la révolution offensa d'abord et bientôt persécuta. Leurs colères et leurs douleurs pénétraient dans son âme, et nous voyons par sa correspondance que, dès le mois de janvier 1791, il conçut la nécessité d'une guerre. La reine Marie-Antoinette, qui cherchait avec une ardente anxiété des conseils qu'elle n'aurait pu suivre quand elle l'aurait voulu, autorisa une des dames de sa maison à entrer en rapport avec lui. Il se borna à des recommandations vagues de prudence, de froideur; mais avec d'autres il s'ouvrait davantage, il

donnait son avis jusque sur de minces détails. On le voit prendre soin d'écrire à un frère de Rivarol, que ce dernier, dont il loue les écrits, devrait davantage ménager les moines. Bientôt il entra en communication plus intime avec ce qu'il faut bien appeler le parti de l'émigration. Son fils, qui avait toute sa confiance et qui partageait ses idées avec la chaleur d'un jeune homme, fut envoyé à Coblentz, auprès de Monsieur et du comte d'Artois, chargé de quelques instructions. — Il serait à propos d'enlever le dauphin et de lui donner, hors de France, une éducation chrétienne; il serait bien important de ne rien céder, de ne pas même négocier; surtout point de rapprochement avec Lafayette, non plus qu'avec Barnave! — Le jeune Burke revint avec une lettre admirablement insignifiante de Monsieur, qui reçut une réponse du même style; mais l'envoyé repartit et continua à être chargé de missions qui n'étaient pas inconnues du gouvernement. Dundas lui écrivit à lui-même que l'on pouvait à Coblentz compter sur un vif intérêt, dans les conditions d'une stricte neutralité. Burke tâchait d'amener le cabinet à se départir de cette neutralité. Il avait dîné avec M. Pitt pour la première fois de sa vie. C'était en petit comité, à Downing-Street, avec lord Grenville et Addington, Orateur de la chambre des communes. Burke s'était efforcé d'exciter chez le premier ministre des craintes pour l'Angleterre, s'il laissait impunément grandir et se propager les principes français. Il n'avait pas réussi. Pitt ayant dit que son pays et la constitution étaient en sûreté jusqu'au jour du jugement : « Oui, répondit Burke; mais ce que je crains, c'est le jour sans jugement. » Quelque temps après, une réunion un peu plus solennelle eut lieu chez le duc de Port-

land, où assistaient aussi les lords Spencer et Fitzwilliam. On y parla avec découragement de la ruine de la monarchie française, et, lorsqu'on se leva pour aller prendre le café, Burke dit en élevant la voix et comme dernier avertissement :

> Illic fas regna resurgere Trojæ,
> Durate, et vosmet rebus servate secundis.

En écrivant à son fils, en lui parlant de ces conférences et de l'inutilité de ses efforts, il le charge cependant de conseiller aux princes la rédaction d'un *Bill des droits,* contenant les garanties d'une constitution libre, car il trouve insuffisante leur déclaration. Sur ce point, il reste un homme d'État anglais; il est contre la révolution, mais il est contre l'absolutisme. Cette politique était spécieuse; par malheur, elle avait pour premier acte nécessaire et pour instrument obligé la coalition de Pilnitz. Burke conseillait le contradictoire, et il espérait l'impossible. Mais les rois absolus pour alliés ne l'effrayaient point, et dans ses *Pensées sur les affaires de France,* écrites en décembre 1791, il s'efforce de prouver que la France, n'ayant été traitée par l'Europe que sur le pied d'une monarchie, affranchit, en cessant d'en être une, les puissances étrangères de tout engagement. Une révolution de doctrine et de dogme crée pour chaque État de nouveaux intérêts qui peuvent changer tous les rapports de la politique. Il ne faut attendre des seules causes intérieures aucune contre-révolution en France ; le système dominant s'y fortifie à proportion qu'il dure, et l'intérêt de ceux qui le soutiennent est d'agiter, de bouleverser tous les pays. Les gouvernements de l'Europe n'ignorent pas entièrement le danger, mais ils préfèrent la défensive. Il y a

partout un parti modéré français ; la philosophie française a gagné les cours, les cabinets, les souverains eux-mêmes. Ce parti modéré, qui prévaut en France depuis la fuite de Varennes, est le pire de tous, et cependant il fait des dupes. C'est, dit-il, la dernière fois qu'il s'exprime sur ce sujet ; mais il a voulu seulement montrer que l'ancien ordre de choses est ébranlé par toute l'Europe, et que le moment est venu de décider s'il faut le maintenir ou l'abandonner. La conséquence à tirer de cet exposé, écrit avec une indignation contenue et désespérée, n'était pas fort obscure : c'était une sorte de mise en demeure de l'Europe ; mais Burke paraissait peu compter que l'Europe fît droit à sa requête.

Presque toute l'année 1792 fut encore donnée à la politique expectante. La position de neutralité était décidément prise. Le jeune Richard Burke, revenu de ses missions d'outre-mer, avait été nommé agent des catholiques d'Irlande, c'est-à-dire qu'il était chargé de suivre en Angleterre leurs réclamations et la grande affaire de l'émancipation. Son père, qui s'en occupait alors avec zèle, correspondait avec lui sur cet important sujet, désespérant d'ailleurs d'amener le gouvernement anglais à ses idées sur la France. C'était le temps des négociations du duc de Portland. La politique du cabinet paraissait plutôt en voie de se modérer encore que de devenir plus entreprenante. La guerre, provoquée par l'Europe continentale et déclarée par la France, s'ouvrit au mois de juillet, et l'abstention pacifique de l'Angleterre n'en était que plus marquée. Cependant les émigrés concevaient mille espérances que Burke était loin de partager. Un jour qu'il s'exprimait en leur présence avec sa vivacité ordinaire sur

les maux de la révolution, un d'eux lui dit: « Mais enfin, Monsieur, quand retournerons-nous en France? —*Jamais,* » répondit-il. Ses paroles étaient des oracles, et il se fit un silence de consternation; puis il reprit en français: « *Messieurs, les fausses espérances, ce ne sont pas une monnaie que j'aie dans mon tiroir... Dans la France vous ne retournerez jamais.* — Comment donc! s'écria quelqu'un, ces coquins-là...—*Coquins,* reprit-il, *ils sont coquins, mais ils sont les coquins les plus terribles que le monde a connus.* Ce qui est étrange, ajouta-t-il en anglais, c'est que je crains d'être le seul homme de France ou d'Angleterre qui connaisse la grandeur du danger dont nous sommes menacés.—Mais, dit Charles Butler qui était présent et qui nous a conservé cet entretien [1], le duc de Brunswick arrangera tout cela. — Le duc de Brunswick! le duc de Brunswick, faire quelque bien! Une guerre de positions pour soumettre la France! » Il se fit encore un silence, et Burke le rompit en français: « *Ce qui me désespère le plus est que, quand je plane dans l'hémisphère* [2] *politique, je ne vois guère une tête ministérielle à la hauteur des circonstances.* »

Cependant les événements devinrent si graves, à partir du mois d'août, que les idées de Burke se trouvèrent moins éloignées de celles des ministres. Il écrivit plusieurs fois à lord Grenville, secrétaire d'État des affaires étrangères. Il demandait qu'en gardant la neutralité de fait, on n'érigeât point la non-intervention en principe. C'était, disait-il, une flatterie envers

[1] On peut le lire dans les *Réminiscences* de Charles Butler. Nous avons mis en italiques le français qu'il nous donne. M. Prior place l'entretien en août 91. Ce qui est dit du duc de Brunswick indique qu'il eut lieu l'année suivante.

[2] Hémisphère ou atmosphère?

les jacobins anglais. Il insistait pour le rappel de l'ambassadeur, ou tout au moins pour une déclaration qui expliquât les sentiments et les maximes du gouvernement; mais il ne parvenait pas à communiquer aux ministres ses terreurs pour l'Angleterre. Cette sécurité d'un orgueil patriotique lui paraissait une folle illusion. Il s'indignait de la mollesse des rois de l'Europe; il la comparait avec douleur à la vigueur du gouvernement français. « La trahison du roi de Prusse, écrivait-il après l'évacuation de Longwy, n'a pas son égale dans l'histoire. » Au reste, on peut chercher ses opinions dans ses *Points capitaux à considérer dans l'état présent des affaires* (novembre 1792); c'est un résumé de la situation. L'auteur ne se nomme pas et ne se livre point à sa manière d'écrire accoutumée. Il rédige un vrai mémoire diplomatique, où les victoires de la France, sa force, ses desseins, les dangers et les intérêts des États divers, les fautes ou les faiblesses des cabinets, sont représentés de manière à faire ressortir la nécessité pour l'Europe de former une coalition offensive, et pour l'Angleterre d'en être la tête et l'âme. L'ouvrage était de nature à faire réfléchir les gouvernements; il coïncidait avec la bataille de Jemmapes.

Ce furent en effet les victoires de la France, plus que les dangers de son exemple et de ses doctrines, qui changèrent enfin la politique du cabinet anglais. La conquête de la Belgique touchait beaucoup plus le fils de Chatham que les massacres de septembre ou la hache suspendue sur la tête du noble prisonnier du Temple. Il n'eût jamais fait la guerre pour un sentiment ou pour une idée, et il avait raison : c'est à la politique seule qu'il appartient d'armer un gouvernement sensé. Le défi sanglant qu'au 21 janvier la con-

vention jeta à l'Europe monarchique parut une occasion décisive, et l'Angleterre accéda à la coalition, entraînant la Hollande avec elle. Tout était disposé pour une guerre maritime, et c'est sur les colonies que Pitt portait son ambitieuse pensée. Mirabeau l'avait appelé le ministre des préparatifs, et ces préparatifs, qui paraissaient à Burke les lenteurs de l'indécision, ne trahissaient surtout qu'un désaccord entre les vues du ministre et les siennes, désaccord qui persista même après que les idées guerrières parurent avoir triomphé. Burke ne concevait pas que l'on conquît des Antilles pour dompter Paris. Il ne se croyait pas l'ennemi de notre pays et ne voulait pas qu'on le devînt. Il distinguait entre la révolution et la France, et c'est la première seule qu'il prétendait anéantir. Il voulait une guerre de parti, tandis que Pitt faisait une guerre politique. L'un demandait que l'on déployât la plus grande énergie, que l'on prît la plus violente offensive, mais que l'on s'attaquât *à la faction, non à la nation,* tandis que l'autre songeait surtout à se défendre contre l'esprit de conquête et à se venger du traité de Versailles. Dans ses conversations, Pitt exprimait l'espérance que la guerre serait de courte durée, et, en cas qu'elle se prolongeât, il admettait comme résultat possible le démembrement de la France. Burke, qui s'indignait à cette pensée, continuait de critiquer le ministère, quoiqu'il s'en fût rapproché. Vivant beaucoup avec les émigrés, lié avec Cazalès, correspondant avec l'abbé Edgeworth, il avait en partie adopté leurs sentiments, et cherchait sans relâche à les faire adopter par l'Angleterre. « J'ai la ferme conviction, écrivait-il à Windham, que les émigrés en savent plus (*have better parts*) que le peuple chez lequel ils

ont trouvé un asile, ce qui, je le sais, sera taxé d'hérésie, de blasphème, de démence. » Aussi conseillait-il fortement de soutenir la Vendée, et c'est à lui que s'adressa le comte d'Artois, lorsqu'il projeta de débarquer dans l'Ouest avec l'aide du gouvernement anglais (octobre 1793). Burke eut grand soin de lui répondre qu'il n'avait nul pouvoir, et que les ministres ne le consultaient pas. Comme il était membre du conseil privé, simple titre qu'il ne pouvait ne pas avoir après les fonctions qu'il avait remplies, les Français en concluaient qu'il devait être quelque chose dans le gouvernement, ce qui l'obligeait à sans cesse expliquer qu'il n'était rien, et pas même écouté. C'est ce qui apparaît clairement dans ses *Remarques sur la politique des alliés relativement à la France.* Il y oppose la politique de l'émigration française à la politique de la coalition. Les cabinets de l'Europe veulent rétablir en France la monarchie, et ils évitent de faire cause commune avec tout ce qui la représente, avec les princes, avec la noblesse, avec le clergé proscrit : ils ménagent la France actuelle, la France du jacobinisme; mais si l'on consulte cette France-là, c'est la république qu'elle donnera, ou tout au moins la démocratie royale de 1791, toujours la révolution. Il faut choisir, ou la monarchie, ou la révolution; point de milieu, point de parti neutre. Si l'on est pour la monarchie, il faut regarder la France morale comme séparée de la France géographique; la France n'est plus en France. C'est donc la restauration pure et simple que les puissances doivent annoncer et accomplir. Au lieu de reconstituer la France dans sa force, leur politique conduit à l'affaiblir, à la morceler, à l'anéantir, précisément parce qu'on n'ose anéantir la révolution. C'est la même politique qui vient de par-

tager la Pologne, car Burke, ami de tous les droits consacrés par le temps, ne parle jamais sans indignation de ce marché d'iniquité. C'est aussi pour lui un exemple révolutionnaire, comme tout abus de la force. Un autre exemple pourrait lui être objecté : c'est la restauration des Stuarts ; mais il répond que la révolution anglaise avait été une guerre civile, que le gouvernement de Cromwell était un gouvernement, et que c'était la nation qui avait amnistié Charles II. Singulière manière de se délivrer de la difficulté ! De même, à force d'avoir dit que les Français sont des athées, que la guerre est une guerre de religion, il se trouve un peu embarrassé de ce qu'il fera des protestants dans la restauration de l'Église catholique. La question de l'amnistie le gêne aussi, et, sans pencher vers un excès de clémence, il hésite à proportionner le châtiment à la grandeur et à la généralité du crime, telles qu'elles ressortent de l'exagération de ses tableaux. On conçoit qu'il trouvât beaucoup d'inconséquence et une certaine duplicité dans la politique de son gouvernement ; on peut admettre même qu'une guerre de parti parût moins antinationale qu'une guerre ordinaire aux Français assez malheureux pour espérer dans l'étranger, et que Burke s'imaginât faire preuve de générosité en séparant la France de sa révolution ; mais au fond il n'y a ni justice ni politique dans aucun système absolu, et, en devenant tout à fait homme de parti, il perd peu à peu les qualités de l'homme d'État. Absorbé par une idée fixe, il ne faut plus espérer de lui ce reste d'équité et de modération que déposent difficilement les grandes intelligences, et cette fatale influence de l'esprit de parti lui arracha celui de ses écrits qu'on lui a le plus reproché.

Pendant la session de 1793, Fox avait tenu une conduite au moins très-hasardée. Rien n'est plus difficile que la conduite d'un ami de la liberté dans les temps de révolution. Ceux qui prétendent éviter jusqu'au contact de l'esprit révolutionnaire en persistant à défendre la liberté, tentent l'impossible ou se condamnent à un isolement spéculatif, sans responsabilité peut-être, mais sans influence. Ils sont irréprochables, je le veux, mais inutiles. Ceux qui se décident à emprunter le secours, à ménager les fautes, à excuser les actes des révolutions, même avec mesure ou pour un temps, n'échappent guère au danger d'être entraînés au delà de leurs intentions et de leurs principes, et de se compromettre avec la liberté qui s'égare. Innocents dans leurs actions, ils n'évitent point un air de complaisance envers des partis insensés ou criminels, et la pureté de leurs principes, comme celle de leur conscience, ne sort pas toujours intacte de l'épreuve. La situation de Fox en Angleterre était sans doute moins difficile que celle des hommes de 89 en France. L'esprit révolutionnaire ne pénétra jamais profondément la société anglaise. Quoi que Burke en ait dit, la propagande du jacobinisme n'y fut jamais bien redoutable. Les lieux communs démocratiques n'y étaient souvent qu'un thème d'opposition. Cependant il fallait du courage pour paraître soutenir ou favoriser de telles doctrines, alors commentées par des actes terribles; avouer, même d'une manière abstraite, les principes de notre révolution était difficile, lorsque cette révolution en compromettait l'honneur. Nous avons tous passé par ces difficultés-là. Elles étaient grandes, surtout pour un homme d'État qui aspirait au pouvoir dans une société opposée par ses préjugés autant que par ses lumières, par ses

intérêts autant que par ses institutions, aux doctrines révolutionnaires. Par la marche qu'il avait adoptée, Fox risquait sa renommée, et cependant comment le généreux défenseur de la liberté n'aurait-il pas applaudi au grand effort de la France? Comment les héritiers de Hampden et de Sidney auraient-ils été du parti de la coalition des rois absolus? Le ministère hésitait lui-même à se déclarer contre-révolutionnaire. Il existait dans les chambres une opinion flottante et modérée qu'effarouchaient les extrémités de Burke. On pouvait croire que la presse opposante finirait par être la plus forte et par faire pencher la balance de l'opinion. Une opposition libérale a de la peine à rompre avec les partis populaires, même quand elle s'en distingue et qu'elle est décidée à ne pas les suivre. En Angleterre d'ailleurs, les mœurs accordent une grande latitude dans le choix des moyens d'opposition. Le rigorisme en cette matière y paraît une duperie et l'expérience après tout a montré que cette liberté d'action était là sans danger. Enfin l'ardeur du combat, l'entraînement de parti, l'imagination, l'ambition, la colère, expliquent assez comment Fox put aller très-loin dans les voies d'une opposition d'apparence quasi-révolutionnaire, et, sans partager les idées ni les desseins des partis subversifs, s'exposer à les encourager en excusant leurs actes, en soutenant quelques-uns de leurs principes, surtout en combattant leurs ennemis. Il avait plutôt un cœur noble qu'une conscience rigoureuse, et son esprit, plus pratique que philosophique, n'était pas toujours bien correct dans le choix de ses théories. Il est remarquable au reste qu'il fut suivi dans cette voie par les hommes les plus éminents de son parti. Non-seulement Sheridan, qui était comme

son extrême gauche, mais Grey, Whitbread, Erskine, Francis, firent campagne avec lui. Lorsqu'à la fin de la session il publia, pour se défendre, sa lettre aux électeurs de Westminster (janvier 1793), le club whig, par une résolution expresse, déclara « que sa confiance en M. Fox était confirmée, fortifiée et augmentée par les calomnies dirigées contre lui, » et, chose remarquable, le duc de Portland et lord Fitzwilliam concoururent encore à cette résolution.

Ce fut pour Burke un très-sensible coup. Ces *calomnies* ne pouvaient être que ses propres attaques contre la politique de Fox. Lord Fitzwilliam était son ami, et dirigeait, avec le duc de Portland, cette fraction des whigs dont la révolution française alarmait la prudence et tempérait l'ardeur. Inquiet et blessé, Burke jeta sur le papier ses *Observations sur la Conduite de la minorité,* ce qui veut dire la conduite de M. Fox. Elle y est censurée en cinquante-quatre articles comme inconséquente, imprudente, dangereuse, et quelquefois pis que cela. Ce ne sont point, comme on l'a dit, cinquante-quatre chefs d'accusation, quoiqu'il y ait telle imputation qui touche à la haute trahison ; la plupart des reproches sont purement politiques, et le langage est plus dur qu'il n'est injurieux. Ce qu'on y voit surtout, c'est combien Burke avait sur le cœur tout ce qui le représentait comme séparé de la masse du parti whig, combien il craignait que ce parti, reformé en parti de gouvernement, ne s'emparât des affaires et ne revînt au pouvoir avec le concours du duc de Portland. Il écrit pour prévenir ce dernier malheur. Il rappelle combien de fois l'opposition de Fox a éclaté contre des actes approuvés ou conseillés par le noble duc, par Fitzwilliam et ses amis, combien désormais leur réu-

nion dans le pouvoir avec Fox et Sheridan serait contraire à toute prudence et à toute dignité. Cette réunion, lui-même il l'a désirée, il dit s'y être employé jusqu'à la dernière session, il ne croyait pas alors la rupture irrévocable; mais aujourd'hui tout est consommé. Même l'aversion qu'il ne cache pas pour M. Pitt, même l'espoir de le punir justement des moyens par lesquels il est arrivé en 1784, car ce grief subsiste, n'excuserait pas en 1793 une coalition contre lui. M. Pitt serait le pire des hommes et M. Fox le meilleur, que, devant la révolution française, il vaudrait mieux s'allier avec le premier.

Burke garda ce papier tout à fait secret pendant quelque temps, puis il l'envoya au duc de Portland dans une lettre où il le priait de ne le point montrer, même de ne le point lire, tant que quelque réflexion impérieuse (*compulsory reflection*) ne l'y ramènerait pas. C'est un dernier témoignage, c'est une protestation testamentaire qu'il doit à sa cause et à sa mémoire (septembre 1793). Nous oserons dire qu'en parlant ainsi Burke n'est pas d'une bonne foi parfaite. Quelle pouvait donc être son intention, s'il était sincère en demandant à n'être pas lu par le duc de Portland? Il appelle lui-même cet écrit *son apologie*. Elle est assurément bien indirecte, car il n'y est question que des torts des autres, et ce n'est pas la manière naturelle de défendre sa mémoire que d'établir en cinquante-quatre points que Fox n'a fait que des fautes. Cependant, si nous reconnaissons que le ressentiment et la malveillance se sont mêlés à de vraies convictions pour dicter cet écrit, nous devons dire qu'il est devenu odieux par l'usage surtout que les ennemis de Fox en ont fait, et nous tenons pour accordé que Burke ne

l'avait pas composé avec l'intention de le publier. Contesté dans ses convictions et même dans son talent, inquiet pour sa cause et même pour sa gloire, irrité contre d'anciens amis, sévère pour les nouveaux, il s'éloignait chaque jour davantage des affaires et de la chambre : il songeait à céder son siége au fils sur lequel se reportait toute son ambition. Lorsque le général Fitzpatrick produisit sa première motion pour intéresser le gouvernement anglais à la détention du général Lafayette, Burke se ranima pour attaquer celui dont le sort inspira à Fox tant de beaux et généreux discours (17 mars 1794). On dit qu'il jeta les lueurs suprêmes de son éloquence au dernier jour du procès de Hastings (16 juin). Il parut encore à la chambre des communes le 20, à la séance où, sur la motion de Pitt, elle vota des remerciements aux membres qui avaient conduit l'accusation. Il répondit en quelques mots, les derniers qu'il ait fait entendre après vingt-huit ans de parlement. Il avait accepté le *Chiltern hundreds*, une de ces humbles sinécures qui obligent à une réélection. Sa tâche était finie. Depuis longtemps, il ne tenait plus au parlement que par le procès de Hastings : c'était l'œuvre de réparation, d'expiation, par laquelle il imaginait épargner à l'Angleterre le fléau de la révolution. Il avait écrit quelque temps auparavant à Murphy, qui lui dédiait sa traduction de Tacite : « J'ai lutté de toute ma puissance contre deux maux publics, provenant des plus saintes de toutes les choses, la liberté et l'autorité. Dans les écrits que vous êtes assez indulgent pour supporter, j'ai lutté contre la tyrannie de la liberté. Dans ma longue et dernière lutte, j'ai combattu contre la licence du pouvoir. » C'est cette *longue et dernière lutte* qui lui laissa le meilleur souvenir. Quel-

que temps avant sa mort, il chargea ses amis, l'évêque de Rochester et le docteur Laurence, de publier après lui l'ensemble de ses travaux dans l'affaire de Hastings.

« Comme il est possible, écrivait-il à Laurence dans la dernière année de sa vie, que mon séjour de ce côté-ci du tombeau soit plus court que je ne calcule, permettez-moi de rappeler à votre souvenir la charge solennelle et le dépôt que je vous ai confié en quittant la scène politique.... Ne laissez pas cet exemple cruel, audacieux, inouï de corruption publique, de crime, de bassesse, descendre à la postérité, peut-être aussi insouciante que la race présente, sans la marque d'animadversion qui lui est due.... Que mes efforts pour sauver la nation de cette honte et de ce crime soient mon monument à moi, le seul que je veuille avoir jamais. Que tout ce que j'ai fait, dit ou écrit soit oublié, excepté cela. C'est pour cela que j'ai lutté avec les grands et avec les petits, durant la plus grande partie de ma vie active, et je souhaite, après ma mort, laisser ce défi porté au jugement de ceux qui considèrent le glorieux empire qu'une dispensation inconcevable de la divine Providence a mis dans nos mains uniquement comme un moyen de satisfaire, pour le plus vil des buts, les plus viles de leurs passions.... Je me reproche extrêmement de n'avoir pas employé l'année dernière à cet ouvrage, et je demande pardon à Dieu de ma négligence. J'avais encore assez de forces pour le faire, si je n'en avais perdu en de compromettantes querelles avec l'indolence qui s'endort et oublie, et si je n'avais employé quelques-uns des moments où je me sentais renaître à l'activité de l'âme en faibles efforts pour relever ce peuple imbécile et léger des châtiments que sa négligence et sa stupidité ont attirés sur lui pour ses iniquités et ses oppressions systématiques. Mais vous êtes fait pour continuer tout ce que j'ai fait de bien et pour l'augmen-

ter encore, grâce aux ressources variées d'une âme fertile en vertus et cultivée par mille sortes de connaissances et de talents en toutes choses. Faites sentir la cruauté de cet acquittement prétendu, mais en réalité de cette barbare et inhumaine condamnation de tribus et de peuples, et de toutes les classes qui composent ces peuples. Si jamais l'Europe recouvre sa civilisation, cet ouvrage sera utile. Souvenez-vous! souvenez-vous! souvenez-vous! »

Au même moment, le duc de Portland entra dans le cabinet comme secrétaire d'État de l'intérieur; lord Fitzwilliam suivit son exemple, et Windham fut secrétaire de la guerre; Burke fit élire son fils à sa place par le bourg de Malton, et l'on disait que lui-même devait être élevé à la pairie.

Cependant de cruelles épreuves lui étaient réservées, qui devaient condamner ses derniers jours à la retraite et à la douleur. Il avait perdu beaucoup d'amis: Reynolds et Shackleton en 1792; Richard, son frère, en février 1794, qui toute sa vie l'avait aimé avec dévouement. C'est lui ou son cousin qui fit, d'une adresse de Brissot à ses commettants, une traduction que Burke publia avec une préface vivement écrite contre les jacobins et les girondins. Il y poursuit sa guerre obstinée contre tous les partis révolutionnaires modérés. Après la perte de son frère, il lui restait son fils, sa consolation et son orgueil. Une triste réflexion se présente souvent à l'auteur ou au lecteur d'une biographie. Combien le sentiment ou l'événement qui a le plus fortement ébranlé le cœur d'un homme tient peu de place quelquefois dans les pages où l'on écrit sa vie! Un voyage curieux, une anecdote piquante, la critique d'une brochure, l'explication d'une démarche politique, exigent

ou permettent souvent que l'écrivain insiste et s'étende, et la postérité ne regrette pas d'apprendre avec détail ce qui peut-être n'avait laissé qu'un indifférent souvenir à celui dont elle lit l'histoire, tandis que l'émotion cruelle, le déchirement de cœur, le malheur personnel qui a bouleversé son âme ou son existence se raconte en deux lignes, et n'arrache pas au lecteur une seconde de sensibilité ou d'attention. Le coup le plus terrible que Burke éprouva fut la mort de son fils. Les dernières années de sa vie en furent tristement obscurcies. Et pourtant que nous importe aujourd'hui? Pourrions-nous sans affectation recueillir dans les lettres qui sont sous nos yeux quelques traits épars pour en composer un lugubre tableau d'intérieur, celui du désespoir d'un père arraché, par la mort inattendue de son fils, aux espérances et aux illusions que les progrès lents d'un mal cruel auraient dû dès longtemps dissiper? A peine pouvons-nous dire que le jeune Richard Burke, atteint mortellement, s'avançait vers le terme fatal sans que son père, pieusement trompé, s'en aperçût. Ce n'est que dans les derniers jours qu'il vit le danger. Il ne quitta plus son fils, qui, peu de moments avant d'expirer, lui disait : « Parlez-moi, mon père, parlez-moi de religion, parlez-moi de morale, parlez-moi de choses indifférentes, je prends plaisir à tout ce que vous me dites. »

Le désespoir de Burke dura autant que sa vie, mais son esprit ne s'éteignit point, et resta ouvert à toutes les inspirations qui l'animaient depuis cinq années. Il continua de suivre d'un œil triste et vigilant les convulsions de cette société européenne dont il avait prédit la crise et les périls. Il continua de s'occuper avec zèle des affaires des catholiques irlandais. C'était ce qui avait

rempli les dernières années de son fils, mort secrétaire du comte Fitzwilliam, le nouveau lord lieutenant de l'Irlande. Nous avons, des premiers mois de 1795, deux lettres que Burke publia sur cet important sujet, l'une à William Smith, membre du parlement irlandais, l'autre à sir Hercules Langrishe. Il y rattache l'intérêt des catholiques à la guerre qu'il fait aux Jacobins.—La religion n'a pas de plus grands ennemis. Ils la poursuivent sous toutes ses formes, dans toutes les sectes. Contre eux, toutes les religions sont solidaires ; toutes en effet reposent sur la tradition, sur les souvenirs de famille, sur le respect des aïeux. Il faut donc les défendre contre les ennemis de toutes ces choses, et ne pas travailler pour eux en opprimant le catholicisme, qui est en Irlande, comme le presbytérianisme en Écosse, la meilleure barrière contre le jacobinisme.—Ces raisonnements ont leur force, mais ils sont purement politiques, et n'indiquent pas un fidèle vivement attaché aux articles spéciaux de sa croyance. En tout temps, dans tous ses écrits, Burke, quoiqu'il tînt assez à sa foi pour confondre sous le nom d'athées tous ceux qui s'en écartent, ne paraît pas avoir eu en matière de dogmes une préférence raisonnée ni même une connaissance approfondie. Il semble regarder ces différences comme de pures questions de controverse ou comme des accidents de la nationalité. Le protestantisme anglican est sacré pour lui, mais pas beaucoup plus que toutes les institutions à l'ombre desquelles a vécu et grandi son pays. Il est protestant comme il est Anglais ; je dirais presque qu'il est chrétien comme il est Européen. Aussi tout esprit de prosélytisme lui est-il étranger, tout fanatisme lui paraît-il odieux, excepté quand la religion lui semble attaquée comme garantie sociale. Son louable

zèle pour tout ce qui fait l'honneur et la force des sociétés humaines peut s'exalter alors au point de prendre quelques traits du fanatisme. Toutefois rien dans ces sentiments ne pouvait le rendre accessible aux haineux préjugés qui si longtemps ont opprimé l'Irlande, et qui même ont fini par pervertir son sens politique à force de l'opprimer. Il y avait une puissance à laquelle il accusait M. Pitt de trop sacrifier, c'était la puissance du *job*. Ce nom désigne toute spéculation de l'intérêt privé cachée sous le masque de l'intérêt public. Il s'en prenait au *job* du crédit de la compagnie des Indes et de toutes les iniquités que ce crédit protégeait. C'était le *job* encore qui, suivant lui, exploitait l'Irlande et l'opprimait pour l'exploiter. C'est à cette détestable influence qu'il imputait le système de vexation qui avait « poussé le catholicisme à un jacobinisme contre nature, pour accroître le pouvoir de la junte perverse et folle à laquelle l'Irlande était livrée comme une ferme. » — « L'opposition jacobine, écrivait-il au docteur Laurence, s'empare de cela pour exciter la sédition en Irlande, et le ministère jacobin s'en sert pour maintenir la tyrannie dans le même pays... Je commence, en vérité, à croire que M. Pitt est fou. » Aussi Burke ne vit-il pas sans regret le rappel de lord Fitzwilliam après une trop courte administration. Dans un débat que provoqua ce rappel à la chambre des lords (mai 1795), quelques traits furent lancés contre Burke, qui se réveilla pour écrire à William Elliot une lettre où il n'épargne pas les sarcasmes à ceux qui l'ont attaqué. C'était un noble duc, — probablement le duc de Bedford, — c'était aussi le grand avocat Erskine, qui avaient mêlé son nom aux toasts d'un club. Il s'amuse à les mettre sur la même ligne que Thomas Payne, et ni

l'âge ni la douleur ne paraissent avoir refroidi sa verve. Il semble seulement que son style ait pris plus d'âcreté. Il en donna bientôt une nouvelle preuve.

Aux chagrins de l'âme, aux ennuis d'une santé délicate, se joignaient pour lui ceux d'une fortune en désordre. Il n'avait jamais été riche, et il avait mené sans luxe une vie facile. Ses lettres contiennent des passages pénibles à lire sur sa situation. Il s'était décidé à ne plus quitter la campagne, lorsqu'il reçut une lettre ministérielle qui l'informait qu'une pension de 1500 livres sterling lui était accordée sur la liste civile. Pitt lui annonça peu après une autre indemnité de 2500 livres affectée sur les fonds du 4 et demi pour 100, en ajoutant que c'était par la volonté du roi, et qu'il soumettrait plus tard l'affaire au parlement. Cependant jamais il ne voulut donner suite à cette promesse. Peut-être lui répugnait-il d'affronter une discussion pour un homme dont les opinions dépassaient les siennes, et qu'il ne voulait ni défendre en tout ni désavouer en rien. La pension n'en fut pas moins attaquée à la chambre des lords par le duc de Bedford et lord Lauderdale (1796). Vivement offensé, Burke répondit par sa *Lettre à un noble lord*, le plus violent et non le moindre de ses écrits. Du haut de la fortune princière d'un des premiers pairs du royaume, disputer une libéralité du roi ou de l'État à un vieillard pauvre, triste, souffrant, illustré par de grands talents et de réels services, uniquement parce que ce don peut paraître la récompense d'opinions qu'on désapprouve; le lui reprocher comme le salaire de l'apostasie et le prix de la défection, c'est manquer à la dignité et à la justice; c'est une de ces violences de l'esprit de parti dont Fox aurait rougi d'être témoin dans la chambre des communes, et qui vraiment ne peut s'ex-

pliquer que si le duc de Bedford, partageant une erreur commune, croyait encore dans Burke poursuivre Junius et venger contre un diffamateur la mémoire de son grand-père. Mais, si telle était son espérance, qu'elle a été déçue ! et si telle était son erreur, qu'il a dû s'y sentir confirmer en reconnaissant son ennemi ! La réponse de Burke est digne de Junius. Burke, qui avait quitté Londres pour jamais, qui vivait dans la retraite et la tristesse, était autorisé peut-être à la vengeance : la sienne fut terrible. Pour la verve, l'ironie, la vigueur, le trait, sa lettre est des plus remarquables. Il parle dignement de ses travaux et de sa vie. Il rétorque contre le grand seigneur la gigantesque fortune que la faveur de la cour a faite à ses ancêtres, et il le met aux prises lui, son rang, ses titres, ses palais et ses domaines, avec la faction niveleuse dont il l'accuse d'être le courtisan. On conçoit en lisant cette lettre que Prior ait pu l'appeler le chef-d'œuvre de la prose anglaise. Ce qui étonne surtout, c'est l'excessive vivacité d'imagination et d'esprit qu'elle manifeste chez le triste et souffrant solitaire de Beaconsfield. M. Macaulay remarque avec raison qu'il est singulier que l'*Essai sur le Beau et le Sublime* et la *Lettre à un noble lord* soient les ouvrages du même auteur, et plus étrange encore que l'*Essai* soit une production de sa jeunesse, et la *Lettre* l'œuvre de ses vieux jours. « Le même homme, dit-il, qui, en vieillissant, discutait des traités et des tarifs dans un style de roman, avait écrit sur la beauté dans la langue d'un rapport au parlement. »

Un mérite égal, mais différent, brille dans quelques pages sur la disette qu'il adressa vers cette époque au ministre. On a observé que, dans les matières économiques, la rectitude de son esprit ne se démentit jamais.

Les systèmes de réglementation n'étaient point de son goût, et la question des subsistances est une de celles où ils exerçaient la plus fâcheuse influence. Cependant l'insuffisance des produits nécessaires à la vie est, de tous les accidents économiques, celui qui engendre le plus de maux réels et imaginaires, et porte le plus puissamment les masses souffrantes à réclamer l'intervention du gouvernement. C'est ce qui arrivait en ce moment au ministère, et c'est pour le fortifier contre toute tentation d'accorder aux alarmes publiques des mesures inefficaces ou dangereuses que Burke prend la plume. Il traite la question avec la triple compétence d'un agriculteur, d'un législateur et d'un politique. Cette courte dissertation est encore excellente aujourd'hui. Il la termine par une observation d'une grande portée. « Un des plus beaux problèmes de législation, dit-il, qui l'aient occupé du temps que c'était son métier, est celui-ci : Qu'est-ce que l'État doit prendre sur lui de diriger par la sagesse publique, ou, réduisant son intervention aux moindres termes, abandonner à la discrétion des individus? Autant qu'une ligne de démarcation peut être tracée, et toute règle à cet égard admet, au moins par circonstance, nombre d'exceptions, le gouvernement ne doit se réserver que les affaires de l'État et des corps qui tiennent de lui l'existence : ainsi l'établissement extérieur de la religion, la magistrature, l'armée, les finances, tout ce qui est vraiment public. Dans sa police préventive, il ne doit se montrer qu'avec réserve; s'il descend de l'État à la province, de la province à la paroisse, de la paroisse à la maison, il marche à sa perte. Aucun gouvernement n'est, sous ce rapport, resté dans la mesure, et si, par exemple, les jacobins ont prévalu contre une antique monarchie, c'est qu'ils ont usé des

armes que leur ont fournies ses fautes. Or la plus grande de ses fautes, son vice capital, était un insatiable besoin de trop gouverner. De là en partie la révolution. » Que dirait-on de mieux aujourd'hui ?

Burke concluait que si un gouvernement ne voulait sentir bientôt sa faiblesse, il devait ménager sa force, et surtout ne pas s'épuiser en vains efforts pour garantir la subsistance du peuple. Ces sages idées, il y revient dans une de ses dernières lettres adressées à Arthur Young. Il s'y montre ennemi des mesures restrictives en matière d'approvisionnement, et les hommes d'État de l'Angleterre aimeront à en conclure qu'il les eût secondés dans leur généreuse réforme des lois commerciales de leur patrie. Heureux s'il n'avait eu à donner que de tels conseils à son gouvernement! mais notre siècle en réclame de plus difficiles et de plus périlleux, et Burke s'était jeté tête baissée dans la fournaise qui consume tout. Son esprit soutenait une lutte désespérée contre la révolution française, et sa prétention était que l'Angleterre accomplît avec les armes tout ce qu'il entreprenait avec son esprit. Son exaltation était encore accrue par la pitié respectueuse qu'une âme telle que la sienne devait porter au malheur. Tous les proscrits venaient à lui. Avant de quitter Londres, il avait reçu avec reconnaissance la visite du comte d'Artois et de ses fils. Plus que jamais il se sentait animé à prêcher la croisade contre la France, et plus que jamais l'armée sainte semblait loin d'escalader les murs de Jérusalem. La conquête de la France intimidait au lieu d'exciter les puissances européennes. Le roi de Prusse s'était retiré de la coalition. La guerre, qui devait être courte, se prolongeait ou n'amenait que des mécomptes et des revers. L'Angleterre avait bien obtenu des résultats

dans le Nouveau-Monde et dans l'Inde; mais elle se sentait à regret engagée dans la lutte du continent européen ; ses liens avec l'Autriche la retenaient seuls; elle aspirait à s'en affranchir sans les rompre, et à profiter de sa situation, qui lui permettait de négocier séparément, pour ménager la paix générale. L'esprit public n'avait jamais bien ardemment soutenu la guerre; l'état des finances et du commerce en faisait souhaiter la fin. Le gouvernement du Directoire était de ceux avec lesquels on pouvait traiter; contre lui ne se soulevaient pas les sentiments passionnés que révoltait le régime de la terreur. Attentif à suivre le mouvement de l'opinion, surtout dans son propre parti, Pitt désirait la paix malgré quelques-uns de ses collègues, malgré lord Grenville lui-même. Il était disposé à d'assez grands sacrifices, et le Directoire, s'il eût été sensé, pouvait traiter à de glorieuses conditions. Après quelques ouvertures indirectes, un plénipotentiaire partit pour Paris. Les mémoires de ce diplomate, lord Malmesbury, ont été publiés, et l'on ne peut plus douter de la réalité, de l'ardeur même des dispositions pacifiques du premier ministre. On y voit, par les lettres de Canning, alors son confident intime, qu'il croyait que l'Angleterre n'était plus moralement en état de continuer les hostilités. Quoiqu'il dissimulât ce découragement, on le devinait, et les amis de Burke, pour qui la guerre était une affaire de principe, ne pouvaient contenir leur indignation : « Pitt, écrivait lord Fitzwilliam, a fait la guerre pour gagner un duc, et il courtise la paix pour conserver un gentilhomme campagnard ; il n'est ni jacobin ni royaliste. » — « L'esprit monarchique de ses amis ne brûle pas, écrivait Windham, avec une flamme bien brillante. » De ces amis-là

étaient Wilberforce et les siens, que Windham appelle, dans une de ses lettres, des comédiens de vertu, *simulars of virtue*. On disait que lord Malmesbury avait mis beaucoup de temps à se rendre à Paris: « Je le crois bien, répondit Burke; il a fait toute la route à genoux. » C'est dans ces circonstances, et quoique le parlement eût, en s'ouvrant au mois d'octobre 1796, salué d'une approbation unanime les intentions pacifiques du gouvernement, que Burke écrivait ses quatre lettres *Sur une Paix régicide*.

C'est son dernier ouvrage; il ne l'a même pas achevé. Les deux premières lettres seules furent imprimées de son vivant, et la quatrième n'est pas finie. On y retrouve tout son talent, et quelques parties égalent ce qu'il a fait de meilleur. Le titre est déclamatoire, mais l'ouvrage ne l'est pas dans son ensemble autant qu'on pourrait le craindre. Burke ne pouvait s'empêcher de reconnaître qu'un mouvement d'opinion se prononçait pour la paix. Il compare ce mouvement à celui qui arracha, en 1739, la guerre avec l'Espagne à sir Robert Walpole. Il le trouve donc factice, irréfléchi, il l'impute aux manœuvres de l'opposition; mais pour empêcher que le public et le pouvoir n'en soient dupes, il faut leur parler raison, il faut leur montrer à quelles humiliations les expose, et en pure perte, l'arrogance de la république française. Il faut rappeler que l'Angleterre n'est pas dans l'usage de sacrifier l'avenir au présent, et de préférer son bien-être à son devoir, son repos à sa grandeur. Burke s'acquitte à merveille de cette tâche; il s'arme habilement du grand exemple de Guillaume III, et, son idée fondamentale une fois admise, on ne peut nier qu'il ne défende sa cause par la politique et par l'histoire avec une supériorité digne de ses plus

beaux temps. Il y a là des pages vraiment écrites de la main d'un homme d'État, et que tout homme d'État ferait bien de lire encore.

Un tel ouvrage était dirigé contre Pitt. C'est lui qu'il attaque, lorsqu'il parle de l'affectation à déplorer la guerre, à ne pas la vouloir, même en la faisant, de la prudence qui ménage toutes les opinions, qui s'assure les moyens de revenir toujours sur ses pas. C'est à lui qu'il pense en peignant ceux « qui, froids comme la glace, n'ont jamais su allumer au fond des cœurs une étincelle du zèle nécessaire pour lutter contre un zèle opposé, qui n'ont jamais répondu aux prétendues exigences de l'opinion populaire que par des arguments flasques et languissants, faibles et évasifs, qui n'ont rien fait pour inspirer à tous cet esprit de persévérance et d'opiniâtreté qui seul peut soutenir les vicissitudes de la fortune dans une longue guerre. » Vainement à la fin de la lettre s'excuse-t-il auprès de Pitt, le loue-t-il de ce qu'il a fait, lui demande-t-il uniquement d'être fidèle à ses propres exemples, et lui promet-il, au jour du péril, d'aller mourir à ses côtés ; assurément l'altier ministre, dans le fond du cœur, ne lui pardonna jamais.

Quoique nous ayons une lettre de Burke où il se faisait excuser auprès de Canning, qui avait loué son ouvrage, de s'être exprimé sur Pitt avec un peu d'âpreté, il persista. On lui disait un jour que les négociations réussiraient peut-être, et que la révolution finirait. « La fin de la révolution ! s'écria-t-il, la révolution finir ! elle est à peine commencée. Jusqu'ici vous n'avez entendu que l'ouverture ; vous allez entendre les acteurs à présent ; mais ni vous ni moi nous ne verrons le dénoûment du drame. » La paix ne se fit pas ; lord Malmesbury quitta la France au mois de décembre, et quant

à la fin de la révolution, on sait ce qui en est advenu.

En 1797, les *Observations sur la Conduite de la minorité* parvinrent inopinément à la connaissance du public. On a dit qu'un copiste infidèle, nommé Swift, les avait livrées à l'impression sous ce titre: *Cinquante-quatre chefs d'accusation contre le très-honorable Charles-James Fox*. Ce fut, comme on pense bien, un grand scandale, et qui pèse encore sur la mémoire de Burke. Cependant il s'empressa de désavouer la publication et d'adresser une requête au chancelier pour qu'il y fût mis obstacle. Ce n'était, disait-il, qu'une lettre privée, — bien longue en vérité et bien politique. Mais cette lettre privée n'était pas destinée à être anéantie, et elle est une œuvre de haine plus calculée qu'il ne faudrait pour qu'on l'attribuât uniquement à l'entraînement de la polémique. Nous ne pouvons dire qu'une chose, c'est que Burke croyait sincèrement défendre la cause des honnêtes gens. Il nous a été imposé de voir tant d'exemples du fatal empire de certains sentiments de terreur et d'indignation sur les meilleurs cœurs et les meilleurs esprits, que nous ne parlerons qu'avec réserve de ces excès de pensée et de parole où fut entraîné un homme assurément digne des respects de son pays. L'expérience des troubles civils nous a enseigné l'indulgence, si elle ne nous l'a pas toujours obtenue. Toutefois les contemporains de Burke, habitués à un certain sang-froid, à une certaine mesure, même dans la passion, en jugèrent autrement. Ils ne purent concevoir tant de violence et de prévention, et on accueillit assez facilement un bruit répandu, soit pour l'excuser, soit pour le discréditer: on répéta que sa raison était altérée. Burke n'était que malheureux, faible et passionné. Il était en proie à cette fixité d'idées que subit une vive

imagination dans une nature qui décline, à cette misanthropie amère qui suit la douleur et la vieillesse, et malgré cent erreurs et de violents préjugés il avait assez raison pour parler encore le langage imposant et irrité d'un prophète méconnu. C'est un magnifique fou, disait-on devant Fox (*a splendid madman*). « Insensé ou inspiré, répondit Fox, le destin semble avoir décidé qu'il serait un prophète politique comme il ne s'en rencontre guère. » Mais il était arrivé au terme fatal; ses forces tombèrent tout d'un coup; il comprit le sens de ce triste avertissement. Sans espérer de guérison, il chercha du soulagement. Il se fit porter aux eaux de Bath, et n'obtint aucune amélioration. Il ne songea plus qu'à retourner à Beaconsfield, où il voulait mourir. C'était le lieu qu'il chérissait, où s'étaient écoulées ses heures les plus douces, où son frère et son fils étaient ensevelis. Son mal était une maladie du cœur, dont les progrès ne laissaient pas d'espoir. Au milieu des langueurs et des angoisses de son état, il se ranimait dès qu'il entendait un mot sur les affaires publiques, et retrouvait un peu d'ardeur et d'éloquence : cette passion mourait la dernière; sur tout le reste, il était calme. Peu de temps avant de finir, il s'occupa de quelques amis, leur envoya des marques de souvenir, disant qu'il pardonnait, demandant à être pardonné; puis il entendit la lecture de quelques pages d'Addison touchant des sujets religieux, et, pendant qu'on le portait sur son lit, il expira (9 juillet 1797). Il était âgé de soixante-huit ans.

On vient de lire qu'il pardonna. Cependant, avant le jour suprême, Fox, ayant appris de lord Fitzwilliam la gravité de son état, écrivit à Mme Burke. Celle-ci répondit par un billet que la rupture avait sans doute coûté

au cœur de son mari, mais que, quel que fût le temps qu'il lui restât à vivre, il pensait qu'il devait vivre pour les autres et non pour lui-même, que les principes qu'il s'était efforcé de maintenir étaient essentiels au bonheur et à la dignité de son pays, et ne pouvaient recevoir de force que par la persuasion générale où l'on serait de sa sincérité. Ainsi il refusait une dernière entrevue, voulant que sa mort fût un argument en faveur des opinions qui avaient passionné ses dernières années. Au parlement, Fox demanda en quelques paroles émouvantes qu'il fût enseveli avec des honneurs publics à l'abbaye de Westminster; mais, par une clause expresse de son testament, Burke avait prescrit qu'on l'enterrât à Beaconsfield, auprès de son frère et de son fils, avec la plus grande simplicité.

Il nous reste peu à dire, et les réflexions qui nous ont échappé en racontant sa vie indiquent assez quelle est notre opinion sur cet homme remarquable. Nous avons laissé voir toutes ses bonnes qualités. C'était une âme élevée, mais irritable, un cœur ouvert, sensible, mais extrême dans ses sentiments, et que l'indignation pouvait conduire jusqu'à la haine. Franc, désintéressé, capable de générosité, quoique la générosité lui coûtât, ardent pour la justice, quoique souvent injuste, il a porté dans les affaires publiques ces motifs de haute moralité qui ennoblissent les torts mêmes qu'ils ne préviennent pas, et peu d'hommes publics se sont attachés davantage à soumettre la politique aux principes universels de l'honnêteté et de l'humanité. Par là surtout, par la dignité de ses idées et la sévérité de ses discours, il a certainement contribué à élever le niveau moral du monde où il vivait, et je le regarde sous ce rapport comme un des

plus vrais réformateurs du parlement britannique.

Les hommes de ce caractère réservent toutes leurs passions pour les affaires publiques. C'est dans le sénat qu'ils ont leurs inégalités, leurs inimitiés, leurs violences. Il faut aux choses une certaine grandeur pour les émouvoir, au point de les arracher par instants à leur bonté native. Dans la vie privée, ils n'ont presque toujours que leurs qualités. L'existence intérieure de Burke fut pure et douce. Il était au-dessus de toutes ces petitesses qui agitent les âmes communes, de tous ces sordides intérêts qui les dégradent. Sincère, affectueux, tendre même, il donna et reçut le bonheur. La femme qu'il avait choisie justifia son choix ; avec beaucoup de grâce, il avait écrit pour elle son *Idée d'une femme parfaite*, et il persista dans cette idée. On a vu combien il aimait le fils dont la mort laissa dans son cœur une si large et incurable plaie. Son frère Richard, tous ses autres amis le chérissaient en l'admirant, et son commerce empruntait un grand charme d'une conversation facile, attachante, toujours aux ordres de son esprit. Souvent sérieuse, parfois enjouée, jamais frivole, elle captivait moins par des saillies piquantes que par l'abondance des idées et la variété des points de vue. Sa vivacité, sa chaleur ajoutaient au prix de son entretien, et pour le trouver irritable dans ses impressions et impérieux dans ses idées, on était trop naturellement porté devant lui à la déférence. Sa supériorité se décelait en effet à la première vue, et l'on ne s'étonnait pas qu'il parlât en maître. Entouré, écouté des siens, il n'était que bon et facile dans cette retraite des champs où il se partageait entre la vie de famille, l'agriculture et la bienfaisance.

Les Anglais, en parlant du génie de Burke, mettent

peu de limites à leur admiration. C'est l'élévation, c'est l'originalité même ; c'est l'imagination la plus riche ; c'est la raison la plus féconde. Il y a du vrai dans ces éloges, pourvu qu'on rabatte quelque peu de tant de superlatifs. « Burke a l'allure d'un géant, dit Hazlitt, qui abhorrait sa politique et sa conduite ; si la grandeur ne se trouve pas dans Burke, elle ne se trouve nulle part. » Le choix des autorités nous embarrasserait seul, si nous voulions appuyer ainsi le bien que nous sommes prêt à dire de lui. C'est assurément un esprit d'une rare puissance : il a ce caractère éminent de prodiguer la force et d'en conserver encore ; il s'élève assez pour voir au loin, s'il ne monte pas à la dernière hauteur, sur le faîte de ce *temple serein* d'où la philosophie domine la politique ; mais il sait plus de philosophie que l'homme d'État pratique, il sait plus les choses réelles que le philosophe spéculatif. Sa large intelligence embrasse ensemble une foule de faits et d'idées. Sa mémoire n'encombre pas sa raison, et ni l'une ni l'autre ne gêne ou n'éteint son imagination. C'est un ensemble heureux de facultés d'une intensité peu commune et qui ne sont jamais au-dessous de ce qu'il entreprend. Au contraire, elles semblent toujours avoir quelque chose de reste et pouvoir faire encore plus qu'elles n'accomplissent. Il est vrai qu'en rien elles n'ont fait ni tenté le plus difficile ; elles se sont consumées dans le présent, elles n'ont rien essayé d'immortel. Burke est, selon nous, plus orateur qu'homme d'État et plus écrivain qu'orateur, quoiqu'il ne fût médiocrement aucune de ces choses. Johnson disait même n'avoir dans toute sa vie connu que deux hommes qui se fussent de beaucoup élevés au-dessus du niveau commun, Chatham et Burke, et tous deux paraissaient à lord

Byron les seuls orateurs anglais qui eussent approché de la perfection. Dans l'avenir, on maintiendra Burke à cette place, car la postérité lit les orateurs et ne les entend pas. Le jugement du lecteur est celui du critique littéraire, celui que Burke moins qu'un autre doit redouter. Cependant les juges les plus compétents savent que l'éloquence politique ne doit pas plus être appréciée indépendamment du forum que la poésie dramatique indépendamment du théâtre, et ceux-là ont bien aperçu ce qui pouvait manquer au rival de Fox, de Pitt et de Sheridan. Nos voisins, qui, par un goût savant non moins que par orgueil national, prennent leurs points de comparaison dans la tribune antique, reprochent à l'éloquence de Burke de n'être pas *démosthénéenne*. Lord Brougham lui reconnaît toutes les qualités excepté deux : « la déclamation nerveuse qui emporte et qui écrase, et l'argumentation rapide et serrée. » Burke surtout ne méritait pas l'éloge qu'il donnait lui-même à Fox, d'être « devenu, par de lents progrès, le discuteur (*debater*) le plus brillant et le plus accompli que le monde ait jamais vu. »

Il y a des discours dont on peut dire qu'ils sont des actes de gouvernement. On ne peut le dire des discours de Burke. En général, il ne savait pas gouverner, et, à vrai dire, il n'y prétendait pas. Nous l'avons vu souffrir un peu, mais prendre son parti de n'avoir point touché au pouvoir. Pour qu'il n'ait pas été ministre avec la coalition, il faut bien qu'il s'y soit prêté. Il se sentait plus propre à influer sur les affaires qu'à les diriger, et sa parole même excellait à éclairer, à instruire, à émouvoir, plutôt qu'à dissiper des préjugés, à résoudre des difficultés, à détruire des objections. Il savait mieux surpasser un adversaire que le réfuter. La

force dans la discussion pratique est l'éloquence éminente de l'orateur de gouvernement. Ce talent était incomparable chez Fox, et c'est là le talent utile; l'homme d'État le prise au-dessus de tout autre : ce n'est pas celui que devait le plus apprécier Burke, et ce n'était pas le sien. Il parlait pour satisfaire son cœur et sa raison, plus possédé par sa pensée que par son rôle, plus préoccupé de son sujet que de son auditoire. Il visait au vrai et au beau plus qu'au triomphe du vrai et du beau. Il écoutait trop son talent, et ne songeait à s'emparer des assemblées que par l'admiration. Quoiqu'il portât sur les affaires humaines une vue perçante, il les jugeait plutôt avec la sagacité de l'historien et du publiciste qu'avec le coup d'œil pratique qui sert à les conduire. Il décrivait le mal, indiquait parfois le remède : il n'aurait pas su l'appliquer. De même ses discours laissent apercevoir un certain défaut d'habileté. Le métier d'orateur n'est supérieur à celui d'écrivain que parce qu'à plusieurs des meilleures qualités de l'écrivain, il faut ajouter quelque chose de l'habileté qui gouverne les hommes, et tout cela encore, il faut le mettre en valeur et l'animer par le don inné de la présence d'esprit. Cependant, si les discours de Burke ne satisfont pas à toutes ces conditions, s'ils satisfont à d'autres peut-être plus brillantes, la forme en est restée plus belle, et précisément parce qu'ils ont pu dans leur temps paraître plus propres à remporter le succès du talent que celui de la cause, ils y gagnent de pouvoir être lus mieux que les discours de Fox et des deux Pitt. Non pas que je veuille dire que ce soient des discours écrits, et qu'il manque d'improvisation ; mais on y remarque surtout l'improvisation d'un artiste, et par l'ordonnance, la composition, l'étude approfondie du

sujet, l'abondance des ornements, la richesse des allusions et des souvenirs, ils ont un caractère de haute littérature. Lord Erskine disait qu'il avait un grand défaut pour un orateur politique, celui d'être épisodique. Certains discours de Cicéron ne mériteraient-ils pas quelque reproche de ce genre? C'est en effet à la manière de Cicéron qu'on peut comparer celle de Burke. Il a même pour nous un avantage, c'est une plus grande solidité. Jamais il n'est vide ou énervé. S'il est déclamateur, c'est en ce sens qu'il tend sans cesse à l'effet, c'est qu'il manque de simplicité, et qu'à force de grandir les choses il les exagère quelquefois. Son esprit, sans être rigoureusement philosophique, se plaît à généraliser et à prendre les faits et les questions par le côté qui prête le plus à la réflexion et au talent. Il faut donc un peu d'effort pour le suivre, et son élocution ne repose pas de sa manière de penser. Il abuse des mouvements et des figures, et chez lui le goût ne tempère pas toujours l'imagination. Son action oratoire répondait mal à son éloquence. Il avait la vue très-basse, un maintien gauche, un débit lourd, un mauvais accent. Aucun talent n'aurait plus que le sien réclamé l'art et les manières du déclamateur habile. Il fallait s'habituer à lui pour l'admirer.

Les remarques que suggèrent ses discours s'appliquent à ses écrits, mais elles cessent d'être au même degré des critiques. Nous serions assez de l'avis de Gerard Hamilton, qui disait de lui : « Dans la chambre des communes, je le regarde quelquefois seulement comme le second homme de l'Angleterre; hors de la chambre, il est le premier. » Un demi-siècle d'épreuve n'a point cassé ce jugement. Ses écrits, qui, à l'exception des essais de sa jeunesse, sont des ouvrages de circonstance, inté-

ressent et instruisent encore la postérité. Ils frappent par la pensée et charment par le talent. Il est vrai que, tandis qu'un air de composition littéraire se laisse apercevoir dans ses discours, ses ouvrages à leur tour tiennent de la harangue. Ils ont un peu la prolixité et tout à fait le mouvement de l'improvisation. Les images du style ne sont pas de celles que la réflexion combine, mais de celles qui se trouvent du premier coup. Il ne faisait rien négligemment, mais son travail devait être facile et ne refroidissait ni sa verve ni son émotion, car Burke, même judicieux et sage, n'est jamais calme. Il porte dans ses écrits les plus vrais, les plus lumineux, ce que les anciens appelaient la passion oratoire. C'est qu'il compose les yeux fixés sur la place publique. Aussi sa manière a-t-elle gagné le grand nombre. Il a influé sur la littérature de son pays en y faisant pénétrer le style irlandais, ce style dont les caractères sont la fantaisie et le pathétique (*fancy and pathos*), et qui a modifié dans ces derniers temps l'élégance un peu froide de l'ancienne prose anglaise. Les critiques l'appellent le plus poétique des prosateurs, en observant que sa prose ne se change jamais en poésie. On ajoute qu'il sentait peu l'harmonie des vers; mais il est un des écrivains qui possèdent le plus cette qualité que M. Villemain définit admirablement en l'appelant l'imagination dans le style. Son défaut est celui qu'il portait en tout, le défaut de mesure. Le grandiose lui plaît, il ira jusqu'au gigantesque; les contrastes le séduisent, il n'évitera pas les dissonances; il a raison presque toujours, il forcera la vérité et passera le but. Lorsqu'il suffit de convaincre, il voudra encore émouvoir, et comme il mêle tous les genres, le ton de la composition et celui de la conversation, il pourra pous-

ser l'élévation jusqu'à la solennité, et le laisser-aller jusqu'à la grossièreté. Il pourra avoir tous les défauts excepté la froideur et la sécheresse, toutes les qualités excepté la précision sévère et l'élégante simplicité. Son ami Reynolds devait lui trouver quelque chose du dessin de Michel-Ange et du coloris de Rubens.

Enfin les Anglais agitent d'ordinaire deux questions au sujet de Burke : a-t-il été consistant? a-t-il été un prophète politique? Nous devons, en finissant, dire un mot de toutes deux, quoique la première, nous l'avouons, ne nous intéresse qu'autant qu'elle peut servir à éclairer la seconde.

On n'ignore pas combien l'inconsistance est en Angleterre un reproche redouté des hommes publics. « Si grand est l'effet, dit sir James Mackintosh en parlant de Burke, d'un seul acte inconsistant avec le cours entier d'une longue et sage vie publique, que le plus grand philosophe de la politique pratique[1] que le monde ait vu jamais passe auprès du superficiel vulgaire pour un enthousiaste à cerveau brûlé. » C'est en effet au vulgaire qu'il convient surtout de juger de la probité ou de la fermeté politique d'un homme par l'accord de ses actes avec ses principes, et de ses opinions présentes avec ses opinions passées. La constance dans les sentiments de toute la vie, la fidélité à soi-même, sont les signes les plus apparents du genre d'esprit et de caractère que les affaires publiques réclament. Celui qui se

[1] Il y a dans le texte *in practice*, mais il s'agit évidemment de la *pratique* des affaires publiques. Du reste, cet éloge excessif étonne dans la bouche de Mackintosh, l'ancien adversaire de Burke, et dont le tour d'esprit était si différent. « Quel homme ce serait, disait Sydney Smith de Mackintosh, s'il avait la moindre connaissance de la valeur de la routine ! »

dément lui-même, fût-ce par de justes motifs, perd au moins son autorité, et quiconque se convertit fera bien de s'abstenir du prosélytisme. Après une longue erreur sur les principes, il peut être beau de la reconnaître, mais il faut renoncer à gouverner les hommes. Le libéral qui s'amende et devient absolutiste doit se repentir et se taire : la retraite sied à la pénitence. Il ne faut jamais que la nouveauté d'une conviction paraisse intéressée, et que les gens qui se convertissent ressemblent à des gens qui se retournent. Mais est-ce le cas d'une inconsistance reprochable, de celle qui indique la versatilité d'esprit ou l'incertitude des principes, lorsque en temps différents on tient et l'on conseille des conduites différentes? A des maux qui changent ne faut-il pas changer les remèdes? Pour avoir maintenu la paix, ne doit-on jamais faire la guerre, et faut-il conduire les temps de troubles de la même manière que les temps calmes? Non, sans doute, mais une situation étant donnée, s'il y a deux façons de la juger, tant qu'elle se prolonge, même en subissant des changements sensibles, ce n'est guère à ceux qui ont soutenu l'un des systèmes de pratiquer l'autre. Lord North ne pouvait être le ministre qui reconnût l'indépendance de l'Amérique, quoique cette reconnaissance lui parût inévitable, et Pitt, qui avait pu négocier encore pour la paix en 1796, a été loué, bien qu'il la jugeât nécessaire en 1801, de ne l'avoir pas signée de son nom. Ce sont là de ces convenances qui importent tout au moins à la dignité du caractère.

Toutefois, quand il s'agit de deux événements différents séparés par des années, accomplis dans des pays divers, bien que ces événements soient comparables et qu'ils aient des points communs, la raison ni même la

logique n'obligent de les apprécier absolument de la même manière. Ils peuvent différer par leurs causes, leur gravité, leur opportunité, leurs conséquences, leurs chances de succès. Et pour citer tout de suite les révolutions, il y en a de légitimes, il y en a qui ne le sont pas; il y en a de nécessaires, il y en a qui ne le sont pas. Les unes sont faciles, les autres impraticables; celles-ci réussissent sans crimes, celles-là poursuivent par une voie sanglante un succès contesté. Fussent-elles toutes inspirées par une noble pensée, eussent-elles toutes un noble but, le plus noble de tous, la liberté, aucun esprit ferme et sensé ne voudrait s'enchaîner indistinctement à toutes, et se consacrer sans choix à leur défense. La révolution française est venue à la suite de la révolution d'Amérique. Moins que personne, nous voudrions rompre le lien qui les unit, et pourrions méconnaître combien les principes promulgués par l'une ont contribué à susciter et à caractériser l'autre; mais enfin motifs, circonstances, difficultés, événements, durée, tout diffère assez entre l'une et l'autre pour que l'esprit ne soit pas tenu de porter sur toutes deux un jugement identique. N'y eût-il que ce point, la révolution américaine a réussi.

Parce que Burke a finalement approuvé la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, on ne saurait donc lui reprocher d'avoir vu avec inquiétude la tentative à la fois plus grande et plus vague que la vieille France a faite à la fin du XVIIIe siècle. Il n'y a point là de véritable inconsistance. Cependant, comme par les principes généraux les deux causes se ressemblaient, comme la révolution de 1688 elle-même offrait avec les deux événements quelques analogies d'idées et de résultats, comme les whigs de 1780 se portaient les

continuateurs de l'œuvre de 1688, comme ils étaient éminemment les défenseurs de la liberté, il était plus naturel qu'ils applaudissent au mouvement de 1789. On a pu trouver l'adhésion de Fox imprudente dans sa vivacité, mais elle n'a étonné personne, et jamais on ne l'a signalée comme une inconséquence dans sa vie politique. Ainsi qu'on l'a dit avec finesse, si le roi George III a été consistant, il faut bien que Burke ne l'ait pas été. Ceux en effet qui admirent le plus complétement les dernières années de sa vie sont d'ordinaire obligés de chercher aux premières des excuses ou des explications, s'ils ne les condamnent point formellement. Peu trouvent que Burke ait eu raison tout à la fois contre George III, contre lord North, contre Hastings, contre Pitt, contre Fox et contre nous. Il faut donc reconnaître quelques disparates dans cette noble vie. Si son ardeur naturelle ne l'eût emporté, lui-même il aurait pu les rendre moins saillantes par une gradation mieux ménagée. Dans son opposition à la révolution française, il se serait mieux souvenu de son passé; il se serait plus sévèrement demandé s'il n'avait pas soutenu des doctrines, approuvé des actes, conseillé des mesures qui pouvaient préparer, justifier, atténuer au moins ce qu'il condamnait aujourd'hui. Moins absolu dans sa réprobation, il aurait été plus juste; moins violent dans ses haines, il aurait été plus clairvoyant. Il n'aurait pas tout confondu dans un vaste anathème où lui-même pouvait par avance se trouver compris. Il aurait pris des choses une plus juste mesure, et son opposition n'en aurait été que plus éclairée; mais alors il n'aurait pas été Burke; il aurait cessé d'avoir cette imagination passionnée, ce talent hyperbolique. Plus habile à modérer les mou-

vements de son esprit, plus attentif à maintenir l'accord de toutes ses opinions, il aurait été moins fidèle à lui-même, il aurait démenti son caractère. C'eût été une autre inconsistance.

Mais on n'en a pas moins eu raison de chercher, dans ses discours antérieurs à 1789 sur les rois et les cours, sur les monarchies de l'Europe, sur l'aristocratie, sur les droits des peuples, sur la résistance, sur la révolte, des passages qui auraient dû le rendre plus modéré ou plus circonspect. Ayant ainsi pensé, il aurait dû tolérer qu'on pensât de même en d'autres circonstances, et, donnant à son jugement plus d'étendue et de profondeur, supprimer une bonne part de ce que lui dictait la partialité ou la peur, sans rien abandonner de ce que lui suggéraient la prudence et la sagacité politiques. On pouvait se défier du succès de la révolution française, sans changer du tout au tout sur les hommes et sur les choses. Celui qui en 1770 ne voyait de recours contre les fautes d'un mauvais ministère que dans l'interposition du peuple en personne aurait pu comprendre que le peuple aussi se montrât dans une lutte contre le pouvoir absolu. Quand on s'est permis certaines exagérations pour la défense de la liberté, il ne faut pas trop se scandaliser de celles qui échappent aux gens qui en essaient la conquête. Burke a répondu d'une manière ingénieuse : « Le danger d'une chose bien chère écarte de l'âme pour le moment toute autre affection. Quand Priam a toutes ses pensées absorbées par la vue du corps de son Hector, il repousse avec indignation et chasse loin de lui avec mille reproches tous ses autres fils, qui viennent en foule, dans leur officieuse piété, l'entourer de leurs soins. Un bon critique (il n'y en pas de

meilleur que M. Fox) dirait que c'est là un de ces coups de maître qui attestent dans le père de la poésie une intelligence profonde de la nature ; il mépriserait un Zoïle qui conclurait de ce passage qu'Homère a voulu représenter ce vieillard, dans sa douleur, comme plein de haine ou même d'indifférence et de froideur pour les tristes restes de sa maison, et qu'il préférait à ses enfants vivants un cadavre inanimé. » Mais Priam est un père au désespoir, et ne siége pas, en ce moment-là, parmi les vieillards, délibérant en roi sur le destin d'Ilion.

Il existe une raison meilleure pour expliquer les variations de Burke, et montrer, sans les absoudre entièrement, qu'elles sont moins extraordinaires que ne l'ont trouvé ses contemporains. Il ne se peut pas qu'une inconsistance désintéressée soit un effet sans cause, et dont le principe logique n'existe pas dans l'esprit auquel on la reproche. En ce sens, il n'y a point de pure inconséquence, et nous n'avons pas négligé de faire entrevoir comment Burke avait pu, sans trop de contradiction, être amené à des opinions toutes nouvelles dans sa vie. Le public juge assez grossièrement les hommes d'après la cause qu'ils soutiennent, et non d'après les raisons qui les déterminent. Le caractère du libéralisme de Burke a déjà été indiqué. On ne saurait trop le redire, toute société bien réglée, toute société qui ne languit pas sous une oppression accidentelle est gouvernée par deux principes : la tradition et la raison ; la tradition, qui n'est pas toujours contraire à la raison, la raison, qui n'est pas toujours conforme à la tradition. En Angleterre, l'un et l'autre principe se partagent l'empire, et quand par aventure entre l'un et l'autre survient un conflit, il est le plus souvent

terminé par une transaction dans laquelle la raison gagne quelque chose sans que la tradition perde tout. Les révolutions de l'Angleterre ne sont que des réformes. L'histoire et la réflexion lui servent ensemble de guides. Tout Anglais concilie dans son esprit, en proportions diverses, mais concilie cependant le fait et l'idée; c'est l'heureuse destinée que la Providence a faite à cet heureux pays. Bien rarement un esprit sain s'y porte à l'une de ces extrémités qui sacrifient absolument la pensée à la routine ou l'expérience au raisonnement; mais la plupart des esprits penchent vers l'une ou l'autre, quoique tous s'efforcent de tenir la balance égale. Burke avait toujours prétendu, non-seulement tempérer l'une par l'autre, mais unir, mais confondre la raison et la tradition. Il employait toute la puissance de ses facultés à créer en chaque chose la théorie de la pratique, à trouver aux faits une philosophie conforme. On citerait vingt passages très-explicites, très-réfléchis, où il parle avec aversion de l'invasion des idées abstraites dans la politique, où il fait gloire de n'être point un professeur de métaphysique. « J'éprouve, dit-il en appuyant la réforme de l'administration de l'Inde, j'éprouve une insurmontable répugnance à prêter les mains à la destruction d'une institution de gouvernement établie, en vertu d'une théorie quelque plausible qu'elle puisse être. »

La France a été réduite à faire ce qu'il redoutait, ce qu'il fuyait avec effroi; c'est le caractère philosophique de notre révolution surtout qui provoqua ses craintes et ses scrupules, et, dans une nature telle que la sienne, les craintes et les scrupules se tournaient bientôt en épouvante et en indignation. L'abstraction est un guide mal sûr dans l'action, une base peu

solide pour les institutions; elle ne saurait donner ni appui, ni barrière, ni frein à l'esprit ou à la conscience des peuples; c'est à la lumière de ces idées que Burke jugea la révolution française, et que de bonne heure il en désespéra. On pourrait dire que l'état révolutionnaire pur est celui où les abstractions règnent seules avec les passions. La France était destinée à réaliser trop souvent l'état révolutionnaire pur, ou peu s'en faut. Burke le vit, et il en sut peindre admirablement les conséquences générales. C'est là sa pensée juste, sa grande pensée, le trait de sagacité politique qu'on appellera, si l'on veut, un trait de génie. Là est tout le prophète. Le développement large, éloquent, de cette idée est ce qui a fait dire ce que nous nous souvenons d'avoir lu : « Burke est le Bossuet de la politique. »

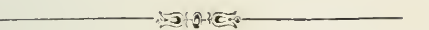
Mais, s'il ne se trompe pas sur ce point, sur combien d'autres il s'est trompé ! Une grande erreur d'abord, et cette erreur conduisait à l'injustice, c'est d'avoir semblé croire que cette condition fatale où se trouvait la France fût de son choix; que fortuitement, spontanément et comme par fantaisie, elle en fût venue là. On dirait qu'il a oublié le passé, et qu'il s'en prend de toute l'histoire de France à la génération de 89. Il ne sait plus rien de ce qu'il a lui-même dit. C'est lui pourtant qui écrivait en 1772, en parlant de la victoire de Louis XV sur les parlements : « Les faibles restes de liberté publique que conservaient ces illustres corps ne sont plus. En un mot, si nous considérons la mode d'entretenir de grandes armées permanentes, qui prévaut de plus en plus chaque jour, il paraîtra évident qu'il ne faudra pas moins qu'une convulsion qui ébranle le globe sur son centre pour rétablir jamais les nations de l'Europe dans cette liberté qui jadis les

distinguait si éminemment. Le monde occidental en a été le siége jusqu'à ce qu'un autre monde plus occidental encore ait été découvert, et cet autre en sera probablement l'asile, lorsqu'elle aura été chassée de toute autre partie de l'univers. Il est heureux que, pour le pire des temps, il reste encore un refuge à l'humanité. » Il y a loin de ces pensées aux déclamations contre les gardes françaises au 14 juillet.

Si ces pensées ne se fussent pas tout à coup effacées de son esprit, il aurait mieux jugé les événements, les jugeant dans leurs causes ; il aurait été plus juste pour les hommes, voyant leur conduite dans leurs motifs ; il ne serait pas tombé dans cette erreur grossière de faire de la révolution le mal absolu, afin de prêter à la contre-révolution tout le bien dont il avait besoin pour qu'elle vainquît en tout la première. Il n'aurait pas, historien sans passé, général sans armée, inventé un parti pour sa cause, supposé des antécédents selon ses idées, des traditions selon ses vœux, et multiplié les conseils et les promesses mensongères au gré des illusions qu'il fallait à sa raison pour justifier sa colère. Les prédictions de détail que l'événement a pu confirmer sont en petit nombre dans ses écrits. Il commença presque par juger la révolution comme une folie de la faiblesse. Elle avait annulé la France, elle l'avait rayée de la carte. « Je vois, dit-il, un abîme à la place de la France. » Il comprit bientôt la réponse de Mirabeau : « Cet abîme est un volcan. » Alors il vit avec plus de grandeur les conséquences de ce qu'il aurait voulu dédaigner sans le moins haïr. Cependant il ne devina pas quelles ressources la guerre trouverait dans la France soulevée, et, bien qu'il eût raison de désapprouver les plans des alliés,

il eut tort de ne pas voir qu'aucun plan militaire n'était capable de réaliser alors l'oppression de la France par les armes, et qu'il lui fallait le despotisme pour être conquise. Ses invectives contre tous les hommes à qui la révolution a fait un nom, sa haine pour toutes les opinions modérées, sa colère à la moindre apparence de transaction, quoiqu'il prétende repousser la restauration du despotisme, l'admiration et la confiance aveugle qu'il porte à tout ennemi, à toute victime des jacobins, son intolérance outrageante envers quiconque se sépare de lui, même par une nuance, tous ces travers, toutes ces violences, toutes ces faiblesses sont indignes de l'élévation de son intelligence et quelquefois de la noblesse de son cœur. Des torts de l'esprit de parti, aucun ne lui fut inconnu. Il ouvrit son âme à toutes les passions, à toutes les chimères qui ne vont qu'aux proscrits, jusque-là que, dans ces hallucinations de la haine et de la peur, il crut voir la forte et saine Angleterre dévorée par tous les poisons de la révolte et de l'impiété. Nous qui vivons dans les révolutions, redoublons de pitié pour l'esprit humain, même dans sa grandeur.

FOX



Les ennemis de la liberté lui reprochent, entre autres griefs, de faire trop d'honneur à notre nature et de supposer chez les hommes une perfection chimérique. On ne saurait, en effet, disculper la liberté du tort de convenir d'autant plus aux hommes qu'ils sont meilleurs, et d'exiger quelques vertus particulières des peuples qui la veulent obtenir ou conserver. Il est bien vrai qu'elle les élève jusqu'à elle, ou qu'elle périt en tombant à leur niveau. Mais ni le raisonnement ni l'histoire n'autorisent à soutenir qu'elle ait pour condition d'existence une supériorité idéale de moralité et de raison chez les nations qu'elle honore de sa présence, et que pour s'établir et prospérer, elle commence par réclamer l'extinction totale des vices et des passions de l'humanité. On ne le soutient que pour avoir le droit de la déclarer impossible. On ne lui donne pour base l'hypothèse d'une société imaginaire

qu'afin de la mettre en l'air comme la cité d'Aristophane. On lui fait une renommée de justice absolue dans l'espoir de l'atteindre par l'ostracisme qui proscrivit Aristide.

Que les peuples libres dans l'antiquité et dans les âges modernes aient eu besoin d'abaisser un peu leurs regards pour contempler les autres nations, nous le voudrions en vain contester ; mais rassurons les amis de l'infirmité humaine : il est en tout temps resté à ces peuples privilégiés un suffisant contingent de faiblesses et de violences, et leur histoire ne les montre que trop exempts de cette perfection philosophique ou chrétienne qu'on leur impose pour décourager leurs imitateurs. Sous quelques lois que les hommes se rangent, le mal garde sa place, et une grande place dans les sociétés qui se gouvernent elles-mêmes. Là, ni l'intérêt, ni l'ambition, ni la haine, ni la colère ne sont choses proscrites. Il est même certaines passions, les plus viriles à la vérité, qui y fleurissent comme sur leur sol naturel. D'autres enfin, qui ne sont pas celles des forts, n'y demeurent point pour cela inconnues. La dissipation, le luxe, la licence des mœurs, sans être encouragées par les institutions libérales, peuvent coexister avec elles et se déployer à leur ombre. La liberté ne commande ni le rigorisme, ni l'humilité, ni l'abnégation. Elle laisse un champ ouvert à ces désirs turbulents que ne contente pas une vie calme et modeste. Elle les tolère, et parfois même elle les accepte, elle les emploie, elle les intéresse à sa cause. Elle s'empare de l'énergie des âmes et lui donne un but nouveau. Ce qui gagne avec elle, ce ne sont pas les mœurs, mais quelquefois, il faut bien l'avouer, ce sont les caractères.

Dans nos esquisses de la société politique anglaise, nous n'avons pas caché notre estime et notre sympathie, mais sans jeter un voile sur les passions qui animaient la scène historique. Le XVIIIe siècle particulièrement a été en Angleterre signalé par des mœurs qui rappellent Rome plutôt que Sparte. Les injustices des partis, les excès de l'ambition, du ressentiment, de la cupidité, de la vengeance, une hardiesse qui va jusqu'à l'impudence dans l'âpreté de l'intérêt personnel masqué sous l'intérêt public, voilà ce que nous avons montré ou laissé voir sans restriction ni complaisance au temps de Bolingbroke, de Walpole, de Chatham, et en louant beaucoup, en admirant plus encore, nous n'avons rien ménagé. Il y a faiblesse et danger à parer les choses humaines. On s'expose à fonder les principes sur des illusions, et à jeter tôt ou tard les esprits désabusés dans le découragement et le scepticisme. Ce n'est qu'en montrant les choses telles qu'elles sont qu'on inspire un désir raisonnable et persévérant de les améliorer. C'est dans l'histoire vraie qu'apparaît la possibilité du bien, et l'empire réel qu'il exerce là où il existe. Si malgré des corruptions célèbres, si à travers tant d'abus et de fautes, la liberté s'est maintenue et développée en Angleterre, tandis que le gouvernement gagnait en puissance et la nation en prospérité, ce tableau n'était-il pas la meilleure apologie de la réalité des choses humaines? Mieux qu'aucune utopie, mieux que l'arbitraire conception d'une société supposée, il enseigne à ne jamais désespérer du vrai ni du juste; il ne sépare pas le fait du droit ni le but des obstacles, et les réflexions qu'il suggère préviennent un découragement, railleur chez ceux qui voient exclusivement le mal, plaintif chez ceux qui n'ont rêvé que le bien.

En tout, la constance dans les convictions et les sentiments n'est donnée qu'à ceux qui, acceptant la vérité tout entière, aperçoivent l'esprit des choses à travers les choses, comme le soleil derrière le nuage et Dieu derrière le monde.

Les Anglais ne nous accuseront pas de malveillance, si nous leur disons que, de la mort de Guillaume III au règne de George III, leur gouvernement, sans avoir été un moment en décadence, et qui s'est relevé de tous ses revers, a cependant offert le spectacle de toutes les misères morales que les passions peuvent mêler aux plus nobles œuvres de la politique. Tout ce que l'intrigue, l'égoïsme, l'avidité, la jalousie unissent aux efforts du généreux amour de la puissance, de la liberté et de la gloire; tout ce que, sous des institutions dont la pensée profonde est la vérité et la justice même, le préjugé, la routine, la faiblesse, l'intérêt peuvent conserver et exploiter d'abus pervers ou grossiers peut être signalé dans le drame du développement séculaire du premier des gouvernements modernes, régénéré par la plus sage des révolutions. Tout ce qu'ailleurs on a noté avec complaisance comme les impossibilités de la liberté, comme les déviations pernicieuses, comme les altérations mortelles du système représentatif, s'est produit chez nos voisins incessamment et d'une manière éclatante. Aucun des maux dont on peut imaginer que soit menacée une constitution n'a été épargné à la constitution britannique. *Et pourtant elle se meut!* Elle a résisté aux prédictions sinistres, aux doutes savants, aux déclamations dédaigneuses de l'absolutisme et de la démocratie, également superbes, ridicules également. Au rebours de la jument tant citée du Roland de l'Arioste, elle a eu toutes les raisons

de mourir, hors une seule, c'est qu'elle est pleine de vie.

Ces réflexions nous ont plus d'une fois frappé en lisant les nouveaux mémoires qui viennent d'être publiés sur Fox. L'époque où cet homme d'État a paru est de celles où la confusion semblait s'emparer de la scène, où le théâtre même menaçait en apparence de s'écrouler sur les acteurs. Lui qui a passé presque toute sa vie à dénoncer le mal et à signaler le péril, il n'a pas échappé, tant s'en faut, à la contagion des mœurs environnantes, et les fautes de sa vie privée, même de sa vie publique, ont eu grand besoin, pour être rachetées, de l'attrait du caractère le plus loyal et le plus aimable, et de l'éclat d'un esprit rare et d'un incomparable talent. Les événements auxquels il a pris part, le milieu dans lequel il a respiré, la conduite qu'il a tenue, tout se réunit pour nous apprendre à nous garder des idées exclusives, des illusions de l'engouement, du désespoir qu'engendrent les mécomptes, et à nous inspirer cette impartialité sans indifférence qui admet tous les faits, mais qui les juge, et nous permet d'assister, comme un chœur de tragédie, aux combats de la scène en chantant la justice et la vérité.

On sait ce que les Anglais entendent souvent par des mémoires; ce sont plutôt des mémoires *sur* que des mémoires *de*. Ce sont des lettres, des papiers, des notes écrites à la suite d'une conversation, des fragments d'un journal tenu par un confident ou un témoin. Tout cela est lié et complété par des extraits de récits contemporains ou des éclaircissements que prend aux sources un éditeur attentif et bienveillant. Cette fois, cet éditeur devait être lord Holland, le neveu de Fox, l'héritier de ses nobles idées et de ses qualités excel-

lentes, celui dont nous avons tous connu et goûté l'affable hospitalité et le charmant entretien; mais lord Holland, qui voulait écrire une vie de Fox, n'en a jamais trouvé le temps, grâce aux affaires, grâce à l'amour des lettres, à la goutte et à cette paresse qui accompagne presque toujours le goût et le talent de la conversation. Il n'a pu même recueillir toutes les pièces d'une collection telle que celle qui nous est livrée aujourd'hui. Après l'avoir commencée, préparée, il l'a laissée à terminer à M. Allen, son ami, connu par d'excellents articles historiques dans l'ancienne *Revue d'Édimbourg*. Enfin, par la mort et la dernière volonté de lady Holland, la tâche est échue à lord John Russell, qui, dans l'intervalle de deux ministères, nous a donné les trois volumes que nous avons sous les yeux [1]. D'après ce que nous venons de dire, il n'y faut pas chercher un ouvrage régulier, nulle composition, point d'ensemble; il y a des écrits de toutes mains, réunis par des transitions dues à trois éditeurs successifs. Chaque chose néanmoins est soigneusement rapportée à son auteur; avec un peu d'attention, on sait en lisant à qui l'on a affaire. Nous ne répondrions pas que, pour un lecteur tout à fait étranger à l'histoire politique de cette époque, l'ouvrage fût ni bien clair ni fort attrayant; mais pour peu que l'on soit au courant, ce recueil est rempli de documents précieux, de détails caractéristiques et de ces petites choses peu connues qui font pénétrer dans l'intimité des affaires. On s'y forme une idée plus nette de certaines situations et de certains actes jusqu'ici livrés à la sagacité conjecturale des his-

[1] *Memorials and Correspondence of Charles James Fox, edited by lord John Russell*, 3 vol., Lond., 1852-1854.

toriens, et les réflexions sages, fermes, lumineuses de lord John, écrites à la distance des événements par un homme d'État ami de la cause plus que des personnes, engagé dans leurs principes, non dans leurs actions, par conséquent éclairé, bienveillant et libre, préparent, si même elles ne le dictent d'avance, le jugement de la postérité. A mesure que le temps marche, il est remarquable combien se rapprochent dans l'appréciation d'un même passé les bons esprits venus des points les plus divers de l'horizon. Lord Mahon, dans les derniers volumes de son *Histoire d'Angleterre,* a dû suivre Fox dans toute la première partie de sa carrière. Lord Mahon est né dans ce parti tory, reformé sous la main puissante de Pitt, transformé, il est vrai, sous la main non moins puissante de sir Robert Peel [1]; lord John Russell est un whig de race, du même sang que ce Bedford dévoué par le courroux de Burke aux furies conservatrices; et sur les questions difficiles et délicates de l'époque qu'ils retracent et jugent ensemble, lord John Russell et lord Mahon sont tout près de s'entendre, et chacun de son point de vue arrive presque à voir de même. Chacun, forcé de conclure, prononce à peu près la même sentence.

Le père de Fox, le premier lord Holland de cette famille, était un homme d'État d'un talent incontestable, mais dont le caractère peut être sévèrement jugé. Il était fils de sir Stephen Fox, qui né dans les rangs

[1] Lord Mahon, aujourd'hui lord Stanhope, est le petit-fils du pair de ce nom, qui s'est distingué dans les sciences physiques et mathématiques, et qui prit assez vivement parti pour la révolution française, mais dont le fils, élevé dans la maison de M. Pitt, est resté jusqu'à sa mort fidèle aux principes du torisme le plus pur.

secondaires des officiers du palais, s'était élevé au rang d'un courtisan, et d'un courtisan très-riche. C'était sous les Stuarts, et il avait toutes les opinions et toutes les habitudes qui semblaient condamner sa race au plus fidèle jacobitisme. Cependant il y échappa, et les mêmes causes peut-être qui l'auraient dévoué aux Stuarts firent de son second fils Henry un fidèle serviteur de la royauté de Brunswick et de Hanovre. Celui-ci entra dans les affaires sous le patronage de sir Robert Walpole, le défendit habilement et vaillamment à la chambre des communes, et quand il eut perdu son chef, il conserva pour principe invariable d'identifier autant que possible la cour et le gouvernement, et dans les rares occasions où la nécessité et l'ambition l'obligèrent à se séparer du ministère, il mesura toujours son opposition au-dessous du degré où elle eût atteint et blessé la royauté. Après s'être uni à Pitt pour renverser le duc de Newcastle, il défendit contre lui le duc de Newcastle, qui l'avait fait secrétaire d'État; mais son talent tout de discussion n'était point suffisant pour faire vivre un cabinet engagé dans une crise européenne. Il sentit lui-même la faiblesse de la position, et il l'abandonna, laissant ainsi le champ libre à son rival, et de ce moment il disparut de la scène politique. Occupé de refaire ou de grossir sa fortune dans l'obscurité d'un emploi lucratif, il ensevelit enfin dans le repos de la chambre des lords les restes d'une réputation brillante et les ennuis d'une vieillesse prématurée.

Charles James Fox, son troisième fils, était né à Londres le 24 janvier 1749. Sa mère, lady Georgina-Caroline Fox, était la fille aînée du second duc de Richmond. Il descendait donc en ligne directe de

Charles Ier, son arrière-grand-père étant fils naturel du roi Charles II. De très-bonne heure son esprit s'alluma, et sa première séduction s'exerça sur son père. « Charles, écrivait celui-ci en 1756, est très-éveillé et très-bon raisonneur (*very argumentative*). » L'enfant s'empara peu à peu des volontés qui l'auraient dû maîtriser. A l'école de Wandsworth où il eut pour maître un Français[1], à Eton où il eut d'abord pour précepteur le père de sir Philip Francis, puis Newcome, futur archevêque d'Armagh, mais surtout dans la maison paternelle, il s'habitua à voir tout plier devant ses caprices, et son père, faisant d'une faiblesse un système, résolut de lui complaire en tout pour le former au commandement. A quatorze ans, il le conduisit à Paris, puis à Spa, où il lui fit faire connaissance avec le jeu, alors comme aujourd'hui la distraction scandaleuse des buveurs d'eaux thermales. On date de là cette passion qui fut comme le fléau de la vie de Fox.

Si son intelligence n'eût été aussi vive et aussi curieuse, si un goût naturel ne l'eût porté vers tout ce qui exerce et orne l'esprit, on sent ce qu'une pareille éducation aurait produit ; mais au milieu d'études un peu décousues, l'élève, accoutumé de trop bonne heure à la liberté de ses fantaisies, de trop bonne heure initié aux joies et aux succès du monde, ne laissa pas d'acquérir des connaissances variées, et qu'il aimait à rendre, autant que possible, exactes et complètes. En

[1] Il se nommait Pampelonne, et devait être d'une de ces familles de protestants français qui s'établirent en assez grand nombre, lors de la révocation de l'édit de Nantes, à Wandsworth, village voisin de Londres et qu'habita Voltaire.

tout temps il tint à savoir avec précision. On cite encore une pièce de vers latins où il célèbre le travail. Il apporta à l'université d'Oxford un goût vif pour la littérature grecque. La *Politique* d'Aristote le captivait ; il se plaisait à méditer avec Longin sur le sublime. Mais Homère surtout était sa lecture familière. Cependant il avait pris de très-bonne heure les habitudes du monde, et il se promenait dans Saint-James vêtu comme les petits-maîtres de son temps, talons rouges, chapeau de soie, un gros bouquet à la boutonnière. Mais j'aime mieux me le représenter tel que Reynolds l'a peint dans un remarquable tableau qu'on voit à Holland-House. Là, dans un beau jardin, habillé simplement, les cheveux sans poudre, avec l'expressive physionomie d'un jeune homme plein d'esprit et de sensibilité, il fixe ses yeux bruns sur sa cousine, lady Georgina, celle dont la beauté troubla un moment la tranquillité de George III. Ce portrait est bien celui de la jeunesse du vrai Fox, non de celui du monde, mais de celui de l'histoire. On est surpris de trouver, dans une lettre qu'il écrivait d'Oxford à quinze ans, le ton et l'aplomb d'un personnage qui passerait sa vie dans les salons de Londres, et de lire sur la même page des phrases comme celle-ci : « Mon frère Stephen aime Paris plus que jamais... Nous n'entendons pas dire qu'il joue, ce que, je pense, vous serez bien aise d'apprendre... J'aime assez Oxford ; j'ai lu beaucoup, et je suis épris des mathématiques. Je crois que j'irai à Paris au printemps. » De tels voyages et d'autres distractions interrompaient sa vie académique. Il la termina par une lecture attentive et générale de tout ce qu'avait produit de mauvais ou de bon le théâtre anglais. Ainsi, à son goût pour la poésie, développé par l'étude de l'anti-

quité, il joignit un goût nouveau, celui de la déclamation dramatique. Tout enfant, on lui avait fait jouer avec des compagnons de son âge la tragédie chez son père, et ce devint un des plaisirs de sa jeunesse. Walpole vante dans ses lettres une de ces représentations. Par là, il acquit de l'assurance à parler en public et un certain art de débit oratoire. Au collége, on l'avait de bonne heure choisi pour figurer dans les exercices auxquels assistaient des étrangers, et avant d'en avoir donné de véritables preuves, il s'était fait une réputation de future éloquence. A Eton même lord Carlisle lui adressait des vers où il lui promettait les palmes de William Pitt et de Charles Townshend. Son père charmé ne doutait pas de la prophétie, et se consolait par ces espérances des chagrins politiques de ses vieux jours. Lady Caroline, sa mère, aux mêmes espérances mêlait plus d'inquiétudes. On prétend qu'elle disait un jour à lord Holland : « J'ai vu ce matin lady Chatham; et il y a là un petit William qui n'a pas huit ans, et qui est réellement l'enfant le plus distingué que j'aie jamais vu, élevé si régulièrement et si correct dans sa conduite que, remarquez bien mes paroles, ce petit garçon sera une épine dans le côté de Charles pendant toute sa vie. »

A cette époque, Fox, de dix ans plus âgé que ce rival à venir, quittait l'université et visitait Paris pour la troisième fois, puis le reste de la France et de l'Italie, et en revenant en Angleterre il faisait à Ferney la visite obligée que tout homme d'esprit ou voulant en avoir devait au génie du siècle. Voltaire lui dit qu'il venait pour l'enterrer, se promena avec lui dans son jardin, lui offrit du chocolat et le congédia. « Voilà des livres dont il faut se munir, » avait-il ajouté en

lui montrant quelques-uns de ses écrits les moins orthodoxes. Fox parcourait encore le continent, lorsqu'en 1768 il fut élu par le bourg de Midhurst, quoiqu'il n'eût pas les vingt et un ans exigés pour siéger en parlement. Ce ne fut pourtant pas ce motif qui l'empêcha d'y entrer sur-le-champ, mais un nouveau voyage. Il partit pour la Hollande et retourna à Florence et à Rome. Enfin il fallut bien revenir à Westminster. Il rapportait de ses courses l'habitude du monde, la connaissance familière du français et de l'italien, le goût de la dissipation, la passion de la comédie et l'amour du jeu. « J'ai besoin, écrivait-il à son ami Robert Macartney, d'un exemple tel que le vôtre pour me faire vaincre ma paresse, dont lady Holland vous dira des prodiges. Vraiment, je crains qu'elle ne finisse par l'emporter sur le peu d'ambition que j'ai, et de n'être jamais rien qu'un garçon fainéant. » Heureusement, il avait pour combattre sa paresse plus d'ambition qu'il ne croyait, un esprit plein de feu, une âme hardie et le désir de bien faire tout ce qu'il entreprenait. Il n'essayait pas, ou il ne s'arrêtait que dans la perfection.

Mais plus d'une épreuve lui restait à traverser avant de trouver sa voie. On a vu qu'il avait été élevé dans une sorte de torisme de cour. Son père, mécontent des autres et de lui-même, était sorti de la carrière avec beaucoup d'ennemis et une durable impopularité. Affilié par ses alliances à la plus haute aristocratie, beau-frère du duc de Richmond, frère de lord Ilchester, il n'avait plus qu'une ambition que même alors on trouvait singulière, celle d'un titre de comte. En se plaignant des ministres, il les ménageait et soignait la cour qu'il accusait de l'oublier. Son fils avait accepté

sans trop d'examen ses opinions et ses calculs. On a conservé du temps où il était encore écolier de détestables vers français de sa façon, où il oppose la vertu méconnue de lord Bute à l'injuste popularité de Chatham, et la paix de 1763 à la gloire funeste de la guerre de Sept ans[1]. La première fois qu'on l'avait conduit au parlement, c'était pour y entendre la chambre déclarer infâme et séditieux le fameux numéro 45 du journal de Wilkes, et il s'était passionnément associé aux colères de la majorité (novembre 1763). Lorsqu'il dut y entrer pour son compte, il y trouva le cabinet du duc de Grafton aux prises avec les suites interminables de cette malencontreuse affaire, et comme personne n'éleva contre lui l'objection d'âge, il put se jeter aussitôt, avec la fougue de la jeunesse et de sa nature, dans les rangs de l'armée ministérielle et dans la mêlée du combat. La seconde fois qu'il parla ce fut pour appuyer, après son frère Stephen, l'expulsion de Wilkes. Son talent éclata dès son premier discours ; mais sa manière franche et assurée surprit un peu (avril 1769). Ses traits prononcés, la couleur foncée de son teint, de ses yeux, de ses sourcils très-

[1] Longtemps du peuple Pitt favori adoré,
Les méprisant toujours, en fut toujours aimé.
Le peuple malheureux....
Loua de ses projets le détestable auteur,
Content d'être perdu pourvu qu'il fût vainqueur,
Et chantant de leur Pitt la vertu si vantée,
De la Chine au Pérou étend sa renommée,
Tandis que de son prince véritable ami,
Bute vivait toujours vertueux et haï.
En vain il terminait par une paix heureuse
Une guerre à la fois funeste et glorieuse....
Recevez ce portrait, cher Nicole, d'une terre
Que je rougis en effet de nommer ma mère.

marqués, lui donnait un air de rudesse et de passion. Aussi l'appelait-on le jeune ours, et le temps approchait où Junius menaçait d'une leçon l'*enfant noir*, *black boy*. « Charles Fox, dit Horace Walpole, avec une supériorité infinie de talent, n'a pas été inférieur à son frère en insolence. » La majorité appela cette insolence fermeté, et il fut placé au premier rang des espérances de la patrie; aussi à la prochaine session passa-t-il des troupes volontaires dans les troupes soldées, et peu de jours après avoir provoqué, en attaquant Wilkes de nouveau, les murmures approbateurs de la chambre, il fut nommé un des lords de l'amirauté dans le ministère de lord North, qui avait succédé au duc de Grafton (24 février 1770).

L'usage n'imposait pas alors une solidarité absolue ni un accord systématique à tous les membres d'une même administration; chaque ministre tendait à s'isoler dans son département. Le roi y poussait, et North le tolérait. Fox profita de cette sorte d'indépendance pour faire de son chef diverses motions que le gouvernement n'eût pas autorisées; mais sur les questions où la politique du cabinet était en jeu, il ne se distingua des ministres que par son ardeur; son zèle fit honte à leur quiétude. Mécontent de n'être pas compté par eux suivant sa valeur et prévoyant des questions où sa dissidence éclaterait, il se démit de ses fonctions, sans toutefois se jeter dans l'opposition ni se rallier aux idées de liberté; son heure n'était pas venue.

A cette époque, et même quand il faisait partie de l'administration, la dissipation et le désordre disputaient sa jeunesse à la politique. Il avait entrepris

d'obtenir l'abrogation d'une loi sur le mariage, fort attaquée par son père sous le règne de George II.

« Lorsqu'il en demanda le rappel, dit Horace Walpole, il ne l'avait pas lue, et il passa plusieurs jours sans la lire davantage. Quelques soirées auparavant, il était allé à Brompton[1] pour deux choses : d'abord pour consulter le juge Fielding sur un point de droit pénal, puis pour emprunter 10000 livres sterling qu'il rapporta à Londres au risque d'être dévalisé. Comme le jeu et l'extravagance des jeunes gens de qualité étaient arrivés à un degré inouï, il vaut la peine d'en donner la mesure. Ils avaient un club à Almack's, dans Pallmall, où ils ne jouaient que des rouleaux de 50 livres sterling, et généralement il y avait sur la table dix mille livres en espèces; lord Holland en a payé plus de vingt mille pour ses deux fils. Les manières des joueurs ou même leurs costumes méritent qu'on les fasse connaître. Ils commencent par mettre bas leurs habits brodés ou par les retourner. Ils attachent à leurs poignets des gardes en peau pour préserver leurs manchettes, et pour protéger leurs yeux contre la lumière et ne pas déranger leur coiffure; ils mettent de grands chapeaux de paille de forme haute, à larges bords, ornés de fleurs et de rubans. Enfin ils portent des masques pour cacher leurs émotions, quand ils jouent au quinze. Chacun a une petite table à côté de lui pour placer son thé, et une jatte de bois à bordure d'or moulu où il met ses rouleaux. Ce sont des juifs qui fournissent, à des prix usuraires, les voies et les moyens de cette ruineuse guerre. Fox en avait souvent une troupe qui attendait son lever dans une pièce qu'il appelait sa chambre de Jérusalem. »

[1] Village près de Londres, et qui en forme maintenant un quartier

Ses pertes étaient si grandes, que des contemporains n'ont pas douté qu'il n'existât dans les nobles tripots une bande secrète qui exploitait le loyal aveuglement de cette jeunesse. Ses dettes atteignirent bientôt des proportions extraordinaires. « Je m'étonne que vous puissiez dormir avec de tels engagements, lui disait son père. —Étonnez-vous plutôt que mes créanciers dorment, lui répondit-il. » Il fallut que pour libérer son fils, en 1774, lord Holland fît à son patrimoine une entaille de 140000 livres sterling (3500000 francs).

Dans sa nouvelle situation, Fox conserva de grands égards pour lord North, et ne déplut qu'au roi en combattant un nouveau bill sur le mariage des princes. George III lui en garda rancune, et cependant un nouvel arrangement ministériel eut lieu à la fin de 1772, uniquement pour faire à Fox une place à la trésorerie. Il s'y distingua par un talent qui chaque jour jetait plus d'éclat, mais qui ne connaissait ni tempérament, ni mesure; il semblait défier l'impopularité. La presse opposante n'avait pas de plus rude ennemi. Il voulut, quand l'imprimeur Woodfall fut traduit devant la chambre pour l'affaire de Horne Tooke, se montrer plus sévère que lord North, que les courtisans eux-mêmes, et il contraignit le ministère à le suivre. Un des plus curieux documents insérés dans les nouveaux *Mémoires*, c'est la suite des lettres confidentielles du roi à lord North; on y voit que le zèle impérieux de Fox indisposa jusqu'à ce prince. « Je suis irrité, écrivait-il, de la présomption qu'a eue Charles Fox de vous forcer à voter hier soir avec lui; mais je vous approuve d'avoir fait voter vos amis avec la majorité. Vraiment, ce jeune homme a si complétement rejeté tout principe

d'honneur et de modestie commune, qu'il doit devenir aussi méprisable qu'il est odieux. J'espère que vous lui ferez connaître que vous n'êtes pas insensible à sa conduite envers vous. » Le bruit se répandit en effet que Fox allait être destitué. « On n'en fera rien, disait-il; mais que lord North s'y décide, je lui écrirai pour l'en féliciter, et lui dire que s'il avait eu toujours la même énergie, je n'aurais pas été obligé hier de me distinguer de lui. » Il tint à peu près le même langage à la chambre quelques jours après, et tança si fortement l'indécision et la faiblesse du chef du cabinet, que celui-ci le remercia de ses services, et le roi écrivit à son ministre : « Je n'attribue pas la conduite de Fox à sa conscience, mais à son aversion pour toute contrainte. » (24 février 1773.)

Mais le moment approchait où Saül devait être illuminé du feu céleste sur la route de Jérusalem à Damas. L'esprit de famille, l'éducation, l'entourage, l'irréflexion, les distractions du monde, l'empire d'une situation prise et l'emportement de la lutte avaient trop longtemps retenu le jeune et grand orateur dans les liens d'une politique indigne de la générosité de son âme et de l'élévation de son esprit. C'est une chose triste, mais trop prouvée, que l'influence parfois irrésistible de nos circonstances personnelles sur la direction de nos idées et de nos sentiments. On s'est plaint souvent des hasards de la naissance. Il est étrange qu'ils dominent jusqu'à notre raison et disposent pour nous de la vérité. Elle est rare, l'indépendance d'un esprit qui brise ces chaînes, et qui, sans y être poussé par les événements, opère de lui-même sa propre conversion. C'est trop souvent notre destinée qui nous maintient ou nous ramène dans la voie du juste et du

vrai. Tout le monde ne sait pas entendre la voix intérieure du génie qui parlait à Socrate.

A l'instant où Fox voyait se rompre ses liens avec la cour et le pouvoir, l'Angleterre était dans une situation souvent décrite et qui ne pouvait manquer de frapper des yeux enfin dessillés. Depuis la paix de 1763, le torisme de cour, très-distinct de ce torisme de gouvernement qui n'est que l'esprit de conservation politique, avait pris une certaine influence dans la direction des affaires. L'opinion publique s'obstinait à personnifier cette influence dans lord Bute qui en avait été quelques jours l'instrument, mais qui depuis sa retraite n'était rien en passant pour être tout. C'était faire injure à George III que de lui croire un favori nécessaire pour le pousser dans les voies d'un absolutisme relatif. Il avait par lui-même toute la vanité, toute la petitesse, tout l'entêtement qu'il fallait pour cela. Bien différent de ses deux prédécesseurs, qui ont si utilement servi l'Angleterre par leur sagesse et leur médiocrité, malheureusement secondé par les divisions insensées de cette phalange de l'ancien parti whig, qui, trop sûre de posséder le gouvernement, se passait toutes les fantaisies de l'orgueil individuel et toutes les intrigues de l'ambition désœuvrée, le roi ne cessa jamais d'attacher un soi-disant honneur à faire dominer ses idées propres sur celles des partis, à dégrader les hommes politiques en subordonnant leurs opinions à leurs intérêts, et en ne leur faisant espérer le pouvoir qu'au prix de la complaisance. Jamais sans doute il ne réussit complétement, et toujours l'énergie des nobles institutions du pays résista plus ou moins à ses efforts. Cependant l'histoire parlementaire des vingt-cinq premières années de son règne est remplie d'incidents

qui ne s'expliquent ni ne se justifient par les conditions ordinaires du système représentatif et qui accusent l'influence corruptrice de la royauté personnelle. Ce parti des *amis du roi*, dont Burke a signalé avec tant de sagacité et de verve la formation et les desseins, tendait à s'élever sur les ruines de ces grands partis qui représentaient de vraies pensées politiques, et à qui appartenait la révolution de 1688, puisqu'elle était leur ouvrage et leur cause. Qui sait à quel point la constitution aurait pu enfin être dénaturée par cette détestable influence, si deux événements n'étaient survenus vers la fin du siècle, qui ont servi à maintenir dans leur intégrité les principes du gouvernement constitutionnel? L'un est la démence du prince, l'autre est la révolution française. La première diminua et finit par détruire l'empire de la personnalité royale. Avant même que cet effet fût produit, la seconde, ralliant des partis ou des fractions de partis effrayés en une forte association de défense et de guerre, dont la royauté n'était plus qu'un élément, substitua au torisme de cour un torisme conservateur, qui put avoir ses excès et ses violences, mais qui fut le drapeau d'un vrai parti politique, existant par lui-même, en vertu de ses convictions et de ses passions, digne de gouverner, s'il était sage, capable de gouverner, s'il était fort.

Mais c'étaient là autant de choses cachées dans le secret de l'avenir à l'époque où Fox commença à regarder d'un œil plus libre la situation de son pays. Une autre question s'était peu à peu emparée des esprits, la question américaine. Elle était posée depuis neuf ans; mais c'est en 1774, on peut le dire, que la rupture entre la métropole et ses colonies devint par le fait

irréparable. C'est dans cette année même que Franklin comparut devant le conseil privé pour y voir attaquer sa personne avec une violence imprudente par le solliciteur général, et déclarer fausse et scandaleuse la pétition qu'il avait été chargé de présenter au nom de l'assemblée du Massachusetts. Le parlement, après avoir établi, puis aboli le droit de timbre aux colonies, l'avait remplacé par d'autres taxes, dont il maintenait une seule, celle sur le thé, comme pour conserver à dessein une cause de discorde. Boston répondait par la résistance ouverte, et pour punir la ville, on fermait son port, tandis qu'on révisait, pour l'altérer, la charte coloniale. C'était un prélude de guerre. Le roi s'indignait que son autorité fût méconnue au delà des mers. Par un point d'honneur qu'approuva longtemps la nation anglaise, il était résolu à ne souffrir jamais que les établissements transatlantiques fussent soustraits à la puissance métropolitaine, encore moins, détachés de l'empire britannique. Lord North partageait alors, quoique avec plus de lumières et de modération, les idées de son maître. Fils du comte de Guilford, dont la famille était toute imbue des principes des anciens torys, il en avait conservé l'héritage, et se vantait de n'avoir jamais voté en parlement pour une mesure populaire. C'était un homme qui ne manquait ni de jugement, ni de sangfroid, ni de persévérance : il savait les affaires et en parlait avec esprit; mais les grandes vues, la haute prévoyance, l'indépendance du caractère et de la conduite faisaient tristement défaut. Jusque-là, toutes les mesures irritantes prises contre l'Amérique l'avaient eu pour auteur ou pour défenseur. Il ne songeait pas encore à se départir d'un système de résistance à outrance, et quoique bien près d'aperce-

voir les dangers de la voie où il marchait, il était destiné à la suivre jusqu'au bout sans conviction ni colère, mais par respect pour ses propres antécédents, par crainte de paraître faible, et surtout par cette complaisance envers le prince que tant de gens prennent pour du dévouement.

Les élections de 1774 n'avaient fait que fortifier la majorité ministérielle; mais Fox, élu à Malmesbury après un échec à Poole, entrait dans le nouveau parlement avec une liberté entière quant à la question d'Amérique. Par un hasard heureux, il ne s'était jamais sur ce point solennellement expliqué. La même année, il perdit son père, qui mourut sans avoir jamais réussi à obtenir la couronne de comte ni à réparer les brèches de sa fortune. Son fils aîné Stephen le suivit de près, laissant la pairie à un enfant en bas-âge qui fut l'excellent lord Holland. Lady Caroline n'avait survécu que d'un mois à son mari. Tous ces malheurs domestiques rompaient les liens que Fox portait sans s'en douter, et désormais ne pouvant compter que sur ses propres forces, n'ayant plus à ménager certains intérêts par ses opinions, à régler sa conduite sur aucun exemple, il devint peu à peu lui-même, et le seul Fox enfin que connaisse aujourd'hui la postérité.

Dès le commencement de la session de 1775, il proposa un amendement à l'adresse, et le développa dans un discours de longue haleine. Il avait jusque-là montré le talent plutôt de débattre des incidents que d'exposer tout un ensemble de vues politiques. Il fit, au dire des contemporains, une plus grande figure ce jour-là qu'il n'avait encore fait, et le rejet de son amendement fut considéré par les esprits prévoyants comme le vote de la guerre civile. Rien ne serait rebu-

tant comme de le suivre dans les phases innombrables de la discussion des affaires d'Amérique. Elle dura huit ans encore, et de bons juges ont pensé que c'était la plus belle époque de son talent. C'est du moins celle où ce talent fut le moins contesté, et où la politique qui l'inspira rencontrerait aujourd'hui le moins de censeurs. Cette admirable question de la liberté américaine avait un effet doublement heureux. D'abord elle le plaçait, dès qu'il eut pris parti, dans une indépendance absolue envers la cour; puis en provoquant, en ramenant sans cesse le débat sur ces principes tutélaires de la dignité des nations, la taxation consentie, la résistance à l'oppression, les prérogatives historiques de la race anglo-saxonne, les droits philosophiques de l'humanité, elle conduisait peu à peu, elle enchaînait leur éloquent défenseur à cette sainte cause de la liberté dont son nom est à jamais inséparable. « Il faut, écrivait-il à lord Rockingham, exprimer ouvertement et noblement les craintes trop fondées que tout homme doit concevoir du pouvoir de la couronne, dans le cas où Sa Majesté serait en état de réduire par la force des armes le continent américain. Sur toutes choses, mon cher lord, j'espère que ce sera un point d'honneur parmi nous que de soutenir les prétentions de l'Amérique dans l'adversité comme nous l'avons fait dans sa prospérité, et que nous ne déserterons jamais des hommes qui se sont conduits par les principes whigs sans réussir, tant que nous continuerons de professer notre admiration pour ceux qui ont réussi par les mêmes principes en 1688. »

L'opposition se composait alors des whigs purs dont le marquis de Rockingham était le chef avec le duc de Richmond, et que guidait Burke à la chambre des

communes avec plus d'éclat que de sagesse ; de lord Chatham et de quelques amis que sa mort isola bientôt, et dont lord Shelburne était le plus habile et lord Camden le plus respecté ; enfin de quelques membres détachés, exempts par leur âge d'une solidarité absolue avec aucune fraction des anciens partis, et dont Fox était le modèle et le héros. C'est dans ce temps qu'il se lia de plus en plus avec Burke, qui admirait son talent et croyait conduire son esprit. Il l'avait connu dès sa plus tendre jeunesse. Malgré des dissentiments antérieurs, un attrait puissant unissait ces intelligences d'élite. Burke était le nœud entre Rockingham et Fox, et s'efforçait de les diriger l'un et l'autre. Burke, *égal à tout, impropre à tout*[1], n'était pas le plus sûr des guides ; mais aucun n'était plus propre à exciter, à féconder pour ainsi dire un esprit plein de verve et de ressources, et à donner au talent, sinon sa direction la plus utile, du moins son essor le plus élevé. Jamais Fox n'oublia ce qu'il avait dû à cette noble amitié, réservée à de si tragiques retours. Alors il en jouissait avec orgueil, et ne prévoyait pas qu'étroitement unis pour la cause d'un peuple insurgé, une cause à quelques égards analogue les séparerait un jour, en poussant chacun d'eux sous un drapeau contraire à celui qu'ils avaient séparément suivi dans leurs premières divisions.

Pendant tout le temps que l'événement de la guerre d'Amérique demeura incertain, on voit chacun persister dans la conduite que lui dictait son caractère.

Le roi, obstiné, immobile, sourd aux conseils même

[1] D'après ce vers :

« Though equal to all things, to all things unfit. »

de l'expérience et du malheur, n'a jamais qu'une politique, soumettre les rebelles et tenir pour ennemis quiconque parle de leur promettre l'indépendance. Fidèle à ses ministres, ne leur demandant que de ne pas l'abandonner, il ne se refuse pas à des négociations avec l'opposition, pourvu que l'opposition prenne ses idées et s'identifie avec le cabinet. Il hait tout ce qui résiste et tout ce qui brille, mais Chatham moins que Rockingham, Rockingham moins que Fox. Ses lettres sont l'expression la plus naïve et la plus forte des préjugés de sa condition et des travers de sa nature. Il ne peut concevoir le faible de lord North pour l'opposition. Plutôt que d'accepter les services de *ce perfide* (lord Chatham), plutôt que d'être mis aux fers par *ces hommes désespérés,* il aime mieux perdre sa couronne et « voir introduire dans cette île une forme quelconque de gouvernement. » Comment son ministre peut-il se plaindre de manquer d'*autorité?* Cette parole le choque, ne l'a-t-il pas constamment soutenu? Il n'entend admettre à son service que ceux qui déclareront explicitement la volonté de poursuivre la guerre dans toutes les parties du monde. Il faut qu'ils signent l'engagement de conserver l'intégrité de l'empire. « Si j'avais, dit-il, le pouvoir de l'éloquence ou la plume d'un Addison, je ne pourrais vous dire que ceci : c'est que, si vous êtes courageusement résolu à rester, je saurai maintenir la constitution dans son ancien lustre. » L'opposition s'est tant égarée, que ceux de ses membres qui entreront en place doivent donner l'assurance qu'ils n'entendent pas s'embarrasser de tout ce qu'ils ont soutenu. Pour M. Fox, un office lucratif, mais hors du ministère; *comme il n'a jamais eu aucun principe,* son intérêt le guidera. Enfin quand lord North

demandait trop instamment son congé (et il finit par le prendre), George III ne parlait que de s'en retourner en Hanovre, et même il paraît certain qu'il fit ses préparatifs de retraite; entre autres, il ordonna de changer ses livrées [1].

Lord North, en faisant tête à l'orage avec un calme qui ressemblait à une conviction inébranlable, était bourrelé d'inquiétudes et de doutes. De bonne heure, il s'était défié de cette politique de compression, dont il consentait à rester le principal instrument. De là cette mollesse que le gouvernement portait dans un système de vigueur. Clairvoyant et modéré, North voulait s'arrêter, il avertissait le roi, il retenait son parti; il parlait de modifier le cabinet, de prendre sa retraite. En 1778, il en annonça la résolution, disant que depuis trois ans il désapprouvait les mesures du gouvernement. C'était un étrange aveu. Le roi s'écriait qu'on voulait l'abandonner, qu'il résisterait seul, qu'il partirait. Lord North restait par déférence, par faiblesse, par une fausse prudence. Pour ne pas trahir ses collègues et ses amis, il trahissait l'intérêt public. Essayait-il de modérer les actes et le langage, lord George Germaine était là. Il avait le département des colonies. Sa main était rude, sa parole hautaine, homme prédestiné à traîner partout le malheur avec lui. Dans la chambre, son attitude toujours offensive provoquait les fureurs éloquentes de Fox et de Burke. Vingt fois l'accusation fut suspendue sur sa tête, et il faillit voir terminer par un procès sa carrière publique, comme un procès terrible avait mis fin à sa carrière militaire. Il fallait que

[1] C'est le roi George IV qui l'a raconté à lord Holland *avec plus de gaîté que de respect filial.* (*Mem. of Fox*, t. Ier, p. 287.)

lord North vînt à son secours, que pour calmer l'irritation produite il en prît quelque chose à son compte et se montrât plus vif que ses propres intentions. Ainsi il se compromettait chaque jour davantage, tout en se refroidissant chaque jour sur les opinions et les mesures qui le menaient à sa perte. C'était une conduite inexcusable et cependant digne de pitié. Un autre aurait fui de désespoir; mais il était d'une humeur sereine, et sa gaité naturelle l'aidait à soutenir avec philosophie une situation insupportable.

Sans cesse avertie par la tribune, sans cesse découragée ou éclairée par des revers, l'opinion publique, d'abord si vive contre les Américains, allait se détachant de la politique ministérielle. Les intérêts commerciaux en souffrance désarmaient le patriotisme et tempéraient l'orgueil de la nation. Le parlement, piqué au jeu, enchaîné par ses votes, suivit bientôt le roi par laisser-aller ou les ministres par intérêt; mais il sentit par degré baisser son énergie et faiblir sa conviction. On voit par une lettre de Fox que dès 1777 il regardait comme évident que l'opinion de la chambre était maintenant de son côté, et il ne pouvait s'empêcher d'espérer que l'opinion finirait par influer sur le vote. Ce qui, dans une affaire où la persistance sans la conviction se conçoit malaisément, contribuait à perpétuer l'entraînement de la majorité, c'est qu'une publicité incomplète et un système vicieux d'élection allégeaient pour les membres des communes le fardeau de la responsabilité. On laissait celle-ci peser tout entière sur les ministres, et plus la question était grave et difficile, plus on hésitait à la résoudre autrement que le gouvernement, alors que la voix publique ne se faisait pas clairement entendre.

L'opposition, amenée par les faits à épouser chaque jour plus résolûment la cause de l'indépendance américaine, était cependant agitée par la crainte de paraître indifférente au péril ou à l'honneur du pays, et, sans cesse sollicitée à des négociations secrètes, elle se divisait comme toujours en esprits qui se refusent à tout, en esprits qui se prètent à tout. Elle avait plus d'un but : le premier était de limiter l'influence royale, et pour cela diverses réformes devaient supprimer quelques abus nuisibles à l'indépendance ou à la pureté du parlement. Quant aux affaires d'Amérique, elles l'embarrassaient. Devait-elle, s'il lui était donné satisfaction sur d'autres griefs, si les portes du pouvoir s'entr'ouvraient pour elle, tout sacrifier à une question épineuse sur laquelle le roi semblait intraitable? Il y aurait une chronique parlementaire très-intéressante à écrire sur les essais de transaction sans cesse abandonnés et repris. Chacun des hommes du temps y paraîtrait avec son caractère et le tour de son humeur et de son esprit. Parmi eux, Fox, toujours franc, décidé, véhément dans la chambre, n'était pas dans la diplomatie extra-parlementaire le plus inabordable. Il avait une grande et juste idée de la difficulté des affaires et du danger de la situation, nulle haine contre les personnes, et une bienveillance générale qui comptait sur la réciprocité. Longtemps libre de tout engagement, il prêtait l'oreille aux propositions de rapprochement; mais bientôt, comme du côté du roi on ne voulait qu'avoir les hommes sans les mesures, il négociait avec une franchise qui mettait en lumière l'impossibilité de s'entendre, et tout était rompu presque aussitôt que commencé. Par moments, il renonçait à tout désir de pouvoir. Il écrivait à son

ami le colonel Fitzpatrick, qui servait en Amérique[1] (3 février 1778) : « Pour ce qui me regarde, je puis dire seulement qu'on me flatte que je continue à gagner plutôt qu'à perdre comme orateur, et je suis si convaincu que c'est tout ce que je gagnerai jamais (si je n'aime mieux devenir le plus vil des hommes), que je ne pense jamais à un autre objet d'ambition. Ambitieux, je le suis certainement par nature ; mais j'ai réellement ou je crois avoir tout à fait dominé cette passion. J'ai encore autant de vanité que jamais, passion plus heureuse de beaucoup ; car je crois pouvoir acquérir une grande réputation et la garder, et je ne pourrai jamais acquérir une grande situation, ou, si je l'acquiers, la garder, sans faire des sacrifices que je ne ferai jamais. » Il parlait ainsi lorsqu'il croyait le roi invincible et la complaisance des chambres inépuisable. Plus souvent, à la pensée du danger public, excité par ses craintes mêmes pour son pays, il mettait son honneur à le sauver et pressait Rockingham et Richmond de ne pas se refuser aux occasions de ramener le parti whig au gouvernement. Il ne fallait qu'un pied dans le pouvoir pour arrêter l'État sur le penchant de sa ruine ; il suffisait pour maîtriser le roi de pénétrer dans son conseil. Cependant, à mesure que le temps avançait, il prenait de nouveaux enga-

[1] Richard Fitzpatrick, frère de lord Ossory, était oncle de la belle-sœur de Fox et son intime ami. Il le suivit dans sa carrière politique, quoique beau-frère de lord Shelburne. C'était un homme aimable et distingué, connu en France par ses relations avec M. de Lafayette. Tous deux s'étaient liés en Amérique, quoique combattant sous des drapeaux différents. C'est lui qui fit à la chambre des communes deux motions en faveur des prisonniers d'Olmütz.

gements avec la popularité, et renonçait de plus en plus à cette indépendance qui tente et isole quelquefois les hommes supérieurs, et à laquelle Chatham avait tant sacrifié. L'arrière-neveu de Charles Ier devenait le représentant du parti parlementaire contre le parti royal.

Mais tandis qu'il se disciplinait dans sa vie publique, il continuait de desservir sa cause et son avenir par sa façon de vivre; il aliénait sa liberté à ses passions. Quoiqu'il eût, dit-on, un revenu de 4,000 liv. sterl., il était loin de pouvoir suffire avec sa fortune à ses profusions. On dit qu'il avait une fois jusqu'à trente chevaux engagés sur le *turf*. Dans un voyage qu'il avait fait à Paris en 1776, il s'était livré si follement à ses goûts, que cette vie déréglée, jointe à la franche hardiesse de sa conversation, effarouchait les esprits les moins sévères. Mme du Deffand, qui, tout en détestant l'ennui et l'uniformité, prenait l'originalité et la force en mauvaise part, écrivait à Walpole à propos de Fox :

« Il a beaucoup d'esprit, j'en conviens; mais c'est un genre d'esprit dénué de toute espèce de bon sens... Il n'a pas un mauvais cœur, mais il n'a nulle espèce de principes, et il regarde avec pitié tous ceux qui en ont. Je ne comprends pas quels sont ses projets pour l'avenir; il ne s'embarrasse pas du lendemain. La plus extrême pauvreté, l'impossibilité de payer ses dettes, tout cela ne lui fait rien. Le Fitzpatrick paraîtrait plus raisonnable, mais le Fox assure qu'il est encore plus indifférent que lui sur ces deux articles; cette étrange sécurité les élève, à ce qu'ils croient, au-dessus de tous les hommes. Ces deux personnages doivent être bien dangereux pour toute la jeunesse. Ils ont beaucoup joué ici, surtout le

Fitzpatrick. Il a perdu beaucoup... Il me semble qu'il (Fox) est toujours dans une sorte d'ivresse. Il joint à beaucoup d'esprit de la bonté, de la vérité ; mais cela n'empêche pas qu'il ne soit détestable. Je lui aurai paru une plate moraliste, et lui il m'a paru un sublime extravagant. »

Malheureusement pour lui, plus d'un trait de cette sévère peinture portait juste.

« M. Fox est la première figure en tout lieu, dit Horace Walpole dans une de ses lettres, le héros du parlement, de la table de jeu, de Newmarket. La semaine dernière, il a passé vingt-quatre heures sans interruption dans ces trois endroits ou sur la route de l'un à l'autre. »

C'est après de telles citations qu'il est bien nécessaire de rapporter ce que disait de lui un de ses adversaires politiques les plus décidés et les plus éclairés, Gibbon : « Jamais peut-être aucun être humain ne fut plus parfaitement pur de toute tache de malveillance, de vanité ou de fausseté. » C'est alors qu'il importe de rappeler que dans un temps où les plus nombreux, les plus éclatants exemples semblaient autoriser les hommes politiques à songer à leur fortune, il n'y pensa jamais, et s'abstint constamment de ces précautions tolérées contre la pauvreté, qu'à l'aide des abus de son temps on pouvait prendre sans compromettre sa réputation. Ce joueur forcené était le plus désintéressé des hommes.

C'est qu'il n'était plus le même quand la politique l'élevait à lui, heureux s'il eût compris que la réputa-

tion privée est une force et un devoir de la politique. Cependant tout se réunissait pour l'avertir. En devenant homme populaire, il aurait dû songer aux défiances du peuple. Aux élections générales de 1780, il fut candidat pour Westminster, et reçut de ses nouveaux commettants comme une empreinte démocratique. En même temps pénétraient dans la chambre des communes des hommes nouveaux dont la présence pouvait lui créer de nouveaux soins, Fitzpatrick et Townshend, dont l'amitié n'était qu'un appui, Sheridan, dont la sagesse ne pouvait faire ombrage à la sienne, mais aussi ce jeune Pitt, objet à vingt et un ans de tant de mystérieuses espérances. A peine eut-il paru dans la chambre qu'il débuta dans l'opposition avec beaucoup d'effet (26 février 1781). Lord North dit en l'écoutant que c'était le meilleur premier discours qu'il eût entendu. Calme et passionné, ambitieux et sévère, le fils du grand Chatham parut dès le premier jour le rival prédestiné de Fox. Celui-ci, incapable de crainte et de jalousie, le félicitait de son début, lorsqu'un vieux membre, le général Grant, lui dit : « Eh ! Monsieur Fox, vous louez le jeune Pitt pour son discours, et vous faites bien, car, excepté vous, il n'y a pas dans la chambre un homme qui pût en faire un pareil, et tout vieux que je suis, je m'attends à vous voir tous deux combattre entre ces quatre murs, comme j'ai vu faire vos pères avant vous. » Le compliment assez maussade embarrassait un peu celui à qui on l'adressait, lorsque Pitt, avec beaucoup d'à-propos : « Je ne fais aucun doute, général, dit-il, que vous n'aimassiez à vivre aussi longtemps que Mathusalem. » Dès ce temps, on mettait en parallèle pour le talent les deux futurs rivaux. Gibbon comparait l'éloquence de

Pitt à un joli petit yacht bien peint. « Mais malheur à lui, disait-il, s'il vient à se heurter contre le gros vaisseau noir à charbon de Charles Fox ! »

Cependant l'heure fatale du ministère allait sonner. A la nouvelle de la prise d'Yorktown, lord George Germaine offrit sa démission, que le roi n'accepta qu'en lui donnant la pairie; mais les motions hostiles se succédèrent, les minorités grandirent, et quand le général Conway proposa une adresse pour demander la paix avec l'Amérique, il succomba devant une majorité d'une seule voix. Il se réduisit alors à une déclaration portant qu'il était désormais impossible de réduire les colonies par la force, et 234 membres contre 215 votèrent avec lui. Dans la séance du 20 mars 1782, lord North annonça la démission des ministres. La chambre s'ajourna immédiatement. C'était un jour de vent et de neige; le temps était affreux, et les honorables membres restèrent longtemps à se morfondre dans les salles d'attente avant de pouvoir sortir. Lord North seul avait son carrosse, et en y montant avec quelques amis : « Bonsoir, Messieurs, leur dit-il; vous voyez l'avantage d'être dans le secret. »

Le roi ne partit point pour le Hanovre, mais il ne voulut traiter d'un nouveau cabinet qu'avec lord Shelburne, quoiqu'il consentît à donner le titre de premier au marquis de Rockingham, chef de la portion la plus nombreuse et la mieux liée de l'opposition. Lord Shelburne, qui pouvait n'avoir point cherché la distinction dont il fut l'objet, la dut aux calculs et aux ressentiments de la vanité royale; mais elle le plaça dès le début dans une situation particulière, et lui attira la défiance du public et du parlement, sans l'empêcher de devenir le collègue de Fox comme secrétaire d'État.

Le duc de Richmond fut grand-maître de l'artillerie, lord John Cavendish chancelier de l'échiquier, lord Camden président du conseil. Burke, nommé payeur général, n'entra pas dans le cabinet, et, chose étrange, il n'y semblait pas prétendre. Mais les yeux cherchaient dans la nouvelle administration le jeune Pitt, dont la place y semblait marquée. Lui-même il s'était donné l'exclusion en disant d'avance en plein parlement que, quels que fussent les nouveaux arrangements, il n'y participerait pas, résolu qu'il était à n'accepter jamais une position subordonnée : confession naïve et menaçante d'une hautaine ambition.

Il tint parole, et demeura dans une neutralité indépendante, ne combattant pas le nouveau cabinet, mais ne l'aidant pas davantage, dédaignant les questions qui n'intéressaient que l'existence ou l'amour-propre des ministres, et poursuivant ses propositions de réforme parlementaire que ceux-ci ne pouvaient accepter. C'était une question restée ouverte, mais que la majorité se souciait peu d'aborder. Fox votait pour les propositions réformatrices de Pitt, en s'inquiétant de son attitude. Il avait de lui une haute opinion ; mais il craignait que le désir *d'être le premier* ne l'aveuglât au point de se laisser persuader de rétablir l'ancien système de gouvernement. Il soupçonnait lord Shelburne de tendre à ce but, et d'éloigner Pitt du système actuel en lui faisant craindre de n'y figurer jamais qu'en seconde ligne. Une désunion intime faisait donc la grande faiblesse du ministère. Lord Rockingham manquait d'autorité dans sa personne ; Richmond, Shelburne, Camden s'effaçaient dans la chambre des lords; Fox était tout dans celle des communes, mais il marchait seul et ne se concertait pas assez avec ses col-

lègues. C'était cependant un excellent ministre. Il se montrait attentif, exact, laborieux. Les affaires faisaient trêve à de vains plaisirs; le pouvoir régularisait sa vie. Il était de ces hommes pour qui les devoirs positifs ont besoin de l'attrait d'un grand but. L'empire sur lui-même ne lui venait que lorsqu'un peu de gloire recommandait la vertu.

« M. Fox, dit Horace Walpole, brille déjà avec autant de grandeur dans le pouvoir qu'il a fait dans l'opposition, quoique la tâche soit infiniment plus difficile. Il est maintenant aussi infatigable qu'il était paresseux. Il a une parfaite égalité de caractère (*a perfect temper*); non-seulement il est de bonne humeur, mais de bonne nature, et c'est la principale qualité d'un premier ministre dans un pays libre. Il a plus de sens commun que personne avec des talents surprenants, que ni l'ostentation ni l'affectation ne déparent. Lord North avait l'esprit et la bonne humeur, mais ni le bon caractère, ni le sentiment, ni l'activité, ni les manières d'un homme bien élevé. Lord Chatham était un éblouissant météore; il a fait au loin la guerre avec succès, mais il est tombé à rien dans la paix. Peut-être suis-je partial pour Charles Fox, parce qu'il ressemble à mon père pour le bon sens. »

Le ministère entreprit quelques réformes; mais c'était là sa tâche la plus aisée : sa grande affaire était la paix.

« Pour nous, écrivait Fox à Fitzpatrick avant d'être ministre, qui espérions jouer quelque rôle sur la scène du monde, et qui avions du moins notre part individuelle de la grandeur du pays, il est un peu dur d'être obligés de rabattre nos espérances et nos vœux à nous montrer capables de

guérir d'une façon quelconque les plaies que d'autres ont faites, et de mettre ce pays, qui était le premier de l'Europe, sur le pied d'être une des nations du monde... Pour qui eut jamais de l'ambition, bon Dieu! qu'est-ce que cela? En vérité, il est intolérable de penser qu'il ait été au pouvoir d'un *blockhead* (une tête de bois) de faire autant de mal. »

Ce *blockhead* n'aidait guère, comme on le conçoit, à réparer ses fautes. Les difficultés des négociations lui paraissaient la juste punition des négociateurs, et il n'était pas fâché que la paix humiliât ceux qui l'avaient voulue. En même temps qu'il se prêtait peu aux concessions nécessaires, il s'attachait peu aux compensations possibles. Fox voulait d'une part une déclaration franche et de bonne grâce de l'indépendance de l'Amérique, et de l'autre un système d'alliances européennes qui tempérât la prépondérance française. Il s'en ouvrit au vieux roi de Prusse, et vit avec sagacité que ce rapprochement devait être la base de la politique anglaise. Il prit très au sérieux ses fonctions de secrétaire d'État, et dans ce qu'on nous livre de sa correspondance, il montre un esprit étendu et vigilant qui regarde au loin et songe à l'avenir; mais en travaillant au traité qui devait pacifier les deux mondes, il rencontra la discorde dans le cabinet, ou tout au moins une difficulté intérieure qui devait en abréger la durée, et par ses effets exercer une longue influence sur les destinées de l'Angleterre et de l'Europe.

Les nouveaux *Mémoires* nous font entrevoir la façon dont se conduisent les affaires en Angleterre. Le cabinet, qui n'est en droit qu'un comité du conseil privé, délibère régulièrement. On tient note de ses décisions rendues sous la forme d'une injonction au ministre

compétent. Celui-ci rend compte au roi, s'il y a lieu, et généralement par lettre. George III répondait par écrit. Les choses se passent encore à peu près de même. On imprime des ordres du jour et des pièces pour préparer les délibérations du cabinet, et telle est la discrétion anglaise que jamais ces documents ne s'échappent jusque dans les mains du public. Le temps seul permet d'en divulguer quelques-uns, et nous avons sous les yeux plusieurs des courts procès-verbaux du conseil et une partie de la correspondance du roi et de son ministre. On peut donc maintenant connaître avec la dernière exactitude ce qui s'est passé.

Pendant longtemps, deux secrétaires d'État avaient eu chacun par moitié la direction de la diplomatie britannique, l'un au nord, l'autre au midi. Au département du midi étaient réunies l'Irlande, les colonies et la correspondance avec l'ouest de l'Europe. Les relations avec le reste du monde formaient le département du nord. La guerre avait motivé la création d'un troisième secrétaire d'État chargé des affaires d'Amérique ou des colonies. Appelé pour faire la paix, le ministère supprima cette place, et établit la division qui a subsisté jusque dans ces derniers temps[1]. Un des secrétaires d'État, Fox, fut chargé des affaires étrangères; l'autre, lord Shelburne, eut le département de l'intérieur, duquel dépendaient l'Irlande et les colonies. Par suite de cette dernière attribution, il ne pouvait être tout à

[1] L'étendue et l'importance des possessions outre-mer de l'Angleterre a fait rétablir, il y a déjà assez longtemps, le secrétaire d'État des colonies. Pendant la guerre actuelle, on vient de créer une place de secrétaire d'État de la guerre. Il n'y avait jusqu'alors qu'un secrétaire de la guerre, qui n'était pas de droit membre du cabinet. Il y a donc maintenant quatre secrétaires d'État.

fait en dehors des mesures diplomatiques, puisque des colonies étaient parties belligérantes. L'indépendance de l'Amérique intéressait officiellement le ministre qui correspondait avec l'Amérique. Une certaine communauté d'action et par suite un parfait accord était donc nécessaire entre les deux secrétaires d'État. Or, cet accord n'existait pas. Le caractère de lord Shelburne avait peu d'analogie avec la franchise, l'abandon, la supériorité confiante de son collègue. La commune renommée refusait au premier la sincérité. La presse, depuis Junius, l'avait surnommé *le Jésuite*. C'était un homme défiant; mais aucun fait ne prouve que la réserve allât chez lui jusqu'à la duplicité. Seulement, dans le cabinet, ses origines le distinguaient de ses collègues. Il avait toujours fait partie de cette coterie que lord Chatham tenait à conserver libre de toute connexion avec les partis. La confiance relative que le roi lui témoignait le compromettait encore. C'était une ressource particulière dont il a pu se servir dans l'occasion, mais dont on ne voit pas qu'il ait usé contre ses collègues. N'importe, il était suspect, et rien dans ses manières n'était propre à lui rendre la confiance que sa position lui faisait perdre. Fox écrivait à Fitzpatrick : « Shelburne est chaque jour de plus en plus lui-même. Il est ridiculement jaloux de mes empiètements sur son département, et il a grande envie d'empiéter sur le mien... il affecte le ministre[1] de plus en plus chaque jour, et il est, je crois, parfaitement assuré que le roi a l'intention de lui en donner le titre.

[1] *Le ministre*, dit emphatiquement en anglais, signifie le premier ministre. Quand un cabinet se forme, on demande : Qui sera *le ministre?*

Pourvu que nous puissions tenir assez longtemps pour donner un bon coup à l'influence de la couronne, il est, je pense, fort indifférent que nous nous en allions un peu plus vite. »

Avec de tels sentiments, il était difficile que la coopération diplomatique des deux secrétaires d'État fût parfaitement cordiale. Les négociations avaient commencé à Paris d'une manière non officielle par l'entremise d'un trafiquant écossais, Richard Oswald, qui était en relation avec Franklin. Il connaissait lord Shelburne, et il lui avait écrit spontanément pour lui rendre compte de ses conversations avec l'illustre représentant de l'Amérique insurgée. Le cabinet accueillit cette ouverture, et par ses ordres cette négociation se continua, non pas à l'insu de Fox, mais un peu en dehors de sa direction. Un agent officiel, Thomas Grenville[1], avait été bientôt envoyé par lui pour traiter régulièrement. Franklin, dont la philanthropie s'alliait au patriotisme le plus intéressé, et la bonhomie à la plus adroite diplomatie, avait tiré parti de cette double négociation. L'inexpérience politique d'Oswald lui convenait, et il espérait beaucoup de la rivalité des deux agents et de leurs patrons respectifs. Il croyait, et les historiens ont supposé jusqu'ici, le ministère encore bien plus divisé qu'il ne l'était. Il soupçonnait les deux secrétaires d'État d'agir chacun pour son compte, sans se concerter ni informer leurs collègues. On voit par une lettre de M. de Lafayette[2] que le comte de Vergennes, Franklin et lui croyaient à un double jeu, et

[1] C'est celui qui a donné au *British Museum* la bibliothèque qui porte son nom.

[2] *Mémoires,* t. II, p. 30.

regardaient le cabinet de Londres comme livré à toutes les rivalités de l'intrigue. Il n'y avait rien au fond qu'une affaire mal engagée. Tout en souffrait; Grenville se plaignait d'être contrarié ou trompé par le correspondant de lord Shelburne, tout fier d'avoir la confidence de Franklin. Cet agent avait eu la simplicité de se charger de transmettre la demande d'une cession du Canada aux États-Unis. Fox en prenait ombrage, et sa défiance allait au-devant des soupçons de Grenville. L'attentif examen de toute cette affaire a prouvé que les griefs contre Shelburne, au sujet de la mission diplomatique d'Oswald, étaient sans fondement[1]. Mais, justes ou non, la défiance et l'irritation étaient naturelles, et leurs effets inévitables.

Sur ces entrefaites, le marquis de Rockingham, qui était entré au pouvoir avec une santé profondément altérée, mourut (1er juillet 1782). Sa succession, en s'ouvrant, achevait de décomposer le ministère. Fox n'aspirait pas à la première place, mais il pouvait prétendre à la donner. Le duc de Richmond était, à quelques égards, en mesure de l'obtenir; mais, exclu par son radicalisme en matière de réforme parlementaire, il s'attendait du moins à des offres que Fox ne lui fit pas. Ce dernier proposa pour la trésorerie le lord-lieutenant d'Irlande, le duc de Portland, qui avait le rang, la considération, mais qui pour l'expérience et les talents n'égalait ni Richmond, ni Shelburne. On devine comment fut reçu ce dernier, quand il annonça que le choix du roi s'était fixé sur lui, et qu'il n'avait pu refuser. Fox donna aussitôt sa démission; mais, quoique approuvé et suivi par le chancelier de l'échiquier, lord

[1] C'est l'opinion que sir George Lewis a parfaitement établie dans un excellent article de la *Revue d'Edimbourg* du mois de janvier 1854.

John Cavendish, et le payeur général Burke, il n'obtint pas l'assentiment unanime de son parti ni du public. On pensait avec raison que la difficulté de la situation exigeait le concours de tous les efforts, au prix même de quelques sacrifices, et que le seul moyen de rétablir dans leur vérité, dans leur énergie, les principes constitutionnels, c'était, au lieu d'opérer dans les partis de nouveaux fractionnements, de coaliser toutes les opinions conciliables, et d'unir tous les talents et toutes les ambitions pour la victoire commune des grands talents et des grandes ambitions.

Qu'aurait-on dit, si l'on avait pu prévoir les futures conséquences de cette rupture, si l'on s'était douté qu'elle traînât à sa suite et la décomposition de l'ancien parti whig, et la naissance d'un torisme nouveau, et la dissidence éternelle, l'éternelle inimitié de Pitt et de Fox, et peut-être, si rien n'est fatalement réglé dans ce monde, les longs déchirements de l'Europe dans une guerre dont le monde n'a pas vu l'égale?

Bien que lord Shelburne eût gardé avec lui la majorité du ministère, la retraite de Fox, de Burke, de Cavendish le laissait pour ainsi dire sans défense dans la chambre des communes. S'il était réduit à les remplacer par des hommes de seconde ligne, la tentative même de gouverner devenait impossible. Dès le premier moment de la crise, Fox rencontra Pitt dans la galerie de la chambre, et, questionné par lui avec une inquiétude qui semblait bienveillante : « Oui, lui dit-il, le cabinet est dissous, l'ancien système va renaître. Ils ont les yeux sur vous. Sans vous, ils ne peuvent rien faire ; avec vous, je ne sais.—S'ils comptent sur moi, répondit Pitt, ils pourront bien se trouver déçus.» Fox, en racontant cette conversation à ses amis, ajoutait :

« Et moi, je crois qu'ils comptent effectivement sur lui, et je crois qu'ils ne seront pas déçus. » Quelques jours après, Pitt, en acceptant le titre de chancelier de l'échiquier, devenait ministre dirigeant dans la chambre des communes, et se plaçait à vingt-trois ans à la tête du gouvernement de son pays. Au risque de scandaliser la philosophie de l'histoire, je demanderai si l'on est bien sûr que ce résultat accidentel d'une crise ministérielle n'ait pas été pour quelque chose dans les plus grands événements du siècle. Qui sait si un autre dénoûment n'eût pas suffi pour donner un autre cours aux guerres de la révolution française? Un peu moins d'orgueil ou de précipitation dans deux hommes, et le monde peut-être ne voyait ni Austerlitz ni Waterloo.

Le nouveau ministère était au fond une coalition. Il avait pour lui le roi, et les *amis du roi*, et quelques-uns des hommes les plus compromis, à la suite de lord North, dans la politique de résistance; mais les noms de Shelburne et de Pitt étaient les seuls apparents, et ils ne suffisaient pas pour donner au cabinet force et durée. Il y avait en dehors lord North et le gros de son parti, Fox et la majorité des whigs. Alors se posa, comme dit un écrivain spirituel, *le problème des trois corps*. Il fallait que deux des trois se réunîssent, ou qu'un seul ralliât les deux autres par une attraction puissante. Shelburne fit ou permit des ouvertures de chaque côté; on négocia pour lui avec lord North, on négocia pour lui avec Fox. Pitt lui-même, qui répugnait à l'alliance avec le premier, eut avec le second une entrevue. Rien ne s'opposait à un rapprochement, sauf un point: Fox ne voulait pas, et là où les choses en étaient venues, il ne pouvait accepter la primauté de Shelburne, que la loyauté de Pitt ne lui permettait pas d'abandonner; mais une re-

traite volontaire du premier ministre pouvait tout concilier. Shelburne s'y prétendait disposé. « Fox et le duc de Portland, disait-il, feront un gouvernement avec Pitt, car je ne puis entendre parler des grandes idées de Pitt de ne pas prendre part à une administration où je ne serais pas. » Mais Pitt songeait déjà peut-être au pouvoir sans partage, et les amis de lord North entouraient Fox. Il y avait toujours eu entre ces deux hommes une certaine familiarité bienveillante à travers les hostilités parlementaires. La coalition fut conclue.

J'ai déjà essayé d'apprécier cet acte décisif de la vie de Fox. Quoique le caractère de North lui inspirât une sympathie naturelle, quoiqu'on sût que ce ministre avait fini par soutenir à contre-cœur la politique de la guerre, la responsabilité en pesait sur lui ; il ne pouvait dignement entrer dans le ministère de la paix, ni former une coalition contre l'abus de la prérogative royale, après en avoir fait longtemps son point d'appui. Quoique approuvé par Cavendish, Burke, Sheridan, Fitzpatrick, Townshend, Fox compromettait son autorité morale, celle même de la tribune politique, en ne paraissant tenir aucun compte des accusations formidables qu'il avait fait gronder sur la tête de lord North. Il alléguait la maxime : *Inimicitiæ breves, amicitiæ sempiternæ.* Malheureusement il n'avait pas à pardonner des injures personnelles toujours pardonnables : il s'agissait de mettre en oubli ce qu'on avait qualifié de trahison envers le pays et la liberté. La nouvelle alliance ne pouvait être dictée que par les ressentiments et les impatiences de l'orgueil et de l'ambition, et dans un temps où l'empire de l'opinion publique était encore trop imparfaitement établi pour servir de seconde conscience aux hommes d'État.

La paix était impopulaire. Pouvait-elle ne pas l'être, conclue dans la situation humiliée où la fortune avait placé la Grande-Bretagne? Quand les préliminaires en furent communiqués au parlement, l'opposition, qui savait la difficulté presque insurmontable d'obtenir des conditions meilleures, fit rendre par la chambre des communes un vote de désapprobation, et le ministère se retira.

Le but était atteint; le roi était vaincu; mais on avait eu recours à des moyens extrêmes. L'association forcée du roi et d'un cabinet de coalition ne devait être qu'une guerre intestine. Il eût fallu toutes les ressources de l'habileté, de la prudence, de l'adresse pour faire sortir de tels antécédents un bon et durable gouvernement. « Si en voulant empêcher que le roi soit son propre ministre, disait lord North à Fox, vous entendez que le cabinet ne sera pas un gouvernement par départements, je suis d'accord avec vous. C'est un mauvais système. Il doit y avoir un homme ou un cabinet pour gouverner l'ensemble et diriger chaque mesure. Je n'avais pas introduit le gouvernement par départements, je l'ai trouvé établi, et la force et la résolution m'ont manqué pour y mettre un terme. » La nouvelle administration n'avait pas cet homme qui dût tout conduire. Le duc de Portland n'était qu'un chef éclairé, un grand seigneur digne de respect. North, fourvoyé dans un cabinet où dominait l'esprit de l'opposition qui l'avait renversé, ne pouvait figurer en première ligne. Son caractère ni son talent ne l'y portaient, et c'était à lui maintenant que George III en voulait le plus. Fox enfin, l'homme principal de la combinaison, plus suspect et plus odieux que désagréable au roi, atteint dans sa considération personnelle par les irrégularités de sa

vie, dans sa considération politique par ses dernières manœuvres parlementaires, n'avait pas cet art de ménager les hommes ou ce don de leur commander, cette universalité d'expérience, d'aptitude et d'activité nécessaire pour suffire à tous les besoins d'une administration faible de composition, entourée de puissants ennemis. Pitt avait été sur le point d'en empêcher la formation. S'il l'eût voulu, le roi, plutôt que d'accepter les fers de la coalition, lui aurait livré le pouvoir; mais Pitt n'avait pas jugé le moment encore venu, et plutôt que de rester en substitut de lord Shelburne, il aimait mieux rentrer en maître. Et cependant Fox rêvait encore leur réunion dans le cabinet. Il la regardait comme le meilleur moyen de fonder une administration permanente, seule capable de relever l'Angleterre en Europe. Il écrivait à lord Ossory : « Si l'on pouvait persuader Pitt, il pourrait rendre au pays le plus réel service que jamais homme lui ait rendu. »

On a pu voir dans le cours de ce volume quelle influence a exercée sur la vie politique de lord Chatham son alliance avec les Grenville. Cette influence devait naturellement lui survivre dans les siens; car son fils était peut-être encore plus Grenville que Pitt. J'ai vu à Chevening, dans ce séjour de la plus gracieuse hospitalité, parmi les nombreux portraits de famille des Stanhope, un portrait remarquable de lady Hester, et l'on s'explique en le voyant pourquoi l'on cherche vainement dans la figure de Pitt les traits de lord Chatham. Pitt ressemblait à sa mère; et cette ressemblance est significative. Les frères de sa mère n'étaient plus. Lord Temple n'avait point laissé d'enfants. Mais son titre avait passé à l'aîné des trois fils de George Grenville. Nous venons de voir Thomas, le second, en mission à

Paris; le troisième, William Wyndham, et qui portait ce nom en souvenir du père de sa mère, est celui qui fut ministre plus tard, sous le titre de lord Grenville. Ils étaient tous classés par leurs antécédents parmi les whigs, et les deux derniers surtout avaient des liaisons avec Fox; mais il y avait en eux une certaine tendance héréditaire à former des tiers partis, et nous en verrons plus d'une preuve. Leur père lui-même avait été un moment l'instrument de la cour [1]. De secrètes intelligences avec le chef de l'État n'étaient pas pour eux un procédé interdit par le droit des gens. C'était peut-être le seul moyen de rouvrir à Pitt les avenues du pouvoir, à moins qu'il n'y rentrât par une alliance avec ses rivaux. Ce dernier parti n'était pas de ceux qu'un Grenville prît volontiers, et l'on n'aimait de ce côté-là ni à partager l'autorité ni à pardonner les offenses. Lord Temple, à la retraite de son cousin, avait quitté les fonctionsde lor d-lieutenant d'Irlande. Selon l'usage, il demanda au roi une audience de pure étiquette. Il fut surpris d'être reçu avec des marques

1 Il est piquant de suivre chez les Grenville l'influence de l'esprit de famille et de l'esprit de parti. George Grenville avait épousé la fille de Wyndham, personnage très-monarchique, le chef des torys après Bolingbroke. Son frère, lord Temple, avait passé à l'opposition whig presque jusqu'à la faction. Le caractère de l'un et de l'autre était raide et peu traitable. Pitt est le fils de leur sœur. L'un des deux est père de lord Temple et de lord Grenville. Le premier se concerte avec la cour, et devient, dans le sens où l'entendait Burke, *un ami du roi*. Il y gagne d'être marquis et son fils duc de Buckingham. Le second est ministre avec Pitt, puis son adversaire et ministre avec Fox. Le chef actuel de cette famille, Richard Plantagenet Temple Nugent Brydges Chandos Grenville, duc de Buckingham et Chandos, a publié des Mémoires de famille sur la cour et les cabinets de George III. (Lond. 1853.)

de faveur et un langage plein d'abandon. Le prince lui fit le plus grand éloge de Pitt, et lui déclara que ses ministres n'auraient jamais sa confiance, et qu'il saisirait le premier joint pour les congédier. Lord Temple vit aussitôt où cette ouverture pouvait conduire. Il conseilla au roi de prendre patience, d'attendre que le public eût reconnu la vanité de leurs promesses de réforme, et plutôt que de les renvoyer, de les amener à donner leur démission. Dans ce dernier cas, lord Temple lui garantissait qu'il ne serait pas abandonné. Une sorte de complot fut ainsi ourdi par le roi contre son ministère. On assure que l'ancien chancelier, lord Thurlow, fut mis dans le secret, et il y aurait beaucoup d'innocence à croire que Pitt n'en sût rien. Ainsi s'engagea cette sourde guerre, que Johnson, le plus violent des torys, appelait une lutte entre le sceptre de George III et la langue de M. Fox.

Les actes du ministère ne purent de quelque temps fournir au roi l'occasion d'éclater. Les efforts de Fox pour améliorer les conditions de la paix, pour former avec la Prusse, la Hollande et même la Russie une opposition européenne à la France, purent être mal secondés par le roi, qui triomphait des disgrâces d'une paix conclue malgré lui. L'abaissement de l'Angleterre le vengeait de l'opposition ; mais il n'avait rien à dire et paraissait tranquille. La session se terminait sans rupture. Fox comptait beaucoup sur la session prochaine. L'écueil où il devait périr fut une mesure qui lui fait un véritable honneur.

Le bill de l'Inde n'était pas en effet une mesure de parti. L'opinion n'y était point préparée. Aucun intérêt de majorité, aucune exigence d'auxiliaires avides ou ambitieux, aucun engagement d'amour-propre ne

forçait, ne poussait les ministres à entreprendre cette réforme. Une pensée de bien public et de bon gouvernement la leur inspirait seule. Lord Chatham avait conçu un projet analogue à l'époque de son second ministère , lorsqu'une maladie funeste vint le réduire à l'inaction et jeter une année de ténèbres dans sa vie. « Je regarde, disait-il au duc de Grafton, la mesure relative à l'Inde comme le plus grand des objets, si j'ai quelque sentiment de ce qui est grand. » Fox en jugea de même. C'était en effet une étrange anomalie, on peut dire une monstruosité politique, qu'une compagnie de marchands, établie pour gérer quelques factoreries, eût conquis et gouvernât un empire trois fois plus grand que le pays qui l'avait instituée. A quel prix, l'histoire le sait. La justice et l'humanité avaient été outrageusement violées dans la création de l'Inde anglaise. La morale comme la politique commandait donc un changement profond dans l'état légal de son administration. Toute réforme devait avoir pour principe la réunion de l'Inde à l'empire britannique sous la puissance du gouvernement. Pour atteindre ce but, les moyens pouvaient varier, mais on conviendra que c'était avec une parfaite sécurité de conscience que des hommes tels que Fox et Burke devaient entreprendre une telle réforme.

« Ils s'efforcent, lisons-nous dans une lettre très-intime du premier, d'exciter une grande clameur contre nous, et ils réussiront, je le crains, à nous rendre très-impopulaires dans la Cité. Cependant je sais que j'ai raison, et je dois en supporter les conséquences, quoique j'aie autant qu'homme au monde l'aversion de l'impopularité. Réellement ce n'est pas en moi hypocrisie que de dire que la conscience d'avoir tou-

jours agi par principe dans les affaires publiques, et ma détermination de faire toujours de même est la grande consolation de ma vie. Je sais que je n'ai jamais plus agi par principe que dans cette occasion où je suis tant attaqué. Si je n'avais considéré que la conservation de mon pouvoir, le plus sûr était de laisser les choses comme elles étaient, ou de proposer quelque insignifiante modification, et je ne suis nullement ignorant du danger politique que je cours par cette démarche hardie; mais que je réussisse ou non, je serai toujours heureux de l'avoir tentée. »

Il attaquait une corporation puissante dans son orgueil et dans ses intérêts. Encore aujourd'hui, un ministère aurait de la peine, s'il le voulait, à se délivrer des restes de la compagnie des Indes, et l'on en recule par des mesures provisoires la réforme définitive. En 1784, la tentative de Fox n'aurait pas réclamé moins que l'initiative d'un ministère affermi, loyalement soutenu par la couronne, suivi avec enthousiasme par les deux chambres. Chatham, au faîte de sa gloire, n'aurait pas réussi sans effort. Fox commettait donc une noble imprudence. Ses amis s'inquiétaient. Un d'eux vint lui proposer de rompre avec lord North et de faire une place à Pitt, et tout à ce prix devait être apaisé. «Pourquoi ne me conseille-t-on pas, répondit-il, de voler dans les poches par la même occasion?» Tous les intérêts et tous les sentiments hostiles au ministère se groupèrent donc autour de la question de l'Inde et s'en saisirent comme d'une arme mortelle. L'intrigue et la calomnie se mirent à l'œuvre. Les objections les plus contradictoires, les imputations les plus disparates furent dirigées contre le cabinet et son plan. Une seule a surnagé, et le reproche qui dans le temps vint en

seconde ligne est encore articulé par des écrivains d'une certaine gravité. Le moyen le plus simple de régulariser le gouvernement de l'Inde, en conservant la compagnie, était de remplacer par des autorités légales l'administration arbitraire et pour ainsi dire domestique de quelques négociants de la Cité ; c'est ce qu'avait déjà fait le bill de lord North en 1773, mais il laissait la compagnie sans contrôle organisé. Un second pas était à faire, c'était de la soumettre à la surveillance, à la direction du gouvernement ou d'une autorité qui le représentât. Comme le gouvernement en Angleterre diffère peu du parlement, et qu'on ne voulait pas être accusé de chercher l'extension du pouvoir ministériel, on imagina de soumettre les affaires de l'Inde à un comité nommé pour quatre ans par le parlement, et dont les vacances seraient remplies par nomination royale. Le bill qui instituait ce comité en désignait le président, c'était lord Fitzwilliam, un des hommes du temps les plus respectés. Ces dispositions insolites, peu conformes aux doctrines de la responsabilité gouvernementale, furent dénoncées comme des violations flagrantes des droits de la couronne. Le bill était un travail très-étendu et d'un grand mérite. On souleva contre une seule clause, avec une affectation hypocrite, tous les scrupules de l'orthodoxie constitutionnelle ; on oublia que cet article remplaçait d'autres dispositions législatives qui désignaient nominativement certains fonctionnaires, et n'attribuaient rien au roi ni à son gouvernement. On ne voulut voir dans une mesure de bien public qu'une manœuvre pour perpétuer la domination du parti whig, comme si dans une vue d'influence les ministres n'auraient pas mieux fait de réserver le choix des commissaires à l'autorité royale,

c'est-à-dire à eux-mêmes. Les hommes politiques du temps avaient fait trop de fautes pour qu'on leur supposât facilement des intentions désintéressées.

Que George III crût à une trahison, rien de plus simple. Cependant il approuva le bill, jusqu'à ce qu'il y reconnût un prétexte pour rompre sa chaîne, comme il l'avait promis à lord Temple. On possède encore une note secrète rédigée ou revue par ce dernier, et dans laquelle il trace au roi la marche convenable. « Le refus de sanction du bill de l'Inde serait, dit-il, une mesure extrême à laquelle on doit préférer le rejet par la chambre des lords. » Pour obtenir ce rejet, un pouvoir fut remis à lord Temple, qui l'autorisait à dire que le roi tiendrait pour ennemi quiconque voterait pour le bill. Le complot réussit ; le bill fut rejeté par les pairs à huit voix de majorité. Tandis que les ministres faisaient appel à la chambre des communes, le roi donna à lord Temple les pouvoirs de secrétaire d'Etat, afin qu'il leur notifiât régulièrement leur congé. C'était la première fois depuis la reine Anne qu'un cabinet était ainsi destitué. Pitt était l'héritier désigné. La conspiration de la cour et de la Cité n'avait qu'en lui son espérance ; il avait combattu le bill de l'Inde avec plus d'acharnement que de bonne foi ; il concentrait en lui toutes les oppositions. Il forma donc le nouveau ministère, et il le composa faiblement ; mais il en était le chef.

Fox était loin de se montrer abattu. Fort de l'appui de la chambre des communes et de son redoutable talent de discussion, il avait dans le pouvoir compté pour rien l'inimitié du roi, la défiance de la chambre haute, les clameurs de la Cité, la froideur du public. Il conserva la même sécurité dans l'opposition, et

regarda sa défaite comme un accident passager. Le roi était visiblement en dehors de ses devoirs constitutionnels. « Sa conduite, écrit Fitzpatrik à son frère lord Ossory, est généralement comparée à celle de Charles Ier en 1641. » La chambre des communes avait été dédaignée; elle devait partager, épouser toutes les indignations des ministres, qu'on avait traités comme elle. Fox s'adressa sans ménagement à tous les sentimens qu'elle devait éprouver, et qu'elle éprouvait en effet, quoiqu'un peu moins vivement qu'il ne pensait. Il exigea d'elle, avec plus de passion que de prudence, et il obtint, non sans effort, des votes de censure et de résistance, des protestations menaçantes qui dépassaient la mesure constitutionnelle et surtout la vivacité de l'opinion générale. Il fit par là un meilleur jeu à Pitt dans son entreprise hasardeuse d'établir un cabinet contre la chambre des communes. On a souvent cité la campagne parlementaire de Pitt dans l'hiver de 1784. Sans aucun doute, son attitude eut de la grandeur. A quelque prix qu'il eût gagné son pouvoir, il en racheta la triste origine par la manière dont il le soutint, et réussit à le faire enfin sanctionner par l'opinion publique. Cependant il avait moins de fermeté d'âme que d'autorité dans le caractère. Il jouait admirablement le rôle du gouvernement, mais il craignait au fond les situations et les résolutions extrêmes. Il tenait beaucoup à sa réputation et même à sa popularité. Des mémoires très-dignes de foi nous ont révélé combien d'hésitations et d'anxiétés l'ont agité dans les moments de sa vie où il semblait le plus résolûment engagé dans une politique tranchée. Quand on le croyait en avant de tous, il songeait à revenir sur ses pas. En 1784, c'était risquer beaucoup pour le fils de

Chatham, pour un ministre whig et réformiste, que de fonder même temporairement son pouvoir sur une vengeance de la prérogative royale, que de devenir le chef et le représentant du parti décrié des amis du roi, que de paraître une sorte de Strafford d'un second Charles Ier, aussi capable que Stuart de s'avancer par mauvaise humeur et de reculer par embarras, parfaitement propre en un mot à compromettre et à déserter ses serviteurs. Pendant que Pitt opposait un calme assez fier aux orages de la tribune, il avait peine à triompher de son agitation intérieure. Lord Temple n'avait pu résister, même dans la chambre des lords, à l'embarras de sa situation, et il était sorti du ministère après l'avoir créé. On dit que Pitt aurait imité cet exemple, si la fermeté du duc de Richmond ne l'avait retenu. Celui-ci, réformiste ardent, était devenu par situation l'adversaire le plus déclaré de Fox qui lui avait préféré le duc de Portland, et George III qui l'avait regardé longtemps comme un républicain, a dit souvent que c'était l'homme à qui il devait le plus. Il croyait lui devoir la constance de Pitt. Elle n'était pas telle, cette constance, que Pitt ne songeât pas à traiter avec ses adversaires, et il y obligea le roi, qui écrivit un billet ostensible pour le duc de Portland. Cette puissance de la vérité, qui se fait toujours entendre et rarement obéir, amenait Pitt, amenait George lui-même à reconnaître que le mieux serait enfin de former une nouvelle administration *sur une large base et sur un pied honorable et égal* (*fair and equal*). Portland et Fox ne pouvaient refuser d'admettre le principe; mais la vengeance leur tenait au cœur. Ils soutenaient que pour qu'il y eût *égalité*, il fallait que Pitt commençât par donner sa démission de premier mi-

nistre. Pitt interprétait l'*égalité* dans le sens d'*équité*.

Après les procédés réciproques, la réconciliation était dificile; elle eût été médiocrement digne. Lord Chatham s'était bien au même prix rapproché dans son temps du duc de Newcastle, et cette coalition avait été justifiée et couverte par l'éclat des victoires de l'Angleterre. On ne pouvait en 1784 compter sur le même genre d'apologie. Les négociations, entamées par raison, mais sans goût, échouèrent, et Fox ne le regretta pas. Il s'imaginait toujours qu'un rapprochement n'avait rien d'indispensable et que l'avenir était à lui. Burke, dont la supériorité d'esprit ne brillait pas dans l'appréciation des circonstances, a toujours passé pour l'avoir encouragé dans une confiance imprudente. Il avait méconnu tous les dangers du bill de l'Inde; il méconnut ceux de la situation nouvelle. La juste irritation des amis de la prérogative parlementaire les aveuglait sur leurs forces. C'est une des choses les plus importantes et les plus difficiles dans un État libre que de saisir avec exactitude le degré auquel les sentiments enfantés par les luttes de chambre sont partagés par le public. Il peut arriver que l'indignation la plus naturelle, la mieux fondée, d'une partie d'une assemblée contre une autre trouve la nation parfaitement froide, et ne soit pas même comprise de ceux chez qui elle ne s'est pas spontanément développée. Les passions des hommes d'État ne retentissent pas nécessairement dans les passions populaires, et plus ceux-là sentent avec énergie, plus ils ont de pente à croire que la nation ressent tout ce qu'ils éprouvent et vit pour ainsi dire en eux-mêmes. Fox, sans rien écouter, déclara donc la guerre la plus violente à Pitt, pour qui la persévérance devint la seule voie de l'honneur et du salut.

Les fautes de ses adversaires, qui allèrent jusqu'à frapper d'un interdit moral le droit de dissolution dans les mains du roi, rendirent sa cause meilleure et son plan moins périlleux. La nécessité lui donna de l'audace, et l'appel au pays lui donna la victoire.

Les élections de 1784 furent orageuses. Celle de Fox à Westminster fut accompagnée de troubles graves. C'est alors que l'on vit la duchesse de Devonshire et sa sœur distribuer sur la place publique les cocardes bleu et chamois. Ces couleurs que Fox avait adoptées devinrent même celles d'un costume de club que portaient ses amis. On disait de lui qu'il était *l'homme du peuple*, et il était fier de ce titre. Mais malgré son succès personnel, le résultat des élections fut une leçon pour lui et pour son parti. Elle était méritée peut-être, mais elle fut bien sévère. Pour l'avenir de Fox et de l'Angleterre, elle affaiblit trop le parti whig. La force inattendue de la majorité nouvelle ne peut s'expliquer que par la lassitude et le dégoût que les divisions sans terme et les luttes sans fruit des hommes politiques avaient justement produits dans les esprits. Dans cette joute stérile des partis et des fractions de parti, les caractères avaient perdu leur autorité et les talents leur prestige. La coalition surtout avait porté une funeste atteinte au crédit de ceux qui l'avaient faite, et le public ne trouva pas qu'il y eût raison, pour leur rendre le pouvoir, de renverser une administration établie et d'en déposséder le chef qui, pour le mérite éclatant et pour les opinions populaires, n'était au-dessous d'aucun autre.

L'administration de Pitt, de 1784 à 1792, n'est pas la moins belle époque de sa vie; c'est celle assurément où sa manière de gouverner prête le moins au doute

et à la critique. L'opposition fut assez souvent embarrassée pour trouver des points d'attaque, et elle ne les choisit pas toujours avec bonheur. La guerre avait créé des difficultés financières dont on s'alarmait alors, et dont aujourd'hui on se ferait un jeu. C'était un des griefs de l'opinion publique contre lord North, et un des points dont Fox dans toute sa conduite avait trop méconnu l'importance. La perte des colonies était encore regardée comme une ruine pour la mère-patrie; le fardeau de la dette pesait sur les imaginations mêmes, et l'avenir de la Grande-Bretagne se présentait aux esprits intimidés sous les couleurs les plus sombres. Pitt par nature aimait avec excès l'ordre et la sécurité. Comme George Grenville, il portait même une certaine timidité dans son appréciation des difficultés d'argent, et l'homme d'État que la nécessité et la passion devaient conduire à mettre la dette de l'Angleterre sur la voie d'un développement gigantesque, se faisait un laborieux devoir de réparer les profusions de ses devanciers et de retirer l'Etat d'une crise dont il s'exagérait la gravité. Cette sage inquiétude, cette prévoyance éclairée, le genre de courage que réclame une réforme des dépenses publiques, l'austérité, la frugalité pour ainsi parler d'une politique qui se dévoue à rétablir l'économie, étaient des mérites de circonstance auxquels Fox et Burke n'avaient point songé, et qui recommandaient le jeune ministre à tous les calculateurs. Dans leurs préoccupations, les esprits accueillirent avec empressement le fameux plan d'amortissement du docteur Price, et Pitt en donna l'exemple. Ce n'était pas une combinaison absolument neuve, et en 1716, après la guerre de la Succession, on peut trouver quelque chose d'analogue

dans les mesures financières de Walpole. Mais la forme systématique que l'esprit supérieur de Price donnait à ses idées ajoutait à leur valeur; la séduction fut générale, et ceux qui ont comme nous entendu les contemporains savent combien le prestige de la théorie de l'amortissement s'était emparé de leur esprit et leur a laissé jusqu'à la fin une conviction absolue, rebelle aux plus simples démonstrations de l'arithmétique. Il n'y a donc point à reprocher à Pitt d'en avoir jugé comme les plus habiles; et d'ailleurs à côté de ses vertus imaginaires, l'amortissement a des avantages réels, n'eût-il que celui d'être un témoignage public de l'espérance et de l'intention qu'entretient l'État de payer ses dettes. Le plan de finances de 1786 fut donc une des bases les plus solides du crédit incomparable que Pitt conserva jusqu'à sa mort parmi les hommes d'affaires de l'Angleterre et même de l'Europe; et l'opposition elle-même fut bon gré mal gré obligée de chercher un autre terrain pour le combattre. Elle se fit peut-être mieux écouter de la nation, mais elle ne fut pas, à mon avis, bien inspirée, lorsqu'elle attaqua le traité de commerce avec la France. Les mesures qu'on prit à l'égard de la compagnie des Indes méritent moins d'être approuvées. Pitt fut obligé, par le rôle récent qu'il avait joué, de se contenter d'une réforme bâtarde, d'une organisation incohérente qui fondait un double gouvernement, celui de l'Etat et celui de la compagnie, mais qui, sujette à beaucoup d'objections et d'inconvénients, s'est améliorée dans la pratique, et a mieux réussi qu'elle ne vaut. Sa politique étrangère fut longtemps à peu près nulle, et ce qui peut surprendre chez un homme de son nom, il parut peu soucieux de détruire ou d'atténuer, par une active di-

plomatie, les tristes effets de la paix de 1783. Sur ce point, l'esprit de Fox avait plus de vues et de ressources que le sien, et c'est la nécessité seule qui a forcé Pitt à intervenir, comme il a fait depuis, dans les affaires du monde.

Cependant le cours paisible des six premières années de son administration fut troublé par un moment de danger : c'est quand il fallut songer à organiser une régence. Le roi et le prince de Galles suivaient fidèlement la tradition de famille de la maison de Hanovre: le père et le fils vivaient en rupture ouverte. La jeunesse du prince était fort déréglée; ses dettes et ses goûts lui faisaient désirer une indépendance que lui refusaient ou lui contestaient ses parents, car sa mère même avait pris parti contre lui. Il était lié avec les jeunes amis de Fox; Fitzpatrick et Sheridan étaient sa société intime. Il avait appuyé la coalition, soutenu Fox dans le monde et dans les élections, porté même l'habit bleu et la veste chamois. Utile à l'opposition, il trouvait chez elle pour ses faiblesses une indulgence dont il espérait abuser. C'en était assez pour que le gouvernement partageât et entretînt à son égard la sévérité paternelle. En 1788, le roi devint fou. Il paraît que vingt-trois ans auparavant il avait éprouvé une première atteinte, restée fort secrète, de la même maladie. Cette fois, le mal se prolongea trop pour ne pas devenir public. Le parlement était absent. Il y eut une lacune dans l'exercice de l'autorité royale, un vide dans le gouvernement. Il est évident qu'en pareille occurrence l'héritier présomptif, s'il est majeur, est naturellement appelé à la régence. Il n'est pas moins certain que cette promotion ne peut avoir lieu sans l'aveu du parlement, et que, par le caractère même

du fait qui réclame leur intervention, les deux chambres doivent agir de leur autorité propre, et faire à elles seules acte de souveraineté.

Quand elles furent réunies, Pitt était si fort opposé au prince de Galles, et Fox si impatient de le voir régent, que l'un alla jusqu'à lui contester tout droit en principe et à pousser ainsi le parlement à une sorte d'usurpation, que l'autre disputa sur l'intervention du parlement et soutint que le prince était régent de plein droit. Le ministre tendait à exagérer le pouvoir parlementaire, l'orateur de l'opposition à outrer le principe de l'hérédité monarchique. C'est dans une de ces discussions où la passion entraîna les deux rivaux si loin des principes naturels de leur position, qu'un jour où Fox s'animait en faveur des droits de naissance du prince de Galles, on entendit Pitt s'écrier : « Je *déwhiguerai* le gentleman pour le reste de sa vie. » La vérité était entre ces deux opinions extrêmes, et il y fallut bien revenir de part et d'autre. Le prince, bien conseillé par Fox, par Burke, par Sheridan, se conduisit avec assez de mesure et de fermeté. Le ministère fut, après de longs délais, obligé de proposer un bill pour lui déférer la régence, mais sans lui accorder la plénitude de l'autorité royale, et en soumettant son pouvoir à des restrictions qui auraient, pour un temps du moins, modifié en Angleterre les conditions de la monarchie. Le prince, en protestant contre l'esprit de la mesure, dit qu'il accepterait par dévouement. Il semblait donc toucher au pouvoir, et pendant quelques jours, Fox se regarda comme assuré de reprendre la direction des affaires. Le prince et le cabinet étaient en effet incompatibles, et une révolution de palais et de chambre paraissait imminente, quand tout à coup on annonça

la guérison du roi. Pitt, qui avait eu le courage de prolonger cet intérim de gouvernement, et par là même de s'investir d'une sorte de dictature, qui avait séquestré le père de ses enfants, et mis la famille royale à la merci de la chambre des communes, ne se montra pas sans doute fort exigeant sur les conditions du rétablissement du roi, et Fox et ses amis furent contraints, en loyaux sujets, de se féliciter d'une convalescence qui leur ôtait tout espoir.

Dans une chronique parlementaire, dans une biographie de Fox, il faudrait parler des motions pour les catholiques, pour les dissidents, et contre la traite des noirs, du procès de Hastings, qui le vengea de la compagnie des Indes; mais nous n'écrivons pas l'histoire, et nous touchons à 1789. On a vu que, parmi les reproches adressés par Fox au ministère, il y avait celui de se montrer trop peu inquiet de l'ascendant de la France. Suivant la formule du temps on effrayait la jalousie nationale de la domination de la maison de Bourbon. Oui, c'est cette crainte du grand Chatham que l'on exprimait encore la veille de la prise de la Bastille, alors que l'arbre destiné à fournir le bois de l'échafaud du 21 janvier était déjà coupé. Mais tout à coup le grand drame commence, et Fox écrit le 30 juillet 1789, au général Fitzpatrick qui se rendait à Paris, le billet suivant :

« Cher Dick, je n'ai pas été étonné d'apprendre que vous projetiez d'aller à Paris, mais je le suis beaucoup que vous ayez différé votre départ. Si vous partez, vous feriez mieux de prendre par ici, je serais heureux de causer avec vous, et il ne serait pas impossible que je fusse du voyage. Combien ceci est le plus grand événement qui soit jamais arrivé dans

le monde ! Et combien c'est le meilleur ! Si vous partez sans me voir, dites, je vous prie, pour moi, quelque chose de civil au duc d'Orléans, dont la conduite paraît avoir été parfaite, et dites-lui, ainsi qu'à Lauzun, que toutes mes préventions contre les liens de ce pays avec la France touchent à leur fin, et en effet la plus grande partie de mon système de politique européenne sera changée, si cette révolution a les conséquences que j'en attends. A vous.

« C. J. Fox. »

Ici commence une ère nouvelle pour Fox et pour le monde. Il nous faudra encore une fois pénétrer dans ces questions pleines d'angoisses que pose à l'historien le spectacle de la Révolution française. Il faudra marcher dans la nuit à la lueur des éclairs. Mais si, avant de quitter l'Angleterre du XVIII[e] siècle, nous jetons un regard en arrière, il me semble que ce qu'on vient de lire suffit pour justifier les réflexions par lesquelles nous avons commencé. Assurément ces vingt ans de l'histoire du gouvernement représentatif en Angleterre ne sont pas un âge d'innocence et de vertu politique. Le roi George III n'était pas le modèle du monarque constitutionnel. Il y avait des courtisans qui travaillaient sourdement contre les influences parlementaires. Les chambres ne se signalaient ni par une intégrité sévère, ni par une fière indépendance, ni par une infaillible sagesse. Les hommes éminents se contraignaient peu, et donnaient rarement l'exemple du sacrifice au bien général de leur vanité et de leur passion. Des manœuvres reprochables, des témérités, des exagérations et des violences, enfin des fautes graves contre la prudence et le patriotisme ont compromis leur renommée, et cela dans un moment où l'État, accablé de formidables

difficultés, avait des périls à courir et des revers à réparer. Et cependant cette époque n'est pas de celles qui méritent les dédains de l'histoire où les hommes se montrent sous un jour qui les dégrade, et dont rougisse une nation. Pendant ces vingt ans, l'Angleterre a donné un spectacle instructif, animé, dramatique. Le combat des passions humaines mettant en jeu de grands talents n'inspire jamais une humble idée de l'humanité. Enfin, les institutions, violemment exploitées par l'ambition, ont conservé leur force et déployé leur vertu. Rien en un mot n'est arrivé qui ait pu laisser au dernier des Anglais mauvaise opinion de son pays et de ses lois. La liberté politique s'est conservée au milieu des orages ; elle n'a ni reculé d'un pas, ni perdu un ami. Bien plus, elle a, pour ainsi dire, acquis dans ces épreuves la force et le besoin de se purifier et de se développer encore. Elle s'est mûrie pour les grandes réformes de nos jours.

Au moment où survint la révolution française, l'Angleterre semblait réservée pour longtemps à travailler sur elle-même. Le dénouement de la guerre d'Amérique lui avait laissé comme un sentiment de faiblesse. L'ambition britannique semblait ensevelie dans le tombeau de Chatham. L'orgueil de son fils ne pouvait sans doute être insensible à la grandeur du pays, mais son naturel ne le portait pas aux entreprises hasardeuses ; il n'avait pas ces besoins d'imagination qui, réunis au don de l'action et à l'art de commander, font prendre l'initiative des grandes choses. Il songeait plus à signaler sa force de volonté par l'ordre financier promptement rétabli, par le pouvoir longtemps conservé, peut-être un jour par quelque réforme hardiment faite, que par un important rôle joué au milieu

des perturbations européennes. Les événements pouvaient, et ils l'ont prouvé, développer en lui des ressources cachées, et l'obliger d'appliquer ses facultés à de plus périlleuses entreprises; mais il ne fut grand que contraint et forcé. S'il ne se montra pas au-dessous d'une situation qu'il n'eût pas choisie, il se serait de bon cœur contenté d'une autre et moindre gloire. Sans les provocations et les outrages de la révolution française, on peut même douter qu'il eût par pure politique accepté ou soutenu si longtemps le rôle de son plus persévérant antagoniste. Aussi, lorsqu'elle éclata, ne s'en mit-il pas fort en peine. Il ne prévit pas la possibilité d'une complication européenne où son pays pût être engagé, il se réjouit plutôt pour l'Angleterre de voir sa rivale absorbée par des soins domestiques; il compta sur des jours de repos. Depuis la paix de 1783, il s'était moins préoccupé des questions étrangères qu'on ne le supposerait à voir comme il a rempli les quinze dernières années de sa vie. Plus que lui, Fox tenait les yeux ouverts sur le monde. C'était plutôt Fox qui semblait animé de l'esprit de Chatham.

Le premier effet de la révolution française fut de changer ses idées de politique extérieure. Jusque-là Fox n'avait vu dans la France qu'un adversaire, non pas seulement de la gloire de l'Angleterre, mais des principes de son gouvernement. Il la jugeait comme un homme d'État du temps de Guillaume III : il avait pensé à lui chercher des contre-poids ou des oppositions dans les cours du Nord, et jusque sur la terre classique du despotisme, la Russie; mais tout changea en un jour. Il éprouva, dès le premier moment, cet amour de tous les hommes de 89 pour les idées de la France, pour le drapeau qu'elle élevait d'une main si

noblement téméraire. Destiné, comme eux tous, à de si cruels mécomptes, à la perte de tant d'espérances, à l'affreuse nécessité de soutenir des criminels en détestant le crime, il devait conserver jusqu'au terme ce fonds de tendresse obstinée pour la cause et pour le pays qui a payé si cher l'honneur de l'avoir embrassée. Acceptant sans regret ou du moins sans faiblesse la solidarité, souvent pesante, que la France de la révolution a imposée par le monde à tous les amis de la liberté, il a consenti à être méconnu, accusé pour elle, à encourir toutes les disgrâces, non-seulement des cours, léger sacrifice, mais de l'opinion, amère et rude épreuve. Triste, navré souvent, découragé pour son pays plus peut-être que pour le nôtre, il est resté inébranlable dans ses sentiments, résigné à souffrir avec nous, à nous plaindre, à s'indigner même contre nous, à ne jamais nous haïr. C'est là ce qui doit rendre à toujours le nom de Fox cher à la France.

Ses intimes sentiments se révèlent dans sa correspondance avec lord Holland. Ce neveu, qui lui fut cher comme un fils, était encore à l'Université d'Oxford, qu'en lui parlant d'Hérodote et de Démosthène, il l'entretenait de ses travaux parlementaires, du bill qu'avec le concours d'Erskine il espérait faire passer pour assurer à la liberté de la presse toute la protection de la procédure par jurés. « Vous êtes dans la capitale du torisme, lui écrivait-il; j'entends parler tout autrement que vous du nouveau pamphlet de Burke. On dit que c'est de la folie... Il y a un pamphlet d'un M. Mackintosh dont on me dit grand bien, quoiqu'on pense que, sous quelques rapports, il va trop loin (mai 1791). » Quelque temps après, il laissa partir son jeune correspondant pour le continent et ne cessa

pas de lui adresser des lettres qui le peignent tout entier. Là on voit défiler toutes ces dates sinistres que nous voudrions effacer de notre histoire. « Il semble, dit-il après le 10 août, que les jacobins aient résolu de faire quelque chose d'aussi révoltant que la proclamation du duc de Brunswick; mais, quoiqu'ils aient fait de leur mieux, ils n'ont pas réussi : la proclamation, à mon avis, reste sans rivale. » Quelques jours plus tard, ses craintes et son indignation s'accroissent. Il tremble pour la reine. L'assemblée législative lui paraît misérable. Il doute de la résistance guerrière de la France. « Et cependant, avec toutes leurs fautes et toute leur déraison, je m'intéresse à leur succès au plus haut degré. C'est une grande crise pour la cause réelle de la liberté, quoi que nous pensions des gens qui soutiennent la lutte. Je voudrais qu'ils ressemblassent à nos anciens amis les Américains, et je ne craindrais guère pour eux. » Puis le tableau devient encore plus sombre. « J'avais à peine remis mon âme des événements du 10 août, lorsque l'horrible nouvelle du 2 septembre nous est parvenue, et réellement je regarde les horreurs de ce jour et de cette nuit comme l'événement le plus désolant qui soit jamais arrivé à ceux qui sont comme moi fondamentalement et inébranlablement attachés à la vraie cause. Il n'y a pas, dans mon opinion, une ombre d'excuse pour cet affreux massacre, pas même une possibilité de l'atténuer le moins du monde, et si l'on ne devait considérer que le peuple de Paris, on devrait presque douter à qui il faudrait..... » Le reste est déchiré.

Cependant quelques jours se passent, et les Prussiens ont fui du territoire français. « Non, aucun événement public, sans en excepter Saratoga et York-Town, ne

m'a donné autant de joie... Les défaites des grandes armées d'invasion m'ont toujours causé la plus grande satisfaction en lisant l'histoire depuis le temps de Xerxès jusqu'à nos jours, et ce qui est arrivé en Angleterre et en France fera de ce que dit Cicéron de la force armée l'opinion du genre humain : *Invidiosum, detestabile, imbecillum, caducum.* » Paroles singulières, lorsqu'on songe qu'elles furent écrites au début de la plus terrible guerre, signalée par les plus vastes invasions dont le monde moderne ait été témoin.

Le mois suivant, on le voit mettre ses espérances dans les girondins, qu'il appelle encore les jacobins, et qu'il tient pour ennemis et bientôt vainqueurs de Robespierre et de Marat. L'accent patriotique de leur voix arrive jusqu'à son cœur, et il s'efforce de croire les crimes déjà commis moins irréparablement funestes qu'ils ne l'ont été à la cause de la liberté. Mais il faut rentrer en Angteterre avec lui, et comparer l'état de son âme au mouvement si différent qui entraîna bientôt tous les esprits.

La coalition de Pilnitz put plaire au cabinet de Saint-James comme une humiliation possible pour la France. Néanmoins il ne prit aucune part à ses insolentes résolutions. Il y avait trop peu de temps qu'il avait failli s'engager dans une guerre tout autre, indirectement profitable à la France, Pour des griefs douteux, une rupture avec la Russie parut imminente en 1791. Fox, qui avait toujours regardé cette puissance comme une alliée à ménager, soupçonna la futilité des griefs et la possibilité d'un accommodement. Il n'hésita pas à prier un de ses amis, sir Robert Adair, qui voyageait en Russie, peut-être même par ses conseils, de lui faire connaître le véritable état de choses. Il parvint à tout

éclaircir, à inspirer au parlement, au cabinet lui-même, des scrupules de prudence, et il détermina un retour à des pensées pacifiques. J'ai vu à Holland-House l'autographe de Catherine II, remerciant M. Fox d'avoir préservé les deux pays d'une rupture sans motif. C'est à cette occasion qu'elle voulut placer dans son cabinet le buste de l'orateur anglais entre ceux de Démosthène et de Cicéron.

Je crois que lorsque ce buste arriva à Saint-Pétersbourg, l'impératrice était près d'entrer dans la croisade européenne contre l'indépendance de la France, cette indépendance que Fox défendait d'une voix si généreuse. On lui a reproché, et ce sont les amis de Pitt, d'avoir, par une diplomatie occulte et personnelle, communiqué avec une puissance étrangère ; mais, outre que sir Robert Adair a répondu à l'accusation, on aurait mieux fait d'observer que, par un jeu bizarre des événements, c'est Fox qui a le plus contribué à rendre la Russie, et par suite l'Angleterre, disponibles contre la France, et à supprimer, en empêchant une guerre isolée, le plus sérieux obstacle à la formation d'une ligue de l'absolutisme avec la monarchie constitutionnelle contre la cause de la révolution.

William Grenville était entré en 1786 dans le cabinet. Orateur de la chambre des communes deux ans après et secrétaire d'État en 1789, il était en 1791, sous le titre de lord Grenville, le ministre dirigeant de la chambre des pairs, et certainement le plus considérable des collègues de M. Pitt. On a aujourd'hui des lettres qu'il écrivait à son frère, et l'on y voit qu'après quelques vœux pour le succès du duc de Brunswick, il s'applaudit fort d'avoir résisté à toutes les instances et maintenu l'Angleterre à l'écart. Avec l'indifférence

égoïste qu'affectent volontiers les cabinets britanniques, il prend son parti de voir la coalition honteusement échouer.

« L'empereur doit sentir qu'il a maintenant acquis un ennemi qu'il faut qu'il dévore ou dont il faut qu'il soit dévoré. Le parti qui gouverne à Paris aura nombre de raisons toutes trouvées pour continuer la guerre. Le reste de l'empire donnera son contingent, à moins qu'il ne soit assez heureux pour être forcé de signer une capitulation de neutralité. La Sardaigne et l'Italie se défendront comme elles pourront, probablement très-mal. Ce que fera l'Espagne, elle ne le sait pas, et par conséquent nous non plus assurément. Le Portugal et la Hollande feront ce que nous voudrons. *Nous ne ferons rien.* »

Voilà ce qu'il écrivait confidentiellement le 7 novembre 1792, c'est-à-dire après le 10 août, après le 2 septembre, après que le roi de France était depuis trois mois au Temple, et il ajoutait ces paroles plus politiques :

« Je suis de plus en plus convaincu que l'on ne peut préserver mon pays de tous les maux qui nous environnent qu'en nous tenant entièrement et complétement à l'écart, et en veillant bien à l'intérieur, mais en faisant très-peu de chose, bornant nos efforts à entretenir dans le pays une détermination effective de défendre la constitution, si elle est attaquée, ce qui sera très-infailliblement si les choses continuent, et, par-dessus tout, nous efforçant de rendre la situation des classes inférieures parmi nous aussi bonne qu'il sera possible. »

C'est la politique qu'avec plus de regret Dundas signifiait comme irrévocablement adoptée à Burke

indigné. Dix mois ne s'étaient pas écoulés depuis que Pitt avait dit en pleine chambre des communes : « Incontestablement il n'y a jamais eu d'époque de l'histoire de ce pays où, d'après la situation de l'Europe, nous pussions plus raisonnablement espérer quinze ans de paix que nous ne le pouvons faire en ce moment. »

Aucun motif autre que la personnalité des hommes d'État ne rendait alors impossible de les réunir dans une coalition que justifiaient la gravité et la nouveauté de la situation. Burke seul, lié par ses invectives et ses prédictions, sonnant l'alarme matin et soir, et poussant de toutes ses forces à faire de la révolution française un cas de guerre civile européenne, soutenait que Fox, infecté des principes français, s'était, par son langage, interdit l'entrée du pouvoir, et qu'il fallait désormais le regarder comme un étranger. Mais le duc de Portland, lord Fitzwilliam, lord Spencer, Windham, ne concevaient rien de sûr tant que Fox resterait en dehors, et répugnaient à se réunir sans lui au gouvernement. Dundas avait été chargé de leur offrir un plan de conciliation, d'où Fox n'était pas exclu. Il promettait quatre places dans le cabinet, qu'on allait rendre vacantes, notamment celle du chancelier Thurlow, qui avait perdu la confiance du premier ministre. La réforme parlementaire, l'abolition de la traite des noirs, l'abrogation de l'acte du *test*, enfin une certaine politique à l'égard de la France, tels étaient les points à régler, et sur presque tous on disait Pitt prêt à transiger. Sur le quatrième, les deux rivaux ne différaient que par le langage et les sentiments, car jusqu'alors la conduite était la même. Cependant Fox se portait d'assez mauvaise grâce à cette négociation : il en suspectait la sincérité. Tantôt il demandait que Pitt aban-

donnât la trésorerie à quelque personnage neutre, tantôt il lui donnait l'exclusion absolue en s'excluant lui-même. Il se défiait d'une conciliation dans laquelle les personnes seules, non les cœurs, seraient réunies. Pitt, qui se disait réformiste et qui depuis huit ans de ministère avait laissé tomber tout projet de réforme, Pitt, qui prononçait les plus véhéments, les plus beaux de ses discours en faveur de l'abolition de la traite, déclarant que chaque minute de la prolongation de cet indigne trafic était un crime sans pardon, et qui se laissait mettre en minorité sur cette question par Dundas et ses collègues, tandis qu'il renvoyait le chancelier pour un dissentiment sur l'amortissement d'un emprunt, Pitt ne pouvait inspirer une entière confiance à ceux qui voulaient mettre d'accord les principes et les actes. Sans trop de malveillance, on pouvait le soupçonner de ne tendre, par ses avances, qu'à diviser l'opposition. En effet déjà les whigs de la nuance du duc de Portland commençaient à se plaindre des whigs de celle de Sheridan. Ils déploraient l'influence de la duchesse de Devonshire, qui était belle, hardie, remuante. Ils accusaient Fox de se laisser entraîner. Quant à lui, il répétait qu'il ne se séparerait pas de ses amis, et que la condition de tout rapprochement était que Pitt cessât d'être premier ministre. On lui répondait que l'honneur du gouvernement était engagé sur ce point; mais on ne cherchait pas à compenser ce refus par des contre-propositions acceptables. Lord John Russell est d'avis que si, en lui donnant satisfaction sur les mesures et sur ses amis, on eût offert à Fox le ministère des affaires étrangères avec la conduite de la chambre haute, il eût accepté ; mais on n'en parla pas.

Tout espoir d'accommodement ne paraissait pas

encore perdu au commencement de décembre 1792. Cependant la Convention nationale était réunie ; elle commençait à juger Louis XVI, elle défiait l'Europe, elle menaçait la Hollande. Des scènes de sédition avaient déjà agité l'Angleterre ; des clubs se formaient pour la propagation des principes français ; des sociétés populaires faisaient réimprimer les discours prononcés à Paris en faveur du régicide. Le gouvernement lançait une proclamation contre les publications séditieuses et faisait réprimer les émeutes. L'opposition incriminait proclamation et répression. L'inquiétude gagnait les citoyens tranquilles, nulle part plus vive que parmi ceux des whigs que Burke avait ébranlés. Pour une aussi grande résolution que celle de scinder leur parti, il leur fallait de plus fortes raisons qu'à de simples torys pour défendre le pouvoir. Aussi accusaient-ils ceux-ci de méconnaître le danger, et par des craintes plus bruyantes ils justifiaient leur défection, tandis que le duc de Bedford, lord Robert Spencer, Sheridan, Erskine, Whitbread, Francis, redoutant pour la liberté l'effroi des amis de l'ordre, opposant la sécurité à la crainte, d'autant plus hardis que le pouvoir semblait plus inquiet, formaient des sociétés pour la défense des droits populaires, et, sans soutenir la même cause que la démagogie, dénonçaient les mêmes griefs et combattaient les mêmes ennemis. L'association des *Amis du peuple* fut fondée. Whitbread et Grey y figurèrent aux premiers rangs ; Fox n'avait point été consulté ; il ne voulut jamais en être membre, ni pousser à la réforme par l'agitation ; mais il ne voulait pas davantage désavouer ses amis, et lorsqu'une motion qu'il n'eût pas conseillée réclamait la réforme, la réhabilitation politique des dissidents, la censure de certaines mesures répressives, il ne pouvait

se dispenser de l'appuyer : il le faisait avec sa franchise et sa résolution accoutumées. Attirant sur lui toute l'attention du public et tout l'effort de l'adversaire, il encourait tous les soupçons et tous les reproches que l'opinion épouvantée commençait à élever contre les défenseurs opiniâtres de la liberté dans un moment où ce mot était écrit en traits de sang sur le drapeau de la Convention.

La France s'était déclarée l'alliée de tous les peuples qui voudraient renverser leur gouvernement. La révolution de la Belgique était faite, l'Escaut était ouvert, et la Hollande provoquée. « Une opinion se répand ici, avait dit Brissot, la république française ne doit avoir pour frontière que le Rhin. » Et après avoir un temps conseillé le bon accord avec l'Angleterre, séduit par le bruit menaçant des sociétés populaires qui agitaient ce pays, il espérait qu'en déclarant la guerre à son gouvernement, on insurgerait son peuple. Il semblait dire que c'était contre Pitt que la France prendrait les armes. Cette tactique allait devenir toute la diplomatie de la révolution, et Pitt se voyait à la veille d'être déclaré l'ennemi commun des peuples, conviés en masse à l'insurrection.

On conçoit que le terme de sa patience fût venu. La politique de neutralité, de non-intervention, d'isolement ou d'égoïsme national, comme on voudra l'appeler, n'était plus de saison. Tout en essayant encore quelque négociation secrète, il se décidait et se préparait à la guerre ; mais il ne voulait pas, en changeant de conduite, changer de principes, ni donner à la guerre les caractères d'une guerre de parti. Au grand scandale de Burke, il alléguait surtout les dangers de la Hollande, à laquelle l'Angleterre était unie par un traité. Toute-

fois, comme la Hollande n'avait point invoqué l'appui de son allié, Fox se croyait en droit de prétendre que la guerre était offensive, et qu'au fond il s'agissait d'une intervention dont on dissimulait le principe. La guerre était trop à ses yeux ce qu'aux yeux de Burke elle n'était pas assez, et tous deux se plaignaient qu'on manquât de franchise. Selon Fox, les menaces de la France n'étaient encore que des paroles offensantes; on avait négligé d'en demander satisfaction; on cherchait donc maintenant la guerre, qu'on avait paru éviter, et c'est à la révolution qu'on la déclarait. « La France, disait-il, a dans sa querelle la justice de son côté... Dieu soit loué! la nature a été fidèle à elle-même; la tyrannie a été vaincue, et ceux qui combattaient pour la liberté sont victorieux. » Puis, rappelant le temps où il était de mode d'insulter les Américains, de dire : *Un congrès de vagabonds, un certain Adams, Hancock et sa clique,* il jugeait, au cruel démenti infligé par les événements à ces ridicules dédains, des châtiments qui attendaient les insultes prodiguées aux auteurs de la révolution française. « Si s'affliger à la nouvelle des revers de la France, c'est vouloir le renversement de la constitution, je me livre à mon pays comme un criminel, car je confesse franchement que lorsque j'ai entendu parler du bruit, alors probable, du triomphe de l'Autriche et de la Prusse sur les libertés de la France, mes esprits sont tombés dans l'abattement. Quel homme, aimant la constitution de l'Angleterre et en portant les principes dans son cœur, pourrait souhaiter le succès du duc de Brunswick, après avoir lu son manifeste? Je confesse que j'ai ressenti une sincère tristesse, une vraie consternation, car j'ai vu dans le triomphe de cette conspiration, non-seulement la ruine de la liberté en France,

mais la ruine de la liberté en Angleterre, la ruine de la liberté humaine. »

Ces nobles paroles répondaient à Burke, à tous ceux qui confondaient dans un même anathème les principes et les événements de la révolution : mais on doit avouer qu'elles ne réfutaient pas complétement la théorie de la guerre à la veille du 21 janvier, après les manifestes de la Convention, après les provocations de Brissot. Fox était condamné par la conviction de la bonté générale de sa cause à la tâche laborieuse, hélas ! et trop bien connue de qui porte un cœur français, à la tâche de défendre la révolution lorsqu'elle se diffamait elle-même, à soutenir le bon droit servi par l'iniquité, la raison armée du crime. Il ne défaillit point à cette tâche, mais il en sentit tout le poids, et il le soutint sans plier. « Si j'avais voulu dans ces murs, hors de ces murs, dit-il une fois tristement à la chambre, obtenir la popularité, j'aurais pris une marche opposée. Peut-être le peuple fera-t-il de ma maison ce qu'on a fait de celle du docteur Priestley. » On sait qu'en 1791 les unitairiens ayant tenu à Birmingham, pour l'anniversaire de la prise de la Bastille, une réunion où Priestley devait parler, la populace la dispersa par la violence, et brûla la maison, le laboratoire, les instruments et les livres du savant célèbre, que l'impunité de cet attentat contraignit à fuir en Amérique.

L'opinion générale était en effet fort éloignée de suivre Fox. Il le savait et ne cédait pas. Il voyait fuir sa popularité, sa gloire, ses amis. Son parti, réduit en nombre, ne se conformait pas toujours à ses vues, faute d'apercevoir avec le même discernement les côtés faibles de leur commune situation. Il lui fallait résister aux mesures prises contre des désordres qu'il n'appron-

vait pas, s'intéresser à des gens qui compromettaient sa cause, lutter contre une guerre où l'honneur national s'engageait de plus en plus, paraître au moins neutre entre une monarchie et une république, exagérer les iniquités de l'une pour pallier les cruautés de l'autre.

« Tandis que les Français font tout ce qu'ils peuvent pour rendre le nom de la liberté odieux au monde, les despotes se conduisent de manière à montrer que la tyrannie est pire.»

Voilà ce qu'il s'efforçait de se persuader en écrivant à lord Holland.

« Nous vivons dans un temps de violence et d'extrémités, et tous ceux qui veulent créer ou conserver des freins au pouvoir sont regardés comme des ennemis de l'ordre... *La France fait pis* est la seule réponse, et peut-être est-elle fondée en fait, car les horreurs y redoublent... Enfin la liberté n'est pas populaire, et parmi ceux qui lui sont attachés, il n'y en a que trop dont les plans de gouvernement sauvages et impraticables acquièrent dans notre malheureuse situation plus d'apparence plausible et de crédit qu'ils ne méritent. Le pays est divisé très-inégalement entre la majorité dominée par la peur ou corrompue par l'espérance, et la minorité qui n'attend qu'une occasion de recourir aux remèdes violents. Le peu qui ne sont ni assez soumis pour se taire, ni assez exaspérés pour renoncer à toute opposition régulière, sont faibles en nombre et en influence; mais, quoique faibles, nous avons le droit, et c'est assez. »

Cette inflexibilité de principes le mettait hors de la politique possible; mais elle était d'accord avec ses goûts, et, en agissant ainsi, il cédait à son humeur autant qu'à ses convictions. Il était homme de parti par

sa fidélité à ses opinions et à ses amitiés; il ne l'était point par la complaisance envers les siens, par le talent de les tenir unis et de les conduire. Un peu exclusif dans ses affections comme dans ses idées, il s'isolait de la foule ; il suivait ses propres inspirations sans s'assurer qu'elles fussent partagées autour de lui. Il aspirait à être le premier plutôt que le maître. Il cherchait la popularité, mais il bravait l'opinion. Ainsi il avait autrefois, compromis sa cause d'abord par sa rupture avec lord Shelburne, puis par son alliance avec lord North, et aux élections de 1784 il avait en quelque sorte détruit de ses mains la puissance du parti whig. Confiant dans sa supériorité, il croyait tout réparer par l'empire de la discussion. Dans le débat en effet il n'avait pas de supérieur, ni même d'égal ; mais il était plus fait pour combattre que pour vaincre, et le soin laborieux de gouverner les hommes allait peu à sa négligence. Il savait mieux se faire aimer qu'obéir. La politique qu'il adopta devant la révolution française fait honneur à son caractère et ne fait pas de tort à ses lumières ; seulement il aurait dû compenser ce qu'elle avait de périlleux par l'adresse, la vigilance, la prudence. C'était le cas de prendre en main la direction de son parti, et de chercher à racheter le système par la conduite. Malheureusement il se désintéressa de toute ambition, et ne prit soin que de son indépendance personnelle et de la gloire de son talent.

Toutes les qualités qui pouvaient manquer à Fox étaient éminentes dans son rival, et Pitt s'inquiétait peu, tant qu'il aurait l'Angleterre avec lui, d'encourir le reproche d'inconséquence et de duplicité. Tandis que Burke voulait qu'on guerroyât pour le roi de France contre ses sujets révoltés, on diminuait son royaume en lui enlevant ses colonies, on prenait Toulon pour Louis

XVII et la Martinique pour l'Angleterre. En désavouant toute intention d'imposer à la France un gouvernement, on qualifiait de telle sorte la république, qu'autant valait souscrire l'engagement de ne poser les armes qu'après la restauration de la maison de Bourbon. « C'est donc une guerre à mort avec des proclamations jésuitiques? » avait dit Fox le premier jour qu'elle fut déclarée. La passion publique fut pendant un temps assez vive pour rendre les esprits insensibles à tant de fausseté et de contradiction, et il essaya vainement une apologie de sa politique et de sa conduite. Sa lettre aux électeurs de Westminster parut une redite assez pâle de ses discours; elle ne prouva qu'une chose, c'est qu'il était loin d'écrire aussi bien que Burke.

Heureusement pour lui, cette pénible époque de sa vie publique fut celle d'un changement inespéré dans sa vie privée. Il vint à bout des passions de sa jeunesse. Tel était le fond excellent de cette noble nature, qu'il se retrouva, vers la maturité de l'âge, toute la fraîcheur d'une vive sensibilité pour les biens qui font le bonheur d'une existence régulière et modeste. Le goût de l'étude et de la campagne, les affections domestiques reprirent sur lui un empire sans partage. Le jeu cessa de dévorer son temps et sa fortune. Quelquefois d'heureux hasards avaient paru rétablir ses affaires; plus souvent il avait été puni de ses imprudences. Enfin ses amis intervinrent, et au mois de juin 1793 une réunion de whigs, présidée par le *serjeant* Adair, sur la proposition de Francis, décida qu'il était du devoir du parti de l'arracher, par une marque de sa reconnaissance, à une situation précaire. Lord John Russell (le dernier duc de Bedford) et lord George Cavendish furent chargés d'exécuter ces généreuses intentions. Fox accepta ce service

noblement offert, et y répondit en changeant de vie pour jamais. Sa vivacité impétueuse et l'abandon de son caractère l'avaient pendant une trop longue jeunesse entraîné à de changeantes amours. On cite une femme qui portait le nom gracieux et funeste de *Perdita*, avec laquelle il n'avait pas craint de se montrer publiquement. Depuis quelques années, mieux inspiré, il s'était attaché à une personne qui, malgré une réputation compromise, n'était pas indigne de son affection. On lit dans quelques écrits que Mme Armitstead avait attiré les regards de George II. Quoi qu'il en soit, elle sut inspirer à Fox un sentiment sérieux, que le temps calma sans l'affaiblir. Par sa douceur, par son dévouement, par le bonheur qu'elle lui donna, cette femme releva peu à peu la situation qu'elle accepta près de lui. Après avoir habité quelques années sa maison sans prendre son nom, elle acquit en 1795 le droit de le porter, quoique cette union n'ait été rendue publique que sept ans plus tard. Dans toutes ses lettres, il parle d'elle avec une vraie et délicate tendresse, et c'est pour elle qu'il composa les seuls jolis vers, je crois, qu'il ait faits.

Il possédait en Surrey le petit domaine de Sainte-Anne's Hill. Ce lieu très-agréable était devenu son séjour favori. Du haut d'un tertre où s'élevait un grand hêtre solitaire, il passait des heures à lire, en contemplant le cours riant de la Tamise entre Chertsey et Windsor. Il avait toujours eu le goût de l'exercice; il était grand chasseur, excellent nageur; les occupations de la campagne le captivèrent de plus en plus; il aimait la botanique, bientôt il aima l'agriculture, et dans ses lettres familières, au milieu des confidences politiques, on le voit s'inquiéter de la récolte de ses pommes de terre et de la bonne venue de ses fourrages. Mais, plus

que tout le reste, ce qui lui rendait cher le séjour de Sainte-Anne's Hill, c'est, avec le commerce de ses amis, celui des lettres. Le soir, après le thé, il lisait en famille les romans de l'époque ; le jour, à la promenade, dans son cabinet, c'étaient les classiques anglais, notamment Spencer et Dryden, et plus encore les grands poëtes de l'antiquité. Il avait aimé dans sa jeunesse la littérature méridionale, celle de l'Espagne et surtout celle de l'Italie; il admirait Dante, alors peu lu, et il adorait l'Arioste. Virgile parmi les Latins, Racine parmi les Français, étaient ses auteurs de prédilection ; mais Homère avant tout, puis, après Homère, les tragiques, et après eux, Théocrite, Moschus, Apollonius de Rhodes, le charmaient. A la manière dont il en parle, on doute que rien ait valu pour lui l'étude délicieuse de l'antiquité. Il lisait en admirateur sensible et en critique attentif. Un érudit, Gilbert Wakefield, lui dédia une édition de Lucrèce. Il s'ensuivit entre eux une correspondance qui dura cinq ans, et qui roulait presque tout entière sur des sujets de littérature classique. Elle a été publiée. On ne la peut lire sans être frappé de la supériorité, même en ces matières, de l'homme d'Etat sur le savant. On l'est encore plus de voir Fox, dans sa correspondance politique avec lord Holland, lord Lauderdale, Grey lui-même, s'interrompre sans cesse pour leur parler de ses lectures, des réflexions qu'elles lui inspirent, et leur confier, avec ses vues sur les affaires, des remarques de style et quelquefois de philologie. Quand il compare entre eux les grands poëtes épiques, quand il met l'Odyssée en regard de l'Iliade, Euripide en parallèle avec Racine, et Horace avec Pope, il écrit des pages du meilleur cours de littérature. On peut n'être pas surpris qu'il recommande à lord Holland

l'étude de Démosthène comme un modèle pour le débat parlementaire, quoiqu'un tel conseil ait été rarement donné parmi nous; mais on s'étonne de le voir discuter complaisamment avec Grey, les poëtes à la main, la question de savoir si le chant du rossignol exprime le bonheur ou la mélancolie.

J'aime ces plaisirs passionnés que donnait la poésie à cet homme d'Etat plongé dès sa jeunesse dans les débats de la vie politique. C'est encore un des mérites des gouvernements libres que de ne pas éteindre l'imagination des hommes publics, et de leur permettre, de les obliger même de conserver au sein des affaires le sentiment du beau et la faculté d'admirer. On remarquera que dans ses lectures Fox semblait fuir ce qui aurait pu lui rappeler les affaires. Bien qu'admirateur d'Aristote et de Montesquieu, il recherchait peu les publicistes; il estimait surtout dans Blackstone l'excellent écrivain; il ne pouvait souffrir l'économie politique, et l'histoire même ne l'occupa que médiocrement jusqu'au jour où il songea à devenir historien. Impatienté contre Hume et son imperturbable royalisme, il conçut l'idée de raconter la chute définitive des Stuarts, et, pendant tout le reste de sa vie, il n'interrompait les loisirs de sa retraite que pour recueillir les matériaux et poser les premières assises du monument qu'il n'a pas eu le temps d'achever.

Cependant il fallait quelquefois reporter sa pensée sur les affaires de l'Angleterre et du monde, il fallait se montrer au parlement: c'était l'*habeas corpus* à défendre, c'étaient des poursuites politiques à flétrir ou à modérer, c'étaient des chances de paix à faire valoir, c'était la captivité de Lafayette à dénoncer au monde. Que de débats dramatiques, que de scènes éloquentes

aurait à décrire une histoire parlementaire! Mais, si l'on y apprenait comment il faut soutenir avec persévérance une cause désespérée, on ne pénétrerait point peut-être dans l'âme de Fox, et l'orateur officiel ne nous laisserait pas soupçonner les pensées intimes qui l'agitaient, et ce que lui coûtaient les efforts de son courage.

Quoique les Anglais eussent fait plus d'une conquête au delà des mers, ils n'avaient remporté aucune victoire mémorable. Le duc d'York, en descendant sur le continent, n'avait pas illustré leurs armes. La guerre était le beau côté de la révolution française; là notre cause était juste, notre conduite irréprochable, notre gloire sans mélange. L'Angleterre elle-même ne pouvait refuser toute admiration à ce spectacle d'un peuple combattant seul l'Europe entière pour son indépendance. Si le gouvernement révolutionnaire avait eu bonne envie de mettre un terme à la lutte, s'il s'était, sans concession ni faiblesse, abstenu seulement de provocations et de violences, le bon sens de la nation anglaise, venant en aide au parti de la paix, aurait pu amener un accommodement; car la guerre n'avait pas un but déterminé; le gouvernement même, en la faisant, n'en avait point. Deux opinions dominaient dans son parti, toutes deux belliqueuses, mais l'une volontairement, l'autre à regret. Les uns combattaient la révolution pour la détruire, les autres pour s'en défendre, et ne demandaient pas mieux que d'abandonner la France à elle-même le jour où ils le pourraient sans danger. Pitt se posait dans un milieu assez indécis entre ces deux opinions. Il n'aurait point voulu passer pour subjugué par la première: il craignait, en suivant la seconde, de tomber dans la politique un peu bourgeoise qui sacrifie tout à la tranquillité du moment; il craignait surtout de pa-

raître céder à ses adversaires. La paix lui était demandée par les mêmes hommes qui l'accusaient de fouler aux pieds la constitution de son pays. Négocier pour la paix ou abandonner la place à Fox semblait une seule et même chose, et Pitt trouvait une satisfaction digne de sa fierté à tenir tête à l'orage et à gouverner dans la tempête.

Cependant il n'était point sourd au cri des intérêts en souffrance. La prolongation d'une lutte dont le terme semblait reculer dans l'obscurité, le naufrage des espérances et des combinaisons qui au début promettaient une prompte réussite, l'état des finances, chaque jour plus accablées par de nouveaux besoins, l'imprudence de se laisser engager sans retour dans le champ illimité d'une guerre de principes pour un parti qu'il trouvait plus chevaleresque que politique et plus déclamateur encore que chevaleresque, cette défiance des idées absolues propre à tous les hommes de gouvernement, la crainte de devenir le complice d'un enthousiasme quelconque, tout lui laissait un fond de perplexité, lors même qu'il montrait tous les dehors d'une intrépide détermination. Il tenait à conserver l'appui de ce groupe respectable d'amis de l'humanité que M. Wilberforce sanctifiait par sa piété et illustrait par son éloquence. Là on ne dissimulait pas un vif désir de la paix. Wilberforce l'exprimait sans détour; il soutenait en l'amendant une motion pacifique de Grey. Lui-même en 1795 il faisait dans ce sens une proposition directe; il ne réussissait pas, mais cette idée restait comme un germe que l'avenir pouvait développer. L'Angleterre cependant n'avait jamais peut-être été plus agitée. La *Société* dite *de Correspondance,* c'est-à-dire créée pour multiplier les clubs révolutionnaires, avait tenu des *meetings*

séditieux. Fox voyait bien tout le danger des manifestations démocratiques pour les intérêts mêmes de la liberté, mais il n'en était que plus irrité quand ce danger se réalisait; c'était lui qui la défendait, quand d'autres l'avaient compromise. Entre l'audace des clubs et la violence du pouvoir exécutif, un plus timide, ou si l'on veut un plus prudent, aurait essayé de se faire honneur d'une innocente et stérile impartialité; mais il redoutait une lutte directe entre la monarchie et la démocratie. Si la seconde, abandonnée par l'opposition, était trop faible, la première triomphait sous la forme du despotisme. Si la démocratie devenait la plus forte, irritée contre l'opposition, qui l'aurait délaissée, elle ne connaîtrait aucun frein, et se porterait à des excès qui feraient regretter le despotisme. Il se décidait donc pour la conduite qui l'exposait le plus, et il s'encourageait en citant des vers de l'Odyssée.

A l'époque où un bill contre les réunions séditieuses parut menacer le droit d'association, le Club whig s'assembla pour protester sous la présidence du duc de Bedford. Fox présida dans Palace-Yard une réunion plus populaire, où l'on vit figurer auprès du duc de Bedford le comte de Derby, lord Lauderdale, lord Robert Spencer, etc. Cet exemple fut suivi dans plusieurs villes importantes. Au parlement, Fox avait prononcé les dernières paroles que dans les luttes extrêmes autorise la liberté légale, déclarant que la question de la résistance avait cessé d'être une question de morale pour n'être plus qu'une question de prudence. « On peut me dire, ajoutait-il, que ce sont là de violentes paroles, mais aux mesures violentes il faut de violentes paroles. Je ne me soumettrai pas au pouvoir arbitraire tant qu'il me restera une alternative

pour défendre ma liberté. » Sommé d'expliquer cette déclaration, il dit que c'était la doctrine qu'il avait apprise, non-seulement de Sidney et de Locke, mais de sir George Savile et du dernier lord Chatham.

Néanmoins le parti révolutionnaire ne s'y trompait pas : il savait bien que c'était pour sa défense et non pour sa victoire que combattaient des hommes tels que Fox. Aux élections générales qui vinrent peu après, Fox rencontra pour compétiteur à Westminster Horne Tooke, qu'un impolitique procès pour haute trahison, terminé par un acquittement, recommandait à l'enthousiasme démocratique. On remarqua même que, devant les électeurs, en plein marché de Covent-Garden, celui-ci fut le plus écouté. Fox eut pourtant 5160 voix, et Tooke n'en obtint que 2819.

Voyant que la Prusse avait traité avec la république française, que l'Autriche pouvait se décourager et que le général Bonaparte était en Italie, Pitt crut à une chance réelle ou apparente de négociation; il ne voulut pas, quelle qu'elle fût, l'avoir négligée. Lord Grenville envoya un parlementaire à Calais, et bientôt lord Malmesbury vint à Paris. Le Directoire était un gouvernement régulier, mais absurde; la crainte et la nécessité le rendaient quelquefois prudent, mais jamais il n'était capable de concevoir avec prévoyance, d'exécuter avec habileté, de poursuivre avec persévérance. S'il avait eu cette capacité, même à un degré médiocre, si seulement la majorité avait changé dans son sein, qu'une voix de plus eût passé du côté de Carnot, il n'est pas certain que le Directoire n'eût pas réussi. Je veux dire qu'il aurait rétabli peu à peu les conditions élémentaires de l'ordre et de la liberté, subsisté pendant un temps raisonnable au sein d'une société tranquille et

malveillante, et péri misérablement au moment peut-être où il aurait le plus mérité de vivre. Mais de toutes les preuves de sagesse, la plus difficile à donner, c'était pour lui de s'abstenir d'insolence dans ses relations diplomatiques. La France sans doute avait droit d'être fière, et la fierté ne lui avait pas mal tourné; mais la politique révolutionnaire n'a jamais compris ni la fermeté ni la dignité sans la déclamation. D'ailleurs le Directoire ne souhaitait point en particulier la paix avec la Grande-Bretagne; il l'aurait plus volontiers faite avec l'Autriche, qui ne pouvait traiter qu'en lui abandonnant des provinces. Il nourrissait contre l'Angleterre tous les ressentiments et tous les soupçons que la tribune avait accrédités, et, prenant au mot la rhétorique révolutionnaire, il lui semblait, en négociant avec le cabinet de Londres, pactiser avec des perfides et se livrer à des traîtres. Sous l'empire de tels sentiments, parés d'un langage à l'avenant, il n'y avait pas de danger qu'on parvînt à s'entendre. Burke eut satisfaction, *la paix régicide* ne se fit point.

Toute opposition ne voit que le faible de son gouvernement, et chaque fois qu'il est en rapport avec l'étranger, elle suppose, s'il échoue, que c'est sa faute. Fox répugnait à croire qu'avec un peu plus de bonne volonté ou d'habileté Pitt n'eût point arraché à la France une paix si utile pour elle, et il était disposé à faire bon marché, pour la contenter, des intérêts de l'Europe monarchique. Mais quand il essaya encore une fois de faire prononcer la chambre sur les négociations qui avaient échoué, il reconnut plus que jamais que son pays était lancé sur une pente où l'obstacle des événements pouvait seul l'arrêter. C'était le temps de ces émeutes singulières qui s'élevèrent sur la flotte, de cette insurrection navale

qu'on appela la *république flottante.* Le gouvernement parvint à tout calmer, mais obligé de déployer sa force, il faisait chaque jour un pas de plus vers le pouvoir abitraire. Quand l'opposition s'en plaignait, on n'avait plus la ressource de lui répondre comme autrefois : *La France fait pis;* les crimes de la terreur avaient cessé. Et cependant l'agitation, au fond assez vaine, de la démocratie anglaise continuait à dispenser le pouvoir de compter avec l'opposition. Les chambres ne voulaient rien entendre. Jamais Fox n'éprouva plus de découragement. Il trouvait la situation presque désespérée. Parmi les essais de Hume, il y en a un où il examine comment doit *mourir de sa belle mort* le gouvernement anglais, et il conclut que le despotisme est l'*euthanasie* d'une telle liberté. Fox croyait voir les symptômes de la fin prédite par le philosophe sceptique. Il se dit qu'une opposition prolongée à l'inconvénient d'être inutile pourrait ajouter le danger de décréditer sa résistance et d'irriter encore les préventions du public. Cette considération, et sans doute aussi sa disposition personnelle, sa lassitude d'une lutte stérile, le dégoût qu'inspire par moment l'injustice humaine, une passion croissante pour le loisir et la retraite le décidèrent à se retirer de la vie active et à cesser de suivre les séances du parlement. De 1798 à 1801, on ne trouve pas un discours de lui dans les recueils. Cette *sécession,* comme l'appellent les Anglais après les Romains, fut moins une tactique qu'un mouvement spontané. A l'ouverture du parlement, en novembre 1797, les bancs de l'opposition parurent abandonnés. Elle avait en grande partie suivi Fox et Grey dans leur mouvement de retraite, malgré Tierney qui resta, malgré Lauderdale qui disait avec raison : « Sécession est un non-sens ou

veut dire rébellion. » Elle voulut cependant montrer que pour ne plus rien espérer du parlement, elle n'avait ni abjuré ses principes, ni perdu son courage. Pour célébrer l'anniversaire de la naissance de Fox, il y eut dans une taverne de Londres un grand banquet. Le duc de Norfolk le présidait, et il porta ce toast : « Notre souverain, la majesté du peuple ! » Horne Tooke prit la parole pour faire l'éloge de Fox. C'était une de ces manifestations qui servent plus à tromper l'opposition sur son impuissance qu'à émouvoir l'opinion ou à ébranler le gouvernement. Pitt était d'avis qu'on dédaignât celle-ci. Du moins eut-il soin de désapprouver, sans l'empêcher, la double mesure par laquelle le duc de Norfolk perdit la lieutenance de son comté, et Fox fut rayé de la liste du conseil privé. Il en résulta, peu de temps après, un nouveau banquet au Club whig, où Fox répéta pour son compte le toast dont la cour s'était offensée [1].

Une nouvelle révolution avait livré la France à un gouvernement nouveau. Le consulat était aussi régulier qu'avait pu d'abord le paraître le Directoire, et tout autrement habile et sage. Il n'y avait puissance en Europe qui ne dût s'honorer de traiter avec le négociateur de Leoben et de Campo-Formio. Lui-même, qui du haut de sa force et de sa gloire pouvait, sans s'abaisser, faire les avances, et qui, en désirant la paix, ne risquait pas d'être soupçonné de craindre la guerre, fit une ouverture dédaigneusement accueillie. A cette occasion, Fox reparut à la chambre, et il insista pour

[1] Mirabeau, attribuant à Chatham cette expression *la majesté du peuple*, dit que ces mots sont la charte des nations. Voltaire les met dans la bouche de Shippen, membre jacobite de l'opposition sous Walpole.

des négociations immédiates, mais il ne fit pas voter, de peur d'engager le parlement contre le mouvement pacifique qui commençait à se prononcer. Une réunion nombreuse le constata par des vœux qu'elle émit dans le *common hall* de la Cité de Londres. Pitt méconnut l'importance du moment, et c'est une des grandes fautes de sa vie. Si quelque chose pouvait faire suspecter le gouvernement anglais du machiavélique dessein d'arriver à je ne sais quel but par la guerre à tout prix, ce serait le langage des ministres dans le débat sur les propositions du premier consul ; mais la conduite subséquente prouve assez qu'il y eut tout simplement obstination, prévention, defaut de résolution et de sagacité, dirai-je le mot ? défaut d'esprit. C'est donc la restauration que l'on veut, disait Fox, et Tierney fit un discours sur ce texte.

Mais Pitt était tout occupé d'un acte important, dont sans doute, il attendait beaucoup : il proposait la réunion de l'Irlande à la Grande-Bretagne. Cette mesure, qui privait la première de son parlement et de quelques institutions locales, semblait porter atteinte à son indépendance, et ne pouvait être bien reçue qu'accompagnée d'améliorations réelles et de concessions effectives. En prenant une tutèle plus directe de l'Irlande, l'Angleterre s'engageait à l'élever à soi. On sait qu'elle a si mal rempli cet engagement, qu'il y a quelques années le rappel de l'union était le leurre que le plus habile agitateur offrît à une multitude irritée. Fox semblait prévoir ce résultat. Tout ce qui venait du pouvoir à cette époque lui paraissait fait à mauvaise intention. S'il était allé au parlement, il dit qu'il aurait combattu la réunion. Il resta chez lui et laissa passer une mesure qu'il ne voulait pas approuver, qu'il ne pouvait empê-

cher. Cette conduite a été blâmée avec raison. Je pense qu'il eût mieux fait d'accepter sous condition ; mais il croyait toute condition vaine, et craignait de contribuer à étendre le champ d'un pouvoir tyrannique.

Un nouveau parlement, cette fois le parlement impérial des trois royaumes, fut convoqué. Lorsqu'il s'assembla (janvier 1801), on remarqua avec étonnement une toute autre absence que celle de l'opposition : Pitt et Dundas ne se montrèrent plus. Que s'était-il passé, et quels motifs pouvaient avoir dicté ce commencement de retraite à un ministère qui ne semblait pas le moins du monde ébranlé ? On venait de traverser une année difficile. La disette avait amené des émeutes, et la souffrance publique recrutait pour le parti de la paix. Était-ce la nécessité d'une négociation avec la France qui tout d'un coup décourageait les ministres ? Se regardaient-ils comme un obstacle à la paix ? N'y voulaient-ils pas contribuer, ou se croyaient-ils incapables de la conclure ? On leur a souvent prêté quelque pensée de ce genre, et l'on a écrit, surtout en France, que Pitt, regardant la paix comme inévitable et précaire, n'avait pas voulu y attacher son nom. Les événements postérieurs ont tourné de manière à autoriser cette conjecture, et lorsqu'on le vit deux ans après ressaisir le pouvoir au moment où son pays reprenait les armes, on a pu dire et ses admirateurs ont prétendu qu'il avait prévu l'impossibilité de faire autre chose qu'une trève avec le premier consul. Ainsi il se serait réservé pour l'œuvre immense de cette guerre de dix années qui ne finit qu'à Waterloo. Mais cette manière de concevoir sa politique se rapporte à ce personnage d'une grandeur un peu fabuleuse que ses adversaires même ont fait de lui. Le vrai Pitt n'avait point ces pro-

portions odieuses et gigantesques ; il n'était pas le promoteur forcené de la guerre à tout prix. Bien qu'il se défiât de la France, de sa révolution, de son chef, on sait aujourd'hui qu'il n'eût été nullement fâché d'attacher son nom à la paix, surtout de se montrer à son pays capable de saisir toutes les chances d'accommodement. Sa conduite au commencement de 1801 s'explique par des raisons plus modestes et plus honorables.

Il ne s'était jamais déclaré l'ennemi de la liberté religieuse. Les droits des dissidents, et par conséquent l'émancipation des catholiques, n'avaient rien de monstrueux à ses yeux. Sur cette question, comme sur toutes celles qui n'intéressaient que la justice et l'humanité, il prenait le beau côté ; il parlait bien et ne concluait pas. C'était beaucoup que d'avoir exercé dix-sept ans un pouvoir supérieur à celui de Walpole et de Chatham, et de n'avoir rien fait pour les catholiques. Il jugeait le moment venu de faire quelque chose. La réunion de l'Irlande ne pouvait pleinement réussir qu'à ce prix. Il fallait qu'elle fût le début d'une politique réparatrice. « Point de réunion sans émancipation ! » lui disait Canning, qui commençait à prendre du crédit sur lui. Pitt avait toujours accompli la réunion en attendant le reste. Lorsque, d'accord avec Grenville, Dundas et Windham, il voulut faire un pas de plus et rédiger dans cette vue le programme de la session, il fut arrêté net par le roi. George III ne voulait entendre à rien quand il s'agissait des catholiques ; il alléguait le serment de son sacre qui le liait aux lois d'intolérance. Si un ministre lui représentait qu'il s'était engagé à faire exécuter les lois existantes, non à les maintenir par le veto contre le vœu des chambres et du pays : « Trève à votre métaphysique écossaise, monsieur Dundas ! »

répondait-il. Pitt lui écrivit pour lui soumettre une dernière fois la question : la réponse fut négative, et l'Orateur de la chambre des communes fut appelé à composer un cabinet.

M. Addington, connu depuis sous le nom de lord Sidmouth, était un de ces hommes modérés en tout, même en talents, que le monde honore au second rang et dédaigne au premier. La circonstance qui l'appelait au pouvoir l'obligeait à composer son ministère dans le parti de la cour ; il devait même se montrer moins libéral dans ses vues spéculatives que son altier prédécesseur, mais plus conciliant dans sa conduite, étant plus faible et libre des engagements d'une lutte irritante avec l'opposition. La question des catholiques n'avait pas été publiquement posée. L'opinion n'y songeait pas ; le parlement l'aurait probablement résolue comme le roi. Il n'y avait donc pas de querelle à chercher au ministère sur ce point, et, formé sous l'influence des nouvelles dispositions de l'Angleterre et de la France, il se présentait naturellement comme le négociateur de la paix, de cette paix à laquelle Pitt ne s'opposait plus et que Fox avait sans relâche invoquée.

Telle est la vanité de nos desseins, que leur succès même dément quelquefois la pensée qui les a inspirés ou semble la compensation de nos fautes. Malgré d'immenses sacrifices, la guerre n'avait en rien diminué l'Angleterre, et pourtant elle avait mal réussi. Le sang-froid, la fermeté, la persévérance, l'habileté du grand administrateur avaient élevé Pitt très-haut dans l'opinion de ses concitoyens, et cependant il avait échoué dans tout ce qu'il s'était proposé. La guerre s'était prolongée contre son attente ; avec le désir de la terminer, il n'en avait pas su trouver l'occasion. Plus inquiet encore de

l'agrandissement de la France que de sa révolution, il avait voulu anéantir ou du moins réprimer l'une et l'autre, et la révolution, se transformant sans cesse, avait enfin pris la forme d'un pouvoir énergique et brillant qui se fondait sur la gloire, comportait la stabilité, et semblait fait pour organiser et illustrer une société nouvelle. En refusant de le reconnaître à sa naissance, Pitt avait donné à Bonaparte le temps d'ajouter à ses victoires la bataille de Marengo. La France allait jusqu'au Rhin ; elle dominait l'Italie. Le continent était soumis ou captivé. L'Angleterre, la moins intéressée des puissances à la guerre contre-révolutionnaire, finissait par rester seule à la soutenir. Au moment où s'ouvraient les négociations, pliant sous le faix des impôts, elle luttait contre la disette et le désordre. Pitt, sortant du pouvoir, avait beau donner à sa retraite un motif honorable et indépendant des circonstances, il semblait qu'il dût se retirer sous le coup de ses revers et frappé sans retour par la réprobation publique. C'eût été ingratitude, mais non pas injustice ; l'Angleterre ne fut pas même ingrate. Il avait le cœur bien anglais ; il avait servi son pays avec dévouement et montré les qualités d'un homme né pour commander. Tant de désintéressement uni à tant d'ambition, tant d'habileté au milieu de tant de fautes, sa modération personnelle dans la pratique d'un système absolu et d'une politique extrême, le faisaient considérer comme un homme d'État de premier ordre. Nul d'ailleurs ne savait mieux ménager sa position, conduire son parti, diriger une assemblée. Rien ne coûtait à cet homme d'une vie simple et d'un caractère sans tache, pour gagner ou satisfaire jusqu'aux vils intérêts qui se cachent au sein des majorités de gouvernement. Le

préjugé patriotique et le préjugé contre-révolutionnaire donnaient aux classes de la société qui l'avaient soutenu tous les caractères d'un parti. On avait montré dans la guerre plus de passion que de calcul. On ne voulait point que le chef qu'on avait suivi eût tort, ne voulant point avoir eu tort soi-même, et l'orgueil du pays se portait solidaire du sien. Jamais surtout on n'eût consenti, par l'abandon du passé, à donner raison à cette opposition bruyante, offensante, qui d'ailleurs, avec une vue plus juste des choses prises dans leur généralité, s'était sans cesse trompée dans le détail et compromise par une impuissante agitation. L'Angleterre, après tout, n'avait rien perdu à la guerre. Seule peut-être en Europe, après la France, elle en sortait plus grande. Son empire de l'Inde était complété et assuré. Elle avait conquis assez de colonies pour garder les plus précieuses en lâchant celles qui devaient être la rançon de la paix. Son commerce maritime s'était développé à l'exclusion de celui de toutes les autres nations, et comme à l'époque de la guerre de la Succession, les opérations financières avaient imprimé aux affaires intérieures un mouvement singulier, qui augmentait en réalité, et encore plus en apparence, la richesse nationale. Bien donc que la paix fût désirée par l'opinion, bien qu'elle fût accueillie par des démonstrations inusitées de la joie populaire, à ce point que les gens de Londres traînèrent jusqu'au Foreign-Office la voiture de l'aide-de-camp du premier consul qui apportait la ratification des préliminaires, il eût été impossible de faire regarder au parlement et au public ce moment comme une occasion de condamner la politique des dix-sept dernières années et de proclamer un changement de système. Fox du

moins ne l'essaya pas. Son ambition était visiblement amortie; ses convictions étaient aussi fortes, son ardeur moindre que par le passé. Ses facultés et ses talents étaient les mêmes, mais l'âge et l'expérience, les variations de ses amis, l'indocilité des partis, tant de mécomptes et d'échecs, lorsqu'il n'avait pas un doute sur la vérité de ses principes et la loyauté de ses intentions, enfin un goût excessif peut-être, si en ce genre l'excès est possible, pour l'étude et la retraite, l'avaient peu à peu désaccoutumé et presque découragé d'une participation active aux affaires publiques. Lord Holland dit qu'il l'a vu chagrin jusqu'aux larmes d'être obligé de quitter Sainte-Anne pour aller au parlement. Il ne croyait plus au succès. Il se défiait des hommes. Les institutions de son pays n'avaient pas rendu tout ce qu'il en attendait; il craignait qu'elles ne fussent sans retour faussées, énervées. Il pensait toujours à l'*euthanasie* de Hume. Quand on lui demandait d'expliquer ce qui se passait, il répondait par ces vers de Dante :

Vuolsi così colà dove si puote
Ciò che si vuole, e più non dimandare.

La dernière crise ministérielle avait montré en effet toute la puissance personnelle du roi. Fox ne pouvait regretter Pitt. « C'était un mauvais ministre, écrit-il à Grey; il est dehors, je suis content. » Il se flattait même que ce serait une occasion de montrer aux plus prévenus jusqu'où peut conduire une politique de courtisans. « La beauté d'un gouvernement vraiment royal va apparaître dans tout son éclat, » disait-il dans la même lettre. Toutefois il doutait s'il devait attaquer ou ménager le nouveau cabinet. Il craignait un piége, tant il le trouvait faible! Dans le doute, il se montrait peu

et venait rarement à la chambre. Blessé des injustices de l'opinion, il se disait que sa personne nuisait peut-être à sa cause, et que pour la servir il fallait des ménagements et des concessions dont il ne se sentait pas capable. En cas de changement, il avait dès longtemps mis en avant l'idée d'un ministère whig où il ne serait pas. *Je ne suis pas,* disait-il en français avec un peu d'ironie, *à la hauteur des circonstances.*

Cependant la santé du roi oscillait entre la raison et la démence. Des chances nouvelles pouvaient s'ouvrir. Le prince de Galles n'avait point rompu avec l'opposition ; mais tout à coup il venait de se prononcer contre l'émancipation des catholiques, probablement parce que Pitt s'y était montré favorable. La confiance du prince allait à Sheridan, qui n'avait pas celle de Fox, et l'opposition n'était pas d'accord. Sheridan, Tierney, Erskine, à qui son éminent talent d'avocat avait fait un grand rôle dans les procès politiques, étaient d'avis d'attirer le ministère en se rapprochant de lui, et le second finit même par accepter le titre de trésorier de la marine. Grey et lord Holland pensaient que, sans s'occuper des ministres, il fallait aller de l'avant, et poser des questions qui tôt ou tard diviseraient la majorité. Du côté de Pitt, on n'était pas plus unanime. Mécontent du roi, qu'il avait mécontenté, il ne voulait point le pousser à bout, et il épargnait ses successeurs; mais ses amis étaient moins patients. Grenvillè avait un parti et Windham ne se séparait pas de lui ; tous deux, en attaquant la paix, tendaient sur la politique intérieure à se rapprocher de l'opposition. Canning dans toute la verve d'un esprit vif et d'une jeune ambition, Leveson Gower, cet homme aimable et éclairé qui, devenu lord Granville, a laissé en France comme

ambassadeur un nom si respecté, cherchaient partout des alliances pour ouvrir immédiatement les hostilités contre le cabinet. Les oppositions tendent toujours à se coaliser. La diversité des moyens d'agression n'est pas infinie, et la communauté des aversions amène le concert des attaques. Burke n'était plus là pour élever des barrières entre les partis ; la république française n'était plus un club armé pour la propagande démocratique. Lord Fitzwilliam avait depuis longtemps renoué avec Fox les liens d'une véritable amitié. Windham et Thomas Grenville étaient d'anciens whigs que la terreur de 1793 avait seule détachés de lui. Lord Grenville montrait le goût de sa race pour les combinaisons de tiers-parti. Dundas, devenu lord Melville, tout en se ménageant avec Pitt, passait pour pressé de remonter au pouvoir. Un homme moins expérimenté que Fox, d'un caractère moins sincère, d'un attachement moins pur aux principes, aurait pu se laisser séduire à tant de chances spécieuses de changer par une coalition subite la situation respective des partis. Il vit de plus haut et jugea plus froidement. D'abord il eût regardé comme une trahison de s'unir à la nouvelle opposition pour décrier la paix. Il n'était pas insensible, il le dit lui-même, à la *puissance alarmante* que cette paix reconnaissait à la France ; mais le temps d'arrêter les progrès de la France était passé. La paix lui assurait toutes ses conquêtes, et en dernière analyse elle ne laissait à l'Angleterre que Ceylan et la Trinité. Moins elle était glorieuse cependant, plus on devait la pardonner au ministère, puisqu'il ne faisait que recueillir les tristes fruits de l'administration précédente.

« D'ailleurs, ajoutait Fox, le sentiment de l'humiliation dans le gouvernement se perdra dans l'extrême

popularité de la mesure. Jamais joie ne fut plus universelle et moins feinte, et ce coquin de peuple[1] est ivre de joie de recevoir des ministres ce qui, s'il avait osé le demander, n'aurait pu lui être refusé à presque aucune époque de la guerre. Le triomphe de Bonaparte est complet en effet ; mais puisqu'il ne doit pas y avoir de liberté politique dans le monde, je crois réellement qu'il est l'homme le plus fait pour être le maître. » Il s'exprimait ainsi dans ses lettres particulières ; mais il se hâta de professer en public une approbation qui était d'accord avec sa constante politique, donnant ainsi sur cette grande question le mot d'ordre à son parti. Pitt se crut obligé d'approuver également, tout en exprimant quelque regret. Grenville et Windham blâmèrent ouvertement. Cette situation rapprochait les whigs du ministère; mais Fox ne voulait pas aller plus loin : il repoussait l'intrigue, il se refusait à l'espérance. On venait de donner la pairie au père de Grey, qui après Fox tenait déjà la première place dans l'opposition. Ce fut une vive contrariété pour ce jeune homme d'État, fils tendre et respectueux, mais qui avait d'autres vues et une autre ambition.

« C'est un événement contrariant sans doute, lui écrit Fox; mais, suivant mes notions, la constitution de ce pays décline si rapidement que la chambre des communes a en grande partie cessé et cessera bientôt tout à fait d'être un lieu de grande importance. Le tout s'en va, s'il ne s'en est allé.... Le seul rayon d'espoir que j'aperçoive vient de la cour, lorsqu'elle passera en d'autres mains, et la cour, à part même l'odieuse considération de certains caractères, est un

[1] « This rascally people. »

misérable fondement pour bâtir un système de réforme et de liberté. Cependant, si cette occasion se présente, nous devons au pays de ne pas la négliger, et le cas échéant, vous manqueriez réellement dans la chambre des communes. Au total, je considère que la probabilité de vous voir obligé de la quitter dans un certain temps est de moindre conséquence qu'elle n'eût été aux jours d'autrefois. »

Ainsi jugeait ce grand esprit et ce noble cœur de la constitution de l'Angleterre, il y a un demi-siècle. Que de tels découragements nous rassurent. Un jour peut-être on s'étonnera du nôtre.

Il était dans cette triste disposition d'âme, lorsque la mort lui enleva un de ses amis les plus fidèles. John, cinquième duc de Bedfort, mourut le 2 mars 1802. Il avait été le plus constant et le plus hardi de ces pairs du royaume qui, en face de la Convention nationale et de ses fureurs, ne désertèrent pas la cause de la liberté et s'obstinèrent à croire que les nations avaient des droits, espèces d'hommes inintelligibles en Allemagne, et que même en France on prend pour des grands seigneurs qui s'amusent.

> Rarus enim ferme sensus communis in illa
> Fortuna....

C'est Fox qui cita ce vers en prononçant son éloge. A la demande des Russell et de son parti, il s'était en effet chargé de proposer la convocation des électeurs de Tavistock, représentés jusque-là par le nouveau duc de Bedford, afin d'avoir occasion de rendre un solennel hommage à l'ami qu'il avait perdu. Cette sorte d'oraison funèbre a été conservée, et elle n'est pas indigne du grand orateur. C'est le seul discours qu'il ait écrit.

On voit dans ses lettres combien lui coûtait ce travail, et quelles peines il prit, que de conseils il demanda pour donner à cette petite composition la perfection qu'il cherchait en toutes choses.

Dans le courant de l'été, après des élections un peu moins défavorables aux whigs que les précédentes, Fox, réélu à Westminster, partit pour la France avec Mme Fox, qu'il fit alors reconnaître sous son nom. On peut croire que la curiosité de voir la France telle que la révolution l'avait faite et ce premier consul que la révolution avait fait aussi, entrait pour beaucoup dans les motifs du voyage; cependant le but principal était de chercher dans nos archives les pièces relatives aux rapports de Louis XIV avec les Stuarts et tous les documents qui pouvaient aider l'écrivain à compléter son histoire commencée. On possède un récit détaillé de cette course sur le continent. Un secrétaire irlandais, qui accompagnait Fox, a écrit avec un enthousiasme vrai et une naïveté déclamatoire des mémoires sur les dernières années de sa vie, où il ne raconte guère que son voyage et sa mort [1]. A l'aide de ce récit abrégé des neuf dixièmes, on pourrait rédiger l'itinéraire que voici.

On était parti de Saint-Anne's Hill le 29 juillet 1802. M. Saint-John, depuis lord Saint-John, était du voyage avec le secrétaire Trotter. La compagnie débarqua à Calais, et prit la route de Lille pour se rendre en Belgique. En traversant les campagnes riches, mais monotones, de la Flandre, on lisait pour s'égayer *Joseph Andrews*, et Fox pardonnait à Fielding sa vulgarité en

[1] *Memoirs of the latter years of the R. H. C. J. Fox*, by J. B. Trotter, 3e édition. Londres, 1811.

faveur de sa vérité. A Calais, à Lille, partout, il était accueilli avec empressement; les autorités et le peuple le fêtaient comme un ami de la France. Quand il traversa ces belles villes de Gand et d'Anvers où manquait leur plus bel ornement, les tableaux de Rubens, ces grandes cités hollandaises où il ne trouvait plus de maison d'Orange, mais des garnisons françaises, il ne put sans surprise et même sans tristesse songer qu'il était encore dans le rayon de notre domination, et contempler les résultats de la politique qu'il avait combattue au péril de son repos et de sa renommée. Il se faisait lire alors le huitième et le neuvième livre de l'Énéide. Charmé de la mélancolie qu'il admirait comme le trait distinctif de Virgile, il répétait avec émotion les beaux vers d'Evandre priant pour la vie de son fils, ou de la mère d'Euryale pleurant sur la mort du sien. Il traversa en touriste les lieux célèbres de la Hollande, La Haye, Leyde, Amsterdam, Rotterdam, et il arriva à Bruxelles, où il termina la lecture de l'Énéide, non sans s'être ému, avec le plus sensible des poëtes, à la mort de Pallas et de Lausus. Pour entrer en France, il quitta Virgile et revint à Fielding ; *Tom Jones* remplaça *Joseph Andrews*. Il avait la passion des romans, pourvu qu'ils peignissent la nature vraie comme *Tom Jones*, ou le monde de l'imagination comme *les Mille et Une Nuits*. Il aimait à mêler la prose et la poésie, et l'Arioste remplaça Virgile. Quelquefois il comparait l'Arioste à Homère, auquel pourtant il n'égalait rien. Il disait que, s'il vivait, il voulait voir Constantinople, seulement pour faire le voyage de l'Odyssée.

Tout en lisant et en causant, tout en voyant les musées des villes et en s'enquérant des choses de l'agri-

culture, Fox arriva à Paris et descendit à l'hôtel de Richelieu, qui était, dit-on, celui du trop célèbre maréchal, hôtel garni maintenant. L'air de contentement et de prospérité qui l'avait frappé depuis qu'il était en France lui parut à Paris plus saillant encore. Sa première visite fut pour le Théâtre-Français. On donnait *Andromaque*. Il admirait beaucoup Racine. Il écrivait une fois à lord Holland : « Je n'ai pas lu la *Vie de Chaucer* par Godwin, mais je l'ai regardée. Je remarque qu'il trouve l'occasion de montrer sa stupidité en n'admirant pas Racine. Cela me met dans une vraie colère.

Je veux contre eux faire un jour un gros livre,

comme dit Voltaire. Même Dryden, qui parle avec un respect convenable de Corneille et de Molière, vilipende Racine. Si jamais je publie mon édition de ses œuvres, je lui en donnerai pour cela, vous y pouvez compter. »

On devine que le Théâtre-Français dut lui plaire ; il était alors très-florissant. Une actrice à ses débuts passionnait fort le public. Fox l'entendit souvent, surtout dans *Phèdre* ; c'était une de ses tragédies favorites. Il la mettait au même rang que la *Phèdre* d'Euripide, quoiqu'il préférât Euripide aux autres tragiques grecs. « C'est mon goût, bien que je ne sois pas sûr de n'être pas taxé d'hérésie. Il me paraît avoir plus de facilité et de naturel que Sophocle, qui certainement est plus achevé et plus exempt de grands défauts. » Quant au Théâtre-Français de 1802, voici comme il se résumait à son retour : « J'ai revu Mlle Duchesnois dans *Phèdre*, juste au moment de quitter Paris, et je l'ai trouvée beaucoup meilleure, quoique toujours inégale. Je l'ai vue aussi dans Roxane de *Bajazet*, je regarde que c'est

de beaucoup son meilleur rôle. J'ai vu Lafond une ou deux fois, et je l'aime mieux que Talma. Dans *Tancrède*, je le trouve vraiment très-bon, spécialement dans la bonne partie de *Tancrède*, qui est le troisième acte, et peut-être cet acte seul[1]. »

La première fois qu'il vit jouer *Phèdre*, il fut reconnu. Son nom passa aussitôt de bouche en bouche. Tout le monde se leva, et les applaudissements furent universels. Son embarras était extrême en recevant un témoignage de bienveillance auquel il ne pouvait répondre. Le premier consul assistait à la représentation, et Fox le vit ce soir-là pour la première fois.

Dans ses voyages en Italie, il avait formé son goût pour les arts, et rien ne l'attira plus que le musée du Louvre, alors si magnifiquement enrichi par nos conquêtes. A peine y fut-il entré, que son admiration tint du transport. Il y retourna souvent, et chaque fois son plaisir était plus vif et mieux senti. Il ne tarissait pas en réflexions justes et délicates. Dans une collection qui réunissait alors *la Transfiguration* de Raphaël, le *Pierre l'Ermite* de Titien, l'*Antiope* du Corrège, la *Descente de Croix* de Rubens, il préférait le *Saint-Jérôme* du Dominiquin. Il revenait souvent devant ce chef-d'œuvre, s'arrêtait longtemps à le contempler, et commentait avec éloquence les beautés toujours nouvelles qu'il y découvrait chaque fois.

Il ne tiendrait qu'à nous de le suivre à Versailles, à Trianon, à Saint-Cloud, même à l'Opéra et à Tivoli. Comme tous les hommes d'imagination, il voyageait pour son plaisir, et non pour celui de sa vanité. Plu-

[1] Lettres à Trotter, IV et XIII ; à lord Holland, *Mémoires*, t. III, p. 205.

sieurs amis l'avaient rejoint, lord Robert Spencer, lord Holland, le général Fitzpatrick, sir Robert Adair, et on le voit plus empressé dans les premiers jours de visiter avec eux tout ce qui piquait sa curiosité ou charmait son goût, que d'aller dans un monde nouveau chercher les hommages et se donner en spectacle. Il paraît même s'être fait admettre aux archives des affaires étrangères, ce qui était le principal objet de son voyage, avant d'avoir eu des relations directes avec les membres du gouvernement. Cependant il devait remercier M. de Talleyrand. Il le connaissait d'ailleurs, et il parut à l'une des soirées élégamment officielles de sa maison de campagne de Neuilly. On a toujours trouvé que M. de Talleyrand avait au plus haut degré l'air d'un grand seigneur. Ce ne fut jamais plus vrai qu'au temps où il était ministre de la république française; il tranchait par le contraste. Dans ce salon, où se pressaient tout ce que la France et l'Europe offraient de plus brillant, tout ce qui restait de l'ancien régime, tout ce qui s'élevait du nouveau, Fox rencontrait des hommes dont le nom n'est pas oublié, le marquis Lucchesini, le comte Markof, le marquis de Gallo, le chevalier d'Azara, M. Livingston, « le plus agréable Américain avec qui il eût jamais causé. » M. d'Azara s'approcha de lui, et lui montrant toute la compagnie: « Que pensez-vous de tout ceci? lui dit-il.— C'est un temps d'étonnement, répondit Fox. J'entends dire que la Vénus de Médicis est en route. Que verrons-nous après cela? »

Cette soirée était la veille du jour où il devait aller au lever du premier consul. Le lendemain, il retrouva le même monde au palais des Tuileries, dans le salon des ambassadeurs, et de plus le cardinal Caprara. M. Merry, chargé des affaires de l'Angleterre, en atten-

dant lord Whitworth, devait ce jour-là présenter Fox et Erskine. Quand tout le corps diplomatique fut réuni, on vint prévenir le légat que le premier consul était prêt, et tout ce cortége se rendit dans une salle qui devait être celle du trône. On trouva le chef de l'Etat revêtu de ce lourd costume rouge oublié de l'histoire, ayant auprès de lui les deux consuls, les ministres et tout un brillant état-major. On forma le cercle, et le général Bonaparte en passa pour ainsi dire la revue. Il commença par l'ambassadeur d'Espagne, vint au ministre d'Amérique, avec lequel il s'entretint assez longtemps. Son aisance et sa simplicité étaient parfaites. Quand il arriva devant M. Merry, celui-ci lui présenta plusieurs Anglais, et dès qu'il lui nomma M. Fox, le consul fit un mouvement très-marqué, et lui dit avec son accent rapide : « Ah ! Monsieur Fox, j'ai appris avec plaisir votre arrivée. Je désirais beaucoup vous voir. Il y a longtemps que j'admire en vous l'orateur et l'ami de son pays, celui qui, en élevant constamment la voix pour la paix, consultait les plus vrais intérêts de sa patrie, ceux de l'Europe, ceux de la race humaine. Les deux grandes nations de l'Europe veulent la paix. Elles n'ont rien à redouter ; elles doivent se comprendre et s'estimer l'une l'autre. En vous, Monsieur Fox, je vois avec beaucoup de satisfaction le grand homme d'État qui a conseillé la paix, parce que la guerre n'avait pas un juste objet, qui a vu l'Europe désolée sans raison, et qui a lutté pour le soulagement des peuples. » Telles sont les paroles que rapporte un témoin de l'entrevue, et il ajoute : « M. Fox dit peu de chose ou plutôt rien. A un compliment directement adressé, il a toujours trouvé une invincible répugnance à répondre. Il ne prononça pas un mot d'admiration ou d'éloge

pour le grand et extraordinaire personnage qui lui parlait. Un petit nombre de questions et de réponses relatives à son voyage termina l'entretien. » Après Fox, on présenta Erskine. Son nom ne rappelait rien au premier consul. L'Anglais paraissait tout surpris. « Parle-t-il français ? » demandait tout bas et vivement M. de Talleyrand. M. Merry glissa à la hâte quelques mots, et Bonaparte, les saisissant au passage, dit à Erskine avec une grande indifférence : « Vous êtes légiste ? » La question attéra le grand avocat, qui ne sut que dire, et le consul passa à un autre. Après avoir dit un mot à chacun, il fit une seconde fois le tour du cercle, adressant la parole tantôt à l'un, tantôt à l'autre, puis, se replaçant entre les deux consuls, il fit un léger salut. A ce signal, la compagnie se retira.

Le jour de cette réception, on alla dîner chez Robert (je dédie ce détail aux hommes de ce temps). Le célèbre acteur Kemble était du dîner donné par lord Robert Spencer. Un des jours suivants, Fox était invité à Neuilly. Il y dîna avec le duc d'Uzès et M. Rœderer, il y vit l'abbé Casti et un prince de Saxe-Weimar, car c'est chez M. de Talleyrand que se faisait l'exhibition la plus complète et la plus variée des curiosités de cette époque singulière. En sortant, Fox se rendit à la soirée de Mme Bonaparte, et fut enchanté de sa bonne grâce. Elle aimait les fleurs, et elle avait de belles serres à la Malmaison. Ce fut pour lui une occasion de penser à ses fleurs de Sainte-Anne, et un sujet de conversation tout trouvé, dont il se saisit avec empressement. La soirée d'ailleurs lui parut froide, et le premier consul n'y avait fait qu'une apparition.

Rien n'était plus à la mode alors qu'une maison de campagne à Clichy, où demeurait une personne d'une

beauté célèbre, et qui est parvenue à surpasser le charme de sa personne par le charme de son caractère. Mme Récamier y donna à déjeuner à Fox avec le général Moreau. Fox s'intéressait à tout, sauf à l'art de la guerre. En Flandre, il ne voulait pas regarder les fortifications. Il essaya d'entretenir le général de Louis XIV et de son histoire. Le vainqueur de Hohenlinden n'était pas fort au fait et il se tut ; mais après déjeuner, il parla de l'armée, il parla bien, et l'on trouva dans son langage plus de liberté que de prudence.

Le 18 septembre, le jour de l'an du calendrier républicain, devait être précédé de cinq jours de fête : c'étaient les cinq jours complémentaires. Il y eut de brillantes réunions. L'exposition de l'industrie nationale s'ouvrit le cinquième jour. Le premier consul y vint; il y trouva Fox accompagné de ses amis, et le garda près de lui quelque temps. Suivant une anecdote de l'histoire industrielle, la plus grande admiration de Fox fut pour les couteaux à bon marché d'Auvergne et les montres d'argent de Besançon. Voici une autre anecdote que M. Thiers a jugée digne de l'histoire, et qu'il vaut mieux lui laisser raconter. « Il y avait dans une des salles du Louvre un globe terrestre, fort grand, fort beau, destiné au premier consul et artistement construit. Un des personnages qui suivaient le premier consul, faisant tourner ce globe et posant la main sur l'Angleterre, dit assez maladroitement que l'Angleterre occupait bien peu de place sur la carte du monde.— Oui, s'écria M. Fox avec vivacité, oui, c'est dans cette île si petite que naissent les Anglais, et c'est dans cette île qu'ils veulent tous mourir. Mais, ajouta-t-il en étendant les bras autour des deux océans et des deux Indes, mais, pendant leur vie, ils remplissent ce globe entier

et l'embrassent de leur puissance. — Le premier consul applaudit à cette réponse pleine de fierté et d'à-propos. »

Le 23 septembre, il y eut grand lever aux Tuileries. Fox y parut, et tout se passa comme la première fois. On remarqua que le premier consul ne fut pas plus heureux à reconnaître Erskine, ou plutôt c'est Erskine qui ne fut pas plus heureux. L'usage était d'inviter à dîner pour le jour de cette réception ceux qui avaient été présentés à une réception précédente. Fox dîna donc au palais. Le premier consul causa beaucoup, et après le dîner, qui fut fort court, un petit nombre de personnes furent engagées à le suivre dans les appartements de Mme Bonaparte. S'il faut en croire des gens qui virent Fox à son retour des Tuileries, il revint plus amusé de sa soirée que frappé du génie de son illustre interlocuteur. Le maître de la France lui avait paru un peu enivré de sa fortune, mais sincère dans son désir de maintenir la paix. Il s'était même donné dans la conversation le divertissement de reprendre la thèse de l'abbé de Saint-Pierre : « Il n'y a au fond, dit-il, que deux nations; l'une habite l'Orient, l'autre l'Occident. Anglais, Français, Allemands, sont de même race. Toute guerre est une guerre civile. » C'est dans cet entretien que, le consul ayant accusé des collègues de Pitt, et nommément Windham, d'avoir trempé dans quelque complot contre sa vie, Fox les disculpa avec chaleur et n'omit rien pour dissiper de si tristes soupçons.

La conversation de l'empereur était incomparable : c'est le témoignage de tous ceux qui l'ont approché en étant capable d'en juger. Cependant, quoiqu'il ne parlât pas sans calcul, il parlait sans beaucoup de choix.

Aucun homme n'a plus tiré parti de ses dons naturels et n'a plus cherché l'effet tout en se laissant aller. Cet air d'abandon dans une position souveraine était un attrait de plus; mais en improvisant beaucoup, il pouvait ne pas toujours tomber sur les pensées les plus propres à donner de son esprit la plus haute et par conséquent la plus juste idée. D'ailleurs on a beau être Napoléon, on ne connaît pas tous les hommes, et j'ajouterai que, de toute la nature humaine, la nature anglaise n'est pas celle qu'il a le mieux comprise. Aucun de ses jugements sur les Anglais n'est fort remarquable, et, dans la paix comme dans la guerre, il leur a rarement tenu le langage le mieux adapté à l'effet qu'il voulait produire. Sa simplicité dans les relations ordinaires, sa gravité dans les relations officielles, leur convenait; mais, quand il s'animait, il s'animait trop pour eux, et le ton inégal de son discours, tour à tour familier et théâtral, ce mélange d'imagination et de passion qui entrecroisait les traits brillants et les mauvaises raisons, n'allaient pas toujours à leur manière positive et pratique de concevoir les choses. Ils disent encore aujourd'hui, en admirant beaucoup lord Chatham, que sa façon de penser et de parler était peu anglaise. Il y a entre le génie et le sens commun une lutte secrète dans laquelle le sens commun n'a pas toujours raison. Les Anglais, tant que Napoléon a vécu, ont trouvé que le génie avait tort.

Cependant il plut à Fox; il avait la sincérité de la conversation, c'est-à-dire qu'il parlait avec une émotion vraie, tout en se proposant un but, et Fox, sans se croire l'objet d'une confiance particulière, fut charmé d'un abandon qui dans le moment n'avait rien de joué. Si peu de secret avec de si grands desseins, rien ne

saurait captiver autant. Fox revint d'Angleterre confiant dans les intentions de Bonaparte, sans l'être tout à fait autant dans son caractère, mais n'ayant pas évidemment pénétré la nature de son esprit. Quant à son gouvernement, il faut se rappeler que les formes militaires n'avaient rien qui fût du goût du libéral orateur, et que pour les Anglais de ce temps la revue d'un corps d'armée dans le Carrousel était une chose presque choquante. Ajoutons qu'une fois Fox était entré au Tribunat, et là il avait entendu un secrétaire lire la liste des ouvrages dont il était fait hommage à la nation. La séance n'avait rien eu de plus important.

Un jour qu'il travaillait aux affaires étrangères, la porte du cabinet s'ouvrit, et son secrétaire raconte qu'il vit entrer une personne inconnue dont les traits respiraient une douce émotion. Fox parut également ému, et tous deux s'embrassèrent. C'était M. de Lafayette qui venait remercier son éloquent défenseur, et le prier de passer quelques jours à Lagrange, au sein de sa famille, avec le général Fitzpatrick. Je n'ose recueillir dans les livres qui sont sous mes yeux les souvenirs des jours que passa Fox auprès des prisonnières d'Olmütz. Ceux qui ont vu Lagrange se rappellent peut-être le lierre qui d'une tourelle à l'autre va recouvrant d'une verdure épaisse l'ancienne porte fortifiée. C'est Fox qui a planté ce lierre.

Ce que M. de Lafayette a dit de cette visite de Fox n'est pas sans intérêt pour notre récit.

« La paix d'Amiens amena un grand nombre d'Anglais. « Ils s'en iront tous mécontents, me dit l'ambassadeur Livingston ; les uns avaient cru trouver la France inculte, ils la voient florissante ; les autres espéraient y voir des traces de

liberté; tous ont été désappointés. » Je me trouvai à Chavaniac lorsque Charles Fox et le général Fitzpatrick arrivèrent à Paris; ils voulurent bien mander que j'étais un des principaux objets de leur voyage. Je me hâtai de les joindre. M. et Mme Fox, Fitzpatrick, MM. Saint-John et Trotter, passèrent quelques jours à Lagrange. Je vis à Paris les lords Holland et Lauderdale, le nouveau duc de Bedford, M. Adair et M. Erskine, que je pressai en vain d'écrire sur le jury d'Angleterre et de France. Je trouvai mes amis anglais peu encourageants. « Les premières années de la révolution, disaient-ils, nous avaient fait grand bien ; ses excès ont ruiné la bonne cause. » Ils pensaient que, même en Angleterre, elle était compromise. Un jour que Fox, avec son aimable bonté de cœur, m'engageait devant mon fils à ne pas trop m'affecter d'un délai nécessaire : « La liberté renaîtra, disait-il, mais non pour nous, pour George tout au plus, et sûrement pour ses enfants. » En nous voyant de loin dans la carrière révolutionnaire, ils avaient regardé ceux qui nous dépassaient comme emportés par l'enthousiasme républicain. Il est superflu d'ajouter que, dès qu'ils s'approchèrent d'eux, cette excuse s'évanouit[1]. »

On ne sera pas surpris maintenant que Fox, à son retour en Angleterre, y trouvât un réveil d'opinion belliqueuse. Quoique les pouvoirs publics fussent encore pour la paix, le mouvement nouveau devait se prononcer chaque jour davantage, et la France, il faut le dire, ne faisait rien pour l'arrêter. Avec Fox et le grand historien de cette époque, nous croyons que le premier consul voulait sincèrement garder la paix ;

[1] *Mes rapports avec le premier consul, Mémoires*, t. V, p. 202. Voyez les lettres à Fox et à Fitzpatrick.

mais il ne prenait pas les moyens d'en rendre le maintien possible. C'était son génie que d'user hardiment de sa fortune et de ne rien dissimuler de sa grandeur. Sans violer positivement les stipulations d'Amiens, il n'épargna à l'Europe aucune des conséquences de son infériorité. A mesure que ces conséquences se développaient, c'était pour l'Angleterre une nouvelle preuve des progrès de notre puissance, une nouvelle révélation des côtés faibles du traité. Si la paix, en général, est destinée à faire vivre les nations dans un sentiment commun de calme bienveillance et de cordiale équité, ce sentiment n'existait pas : chaque jour un événement nouveau provoquait une irritation nouvelle.

Sous ce rapport, je n'hésite pas à dire que le premier consul fit des fautes, si, comme je le crois, il ne cherchait pas la guerre. Ce n'est pas la seule fois que ses manières ont causé plus de mal que ses actions, et les formes de sa politique compromis sa politique. Il oubliait trop qu'il traitait avec le gouvernement d'une nation libre. « Il se fâchait follement, dit Fox, contre la presse anglaise. » Il s'en plaignait comme si quelqu'un en était le maître, et lui, le maître de tout, il ne ménageait personne dans son *Moniteur*. Même quand il avait raison, sa façon léonine de raisonner gâtait le bon droit. Aussi l'orgueil de part et d'autre fut-il la cause principale de la rupture.

Il est aisé de se représenter Fox dans ces difficiles circonstances. Il espérait le maintien de la paix, il le désirait surtout; il s'exagérait certains dangers de la guerre; il doutait que les finances anglaises pussent supporter un si grand effort; il croyait trop à l'isolement prolongé de sa nation dans la lutte nouvelle

qu'elle pouvait entreprendre. Mais il ne se trompait pas en regardant la guerre comme funeste à la cause constitutionnelle, comme favorable aux empiètements de la couronne; il ne se trompait pas en prévoyant qu'elle apporterait à la France un surcroît de puissance et de gloire. Il voulait avoir conseillé la paix jusqu'au bout, et la prolonger du moins jusqu'au moment où la rupture serait plus motivée et la guerre plus juste. Cette façon de voir différait peu de celle du cabinet. Quant à Pitt, il ne venait point au parlement, il s'absentait de Londres; mais quoiqu'il n'épargnât pas Addington dans sa conversation, il ne poussait point à la guerre. Pitt devait être accusé par Canning d'être trop ministériel, et Fox par Sheridan de ne l'être pas assez.

Fox faisait peu de cas des ministres; mais il était décidé à défendre la paix avec eux. Son concours n'allait pas au delà. Il ne pouvait croire néanmoins que leur pouvoir fût de longue durée, et pour dire la vérité, il ne le désirait pas. Il prévoyait qu'un jour, vivement attaqués par Grenville, Windham, Canning, délaissés par Pitt, ils auraient besoin de secours, et dans cette hypothèse son vœu secret eût été que ses amis de confiance, Lauderdale et Grey, pussent entrer au pouvoir avec de bonnes conditions. Malheureusement il n'était pas assuré d'obtenir d'eux un pareil dévouement. Il fallait, pour le leur demander, croire comme lui la situation tellement extrême qu'on ne pouvait songer à soi, et qu'on devait se trouver heureux d'empêcher un peu de mal. Avec le danger de la guerre, il y avait l'autre danger, dont il se préoccupait jusqu'au découragement, l'influence usurpatrice de la couronne. Elle en était venue à éloigner un ministre aussi puissant que Pitt, à l'intimider, à le paralyser jusque dans l'op-

position. On le disait presque résigné à abandonner au roi l'Irlande et les catholiques pour rentrer en grâce. L'appui du roi suffisait pour soutenir le plus faible des ministères. La discussion avait perdu tout empire sur les chambres. Lui-même, Fox, était réduit à tolérer, presque à soutenir un cabinet de cour contre Grenville et Windham, qui du moins savaient rompre avec la royauté, et à qui il reconnaissait quelques vertus parlementaires. Cette fatale question de la guerre tenait dispersés ces tronçons d'opposition, dont on ne pouvait former un tout ni pour combattre ni pour gouverner. Dans cette passe difficile, Fox prit sa résolution.

On ne peut ignorer aujourd'hui ses sentiments. Son âme toute nue se montre dans sa correspondance. Lord Holland voyageait alors en Espagne, et nous avons les lettres où Fox lui résume de temps en temps sa situation, tout en lui racontant ses lectures classiques et en devisant sur Cervantes et Lope de Vega. Une autre correspondance est plus instructive encore. Grey était devenu l'homme le plus considérable du parti. Dès 1795, Fox écrivait à lord Holland : « Grey s'est perfectionné au plus haut degré, et il serait, si le pays était dans un état à pouvoir être sauvé, aussi propre à le sauver qu'aucun homme que j'aie jamais connu. » Une autre fois il écrit encore : « Jamais lui et moi nous n'avons été *qu'un* plus qu'aujourd'hui. » Or Grey comme Fox aimait l'agriculture et la campagne. Ses liens de famille le retenaient souvent loin de Londres, et l'assiduité parlementaire lui coûtait autant qu'au possesseur de Saint-Anne's Hill. Ce dernier, plus rapproché de la capitale, y faisait même de plus fréquents séjours. Il était donc fort intéressé à tenir au courant de toutes choses le premier lieutenant de son armée.

Il lui écrivait de véritables dépêches, où tout est exposé, discuté, ses sentiments, ses vues, les ouvertures qu'il reçoit, les informations qu'on lui donne. Pendant tout l'hiver de 1803, on le voit suivre d'un œil inquiet la conduite de la France. Il est toujours convaincu que ni ce pays ni son chef ne cherchent la guerre. Il les a vus l'un et l'autre plongés dans tes plans de commerce, dans les projets de régénération coloniale, témoin l'expédition de Saint-Domingue.

« Sur tous ces sujets ils ont une stupide admiration pour nos systèmes de la pire espèce : traite des noirs, prohibitions, droits protecteurs. Le titre de pacificateur n'est pas de ceux auxquels Bonaparte renoncera volontiers... C'est contre sa conduite à l'égard des Français, bien plus que pour tout ce qu'il peut avoir fait au dehors, qu'il faut ressentir de l'indignation ; mais, dans nos principes, ce n'est point là un cas de guerre... Il est vrai, le langage hostile et l'*attitude*, pour employer un mot nouvellement inventé, des deux nations peuvent produire la guerre contre le vœu des deux gouvernements... Il est possible de l'éviter encore, on doit y tendre toujours; mais enfin on doit la prévoir et se préparer... J'ai une forte conviction : c'est que la guerre échéant, cher Grey, vous êtes le seul, à la lettre le seul homme capable de la conduire. Toute prévention personnelle à part, je crois complétement démontré que Pitt, avec tous ses grands talents, est parfaitement impropre à cela. Il semble en effet lui-même en avoir la conscience, car en pareil cas il abandonne à d'autres toute la direction... La guerre peut amener entre les partis des alliances importantes ; il faut la soutenir d'une manière ou d'une autre, avec plus ou moins de sévérité pour l'administration, avec plus ou moins d'entente avec les Grenville. Quant aux hommes, la sottise et le vide d'Adding-

ton sont mon aversion. Je n'ai pas de goût pour les Grenville ou les Canning ; mais les uns et les autres ont sur la conduite d'un parti des notions qui ne diffèrent pas des miennes... N'imaginez pas que j'aie en ce moment, par une jonction quelconque, la vue de former un gouvernement dont vous, encore moins moi, puissions être membres ; mais s'il y a la guerre, les craintes qui proviennent de l'imbécillité des hommes actuels seront très-grandes et peuvent amener de nouvelles scènes. Et si nos *reliquiæ* pouvaient être réunies, quand il n'y aurait que les Russell et les Cavendish et quelques-uns encore, avec vous à leur tête, ce pourrait être une base pour quelque chose de mieux dans l'avenir. Considérez seulement quels changements un seul événement peut produire, et dns les confusions qui peuvent survenir, combien il serait avantageux au public que, parmi les divers groupes ou factions qui se formeraient, il y en eût une attachée du moins aux principes de la liberté. »

Les événements marchèrent. Un message inopiné du roi vint, le 8 mars 1803, avertir les chambres des armements maritimes de la France, et la guerre parut imminente. Cependant Fox ne crut pas ni qu'on dût renoncer à l'espoir de l'éviter, ni que l'approche du danger dût ramener Pitt au pouvoir. Il le trouvait trop isolé, et sans alliance il le jugeait *insignifiant*. Il imagina de proposer un recours à la médiation de la Russie, et cette proposition fut bien accueillie du ministère ; mais quand il fallut voter sur le renouvellement des hostilités, Pitt et les Grenville passèrent du côté des ministres, et Fox resta dans une minorité de 67 voix. Alors les Grenville proposèrent contre le cabinet une déclaration de non-confiance ; mais Pitt se sépara d'eux et demanda l'ordre du jour, pour lequel il

n'obtint, par l'abstention des whigs, que 56 voix contre 333, et il quitta la chambre. Le vote de non-confiance fut ensuite rejeté par 279 membres contre 34, les whigs, contre l'avis de Fox, ayant continué de ne pas voter. Tel était donc le chiffre de chaque opposition : Pitt, 56; Grenville, 34, et Fox, 67; tout le reste était aux ministres, c'est-à-dire au roi. Cependant le discours de Fox sur la médiation de la Russie est, au dire de ses adversaires, un des plus beaux qu'il ait prononcés. Voici comme il s'en explique :

« Je n'ai pu résister à la curiosité de rester pour entendre Pitt sur la dernière question (le vote de défiance.) Il a été pour le fond et la forme aussi mauvais que l'aurait pu désirer son plus grand ennemi, et Hawkesbury (plus tard lord Liverpool) lui a répondu extraordinairement bien, montrant à la fois un juste esprit de résistance et une juste émotion d'être forcé à résister ainsi à un ancien ami. C'est de beaucoup le meilleur discours qu'il ait jamais fait. Celui de Pitt, le premier jour, sur la réponse au message, a été fort admiré et très-justement. Je pense que c'est le meilleur qu'il ait jamais fait dans ce style. Le contraste entre la réception de ce discours et celle du dernier est peut-être le plus frappant qu'on ait vu. J'imagine que vous avez entendu assez de *puffs* au sujet de mon discours sur l'adresse, ainsi je n'ai pas besoin d'y venir ajouter mon obole; mais la vérité est que ç'a été mon meilleur. »

Hors des chambres, à Londres du moins, tout était à la guerre. Fox se flattait que les comtés seraient moins belliqueux; mais en tout cas, il fallait songer à un plan de défense, à un budget de la guerre; on disait que la France menaçait d'une invasion. Alors se manifesta

l'insuffisance du cabinet. Les Grenville prirent contre lui tous leurs avantages. Windham se distingua par des vues sur l'organisation militaire du pays qui frappèrent Fox et qu'il ne pouvait s'empêcher de préférer à celles du ministère. Conduit ainsi par le cours des choses à se rapprocher d'anciens adversaires ou d'alliés suspects, il conçut une heureuse idée : c'était de saisir ce moment pour une motion en faveur des catholiques. Lorsque l'Irlande pouvait être le premier théâtre du débarquement des Français, il n'était pas inutile de se concilier une population mécontente, et de lui enlever tout prétexte d'espérer dans l'étranger ; en même temps, c'était un moyen d'éprouver le courage de la nouvelle opposition et de la compromettre avec la cour ; enfin c'était placer Pitt dans l'obligation de choisir entre son honneur et ses chances de réconciliation avec le roi. Fox disposait tout pour cette habile opération, lorsque le prince de Galles lui demanda une entrevue. Il avait toujours fait bonne mine à ses anciens défenseurs ; seulement il se laissait conduire par Sheridan, qui l'amusait et qui flattait tous ses goûts, et ses ressentiments contre Pitt l'avaient porté à une demi-bienveillance pour le ministère. Exclu par la jalousie de son père de la participation qu'il réclamait aux mesures de défense du territoire, il souhaitait maintenant une coalition entre Grenville, Windham, Fox et Grey. Ses propositions furent écoutées ; on lui promit qu'il ne serait rien fait qui rendît cette alliance impossible. La motion pour l'Irlande, que Fox avait à cœur, lui semblait plutôt un moyen de faciliter un rapprochement ; mais le prince était incertain, et Sheridan, ainsi que les défenseurs avoués de l'Irlande, Grattan à leur tête, croyait le moment mal choisi. On pouvait compter sur

les Grenville ; on espérait le concours consciencieux de Wilberforce, le concours politique de Canning. Quant à Pitt, « il ne fera jamais le saut périlleux, » disait Fox. Un retard parut encore nécessaire. Fox y consentit, mais sans renoncer à son projet, fallut-il l'exécuter seul avec Fitzpatrick, Whitbread, Francis. Il comptait sur ceux qu'il appelait les *jeunes gens*, parmi lesquels il distinguait surtout le second fils de lord Lansdowne, lord Henry Petty. Il plaçait en lui de grandes espérances ; on sait si elles ont été justifiées. Il l'avait connu personnellement à Paris, où lord Henry avait fait le voyage qui commença ses relations avec tout ce que la France a de plus distingué. « Quelques mécomptes, écrivait Fox, que Lansdowne ait pu avoir dans sa vie publique, et malgré d'autres chagrins plus sensibles comme père de famille, il serait déraisonnable s'il ne regardait pas lord Henry comme la compensation de tous ses chagrins. »

Les choses en étaient là, lorsqu'on reçut la proposition formelle d'une coalition immédiate, et peu après l'on sut que le roi était repris de son ancien mal. Lord Spencer [1] et Windham portaient la parole au nom des Grenville ; on demandait à s'allier avec tout le parti whig, sans consulter Pitt ni se soucier de ses projets. On allait jusqu'à dire qu'il avait offert au roi d'entrer en abandonnant les catholiques. « Quel homme ! » s'écrie Fox à cette nouvelle, qui du reste ne reposait sur rien d'avéré. L'offre nouvelle le tentait, non pour lui-même, mais pour son parti. La maladie du roi ou-

[1] Lord Spencer, ancien whig alarmiste, ministre avec Pitt, ne doit pas être confondu avec lord Robert, troisième fils du duc de Marlborough et membre persistant de l'opposition.

vrait encore de plus vastes perspectives. On disait que sa vie ne pouvait se prolonger, et Fox pouvait s'attendre à voir disparaître ce qu'il regardait comme le grand obstacle à toute bonne administration. Ses espérances se relevaient sans que son ambition se ranimât. « Préparez votre âme à tout ce qu'il faut que vous soyez, écrivait-il à Grey, si les choses prennent un tour qui ne me semble pas improbable. Je vous donnerai toute assistance ; mais il faut que vous soyez à la tête. »

L'opposition fut très-réservée sur la maladie du roi. On n'adressa aucune question pressante ; le ministère ne fit que de demi-réponses. Chacun voulait évidemment attendre, afin de mieux apprécier la durée et l'issue probable de ce grave incident. Après quelques semaines, on annonça que le roi était en voie de convalescence. Il ne voyait qu'un de ses fils et un ou deux ministres, mais c'était assez pour qu'on dût se taire dans tous les partis. Les négociations pour la coalition n'avaient pas été interrompues. Trois questions allaient donc être posées, qui pouvaient devenir décisives : la médiation de la Russie, l'Irlande et les catholiques, la défense du pays. Tout le monde était fort animé ; on n'espérait le concours de Pitt que sur la troisième question. Il était exaspéré contre les ministres ; il ne les ménageait plus. « Mais, dit Fox, il craint de se commettre contre la cour... et il ne peut agir en homme... La cour ! la cour ! Il ne saurait consentir à abandonner ses espérances de ce côté, et par ce motif il voudrait rétrécir toutes les questions d'opposition, de manière à n'être engagé que sur des questions isolées ou de détail. C'est une triste situation ; mais même le faire entrer de force, c'est une irruption sur le pouvoir

royal, et comme telle une bonne chose; advienne après ce qu'il pourra. »

Ici la correspondance de Fox nous manque. Le dernier volume des *Mémoires*, celui, dit lord John Russell, qui fera connaître *sa complète jonction avec lord Grenville*, la chute du ministère Addington et les événements subséquents, n'a point paru. Nous n'écrirons plus dans l'intime confidence de celui dont nous esquissons la vie. Notons seulement que les termes des lettres qu'il écrivait à Grey le 28 mars, et même le 13 avril 1804, sont tels, quand il parle de la conduite de Pitt, qu'on ne peut admettre qu'il y eût alors entre eux un rapprochement personnel. Or c'est dix jours après, c'est le 23 avril, que fut posée la question décisive, et que toutes les oppositions combinées donnèrent l'assaut au cabinet, qui ne survécut pas plus d'une vingtaine de jours. Dans l'intervalle, les expressions de lord John Russell autorisent à penser que Fox s'unit à Grenville d'une manière *complète;* mais rien n'indique qu'il eût reçu ou même réclamé de la part de Pitt les assurances d'un concours qui n'aurait jamais été absolu ni cordial. Seulement on vient de voir qu'après avoir longtemps douté du retour de son rival au pouvoir, il s'était résigné à contribuer, s'il le fallait, à ce retour, pourvu que la royauté fût vaincue. La guerre actuelle n'était plus cette guerre de principes qu'il avait détestée. La France ne soutenait plus la cause de son indépendance, mais la cause de sa grandeur. Son gouvernement, qui s'annonçait pour devenir prochainement impérial, n'était plus, surtout après la journée du 21 mars 1804[1],

[1] Voyez ce que Fox dit de cet événement, *Mémoires*, t. III, p. 247 et 463.

un de ces pouvoirs qui, malgré les rivalités nationales, pouvaient inspirer à Fox la sympathie et la bienveillance. Tout en désirant le maintien ou le rétablissement de la paix, Fox n'était plus séparé par un abîme des partisans de la guerre. La cause libérale n'avait rien à perdre et elle pouvait gagner quelque chose à servir l'ambition de gens qui un seul jour auraient eu besoin de ses défenseurs. Je crois d'ailleurs que, malgré ses efforts d'impartialité, Fox se faisait encore illusion sur la situation de Pitt. Il le jugeait plus affaibli qu'il n'était, et, frappé de ses défauts, qui à la vérité n'avaient jamais autant paru dans tout leur jour, il le croyait destiné à se perdre ou à confesser sa faiblesse en demandant secours à des rivaux. Cette appréciation était au reste plutôt exagérée que fausse; Pitt ne se releva qu'à demi, et quand même le temps lui en aurait été laissé, il n'aurait point repris ou conservé longtemps l'autorité incomparable dont il avait joui dans le passé.

Le 23 avril 1804, Fox demanda que la chambre se formât en comité général. Le but de la motion était la révision de tous les bills adoptés pour la défense du pays. L'hostilité de la proposition était manifeste, et Pitt l'appuya en termes méprisants pour le ministère. Il fit une allusion significative à l'utilité de l'union entre tous les hommes pénétrés de la faiblesse du pouvoir et de la gravité des circonstances. La motion, appuyée par Sheridan et Windham, Thomas Grenville et Whitbread, Canning et Burdett, fut rejetée à 204 voix contre 256. Trois jours après, Pitt s'opposa à la lecture d'un bill sur l'armée de réserve, et ne succomba qu'à 203 voix contre 240. Le roi avait repris assez de raison pour s'indigner, et pour proposer à ses ministres de dissoudre la chambre; mais Addington n'était pas

homme à jouer le jeu de Pitt en 1784. Le chancelier lord Eldon fut chargé d'écrire à Pitt, dont il avait été déjà l'intermédiaire auprès du roi.

Pitt proposa au roi,—il s'y était, dit-on, engagé,—un plan d'administration où Fox et lord Grenville devaient trouver place. Le roi refusa l'un et consentit de mauvaise grâce à l'autre. Le premier jour, Fox avait déclaré que sa personne ne devait être un obstacle à aucun arrangement, et qu'il lui suffisait d'avoir ses amis dans l'administration. Pitt se le tint pour dit, mais Grey et les autres whigs déclarèrent à leur tour qu'ils n'entreraient point sans Fox, et lord Grenville tint le même langage. Pitt trouva indigne le procédé de lord Grenville; mais il se passa de lui, il se passa de Fox et de ses amis, comme il se passa de rien stipuler touchant l'Irlande et les catholiques, et il forma son ministère avec les débris de celui d'Addington. Les hommes qui ont après lui gouverné l'Angleterre, les lords Eldon, Liverpool, Castlereagh, Harrowby, viennent de là. Pitt ne leur amena guère que lord Melville et Canning (12 mai 1804).

Il était peu probable que cette combinaison ministérielle fût réservée à de hautes destinées; cependant la session finit assez paisiblement. Les mesures du gouvernement passèrent à des majorités plus faibles que celles dont Addington ne s'était pas contenté. Pitt ne s'ébranlait point pour si peu, et malgré l'opposition de Grenville et d'Addington, malgré les sarcasmes de Sheridan et l'habile résistance de Grey, qui devint son plus sérieux adversaire, il tint ferme et gagna une première année. Il avait toujours porté dans la guerre plus de résolution que d'activité. Les grandes combinaisons lui allaient mieux que les hasardeuses entreprises.

Contre la France, il se borna aux précautions d'un système défensif. Tout son espoir était dans une nouvelle coalition européenne. Il travaillait ardemment à la former.

A la session suivante, il se présenta devant le parlement sans avoir à lui offrir d'importants résultats. Il se sentit assez affaibli pour rechercher l'alliance d'Addington lui-même, qui, sous le titre de lord Sidmouth, devint président du conseil. Grenville et toute l'opposition n'en éclatèrent pas moins. Pitt se défendit avec son talent accoutumé; mais quoiqu'il obtînt facilement, en mesures et en argent, tout ce qu'il voulait pour la guerre, la session fut pour lui une suite de rudes épreuves. Il aurait voulu ajourner la question de la traite, qu'on avait failli décider favorablement l'année précédente. Il ne put obtenir un répit de la sainte ardeur de Wilberforce, et tout en se donnant la bonne grâce apparente d'appuyer sa motion, il la laissa combattre par ses collègues, qui la firent rejeter. Puis vint l'embarrassante question des catholiques. Cette question est la gloire des whigs. Au risque d'affaiblir leur parti, de compromettre leur popularité, de créer dans l'avenir à la liberté politique de sérieuses difficultés, ils ont en tout temps, pour le seul honneur des principes, par pur respect de la justice, épousé noblement une cause qui n'était la leur que parce qu'ils étaient les ennemis de l'oppression. Pitt, embarrassé de leur attaque, n'avait point, pour se défendre à l'aise, les préjugés passionnés d'un lord Eldon, qui tenait rudement tête à lord Grenville, et il lui fallut opposer à Fox des distinctions douteuses, des restrictions subtiles, et plaider les circonstances contre les principes. Les pétitions des catholiques furent rejetées, mais la considé-

ration de Pitt ne gagna pas à cette victoire. Enfin un dernier coup l'attendait. Une irrégularité financière, qui, si elle n'avait pas les caractères du péculat, pouvait en avoir rapporté les bénéfices, fut prouvée contre lord Melville, et, provoquée par Whitbread, une accusation de la chambre des communes alla frapper jusque dans le pouvoir ce fidèle Dundas, le vieux compagnon des travaux du premier ministre dans ses jours de puissance et de fortune. Il fallut que la main de Pitt rayât le nom de Melville de la liste même du conseil privé.

Cette cruelle affaire avait troublé, divisé le cabinet; lord Sidmouth s'était retiré; la situation ministérielle paraissait en péril pour la session prochaine. Cependant Pitt attendait d'ailleurs la diversion qui devait le sauver. Il avait décidé la Russie; la coalition était formée; l'Autriche y accéda le 24 août 1805. Les côtes d'Angleterre cessèrent d'être menacées par le camp de Boulogne. La guerre s'étendit sur un plus vaste théâtre. Mais si le patriotisme de Pitt put s'enorgueillir de la journée du 20 octobre, où Nelson triomphant mourait à Trafalgar, sa politique recevait presque le même jour un échec mortel par la capitulation d'Ulm. La bataille d'Austerlitz était gagnée le 2 décembre, et la paix de Presbourg signée le 26. Triste, affaibli, malade, Pitt mourut le 23 janvier suivant (1806). Il n'avait que quarante-sept ans. On a remarqué qu'à cet âge son père n'avait pas encore été ministre.

Le parlement fut convié à lui voter des honneurs funèbres. La mort rehausse toute gloire, et les Anglais ne sont ingrats envers aucun de leurs grands hommes. Leur reconnaissance est une partie de leur orgueil. Pitt, malgré sa décadence, laissait un large vide dans

les affaires de son pays. Malgré les revers de sa politique, rien de plus légitime que les hommages qu'on voulut lui rendre. Toutefois Fox ne pouvait s'y associer. On a beaucoup loué ce qu'il dit dans cette occasion et les éloges qu'il donna à quelques-unes des grandes qualités de son rival. Son langage en effet ne fut pas sans noblesse, mais je le louerai surtout de sa franchise; je le louerai de s'être mis au-dessus de l'affectation d'une fausse générosité, et d'avoir refusé résolûment d'affaiblir l'autorité de ses convictions en s'inclinant, même pour un moment, devant la politique qu'il avait combattue pendant vingt-cinq années.

La succession de Pitt ne pouvait rester incertaine. L'entêtement du roi n'avait plus d'asile. Lord Sidmouth lui-même était en rupture ouverte avec ses ministres. Il fallut donc accepter lord Grenville pour premier lord de la trésorerie et Fox pour secrétaire d'État des affaires étrangères. Les deux autres secrétaires d'État furent pour l'intérieur lord Spencer et pour les colonies Windham; lord Sidmouth eut le sceau privé. Tout le reste appartint aux whigs; Erskine fut chancelier, et en montant à la pairie il fit graver sous ses armoiries cette devise unique dans les annales héraldiques : *La procédure par jurés* (*Trial by jury*). Grey, maintenant lord Howick, car son père avait été fait comte, fut premier lord de l'amirauté; lord Fitzwilliam président du conseil, le duc de Bedford lord-lieutenant d'Irlande, Fitzpatrick secrétaire de la guerre, Sheridan trésorier de la marine; enfin lord Henry Petty, qui n'avait que vingt-six ans, fut chancelier de l'échiquier. Depuis longtemps l'Angleterre n'avait pas eu à la tête de ses affaires une administration égale à celle-là.

Fox s'était cru sincèrement hors du pouvoir pour le reste de sa vie, peut-être même avait-il espéré qu'un retour de ses opinions et de son parti pourrait s'accomplir sans lui. Dans une lettre où il parlait de divers projets littéraires, il s'écriait, deux ans auparavant : « Oh! que je voudrais décider mon âme à prendre pour règle de consacrer le reste de mes jours à de tels sujets, et uniquement à de tels sujets! Oui, je crois plutôt finir ainsi, et pourtant, s'il y avait une chance de rétablir un fort parti whig, quel qu'il fût,

> Non adeo has exosa manus victoria fugit,
> Ut tanta quicquam pro spe tentare recusem. »

Le moment venu, il se dévoua. Bien qu'on pût entrevoir sur son visage les signes d'une altération menaçante de sa santé, jusque-là si forte, on le retrouva tout entier. Il se replongea dans les affaires. Son exactitude, sa lucidité, son esprit juste et pratique, la promptitude de son travail, le mérite de ses dépêches furent remarqués comme autrefois. Les ministres étrangers aimaient sa franchise bienveillante, et l'on dit même qu'il finit par plaire au roi. Les rois estiment beaucoup dans leurs ministres l'humeur facile, l'égalité, l'absence de toute vanité inquiète et irritable, et tiennent quelquefois à la vie douce plus encore qu'à la conformité des vues et à l'accord des opinions.

La situation générale n'était ni commode ni brillante. La France montait au comble de la gloire, et les revers de la politique de la guerre ne facilitaient pas la politique de la paix. Cependant on pouvait considérer qu'à l'exception du Hanovre, conquis par nos armes et donné à la Prusse, l'Angleterre n'avait rien perdu. Son empire des Indes était assuré; elle détenait Malte, le

Cap, presque toutes nos colonies; la bataille de Trafalgar illustrait son pavillon. La coalition dont Pitt était le principal artisan avait payé cher ses défaites; mais, en la formant, Pitt avait éloigné son ennemi des côtes de l'Angleterre, et la conduite de la guerre continentale ne pouvait après tout être reprochée à sa mémoire. Fox pouvait donc songer à la paix sans exiger de son pays un grand sacrifice. Son premier acte parlementaire fut guerrier néanmoins. La Prusse, en acceptant le Hanovre, quoiqu'elle alléguât la contrainte, avait encouru et mérité l'hostilité de l'Angleterre. Un message du roi fut en conséquence communiqué au parlement, et Fox inaugura sa diplomatie par une rupture nouvelle, mais indispensable. Ce fut un hasard heureux qui le mit en relation avec le cabinet de Saint-Cloud. Il reçut un jour la visite d'un personnage se disant Français, et qui venait lui confier un projet d'assassinat contre l'empereur Napoléon. Il s'empressa d'écrire à M. de Talleyrand pour le prévenir et lui offrir tous les moyens de recherche et d'information que la chose pourrait exiger. M. de Talleyrand était lié de tout temps avec lui; de tout temps aussi, c'était à regret qu'il avait vu la lutte des deux pays. Ministre du Directoire, on l'avait accusé d'une politique anglaise. Il savait que Napoléon était dans un de ces moments où la paix avec l'Angleterre tentait sa sagesse. Il répondit par des remercîments et des compliments. L'empereur, en recevant la communication, s'était écrié qu'il reconnaissait là M. Fox. « M. Fox est un des hommes les mieux faits pour sentir en toutes choses ce qui est beau, ce qui est vraiment grand. » Fox répondit en offrant directement la paix. « Cette proposition, dit M. Thiers, charma Napoléon. » Une négociation par correspondance, à la fois officielle

et privée, des deux ministres s'engagea. Fox disait dans une de ses lettres : « Je suis sensible au dernier point, comme je dois l'être, aux expressions obligeantes dont le grand homme que vous servez a fait usage à mon égard... Les regrets sont inutiles ; mais s'il pouvait voir du même œil dont je l'envisage la vraie gloire qu'il serait en droit d'acquérir par une paix modérée et juste, que de bonheur n'en résulterait-il pas pour la France et pour l'Europe entière ! » (22 avril 1806). Au moment où cette lettre était écrite, la négoçiation semblait près de se rompre ; mais la lettre même servit à la renouer. Lord Yarmouth, qui avait été retenu comme prisonnier en France, était chargé de la suivre ; plus tard, lord Lauderdale lui fut adjoint. Napoléon, justement mécontent de la Prusse, était disposé à faire disparaître la plus grande difficulté en restituant le Hanovre. On en était presque à ne plus discuter que deux choses : si l'Angleterre, qui devait garder toutes ses conquêtes maritimes, rendrait Surinam ; si la France, qui devait garder toutes ses conquêtes continentales, exigerait la Sicile pour le roi Joseph. C'est un de ces rares et précieux moments qu'on ne rencontre pas, en lisant notre histoire de ce siècle, sans un serrement de cœur. Malgré quelques défiances réciproques, malgré quelques nuages sans cesse renaissants, dissipés sans cesse, on semblait approcher du terme. La roideur ombrageuse du cabinet britannique et son peu de promptitude à juger des intentions vraies de ceux avec qui il traite, ces deux défauts qui ont autant nui à sa renommée que l'auraient fait de flagrantes violations de la foi et de la justice, cédaient au libre et généreux génie d'un homme incomparablement placé pour être le réconciliateur de nos deux pays. Dominant les entraînements

de la victoire, la juste satisfaction d'être si grand laissait encore l'âme de Napoléon ouverte aux inspirations de la vraie sagesse, et les gigantesques idées dont se repaissait son imagination ne se tournaient pas en exigences hautaines, incompatibles avec l'honneur et la sécurité de tous. Le malheur voulut que la Prusse, qui n'avait pas osé s'unir à la dernière coalition, humiliée de son inaction, de l'insignifiance à laquelle la condamnait sa duplicité versatile, confondant, suivant son usage, sa vanité avec son ambition, imaginât de devenir menaçante et réveillât le génie de la guerre à peine assoupi. En même temps un mal grave et rapide vint affaiblir et suspendre, puis bientôt anéantir l'influence de Fox, qui mourut un mois juste avant la bataille d'Iéna.

Encore en possession de ses forces, il avait parcouru non sans honneur la dernière session où il lui ait été donné de se faire entendre. Il aurait désiré que l'émancipation des catholiques fût un de ses premiers actes ; mais c'était dissoudre le cabinet en le formant. Il dit à l'Irlande de choisir entre un débat stérile et un ministère ami, et l'Irlande ajourna elle-même ses griefs. En faisant voter la chambre sur l'existence de l'armée, il introduisit dans le *mutiny bill* une clause qui limitait la durée du service, innovation qui nous semble bien simple, mais qui pouvait faire préjuger une réorganisation future de l'armée anglaise, en effaçant quelque chose de ce caractère de servitude militaire qu'elle n'a pas perdu tout à fait encore. Enfin il est un autre esclavage, celui-là odieux et détestable, auquel Fox eut la joie de porter un coup fatal. Le 10 juin 1806, la chambre, qui ne savait pas qu'elle l'écoutait pour la dernière fois, l'entendit demander à son pays l'abolition

de la traite des noirs. Wilberforce et Canning, Francis et Romilly, William Smith, le fidèle défenseur de la liberté religieuse, lord Henry Petty, destiné à siéger dans le ministère qui devait abolir l'esclavage aux colonies, plaidèrent à l'envi la noble cause alors triomphante, et dans le monument funèbre élevé dans Westminster à la mémoire de Fox, un Africain agenouillé étend vers le lit du mourant ses bras dont les fers tombent en se brisant.

Fox avait au commencement du printemps passé à Sainte-Anne ses derniers jours heureux. Revenu à Londres, il éprouva vers la fin de mai quelque indisposition, et au milieu de juin il se sentit décidément malade. Le premier jour qu'il fut forcé de s'arrêter, il se fit lire le quatrième livre de l'Énéide. Son état parut bientôt dans toute sa gravité, et l'on reconnut les symptômes de l'hydropisie. On ne tarda pas à recourir aux opérations pénibles et vaines qui donnent un soulagement passager. Dès qu'il se sentit un peu moins mal, il soupira après la campagne. Sainte-Anne étant trop éloigné, on le transporta à quelques milles de Londres, à Chiswick-House, l'élégante villa italienne du duc de Devonshire. Là il se trouva assez bien pour prendre plaisir à revoir les tableaux qui ornent la maison et pour se faire lire, avec sa chère Énéide, des fragments de Dryden, de Swift, de Johnson, même un poëme manuscrit de Crabbe. Mais bientôt les symptômes alarmants reparurent, l'angoisse devint insupportable, il fallut encore recourir à une opération qu'il supporta avec beaucoup de sérénité. Tant qu'il l'avait pu, il avait vu plusieurs de ses amis, lord Grey, qui obtint de lui amener une fois Sheridan, lord Robert Spencer, surtout lord Fitzwilliam et le général Fitzpatrick. Un jour

l'un d'eux lui dit (son mal était alors moins avancé) qu'il espérait le mener à Noël à la campagne avec quelques amis, que ce changement de lieu lui serait bon, que ce serait une scène nouvelle. « Oui, répondit Fox en souriant tristement, je serai sur une scène nouvelle à Noël. » Puis, avec plus de gravité : « Mylord, que pensez-vous de l'état de l'âme après la mort? » Et comme on ne lui répondait pas, il continua : « Qu'elle est immortelle, j'en suis convaincu. L'existence de la Divinité prouve que l'esprit existe : pourquoi donc l'âme ne subsisterait-elle pas dans une autre vie? J'y aurais cru, quand le christianisme ne me l'aurait pas dit... Mais quelle sera cette existence, cela me passe. » Mme Fox lui prit la main en pleurant. « Je suis heureux, lui dit-il, je suis plein de confiance, et je puis dire plein de certitude. » Fitzpatrick, lord Holland et miss Fox, sa sœur, ne le quittaient point dans ses derniers jours. On raconte qu'il vit aussi lord Henry Petty, et qu'il lui dit : « Tout ceci est dans le cours de la nature; je suis heureux; votre tâche est difficile, ne désespérez pas. » Quelques jours avant le dernier, il interrogea sur le danger de son état lord Holland qui ne le trompa point. Fox lui serra la main. Il régla quelques affaires, et consentit à voir un ministre de l'Évangile. Quand un jeune ecclésiastique, M. Bouverie, vint lui lire les prières, il écouta avec le plus grand calme et se tut. Pendant les dernières luttes, ses yeux se portaient avec tendresse sur tous ceux qui l'entouraient; mais quand il regardait sa femme, ses yeux exprimaient la tendresse et la compassion. Il paraissait inquiet de la laisser faible et isolée. « Je meurs heureux, » telles furent ses dernières paroles; puis ses regards se fixèrent plusieurs fois sur sa femme, il la nomma et fit effort pour

prononcer des mots qu'on ne put entendre. Il mourut à Chiswick, le 13 septembre 1806, à six heures vingt minutes du soir.

On a fait connaître son testament, qui ne contient que des marques de souvenir à ses amis et quelques dispositions pour assurer le sort de sa veuve. On dit qu'il voulait être enterré à Chertsey, près de Saint-Anne's Hill; mais il fut décidé que de solennelles funérailles lui étaient dues. Elles furent célébrées avec pompe, et son tombeau est à l'abbaye de Westminster.

Nos efforts auraient bien mal répondu à notre pensée, si ce qu'on vient de lire n'avait un peu fait voir combien Fox était digne d'être aimé. On a contesté plusieurs de ses qualités, blâmé sa conduite, critiqué ses vues. On lui a donné de grandes louanges et bien diverses, mais au-dessus des critiques et même des éloges un aveu unanime s'élève : il était bon. C'était une de ces natures instinctivement honnêtes et généreuses que l'esprit de parti lui-même ne réussit point à haïr. En Angleterre, aujourd'hui, tous les partis ne parlent de lui qu'avec un bienveillant respect, et sa mémoire est aimée.

Deux ans après sa mort, son histoire de la première partie du règne de Jacques II fut publiée par les soins de lord Holland. Cet ouvrage, qui n'est pas achevé, devait être un tableau de la révolution qui a fondé sous sa forme définitive la liberté de l'Angleterre. Fox attachait le plus grand prix à son travail. Quoique souvent interrompu, il le poursuivit pendant plusieurs années avec plus d'ardeur que de continuité. Il était conduit par deux sentiments qu'il voulait allier et qui ne sont point incompatibles, l'amour de sa cause et l'amour de la vérité. Il travaillait lentement et se dé-

fiait de ses habitudes de tribune. « Je viens de finir mon introduction, écrit-il à Lauderdale, son conseiller ordinaire, et après tout, elle ressemble plus à un discours qu'il ne faudrait. » Grand partisan de la vieille langue anglaise, il disait qu'il ne voulait pas se servir d'un mot qui n'eût l'autorité de Dryden. Quant au fond de l'histoire, l'esprit qui l'inspirait n'a rien d'équivoque. On a vu que, comme Chatham, comme Walpole, comme tout le monde, excepté la société française du XVIIIe siècle, il blâmait fort la politique de Hume, et il voulait annexer à son ouvrage, s'il le terminait, un examen de l'*Histoire des Stuarts* de l'illustre Écossais, qu'il accusait de partialité pour une dynastie de compatriotes. Ce n'est pas en ce sens que Fox pouvait être soupçonné, et l'on a cité cent fois l'arrêt qu'il a rendu contre les restaurations.

Son ouvrage n'a point cependant paru au niveau des espérances que le nom de l'auteur faisait concevoir. Quoique amateur très-éclairé, tres-passionné des beautés de l'art, Fox n'était pas un écrivain supérieur ; il avait trop peu écrit pour acquérir cette expérience du métier qui simule le talent. Deux ou trois articles dans un journal oublié, *the Englishman*, qui paraissait en 1779, sa lettre aux électeurs de Westminster, son éloge du cinquième duc de Bedford, et son fragment d'histoire, voilà tout ce qu'il a fait. Il ne faut donc pas chercher un grand art dans son livre, mais on y doit reconnaître une réelle valeur historique. Il tenait à savoir le vrai, et il a donné l'exemple de s'en enquérir en remontant aux sources et en écrivant l'histoire sur pièces. La sincérité éclate partout dans son récit et dans ses jugements ; un fonds de bienveillance se montre dans sa justice, même dans son injustice, s'il en a quelquefois,

et toujours on reconnaît la ferme intention de ne condamner qu'à coup sûr, et de tenir compte de toutes les circonstances avant de prononcer. Sa manière de juger n'est point implicite; il examine, il débat en présence du lecteur, et son histoire attache la raison comme une discussion bien suivie. Tel nous semble le mérite de l'ouvrage de Fox, et l'on serait heureux d'avoir sur tous les grands événements de l'histoire un essai pareil d'un pareil homme d'État.

C'est l'orateur qu'il aurait fallu faire connaître, et nous devons nous borner à le louer. Précisément parce que Fox était le véritable orateur politique, on citerait de lui plus de beaux discours que de beaux passages; on admirait plus ses mouvements que ses expressions. Il parlait comme on agit, avec un but, pour un certain auditoire, en vue de certaines circonstances. Quoique profondément lettré, ce n'était pas un artiste en paroles. Son esprit n'était point spéculatif. Il avait si peu de goût pour l'abstraction, qu'en rendant hommage à Smith et en soutenant ses principes par instinct, il ne faisait aucun cas de l'économie politique. « C'était, dit un critique ingénieux, Hazlitt, un esprit exclusivement historique, un raisonneur en fait, *matter of fact reasoner*. Si Burke avait trop d'imagination, Fox en avait trop peu. Le pratique manquait à l'un, le scientifique à l'autre. » Il ne commandait pas comme Chatham, il ne séduisait pas comme Pitt par la grâce de la diction et en relevant par la dignité des paroles la subtilité des arguments. Il cherchait à fixer les esprits sur la question même; il la possédait en maître, et ayant l'enthousiasme de la conviction, il la communiquait peu à peu par la puissance et la chaleur de la discussion. « Il était, dit encore ce critique difficile, de la classe des

hommes communs, mais le premier de cette classe. Ses caractères saillants étaient la force et la simplicité. » J'ai lu dans la maison de lord Brougham, au bas d'un beau et expressif buste de Fox, les mots célèbres d'Eschine parlant de Démosthène, et ces mots expriment, je le sais, l'opinion de lord Brougham lui-même. Cependant lord Erskine, sans pour cela mettre Fox au-dessous de Démosthène, croit que l'éloquence antique était plus travaillée, plus faite pour le cabinet que l'éloquence anglaise. L'expédition des affaires à laquelle celle-ci est consacrée comporte moins de méditation et d'art; elle exige à la fois plus d'instruction et de rapidité. Selon lui, définir le talent de Fox, c'est définir l'éloquence même, en tant qu'appliquée aux affaires du gouvernement britannique. Quoiqu'il fît grand cas de l'action extérieure, il s'en occupait peu pour lui-même. Il commençait avec lenteur, son débit était d'abord pesant, il hésitait, il semblait comme submergé dans ses pensées; mais il s'animait peu à peu, se saisissant de son sujet, non par méthode, mais d'une manière imprévue. Sa fertilité d'arguments était infinie, et sans cesser un moment de discuter, il arrivait à la plus entraînante véhémence.

Nul n'était plus habile à mettre en lumière le faible de l'adversaire. Son invective accablante était toujours motivée par la réfutation. Elle était comme la conséquence naturelle de l'absurdité et de pis encore qu'il venait de démontrer ou qu'il avait à combattre. Pitt possédait un art plus savant, une voix admirable, une manière de dire noble et facile, un grand talent d'exposition, plus de subtilité que de nerf dans l'argumentation, une mesure et un tact si justes et si prompts, que Windham disait qu'il aurait improvisé un discours

de la couronne. Malheureusement il était monotone, il ne réfutait que par le sarcasme, où il excellait, même en présence de Sheridan, et quelques traits brillants et rares ne le préservaient pas toujours de la froideur et de l'aridité. Sa passion contenue se communiquait peu. Pitt imposait, Fox entraînait. Ses meilleures choses ont été entièrement improvisées. C'était un général de champ de bataille. Jamais orateur n'a mieux conservé la raison dans la passion, ou porté plus avant la passion dans la raison, et sans calcul visible, sans efforts apparents, il atteignait le but suprême de l'art en conservant dans son talent ce qu'admirait Grattan, et ce qu'on pouvait retrouver dans toute sa personne, le charme du naturel et une *grandeur négligente*[1].

Lorsqu'on a fait une connaissance intime avec le talent, l'esprit et le caractère de Fox, on s'explique mieux comment, malgré des fautes aisément reconnaissables et de continuels revers, son nom est resté grand dans son pays, et particulièrement cher à tous ceux dont le cœur bat pour la même cause. On est surpris de voir en Angleterre dans combien de maisons le portrait de Fox est placé avec honneur comme celui d'un défenseur, d'un guide, d'un ami. Son souvenir est partout. Dans la magnifique résidence de Woburn, lorsqu'après avoir longtemps marché sous les ombrages de ces beaux arbres et traversé des forêts de cèdres, on a visité cette collection innombrable de portraits qui semble la revue de l'histoire d'Angleterre, on arrive

[1] Le plus bel éloge de Fox se trouve dans un discours de Grattan que j'aurais cité si tout le monde ne l'avait lu, depuis que M. Villemain l'a traduit dans le deuxième volume de ses *Souvenirs historiques*.

par un jardin d'arbustes rares et de fleurs précieuses à une galerie d'un style grec, remplie de vases, de bas-reliefs et de statues, et dans l'hémicycle en marbre qui la termine, comme dans un sanctuaire consacré à la liberté même par les soins du dernier duc de Bedford accomplissant les volontés de son frère, on voit le buste de Fox entouré des bustes de ses compagnons d'espérance et de travaux, éclairé de cette demi-lumière qui provoque le respect et la méditation. Une inscription latine du duc de Bedford, des vers de la duchesse de Devonshire témoignent à tous de la pieuse amitié qui éleva ce monument, et l'on comprend mieux à cet aspect comment dans cet heureux pays la tradition sert à soutenir l'ardeur des réformes, et l'esprit de famille vient en aide à l'esprit de liberté.

Les amis de Pitt, ses continuateurs, ont dit que sa politique avait triomphé sur sa tombe, et après nos malheurs ils ont reporté jusqu'à lui l'honneur de leur victoire. Il n'en est pas moins vrai que sa politique a de son temps moins nui que servi aux progrès guerriers de la révolution, et qu'il a contraint ou autorisé son ennemi à ces efforts immenses qui, pour leur succès final, n'auraient eu besoin que de s'arrêter à temps. Il ne s'en est fallu que d'un peu de sagesse ou d'une mort à propos, que le système fondé par Pitt échouât. Ce n'est pas lui qui a donné à Napoléon l'imagination démesurée et insatiable qui a fini par se jouer de sa raison ; on ne peut en conscience supposer que le ministre anglais ait médité de faire passer la France par l'excès de la grandeur pour qu'un jour l'orgueil enivré par la fortune se perdît. Si les choses ont en définitive tourné comme il le désirait, rien n'est arrivé comme il l'avait prévu. Si les revers de sa politique

n'ont pas été funestes à la richesse et à la puissance de son pays, c'est contre ses conjectures et en dépit de ses projets. Assurément il ne pouvait deviner quelle serait l'influence d'une guerre prolongée, d'une création énorme d'effets publics, de l'isolement et du blocus commercial sur l'activité productive et la prospérité féconde de l'Angleterre, et sa prudence s'inquiétait même des sacrifices qu'il lui imposait sans en prévoir les compensations. Enfin les nécessités du moment, les difficultés de la lutte ont amené sous lui et après lui la formation d'un système et d'un parti de gouvernement auquel on ne peut guère accorder d'autre mérite que celui de l'énergie et de la persévérance, mais qui, pour la justice, la modération, la générosité, la sincérité, la prévoyance, risquait de mettre l'Angleterre au niveau des monarchies du continent. Tout cet ouvrage des circonstances, toute cette machine de guerre n'a plus été, à partir de 1815, qu'un instrument vieilli d'oppression. L'hypocrisie politique s'est maintenue quelque temps dans ses ouvrages, mais enfin la brèche s'est faite, il a fallu se rendre et changer même de drapeau. Si la politique qui a voulu exploiter Waterloo est celle de Pitt, ne parlez pas tant de sa durée ni de sa fortune. Encore un peu de temps, et la victoire a passé à la politique opposée. Un jour ce Canning, qui rêvait, il y a cinquante ans, de retremper l'une des politiques par l'autre, a ébauché en mourant la coalition qu'il avait manquée une première fois. Cette question de l'Irlande et des catholiques, que Fox dans ses dernières années regardait comme la pierre de touche des hommes et des partis, a pris un jour une telle gravité, que les plus courageux et les plus habiles des torys ont fait défection pour la résoudre contre les principes de leur vie entière.

Ainsi peu à peu c'est la politique de Fox qui a pris le dessus, et depuis 1830 elle règne presque sans débat. Depuis 1830, ce réveil de la révolution française, c'est la politique de Fox qui gouverne l'Angleterre et qui préside à ses relations avec la France. Certes la France y est pour quelque chose. Quand elle se montre sous ses traits véritables, quand la révolution n'écoute que son bon génie, l'Angleterre a moins de peine et de mérite à lui rendre justice; les fantômes évoqués par Burke s'évanouissent, et les choses apparaissent en pleine lumière, telles que Fox s'obstinait à les voir, malgré le nuage orageux qui les cachait. Qui doute cependant que les vrais intérêts, les vraies traditions de l'Angleterre, le développement naturel de ses institutions et de ses idées ne soient dans le sens de ce qui s'y passe, et que depuis vingt-cinq ans elle ne soit en général gouvernée suivant sa nature? Et qui donc a eu l'honneur, il y a vingt-cinq ans, d'inaugurer ce retour à la politique libérale? C'est l'ami, le lieutenant, l'héritier de Fox, c'est lord Grey. Oui, c'est de Fox qu'il faut dire que sa politique a triomphé sur son tombeau.

Et comme si toutes ces choses se tenaient, comme si l'Angleterre devait cesser de méconnaître la France dès que la France cesse de se méconnaître elle-même, les sentiments de Fox pour notre pays, ce respect pour notre indépendance, même cette indulgence pour nos révolutions qui va jusqu'à l'optimisme, ont pénétré dans les divers cabinets de la Grande-Bretagne. Plusieurs des anciennes préventions, des vieilles jalousies se sont dissipées; la politique des deux pays a constamment oscillé autour d'une alliance intime, et par moment cette alliance s'est réalisée, toujours au profit

de la civilisation du monde. Je ne crois pas en politique aux rapports éternels : il ne peut exister entre des nations un lien de dévouement, une solidarité désintéressée. Leur orgueil, à défaut de leur prudence, peut les séparer quelquefois. Comment oublier, du roi Jean à Napoléon, combien de faits historiques ont laissé aux deux peuples de ces blessures qui peuvent se rouvrir? Qui donc ignore que tantôt l'artifice des gouvernements, tantôt la passion populaire ont suggéré des défiances, accrédité des soupçons, entretenu des ressentiments? Enfin comment se dissimuler qu'une certaine jalousie tour à tour commerciale ou politique obsède, comme un préjugé héréditaire, l'esprit naturellement droit et bienveillant des Anglais? Une confiance chevaleresque dans les alliances de ce monde serait un aveuglement d'enfant; mais, cela dit, je persiste à penser que depuis Henri IV, c'est-à-dire depuis qu'il y a en France quelque chose comme un gouvernement, le système d'alliances de ce grand prince est resté pour le fond le vrai système de la France, et si l'on a dû parfois s'en écarter, on a toujours bien fait d'y revenir. Les déviations, quand elles ont été forcées, ont été des accidents. Spontanées, elles ont été des fautes. Elles ont créé aux deux peuples de faux intérêts et des oppositions factices qui leur ont fait plus de mal que rapporté de gloire ; je n'admire pas ceux qui ont gouverné pour la vengeance. Je crois que l'équilibre stable de l'Europe, du monde peut-être, est dans une certaine union, plus ou moins étroite, suivant les temps, de la France et de l'Angleterre. Si cette politique a passé dans les veines de Fox avec le sang de Henri IV, qu'on en rende grâce, si l'on veut, à la duchesse de Portsmouth ; mais n'importe l'origine, cette politique est toujours la bienvenue, elle

recommandera toujours le nom de Fox parmi nous. Elle se lie pour moi au salut de la révolution française, c'est-à-dire à la cause de ma patrie.

FIN DU TOME SECOND ET DERNIER.

PARIS.—IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND.

Pages.

HORACE WALPOLE.

JUNIUS.

BURKE.

FOX.

FIN DE LA TABLE DU TOME II.

PARIS.—IMPRIMÉ CHEZ BONAVENTURE ET DUCESSOIS.

